



HAL
open science

La Norvège et l'isolationnisme, 1940-1972

Einar Hallé

► **To cite this version:**

Einar Hallé. La Norvège et l'isolationnisme, 1940-1972. Sciences de l'Homme et Société. Sorbonne, 2014. Français. NNT: . tel-01100527

HAL Id: tel-01100527

<https://theses.hal.science/tel-01100527>

Submitted on 6 Jan 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

ÉCOLE DOCTORALE IV

THÈSE

pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

Discipline : Etudes Germaniques et Nordiques

Présentée et soutenue par :

Einar HALLÉ

le 31 octobre 2014

La Norvège et l'isolationnisme, 1940-1972

Sous la direction de :

M. Jean-Marie Maillefer, professeur, université Paris-Sorbonne

Membres du jury :

M. Maurice CARREZ, professeur, université de Strasbourg

M. John Peter COLLETT, professeur, université d'Oslo

M. Jean-Marie MAILLEFER, professeur, université Paris-Sorbonne

LA NORVEGE ET L'ISOLATIONNISME, 1940-1972

Aron, R. : Paix et guerre entre les nations. Copyright Calmann-Lévy 1962, 1984 et 2004, pages 92 et 93 : Sous le chapitre « Offensive et défensive », Raymond Aron écrit « Quel sens prennent en politique ces notions qui concernent originellement la conduite des opérations ou des engagements ? Au niveau d'abstraction le plus élevé, j'ai distingué *puissance offensive* et *puissance défensive*, c'est-à-dire la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres ou la capacité d'une unité de ne pas se laisser imposer la volonté des autres. Sur le champ diplomatique, la défensive consiste pour un Etat à sauvegarder son autonomie, à maintenir sa manière propre de vivre, à ne pas accepter la subordination de ses lois intérieures ou de son action extérieure aux désirs ou aux décrets des autres. Les Etats que l'on baptise « petites puissances », le plus souvent n'ont et ne peuvent avoir que des ambitions défensives. Ils veulent survivre en tant que tels, foyers de libres décisions. En revanche, les nations dites « Grandes Puissances » veulent posséder la capacité que nous avons appelée offensive, autrement dit la capacité d'agir sur les autres unités politiques, de les convaincre ou de les contraindre. « Les Grandes Puissances » doivent prendre des initiatives, former des alliances, se mettre à la tête de coalitions. Un Etat de premier ordre qui se sert de sa seule « puissance défensive » adopte une attitude d'« *isolationnisme* », il renonce à participer à la compétition, il refuse d'entrer dans le système, il veut être laissé en paix. L'isolationnisme, celui du Japon au XVIIIème siècle ou celui des Etats-Unis après la Première Guerre Mondiale, n'est pas toujours, en tant que tel, méritoire. Celui du Japon n'eut pas de conséquences graves pour les autres Etats, mais celui des Etats-Unis faussa les calculs des forces. L'Allemagne, par deux fois, ignore le potentiel de l'Etat lointain qui faisait profession de s'abstraire de la politique mondiale » (Les italiques sont de l'auteur).

« La Norvège est un pays qu'il est difficile d'avoir comme patrie » [Norge er et vanskelig land at have til fædreland]. Texte gravé dans les pavés du trottoir de la rue « Henrik Ibsens gate », parmi beaucoup d'autres citations d'auteurs norvégiens connus, à la hauteur du Ministère royal des Affaires étrangères [DET KGL UTENRIKS-DEPARTEMENT] à Oslo, et provenant d'une lettre à Bjørnstjerne Bjørnson datée du 15 juin 1897 (auteur non précisé).

Fukuyama, F. : The Modern Prince [Le Prince moderne]. Dans une recension sur une biographie de la vie de Niccolo Machiavel (1469-1527), publiée par *'The Financial Times'* de Londres dans son numéro daté des 6-7 juillet 2013, Fukuyama écrit à son sujet : « Ne souhaitant pas fonder son régime sur des 'républiques imaginées', Machiavel abaissa délibérément la perspective de la politique à la recherche de ce qui était réalisable sur le plan politique. *Il fut l'un des premiers à réaliser que la politique nationale allait être animée par les exigences impitoyables de la politique étrangère*» [Not wanting to base his regime on 'imagined republics', Machiavelli deliberately lowered the horizon of politics to the pursuit of what was politically realistic. He was one of the first to see that domestic politics would be driven by the ruthless demands of foreign policy] (Recension de F. Fukuyama au sujet de l'ouvrage "The Garments of Court and Palace: Macchiavelli and the World that He Made" [Les habits de la cour et du palais: Macchiavel et le monde qu'il a façonné] Auteur Philip Bobbit, Atlantique books) (nos italiques).

Bourdieu, P., Les conditions sociales de la circulation internationale des idées. *Cahiers d'histoire des littératures romanes* (14^e année 1-2, p 1-10) : « Porter au jour, par une socioanalyse scientifique, les structures de l'inconscient culturel national, de dévoiler, grâce à l'anamnèse historique des deux histoires nationales, et plus spécialement de l'histoire des institutions éducatives et des champs de production culturelle, les fondements historiques des catégories de pensée et des problématiques que les agents sociaux mettent en œuvre, sans le savoir, dans leurs actes de production ou de réception culturelles ».

LA NORVEGE ET L'ISOLATIONNISME

1940-1972

Pour la Norvège, entre repli sur soi, qui lui semble naturel et rassurant et ouverture commerciale au monde, qui lui est nécessaire pour nourrir sa population et faire fonctionner son industrie, la grande question est : comment exister dans un environnement international ?

RESUME EN FRANCAIS

Titre de notre thèse : « La Norvège et l'isolationnisme, 1940-1972 ». Nous avons d'abord entrepris de tracer un tableau de la Norvège en nous reportant à des ouvrages d'auteurs tels Raymond Aron (1905-1983) et son « Guerre et paix entre nations », de Francis Fukuyama (1952-) avec son étude « The Origins of Political Order » [Les origines de l'ordre politique], de Hans Magnus Enzensberger (1929-), auteur de « Norsk utakt » [La Norvège qui marche à contretemps], d'Henrik Ibsen (1828-1906) et son « Peer Gynt », et de nombreux écrits d'Olav Riste (1933-) et d'autres auteurs.

A la fin de cette première partie notre analyse a permis d'identifier l'isolationnisme traditionnel et défensif des Norvégiens que nous désignerons comme étant du premier degré, puis une seconde forme d'isolationnisme appelé organique et du second degré, car intériorisé et ainsi occulté.

Nos sources principales ont été les Comptes rendus de réunions du Comité des Affaires étrangères et de la Constitution au Storting (Parlement) à Oslo.

La deuxième partie de cette thèse traite la période de 1940 à 1949 qui se termine par l'adhésion de la Norvège au Pacte atlantique et l'OTAN en 1949, car le pays n'avait tout simplement pas d'autre choix. En troisième partie nous suivons la Norvège dans une phase d'internationalisation profonde de 1950 à 1972 où le pays adhère, de nouveau sous la contrainte, d'abord à l'Association européenne de libre échange puis cherche à se joindre à la Communauté économique européenne. L'échec au référendum sur l'Europe en 1972 est à imputer en très grande partie à son isolationnisme que nous qualifierons d'*extraordinaire*.

TITLE IN ENGLISH

Norway and isolationism, 1940-1972

SUMMARY IN ENGLISH

Title of our thesis: 'Norway and isolationism, 1940-1972'. We start by building up a portrait of Norway by referring to works by authors such as Raymond Aron (1905-1983) and his «War and peace between nations» [Guerre et paix entre nations], Francis Fukuyama (1952-) with his study of « The Origins of Political Order », Hans Magnus Enzensberger(1929-), author of « Out-of-step Norway » [Norsk utakt], Henrik Ibsen and his « Peer Gynt» as well as numerous writings by Olav Riste (1933-) and other contributors.

At the end of this first part our analysis has uncovered the traditional and defensive isolationism of the Norwegians which we qualify as being of the first degree, then a second degree isolationism, organic in character, since it is interiorised and hence hidden.

Our main sources are accounts of meetings of the “Committee for Foreign affairs and of the Constitution” at the Storting (Parliament) in Oslo.

The second part of this thesis deals with the period from 1940 to 1949 where Norway joined the Atlantic pact and NATO in 1949, quite simply because the country had no other choice. In the third part we look at Norway during her period of opening up to the international community from 1950 to 1972 where the country joins, again because she was forced to, first the European Free Trade area (EFTA), then is a candidate for membership of the European Economic Community (EEC). The loss at the referendum on Europe in 1972 is mostly due to her isolationism that we in the end shall qualify as being *extraordinary*.

LA NORVEGE ET L'ISOLATIONNISME

1940-1972

LES MOTS CLES EN FRANCAIS

Isolement ; isolationnisme ; dynamique ; statique ; Comité ; Affaires étrangères ; Constitution ; Norvège ; Suède ; Danemark ; OTAN ; Pacte atlantique ; Nations Unies, Svalbard ; Amérique, les Etats-Unis ; individualisme ; le droit foncier ; odel ; Espagne ; doctrine Monroe ; Société des Nations ; splendide isolement ; premier degré ; second degré ; confinement ; se cantonner ; politique commerciale ; sécurité extérieure ; relations de puissance ; conservation ; institutions ; insularité ; crainte ; instinctive ; être entre nous ; isolationnisme passif ; isolationnisme spirituel.

KEYWORDS IN ENGLISH

Isolation; Isolationism ; first degree isolationism ; second degree isolationism; EFTA; CEE; EEC; Common Market; Committee; Foreign Affairs; Constitution; Norwegian; government; shipping industry; merchant navy; defense; foreign countries; effort; intelligence service; transmit information; national capacity; occupied Norway; stay behind; Atlantic Pact; Special Operations; Secret Intelligence Service; SIS; military situation; collect; transmit; radio operators; fight; sovereign right; clandestine effort; political control of Norway; constitutional powers; political leadership.

LA NORVEGE ET L'ISOLATIONNISME

1940-1972

Cette thèse a été préparée à :

Ecole Doctorale IV, Université Paris - Sorbonne, Centre Malesherbes, 108 boulevard
Malesherbes, 75017 Paris.

LA NORVEGE ET L'ISOLATIONNISME, 1940-1972

REMERCIEMENTS

Ces quelques lignes de reconnaissance doivent, dans le cas de ce doctorant, commencer avec nos débuts en France et l'inscription à l'Institut d'Etudes Politiques à Paris en 1961.

Nous nouons des amitiés durables avec des camarades étudiants, entre autres, Gérard de Saint Ferréol, Ragnvald Nilsen, Arnljot Neraal, Odd Rygh et Peter O'Neill.

D'autres rencontres qui débouchent sur une amitié et un soutien, dont Pierre et Andrée Coineau, hôteliers à Paris et Pierre Le Brun, éducateur et auteur.

Pour le travail dans le tourisme pour financer nos études nous sommes reconnaissants, en premier lieu, à notre employeur Léo Roupioz, et n'oublions point l'amitié qui nous lie pour toujours à nos collègues Joanna Booms, Mario Micciarelli, André Carrier, Andrew England, Hubert Glaude et beaucoup d'autres qui ne sont plus.

Un problème de santé important, qui a eu comme conséquence un abandon de nos études, a été résolu, trois années plus tard, par le docteur G. E. Farreras qui nous a guéri de la dysenterie dont nous souffrions (à notre insu) et qui de cette manière a véritablement sauvé l'existence de cet étudiant. Suite à quoi M. J. Chapsal, alors directeur de Sciences Po à Paris, sollicité par Einar Hallé pour une reprise de ses études, a désigné son Attaché de Direction, M. Jean-Louis Balouzet de se mettre en contact avec moi et avec beaucoup de bienveillance de la part de Sciences Po notre re-inscription a été acceptée en 1970 avec obtention du diplôme à l'automne 1971. Qu'ils soient tous remerciés d'avoir contribué d'une manière décisive au succès et à l'épanouissement de cet étudiant !

De plus, nos remerciements à Sciences Po elle-même, l'école la plus formidable que nous ayons jamais connue !

Par la suite, Ralph et Gunn Shabetaj-Jonsson, à qui nous sommes reconnaissants car ils ont aidé à l'établissement de notre entreprise de tourisme réceptif en Grande-Bretagne en 1976.

Dans cette activité nous avons été soutenus par Michael et Danièle Pagnacco-Warwick qui sont devenus nos amis et qui nous ont conseillé et assisté dans notre activité. De plus, nous sommes particulièrement redevables à Danièle Pagnacco qui nous a fourni des services d'une guide conférencière de tout premier plan.

Mais le plus important arrive en 2008 lorsque nous avons contacté M. J.M. Maillefer en demandant une inscription pour un Master en études nordiques à Paris IV. Très

aimablement M. Maillefer nous invite à commencer nos études en 2009 et les deux années suivantes, durant lesquelles lui et ses collègues nous ont gentiment pilotés, aboutissent à un Master II en 2011.

A notre demande il accepte de devenir notre Directeur de thèse et il nous guide ainsi depuis trois ans, très aimablement avec beaucoup de patience et de pédagogie comme un tuteur vers la thèse dont le lecteur trouvera ci-après le texte complet, avec nos remerciements chaleureux à son inspirateur initial.

Nos remerciements vont aussi au personnel des bibliothèques que nous avons visitées soient, à Oslo, la Bibliothèque nationale, les Archives du Storting, les deux bibliothèques de l'Université d'Oslo à Blindern, les Archives nationales à Sognsvann dans la banlieue nord d'Oslo, la Bibliothèque du Musée de la Défense nationale, situé dans la forteresse Akershus à Oslo ainsi que les archives du quotidien « *Østlendingen* » [l'Habitant de l'est], que nous avons pu consulter au siège de la rédaction à Elverum et à Paris, la Bibliothèque nordique, partout des gens aimables et très serviables.

Enfin, nos deux frères Odd-Petter et Finn-Morten Halle et notre sœur Bente-Elisabeth Halle-Helgesson et leurs époux, résidant près d'Oslo et à Stockholm, qui nous ont soutenus moralement dès le début.

LA NORVEGE ET L'ISOLATIONNISME, 1940-1972

ABREVIATIONS

AELE: Association européenne de libre échange.
ANZUS : Traité de Sécurité de l'Australie, la Nouvelle Zélande et les Etats-Unis.
CCP : Comité clandestin de planification.
CECA : Communauté Européenne du Charbon et l'Acier.
CEE : Communauté économique européenne.
CIA : Central Intelligence Agency
DNA : Det norske arbeiderparti, Le Parti Social-démocrate norvégien.
EFTA : European Free Trade Area.
FTA : Free Trade Area.
GATT: General Agreement on Tariffs and Trade.
IDS : Initiative de défense stratégique.
INF: Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty.
IRBM: Intermediate range ballistic missiles.
MC : Marché Commun.
MILORG : Militær organisasjon.
NATO : North Atlantic Treaty Organisation.
NSC: National Security Council
NKP : Norges Kommunistparti, Parti Communiste norvégien.
OECE : Organisation européenne de coopération économique.
OEEC: Organisation for European Economic Cooperation.
OSCE : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.
OSS : Office of Strategic Services.
OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
REP : Rester en place.
SACEUR : Supreme Allied Commander Europe.
SALT : Strategic Arms Limitation Talks.
SAS : Scandinavian Airlines Systems.
SDN : Société des Nations.
SEATO : Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE).
SHAPE: Supreme Headquarters Allied Powers Europe.
SOE: Special operations executive.
STAY BEHIND: Rester en place.
UD : Utenriksdepartementet = Ministère norvégien des Affaires étrangères.
UEO : Union de l'Europe occidentale.
URSS : Union des Républiques socialistes soviétiques.
USSR : Union of Soviet socialist republics.

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|------|
| - Page de titre. | p 1 |
| - Résumé en français. | p 5 |
| - Title in English. | p 6 |
| - Summary in English. | p 6 |
| - Les mots clés en français. | p 7 |
| - Keywords in English. | p 7 |
| - L'intitulé et l'adresse de l'unité où la thèse a été préparée. | p 8 |
| - Remerciements. | p 9 |
| - Abréviations. | p 11 |
| - Table des matières. | p 13 |
| | |
| Introduction. | p 19 |
| | |
| I : L'Isolationnisme : un premier aperçu. | p 25 |
| | |
| II : La Norvège : un tableau. | p 31 |
| | |
| II.1 : Question de définitions. | p 31 |
| | |
| II.1.1 : L'isolement, un état statique. | p 31 |
| | |
| II.1.2 : L'isolationnisme, un état dynamique et du premier degré. | p 33 |
| | |
| II.1.3 : Un isolationnisme spécifiquement norvégien. | p 34 |
| | |
| Première partie : Contexte de l'isolationnisme norvégien | |
| | |
| II.2 : Contexte sociogéographique. | p 37 |
| | |
| II.2.1 : Le droit foncier et l'individualisme. | p 37 |
| | |
| II.2.2 : La géographie et la topographie. | p 48 |
| | |
| II.2.3 : La démographie et l'habitat. | p 50 |
| | |
| II.2.4 : Le climat. | p 51 |

| | |
|---|-------|
| II.3: Contexte historique. | p 52 |
| II.3.1 : L'histoire de la Norvège. | p 52 |
| II.3.2 : Les rapports historiques de la Norvège avec l'extérieur. | p 55 |
| II.3.3 : Les rapports historiques des Norvégiens avec l'extérieur. | p 57 |
| II.3.4 : L'isolationnisme norvégien du second degré. | p 58 |
| II.4 : La Norvège et les Norvégiens dans leurs relations commerciales avec l'étranger. | p 66 |
| II.4.1 : Les relations commerciales de la Norvège, placées sous l'autorité du Ministre des Affaires étrangères. | p 66 |
| III : La Norvège dans le nouvel environnement international 1905-1939. | p 77 |
| III.1 : De 1905 à la Deuxième Guerre Mondiale. | p 77 |
| III.1.1 : De 1905 à 1940 : Un aperçu. | p 77 |
| III.1.2 : 1905 : Fin de l'Union avec la Suède. | p 78 |
| III.1.3 : La Norvège indépendante, 1905 -1940. | p 79 |
| III.1.4 : Les relations inter-nordiques 1920-1940 | p 90 |
| III.1.5 : Le personnel diplomatique. | p 94 |
| III.1.6 : La Norvège et la guerre civile d'Espagne. | p 98 |
| III.1.7 : La Norvège se libère de l'obligation de sanctions de la Société des Nations. | p 101 |
| Deuxième partie : La Norvège de 1940 à 1949. | |
| III.2 : De 1940 à 1945 : La Norvège effectue un virage à 180 degrés. | p 105 |
| III.2.1 : De 1940 à 1945 : La guerre et sa logique. | p 106 |
| III.2.1.1 : La Norvège libre adhère à une alliance interalliée en 1941. | p 109 |
| III.2.1.2: Les relations entre le gouvernement norvégien en exil à Londres et les Alliés occidentaux. | p 113 |

| | |
|--|-------|
| III.2.1.3 : La dynamique russe 1941-1945 et l'alliance avec l'URSS. | p 124 |
| III.2.1.4 : La Norvège et le premier projet soviétique de cogestion sur Svalbard. | p 126 |
| III.3 : De 1945 à 1949: Retour à l'indépendance et recherche de sécurité. | p 129 |
| III.3.1 : Les relations internationales des Norvégiens et de la Norvège se rapportent à quatre sphères distinctes. | p 129 |
| III.3.1.1 : La Norvège et l'espace Norden. | p 129 |
| III.3.1.2 : La Norvège et l'Amérique du Nord. | p 131 |
| III.3.1.3 : La Norvège et l'Europe. | p 133 |
| III.3.1.4 : La Norvège et le monde. | p 136 |
| III.3.2 : La définition d'une nouvelle politique étrangère de la Norvège. | p 138 |
| III.3.3 : La Norvège face à sa nouvelle voisine directe, l'URSS. | p 142 |
| III.3.4 : Les charmes de « l'isolationnisme spirituel » ou « passif ». | p 147 |
| III.3.5 : La politique illusoire de « constructeur de passerelles ». | p 148 |
| III.3.6 : L'autosatisfaction des Norvégiens. | p 150 |
| III.3.7 : Toujours la question du projet Svalbard. | p 151 |
| III.3.8 : La Norvège en pointe face au régime dictatorial de Franco. | p 161 |
| III.3.9 : Le 'monstre' allemand. | p 190 |
| III.3.10 : Le Plan Marshall, le Pacte atlantique et l'OTAN. | p 193 |
| 3 ^{ème} partie : La Norvège de 1950 à 1972. | |
| IV : La Norvège en position exposée sur l'axe est-ouest 1950-1972. | p 221 |
| IV.1 : La Guerre Froide. | p 223 |
| IV.2 : La stratégie de « Rester en place » : les liens avec les services secrets britannique et américain. | p 227 |
| IV.3 : Les tentatives de regroupements scandinaves et leurs obstacles politiques. | p 235 |
| IV.4: Anciennes et nouvelles tensions dans la société norvégienne. | p 238 |

| | |
|---|-------|
| IV.4.1 : Tensions entre les élites et le peuple. | p 239 |
| IV.4.2 : Tensions sociolinguistiques. | p 240 |
| IV.5 : Une nouvelle donne : la politique de prévention, mue par l'isolationnisme norvégien, ou un pied dedans, un pied dehors. | p 241 |
| IV.5.1 : La formulation de la politique étrangère de la Norvège. | p 242 |
| IV.5.2 : L'OTAN indispensable à la sécurité de la Norvège. | p 246 |
| IV.5.3 : La Norvège et les Etats-Unis d'Amérique dans l'OTAN : Une Alliance dans l'Alliance ? | p 259 |
| IV.5.4 : La Norvège et la Communauté européenne de défense (CED). | p 265 |
| IV.6 : La question européenne : de 1957 à 1972 | p 277 |
| IV.6.1: De l'hiver 1957 à l'été 1961 : La Norvège adhère à l'Association européenne de libre échange (AELE) des Sept. | p 279 |
| IV.6.2 : De l'été 1961 à l'automne 1972 : La Norvège se prépare à adhérer au Marché Commun (MC) ou à la Communauté économique européenne (CEE) des Six. | p 296 |
| IV.6.2.1 : Hésitations et craintes devant la perspective d'adhésion à l'Europe continentale. | p 297 |
| IV.6.2.2 : L'année 1972 avec le quotidien « <i>Østlendingen</i> » [l'Habitant de l'est] ; extraits. | p 304 |
| IV.6.2.3 : L'année 1972 avec le quotidien le ' <i>Trønder-Avisa</i> ' [Journal de (la Province de) Trøndelag] ; extraits. | p 308 |
| IV.6.3 : La demande d'adhésion de la Norvège, « nolens volens », à la Communauté économique européenne et l'échec au référendum de 1972. | p 315 |
| IV.6.3.1 : La campagne pour le référendum en 1972. | p 315 |
| IV.6.3.2 : Le résultat du référendum. | p 318 |
| IV.6.3.3 : Les raisons du rejet. | p 320 |

| | |
|--|-------|
| IV.6.3.4 : Un isolationnisme norvégien <i>extraordinaire</i> . | p 322 |
| V : Epilogue : D'un isolationnisme extraordinaire à un ethnocentrisme norvégien tacite ? | p 325 |
| V.1 : L'isolationnisme norvégien mis à jour. | p 325 |
| V.2 : L'identité des Norvégiens. | p 331 |
| V.3 : Le personnage des Norvégiens. | p 333 |
| V.4 : Les Norvégiens, les étrangers [dei framande] et l'ethnocentrisme tacite. | p 335 |
| Conclusion générale. | p 339 |
| Bibliographie. | p 347 |
| Annexes : | |
| I : Quelques données de base chiffrées sur la Norvège. | p 367 |
| II : Carte de la Norvège par départements. | p 368 |
| III : La population de la Norvège par départements au 1er janvier 1975. | p 369 |
| IV : Liste des Premiers Ministres et des Ministres des Affaires étrangères de la Norvège, 1935 à 1973. | p 370 |
| V : Aperçu de faits majeurs et des relations internationales de la Norvège, de la Suède et du Danemark de 1216 à 1940. | p 371 |
| VI : Textes sources (TS) en langue norvégienne et française. | p 392 |
| - TS.01 : « <i>Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Stortingsarkivet, Oslo</i> » [Le Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution. Les archives du Storting. Oslo]. | p 392 |
| - TS.02: « <i>Forhandlinger i Stortinget</i> » [Débats au Storting]. | p 427 |
| - TS.03 : Relations inter-scandinaves et internationales 1380-1814. | p 433 |

| | |
|--|-------|
| - TS.04 : L'échec au référendum 1972. | p 434 |
| - TS.05 : L'identité des Norvégiens. | p 435 |
| - TS.06 : Le bond en avant : de l'Etat providence à la Commune providence. | p 435 |
| - TS.07: « <i>London regjeringa</i> » [Le gouvernement à Londres] | p 437 |
| - Index. | p 439 |

LA NORVEGE ET L'ISOLATIONNISME, 1940-1972

Introduction.

Nous commencerons cette introduction avec quelques réflexions sur le développement des méthodes de recherche historique, notamment en Norvège, en vue de déterminer notre propre approche pour approfondir et présenter le sujet de notre thèse.

Lors de nos séjours en Norvège nous avons découvert l'ouvrage « Motstrøms » [A contrecourant]. Il s'agit d'un ouvrage collectif, des Mélanges [festskrift] en l'honneur d'Olav Riste, publié lors de son soixante dixième anniversaire en 2003 (Titre complet de l'ouvrage : « Motstrøms. Olav Riste og norsk internasjonal historie skrivning » [A contrecourant. Olav Riste et les écrits norvégiens sur l'histoire internationale])¹.

Lars Christian Jenssen (1959-) a écrit le chapitre sur « L'œuvre d'Olav Riste » [Olav Ristes forfatterskap]².

Dans cette contribution L. C. Jenssen traite, entre autres sous l'intitulé «Forskingsstradisjoner » [Traditions dans la recherche], les deux voies principales de la recherche historique suivies par Olav Riste dont la principale fut la tradition d'origine britannique de « l'Histoire Internationale » [« International History »-tradisjonen] et la deuxième, appelée « la tradition norvégienne 'réaliste' simplifiée » [forenklet norsk « realistisk » tradisjon]³.

« Traditionnellement les groupes d'acteurs les plus importants dans la politique étrangère ont été vus comme étant les chefs d'Etat et de gouvernement, les Ministres des Affaires étrangères et la diplomatie. Dans les années 1950 et 1960 les écrits dans le domaine de l'Histoire Internationale ont également attribué à d'autres groupes un poids croissant dans le processus des résolutions politiques. Cette tendance se retrouve dans la thèse

¹ O. Riste est né en 1933 à Volda en Norvège, un lieu habité depuis mille ans et où Ivar Åsen (1813-1896) s'est rendu dans les années 1850 lors de ses recherches pour construire le néo-norvégien. Olav Riste écrit en néo-norvégien et étant ainsi proches de la véritable souche norvégienne ses écrits ont un caractère très pertinent lorsqu'il traite de la Norvège et des Norvégiens. Historien connu pour ses recherches dans le domaine des Affaires étrangères de la Norvège et Histoire de la Défense nationale où il a longtemps été directeur de recherche, il est remarqué pour son abandon de la vue étroite sur l'Histoire militaire norvégienne en faveur des perspectives et tendances à plus long terme dans l'interaction entre la situation nationale et internationale. Il a obtenu un doctorat à l'Université d'Oxford en 1963, effectué des recherches à l'Université de Harvard en 1967 ainsi qu'à la Freie Universität Berlin en 1972 avant d'accepter un poste de professeur II à l'Université de Bergen en 1980. De 1975 à 1981 il fut le rédacteur de la *Scandinavian Journal of History* [Revue scandinave d'histoire]. Pour son travail dans le domaine de l'Histoire contemporaine et ses recherches sur la politique de la sécurité de la Norvège il a été nommé, par le roi, Chevalier de première classe et reçu l'Ordre de Saint Olav en 2003. (Cf. : http://no.wikipedia.org/wiki/Olav_Riste et SNL.no)

² Chef archiviste aux Archives nationales, rédacteur avec Olav Riste de : « *Intelligence in the Cold War. Organisation, Role and International Cooperation* » [Le renseignement dans la Guerre Froide. Organisation, rôle et coopération internationale] (Oslo 2001).

³ « *Motstrøms* » [A Contrecourant] p 20-23.

de doctorat de Riste⁴ soutenue en 1963. Dans la thèse un thème de fond chez Riste est avancé : la rencontre entre la neutralité formelle et la réalité des rapports politiques de la Norvège avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique⁵. Dans celle-ci, un rôle considérable est conféré aux intérêts économiques norvégiens dans la formulation de la politique de neutralité lors de la Première Guerre Mondiale. Les travaux de Riste dans ce domaine dans les années 1960 anticipent le développement de perspectives corporatives dans l'historiographie de la politique étrangère de la Norvège⁶ ».

«La recherche dans la seconde des deux traditions, la « tradition norvégienne réaliste » provient de deux concepts : le premier est que la répartition du pouvoir dans la politique internationale est surtout déterminée par le potentiel militaire et économique des pays, la deuxième que la Norvège est un Etat petit disposant d'une sphère d'action internationale limitée. Dans cette tradition, la sécurité de la Norvège est vue comme une adaptation aux réalités extérieures, répondant ainsi aux cadres établis par la politique internationale. Cette tradition marquait un contraste par rapport à la tendance centrale de la recherche historique dans la politique étrangère norvégienne des années 1960 et 1970, c'est-à-dire des études des processus de résolutions norvégiennes introverties sans référence claire aux conditions posées par les cadres extérieurs »⁷.

Sous le paragraphe «Påvirkning fra postempirismen » [L'influence du post-empirisme]⁸, L. C. Jenssen écrit : «Vers la fin des années 1950, une rupture marquante avec le courant empirique dominant dans la philosophie scientifique a eu lieu. Qu'il soit possible d'en parler comme un changement plus général dans la théorie scientifique peut être illustré par l'arrivée de nouvelles pensées fondatrices qui ont vu le jour dans de nombreux écrits dans un laps de temps limité »⁹.

Jenssen mentionne les publications en 1962 de Paul Feyerabend (1924–1994) « *Explanation, Reduction and Empirism* » [Explication, réduction et empirisme] et Thomas Kuhn (1922-1996) « *The Structure of Scientific Revolutions* » [La structure de révolutions scientifiques].

⁴ « *The Neutral Ally: Norway's Relations with Belligerent Powers in the First World War* » [L'Allié neutre : Les rapports entre la Norvège et les puissances belligérantes lors de la Première Guerre Mondiale].

⁵ Cf.: http://nbl.snl.no/Olav_Riste/utdypning.

⁶ Tradisjonelt hadde stats-og regjeringsledere, utenriksministre og diplomatiet vært sett som de viktigste aktørgruppene i utenrikspolitikken. Utover i 1950- og 1960-årenes IH [International History]-skrivning tillegges også andre grupper en økende tyngde i den politiske beslutningsprosessen. Denne tendensen finnes igjen i Ristes doktoravhandling. Her er norske næringslivsinteresser tillagt betydelig rolle i utformingen av den norske nøytralitetspolitikken under den første verdenskrig. Ristes arbeide på dette feltet i 1960 årene foregriper utviklingen av korporative perspektiver i norsk utenrikspolitisk historiografi.

⁷ Forskningen i den andre av de to tradisjonene, den norske 'realistiske' tradisjonen, springer ut av to oppfatninger: Den første er at maktfordelingen i internasjonal politikk særlig avgjøres av landenes militære og økonomiske potensial, den andre at Norge er en småstat med et begrenset internasjonalt handlingsrom. Norsk sikkerhet ses i denne tradisjonen som en tilpasning til de ytre realiteter som svar på de rammene internasjonal politikk etablerer. Denne tradisjonen sto i kontrast til en sentral tendens i norsk utenrikspolitisk historieforskning på 1960- og 1970- tallet, nemlig innadvendte studier av norsk beslutningsprosesser uten en tydelig referanse til de ytre rammebetingelsene.

⁸ *Motstrøms* [A contrecourant] p 39-43.

⁹ Mot slutten av 1950 årene kom det til et markant brudd med den dominerende empiristiske strømmingen innenfor vitenskapsfilosofien. At det kan tales om et mer allment vitenskapsteoretiske skifte, kan illustreres ved at grunnleggende nye tanker kom til uttrykk i mange arbeid innefor et begrenset tidsrom.

« Ces travaux représentaient une sortie de l'empirisme logique. La représentation traditionnelle concernant la relation entre l'expérience et la théorie a été mise sens dessus dessous. La théorie a été considérée relever du primaire par rapport à l'expérience ou le savoir. Ce concept de théorie a reçu de nombreuses appellations – 'paradigme', 'perspective', 'conditions d'arrière-plan' ou 'cadre de pensée' »¹⁰.

Jenssen continue : « on peut maintenir que Riste aussi, dans certains de ses choix, dévoile une influence post-empirique. « L'allié neutre » ne commence pas avec un 'commencement' normal dans le sens empirique du terme. *A la place, l'ouvrage commence par un rapport sur le développement du concept de neutralité. Cette introduction n'a pas seulement le but d'informer. Elle établit un cadre principal pour la compréhension. Ici Riste partage dès le début son 'cadre de pensée' avec le lecteur. D'abord la perspective et la compréhension, ensuite les événements et actions historiques* (nos italiques)¹¹ ».

En 2011 une fois le sujet de notre thèse décidé, nous avons commencé à réfléchir à la sphère dans laquelle vit et s'épanouit l'isolationnisme norvégien. Par la suite nous avons été amenés à présenter la Norvège et son peuple tel qu'ils sont dans leurs terroirs et sous leurs divers angles historiques et culturels et comment ces aspects affectent leur isolationnisme.

Au mois de novembre 2012, nous avons pris contact avec M. Riste pour lui demander de nous recommander une littérature en relation avec notre thèse et avons ainsi découvert l'existence de l'ouvrage «*Motstrøms* » [A contrecourant].

C'est ainsi que nous avons découvert que nous avons en fait procédé un peu comme Riste lui-même, résumé par Jenssen, avec d'abord la perspective et la compréhension pour déboucher ensuite sur les événements et actions historiques.

Le résultat est que cette thèse s'ouvre sur une première partie avec le titre : « La Norvège : un tableau » où nous nous référons parfois à des auteurs qui ont jeté une lumière pertinente sur tel ou tel aspect de notre sujet. Ce tableau nous permet de tracer la perspective et d'offrir une compréhension de la situation avant l'attaque de la Norvège par les Allemands en 1940 et en même temps d'analyser l'isolationnisme et déterminer, pour ce qui est de la Norvège, qu'il existe sous deux catégories.

La suite de notre thèse suit un déroulement chronologique par sujet où nous présenterons les événements et actions historiques principalement à l'aide des comptes rendus de réunions du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution à Oslo, des extraits

¹⁰ Disse arbeidene representerte et oppbrudd fra den logiske empirismen. Den tradisjonelle forestilling om forholdet mellom erfaring og teori ble snudd på hodet. Teori ble ansett for å være det primære i forhold til erfaring eller empiri. Dette teoribegrepet fikk mange navn – 'paradigme', 'perspektiv', 'bakgrunnsforutsetninger', 'tankehet'.
¹¹ Jenssen.....det kan hevdes at Riste også in noen av sine disposisjonsmessige valg røper postempirisk innflytelse. 'The Neutral Ally' begynner ikke med det som er den normale 'begynnelsen' i empirisk forstand. I stedet innledes boken med en redegjørelse om nøytralitetsbegreps utvikling. Denne innledningen er ikke bare orienterende. Den etablerer en hoveddramme for forståelsen. Riste deler her fra første stund sin 'tankehet' med leseren. Først perspektiv og forståelse, så historiske hendelser og handlinger.

du Journal privé du conseiller du Ministre norvégien des Affaires étrangères de juin 1942 au mois d'avril 1949, d'ouvrages publiés sur ces thèmes ainsi que des articles de divers quotidiens et revues, et de Mémoires universitaires et études diverses.

La deuxième partie de cette thèse couvre la période 1940 à 1949 : l'isolationnisme norvégien subit d'abord la guerre et sa logique et, par la suite, il est soumis aux séquelles du conflit mondial jusqu'à l'intégration de la Norvège dans une nouvelle architecture des relations internationales lorsqu'elle choisit de se joindre au bloc occidental avec l'adhésion au Pacte atlantique en 1949, seule voie possible pour elle d'assurer sa sécurité dans l'avenir.

Dans une troisième partie nous suivons l'isolationnisme norvégien alors que la Norvège a intégré l'Otan et se trouve ainsi « à cheval » sur l'axe est-ouest. Nous continuons par l'étude des perspectives internationales qui se développent, avec les diverses tentatives de regroupements en Europe qui culminent avec le référendum sur l'adhésion à la Communauté économique européenne (ou Marché Commun) en 1972.

La question fondamentale que pose cette thèse est de savoir si l'isolationnisme norvégien est d'un caractère ordinaire ou extraordinaire.

Cette thèse a, comme toute thèse, un but pédagogique, et de ce fait le lecteur trouvera parfois, en route, une présentation d'un aspect ou d'une phase historique qui peut paraître excentrique à l'isolationnisme de base, ceci dans le but d'étoffer le tableau de la Norvège et d'apporter une meilleure connaissance et donc une compréhension plus approfondie sur la Norvège et les Norvégiens.

Il nous a semblé utile de finir avec un épilogue car l'isolationnisme norvégien se développe en fonction de la situation économique, industrielle et politique très changeante en Norvège et dans la sphère internationale, de plus d'autres recherches et études sont publiées qui jettent une nouvelle lumière sur certains aspects de notre sujet et qui sont utiles pour la connaissance des lecteurs.

Tous les liens vers des sites et informations sur l'Internet ont été vérifiés courant février 2014.

Pour les informations biographiques nous nous sommes appuyés sur l'internet via Wikipédia, ou par le nom de la personne cible dans un moteur de recherche, à la Grande encyclopédie norvégienne Snl.no, à l'encyclopédie biographique norvégienne meta.snl.no/Norsk_biografisk_leksikon ou au site Stortinget.no.

Pour ceux qui voudraient consulter les comptes rendus des réunions du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, la référence à donner pour accéder à une réunion est constituée d'abord par les deux derniers chiffres de l'année, suivi des chiffres du mois et terminer avec les chiffres du jour dans le mois. Ainsi pour la réunion du le 8 mai 1946 la

références sera 460508. Ces comptes rendus sont consultables aux Archives du Storting à Oslo où l'on pourrait peut-être vous remettre gratuitement une disquette avec les comptes rendus, référencés comme ci-dessus.

De plus, pour la signification de certains mots norvégiens qu'il est difficile de traduire à tout moment d'un seul mot en français nous avons consulté le dictionnaire en ligne : « Bokmåls- og Nynorskordboka » [Dictionnaire du bokmål (la langue des livres) et du néo-norvégien] <http://www.nob-ordbok.uio.no/perl/ordbok.cgi?OPP=&bokmaal=&ordbok=bokmaal>].

Nous nous référerons aux mots en néo-norvégien par Nn et dans la « langue des livres » (bokmål) par Bm.

L'étranger 'personne' est 'utlendingen' (masc), identique dans Nn et Bm. L'étranger 'pays' est 'utlandet' (neutr), identique dans Nn et Bm. Ces mots norvégiens ne sont pratiquement pas employés ici pour désigner l'étranger 'pays' ou l'étranger 'personne'.

Nous trouvons à leur place très souvent en Nn 'framand' ou 'framande' et en Bm 'fremmed' ou 'fremmede' qui indiquent « l'inconnu », « ce qui est inhabituel ou curieux » [Framand : ukjend, uvan, underleg] ou ce qui a son origine dans l'extérieur lequel représente une autre sphère et une autre notion que le mot étranger.

Le dictionnaire nous donne également : Framand : « étranger, lointain ; pays, puissances, forces étrangers ou de l'extérieur ; peuples ou peuplades étrangers ou de l'extérieur ; cultures, langues et paroles étrangères ou de l'extérieur » [utanlandsk, fjern ; framande land, makter, styrkar / framande folk(eslag) / framande kulturar, språk, ord].

Ainsi en Bm, 'en fremmed' (masc) indique un étranger personne (ou un inconnu) et 'det fremmede' (neutr) est l'étranger pays ou l'extérieur.

En Nn, 'ein framande' (masc) signifie un étranger personne (ou un inconnu) et 'det framande' (neutr) est l'étranger pays ou l'extérieur.

Lorsque dans cette thèse nous rencontrons ces mots norvégiens, c'est-à-dire une forme de 'framand' ou 'fremmed', nous les traduirons par étranger ou extérieur suivi, entre crochets, du mot norvégien d'origine, afin de permettre au lecteur de mieux appréhender le sens de la phrase.

Pour ce qui est de l'écriture, nous n'avons pas fait d'efforts particuliers pour mettre en bon français les phrases incorrectes ou mal formulées en vue de garder la spontanéité des interventions des participants aux réunions (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, de même nous ne sommes pas intervenus pour corriger le style imparfait des contributions des lecteurs dans les quotidiens cités.

Enfin, que le lecteur sache qu'avec plus d'une langue dans un fichier, Microsoft abandonne sa fonction de vérificateur de l'orthographe. Nous avons donc du repérer manuellement les erreurs d'orthographe et les corriger. Nous espérons de ce fait que le lecteur de cette thèse ne trouvera que peu d'erreurs en cours de lecture. De plus, les guillemets et apostrophes posent problème pour le logiciel lorsqu'on passe d'une langue à une autre dans un même fichier et nous n'avons pas trouvé de solution à ce problème.

Nous utiliserons d'une manière générale la police Times New Roman taille 12 pour le texte de cette thèse. Dans notre traduction vers le français les textes que nous citerons se trouveront entre guillemets et en Times New Roman taille 10 ; pour les textes d'origine nous les présenterons entre crochets à la suite de la traduction si le passage concerné est bref, soit par une note de bas de page ; pour des textes plus importants nous les ferons apparaître en annexe.

Pour les mentions de publications dans le texte, celles-ci sont données d'abord dans leur langue d'origine en italiques et entre guillemets suivi de sa traduction en français entre crochets et il en est de même pour les notes de bas de page.

LA NORVEGE ET L'ISOLATIONNISME, 1940-1972

I : L'Isolationnisme : Un premier aperçu.

Depuis deux siècles, l'isolationnisme a été illustré dans différentes situations.

Pour Olav Riste, qui écrit un article publié sous la rubrique Chronique dans le quotidien norvégien « *Aftenposten* » avec le titre : « Norge – isolasjonismens siste skanse » [La Norvège – le dernier bastion de l'isolationnisme], l'isolationnisme est un concept classique et bien établi dans les affaires étrangères depuis les premières années de la nation américaine¹².

Il cite George Washington (1732-1799), le Premier Président des Etats-Unis d'Amérique, qui avait déclaré dans son discours d'adieux en 1797: « La principale règle pour nous dans nos relations avec les nations étrangères est que lorsque nous développons nos relations commerciales avec elles nous devons avoir le moins possible de rapports politiques.... Il est de notre politique avérée d'éviter les alliances permanentes avec une quelconque partie du monde extérieur », cette déclaration constituant le texte fondateur de l'isolationnisme.

Nous trouvons cet autre développement sur le même thème de l'isolationnisme dans Wikipédia : «..... (Le Président) Washington continue en incitant le peuple américain à tirer partie de leur position isolée dans le monde et éviter les attachements et immixtions dans les affaires étrangères, surtout celles de l'Europe, qu'il pense ont peu ou rien à voir avec les intérêts de l'Amérique. Il maintient qu'il est vain pour le peuple américain de faire la guerre sur le sol de l'Europe alors que sa position isolée et son unité lui permettront de rester neutre et se concentrer sur ses propres affaires. En conséquence, Washington préconise que le pays devrait éviter des alliances permanentes avec toutes les nations étrangères quoique des alliances de nature temporaire puissent être nécessaires....» (nos parenthèses)¹³.

Nous constatons que Washington prend en compte la catégorie continentale de son pays, lui fournissant un isolement naturel et protégé de l'étranger, qu'il est très jeune et qu'il est peuplé, à l'époque où il parle en fin du XVIII^{ème} siècle, en majorité par des blancs de souche européenne, offrant ainsi à l'Amérique la possibilité de rester neutre et se soustraire aux affaires européennes et par conséquence de toutes les nations étrangères.

Nous pouvons reprendre à notre compte la définition établie par le chercheur indien, Raj Krishna (d'après O Riste) sur le non-alignement, qui s'apparente à l'isolationnisme, comme suit : « Le non-alignement a en réalité toujours été un alignement informel, non déclaré et unilatéral

¹² www.Aftenposten.no du 1^{er} décembre 1994, p 19.

¹³..... Washington goes on to urge the American people to take advantage of their isolated position in the world, and avoid attachments and entanglements in foreign affairs, especially those of Europe, which he argues have little or nothing to do with the interests of America. He argues that it makes no sense for the American people to wage war on European soil when their isolated position and unity will allow them to remain neutral and focus on their own affairs. As a result, Washington argues that the country should avoid permanent alliance with all foreign nations, although temporary alliances during times of extreme danger may be necessary.....

avec des puissances non désignées » [Non-alignment has always been, in reality, an informal, unstated, unilateral alignment with unnamed Powers]¹⁴.

Selon Olav Riste : « Le non-alignement [alliansefridom] est en d'autres termes en général rien qu'un rapport non-formalisé, non déclaré et unilatéral avec des puissances non désignées. Nous retrouvons un point de vue semblable chez Jon Sanness (1913-1984)¹⁵ lorsqu'il employait la notion de 'la garantie implicite' en la définissant comme 'une supposition qu'une ou plusieurs Grandes Puissances n'accepteraient pas que le territoire et la souveraineté d'un petit Etat soit violé par une autre puissance'¹⁶ ».

Nous constatons que le non-alignement n'est qu'une position politique intermédiaire entre une politique d'alignement scellée par un ou plusieurs traités d'alliances et/ou de coopération civil et/ou militaire et une politique de neutralité déclarée car elle reste inavouée et ne semble s'exprimer que par une sympathie ou disposition favorable à l'égard d'un autre état.

Ces précisions sur l'isolationnisme politique ayant été données, nous allons nous référer au XIX^{ème} et XX^{ème} siècles en laissant de côté la longue période de la fermeture de la Chine qui a démarré au milieu du XVII^{ème} siècle de même celle du Japon, « cadennassé » vis-à-vis du monde extérieur du XVII^{ème} au XIX^{ème} siècle.

James Monroe (1758-1831), cinquième Président des Etats-Unis élu en 1817 et réélu en 1821 est le père de la « doctrine Monroe » présentée lors de son septième message au Congrès en 1823, qui stipule en trois principes que :

- 1) Le continent américain doit désormais être considéré comme fermé à toute tentative ultérieure de colonisation de la part de puissances européennes.
- 2) Il en découle, que toute intervention d'une puissance européenne sur le continent américain sera considérée comme une manifestation inamicale à l'égard des États-Unis.
- 3) En contrepartie, toute intervention américaine dans les affaires européennes sera exclue.

Les règles ainsi énoncées par Monroe sont connues comme le principe de la non-intervention de l'Europe en Amérique et sont en fait une continuation et un développement de la position de George Washington¹⁷ cette évolution ayant été nécessité par l'évolution géopolitique du monde résultant des guerres napoléoniennes et où Monroe non seulement déclare que le continent américain rejette les tentatives de colonisation et d'intervention d'une

¹⁴ « *Isolasjonisme og stormaktsgarantiar* » [Isolationnisme et les garanties des Grandes Puissances], p 7 et note 1 : « *Alliances and small Powers* » [Les alliances et les Petites Puissances] (New York 1968), p 247.

¹⁵ Homme politique et député du Parti Social-démocrate norvégien.

¹⁶ Olav Riste: Alliansefridom er med andre ord i regelen ikkje anna enn ei ikkje-formalisert, uuttalt og einssidig tilknytning til ikkje namngitte makter. Ein liknande synsmåte finn vi igjen hos Jon Sanness når han opererte med omgrepet 'den implisitte garanti', og definerte dette som 'en antagelse om at en eller flere stormakter ikke vil finne seg i at en alliansefri stats territorium og suverenitet blir krenket av en annen makt'.

¹⁷ Cf.: http://fr.wikipedia.org/wiki/Doctrine_Monroe.

puissance européenne en Amérique mais également qu'elle s'interdit, en échange, d'intervenir en Europe.

Or, les principes exprimés par Monroe et ses prédécesseurs n'ont été érigés en doctrine qu'au milieu du XIX^{ème} siècle, à l'occasion de conflits opposant, sur le continent américain, les États-Unis et les puissances européennes justement.

Au XX^{ème} siècle, le Président Woodrow Wilson (1856-1924), le 28ème président des États-Unis, est élu pour deux mandats en 1913 et en 1917.

Avec l'entrée de Wilson à la Maison Blanche l'isolationnisme devient la matrice de la politique étrangère américaine. Après s'être opposé à toute grande intervention extérieure, Woodrow Wilson est réélu avec le slogan : « Nous ne sommes pas en guerre, grâce à moi » qui résume la politique étrangère de son premier mandat; pourtant le 2 avril 1917 Wilson se voit obligé de donner un discours au Congrès pour demander une déclaration de guerre des États-Unis contre l'Allemagne. Elle sera adoptée par le Congrès et le président le 6 avril. Le pays s'engage ainsi dans la Première Guerre Mondiale aux côtés des Alliés¹⁸.

A partir de la signature des traités de paix à la fin de la Première Guerre mondiale, Wilson tente de promouvoir sa doctrine d'une diplomatie ouverte et pacifique. Pour cela, il compte sur la Société des Nations dont il soutient la création. Le Congrès des États-Unis refuse cependant de le suivre et ne ratifie pas le traité fondateur de la nouvelle organisation internationale.

Celle-ci n'est pas respectée par les régimes autoritaires, et son échec lors de la seconde guerre italo-éthiopienne scellera son sort. Dès 1920, les États-Unis entrent dans une période d'isolationnisme. Cette tendance se renforce avec la crise de 1929 et le Président Franklin Roosevelt (1882-1945) ne parvient pas à intéresser ses concitoyens aux conflits qui se déroulent en Europe et en Extrême-Orient.

Plusieurs millions de Germano-américains et d'Italo-américains s'opposent à Washington en exprimant leur refus de participer de nouveau à une guerre qui les entraînerait à se battre contre leurs frères italiens et allemands sur le sol européen.

Il faudra attendre la Charte de l'Atlantique, signé le 14 août 1941 par le Président Franklin Roosevelt et le Premier Ministre britannique Winston Churchill, (1874-1965) et l'attaque de Pearl Harbor le 7 décembre 1941 pour que les États-Unis s'engagent à nouveau dans les affaires du monde¹⁹.

¹⁸ Pour une étude plus détaillée, voir Ernest R. May, « *The World War and American Isolation, 1914-1917* » [La Guerre Mondiale et l'isolement américain, 1914-1917] (1959)

¹⁹ Cf.: http://fr.wikipedia.org/wiki/Woodrow_Wilson

De son côté, la Grande-Bretagne se distingue par son «splendide isolement» [splendid isolation]²⁰ qui est une politique britannique remontant à la fin du XIX^{ème} siècle, sous la gestion conservatrice des Premiers Ministres Benjamin Disraeli (1804-1881) puis du Marquis de Salisbury (1830-1903) à l'heure où la fortune de l'Angleterre paraît éclatante et invulnérable. L'appellation a été forgée par un homme politique canadien pour louer le manque britannique d'immixtion dans les affaires européennes.....Ainsi l'isolement de la Grande-Bretagne pendant les guerres napoléoniennes au début du XIX^{ème} siècle semble avoir été l'inspiration de l'appellation de sa politique étrangère à la fin du siècle²¹.

«La politique du « splendide isolement » est perçue comme ayant été caractérisée par une réticence (de la Grande-Bretagne) à s'engager dans des alliances ou engagements permanents avec les autres Grandes Puissances et par une augmentation de l'importance accordée aux colonies, protectorats et territoires dépendants dans une période de compétition grandissante dans le monde plus étendu, ceci étant une situation relativement inconnue depuis les conflits de la Grande-Bretagne avec la France au XVIII^{ème} siècle » (notre parenthèse)²².

Nous considérons la politique anglaise de « splendide isolement » comme caractérisée par une économie où les pays sous domination britannique étaient à la fois source de matières premières et clients des produits finis fabriqués principalement par les Anglais.

Dans les années 1920 le programme du Parti agrarien norvégien [Bondepartiet] reflétait les intérêts d'une classe sociale dans une position menacée²³. La délimitation à l'égard d'autres nations et autres peuples trouvait racine dans un nationalisme ethnique : « La souche populaire norvégienne doit être protégée de tout ce qui décompose la vie familiale et le caractère du peuple. L'immigration d'éléments peu souhaitables doit ainsi être empêchée et une émigration néfaste doit être prévenue par une économie forte²⁴ ».

A la fin de cet aperçu, nous constatons que même la politique du Parti agrarien norvégien dans l'entre-deux-guerres constitue une forme d'isolationnisme que nous appellerons nationaliste et populaire et qui véhicule un sentiment ethnocentrique.

L'isolationnisme est ainsi une attitude de retenue ou de repli face à l'extérieur [det framande], le « splendide isolement » constitue une position d'absence des affaires

²⁰ Cf.: http://en.wikipedia.org/wiki/Splendid_isolation

²¹ Splendid Isolation is a popular conception of the foreign policy pursued by Britain during the late 19th century, under the Conservative premierships of Benjamin Disraeli (1804-1881) and the Marquess of Salisbury (1830-1903). The term was coined by a Canadian politician to praise Britain's lack of involvement in European affairs.....Thus, Britain's isolation during the Napoleonic Wars at the beginning of the 19th century appears to have been the inspiration for the naming of its foreign policy at the end of the century.

²² The policy of 'Splendid Isolation' is perceived to have been characterized by a reluctance to enter into permanent European alliances or commitments with the other Great powers and by an increase in the importance given to British colonies, protectorates and dependencies overseas in an era of increasing competition in the wider world, a situation relatively unknown since Britain's conflicts with France during the eighteenth century.

²³ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [La politique étrangère de la Norvège] vol 3, p 29-30.

²⁴ Den norske folkestamme skal vernes mot alt som bryter ned familie livet og folkekarakteren. Innvandring av mindre heldige folkeelementer må således hindres, og skadelig utvandring forebygges ved et kraftig næringsliv.

internationales générales se limitant à une action dans son domaine réservé fait de colonies ou territoires dépendants et le rejet sur la base ethnique se veut être une politique d'immigration limitée et une protection de sa « propre souche ».

L'émigration de la Norvège vers l'Amérique débute vers 1825 et va durer jusqu'en 1920 avec une poussée à partir des années 1860. Au total environ huit cents milles norvégiens vont émigrer aux Etats-Unis, d'abord pour des raisons religieuses et politiques, par la suite à cause de pauvreté, soumission, surpopulation et la division de la société en classes.

Suite à une enquête menée aux Etats-Unis en l'an 2000, on peut évaluer l'émigration de la Norvège à 42.5% du total des émigrés nordiques, de la Suède 38%, du Danemark 13.5% et de la Finlande 5.9%²⁵.

Les raisons de l'émigration vers l'Amérique plus forte de la Norvège que les autres pays nordiques se rapportent d'abord à la moindre capacité agricole en Norvège par rapport à ses voisins, le retard pris dans l'industrialisation de la Norvège qui n'a retrouvée son statut de pays à régime constitutionnel et Etat indépendant qu'en 1814, une natalité qui varie autour de 30 par mille dans la période 1735 à 1880 et une hausse de la population résultant d'une baisse de la mortalité surtout à partir de 1814²⁶ : la population passe alors de huit cents quatre vingts cinq milles habitants en 1790 à un million en 1822 et deux millions en 1890 quoique'avec un ralentissement à partir de 1860 en conséquence de l'émigration²⁷.

²⁵ Cf. http://no.wikipedia.org/wiki/Norsk_emigrasjon_til_USA.

²⁶ « *Vilkår for vekst og helse : Det store skiftet* » [Les conditions de croissance et santé : Le grand changement] dans Norsk historie [Histoire de Norvège] 1537-1814. p 254-265

²⁷ « *Store norske leksikon* » [La grande encyclopédie norvégienne] Cf. http://snl.no/Norges_befolkning.

II : La Norvège : Un tableau.

Dans ce chapitre nous allons parcourir les éléments de base de l'isolationnisme norvégien du premier puis du second degré ainsi que les données principales du pays et sa population comme la base foncière et son individualisme, la géographie et sa topographie, la démographie et son habitat, le climat puis l'histoire du pays et ses rapports extérieurs historiques pour déboucher sur les relations extérieures et contemporaines de la Norvège liées à différentes sphères géographiques.

II.1 : Question de définitions.

Pour un descriptif précis de l'isolationnisme politique nous nous référons à la définition donnée par Raymond Aron (1905-1983).

Celui-ci écrit, en se plaçant « au niveau d'abstraction le plus élevé, j'ai distingué *puissance offensive* et *puissance défensive*, c'est-à-dire la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres ou la capacité d'une unité de ne pas se laisser imposer la volonté des autres » et « les Etats que l'on baptise « Petites Puissances », le plus souvent n'ont et ne peuvent avoir que des ambitions défensives », l'isolationnisme étant réservé aux Grandes Puissances lorsqu'elles refusent d'entrer dans le système, lorsqu'elles veulent être laissées en paix²⁸.

Or, dans notre cas, la Norvège, petit pays, s'avère lui aussi isolationniste mais en conséquence d'une dynamique endogène qui relève de sa localisation géographique, sa topographie et sa démographie ainsi que suite à son histoire depuis 1380, tous des facteurs d'ordre structurel et donc permanents. Nous nous trouvons ainsi devant un isolationnisme norvégien latent et défensif, qui ne peut être défié que par une dynamique exogène comme dans le cas avec l'Espagne franquiste, par exemple.

II.1.1 : L'isolement, un état statique.

L'isolement se réfère d'abord à un éloignement du pays par rapport à son environnement extérieur ainsi que par des distances qui séparent différentes parties du pays et ses habitants à l'intérieur des frontières nationales.

Dans l'avant-propos de l'Histoire de la politique étrangère de la Norvège, Olav Riste écrit ²⁹ « Une autre conséquence de la géographie a été la distance qui sépare la Norvège des centres économiques, culturels et de pouvoirs politiques en Europe. Ainsi les Norvégiens se sont longtemps sentis – et ont en fait été – comme une nation reculée, avec les avantages et désavantages que cela entraîne. Un des avantages a été que la Norvège a longtemps évité d'être un champ de bataille lors des guerres qui à intervalles

²⁸ « *Guerre et paix entre les nations* » p 92-93.

²⁹ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [La politique étrangère de la Norvège] vol 1, p 8.

réguliers ont fait rage sur le continent européen. Mais la distance a créé un isolement qui est devenu un terrain fertile pour l'isolationnisme – un isolationnisme qui a reçu son expression la plus éloquente lorsque le pasteur Nicolai Wergeland (1780-1848) dans un discours devant l'assemblée constituante d'Eidsvold en 1814 a caractérisé la Norvège comme «un coin perdu hyperboréen sur la terre», et louait le sort qui l'avait coupé de la terre ferme européenne «par un abîme dévorant, un gouffre», et qui en plus lui avait donné la protection par les «palissades faites d'innombrables falaises»³⁰.

La localisation du pays sur le globe met clairement la Norvège à la lisière de l'Europe avec la partie nord du pays proche des zones arctiques inhabitées et un territoire qui s'étend du nord-est au sud-ouest sur le flanc occidental de la péninsule scandinave où le pays fait frontière avec la Russie, la Finlande et la Suède. Sa façade maritime, qui mesure 25 000 km si on inclut les baies et fjords, est baignée, au nord par la Mer de Barents, à l'ouest par la Mer de Norvège puis la Mer du Nord et au sud par le détroit de Skagerrak puis celui de Kattegat.

La Norvège se trouve donc éloignée des centres économiques, culturels et de décision de l'hémisphère Nord que représentent, au XX^{ème} siècle, Moscou, Berlin, Paris, Londres, Ottawa et Washington.

A l'intérieur de ses frontières, vu la forme du pays, une sorte de péninsule italienne à l'envers, qui donne lieu à des éloignements physiques inévitables entre le Nord et Sud, des lieux habités sur la côte et sur les îles souvent éloignés des villes et des centres urbains et administratifs et séparés de la capitale Oslo créant ainsi des espaces d'isolement. A un moindre degré cela se vérifie également entre quelques agglomérations à l'intérieur des terres et la capitale ainsi que par rapport aux centres urbains régionaux. Pour beaucoup de Norvégiens, l'éloignement est ressenti comme un isolement.

De plus, l'habitat national nous présente une autre facette de l'éloignement par la dispersion des habitations qui ouvre un espace entre les agglomérations ou zones urbaines. Le plus souvent voulu par l'occupant, cet éloignement est une caractéristique de l'habitat en Norvège, en grande partie encouragée par les autorités qui y voient un moyen d'empêcher le dépeuplement des zones reculées, comme par exemple le grand Nord (départements de Troms et Finnmark).

L'éloignement et l'isolement qui en est ressenti par beaucoup, constituent un état statique que la nature ne modifie point avec le passage du temps, sauf par un mouvement de population et/ou une modification territoriale. Pourtant la perception de l'éloignement est quelque peu modifiée depuis l'avènement de la télévision. Par la suite, d'autres moyens de

³⁰ Eit anna utslag av geografien har vore avstanden frå Norge til dei økonomiske, kulturelle og maktpolitiske sentra i Europa. Dette har gjort at nordmenn lenge har kjent seg som - og lenge også var - ein utkantnasjon, med dei fordelar og ulemper dette førte med seg. Ein av fordelane var at Norge lenge slapp å vere slagmark for krigane som med jamne mellomrom rasa over det europeiske kontinentet. Men avstanden skapte isolasjon og gav grobott for isolasjonisme - ein isolasjonisme som fekk sitt mest veltalende uttrykk då presten Nicolai Wergeland i ein tale til riksforsamlinga på Eidsvold karakteriserte Norge som «en hyperboræisk Afkrog på Kloden», og prisa lagnaden som hadde avskore oss frå det europeiske fastlandet «ved et svælgende Dyb, en Afgrund», og dertil hadde gitt oss vern ved «Pallisader af tall-løse Klipper».

transport plus rapides comme les navires catamaran fréquemment utilisés dans les régions côtières, des avions locaux de petite capacité et les hélicoptères qui relient les communautés insulaires à la terre ferme et/ou à des centres urbains plus importants ont également fortement contribué à réduire les distances perçues. Cependant au cours des trois décennies qui nous occupent, ce ne sont que la télévision et la radio qui ont pu jeter un pont entre les régions reculées et leurs habitants avec des centres urbains développés et le monde environnant.

Les étrangers aussi qui contemplent la Norvège sur une carte ou qui consultent la brochure d'un voyageur sur la Norvège et qui même s'y rendent, constatent l'éloignement du pays mais n'étant que des touristes de passage ils ne peuvent que difficilement se rendre compte de l'isolement des Norvégiens dans leur propre pays.

Néanmoins l'éloignement peut donner lieu à l'isolationnisme de par la protection que le confinement procure devant les menaces et conflits qui se déroulent ailleurs dans le monde et le souhait des habitants de s'en prémunir en se cantonnant dans cet isolement.

II.1.2 : L'isolationnisme, un état dynamique et du premier degré.

L'isolationnisme est le fait d'êtres humains qui réagissent à un paramètre ou événement, qui est permanent ou qui survient à l'intérieur ou à l'extérieur de leur habitat personnel, celui-ci pouvant découler de décisions politiques, économiques ou autres, prises par les autorités de leur pays, sur le plan local ou national, ou qui constitue une dynamique d'origine étrangère ou un état de fait dans la sphère extérieure qui vient occuper la perspective future des citoyens.

Nous pouvons distinguer la dynamique de caractère structurel qui relève en premier lieu de la géographie qui place la Norvège à la périphérie du continent européen, cet éloignement constituant un terrain fertile pour l'isolationnisme, en second lieu l'insularité qui découle de la topographie et de l'habitat dispersé, enfin en troisième lieu celle qui est le résultat de l'histoire de la Norvège avec une soumission pendant plus de cinq siècles d'abord au Danemark puis à la Suède. Ces trois premiers paramètres concourent à constituer la propension des Norvégiens à faire preuve d'un isolationnisme que nous appellerons traditionnel et défensif qui, dans le cas présent, est le résultat d'une dynamique endogène de caractère structurel et permanent.

Un quatrième élément d'isolationnisme, celui-ci découlant d'une dynamique exogène de caractère structurel, provient de la menace que constitue l'importance physique d'un pays étranger. Devant ce danger potentiel, les Norvégiens réagissent en se cantonnant dans leur isolationnisme traditionnel.

Une autre dynamique est celle qui relève de la conjoncture lorsqu'un pays adopte un régime politique autoritaire ou dictatorial, une politique expansionniste ou à discrimination

ethnique, ces paramètres pouvant constituer une menace contre un peuple ou un pays tiers. Ces éléments, qui proviennent d'une dynamique exogène de caractère conjoncturel et offensif ont, la plupart du temps, pour conséquence de faire adopter, par les Norvégiens, une attitude défensive et isolationniste.

De plus, il se peut qu'une antipathie entre peuples engendre un isolationnisme à caractère ethnique, par exemple l'Espagne.

II.1.3 : Un isolationnisme spécifiquement norvégien.

Nous considérerons l'isolationnisme traditionnel et défensif repéré ici comme étant du premier degré car provenant de dynamiques simples à identifier. Cette combinaison de trois facteurs constitutifs de l'isolationnisme, soient la géographie, la topographie liée à la démographie et l'histoire, lui donne sans aucun doute un aspect spécifique propre à la Norvège.

Olav Riste, dans son « *Isolasjonisme og stormaktsgarantiar* » (Oslo, 1991) [L'isolationnisme et les garanties des Grandes Puissances] nous présente « Norsk tryggingpolitikk 1905-1990 » [La politique de sécurité norvégienne 1905-1990] et définit les phases des relations de la Norvège avec l'étranger depuis 1905, comme suit :

Division de la période en 6 périodes distinctes :

1. 1905-1914 : Non-alignement [Alliansefridom].
2. 1914-1918 : Neutralité [Nøytralitet].
3. 1920-1940 : Sécurité collective (la Société des Nations) [Kollektiv tryggleik (Folkeforbundet)].
4. 1940-1945 : Alliance de guerre [Krigsallianse].
5. 1945-1949 : Sécurité collective (les Nations Unies).
[Kollektiv tryggleik (de Forente Nasjoner)].
6. 1949 - : Alliance (l'OTAN) [Allianse (NATO)]³¹.

Pour Olav Riste, la sécurité est composée de la politique étrangère et de la défense, mais également de la politique commerciale, la politique industrielle et la politique des ressources. Ou une politique qui vise surtout à préserver la sécurité extérieure d'une nation dans le cadre de relations de puissance entre Etats. En Norvège, la politique de défense jouait un rôle mineur dans la politique de sécurité jusqu'en 1940.

Cela étant, la division, par Olav Riste, de la chronologie norvégienne de 1905 à 1949 en six étapes, résume chacune d'elles d'une manière incontestable.

³¹ « *Isolasjonisme og stormaktsgarantiar* » [L'isolationnisme et les garanties des Grandes Puissances] p 6.

Rappelons que la Norvège doit se soucier à la fois de la nécessité de conduire une politique commerciale pour nourrir sa population et d'appliquer une politique qui vise surtout à préserver sa sécurité extérieure dans le cadre de relations de puissance entre Etats antagonistes, la Norvège étant placée sur le flanc occidental de l'Eurasie et sur un axe ouest-est avec les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne à l'ouest et l'Union des Républiques socialistes soviétiques à l'est.

Olav Riste rappelle également que la politique de sécurité a été qualifiée par Magne Skodvin (1915-2004)³² « d'une synthèse de la politique étrangère et de la Défense nationale – c'est-à-dire une politique qui vise en particulier à préserver la sécurité extérieure de la nation dans une relation de puissance politique entre Etats³³ ».

Mais l'élément fondamental de la Norvège dans ses relations avec l'étranger depuis 1905 est toujours représenté par son isolationnisme défensif et historique qui s'exprime de manières différentes à travers les époques (voir ci-dessus) par le non-alignement, la neutralité, l'alliance de guerre, la sécurité collective pour terminer avec l'alliance avec l'OTAN en 1949 laquelle met ainsi un terme à sa possibilité d'exprimer librement son isolationnisme³⁴.

D'une manière générale, le non-alignement implique que le pays n'a pas officiellement pris partie pour un autre pays quelconque ni qu'il a choisi d'adhérer à un bloc, mais correspond en général à un rapport non-formalisé, non déclaré et unilatéral avec des puissances non désignées ; de même l'Etat concerné a pu choisir un groupement international de sécurité collective comme la Norvège adhérant aux Nations Unies en 1945 (voir page 34 ci-dessus) ; dans le cas de la neutralité, un pays s'est simplement octroyé une position de principe dans les relations avec d'autres puissances où il s'est placé en dehors des regroupements ou alliances avec d'autres Etats, gardant ainsi la possibilité de se lier avec la puissance qu'il lui convient le moment venu, sauf qu'il a pu choisir un groupement international de sécurité collective ; l'alliance de guerre est déterminée par un besoin de combattre, en alliance avec au moins un autre pays belligérant, un ennemi et prend fin le jour où le conflit armé est terminé ; enfin l'adhésion au Pacte atlantique et l'entrée dans l'OTAN en 1949 constitue pour la Norvège un choix stratégique d'alliance internationale à long terme qui s'imposait à elle et qui met ainsi fin à sa possibilité d'exprimer librement son isolationnisme³⁵ traditionnel et défensif.

³² Historien norvégien, spécialiste d'Histoire de la Norvège dans la Deuxième Guerre Mondiale et son adhésion à l'OTAN en 1949.

³³ ein syntese av utanriks- og forsvarspolitikken – altså ein politikk som særleg siktar mot å ivareta nasjonens ytre tryggleik i maktpolitisk samanheng.

³⁴ « *Isolasjonisme og stormaktsgarantiar* » (Oslo, 1991) [Isolationnisme et les garanties des Grandes Puissances] p 5 et 6.

³⁵ « *Isolasjonisme og stormaktsgarantiar* » (Oslo, 1991) [Isolationnisme et les garanties des Grandes Puissances] p 5 et 6.

L'isolationnisme norvégien a également pour fondement le caractère particulier et individualiste du peuple norvégien qui bénéficie, depuis le Moyen Age, d'un droit foncier particulier.

Première partie : Contexte de l'isolationnisme norvégien.

II.2 : Contexte sociogéographique.

Dans ce chapitre nous allons en premier lieu voir le « droit odel » qui contribue à former l'individualisme norvégien puis la géographie et topographie spécifiques de la Norvège. Nous poursuivrons avec la démographie et l'habitat puis le climat qui tous présentent des particularités.

II.2.1 : Le droit foncier et l'individualisme.

Le paysan norvégien n'a jamais été soumis à un régime féodal et bénéficie depuis le Moyen Age d'un droit successoral foncier particulier appelé *odelsrett* et son corollaire, *åsetesrett*³⁶ que nous dénommerons respectivement « droit odel » et « droit åsete ». Le « droit odel » confère l'héritage d'une propriété privée exploitée aux descendants directs du propriétaire. Le « droit åsete » confère à l'ainé de ceux-ci et lorsqu'il est enfant du propriétaire, le droit de racheter les parts des autres héritiers à un prix prédéterminé ou en fonction d'une évaluation³⁷. Les historiens ne sont pas en mesure de dire quel roi ou chef a octroyé ce privilège mais nous savons que le roi Harald, dit à « la Belle Chevelure », le premier à unifier le pays et qui vécut environ de 850 à 933, a voulu supprimer cet acquis aux paysans sans succès³⁸. Le « droit odel » contribua d'abord à développer l'individualisme tout en offrant une terre affranchie de toute obligation ou redevance après avoir été dans la propriété d'une famille pendant 60 ans au début, 20 ans aujourd'hui. Ainsi il assurait aux membres de la famille d'un propriétaire foncier le droit de succession et de rachat, ce qui leur permettait de garder leur patrimoine protégé des convoitises extérieures aux membres de la famille du propriétaire³⁹.

Ce « droit odel » a été intégré dans la nouvelle Loi nationale du pays [Landsloven] établie sous Magnus VI (1238-1280) le Rénovateur législatif en 1274⁴⁰ lequel a intégré les lois coutumières appelées la Loi du foyer ou de la contrée [Heimeloven] qui régissaient les Assemblées régionales de Gulating, Frostating, Borgarting et Eidsivating, dans le nouveau code. Celui-ci a été traduit pour devenir la loi du Roi Christian IV (1577-1648) appelée le Code norvégien [Norske Lovbog] en 1604 puis intégré dans un nouveau Code norvégien rédigé sous le Roi Christian V (1646-1699) en 1687⁴¹.

³⁶ *Rett* signifie droit ; en vieux norrois, *odel* est *óðal* qui signifie terre ou patrimoine ; *åsete* est *áseta* qui signifie assis ou siège ; *odelsrett* est apparenté au droit *franc alleu*.

³⁷ Pour les détails de ces droits voir : <http://www.lovdato.no/all/C18.html>

³⁸ « *Norsk historie. 750-1537* » [Histoire de Norvège. 750-1537] p 65-66.

³⁹ « *Norsk historie. 750-1537* » [Histoire de Norvège. 750-1537] p 269-270.

⁴⁰ En norvégien « Magnus VI Lagabøte », qui signifie celui qui amende et rénove les lois, mais traduit traditionnellement par « le Législateur » auquel nous avons préféré l'appellation « le Rénovateur législatif » car il faisait évoluer en modernisant des lois régionales déjà existantes.

⁴¹ Cf. : SNL.no, « *Magnus Lagabøtes landslov* » [la Loi du pays de Magnus VI le Rénovateur législatif].

Offrant ainsi aux paysans norvégiens une assise solide, le « droit odel » leur a permis de s'organiser pour défendre leurs positions et négocier avec le roi danois basé à Copenhague, ainsi qu'avec ses représentants à travers les âges et de cette manière maintenir la notion de peuple norvégien dans la double monarchie Danemark-Norvège qui a duré de 1380 à 1814.

A ce sujet, Steinar Imsen (1944-)⁴² remarque ⁴³: « Même si le régime ancien de la commune norvégienne est resté inébranlable jusqu'à la fin du Moyen Age et que de cette manière il *préserva la continuité de notre système politique*, l'image n'est pas entièrement statique. En premier lieu la commune de campagne semble avoir pris un caractère quelque peu plus corporatif vers la fin du Moyen Age tardif, en partie par le fait que la fonction d'officier royal fut plus étroitement liée à la commune et en partie par la percée de l'institution du juge dans la vie de la campagne au XV^{ème} siècle ».

Constatant la différence entre le communalisme sur le Continent et en Norvège Imsen continue : « Alors que le communalisme norvégien avait des racines dans la société viking, même peut-être dans une couche chronologique plus profonde, le communalisme du Continent avait pour origine la crise du féodalisme au XIII^{ème} siècle.... Ici chez nous il n'existait pas de domination féodale ou quasi-féodale. Le paysan propriétaire norvégien était libre et il l'avait toujours été – si nous laissons de côté un servage marginal. De plus il disposait d'un droit de gestion étendu sur la terre (le droit odel) qui devait le faire vivre et ce fut la ferme familiale - et non la collectivité paysanne - qui constitua l'entité de base dans l'agriculture » (les italiques sont de l'auteur, nos parenthèses)⁴⁴.

Aux alentours de 1720, un tiers des terres était cultivé par les petits paysans. Le pourcentage de propriétaires variait de 25% dans la partie sud-est du pays [Østlandet] et des deux côtés du fjord d'Oslo et jusqu'à 60 à 70% dans les vallées de l'Ouest et du Nord. Dans la partie Ouest du pays [Vestlandet] le pourcentage s'élevait entre 15 et 30%, plus au Nord, dans la province de Trøndelag entre 5 et 20% et dans le Nord de la Norvège en-dessous de 5%. Si on regarde la situation vers 1800 le pourcentage de propriétaires terriens représentait entre 50 et 80% dans le Sud-Est du pays, entre 40 et 60% dans la partie Ouest du pays, 50% dans la province de Trøndelag et 10% dans le Nord de la Norvège⁴⁵.

Ainsi, au XVIII^{ème} siècle, un meilleur équilibre s'est installé entre les revenus de l'élite et ceux de la majorité des paysans qui de métayers sont devenus propriétaires de leurs terres, s'élevant de ce fait sur le plan économique. Les paysans ont commencé à reconquérir des bastions locaux dans l'exercice du pouvoir en même temps qu'ils se rattachaient, eux-

⁴² Professeur à l'Université norvégienne de sciences et de technologie à Trondheim.

⁴³ « *Norsk bondekommunalisme* » [Le communalisme paysan norvégien], vol I, p 201-203.

⁴⁴ Selv om den gammelnorske kommunalordningen besto urokket middelalderen ut, og slik sett *varetok kontinuiteten i vårt politiske system*, er ikke bildet helt statisk. For det første synes bygdekommunen å ha fått et noe sterkere korporativt preg mot slutten av senmiddelalderen. Dels ved at lensmannsombudet som nevnt ble nærmere knyttet til kommunen og dels ved lagmannsinstitusjonens gjennombrudd i bygdelivet på 1400-tallet. Mens den norske kommunalismen hadde røtter i vikingtidsamfunnet, ja, kanskje i enda dypere kronologiske lag, sprang den kontinentale ut av føydalismens krise på 1200-tallet. Her hos oss fantes det ikke noe føydalt eller quasi-føydalt herredømme. Den norske bonden var fri, og hadde – om vi ser bort fra et marginalt trællevesen – alltid vært det. Han hadde dessuten utstrakt råderett over den jorda han skulle leve av (odelsrett), og familiebruket - ikke felleskapet blant bøndene – utgjorde grunnenheten i jordbruket⁴⁴.

⁴⁵ « *Norsk historie II* », [Histoire de Norvège II] p 268-269.

mêmes, à une nouvelle clientèle subordonnée, les tenanciers, en particulier dans le Sud-Est du pays [Østlandet] et dans la province de Trøndelag⁴⁶.

Sous l'effet du droit naturel propagé au XVIII^{ème} siècle, le « droit odel » devint la cible d'attaques car il était considéré comme contraire aux principes de base concernant le droit à la propriété. Parmi les critiques se trouvaient bien entendu de grands propriétaires terriens ainsi que ceux qui souhaitaient que la terre devienne un actif immobilier facilement transmissible, souvent des spéculateurs et des personnes cherchant une valorisation immobilière.

Dans les années 1760, le procureur général Henrik Stampe (1713-1789) eut pour tâche de traiter les nombreuses propositions et recommandations concernant le « droit odel ». Il trouva que ce droit devait être maintenu car il empêchait le rachat de fermes, « arguant que les paysans norvégiens considéraient ce droit comme un privilège – lequel contribuait à renforcer leur amour de la patrie et leur volonté de défendre le pays »⁴⁷.

Le résultat fut une ordonnance de 1771 avec des délais raccourcis pour faire valoir le « droit odel » de même que pour la prescription.

En considérant le « droit odel » comme un privilège, les paysans norvégiens ont fait preuve de ce que, à partir du XVIII^{ème} siècle, nous appelons nationalisme. Cependant, sous l'effet des idées nouvelles propagées aux cours du Siècle des Lumières, une tentative pour abolir ce droit fut entreprise en 1811 sans succès.

Par la suite est venue l'année 1814 - l'année miracle. Nous citons : « Mais alors est venue l'adoption de la Constitution à Eidsvoll en 1814 - et qui a sauvé et glorifié le droit odel. Certains constituants avaient même reçu un mandat spécifique de leurs électeurs – dans cette période de détresse pour le pays – pour faire en sorte d'introduire un paragraphe spécifique dans la Constitution au sujet du droit odel, ce qui fut fait. Le paragraphe 107 de la Constitution stipule : « *Les droits odel et åsete ne doivent pas être abrogés. Les conditions plus précises de leur application pour le plus grand bien de l'Etat et de la population rurale, seront déterminées par le premier ou le deuxième Storting (Parlement norvégien) qui suit* »⁴⁸.

Nous trouvons un signe supplémentaire du statut du « droit odel » à cette période dans le fait que la Constitution désigne une des deux chambres législatives du Storting par le terme « Odelsting »⁴⁹ (nos italiques et notre parenthèse).

⁴⁶ Ø Rian : « *Maktens historie i dansketiden* » [Histoire du pouvoir dans la période danoise] p 133.

⁴⁷ ...de norske bønder anså odelsretten som et privilegium – og dette bidrog til å øke fedrelandskjærligheten og viljen til å verne om landet.

⁴⁸ Men så kom vedtagelsen av Grunnloven på Eidsvold i 1814 – og reddet og glorifiserte odelsretten. En rekke av representantene hadde endog særskilt mandat fra sine velgere – i denne trengselstid for landet – til å få inn en særskilt bestemmelse i Grunnloven om odelsretten. Og slik gikk det også. Grunnlovens § 107 bestemmer: «Odels- og Aasædesretten maa ikke ophæves. De nærmere Betingelser, hvorunder den til største Nytte for Staten og Gavn for Landalmuen, skal vedblive, fastsettes af det første eller andet følgende Storting».

⁴⁹ Aperçu du « droit odel » dans une perspective historique. Cf.: www.regjeringen.no/nb/dep/lmd/dok/nou-er/2003/nou-2003-26/6.html?id=382421.

Considéré au début du XIX^{ème} siècle comme un objet national précieux [klenodium]⁵⁰, lors de la Constituante de 1814, les Norvégiens ont ainsi en quelque sorte ratifié et pérennisé ce « droit odel » en l'intégrant dans la nouvelle constitution où il figure toujours. Etant donné qu'il faut une majorité de deux tiers au Storting pour l'abolir, il y a peu de chances que cela se réalise.

Avec cette intégration, ce droit fut reconnu comme ayant constitué le fondement de la résistance des paysans norvégiens devant les maîtres danois, de 1380 à 1814, assurant en même temps la survie de la notion de peuple norvégien tout le long de cette longue période d'assujettissement avec même un recul de la Norvège jusqu'au XVIII^{ème} siècle, devenant un pays vassal sous la domination des Rois danois à partir de 1536. Nous retenons en particulier deux aspects au sujet de la Constitution de 1814, en premier lieu : « et qui a sauvé et glorifié le droit odel ».

On comprend que le droit odel était menacé d'abrogation sous l'effet de la philosophie du droit naturel propagé au XVIII^{ème} siècle et que c'est son inclusion dans la Constitution qui l'a sauvé. De plus, le contingent paysan à la Constituante était important et il était donc naturel que leur demande au sujet du paragraphe sur « odel » soit entendue. Il se peut que cette inclusion eût une cause complémentaire étant donné la perspective que, dans l'Union avec la Suède, des responsables suédois pensaient qu'une fois l'acte de l'Union entre les deux pays signés, les deux peuples allaient se fondre en un seul et vivraient ensemble en paix sur la péninsule scandinave. Ce fut là une perspective entièrement étrangère aux Norvégiens qui venaient de vivre plus de quatre siècles en Union avec le Danemark et cela longtemps comme un pays assujéti au monarque danois. L'inclusion du droit odel dans la nouvelle Constitution en élaboration marquait possiblement la volonté des Norvégiens de se rappeler à leurs racines et identité lointaines et en même temps signifier indirectement au roi suédois qu'il y avait là un peuple norvégien qui avait un passé lointain et un caractère bien à lui.

La deuxième remarque concerne tout simplement la première phrase catégorique et impérieuse du paragraphe 107 : «*Les droits odel et åsete ne doivent pas être abrogés !* » (nos italiques).

En 1814 s'ouvrait une nouvelle ère avec la création d'un nouvel Etat norvégien et l'adoption d'une Monarchie constitutionnelle. Tout naturellement se posait alors la question de savoir qui sont les Norvégiens ?

La réponse, au début du XIX^{ème} siècle, comme aujourd'hui, est : Ce sont des paysans⁵¹ et ils ont presque toujours été des paysans. Aujourd'hui et depuis 200 ans, toute une succession de poètes, de politiques et des personnalités de la culture ont établi une fois pour

⁵⁰ Cf.: <http://snl.no/odelsrett>

⁵¹ On désigne traditionnellement par paysan une personne qui cultive la terre et fait de l'élevage, qui exploite la forêt, qui chasse et qui pêche en rivière, dans des lacs et parfois en mer. De nos jours, le terme paysan désigne également une personne qui habite une région reculée du pays et/ou qui a la mentalité de quelqu'un qui est éloigné des centres urbains.

toutes : si nous, les Norvégiens, ne sommes pas des paysans dans le sens d'agriculteurs qui travaillent nos terres, nous sommes au moins un peuple de paysans vu sous l'angle mental et culturel. Les Norvégiens disent qu'au fond de nous-mêmes, nous sommes tous des paysans.

Mais pas n'importe quels paysans. Comme nous l'avons vu, ils bénéficiaient depuis le Moyen Age du droit successoral foncier, le « droit odel ». Certains traits marquaient les paysans il y a deux cents ans comme ils le font toujours de nos jours. On parlait de paysans plutôt éclairés, libres et indépendants – comparés aux paysans de beaucoup d'autres pays. Et cette image du paysan, constitutif du peuple de la Norvège, jamais soumis à un système féodal, a marqué la vie spirituelle du pays depuis deux cents ans.

On avait donc laissé de côté les pêcheurs, quoiqu'ils aient très souvent des racines paysannes. De même on oubliait quelque peu les élites, composée de gens du pouvoir, des fonctionnaires, des gens avec un statut social et culturel élevé, ayant des privilèges, aisés et avec des propriétés. Donc des gens qui étaient assez éloignés de la société paysanne mais qui avaient des liens avec elle, comme les pasteurs par exemple. Et on peut également parler d'élites locales, composées de grands paysans et des particuliers à haut statut local et niveau éducatif élevé. Mais même en tenant compte de ces éléments, les Norvégiens étaient un peuple de paysans et se considéraient toujours comme tels⁵².

Le « droit odel » marque la permanence du peuple de la Norvège depuis plus de 1100 ans dans l'imaginaire collectif.

Une mise à jour de la loi sur les droits odel et åsete a été entreprise au début des années 1960. La commission qui a élaboré la proposition, dénommée la Commission de code civil [Sivillovbokutvalget]⁵³, a présenté ses conclusions en 1974 dans lesquelles elle a repris des arguments déjà présentés par un comité préparatoire en 1972.

Le mandat donné à la commission ne posait pas la question sur le maintien du « droit odel » mais la commission a trouvé qu'il était dans la nature des choses d'en délibérer. Voici quelques extraits des arguments pour le maintien du « droit odel » repris par la commission de 1974 :

- « Lorsqu'on aborde le sujet du droit odel et la législation à ce sujet, la première question qui se pose est de savoir *si le droit odel est totalement approprié pour notre société moderne ou s'il est devenu caduc et mûr pour l'abrogation* »⁵⁴.

- « *Toutes les traditions honorables qui s'attachent au droit odel doivent constituer un avertissement si vraiment on envisage sérieusement d'abroger ce droit. Le droit odel a tenu une grande place dans notre pratique*

⁵² *Norsk idéhistorie*, [Histoire des idées en Norvège], volume III, p 6-8 et 37.

⁵³ Cf.: <http://www.regjeringen.no/nb/dep/lmd/dok/nou-er/2003/nou-2003-26/14.html?id=382544>: 20 side 27.

⁵⁴ Når ein skal ta odelsretten og lovgjevinga om den opp til drøfting, er det første spørsmålet som reiser seg *om odelsretten i det heile høver inn i vårt moderne samfunn, eller om den har spela ut si rolle og bør takast bort.*

judiciaire à travers toute notre histoire. L'idée de la famille et de notre ascendance a toujours joué un rôle important..... »⁵⁵.

- « Les facteurs purement émotionnels ont joué un rôle bien plus important lorsque nous étions principalement un peuple de paysans, où la plupart étaient liés à la terre et aux fermes »⁵⁶.

- « Si on laisse de côté les « valeurs immatérielles » pour une considération plus sobre, *il est clair que le droit odel, d'un point de vue historique, a été d'une grande valeur pratique pour la paysannerie et pour le développement de la société en général.* Il a contrecarré la création de grands domaines et contribué à assurer une paysannerie composée de propriétaires indépendants et libres. »⁵⁷.

- « *Même aujourd'hui le droit odel remplit des tâches importantes sur le plan pratique, économique et social.* Si la conjoncture est mauvaise et la dette élevée, le droit odel propose la sécurité et la tranquillité. Si cela va mal et que la ferme est saisie et vendue aux enchères, le paysan peut toujours se rabattre sur le droit odel..... »⁵⁸.

- « *Le droit odel empêche que la terre agricole ne devienne une marchandise commerciale et un objet de spéculation.* Le paysan odel n'est pas en mesure d'offrir la terre dans une vente libre lorsque et lui et l'acheteur savent que le droit de rachat constitue une menace en arrière-plan. On peut penser que le droit odel possède également la qualité de modérateur de prix »⁵⁹.

- « Le droit odel constitue un frein contre les changements brusques dans la situation du propriétaire et *il facilite le passage des générations en assurant la stabilité et la continuité* »⁶⁰.

- « Il a été affirmé que le droit odel a de quoi se vanter d'avoir contribué à lier la jeunesse à l'agriculture. *L'héritier odel se reconnaît volontiers attaché à la ferme et à sa descendance avec des liens forts, il se reconnaît un devoir et un but dans la vie de reprendre la ferme odel et d'y rester.* « L'exode rural » aurait peut-être eu une plus grande ampleur sans le droit odel »⁶¹ (nos italiques).

⁵⁵ *Alt dei æreverdige tradisjonane som knyter seg til odelsretten* må vere eit varsku, dersom det for alvor skulle bli tale om å ta retten bort. *Odelsretten har gjennom heile saga vår hatt ein høg plass i rettskjensla.* Tanken på ætta og ættegarden har alltid spela ei viktig rolle

⁵⁶ Dei reint emosjonelle faktorane ... var nok sterkare så lenge vi i hovudsak var eit reint bondefolk, der dei fleste var knytte til jorda og gardane

⁵⁷ Går ein over frå dei «immaterielle verdiane» til ei meir nøktern vurdering, *er det klårt at odelsretten historisk sett har vore av stor praktisk verdi for bondefolket og for samfunnsutviklinga i det heile.* Den har motverka storgodsoppsamling og gjort sitt til å sikre ein sjølveigande, fri og uavhengig bondestand.

⁵⁸ *Også i dag har odelsretten viktige oppgåver, - praktisk, økonomisk og sosialt.* Er konjunkturane dårlege og gjelda stor, gjer odelsretten sitt til å skape tryggleik og ro. Går det gale og garden vert seld på tvangsauksjon, har bonden odelsretten å falle tilbake på.

⁵⁹ *Odelsretten motverkar at jordbruksjord vert handelsvare og spekulasjonsobjekt.* Odelsbonden kan ikkje så godt by jorda fram til fritt sal når både han og kjøparen veit at løysingsretten trugar i bakgrunnen. Det er grunn til å tru at odelsretten og har ein prisdempande verknad.

⁶⁰ Odelsretten er ei brems mot brå omskifte i eigedomstilhøva, - *den jamnar overgangen mellom ættledane og skapar kontinuitet og stabilitet.*

⁶¹ Det har vore halde fram at odelsretten har sitt å seie for den tilknytning ungdomen kjenner til jordbruksnæringa. *Odelsarvingen kjenner seg gjerne knytt til garden og ætta med sterke band, - han ser ei skyldnad til og ei livsoppgåve i å ta over odelsgarden, og vert verande der.* «Flukta frå landsbygda» ville kanskje hatt eit endå større omfang utan odelsretten.

Nous résumons quelques-uns des arguments présentés : *Toutes les traditions honorables qui s'attachent au droit odel - qui nous rappelle qu'il a été considéré comme un trésor national ; le droit odel a tenu une grande place dans notre pratique judiciaire à travers toute notre histoire ; il est clair que le droit odel, d'un point de vue historique, a été d'une grande valeur pratique pour la paysannerie et pour le développement de la société en général ; même aujourd'hui le droit odel remplit des tâches importantes sur le plan pratique, économique et social ; le droit odel empêche que la terre agricole ne devienne une marchandise commerciale et un objet de spéculation ; le droit odel....facilite le passage des générations en assurant la stabilité et la continuité ; l'héritier odel se reconnaît volontiers attaché à la ferme et à sa descendance.....il se reconnaît un devoir et un but dans la vie de reprendre la ferme odel et d'y rester* (nos italiques).

Ces quelques extraits de l'argumentaire présenté pour le maintien du « droit odel » en 1974 éclairent la perception que les Norvégiens peuvent avoir de ce droit dans l'histoire de leur pays, de même son rôle, y compris politique, dans le développement de la société ; aucun argument n'est présenté contre la présence de ce droit, uniquement des arguments pour son maintien.

Dans son ouvrage «*The Origins of Political Order* » [Les origines de l'ordre politique] ⁶² F Fukuyama écrit : ⁶³ « Vu le conservatisme énorme des sociétés humaines concernant les institutions, il n'est pas donné à ces sociétés de faire table rase à chaque génération. De nouvelles institutions sont plutôt superposées sur des anciennes qui survivent pendant des périodes extraordinairement longues. *Des lignées segmentaires constituent, par exemple, une des formes les plus anciennes d'organisation sociale et en dépit de tout elles continuent d'exister dans beaucoup de parties du monde moderne. Il n'est pas possible de comprendre les possibilités de changement dans le présent sans prendre en compte cet héritage et la manière dont celui-ci limite souvent les choix mis à la disposition des acteurs politiques* »⁶⁴ (nos italiques).

Les observations de Francis Fukuyama nous permettent d'approfondir notre appréciation du droit odel, véritable institution dans l'histoire de la société norvégienne vue sa longévité, son caractère et sa fonction. Nous constatons qu'avec le temps, le droit odel s'est enraciné dans la société norvégienne et en est devenu une partie intégrante par son inclusion dans la nouvelle constitution pour une Monarchie constitutionnelle adoptée en 1814. Nous pensons que la couche paysanne pouvant être assimilée, au moins en partie, à des lignées segmentaires, ce droit constitue un noyau de conservatisme dans la société norvégienne lui permettant de résister aux tentatives pour l'abolir tout en présentant une certaine continuité sociale et économique dans la vie du pays. De plus, il nous semble légitime de dire qu'il empêche ou qu'il rend plus laborieux les changements qu'amène l'évolution naturelle de la société sur le plan économique, social et politique.

⁶² Publié en 2011, Profile Books Ltd., London. Francis Fukuyama est un philosophe et économiste, actuellement Professeur d'économie politique à l'Université Johns Hopkins à Washington DC. Cf. : Wikipédia Francis Fukuyama.

⁶³ «*The origins of political order*» [Les origines de l'ordre politique], p 437-438.

⁶⁴ Given the enormous conservatism of human societies with regard to institutions, societies do not get to sweep the decks clear in every generation. New institutions are more typically layered on top of existing ones, which survive for extraordinary long periods of time. *Segmentary lineages for example, are one of the most ancient forms of social organization and yet they continue to exist in many parts of the modern world. It is impossible to understand the possibilities for change in the present without appreciating this legacy, and the way that it often limits the choices available to political actors in the present.*

Cela étant, nous nous proposons aussi de prendre connaissance d'un point de vue contemporain sur la Norvège et les Norvégiens tel qu'il a été présenté par M. Hans Magnus Enzensberger, poète, écrivain, traducteur et journaliste allemand résidant en Norvège dans les années 1950 où il avait une famille proche « et qui à intervalles réguliers est demandé pour revenir distribuer des châtiments affectueux et rituels » [blir med jevne mellomrom hentet hit for å utføre rituelle og kjærlige refselsler]⁶⁵. Il présente une Norvège sous la forme d'une dichotomie avec d'un côté la Norvège figée dans le passé et d'un autre celle qui est en avance sur son temps.

Dans son ouvrage «*Norsk utakt* » [La Norvège qui marche à contretemps]⁶⁶ publié en 1984, il écrit : « Un air d'artifice et de retraite prématurée survole les eaux. La Norvège, cette extravagance à la périphérie de l'Europe, entre le terminal pétrolier et le chalet estival, *la ferme de transhumance* et l'architecture tout en verre, n'est pas le paradis sur terre mais un monument à l'opiniâtreté, et une idylle qui démange »⁶⁷.

Dans le même ouvrage, sous le titre «*Heimfødinger og kosmopolitter* » [Autochtones frustes et cosmopolites]⁶⁸, il écrit : « En Norvège la montre a toujours avancé d'une manière un peu différente de celle du continent. Ce pays est le pays des temps non contemporains, ce dont des observateurs avisés se sont vite aperçus »⁶⁹.

Le grand historien Ernst Sars (1835-1917)⁷⁰ a même lancé l'expression «*Norsk utakt* » [la Norvège qui marche à contretemps]. Peut-être a-t-il voulu dire autre chose, mais ce qui m'étonne dans cette petite société périphérique est ce tour de force inconscient qu'ils réussissent depuis 170 ans⁷¹ : Ils arrivent en boitant et en retard sur leur temps et en même temps ils le devançant.

D'un côté ils chérissent l'anachronisme et maintiennent d'une façon acharnée les manières prémodernes de penser et de vivre. D'un autre côté ils ont une tendance à anticiper l'avenir d'une manière involontaire Ce sont des autochtones frustes et en même temps des cosmopolites. *La Norvège constitue aujourd'hui le plus grand musée de folklore de l'Europe* mais en même temps elle est un énorme laboratoire de l'avenir »⁷² (nos italiques).

⁶⁵ « *Norsk idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège], volume VI, p 477.

⁶⁶ Titre en allemand : *Norwegische Anachronismen*.

⁶⁷ Et drag av kunstighet og førtidspensjonering driver over vannene. Norge, dette extravaganza i periferien av Europa, mellom oljeterminal og sommerhytte, *fjellgård* og glassarkitektur, er ikke paradiset på jorda, men et selvrådighetens monument, og en murrende idyll.

⁶⁸ « *Norsk idéhistorie* » [L'histoire des idées en Norvège] volume VI p 480.

⁶⁹ « *Norsk utakt* » [La Norvège qui marche à contretemps] p 480 dans *Norsk idéhistorie*, idem note 68.

⁷⁰ Johan Ernst Welhaven Sars, historien et homme politique norvégien (tendance gauche libérale), auteur de l'œuvre monumentale « *Udsigt over den norske historie* » [Découverte de l'Histoire de la Norvège] publié en quatre volumes entre 1873 et 1891, couvrant Histoire de Norvège de manière continue de l'ère des Vikings jusqu'à son époque. Egalement son importante « *Norges politiske historie 1814-1885* » [Histoire politique de la Norvège 1814-1885], publié de 1899 à 1904.

⁷¹ Depuis la fin de la période danoise et l'adoption d'une Constitution pour une Monarchie constitutionnelle en 1814.

⁷² I Norge har klokka alltid gått litt annerledes enn på kontinentet. Dette landet er usamtidighetens land, noe skarpsynete observatører tidlig festet seg ved. Den berømte historikeren Ernst Sars lanserte til og med uttrykket

Ici, *le terminal pétrolier* et *l'architecture tout en verre* ont vu le jour avec le développement de l'ère des hydrocarbures et la modernisation qui a suivi à partir des années 1970, *la ferme de transhumance* et *le musée de folklore* par contre ont une racine millénaire (nos italiques).

Ce « plus grand musée de folklore de l'Europe » est en effet représenté par plus de cinquante ethnomusées un peu partout en Norvège, parfois des entités regroupant plusieurs collections de bâtiments de fermes anciennes soit d'un seul lieu ou localité, soit réunissant sous une seule désignation des unités réparties sur une zone géographique plus étendue parfois régionale ou départementale. Ces musées offrent aux visiteurs plusieurs centaines de bâtiments de fermes anciens datant des siècles précédents⁷³ et constitue l'attraction la plus courante pour les Norvégiens eux-mêmes ainsi que pour les visiteurs venus de l'étranger.

En plus des musées, c'est la vision vécue de l'image typique d'une vallée avec des champs cultivés qui s'étendent sur les pentes, souvent de simple lopins de terre sur lesquels sont posées des bâtiments de ferme dont la grange très souvent peinte en rouge, image évocatrice du romantisme national du XIX^{ème} siècle qui perdure très largement de nos jours évoquant la Norvège de la culture paysanne et le folklore rural.

Qui plus est, ce « musée de folklore de l'Europe » est un terme parfaitement conforme à l'analyse de Francis Fukuyama lorsque, traitant du développement et du déclin politiques, il écrit:⁷⁴ « La troisième manière pour le développement politique de se différencier de l'évolution biologique, réside dans le fait que des caractéristiques sélectionnées – dans un cas les institutions, dans un autre les gènes – sont transmises par voie culturelle plutôt que génétiquement. Ceci représente à la fois un avantage et un désavantage en ce qui concerne l'adaptabilité du système. Des traits culturels, qu'ils constituent des normes, coutumes, lois, croyances ou valeurs, peuvent au moins en théorie être modifiés en route en l'espace d'une seule génération comme dans la propagation de l'Islam au VII^{ème} siècle ou l'apprentissage de la lecture et de l'écriture dans la paysannerie au Danemark au XVI^{ème}. *D'un autre côté, les êtres humains tendent à conférer aux institutions et les modèles mentaux dont elles sont originaires une valeur intrinsèque, ce qui entraîne la conservation des institutions avec le temps* »⁷⁵ (nos italiques).

« den norske utakt ». Kanskje mente han noe annet, men det som forbløffer meg ved dette lille, perifere samfunnet, er det ubevisste kunststykket som de stadig har lyktes med de siste 170 åra: De kommer haltende på etterskudd med tida, og er samtidig forut for den.

På den ene siden elsker de anakronismen og holder innbitt fast ved førmoderne tenkemåter og livsformer. På den andre siden har de en tilbøyelighet til utilsiktet å foregripe framtida De er heimfødinger og kosmopolitter på en gang. *Norge er idag Europas største folkemuseum*, men på samme tid et kjempemessig framtidslaboratorium.

⁷³ Cf.: <http://www.museumsguiden.no>.

⁷⁴ «*The Origins of Political Order*» [Les origines de l'ordre politique], p 447.

⁷⁵ The third way political development differs from biological evolution is that selected characteristics – institutions in one case, genes in the other – are transmitted culturally rather than genetically. This represents both an advantage and a disadvantage with respect to the adaptability of the system. Cultural traits, whether norms, customs, laws, beliefs or values, can at least in theory be altered on the fly within the space of a single generation, as in the spread of Islam in the seventh century, or literacy among the Danish peasantry in the sixteenth. *On the other hand, human beings tend to invest institutions and the mental models they arise from with intrinsic value, which leads to the conservation of institutions over time.*

Vers la fin du XX^{ème} siècle avec la mise à jour du « droit odel », nous constatons, à la vue des arguments avancés par la Commission mandatée pour enquêter sur son utilité et sa mise à jour, qu'il a pris, avec le modèle mental dont il est originaire, une valeur intrinsèque. De plus, nous avons vu comment les Norvégiens s'accordent pour dire qu'ils ont presque toujours été des paysans, qu'ils se considèrent au moins symboliquement comme tels de nos jours (voir page 41) et que, par conséquence et dans une certaine mesure, ils s'identifient avec ce groupe culturel et économique constitué de paysans.

Rappelons toutefois que seul 3.4% du territoire national norvégien est arable⁷⁶.

En 2002 le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation dénombrait 180 000 exploitations agricoles en Norvège et évaluait à entre 130 000 et 140 000 celles qui relevaient du droit odel, c'est-à-dire environ 75% du total⁷⁷. Nous avons contacté ce Ministère pour avoir des renseignements sur les statistiques concernant les exploitations et paysans avec droit odel dans les années 1940 à 1972, mais il n'a pu que nous renvoyer au Bureau Central de la Statistique [Statistisk Sentral Byrå, ssb.no] lequel n'a pas non plus su nous donner de renseignements qui n'étaient pas déjà en notre possession.

On doit par conséquent se dire que, vue la rationalisation dans l'agriculture, le nombre d'exploitations agricoles a diminué de 1940 à 1972 et que, vue la valeur du droit odel, la proportion des propriétés en bénéficiant, a dû augmenter en pourcentage. Malheureusement, ceci est seulement une hypothèse qui reste à vérifier.

Le droit odel, qui est un droit de propriété privée, a contribué aussi et surtout à développer l'individualisme.

Les auteurs du sixième et dernier volume de *l'Histoire des idées en Norvège*⁷⁸ écrivent : « Dans un pays faiblement urbanisé et avec de grandes distances, c'est plutôt l'individualisme dans ses différentes formes qui a constitué une idéologie courante. Les contrastes géographiques ont été importants. L'opposition entre le centre et la périphérie n'a jamais coïncidé entièrement avec les oppositions de classes. L'appartenance à des classes ou groupes a évidemment aussi été fournisseur d'identité *mais la foi dans le pouvoir et l'influence de chacun qui est étayée depuis la période préchrétienne n'a pas entièrement disparu et se retrouve comme un écho lointain dans l'individualisme norvégien postmoderne* »⁷⁹ (nos italiques).

Pour ce qui est du pays « faiblement urbanisé », regardons l'habitat où le §57 de la Constitution stipule, suite à la modification de 2003, que la répartition des députés au Storting dans les circonscriptions électorales s'effectue selon une formule « où la population totale du

⁷⁶ Cf. : Bureau central norvégien de statistiques [Statistiske Sentral Byrå] : www.ssb.no.

⁷⁷ Cf. : <http://www.regjeringen.no/nb/dep/lmd/dok/nou-er/2003/nou-2003-26.html?id=382402>: Ministère de l'agriculture et des provisions [Landbruks- og matdepartementet].

⁷⁸ « *Norsk idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège] vol 6, p 488

⁷⁹ I et skrint bebyggd land med store avstander har snarere individualismen i dens forskjellige utforminger vært en gjennomløpende ideologi. Geografiske motsetninger har vært viktige. Motsetningen mellom sentrum og periferi falt aldri helt sammen med klassemotsetninger. Selvsagt har også klasse- og gruppetilhørighet vært identitetsgivende *men troen på den enkeltes makt og innflytelse som er belagt fra førkristen tid, er aldri forsvunnet helt og gjenfinnes som et fjernt ekko i den ettermoderne, norske individualismen*].

royaume avec la superficie lorsque chaque habitant donne 1 point et chaque kilomètre carré donne 1.8 point »⁸⁰.

La discrimination positive en faveur des personnes habitant les régions peu peuplées est ainsi enterinée par la Constitution⁸¹.

Il faut également attirer l'attention sur une autre conséquence de l'habitat dispersé et la topographie qui est l'autonomie dont les Norvégiens font souvent preuve, une caractéristique et qualité qui s'est développée à travers les âges de par la nécessité de résoudre soi-même des problèmes de la vie de tous les jours, cet aspect du Norvégien s'intégrant à son individualisme.

Nous trouvons un écho de ce paysan individualiste et enraciné dans ses terres par ces quelques lignes écrites par Arne Ording⁸². Dans son journal à la date du samedi 26 juin 1943, recevant à déjeuner à Londres Otto Galtung Hansen (1940-), un médecin norvégien, il écrit⁸³ : « Galtung Hansen maintient, sur la base des derniers rapports reçus du pays, (...) que la situation de la fourniture des provisions est bien meilleure que ce que l'on pouvait penser et que les Allemands ont prélevé bien moins que ce que l'on a dit dans la propagande. La situation des provisions est, d'une manière générale, plus un problème sur le plan intérieur norvégien – ah les paysans ! »⁸⁴.

La manière de M. Ording de rédiger ce texte dénote un certain respect de l'intellectuel à l'égard des paysans norvégiens qui ont ainsi réussi à se soustraire aux demandes de

⁸⁰ der det hele Riges Antal Indvaanere samt Areal, naar hver Indvaaner giver 1 Point og hver Kvadratkilometer giver 1,8 Point.

⁸¹ « Le nombre de représentants au Storting qui sera à désigner dans chaque circonscription électorale, est déterminé en fonction d'un calcul de la relation entre le nombre d'habitants par district avec sa superficie et la population totale du Royaume, chaque habitant donnant 1 point et chaque kilomètre carré 1.8 point. Le calcul est à effectuer tous les 8 ans » [Det Antal Storthingsrepræsentanter, som bliver at vælge fra hvert Valgdistrikt, bestemmes paa Grundlag af en Beregning af Forholdet mellem hvert Distrikts Antal Indvaanere samt Areal, og det hele Riges Antal Indvaanere samt Areal, naar hver Indvaaner giver 1 Point og hver Kvadratkilometer giver 1,8 Point. Beregningen bliver at foretage hvert ottende Aar] Cf. <http://www.lovdato.no/all/tl-18140517-000-004.html#57>.

⁸² Né en 1898, Ording fut étudiant à l'Université Royale Frédéric à Oslo où il a obtenu une maîtrise de philologie en 1924. Il continua ses études en France où il a reçu le titre de docteur en philosophie en 1930 avec sa thèse sur « Le Bureau de police du Comité de Salut public. Étude sur la Terreur ». En 1936, il a publié « La première Internationale. La percée du mouvement ouvrier 1830–1875 » [Den første internasjonale. Arbeiderbevegelsens gjennombrudd 1830–1875]. Il était connu comme historien lié au Parti Social-démocrate et avec le titre modeste de Consultant en histoire politique moderne, il devint conseiller auprès des Ministres des Affaires étrangères, d'abord Trygve Lie (1896-1968), dans le gouvernement norvégien en exil à Londres de 1940 à 1945, puis de Halvard Lange. De 1947 à 1959 Ording a occupé la chaire de professeur d'histoire internationale à l'Université d'Oslo. Arne Ording fut un penseur profond et rigoureux, historien et conseiller, souvent qualifié « d'éminence grise » auprès du gouvernement en exil à Londres et à Oslo après la guerre.

⁸³ *Arne Ordings dagbøker* [Journaux privés d'Arne Ording] vol 1, page 212.

⁸⁴ Galtung Hansen fastholder på grunnlag av de siste meldinger, bl. a. fra (...) at ernærings-situasjonen er bedre enn man skulle tro, og at tyskerne har tatt meget mindre enn man har sagt i propagandaen. Ernærings-situasjonen er i det hele mer av et indre norsk problem – bøndene!

l'occupant et ainsi livrer moins de provisions aux forces ennemies que ce qui était prévu, gagnant ainsi une bataille sur les Allemands.

Une autre facette de l'individualisme est décrite comme son aptitude à se suffire à soi-même et la qualification du Norvégien qui « se suffit à lui-même » a permis à Henrik Ibsen (1828-1906) de construire une phrase pour son chef-d'œuvre 'Peer Gynt' publié en 1867. Il s'agit de « Vær deg selv nok », littéralement « Sois toi même assez ou suffisant » déclaré par le Vieux de Dovre à Peer Gynt. Ce personnage est bien sûr un « troll » dont il existe des milliers en Norvège mais celui-ci est assez particulier. Il règne en effet sur le massif montagneux de Dovre qui culmine à plus de 2000 mètres d'altitude sur une surface de 256 km²⁸⁵ et qui constitue la séparation entre ce que les Norvégiens appellent, par contraction, au nord des montagnes, « nordafjells » et au sud des montagnes, « sønnafjells »⁸⁶.

Il s'agit donc d'un « troll » qui pèse lourd, et lorsqu'il s'adresse à Peer Gynt avec « Vær deg selv nok ! », celui-ci reçoit ces paroles non comme une recommandation mais comme une véritable sommation dont le sens lui est très clair : « Suffis-toi à toi-même ! ». Par la suite, cette phrase est entrée dans la langue norvégienne et toujours fréquemment utilisée de nos jours.

Un exemple nous est donné par Olav Riste lorsqu'il écrit que ce qui change dans la politique étrangère norvégienne depuis 1905, ce n'est pas la politique elle-même mais son cadre, ou comme il l'écrit :⁸⁷ « Les coulisses peuvent changer, la scène et les costumes peuvent changer mais Peer Gynt est lui-même – et en partie il se suffit à lui-même »⁸⁸.

Tous les bacheliers en Norvège ont lu et discuté la pièce d'Ibsen en cours de scolarité et plus d'un a pu adopter « Vær deg selv nok ! » comme un précepte de vie, non sans quelque conséquence pour le caractère déjà individualiste de beaucoup de Norvégiens.

II.2.2 : La géographie et la topographie⁸⁹.

En quelques mots: la Norvège est une bande de terre très longue, très souvent étroite, sur le bord nord-ouest de l'Europe en face de la mer⁹⁰.

⁸⁵ Brox, K. H. (1946-) : *Norges Nasjonalparker ; Dovrefjell – Sunndalsfjella*, [Les parcs nationaux de la Norvège Gyldendal ; Dovrefjell – Sunndalsfjella] 2008, p 7.

⁸⁶ Pour illustrer l'importance de Dovre dans Histoire et la culture populaire de la Norvège, rappelons qu'en 1814, à la fin des travaux des constituants à Eidsvoll, ceux-ci ont prêté le serment de rester « Unis et loyaux, jusqu'à la chute de Dovre » [Enige og tro til Dovre faller].

⁸⁷ *Isolasjonisme og stormaktsgarantiar* [Isolationnisme et les garanties des Grandes Puissances] p 6-7.

⁸⁸ Kulissene kan skifte, scenebildet og kostymene kan skifte, men Peer Gynt er seg sjøl – og til dels seg sjøl nok.

⁸⁹ Voir Hallé, E. Mémoire de Master II, 2011, p 7-9.

⁹⁰ Voir Annexe I « Quelques données chiffrées sur la Norvège », p 367.

A regarder une carte du pays,⁹¹ on constate que le pays est montagneux et que la plupart des centres urbains se trouvent sur la côte sauf dans le Sud-Est où les centres urbains sont plus nombreux et où quelques villes sont sans accès direct à la mer. Le littoral est profondément entaillé par les fjords, la mesure en est donnée par la longueur de la côte qui totalise 2532 km alors que le littoral, incluant baies et fjords, fait dix fois plus.

Dans ce pays montagneux avec quelques glaciers et des sommets qui culminent à plus de 2400 mètres d'altitude, 78 pour cent de la population du pays habitent aujourd'hui une commune qui dispose d'un rivage et il en a été sensiblement de même depuis 1940⁹². Cette population est ainsi très souvent confrontée à la mer, qui, d'une part constitue un horizon et d'autre part, une voie de transport maritime pour se déplacer, la mer étant souvent la voie la plus simple pour se rendre d'un point A à un point B.

Sa superficie équivaut à environ 3/5 de celle de la France. Le pays est adossé à la partie occidentale de la péninsule scandinave, la partie orientale étant constituée par la Suède. La frontière entre les deux pays est faite d'une chaîne de montagnes boisées appelée « La Quille » [Kjølen]. Presque 30% du territoire du pays se trouve au Nord du cercle polaire arctique, soit à une latitude de 66.33 degrés nord; sur la carte il est tracé juste au Nord de la ville de Mo-i-Rana, donc presque au milieu du département de Nordland⁹³.

En longeant les 2532 km de la façade littorale du pays, le domaine maritime de la Norvège se présente, du nord au sud, de la manière suivante :

- Dans la partie nord et nord-est du département et province de Finnmark, la côte s'ouvre sur la Mer de Barents, et au-delà, à l'océan Arctique avec le pôle Nord.

- Du cap Nord au département de Sogn & Fjordane, sur la côte Ouest dans la partie Sud du pays, la façade maritime fait face à la Mer de Norvège et à l'océan Atlantique nord.

- Du département de Hordaland à celui de Vest-Agder, la façade maritime s'ouvre à la Mer du Nord qui donne accès à l'océan Atlantique nord à l'Ouest, et qui est bordée dans le Sud par l'Angleterre et l'Ecosse d'un côté et par la Belgique, la Hollande, l'Allemagne et le Danemark de l'autre.

- Du département d'Aust-Agder à la ville d'Oslo la côte fait face au détroit de Skagerrak qui sépare le Sud de la Norvège du Nord du Danemark et qui s'ouvre à la Mer du Nord.

⁹¹ Carte Michelin numéro 711, « La Scandinavie et la Finlande » ou la carte touristique IGN « Suède et Norvège ».

⁹² Information fournie sur notre demande par le Bureau central de statistique de la Norvège ; ssb.no.

⁹³ Voir Annexe II « La Norvège par départements », p 368.

- Au sud d'Oslo la côte du département d'Østfold s'ouvre sur le détroit de Skagerrak relié au détroit de Kattegat qui sépare le Danemark de la Suède donnant accès à la Mer Baltique puis au Golfe de Botnie.

II.2.3 : La démographie et l'habitat.

Nous rappelons que les quatre cinquièmes de la population de Norvège habitent une commune qui dispose d'un rivage donnant sur une baie, un fjord ou directement sur la mer. Le Norvégien est donc la plupart du temps en face d'un horizon constitué par la mer et il a dans le dos une masse montagneuse parfois difficilement franchissable se terminant la plupart du temps à la chaîne de « la Quille » [Kjølen], à la frontière suédoise. Au-delà, la péninsule se termine en Suède face au golfe de Botnie et à la mer Baltique. La Norvège n'est pas une île mais elle est *comme une île* et le citoyen possède souvent ce trait caractéristique des insulaires qu'est la prudence et même la méfiance devant ce qui vient « d'outre-mer » (nos italiques).

Etabli sur la côte, avec un arrière-pays qui offre peu de débouchés industriels, sauf l'exploitation de forêts sur 23.1% et l'agriculture sur 3.4 % du territoire national (de nos jours), le Norvégien est par nécessité marin. D'abord par le découpage du littoral qui rend le chemin le plus court d'un point à un autre, non pas la route mais la mer qui constitue une vaste surface de navigation et relie comme un grand boulevard villes, villages, hameaux ou maisons et fermes isolées sur les îles ou sur la terre ferme. D'autre part, il est marin de par sa naissance dans ce pays à tradition maritime et de pêcheurs le long des côtes mais également en haute mer. Marin implique également constructeur de bateaux, et dans le cas présent le Norvégien s'avère même grand navigateur allant, il y a mille ans, découvrir et s'établir en Islande, Groenland, mettre pied en Amérique du Nord et maints autres endroits.

Le tableau « La population de la Norvège par départements au 1er janvier 1975 »⁹⁴ nous donne une densité démographique moyenne de 12.34 habitants au km² et nous enseigne d'autre part que sur les 19 départements du pays, les 5 départements dans le sud-est du pays, plus urbanisés, sont les plus peuplés avec plus de 35.8% de la population totale et cela sur seulement 8.2% du territoire national, donnant une densité démographique de 53.7 habitants au km². Par contre, les douze départements à façade maritime du Finnmark au nord au Telemark au sud ne totalisent que 55.1% de la population sur 75.5% du territoire national et une densité démographique de seulement 9.1 habitants au km². Les deux derniers départements de l'intérieur, à caractère agricole, forestier et montagnoux, font 9% de la population avec 16.2% du territoire national et une densité démographique de 6.84 au km². Par conséquent, nous avons affaire à un habitat très dispersé.

⁹⁴ Voir Annexe III, « La population de la Norvège par départements au 1er janvier 1975 », p 369.

En 1942, la population de la Norvège s'élevait à 3 millions d'habitants et avec les mêmes frontières qu'aujourd'hui la densité démographique y était de 9 personnes au km², en 1975 avec quatre millions, de 12.34 personnes au km².⁹⁵

Nous relevons donc un déséquilibre démographique dû en premier lieu à la ressource vitale qui s'offre au Norvégien par la pêche, en haute mer et le long du littoral, activité traditionnelle depuis plus de mille ans. Depuis peu, l'aquaculture s'est développée dans les fjords et des centres sur terre [on-shore] ont été établis qui desservent les plates-formes de forage tout le long des côtes et dans la Mer du Nord. En second lieu, la concentration démographique sur les côtes s'explique par le peu de ressources offertes dans l'arrière-pays. Enfin le secteur agricole est faible, de même que l'exploitation des forêts relève d'environ un cinquième du territoire national, concentrée dans les deux départements de l'intérieur et ceux du sud-est du pays, tous ces secteurs économiques étant soutenus par l'Etat (nos crochets).

Le Norvégien ne connaît pas ou connaît très mal l'aménagement du territoire des pays européens au sud de la Scandinavie, il vit très éloigné de cette réalité et il en résulte un certain isolement et donc une méconnaissance en Norvège du caractère véritable de cette Europe que les Scandinaves appellent « Le Continent » et dont on pourrait dire pour certains Norvégiens qu'ils en sont souvent étrangers, même aliénés.

Pour son temps de loisirs le Norvégien pratique de nombreuses activités de plein air à longueur d'année, aussi bien sur terre qu'en mer. Après tout, même un résident dans la ville d'Oslo a la possibilité de sortir de chez lui, une paire de skis sous le bras ou sur l'épaule, de prendre le métro, lequel sort de terre après un parcours d'un kilomètre ou deux puis 20 minutes plus tard dépose le skieur dans la montagne au pied des pistes de randonnée, de ski alpin ou devant un tremplin de ski.

La densité démographique très faible du pays a pour conséquence pour le Norvégien de se trouver en contact direct avec la nature beaucoup plus facilement et beaucoup plus fréquemment qu'ailleurs. Or, quiconque a visité le pays, feuilleté les brochures des voyagistes ou encore parcouru des pages des guides touristiques se rend bien vite compte que la Norvège est dotée d'une nature souvent très belle, parfois sauvage et baignée par une lumière intense en été.

II.2.4 : Le climat.

Sur une période de douze mois, deux éléments sont prépondérants : la lumière et sa présence journalière très variable tout au long de l'année, de même la température ambiante qui va d'un extrême à l'autre.

⁹⁵ Cf. Bureau central de statistique de la Norvège ; ssb.no.

Les Norvégiens bénéficient d'un climat de l'hémisphère nord, caractérisé en hiver par très peu de lumière dans le ciel avec une journée qui ne s'étendra au mieux que de 09h00 à 15h00 dans le sud du pays ; dans le nord jusqu'à 6 semaines sans lumière du tout avec un ciel parfois agrémenté la nuit par le spectacle féerique de l'aurore boréale et autrement des journées courtes; en été beaucoup de lumière dans le nord avec le soleil de minuit et au sud des nuits très courtes avec des journées très longues qui peuvent s'étendre de 04h00 à 23h00. En hiver, la température peut baisser jusqu'à moins 30 degrés dans le sud et même en dessous dans le nord et en été on passe d'une température douce à la canicule de 30 degrés aussi bien dans le nord que dans le sud.

On peut donc bien dire que le Norvégien vit véritablement en communion avec la nature et les saisons ce qui contribue à forger son identité et à l'enraciner dans son terroir.

II.3 : Contexte historique.

Dans ce chapitre nous allons d'abord rappeler brièvement l'histoire particulière de la Norvège pour ensuite rendre compte des rapports d'abord de la Norvège puis des Norvégiens avec l'extérieur et conclure avec un isolationnisme norvégien que nous qualifierons du second degré.

II.3.1 : L'histoire de la Norvège.

Après la période Viking qui se termine vers 1050 et la christianisation forcée à partir de l'an 1000, le pays vit une période trouble culminant avec des guerres civiles qui prennent fin en 1240. Suit alors une période de grandeur pour la Norvège de 1240 à 1319 avec plusieurs tentatives pour établir la suprématie de la Norvège sur ses deux voisins scandinaves, les Suédois et les Danois, sans succès. Dans la sphère internationale par contre, les rois de Norvège ont exercé une influence, établi des contacts et parfois signé des accords avec le Pape, l'Irlande, l'Angleterre de Henri III (1216-1272), l'Ecosse d'Alexandre III (1241-1286), la France de Louis IX (1214-1270) et de Philippe IV (1268-1314), la Castille et le Roi Alphonse X (1221-1284), Novgorod, la Ligue Hanséatique et l'Empereur Frédéric II (1194-1250). En même temps, la Norvège a étendu son domaine en assurant son emprise sur les Iles Féroé, l'Islande, et le Groenland en tant que colonies et en se voyant reconfirmée sa souveraineté sur les anciens territoires norvégiens des Shetland et des Iles Orcades. Mais en 1319 la lignée royale norvégienne s'éteint avec la mort du roi Håkon V (1270-1319), et une union personnelle avec la Suède prend le relais jusqu'en 1355 lorsque le roi de Suède désigne son fils comme roi de Norvège, mais lorsque celui-ci meurt en 1380 le trône échoit à la maison royale du Danemark.

La suite de l'histoire de la Norvège est constituée d'une première période de 434 années d'union avec le Danemark de 1380 à 1814, période dénommée « la nuit de 400 ans » dans l'historiographie norvégienne, celle-ci ayant eu pour conséquence une intégration économique et culturelle de la Norvège avec le Danemark et un recul de la Norvège par rapport à l'Europe.

En 1450 lors de l'intronisation d'une nouvelle dynastie à Copenhague, les Oldenbourgs, les perspectives d'avenir de la Norvège sont réduites de nouveau car l'union entre les deux pays est proclamée pour l'éternité. De plus, en 1536 la Norvège subit un nouvel abaissement de son statut au niveau d'une simple province [ledemot]⁹⁶ du Danemark et devient un territoire vassal de ce pays lorsque le Conseil du Roi norvégien fut aboli par le Conseil du Roi danois, ôtant à la Norvège, par la même occasion, toute autorité politique.

La dernière étape de ce recul et affaiblissement de la Norvège a été réalisée par un coup d'Etat, perpétré par le roi danois Frédéric III, et par lequel il introduisait un régime de monarchie absolue en 1660⁹⁷.

La Norvège a ainsi occupé une position périphérique par rapport à l'Europe, sur le plan politique, intellectuel et culturel, plus encore que sous le Moyen Age tardif (les XIV^{ème} et XV^{ème} siècles)⁹⁸. Nous assistons ainsi, à partir du XVI^{ème} siècle, à un retrait de la Norvège de la scène européenne par rapport à la période précédente.

A partir de 1319, la Norvège n'a donc plus de lignée royale et avec le temps elle est, en quelque sorte et contre son gré, placée en quarantaine sous l'autorité du Danemark à partir de 1380. Elle se trouve ainsi isolée vis-à-vis du monde environnant avec lequel elle n'a plus de contacts diplomatiques et se préserve de cette façon des malheurs résultant des guerres qui périodiquement accaparent la Suède et le Danemark alors que les Norvégiens, cantonnés dans leurs terroirs à l'extrémité occidentale de la presqu'île scandinave, s'y trouvent à l'abri. Cette situation allait durer jusqu'en 1814.

En 1814, la défaite des Danois devant les Suédois (Traité de Kiel), eût pour conséquence que la Norvège dut accepter une deuxième Union, celle-ci avec la Suède, mais les Norvégiens ont eu le temps de se réunir pour adopter une Constitution pour une monarchie constitutionnelle, recréant ainsi un Etat norvégien. Cependant dans cette Union le Roi était suédois. Il résidait à Stockholm et le gouvernement norvégien siégeant à Christiania⁹⁹ était dépourvu de ministère des Affaires étrangères, celles-ci étant conduites par le gouvernement de Stockholm.

Lorsque, après 91 ans, cette Union prit fin en 1905, la Norvège fut enfin entièrement libre et indépendante pour la première fois depuis la mort du roi Håkon V en 1319.

⁹⁶ Le dictionnaire en ligne Bm et Nn nous donne pour ledemot : kroppsdel = une partie (anatomique) du corps.

⁹⁷ On conçoit fort bien qu'une personne norvégienne, qui envisage, à la fin du XIX^{ème} siècle, de rédiger une lettre à Bjørnstjerne Bjørnson, se résout, devant ce rappel d'Histoire lointaine, à lui écrire que : « La Norvège est un pays qu'il est difficile d'avoir comme patrie ».

⁹⁸ « *Norsk idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège] ; vol 2, page 11.

⁹⁹ Dénomination de la ville d'Oslo entre 1624 et 1925.

Il est important de souligner que pendant toute cette période de 1380 à 1814, la Norvège n'a pas participé, en tant que pays et peuple, en son propre nom, à des conflits militaires menés par le Danemark, ni à des contacts diplomatiques ou coopérations entre Etats, que cela soit en Scandinavie ou au-delà dans la sphère européenne plus étendue. A partir de 1380, le roi était danois et se trouvait à Copenhague, à environ 500 km à vol d'oiseau d'Oslo et la présence et les activités du Danemark à l'extérieur se firent au nom du roi à Copenhague et du régime danois et non de la Norvège.

Cependant, des paysans-soldats norvégiens composaient une armée norvégienne qui à partir de 1536 est devenue une armée d'un pays dominé par le Danemark, le commandement étant danois ou allemand ; ils fournissaient aussi des matelots pour la marine commune danoise-norvégienne dont le commandement supérieur était danois. C'est ainsi que vers 1800, jusqu'à 30 000 paysans soldats norvégiens faisaient partie de l'armée norvégienne, plus quelques milliers de matelots.

Lors de la Grande Guerre nordique (1700-1720), un homme sur quatre âgé entre 16 et 65 ans se trouvait sous les drapeaux lorsque l'armée et la marine étaient sur le pied de guerre¹⁰⁰. Ces paysans-soldats et matelots, levés sur ordre des maîtres danois, se battaient en premier lieu pour le roi danois à Copenhague qui en même temps était Roi de Norvège, mais non pour la Norvège en tant que telle, ni pour le peuple norvégien.

Il en a été sensiblement de même à partir de 1814, les Affaires étrangères étant dirigées par la Suède. La Norvège fut impliquée, avec la Suède, dans les conflits entre le Danemark et le Schleswig-Holstein à deux reprises, sous la direction des Suédois, mais sans qu'il y ait eu de confrontation militaire ouverte.

Pour la Norvège, la conséquence de la fin de la lignée royale norvégienne en 1319 et des deux périodes d'Union, fut qu'elle n'a pas suivi le cours normal de développement d'un Etat européen de 1319 jusqu'en 1905.

La Norvège n'a donc pas vécu, dans son corps national, la période de gestation et de mûrissement politique long et lent qui commence pour un pays au Moyen Age pour se terminer à l'âge moderne. Dans le cas de la Norvège, suite à une période de grandeur à partir de 1240, ce processus fut interrompu avec le déclin intervenu au début du XIV^{ème} siècle. Elle se trouve au début du XX^{ème} siècle enfin libérée de ses contraintes résultant des Unions avec d'abord le Danemark et ensuite la Suède, et invitée à participer sur un pied d'égalité avec les autres pays alors qu'il lui manque plus de quatre siècles d'expérience dans la gestion d'Etat et cinq siècles dans la conduite de la politique extérieure.

Par rapport à d'autres pays en Europe, le développement historique de la Norvège, à partir du début du XIV^{ème} siècle, a donc été atypique, nous dirons même atrophié, le peuple norvégien étant sans chefs et sans véritables voix politiques jusqu'en 1814.

¹⁰⁰ Ø Rian : « *Maktens historie i dansketiden* » [Histoire du pouvoir dans la période danoise] p 110.

A la fin de cette brève présentation de l'histoire de la Norvège, nous constatons que la Norvège est devenue très réfractaire à l'idée de se joindre à une association entre pays ou participer dans une entreprise qui comporterait une collaboration étroite avec d'autres Etats en vue d'une intégration à terme. Nous sommes devant une dynamique de caractère structurel et d'origine endogène basée sur le passé historique de la Norvège et qui relève de son isolationnisme traditionnel et défensif.

II.3.2 : Les rapports historiques de la Norvège avec l'extérieur.

Plus particulièrement, la Norvège a été absente des relations internationales, car elle a été, comme nous venons de l'écrire (page 53), dans une véritable quarantaine depuis 1380. A ce sujet, Arne Ording, à la date du 2 mars 1943, lors d'un dîner à Londres avec Jens Schive (1900-1962) (auteur et journaliste norvégien) rapporte deux propos de Christian Günther (1886-1966), Ministre des Affaires étrangères de la Suède de 1939 à 1945. « Il a déclaré à un homme politique suédois finnophile qu'il ne serait pas bon que la Finlande se dégage de la guerre. Cela hâterait notamment une défaite allemande et un effondrement allemand n'était pas dans l'intérêt de la Suède. *A une autre occasion, Günther avait annoncé que les deux pays de l'espace Norden qui avaient conduit la meilleure politique pendant la guerre étaient la Suède et le Danemark. Dans son opinion cela n'était pas fortuit. Ils étaient les deux seuls pays en l'Europe du nord à avoir de vraies traditions en politique étrangère* »¹⁰¹ (nos parenthèses et italiques).

Lorsque la Norvège fut projetée dans la guerre en 1940, elle ne disposait en effet toujours pas d'un véritable passé et d'une expérience en matière d'affaires étrangères, n'étant pas en mesure de présenter d'histoire internationale de la Norvège bien remplie depuis son indépendance en 1905. En effet, la période 1905-1914 est marquée par le non-alignement, celle de 1914-1918 par la neutralité et puis de 1920-1940 par la sécurité collective via la Société des Nations (voir page 34).

Pour ce qui est du domaine des Affaires étrangères de la Norvège au XX^{ème} siècle, Olav Riste écrit qu'on peut distinguer deux courants : l'isolationnisme et la traditionnelle « philosophie de petit Etat » [småstatsfilosofi] sous la forme d'une méfiance enracinée à l'égard de la politique des Grandes Puissances¹⁰².

¹⁰¹ Han har uttalt til en finskvennlig svensk politiker at det ikke ville være heldig at Finland kom ut av krigen. Det ville nemlig fremskynde et tysk nederlag og Sverige hadde ingen interesse av et tysk sammenbrudd. *Videre hadde Günther sagt ved en annen anledning at de to land som i Norden hadde ført den beste politikk under krigen var Sverige og Danmark. Dette var etter hans oppfatning ikke noe tilfelle. De var de to eneste land i Norden som virkelig hadde utenrikspolitiske tradisjoner.....*

¹⁰² Voir O. Riste, « *Isolasjonisme og stormaktsgarantiar* » [L'Isolationisme et les garanties des Grandes Puissances] p 18.

Il qualifie ainsi la position de la Norvège dans ses relations avec l'étranger comme relevant d'une « philosophie de petit Etat », donnant ainsi à l'attitude des Norvégiens à l'égard des étrangers un aspect défensif, intellectuel et respectable tout en confirmant leur isolationnisme.

Arne Ording est d'un avis différent. En mer entre Liverpool et Halifax au Canada du 5 au 18 avril 1945 avec de nombreux autres représentants et délégués européens à la conférence de San Francisco qui allait donner naissance à l'Organisation des Nations Unies (ONU), des réunions ont été organisées à bord, entre autres en vue de revoir les plans établis à Dumbarton Oaks à Washington pour la création de l'ONU. M. Ording, représentant la Norvège, était chargé, avec M. Adriaan¹⁰³ Pelt (1892-1981) (diplomate) hollandais et M. Raymond Offroy (1909-2003), diplomate français, de donner une présentation. Il note : « J'ai cherché à crever la psychose du petit Etat, ce fut manifestement plutôt réussi. De toute manière j'ai reçu des compliments à la fois de MacDonald, Cockburn et Taussig » (3 journalistes britanniques) (nos parenthèses)¹⁰⁴.

Il nous semble que, pour Arne Ording, l'attitude de la Norvège devant l'étranger pourrait relever plus d'une obsession que d'une réalité objective. Peut-être devons nous, avec M. Ording, nous poser la question de savoir si l'attitude des Norvégiens est le résultat d'un complexe d'infériorité développé par la localisation et le contour physique de leur pays ainsi qu'au rôle de second rempli sous l'union avec le Danemark puis avec la Suède et où, avec le temps, les Norvégiens se sont accommodés de cet état des choses qu'ils ont, par la suite, adopté comme un acquis ?

Arne Ording a d'autres propos peu amènes à l'égard d'un de ses compatriotes, le Premier Ministre. A la date du 8 novembre 1944 il écrit : « Nygaardsvold (1879-1952) exaspéré par l'emprunt en Suède. Nous sommes arrivés au Mont-de-Piété. Il craint clairement que les Suédois ne l'utilisent dans leur propagande, qu'ils aident la Norvège. Ce point de vue me paraît absurde. On ne peut quand même pas interdire aux Suédois de nous aider – nous en avons grandement besoin – et en même temps les attaquer pour ne rien faire. *Néguvisme et complexe d'infériorité* » (nos italiques et parenthèses)¹⁰⁵.

L'accusation, prononcée par Arne Ording, d'un complexe d'infériorité s'adresse en fait à la majorité du peuple norvégien dont le Premier Ministre serait un exemple lorsque celui-ci adopte une attitude négative sur un plan général.

C'est là aussi une manière de présenter la position historique de la Norvège face à l'extérieur.

¹⁰³ Adriaan Pelt, d'après Wikipédia, Ording écrit : Adrian.

¹⁰⁴ Jeg la an på å bryte igjennom småstatspsykosene, det var åpenbart ganske vellykket. I alle fall fikk jeg komplimenter både fra MacDonald, Cockburn og Taussig (3 britiske journalister).

¹⁰⁵ Nygaardsvold opphisset over lånet i Sverige. Vi kommer på fattigkassa. Åpenbart redd for at svenskene vil bruke det i sitt propaganda, at de hjelper Norge. Dette standpunkt forekommer meg meningsløst. Man kan vel ikke forby svenskene å hjelpe oss – vi trenger det sårt – og samtidig angripe dem fordi de ingenting gjør. *Néguvisme og mindreverdighetskomplek*¹⁰⁵.

II.3.3: Les rapports historiques des Norvégiens avec l'extérieur.

Nous nous référons de nouveau au professeur Olav Riste lorsqu'il déclare :¹⁰⁶
« ...l'isolationnisme a également comporté une réaction de méfiance instinctive devant tout ce qui avait un goût de la politique des Grands, avec comme arrière-fond l'expérience historique lorsque la Norvège avait été l'objet de leurs intérêts et ambitions stratégiques »¹⁰⁷.

Pour ce qui est de la disposition des Norvégiens eux-mêmes à l'égard de ce qui se trouve au-delà de leurs frontières, le professeur Olav Riste nous met sur la voie, lors d'un cours sur « La Norvège et le monde environnant » donné à l'Université de Bergen en 1991.

Il écrit qu'au sujet des relations de la Norvège vis-à-vis de l'extérieur :¹⁰⁸ « Le vieux souhait des Norvégiens « d'être entre nous » (et donc « chez nous », implicitement à l'écart et donc protégé de l'étranger) n'a jamais complètement lâché prise par rapport à la politique norvégienne dans ses relations avec le monde extérieur – *que ce souhait ait eu sa racine dans des préjugés, dans une crainte instinctive de l'extérieur ou une volonté de protéger les meilleurs aspects de la culture d'une petite nation* » (notre parenthèse)¹⁰⁹.

Nous sommes ainsi devant une notion ancienne de « Crainte de l'extérieur : crainte de quelque chose qui est étranger [framandt] et inconnu, surtout des cultures étrangères [framande] (confrontées à sa propre culture) ». En néo-norvégien, pour désigner cette 'crainte de l'extérieur', il existe d'ailleurs ce mot composé : Framandfrykt.

Nous notons que ce mot est fréquemment utilisé de nos jours dans la presse écrite pour exprimer une xénophobie dans le sens d'une hostilité générale à l'égard de l'extérieur [det framande] et qui ne vise pas un peuple particulier.

Wikipédia donne¹¹⁰ dans son expression néo-norvégienne pour « *Xenofobi* : (av gresk ξένος (*xenos*), «framand» og φόβος (*phobos*), «frykt»), eller framandfrykt, er nemninga på angst for alt som er framand, utanlandsk eller annleis enn det kjende » [qui se traduit par : du grec *xenos* « framand » et *phobos* « crainte », ou crainte de l'extérieur, constitue l'appellation de l'angoisse devant tout ce qui est de l'extérieur, étranger ou différent, en particulier les

¹⁰⁶ « *Norsk utenrikspolitikk historie* » [Histoire de la politique étrangère d la Norvège] ; vol 1, page 8.

¹⁰⁷ Men isolasjonismen har også hatt i seg eit drag av instinktiv mistru til alt som smaka av stormaktspolitikk, med bakgrunn i historiske røynsler der Norge hadde vore objekt for stormaktenes strategiske interesser og ambisjonar.

« *Norsk utenrikspolitikk historie* » [Histoire de la politique étrangère d la Norvège] ; vol 1, page 8.

¹⁰⁸ « *Emne 12: Norge og verda omkring* » [Sujet 12: La Norvège et le monde environnant, sous le paragraphe C: « *Norsk 'avskjerming'* » [La « prévention » norvégienne]:

<http://www.hist.uib.no/norskhistorie/studieboka/emne12.htm>.

¹⁰⁹Det gamle norske ønsket om å få « vere for seg sjølv » har aldri heilt slept taket på norsk politikk i forhold til verda omkring – *anten ønsket har hatt rot i fordomar, i ei instinktiv frykt for det framande, eller i ein vilje til å verne om dei beste sider i ein liten nasjons kultur.*

¹¹⁰ Cf. : <http://nn.wikipedia.org/wiki/Xenofobi>.

cultures de l'extérieur ou inconnues (confrontées à sa propre culture)] (nos parenthèses et italiques)¹¹¹.

Ola Svein Stugu (1947...), historien, auteur et professeur à l'Université norvégienne de sciences et de technologie à Trondheim, a fait publier ses pensées, le 19 juillet 2012 dans le quotidien 'Adresseavisen', suite à l'arrivée des Roms en Norvège et se demande pourquoi il a eu une réaction négative. « Pour répondre à la question, il faut voir plus loin que les groupes de Roms en provenance du sud-est de l'Europe ces derniers mois. Nous devons parvenir à regarder comment l'antipathie est liée à des attitudes profondes et des schémas de réaction que nous n'avons peut-être pas envie de reconnaître en nous-mêmes. De ce fait il est d'autant plus important de la décrire.

Un point de départ important est une crainte héritée de l'extérieur et de l'inconnu. Dans les sociétés primitives de chasseurs, la prudence constituait une condition de survie car si ton groupe ne montait pas la garde contre des animaux sauvages ou des hommes hostiles, cela pouvait te porter malheur. Dans une civilisation qui est fondée sur la confiance réciproque il n'y aurait pas besoin de réveiller cette crainte mais si nous nous imaginons le monde moderne tardif comme une sorte de jungle urbaine avec de grandes différences et peu de solidarité, la crainte de l'extérieur pourrait rapidement être ranimée..... » (nos italiques)¹¹².

II.3.4 : L'isolationnisme norvégien du second degré.

Mais si le souhait « d'être entre nous », qui est clairement une manifestation d'isolationnisme, a comme racine « des préjugés ou une crainte instinctive de l'extérieur ou encore le souhait de protéger la culture d'une petite nation », nous nous trouvons devant une forme d'isolationnisme qui dépasse le cadre de ce que nous avons appelé l'isolationnisme traditionnel et défensif du premier degré et devons par conséquent analyser ses origines.

Pour ce faire, nous nous proposons de rechercher les fondements, nous dirons les soubassements de cet isolationnisme. Dans ce but, nous dirons, *après* Pierre Bourdieu (1930-2002), que nous allons tenter de « Porter au jour par une socioanalyse, les structures de l'inconscient culturel national, de dévoiler, grâce à l'anamnèse historique nationale et plus spécialement l'histoire des institutions éducatives et des champs de production culturelle, les fondements historiques des catégories de pensée et des problématiques que *les Norvégiens*, en tant qu'électeurs, mettent en œuvre, sans le savoir, dans leurs actes de production ou de réception d'attitudes et messages politiques » (nos italiques)¹¹³.

¹¹¹ frykt for noko som er framandt og ukjent, særleg for framande kulturar (i møte med eins eigen kultur).

¹¹² For å svare på spørsmålet, må vi sjå lenger enn til dei gruppene av sørausteuropiske rom-folk som har kome til landet dei siste månadene. Vi må greie å sjå korleis motviljen heng saman med djuptgripande haldningar og reaksjonsmønster som vi kanskje ikkje ein gong har lyst til å vedkjenne oss. Difor er det di meir naudsynt å setje ord på dei.

Eit viktig utgangspunkt er ei nedarva frykt for det framande og ukjende. I jegarsamfunnet var varsemda eit vilkår for å overleve, for om flokken din ikkje heldt vakt mot ville dyr eller fiendtlege folk, kunne det gå deg ille. I ein sivilisasjon som er bygd på gjensidig tillit, vil det ikkje vere behov for å aktivere denne frykta, men om vi forestillar oss den seinmoderne verda som ein slags urban jungel med store skilnader og liten solidaritet, vil redsla for det framande fort kunne vekkjast igjen.....

¹¹³ Bourdieu, P., *Les conditions sociales de la circulation internationale des idées* ; Cahiers d'histoire des littératures romanes, 14^e année 1-2, p 1-10, 1990.

Loin de nous cependant l'intention de mener une étude approfondie pour dégager les structures de l'inconscient culturel national et réaliser une anamnèse historique complète de la Norvège, cela dépassant nos compétences et les limites de notre thèse. Mais nous allons essayer d'approfondir le passé en parcourant brièvement quelques étapes dans les relations des Norvégiens avec leur Histoire.

Lors du décès du dernier roi de la lignée norvégienne en 1319 apparaît pour la première fois la mention « Conseil du Royaume » alors qu'auparavant on parlait du « Conseil du Roi ». Le pouvoir est ainsi investi non plus dans le Roi mais dans le Conseil du Royaume et devient progressivement un pouvoir électif et non héréditaire, ce qui a été confirmé en 1450 lors de l'installation de la dynastie Oldenbourg à Copenhague. A la réunion des états norvégiens [stændermøde] qui a suivi, tous les participants prêtèrent serment et fidélité au nouveau Roi et l'union entre le Danemark et la Norvège fut déclarée permanente¹¹⁴. La souveraineté du royaume était bien investie dans le Conseil du Royaume qui, en 1449, confirma le Danois Christian Ier (1426-1481) comme Roi de Norvège et stipulait qu'il ne devait pas agir ou négocier quelque chose « qui concernait la couronne de la Norvège » [som Norges krone paa rører] sans le consentement du Conseil¹¹⁵. Ce ne fut donc plus le Roi mais les membres du Conseil du Royaume qui étaient investis de la souveraineté du pays.

Au mois d'octobre 1536 le Conseil du Royaume danois, sous l'impulsion du Roi Christian III (1503-1559), adopta, comme nous l'avons déjà constaté (voir page 53), une résolution par laquelle la Norvège devenait une partie « anatomique » [ledemot] du royaume du Danemark au même titre que les provinces historiques danoises de Jutland, Fionie, Sjælland et la Scanie. Øystein Rian (1945-) écrit que¹¹⁶ : « De 1536 à 1814 il n'y avait pas d'organe étatique en Norvège. La Norvège existait toujours en tant que notion géographique. Mais y avait-il autre chose ? Est-ce que la Norvège existait dans le sens du droit et dans ce cas de quelle manière ? »¹¹⁷.

Il répond à ces questions en nous informant de l'utilisation officielle des expressions « Danemark-Norvège », « deux Royaumes », « les Royaumes du Roi (danois) », « L'Etat unifié de Danemark ou danois » et le « Royaume » (au singulier) au sens d'Etat ou monarchie. « Nous avons ainsi pu constater que la Norvège n'a pas disparu dans le sens du droit d'Etat après 1536 mais qu'entre 1536 et 1660 le Conseil du Royaume danois avait choisi un monarque unique pour le Danemark et la Norvège »¹¹⁸ (nos italiques et parenthèses).

Avec la résolution danoise d'octobre 1536 le Conseil du Royaume norvégien était aboli et avec sa disparition l'Etat norvégien n'existait plus. Le fait est qu'avec la disparition

¹¹⁴ « *Norsk idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège] vol I, p 343 – 346.

¹¹⁵ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 1, p 97.

¹¹⁶ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 1, p 135.

¹¹⁷ Fra 1536 til 1814 fantes det ikke noe statsbærende organ i Norge. Norge eksisterte fortsatt som et geografisk begrep. Men var det noe mer? Eksisterte Norge i rettslig forstand, og i tilfelle på hvilken måte?

¹¹⁸ Vi har nå kunnet konstatere at Norge forsvant ikke i en statsrettslig forstand etter 1536 men det danske riksråd mellom 1536 og 1660 valgte en felles monark for Danmark og Norge.

de leur Etat les Norvégiens étaient alors dépossédés de leur souveraineté, la Norvège étant devenue un pays vassal du Danemark¹¹⁹.

En outre, la noblesse en Norvège était d'une importance très limitée car elle était faible et réduite, sa strate inférieure souvent assimilable à la grande paysannerie. L'ordonnance sur l'Eglise réformée parut en 1537 et soumettait l'Eglise de Norvège aux autorités ecclésiastiques danoises.

Nils Gilje (1947--), professeur de Philosophie et Culture à l'Université de Bergen, et Tarald Rasmussen (1949--), professeur d'Histoire des Eglises à l'Université d'Oslo, écrivent que la Réformation et l'intégration de la Norvège dans le système luthérien furent ambiguës¹²⁰. « En dépit de la proximité avec les centres confessionnels et académiques du luthéranisme et un certain nombre de contacts, la propagation des idées et de la manière de penser luthériennes (en Norvège) fut lente. Cela doit être vu à travers la manière particulière de l'arrivée de la Réformation en Norvège. Elle est notamment venue comme un bouleversement sans bases préalables, ni dans *la conscience populaire* ni dans *la sphère nationale*..... aucun autre pays dans l'Europe luthérienne n'a pu montrer un déroulement semblable »¹²¹ (les italiques sont du texte d'origine et les parenthèses sont les nôtres).

Peder Claussøn Friis, (1545-1615) fut un pasteur combatif qui rédigea un descriptif de la Norvège qui fut publié par Ole Worm à Copenhague en 1632¹²². Dans le chapitre sur la Réformation, Claussøn maintenait que la Réformation et le nouveau règlement de l'Eglise « avait..... tellement déplu aux habitants de ce pays qu'ils en ont conçu une grande haine et aversion à l'égard des pasteurs évangéliques et la fonction de prédicateur »¹²³.

Dans une lettre au seigneur des districts (est et ouest) d'Agder de 1606, Claussøn maintenait que les paysans du fief détestaient toujours « l'érudition évangélique véritable » [den sande evangeliske Lærdom]. Ils auraient assassiné de nouveaux pasteurs ; d'autres fois ils auraient expulsé leurs pasteurs « l'un après l'autre » [den ene after den andre]. Claussøn pensait aussi que « le vieux levain » [den gamle Surdeig] existait toujours chez de telles gens (notre parenthèse).

Dans les différentes parties du pays, surtout Telemark et Agder on trouvait toujours beaucoup de gens qui « demandaient à Dieu que l'ancienne foi et prescription papales reviennent » [som bede Gud derom, at den gamle Tro oc Pave-Lærdom maatte komme igjen]. De ce fait il y en avait beaucoup qui possédaient toujours une « haine intérieure envers les pasteurs » [et invortes Had til Præstmænn] et considéraient les pasteurs évangéliques comme « l'ordre le plus méprisable au monde »

¹¹⁹ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 1, p 135-141.

¹²⁰ « *Norsk idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège] vol II, p 24.

¹²¹ På tross av nærhet til lutherdommens konfesjonelle og akademiske sentre og en god del kontakt, gikk det sakte med utbredelsen av lutherske ideer og luthersk tenkemåte (i Norge). Dette må forstås i lys av den særegne måten reformasjonen kom til Norge på. Den kom nemlig som en omveltning uten forankring *hverken* i det *folkelige* eller i det *nasjonale*..... ingen andre land i det lutherske Europa kunne vise noe lignende (les italiques sont du texte original et les parenthèses sont les nôtres).

¹²² « *Norsk idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège] vol II, p 267.

¹²³ haver saa storligen mishaget dette Lands Innbyggere, at de have derav fattet et stort Had og Uvilje til de Evangeliske Prester og Predicke-embedet.

[den forachteligste Orden i Verden]¹²⁴. Il est à noter que de semblables récits en réaction à la Réformation sont nombreux à propos de la Norvège.

En 1660, le roi Frédéric III abolissait, par un coup d'Etat dirigé contre la noblesse danoise, le Conseil du Royaume danois, et inaugurerait ainsi la Monarchie absolue ce qui allait, dans une certaine mesure, servir les Norvégiens qui avaient dorénavant un accès plus direct au pouvoir exécutif.

La question reste de savoir dans quelle mesure la dépossession de la souveraineté des Norvégiens en 1536 accompagné de l'abaissement humiliant du statut de la Norvège à une simple partie anatomique du Danemark, les bouleversements occasionnés par la Réformation au XVI^{ème} siècle et l'avènement de la Monarchie absolue en 1660 avaient été enregistrés dans la mémoire collective des Norvégiens au point d'intégrer l'héritage national transmis d'une génération à une autre pour devenir une cause de préjugés ? Cela nous semble une possibilité. De plus, le fait de se retrouver dans une Union d'abord avec le Danemark pendant 434 ans puis avec le Suède pendant 91 ans, a-t-il engendré un parti pris chez les Norvégiens ? Cela nous semble une probabilité. Or, l'isolationnisme dérivé des préjugés des Norvégiens rejoint l'isolationnisme que nous avons déjà décrit (voir page 55) comme basé sur le passé historique de la Norvège.

Pour ce qui est du souhait des Norvégiens « d'être entre nous » nous allons suivre le professeur Olav Riste lorsqu'il écrit que¹²⁵ «...l'isolationnisme a également comporté un trait de méfiance instinctive devant tout ce qui avait un goût de la politique des Grands, avec comme arrière-fond l'expérience historique *lorsque la Norvège avait été l'objet de leurs intérêts et ambitions stratégiques.Mais l'impression d'être une victime relativement innocente de la politique de force pratiquée par d'autres Etats remonte à plus loin, et avait pris racine pendant plusieurs siècles avant 1814 à travers l'histoire des conflits et des guerres dont la cause se trouvait dans les revendications de souveraineté contradictoires de la part de trois pays voisins – le Danemark, la Russie et la Suède – tous les trois ayant des ambitions de Grande Puissance* »¹²⁶ (nos italiques et parenthèses).

Pour apprécier la situation des Norvégiens au cours de la période danoise et évaluer la formation de leurs préjugés et attitudes à l'égard de l'extérieur [det framande], il est nécessaire d'énumérer et qualifier les engagements internationaux de la Suède et du Danemark-Norvège

¹²⁴ « *Norsk idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège] vol II, p 24 et 277.

¹²⁵ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 1, p 8.

¹²⁶ Men isolasjonismen har også hatt i seg eit drag av instinktiv mistru til alt som smaka av stormaktspolitikk, med bakgrunn i historiske røynsler *der Norge hadde vore objekt for stormaktenes strategiske interesser og ambisjonar*..... Men inntrykket av å vere eit relativt uskuldig offer for andre statars maktpolitikk går lenger tilbake, og hadde i fleire hundreår før 1814 fått fast rot gjennom historia om konflikhtar og krigar med årsak i dei motstridande suverenitetskrava frå tre granneland - Danmark, Russland og Sverige -, alle med stormaktsambisjonar.

pendant cette période, d'abord les relations entre la Suède et le Danemark-Norvège, par la suite les relations de la Suède seule puis du Danemark-Norvège avec des pays tiers¹²⁷.

Si nous regardons la période 1380-1814 sous l'angle des conflits ou alliances entre Etats nous pouvons constater que les seuls Suède (S) et Danemark-Norvège (D-N) avaient été en guerre l'un contre l'autre, sauf indication contraire, un total de 33 fois¹²⁸.

La Suède et la Danemark-Norvège ont été en guerre l'un contre l'autre un total de dix fois entre 1389 et 1523, la Suède cherchant avant tout à se libérer de l'emprise de l'Union de Kalmar ; une union entre le D-N avec la S et les ports hanséatiques est établie en 1524 ; une autre union entre les monarques du D-N et la S est établi pour 50 ans en 1541 ; la S effectue une incursion en N dans la période 1563 à 1572 ; la Guerre de Trente ans sévit de 1618 à 1648 ; de 1643 à 1645 des territoires suédois conquis par le roi norvégien Håkon IV au XIIIème siècle sont rendus à la S ; la Hollande, l'Angleterre, l'Autriche, la Pologne sont impliquées dans la période de 1652-1660. Alliance puis union de neutralité entre le D-N et la S en 1690 et 1691 ; la Grande Guerre du Nord impliquant la S, la Russie, la Pologne, la Saxe, l'Ukraine, la France, la Prusse et le D-N sévit de 1700-1721 et a eu pour résultat que la S perde toutes les possessions qu'elle avait conquises au cours des 150 ans précédent et faisant de la Russie de Pierre le Grand la puissance incontournable en Europe centrale et occidentale ; de 1756 à 1765 : neutralité puis accord de conciliation entre la S, la Russie et le D-N ; de 1788 à 1814 alliance entre l'Angleterre et la S qui prend parti contre Napoléon et où l'Angleterre soutient la S pour l'acquisition de la N.

Au cours de cette période nous observons des conflits qui voient le jour avant tout à partir de relations conflictuelles entre le D-N et la S et qui se déroulent principalement sur le pourtour de la Mer Baltique avec la participation des pays limitrophes et voisins et qui culminent avec la Grande Guerre du Nord qui installe la Russie comme puissance dominante dans cette région au début du XVIIIème siècle, se terminant par le fait que la Suède prend le parti, au début du XIXème siècle, contre Napoléon avec la promesse de l'aide des Anglais pour l'acquisition de la Norvège.

En plus, pour la seule Suède nous notons un total de 27 affrontements et alliances à l'extérieur du Danemark-Norvège¹²⁹ mais dont les récits ont été rapportés en Norvège comme au Danemark.

Dans la période de 1410 à 1435 la S est en guerre contre les Hanséatiques et les ducs de Holstein ; par la suite et jusqu'au début du XIXème siècle la Suède se trouve, d'abord face à la Russie, la Prusse ou la Pologne qui s'affrontent militairement un total de 18 fois. La Finlande est cédée par la S à la Russie en 1809 ; en 1812 un pacte est conclu entre la Russie et la S par

¹²⁷ Voir en Annexe V « Aperçu de faits majeurs et des relations internationales de la Norvège, de la Suède et du Danemark de 1216 à 1940 », p 371.

¹²⁸ Voir Annexe VI sous réf : TS.03.01, p 433.

¹²⁹ Voir Annexe VI sous réf : TS.03.02, p 433.

lequel la N est promise à la S ; en 1813 une alliance est établie entre la S et l'Angleterre, la S s'engageant contre Napoléon et l'Angleterre promettant son soutien à la S pour l'acquisition de la N ; 1814 : Guerre de deux semaines entre la N et la S que cette dernière gagne.

Nous notons que la Suède se trouve face à des belligérants d'abord de l'Europe centrale et orientale, le centre de gravité des conflits se déplaçant progressivement vers l'Europe occidentale et l'Angleterre pour terminer face à l'Empire créé par Napoléon au début du XIX^{ème} siècle.

Enfin, pour le seul Danemark-Norvège¹³⁰ nous notons un total de 36 conflits, alliances et dates importants. D'abord des consolidations du D-N, sur le plan international, en : 1380 : Le D hérite du trône de la N ; 1380-1814 : Union entre la N et le D avec un seul roi qui réside à Copenhague ; 1397 : l'Union tripartite de Kalmar est établie par le D ; 1424 : Les provinces de Jutland sud et le Friesland sont reconnues appartenir à D-N ; 1426 : L'accord de Perth de 1266 est renouvelé. Par la suite le D-N est impliqué dans une série de guerres, alliances et traités de défense et de commerce ou de garantie, à partir de 1543, avec la Hollande, l'Angleterre, la France, l'Empereur et le Brandebourg ; à partir de la fin du XVII^{ème} siècle la Russie est de nouveau impliquée de même la France ainsi que des pays de l'Afrique du nord (notamment en 1752, Traité avec Tunis et Tripoli et en 1753, Traité avec le Maroc); Le D ayant choisi le camp napoléonien il se retrouve face à l'héritier du trône suédois et doit subir une défaite qui a pour résultat le Traité de Kiel de janvier 1814 et le transfert de la N à la S.

Nous observons qu'après la période de consolidation du D-N, celui-ci est engagé à partir du XVI^{ème} siècle avec d'autres pays, principalement de l'Europe occidentale et en Afrique du nord, à des conflits qui se terminent la plupart du temps par des traités ; vers le début du XVIII^{ème} siècle la Russie entre dans la sphère des relations entre le D-N et autres Etats de l'Europe de l'ouest et sera confrontée à la période napoléonienne au début du XIX^{ème} siècle.

Pour ce qui est des Norvégiens qui, comme nous l'avons déjà vu, habitent un pays qui perd sa souveraineté en devenant, à partir du 1536, une simple province assujettie au Danemark et gérée par le Roi danois et son Conseil du Royaume établis à Copenhague, ils voient leur perspective d'indépendance encore plus réduite par l'instauration de la Monarchie absolue à Copenhague en 1660 et doivent attendre encore 154 ans avant de voir leur horizon s'ouvrir soudainement avec la défaite des Danois devant les Suédois en 1814.

Pendant cette période, quoique la Norvège fournisse des hommes aux forces armées danoises, elle n'a pas été directement impliquée en tant qu'Etat dans tous ces événements ni en son propre nom ni au nom du peuple norvégien. Mais par des récits donnés et informations

¹³⁰ Voir Annexe VI sous réf : TS.03.03, p 434.

transmises au retour des combats, engagés au-delà des frontières du Danemark et de la Suède, par ces paysans-soldats et matelots au service du Roi danois, par les représentants du Roi en Norvège ainsi que par les représentants de l'Eglise, les prêtres catholiques d'abord, les pasteurs protestants ensuite et puis tous les autres agents du pouvoir danois, les Norvégiens ont, de très nombreuses fois, été informés et confrontés aux événements et horreurs qui s'y attachaient et nous devons accepter qu'ils en aient maintes fois été effrayés, tout au long de cette période de plus de 400 ans, de même qu'un certain nombre de ces faits aient été enregistrés dans la mémoire collective des Norvégiens au point d'intégrer l'héritage national transmis d'une génération à l'autre et ainsi devenir pour beaucoup une disposition acquise d'abord, puis avec le temps un fait hérité et inné.

Ainsi l'affirmation d'Olav Riste au sujet de la crainte instinctive des Norvégiens à l'égard de l'extérieur est clairement un élément constitutif, donc le fondement, d'un isolationnisme qui nous semble ici parfaitement enraciné dans la mémoire collective.

Cette crainte provient de l'histoire des conflits et des guerres d'avant 1814 résultant des revendications de souveraineté contradictoires de la part de trois pays voisins – le Danemark, la Russie et la Suède.

Or, la crainte de l'extérieur constitue clairement un isolationnisme qui est d'une catégorie différente de ce que nous avons pu constater jusqu'ici. Nous avons brièvement parcouru, au début de cette présentation, différentes formes d'isolationnisme que nous avons qualifié du premier degré, car d'une dynamique simple à identifier. Dans le cas présent, nous désignerons cet isolationnisme norvégien comme organique et du second degré, car intériorisé et ainsi occulté, qui provient d'une dynamique d'origine historique, à la fois endogène et exogène, de caractère permanent. Il peut agir soit en tant que complément à l'isolationnisme du premier degré, de caractère structurel ou conjoncturel, soit comme une dynamique isolationniste unique.

De plus, les deux Guerres mondiales du XX^{ème} siècle, qui ont aussi fait rage en Europe, dans les environs de la Norvège et même à l'intérieur de la Norvège dans la période de 1940 à 1945, n'ont pu que renforcer la méfiance innée de beaucoup de Norvégiens à l'égard de l'extérieur au point qu'ils se sont résolus, d'une manière générale, à rester à l'écart.

La dernière raison donnée par Olav Riste « d'être entre nous » était le souhait de protéger les meilleurs aspects de la culture d'une petite nation, renvoie à un thème apparu après 1945. Trond Berg Eriksen (1945-), professeur d'Histoire des idées à l'Université d'Oslo écrit ainsi que¹³¹ : « Après 1945, la politique culturelle est devenue une partie intégrante de la politique social-démocrate de nivellement, répartition, bien-être et démocratisation »¹³².

¹³¹ « *Norsk idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège] vol VI, p 75.

¹³² Kulturpolitikken ble etter 1945 en integrert del av sosialdemokratiets politikk for utjevning, fordeling, velferd og demokratisering.

« La politique culturelle après la guerre¹³³ a atteint une première conclusion avec la fondation du Fonds culturel norvégien et du Conseil culturel norvégien en 1965»¹³⁴.

Le cours d'Olav Riste date de l'année 1991 mais la politique culturelle en Norvège n'a jamais été en première ligne dans les débats politiques dans la période qui nous intéresse. Elle est cependant plus présente aujourd'hui en particulier en vue de la commémoration en 2014 de la création du nouvel Etat norvégien en 1814 mais peut-être aussi à cause du millénaire de la conversion au Christianisme du roi Olav Haraldsson (Saint Olav) et son baptême supposé à la cathédrale de Rouen en 1014.

¹³³ « *Norsk idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège] vol VI, p 78-79.

¹³⁴ Etterkrigens kulturpolitikk kom til en foreløpig konklusjon gjennom opprettelsen av Norsk Kulturfond og Norsk Kulturråd i 1965.

II.4 : La Norvège et les Norvégiens dans leurs relations commerciales avec l'étranger.

Ce chapitre nous permettra de découvrir les relations commerciales, déjà avant guerre très importantes, pour la Norvège, avec l'étranger.

II.4.1 Les relations commerciales de la Norvège, placées sous l'autorité du Ministre des Affaires étrangères.

Nous notons en premier lieu que la Norvège doit faire du commerce avec l'extérieur pour pouvoir importer les denrées indispensables à la survie de sa population. Dès le Moyen Age, un exemple en est donné par les relations entre le roi Henri III d'Angleterre et le roi norvégien Magnus, le Rénovateur législatif, au XIII^{ème} siècle¹³⁵.

Une confirmation nous en est donnée par Jørgen Løvland, (1848-1922), Ministre des Affaires étrangères lors du débat au Storting suite à la dissolution de l'Union avec la Suède en 1905. Après avoir défini la politique étrangère générale, il précise¹³⁶ : «..... Alors c'est une autre politique des Affaires étrangères que nous allons conduire. Il n'y a point de politique qui ne joue le rôle dans la vie internationale que justement celle sur laquelle nous devons nous concentrer : il s'agit de sécuriser autant que se peut nos liens internationaux matériels »¹³⁷.

On ne peut être plus clair.

Nous pouvons illustrer les imbrications du commerce extérieur par l'exemple suivant sur le traitement des relations commerciales au début de l'année 1935.

Le 21 janvier 1935, le Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, Johannes Ludwig Mowinckel (1870-1943)¹³⁸ rend compte de la situation sur divers marchés dont *nous résumons ci-après l'essentiel*¹³⁹. Elle montre que les relations extérieures norvégiennes sont dominées par les questions commerciales (nos italiques).

Le Ministre rappelle d'abord qu'il a déjà donné un compte rendu complet le 6 décembre 1934 et se limitera donc à quelques informations supplémentaires au sujet de la situation internationale qui depuis s'est améliorée. Après le régicide à Marseille¹⁴⁰ la situation

¹³⁵ Voir Annexe V, page 371.

¹³⁶ « *Motstrøms* » [A contrecourant] p 28.

¹³⁷ «.....Saa er der en anden udenrigspolitik, vi skal føre. Der er ingen politik, som i nutiden spiller den rolle i det international liv som netop den, som vi maa lægge hovedvekten på: det er at sikre saavidt som mulig vore international materielle forbindelser.

¹³⁸ Johan Ludwig Mowinckel fut un homme politique et armateur norvégien, Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères dans les années 1924–1926, 1928–1931 et 1933–1935, membre du Parti libéral.

¹³⁹ « *Møte for lukkede dører i Stortinget den 21. januar 1935 kl. 13.45* » [Réunion à huis clos du Storting le 21 janvier 1935 à 13h45].

¹⁴⁰ Meurtre le 9 octobre 1934 du roi de Yougoslavie et du Ministre des Affaires étrangères français Louis Barthou.

en Europe est assez tendue mais la Société des Nations (SDN) a réussi à trouver un arrangement au conflit entre la Yougoslavie et la Hongrie de telle manière que les rapports entre les deux pays soient à peu près satisfaisants. Ce résultat a en même temps redonné à la SDN son prestige et rendu confiance à la communauté internationale¹⁴¹.

De même le rapprochement qui s'est opéré depuis peu entre la France et l'Italie est une preuve de la capacité de la SDN de contribuer à réduire la tension entre ces deux nations européennes et les accords établis entre ces deux puissances ont contribué à augmenter les espoirs que la paix en Europe puisse être maintenue.

C'est peut-être la résolution du problème de la Sarre qui a été à l'origine de cette évolution.

En Europe la paix et des conditions sont relativement satisfaisantes. En Orient par contre on rencontre des difficultés et une ombre plane sur la situation par l'absence du Japon parmi les membres de la SDN. Dans l'hémisphère occidental la guerre continue entre le Paraguay et la Bolivie et ne semble pas arriver à son terme. La SDN s'est déclarée prête à intervenir et alors que la Bolivie est prête à accepter les conditions posées par la SDN, le Paraguay les refuse.

L'exportation d'armements : Cette guerre affecte la Norvège à cause de l'exportation d'armement à la Bolivie.

Le contrat passé avec le gouvernement bolivien porte sur des sommes très importantes. C'était un accord avantageux pour la Norvège car les Ateliers norvégiens de fabrication d'armement [Norges Våpenfabrikk] avaient besoin de clients à l'étranger.

Lorsque la SDN recommandait aux pays exportateurs d'armes vers ces deux pays de mettre un embargo sur cette activité, la Norvège a exprimé de fortes réserves concernant les contrats en cours mais a dû céder aux pressions de la SDN lors d'une réunion du mois de septembre de l'année dernière, ce qui a été fait après avoir consulté la Suède, qui s'y intéresse car Bofors (société suédoise d'armement) livre des quantités importantes pour le « *Norges Våpenfabrikk* » [Ateliers norvégiens de fabrication d'armements] à Raufoss. Le ministre suédois des Affaires étrangères a soutenu la position norvégienne en interdisant l'exportation de produits de Bofors vers la Norvège. Cependant au cours de l'automne il s'est avéré que l'embargo ne fut point maintenu suite à des ruptures et par manque de loyauté, à un tel point que la Norvège se voyait obligée d'informer la SDN à Genève qu'elle ne se sentait plus liée par l'embargo mais qu'elle était obligée de respecter les contrats en cours pour éviter de faire face à des demandes de compensation.

Depuis la SDN a levé l'embargo pour ce qui concerne la Bolivie au moment où la Norvège faisait face à une nouvelle demande considérable de munition pour fusils pour ce pays, laquelle demande serait très avantageuse pour Raufoss. Le ministre a pensé qu'il fallait

¹⁴¹ Nous ne sommes pas en possession du compte rendu du 6 décembre 1934.

cependant avancer avec précaution et ayons posé la question à la SDN à Genève pour savoir si une telle livraison pourrait constituer une infraction de l'embargo et en même temps comment la Suède allait réagir.

La SDN à Genève a confirmé que l'embargo avait été levé et peu de temps après la Suède a donné son feu vert.

La France : Un accord a été conclu cet été, qui est le résultat de la limitation du contingent d'importations en France à 25% du contingent précédent; les 75% restants relèvent de négociations directes entre la Norvège et la France. Négociations d'abord à Oslo, très difficiles, et de longue durée. La France a posé des conditions qui, pour les Norvégiens, étaient très exigeantes et il fallu longtemps pour obtenir un résultat. A la fin, les négociations ont été poursuivies à Paris et ce n'est que le 9 juin qu'un accord a pu être obtenu. Quatre notes ont été échangées, dont une sur la protection de l'origine du Roquefort, une licence pour l'exportation de nitrate à la France et le rétablissement du contingent de 100% pour des marchandises de la Norvège vers la France.

De plus, le gouvernement norvégien a dû assurer le gouvernement français que les Norvégiens allaient tout faire pour commander un supplément de marchandises en France pour un montant de NOK 1 825 000,00 au cours de l'année 1934. Il est à noter que le gouvernement français se réserve le droit de réduire les contingents accordés à la Norvège si au 1^{er} octobre 1934 et au 1^{er} janvier 1935 la Norvège n'a pas atteint le montant d'achats supplémentaires. Cependant, à la connaissance du ministre la somme est pratiquement atteinte sauf un montant de NOK¹⁴² 75 000. De nouvelles négociations commerciales ont été initiées à Paris. Le chef de division Smith reste à Paris mais du côté français de nouvelles conditions ont été posées notamment que le montant d'achats doit être exprimé en francs français, ce qui suscite des réserves puisqu'on ne sait pas comment les cours de la couronne et du franc vont évoluer au cours de l'année.

La zone Norden : Pour ce qui concerne la situation dans l'espace Norden, la Norvège a proposé des modifications à la Convention d'Oslo¹⁴³.

La nouvelle proposition consiste à rendre possible son application lors de restrictions ou une réglementation imposée des échanges entre les pays membres et en particulier lors de l'adoption d'une interdiction d'importation et d'un contingentement ainsi que de restrictions de devises.

¹⁴² NOK = « *Norske kroner* » [Couronnes norvégiennes]

¹⁴³ Suite à une initiative du Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères Mowinkel en 1930 pour créer un groupement de cinq petits Etats, soient la Belgique, le Danemark, le Luxembourg, la Hollande et la Norvège, basé sur les principes de la SDN pour une association économique. Cf. : « *Norsk utenrikspolitikshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 3, p 151.

Les comités des pays membres ont commencé leur travail en particulier celui entre la Suède et de la Norvège concernant l'industrie de la pierre. En temps voulu l'accord sera présenté à ce comité ainsi qu'au gouvernement pour approbation.

Les pays producteurs de vin [Vinlandene]: Le ministre aborde la question des pays producteur de vin. En ce qui concerne l'Espagne peu de nouvelles, le quota norvégien de morue salée [stockfish] a été fixé à 13 000 tonnes par an ce qui marque une augmentation forte par rapport aux années précédentes, mais l'industrie de pêche de la morue pense qu'il pourrait encore être considérablement augmenté. D'autre part le stockfish islandais est plus demandé que celui de Norvège.

A ce sujet la Norvège est en compétition avec l'Islande. D'autre part, la Norvège fournit les navires à pavillon norvégien pour le transport du stockfish à l'Espagne et également, à la demande de l'Espagne, pour le transport de l'Espagne à la Norvège des produits que les Norvégiens y achètent.

En ce moment l'Espagne, à travers son Ministre, nous demande d'augmenter les achats norvégiens de produits espagnols pour rétablir un peu la balance commerciale qui est de plus en plus défavorable à l'Espagne.

La Norvège devra se contenter de la situation actuelle mais il a été conseillé à « l'Association nationale des exportateurs norvégiens de stockfish » d'envoyer deux inspecteurs pour enquêter sur la situation en Espagne et au Portugal. Ils reçoivent le soutien du Ministère des Affaires étrangères et de l'ambassade ainsi que de notre agent des pêches pour la péninsule ibérique sur place.

Pas encore de résultat pour savoir si le quota de 13 000 tonnes pourrait être augmenté.

Portugal: Ils (les deux inspecteurs) se trouvent actuellement au Portugal. Pour ce qui est de l'accord supplémentaire et du traité avec le Portugal, il en a été question lors de la réunion du 6 décembre et il n'est pas nécessaire encore de s'étendre là-dessus. Cet accord, qui concerne à la fois le commerce du stockfish et la navigation maritime, a maintenant été transmis en tant que Proposition au Storting et une ratification du côté norvégien serait souhaitable le plus vite possible pour pouvoir faire pression sur les Portugais pour qu'ils fassent de même. Si la ratification n'est pas réalisée dans les six mois, le traité devient caduc. En cas de ratification il y aura six mois pour résilier et négocier avec le Portugal, demander des modifications et améliorations.

Le ministre a reçu deux télégrammes de l'Association nationale des exportateurs norvégiens de stockfish qui se trouve à Kristiansund ; tous les deux réclament de faire ratifier le traité avec le Portugal le plus vite possible pour permettre de parfaire les termes du traité, confirmer que le quota de 40% de l'importation de poissons par le Portugal soit assuré par la

Norvège et empêcher qu'une licence soit accordée par le Portugal à l'Islande. De même la clause sur le prix qui propose que le tarif soit celui qui prévaut sur le marché mondial est à revoir.

Le deuxième télégramme souligne aussi la nécessité d'agir rapidement en vue d'une ratification dans l'intérêt des pêches et de la marine marchande.

Les négociations avec le troisième pays, l'Italie, continuent mais le ministre n'est pas en mesure aujourd'hui de donner une réponse définitive, tant la procédure reste opaque. C'est comme si nous n'arrivions pas à saisir comment procéder. L'Italie demande d'habitude des achats plus importants et la Norvège doit trouver un moyen pour lui offrir un marché élargi en donnant des exemples, ce qui n'est pas facile. Il a été demandé au Ministère de la Défense nationale d'acheter un avion amphibie et de faire entrevoir l'achat de quelques avions supplémentaires et le ministre espère que cela donnera une bonne impression.

Il avait été espéré pouvoir acheter l'avion de chasse que souhaite l'armée de terre, mais cela s'est avéré infaisable, car ce type d'avion ne convenait pas à la Norvège. Des négociations pour l'achat de navires en Italie se sont déroulées mais sans succès.

Notre intérêt est d'abord le stockfish mais si le commerce norvégien est contingenté cela s'apparentera à une catastrophe. Il n'est pas facile de trouver rapidement une solution de remplacement pour la part importante de stockfish norvégien que l'Italie consomme. En matière commerciale l'Italie est le pays des surprises. Les exportations de poissons d'eau douce ont été arrêtées sans que l'on nous ait donné un signe ou avertissement quelconque et il aurait pu en être de même pour ce qui est du stockfish. Des menaces fréquentes et continues ont été avancées sans que rien ne se soit passé et l'ambassade à Rome est constamment en contact avec les autorités pour empêcher une surprise. Le ministre peut seulement dire qu'il faut espérer et puis on verra.

Allemagne: Le clearing [Clearingen]¹⁴⁴ : Il s'agit donc du clearing avec l'Allemagne où en premier lieu l'accord complémentaire a été conclu le dernier mois. Le clearing est lié à la vente de l'huile de baleine et des difficultés sont apparues car le bilan a glissé en faveur de la Norvège mais par rapport au clearing au détriment de la Norvège. Après des négociations, un nouvel accord a été établi le 31 décembre par lequel l'exportation normale est maintenue mais toute exportation supplémentaire devait être retenue. De plus, dans un protocole confidentiel, des mesures complémentaires entre les deux pays ont été arrêtées et les divers points de divergence entre les deux parties à l'accord de clearing sont examinés par la Banque Nationale de Norvège, le Ministère du Commerce, le Ministère des Finances ainsi que le Ministère des Affaires étrangères.

¹⁴⁴ Accords de clearing entre pays en vertu desquels le produit des exportations est affecté au règlement des importations. Cf. : dictionnaire Le Petit Robert 2012

La Pologne: Le 6 janvier de cette année a été conclu un accord avec la Pologne qui sera transmis au Storting pour approbation mais qui est entretemps provisoirement accepté. Il s'agit d'un protocole supplémentaire au traité Norvège-Pologne du 22 décembre 1926 sur le commerce et la navigation maritime, où la Pologne accorde diverses conditions de douane pour des marchandises norvégiennes.

Le ministre ne donne pas tous les détails mais d'un point de vue général il pense que cet accord est à l'avantage des parties norvégiennes participantes. La douane a été considérablement abaissée surtout pour toutes les marchandises liées à l'industrie des pêches. L'accord qui doit être ratifié est valable pour un an. S'il n'est pas résilié un mois avant la fin de la période il est renouvelé automatiquement.

Le Brésil : Le ministre aborde l'outre-mer et aborde en premier lieu le Brésil. Il s'agit d'un marché où il existe un potentiel pour l'exportation de poisson. Mais il existe aussi de très grandes difficultés pour les devises et un soutien de l'Etat doit être mis en place. On peut espérer augmenter considérablement les achats de café de Brésil, dans ce cas les possibilités d'exportation norvégiennes seront également considérablement augmentées. Il semble que très peu de café du Brésil est consommé en Norvège, bien moins que ce qui est consommé dans les pays voisins.

Le directeur de «Sydamerikalinjen » [La Ligne de l'Amérique du sud] M. (Øivind) Lorentzen (1881-1980) est parti au Brésil dans le but de s'informer sur les possibilités de voir comment augmenter le commerce entre nos deux pays. Il emporte des recommandations du gouvernement et il avise par télégramme que les perspectives d'un échange commercial élargi sont positives, un clearing simplifié, oui possiblement même des commandes de navires à des chantiers navals norvégiens pour le compte du gouvernement brésilien. Mais tout dépend de possibilités d'importation et d'exportation. Il déclare qu'il doit avoir un pouvoir pour négocier et ce pouvoir a été donné lors du dernier Conseil des ministres, à Lorentzen et à notre Chargé d'affaires sur place.

Le Japon: Un autre marché important, comme le Ministre le disait au mois de décembre, et aujourd'hui rien de nouveau à rapporter. En ce qui concerne les menaces de représailles de la part du Japon contre la Norvège au sujet de l'interdiction d'importer les souliers en caoutchouc et de la faïence, le Ministère des Affaires étrangères a reçu de divers côtés des demandes pressantes de s'adapter en vue de protéger des intérêts norvégiens importants qui sont en jeu. Ainsi la société A/S Borregård dans une communication du 12 novembre informait qu'elle avait déjà contracté pour un montant de 50 000 tonnes cellulose au Japon en 1935 ce qui représente une valeur de 16 millions de couronnes et que la société devra arrêter ses usines pendant six mois si elle est exclue du marché japonais.

A/S Borregård dans une communication du 5 décembre l'année précédente attire l'attention sur les conséquences de l'incertitude actuelle, les concurrents étrangers faisant tout leur possible pour exploiter la situation présente et faire de sorte que les Japonais couvrent leurs besoins auprès d'autres fabricants en premier lieu auprès de la Suède.

De divers côtés des soutiens à A/S Borregård arrivent dont le maire à Sarpsborg qui rappelle qu'un arrêt des activités de Borregård aurait un effet néfaste pour l'économie de sa région et la réduction d'achat de bois ferait baisser le prix du bois d'œuvre et de ce fait affecterait les conditions de la sylviculture. De plus, l'armateur de Wilhelmsen-linjen dans une communication du 8 décembre dernier a exposé les conséquences pour leurs services sur le Japon si une interdiction est imposée, car les produits exportés pour le compte de A/S Borregård sont une part importante de leur trafic vers le Japon. Dans ces conditions, le gouvernement a trouvé nécessaire de communiquer au gouvernement japonais qu'il avait décidé de suspendre l'interdiction d'exportation de cellulose et de faïence au Japon.

Les Etats-Unis: Il ne reste qu'un seul rapport, celui des Etats-Unis d'Amérique : Par le « Revenue Act de 1934 » les Etats-Unis ont introduit une taxe de 3 centimes par livre d'huile de baleine. Cette taxe est prohibitive et a eu pour conséquence de fermer entièrement le marché américain pour cette marchandise d'exportation. Dans le « Revenue Act de 1934 » cette taxe est désignée comme « Excise tax » (non douane) et répertoriée sous « Manufacturers Excise tax sec. 601 Excise on certain articles » La décision a été prise par le Congrès contre les demandes du gouvernement. Du côté norvégien il a été maintenu que cette taxe, vue sa désignation, est à considérer comme une taxe accise qui, étant donné qu'elle n'affectait que des produits importés et non des produits propres aux Etats-Unis, se trouve en contradiction avec l'article VIII du traité entre la Norvège et les Etats-Unis d'Amérique qui prévoit que les pays doivent mutuellement bénéficier d'un traitement national concernant les impôts nationaux. Pour l'instant, des tentatives sont en cours pour essayer de faire modifier la situation par le Congrès mais on s'attend à ce que les lobbies des agriculteurs américains s'y opposent fortement.

L'ambassadeur des Etats-Unis est plusieurs fois revenu sur l'interdiction norvégienne d'importer des automobiles américaines laissant entendre que cette possibilité pourrait peut-être faire disparaître la taxe sur l'huile de baleine. Une telle proposition ne peut pas satisfaire le gouvernement norvégien.

Voilà les communications particulières que le Ministre avait à donner le 22 janvier 1935.

Si on regarde la situation en général on est bien obligé de constater que la Norvège traverse une période de politique commerciale difficile. La Norvège se bat jour après jour et doit souvent accepter ce qui frôle l'ignoble. La Norvège achète sa progression. Mais sur un plan général le ministre pense qu'on peut dire qu'avec la politique menée et qui est une politique consciente, des résultats plutôt satisfaisants ont été atteints. La Norvège a essayé

d'exclure autant que possible l'économie planifiée et des systèmes de restrictions et de protection exagérée et le ministre pense qu'un pays comme la Norvège qui a un besoin polyvalent d'exporter et une flotte de marine marchande comme celle de la Norvège, les conséquences d'une telle politique égoïste seraient plus fortes que dans l'importe quel autre pays au monde et que l'on se trouverait rapidement et fortement à en souffrir. Le chômage qui pèse sur la Norvège et que beaucoup pensent qu'il irait en s'allégeant avec une telle économie planifiée, se trouverait en réalité rapidement en hausse très sensible.

C'est très intéressant et le ministre termine son intervention avec ce que le Président de l'Association commerciale de Bergen, le dr Kroepelien a déclaré dans son rapport annuel. Il n'est pas un homme du même bord que le gouvernement actuel, il s'agit d'une considération objective et non partisane lorsqu'il déclare que : « Le Gouvernement a réussi en général et d'une manière remarquable à mener une politique commerciale libérale et à résister à la tentation d'introduire en Norvège une réglementation générale sur les importations et des subventions. C'est une politique dont la Norvège héritera certainement des avantages à long terme. Car un jour la mentalité de crise prendra fin et on conduira de nouveau dans le monde une politique commerciale qui sera mieux en harmonie avec la sagesse dont les peuples ont besoin les uns des autres et que les différents pays ont des aptitudes naturelles sur lesquelles ils peuvent construire. Lorsque viendra cette adaptation il sera plus difficile d'exister pour tout ce qui a grandi à l'abri des faveurs. Il n'y a donc pas de raison de saluer avec ferveur chaque initiative qui a pour but de rendre indépendant son propre pays du reste du monde »¹⁴⁵.

L'intervention de C. J. Hambro (1885-1964)¹⁴⁶ qui a suivi l'exposé du Ministre des Affaires étrangères, permet de préciser le rôle des parlementaires dans le processus de discussion de la politique étrangère de la Norvège:

« Je voudrais exprimer mon plaisir suite à l'exposé qui nous a été présenté par le Ministre des Affaires étrangères dès le début de la session (parlementaire)....je demanderai au Ministère des Affaires étrangères lorsque des délégations partent en mission, de prendre soin qu'ils n'expédient pas les télégrammes ouverts vers la Norvège avec le contenu comme ces messieurs de Lisbonne l'ont fait. Il y a très peu de pays aujourd'hui en Europe où le secret est respecté et nous pouvons être sûrs que ces télégrammes, où ils nous demandent de ratifier toute de suite, car le traité (avec le Portugal) est très avantageux pour la Norvège, se trouve sur la table de tous ces messieurs portugais, s'ils ont été expédiés non cachetés à Kristiansund.

Il n'y a qu'une seule des questions traitées par le Premier Ministre (qui est aussi le Ministre des Affaires étrangères) que je voudrais dès maintenant commenter quoiqu'elle doive être le sujet d'une étude particulière par la suite. Il s'agit de l'exportation (de munitions) de Raufoss. Je me suis toujours plaint que cette exportation ait lieu... je pense que nous pouvons ouvertement admettre la grande signification de cette question et la regarder non seulement comme un petit problème de l'emploi à Raufoss mais aussi dans le contexte international.

¹⁴⁵ Voir Annexe VI, TS.02, réf : 350121, avec les textes en norvégien des interventions de J. L. Mowinckel, p 427 et Hambro, page 432.

¹⁴⁶ C. J. Hambro, homme de presse et député du Parti la Droite, membre du Storting, représentant Oslo de 1919 à 1957, président du Storting de 1926 à 1933 et de 1935 à 1945, président du groupe parlementaire la Droite [Høyre] de 1926 à 1958 et du même parti politique de 1926 à 1934 et de 1950 à 1954. C'est Hambro qui a pris l'initiative d'organiser l'évacuation des députés, du gouvernement, du Roi et la famille royale d'Oslo lorsque les forces allemandes ont envahi le pays le 9 avril 1940 et c'est encore lui qui a rédigé le pouvoir dit d'Elverum (qui autorisait le Gouvernement à prendre toutes dispositions nécessaires pour continuer la guerre au nom de la Norvège). Cf. [http://no.wikipedia.org/wiki/C.J. Hambro](http://no.wikipedia.org/wiki/C.J._Hambro).

Reconnaissons que le plus grand danger de guerre en Europe aujourd'hui ne se trouve pas sur le plan politique..... (mais) sur le plan économique. Pourquoi croit-on que les partis travaillistes en Angleterre et en France n'aient pas osé prendre position pour un désarmement effectif ? Pour la raison simple qu'il y a aujourd'hui en Angleterre environ 5.5 millions de travailleurs occupés dans l'industrie des armes et des munitions ? En France le chiffre est quelque peu supérieur, en Allemagne encore plus élevé et aux Etats-Unis entre 20 et 25 millions d'ouvriers qui seront au chômage le jour où l'on agit d'une manière effective pour limiter l'armement... Il y a là un grand danger pour la paix dans le monde et pour le développement tout entier.

..... je pense qu'il serait nécessaire pour le Storting d'adopter cette année une position réaliste à ce sujet. Si nous pensons vraiment être sérieux lorsque nous nous présentons comme amis de la paix nous ne pourrons pas continuer d'exporter des obus et des munitions pour carabines ni à la Bolivie ni au Chili. Si nous n'y accordons pas d'importance, nous devrions ne pas en parler à haute voix à chaque occasion qui se présente. Si nous voulons avancer dans ce domaine particulièrement significatif en ce moment exceptionnellement difficile je pense qu'il est nécessaire pour les petits Etats de prendre la tête du mouvement »¹⁴⁷ (nos parenthèses).

Nous notons qu'avec son intervention M. Hambro élargit la dimension du problème, comme c'est souvent son cas, en rappelant d'abord le besoin pour ceux qui expédient des télégrammes d'affaires de préserver la confidentialité du contenu et deuxièmement en évoquant le sujet sensible de la production norvégienne d'armements ainsi que celle d'autres pays qui font vivre des millions d'ouvriers en Europe et aux Etats-Unis. De plus, il rappelle, sans le mentionner, l'importante source en devises étrangères générées pour la Norvège avec la fabrication de munitions à Raufoss.

M. Hambro révèle le manque de confidentialité de la diplomatie norvégienne car dans la période entre-guerres le personnel engagé est plus formé à des tâches d'ordre commercial que diplomatique.

Les relations commerciales internationales n'ont pas toujours été des plus faciles, ce dont témoigne le compte rendu de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution du 29 octobre 1945 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite, møte den 29 oktober 1945] laquelle traitait des relations commerciales de la Norvège avec l'étranger.

Le Président de la réunion était C. J. Hambro.

Le Ministre Trygve Lie mentionne l'offre américaine pour un crédit de 40 millions de \$ à laquelle s'attache la condition d'utiliser les bateaux sous pavillon américain pour le transport de produits provenant des Etats-Unis, en conformité avec une résolution du Congrès américain de 1933. Les Américains ont fait savoir aux Norvégiens qu'ils pourraient en réalité abandonner cette clause. Il continue : « Les armateurs norvégiens de leur côté ont bien déclaré que même si c'est le cas c'est une humiliation pour la Norvège de souscrire à un accord avec une telle clause ».

¹⁴⁷ Voir Annexe VI, TS.02, réf : 350121, avec les textes en norvégien des interventions de Mowinckel, p 427 et C. J. Hambro, p 432.

Le Président C. J. Hambro: «Nous pourrions quand même nous trouver dans une position où la marine marchande américaine nous menace de notre vie. Et accepter un arrangement qui ne satisfait aucune nation, mais surtout la nôtre tout spécialement, je trouve très préoccupant à plus long terme. ».

Le Ministre Trygve Lie: « Je pense qu'en réalité on pourrait y arriver sans l'utilisation de navires américains dans une mesure plus large que ce qui était aussi le cas avant la guerre. Mais les armateurs norvégiens disent que ce qui est humiliant est que nous acceptons un accord avec une telle clause sans savoir si elle pourra être adaptée dans la pratique d'une manière satisfaisante pour nous. Et il est question de savoir si nous pouvons nous permettre, comme (l'ambassadeur) Colbjørsen (1897-1973) l'a dit dans quelques télégrammes, d'engager le prestige américain contre le prestige norvégien ».

Le Président C. J. Hambro: « Il n'est pas question de prestige américain, il s'agit bien, sur le plan international, d'une monstruosité américaine.....En fait, l'ambassade nous conseille de céder ; mais le danger est que ceux qui sont restés trop longtemps immobiles dans un pays sont marqués par le point de vue du pays en question, en particulier lorsqu'ils y sont restés en temps de guerre sans la possibilité de rentrer chez eux. C'est pourquoi beaucoup de pays changent leurs diplomates assez fréquemment. Chez nous, ils restent en place jusqu'à pourrir su place. Si cela est défendable à plus long terme est une question à laquelle le Ministère des Affaires étrangères aura à répondre plus tard ».

Madsen (1888-1962)¹⁴⁸: « Je voudrais mettre en garde contre la signature à un tel accord tel qu'il est formulé. Cela n'est pas possible à cause de notre marine marchande. Si nous acceptons ce principe ici en Norvège nous aurions en fait admis que les bateaux norvégiens ne peuvent transporter que des produits norvégiens, les bateaux américains que des produits américains. Cela constitue du nationalisme et de l'irrationalisme, une politique isolationniste qui nous amène loin, complètement à côté de la plaque, et de ce fait pour des raisons de principe je m'élève contre »¹⁴⁹.

Nous notons que nous nous trouvons de nouveau devant une situation d'isolationnisme qui surprend en menaçant la marine marchande norvégienne toute entière et ce de la part du pays le plus puissant de la planète, les Etats-Unis d'Amérique.

¹⁴⁸ Député, membre du Parti Social-démocrate.

¹⁴⁹ Voir Annexe VI, TS.01 réf : 451029, avec les textes en norvégien de Lie, Hambro et Madsen, p 392.

III : La Norvège dans le nouvel environnement international 1905-1939.

Pour la Norvège en 1905, être responsable de la politique étrangère de son propre pays, constituait une ouverture qu'elle n'avait pas connue depuis 525 ans. Il fallait en plus assumer son indépendance entière, n'étant plus dans une Union sous la tutelle d'une autre autorité.

III.1 : De 1905 à la Deuxième Guerre Mondiale.

Ce premier chapitre s'intéresse aux quatre premières décennies du XX^{ème} siècle qui constitue une introduction à la période 1940-1972, laquelle consitue l'objet principal de notre recherche.

III.1.1 : De 1905 à 1940 : Un aperçu.

Nous allons parcourir les 35 ans qui séparent la Norvège entre 1905, avec la fin de l'Union avec la Suède, et le début de la Deuxième Guerre Mondiale, tout en résumant la politique du gouvernement norvégien ainsi que les nombreux événements et mouvements survenus avec un regard particulier pour les relations entre la Finlande, la Suède, le Danemark et la Norvège dans la période 1920-1940. Nous traiterons également du personnel diplomatique norvégien de l'époque ainsi que de la Guerre civile d'Espagne.

La Norvège doit donc pour la première fois affronter seule l'environnement international qui lui est offert.

C'est ainsi que, comme la Suède et la Danemark, elle se déclare rapidement neutre et maintient cette position durant la Première Guerre Mondiale quoique sa marine marchande participe *de facto* aux échanges de marchandises et à la guerre économique avec un penchant pour les pays combattant l'Allemagne. De ce fait, ses pertes en navires et marins sont importantes durant le premier conflit mondial¹⁵⁰.

Dès 1920, la Norvège adhère à la nouvelle organisation internationale, la Société des Nations, dont le but est le maintien de la paix dans le monde, mais souffre lourdement sur le

¹⁵⁰ Pour un aperçu de l'histoire de la Première Guerre Mondiale et la Norvège, voir : « *Under den første verdenskrig* » [Lors de la Première Guerre Mondiale], C. J. Hambro, Oslo. Editeur Gyldendal, 1958 ; « *Norge og verdenskrigen* » [La Norvège et la Guerre Mondiale], Keilhau, W; 1927, Oslo, H Aschehoug & Co, (W Nygaard) 1927 et « *The Neutral Ally. Norway's Relations with Belligerent Powers in the First World War* » [L'Alliée neutre. Les relations entre la Norvège et les Puissances belligérantes lors de la Première Mondiale] par O. Riste, Oslo, 1965.

plan économique de la crise mondiale à partir des années 1920 et de la montée des idéologies autoritaires naissantes. Une des conséquences étant la création, en 1933, d'un nouveau parti politique norvégien, le «Nasjonal samling» [Rassemblement national], pro allemand.

Maintenant sa neutralité en dépit des menaces qui encombrèrent l'horizon, elle est rapidement vaincue par les armées allemandes à partir du 9 avril 1940, le Roi et le Gouvernement norvégien réussissant à s'exiler en Grande-Bretagne où ils passeront la guerre avec un retour en Norvège, seulement en 1945.

D'une indépendance et neutralité complètes en 1905, la Norvège se trouve 35 ans plus tard, pour la première fois depuis le début du XIV^{ème} siècle, entraînée directement dans un conflit au-delà de ses frontières, dans une guerre mondiale contre l'Allemagne nazie.

III.1.2 : 1905 : Fin de l'Union avec la Suède¹⁵¹.

Le 7 juin 1905, le Storting, par un vote unanime, a résolu d'arracher la Norvège de l'Union d'avec la Suède. La Suède ayant demandé qu'un référendum soit organisé pour donner au peuple norvégien aussi la possibilité de se prononcer sur un sujet si important, le scrutin du treize août a produit 368 208 voix pour la dissolution et seulement 184 voix contre, avec en plus la signature de 250 000 femmes, qui n'avaient pas le droit de vote, pour soutenir la décision du Storting¹⁵².

Pour le choix d'un nouveau souverain, après de nombreuses consultations auprès des Grandes Puissances, la proposition a été présentée au prince Carl de Danemark (1872-1957) dont l'épouse était la princesse Maud (1869-1938), fille d'Edouard VII (1841-1910), celle-ci apportant ainsi à la Norvège le soutien de la Grande-Bretagne. De cette manière seraient aussi renouées les anciennes relations étroites entre les Britanniques et les Norvégiens déjà scellées sous Magnus VI le Rénovateur législatif et le roi Henri III dans la deuxième moitié du XIII^{ème} siècle.

Restait posée la question d'une consultation du peuple norvégien. C'est le gouvernement danois, par la voix de son Ministre des Affaires étrangères, Raben-Levetzau (1850-1933), qui a exprimé la nécessité d'un référendum en Norvège avant de donner au prince la possibilité d'accepter l'offre.

C'est ainsi que les Norvégiens sont de nouveau allés aux urnes les 12-13 novembre 1905. Sur les 328 000 votants, 79 pour cent ont voté pour le prince Carl de Danemark comme nouveau roi de Norvège. En conséquence, le 18 novembre, le Storting a élu à l'unanimité le prince sous son nouveau nom de Håkon VII (1872-1957). Ainsi était renouvelée la lignée royale rompue par la mort du dernier roi de la Norvège indépendante, Håkon VI, en 1380. Le nouveau roi a tout de suite conquis l'opinion norvégienne. Ajoutons qu'il continua cependant

¹⁵¹ Voir Hallé, E. Mémoire de Master II, 2011, p 36-37.

¹⁵² « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], volume 2, pages 25-26.

toute sa vie à parler le danois, en public comme en privé, n'ayant jamais fait d'effort nécessaire pour apprendre le dano-norvégien ou le « riksmål » (aujourd'hui dénommé 'bokmål' ou la langue des livres)¹⁵³.

III.1.3 : La Norvège indépendante, 1905-1940.

Cette période est, en premier lieu, marquée par le besoin d'un rattrapage que la Norvège se doit d'accomplir dans divers domaines pour s'affranchir du passé danois, (1380-1814) et suédois, (1814-1905). D'autre part, un nombre restreint de sujets sont traités dans le domaine des Affaires étrangères ; la société norvégienne elle-même est sérieusement affectée par l'avènement d'idéologies révolutionnaires surtout à partir de 1920.

Il s'agit, d'abord, de surmonter le passé et les rancunes qui ne manquent pas de se manifester ici et là ; marquer la rupture politique avec la Suède et celle, culturelle avec le Danemark, par des actes symboliques ; apprendre à accepter la situation des deux langues en Norvège et les problèmes que cela continue de créer ; en accompagnement de l'indépendance complète enfin recouvrée, s'exprime aussi une certaine nostalgie de la grandeur ; l'affaire du Groenland et du Spitzberg avec le Traité de Paris où la Norvège et le Danemark s'entendent pour prendre chacun sa part ; dans le domaine culturel, pour que les écrivains norvégiens n'aient plus à s'adresser à Copenhague pour trouver un éditeur, créer une maison d'édition à Christiania même ; exiger le rapatriement des archives dano-norvégiennes à Christiania ; effectuer la norvégisation de la langue et des noms de lieux en Norvège ; le gouvernement s'ouvre donc petit à petit aux Affaires étrangères.

L'indépendance de la Norvège 1905-1907.

Dans ce début du XX^{ème} siècle, les menaces se profilent à l'horizon et l'attitude du peuple norvégien se résume probablement le mieux dans la manchette du quotidien '*Dagbladet*' (tendance gauche libérale), le 8 décembre 1905 qui préconise l'isolement du pays en écrivant : « Notre force réside dans l'isolement » [vor Styrke ligger i Isolation].

Le passé pèse néanmoins sur les relations entre les trois pays scandinaves. Lorsque les trois voisins se rencontraient, l'un, la Norvège, est un pays qui avait été soumis aux deux autres pendant un total de 525 ans. Un autre, le Danemark, regrettait toujours la perte de la Norvège, à peine cent ans auparavant, suite à une défaite militaire devant la Suède. Et le troisième, la Suède, est très dépitée d'avoir été obligée de laisser échapper la Norvège, alors qu'à peine 100 ans auparavant, elle avait acquis la Norvège en compensation de la perte de la Finlande en 1809. Les relations avec la Suède, en particulier, étaient délicates et crispées. Qui

¹⁵³ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], volume 2, pages 50-51.

plus est, la suspicion d'une attaque éventuelle de la Suède pour se venger de la perte de la Norvège, restait vive en Norvège jusqu'en 1910.

Entre les trois pays scandinaves, le courant passait donc plutôt mal. Ces trois pays avaient cependant une chose en commun : devant les menaces de guerre en Europe qui se profilaient à l'horizon, ils ont voulu se protéger en adoptant la neutralité. Mais une certaine solidarité entre les trois ne s'est réalisée que lorsque la première Guerre Mondiale est devenue une réalité (conférence de Malmö, voir ci-après page 81).

Dès l'été 1905, il a été question du traité du 21 novembre 1855, dit traité de Novembre¹⁵⁴, par lequel la France et la Grande-Bretagne garantissaient la sécurité des royaumes de Suède et Norvège contre une agression russe. La Norvège souhaitait un nouveau traité, contracté avec la Russie, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, qui garantirait à la fois son espace géographique et également sa neutralité.

Ce traité, dit d'Intégrité, a été signé le 2 septembre 1907 entre la Norvège d'une part et la Russie, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne d'autre part. Les Grandes Puissances déclaraient vouloir assurer l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'avantage de la paix à la Norvège qui de son côté s'engageait à ne pas céder de territoire. Par la même occasion, le traité de Novembre fut déclaré caduc.

Le traité était vu par beaucoup comme de peu d'importance mais signifiait pour le Ministre norvégien des Affaires étrangères, Jørgen Løvland (1848-1922), que la séparation d'avec la Suède était scellée par ce succès diplomatique et constituait ainsi une acceptation officielle de la dissolution de l'Union. Pour la Suède il représentait un échec diplomatique, même une humiliation nationale, qui ne faisait que rendre les relations avec la Norvège plus difficiles¹⁵⁵.

Løvland a également pris l'initiative en 1907, de faire décider l'introduction, par le gouvernement, d'une dissertation secondaire, lors de l'examen du baccalauréat norvégien [eksamen artium], à écrire en néo-norvégien [« landsmål » qui allait devenir le « nynorsk »] et non en « riksmål » (ou dano-norvégien). Ainsi, en premier lieu, la connaissance des deux langues est devenue une condition pour l'entrée à l'université. L'indépendance de la Norvège était ainsi confirmée par rapport à la Suède et aux Grandes Puissances par le Traité sur l'Intégrité et par rapport à l'hégémonie culturelle du Danemark par l'introduction d'une dissertation en néo-norvégien au baccalauréat¹⁵⁶.

La rupture avec la Suède et le Danemark était ainsi couronnée par le Traité d'Intégrité et par l'introduction du néo-norvégien au baccalauréat, entraînant une certaine humiliation des Suédois et des Danois.

¹⁵⁴ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 2, p 23, 36, 63 et 71.

¹⁵⁵ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 2, p 71-86

¹⁵⁶ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 2, p 84.

La neutralité de la Norvège dans la Première Guerre Mondiale.

Le 4 août 1914, la Norvège a transmis aux puissances belligérantes une déclaration de neutralité. Au mois de décembre de la même année une réunion à Malmö a eu lieu au niveau ministériel et royal entre la Suède, la Norvège et le Danemark ; la détermination des trois pays de rester en-dehors de la guerre y a été officiellement démontrée sur la place publique¹⁵⁷.

Or, dans cette guerre, la Norvège constituait un enjeu pour les exportations qu'elle assurait vers l'Allemagne et la France, par le rôle de la marine marchande norvégienne dans le ravitaillement vers les Iles Britanniques et vers Arkhangelsk, ainsi que pour l'importation de charbon vers la Norvège en provenance des Iles Britanniques. En 1918, la Norvège s'est de facto rangée du côté des Alliés en bloquant son espace maritime aux sous-marins allemands en route pour l'Atlantique.

Appelée « l'Allié neutre » [The Neutral Ally], la Norvège a quand même perdu deux milles marins et 49% de sa flotte marchande pendant la guerre.

A l'automne 1917, les rois de la Suède, Gustav V (1858-1950), de la Norvège, Håkon VII et du Danemark, Christian X (1870-1947), se réunissent à Christiania. La participation du roi Gustav V de Suède pouvait être interprétée comme une réconciliation depuis la rupture de l'Union en 1905 mais s'intégrait plutôt dans un plan pour reconquérir la suprématie en Scandinavie, cela même au milieu des difficultés créés par la Première Guerre Mondiale. Du côté norvégien, on décrivait la réunion comme ayant constitué « un accès lyrique » [lyrisk utbrud] de scandinavisme¹⁵⁸.

La longue période danoise avait abouti à une situation où l'on pouvait constater qu'il y avait en Norvège deux langues (le *bokmål*, « la langue des livres » et *nynorsk*, « le néo-norvégien ») et deux nations. Mais une fois l'indépendance par rapport à la Suède acquise, il fallait accepter qu'il n'y ait en Norvège qu'une seule nation norvégienne, avec des origines et accents variés, regroupant une population qui s'exprimait bien en deux langues.

Depuis les années 1850 lorsque Ivar Åsen a bâti le néo-norvégien [nynorsk] sur la base des dialectes encore parlés dans l'ouest du pays, qui différaient donc de la forme de langue nationale [riksmål], le problème linguistique a occupé, et occupe encore, la société norvégienne de tous les jours ne serait-il que par l'utilisation des deux formes de la langue norvégiennes sur les chaînes de radio et de télévision publiques.

¹⁵⁷ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 2, p 185-188.

¹⁵⁸ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 2, p 188-189.

Le Danemark et la Norvège : Le Groenland et le Spitzberg.

Le Groenland et le Spitzberg. En novembre 1919, à la suite de la conférence de paix à Paris débouchant sur le traité de Versailles, la question du Groenland a été placée sur la table et a abouti à un accord pour que la Norvège se voie attribuer la souveraineté sur le Spitzberg (mais avec des « servitudes »), soutenue en cela par le Danemark, en échange d'une acceptation par la Norvège d'une souveraineté danoise sur le Groenland tout entier. Or, c'est là le résultat d'une déclaration orale du ministre norvégien des Affaires étrangères, Nils Claus Ihlen (1855-1925), qui avait donné son accord, au représentant du gouvernement danois à Christiania, Otto Kragh, « pour que le gouvernement norvégien ne fasse point des difficultés pour la résolution de cette affaire ». Ainsi, en 1919, le gouvernement norvégien ne s'opposait pas à une extension de la souveraineté élargie du Danemark sur le Groenland et Otto Kragh, de son côté, avait déclaré que le gouvernement danois ne s'opposerait pas aux souhaits des Norvégiens sur le Spitzberg.

Suite à cet accord entre le Danemark et la Norvège sur les intérêts des Danois au Groenland et ceux des Norvégiens sur le Spitzberg, la Suède acceptait également un mandat norvégien sur le Spitzberg, de même la Russie a donné son accord. Enfin, le représentant norvégien à Paris, Frederik Wedel Jarlsberg (1855-1942), est rentré à Christiania au mois de septembre 1919 avec le projet de traité sur le Spitzberg¹⁵⁹ et a été fêté comme un héros national. Lors d'un dîner d'honneur offert par le gouvernement et des personnalités éminentes de la société, Wedel Jarlsberg a déclamé : « Nous ne devons pas oublier que la Norvège a été dans le passé un royaume puissant. Le besoin de voyager dans le monde et de s'étendre monte et descend comme dans les longues houles. La montée commence maintenant La Norvège possède le même droit que les pays plus grands d'élargir le cadre de sa vie nationale. Il existe des nouvelles terres fécondes qui peuvent être défrichées, nous devons œuvrer pour une Norvège grande et grandissante »¹⁶⁰.

Ces paroles ont fait sensation à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières du pays, et des quotidiens norvégiens ont protesté contre ce qu'ils ont considéré être des expressions impérialistes du diplomate. Pourtant le traité sur le Spitzberg a été signé à Paris, par Wedel Jarlsberg, pour le compte du gouvernement norvégien, le 9 février 1920.

A Christiania, le Storting a ratifié unanimement le traité en 1924, une fois que l'Union Soviétique eut admis la souveraineté de la Norvège sur l'archipel de Spitzberg et l'île aux

¹⁵⁹ Négocié en marge de la Conférence de la Paix à Versailles.

¹⁶⁰ Vi skal ikke glemme at Norge engang hadde været et mægtig rike. Trangen til utfærd og til at utvide sig stiger og synker i lange bølger. Nu begynder stigningen. Norge har samme ret som større land til at utvide rammen for sit nationale liv. Der er ny og frugtbar mark som kan brytes, vi maa arbeide for et stort og større Norge.

Ours [Bjørnøya], mais la déception était grande chez les Norvégiens de constater que leur souveraineté sur l'archipel ne s'appliquait pas dans tous les domaines, des droits égaux étaient accordés aux autres signataires du traité, par exemple pour l'exploitation du charbon, longtemps réalisée par l'Union Soviétique. Le gouvernement avec le Premier Ministre A. Berge (1851-1936) de 1924 à juillet 1925 en coalition avec la Droite (Høyre] et la Gauche libérale [Frisinnede venstre], puis sous le Premier Ministre Johan Ludwig Mowinckel, un gouvernement homogène de tendance Libérale [Venstre] qui a suivi à partir du 25 juillet 1925, dont la minorité, comme le gouvernement précédent, avaient en tête qu'il pouvait s'avérer souhaitable de se débarrasser de l'archipel. A la fois la minorité en 1925 et le gouvernement en 1924 avaient par contre pensé qu'il pouvait s'avérer souhaitable de se débarrasser de l'archipel » [Både mindretallet i 1925 og regjeringen i 1924 hadde derimot i tankene et det kunne vise seg ønskelig å kvitte seg med øygruppen]¹⁶¹

Alors que le travail pour promouvoir un retour à la culture norvégienne se développait, l'idée de désigner le Spitzberg par l'ancien nom Svalbard, qui est peut-être d'origine norroise, a tout de suite été acceptée. Un article du quotidien « *Morgenbladet* » daté du 26 janvier 1925, donne à Svalbard le sens de « l'îlot frais (froid) loin dans l'océan » [den kjølige (kalde) holme ute i havet], nom basé sur des anciens dialectes norvégiens¹⁶².

L'affaire du Spitzberg a été résumée le mieux par le fonctionnaire Frederik Kristian Marstrander (1881-1946) qui déclarait : « Ce sont des sentiments nationaux et le désir national de s'affirmer qui exigent que nous fassions de sorte que Svalbard devienne une partie du royaume de Norvège » [Det er nasjonale følelser og nasjonal selvhedelse som tilsier at vi gjør Svalbard til en del av Norges rike]¹⁶³.

Cependant, depuis le décret du Ministère danois de l'Intérieur au mois de mai 1921 concernant la souveraineté danoise sur tout le territoire du Groenland, suivi d'une extension du système de monopole sur la partie orientale de l'île, celui-ci a eu pour effet d'en empêcher la fréquentation par les chasseurs norvégiens de phoques. Ainsi ont été réveillés des souvenirs d'injustice et d'humiliation dans la conscience nationale qui ont entraîné une vague de nationalisme et une atmosphère anti danoise en Norvège.

Une fois la question du Spitzberg résolue, Hulda Garborg (1862-1934) et ses partisans norrois ont lancé un préavis concernant les nouveaux buts qui se présentaient à l'horizon dans la Mer de Norvège. C'est ainsi qu'en 1923, C. J. Hambro, député au Storting, membre du Parti la Droite [Høyre] et homme de presse, a prédit que « le jour n'était pas loin où il y aurait une politique active de ramener, d'une manière ou d'une autre, les anciens territoires norvégiens de l'extérieur à la communauté de Norvège, car le rassemblement de la Norvège n'est pas achevé avant que cela ne devienne une réalité complète – ici nous avons notre tâche première et la plus immédiate en politique étrangère »¹⁶⁴.

¹⁶¹ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], volume 2, p 291.

¹⁶² « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], volume 2, p 290.

¹⁶³ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], volume 2, p 291-293.

¹⁶⁴ den dag var ikke fjern da det ville være aktiv politik på en eller annen måte å føre de gamle norske utland tilbake til fellesskapet med Norge, fordi Norges samling er ikke fullbyrdet før det helt kommer til realisasjon – her har vi vår første og nærmestliggende utenrikspolitiske oppgave.

L'annexion de Jan Mayen.

Ile de 377 km² avec un sommet culminant à 2277 m, située entre les mers de Groenland et de Norvège et au nord-est de l'Islande, découverte par des chasseurs de baleines hollandais, britanniques et français au début du XVII^{ème} siècle et elle était considérée comme un « no man's land » lorsque les Norvégiens ont décidé d'y installer un poste météorologique en 1922. L'annexion par la Norvège a suivi en 1929 puis entérinée par une loi de 1932, votée par le Storting à Oslo ; elle a reçu le statut de territoire intégré au territoire de la Norvège¹⁶⁵.

Après de nombreuses initiatives de part et d'autre et le développement important des intérêts économiques au Groenland, la rivalité entre le Danemark et la Norvège au sujet de la souveraineté sur l'île ainsi que les possibilités qui en découlent pour développer des bases de la chasse et pêche, s'est aiguisée. Les deux gouvernements se sont cependant résolus, au mois de juillet 1931, à régler le conflit pacifiquement en portant le problème devant le Tribunal International de la Haye. Par un jugement en date du 5 avril 1933, le Tribunal a rendu une décision qui confirmait la souveraineté du Danemark sur la totalité du territoire du Groenland.

Le Comité des Affaires étrangères du Storting à Oslo a fortement critiqué la manière dont le gouvernement avait traité le problème, tout en notant que le comportement des Danois dans cette affaire avait réveillé un traumatisme dans la mémoire collective en Norvège, concernant un ensemble d'affaires non réglées suite à la période de l'union dano-norvégienne. Le Comité des Affaires étrangères déclarait : « Nulle part ailleurs la conscience norvégienne n'est plus amère, en aucun autre lieu y a-t-il dans notre peuple un sentiment plus intense d'injustice du passé dont le remède devrait incomber à l'avenir »¹⁶⁶.

La Norvège et la Société des Nations.

La Norvège a adhéré à la SDN, fondée en 1919, par un vote au Storting en 1920, à une écrasante majorité de voix : 100 pour, 20 contre. L'adhésion impliquait une acceptation par la Norvège d'appliquer des sanctions d'ordre politique, économique et militaire contre des Etats en cas de guerre offensive, or des sanctions étaient contraires à la politique norvégienne de neutralité. Au commencement, l'Allemagne et l'Union Soviétique n'étaient pas membres et le mouvement ouvrier norvégien a condamné la SDN comme étant une association d'Etats impérialistes, donc une caricature d'une Société des Peuples.

Odd-Bjørn Fure (1942-), auteur du volume 3 du « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège]¹⁶⁷, écrit que cette majorité massive s'explique par trois raisons : « En premier lieu existait une opinion répandue en Norvège que le système international après-guerre devait être fondé sur un nouvel ordre entre les peuples. D'autre part il existait un

¹⁶⁵ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], volume 3, p 132-135 et Cf. : http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%8Ele_Jan_Mayen.

¹⁶⁶ På intet punkt er norsk bevissthet mer sår, på intet område lever der i vårt folk en mere intens følelse av fortids urett som det skulde være fremtids sak å bøte.

¹⁶⁷ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], volume 3, p 184.

espoir fort que la Norvège, avec les autres états petits puissent contribuer à réformer la SDN en conformité avec ses propres intérêts et idéaux. Enfin la crainte d'un isolement en politique étrangère constituait un motif puissant en faveur de la communauté ».¹⁶⁸

Cependant des représentants norvégiens tels Fridtjof Nansen (1861-1930) explorateur et scientifique¹⁶⁹, le diplomate et historien de gauche, Halvdan Koht (1873-1965) et Carl Joachim Hambro, homme politique et membre du Parti la Droite, élu au Storting de 1919 à 1957, ont déployé leurs énergies sur le plan international, défendant une conduite dans les relations internationales basée sur des principes et estiment que les petits Etats avaient des intérêts particuliers. Dans le cas de la Norvège neutre en particulier, elle devait, d'après Nansen, « maintenir le moral même du monde » [oppretholde selve verdens-moralen]¹⁷⁰.

Le rapatriement des archives et la création d'une maison d'édition.

Au début des années 1920, il est devenu clair que la Norvège, suite à la période de l'Union avec le Danemark, disposait d'institutions culturelles insuffisamment développées.

Lors des conventions passées entre la Norvège, la Suède et le Danemark de 1819, et entre la Norvège et le Danemark en 1851, une quantité considérable d'archives a été rendue à la Norvège. Mais pour que le Danemark accepte d'ouvrir des négociations en 1851, la Norvège dut accepter deux conditions importantes : en premier lieu, que les Danois décident quelles étaient les catégories d'archives qui devaient rester à Copenhague et celles qui pouvaient être livrées à la Norvège, et en deuxième lieu, que la Norvège abandonne le droit de réclamer d'autres transferts.

Par la suite, on a remis en cause cette disposition. Le Danemark a d'ailleurs volontairement remis des archives à la Norvège en 1879, 1910 et 1913. Le Danemark avait commencé à classer du matériel qui était destiné à la Norvège dans le but de procéder à des échanges sur un plan quantitatif et qualitatif comparable entre les deux pays. Mais les Norvégiens voulaient que tous les documents dans les archives norvégiennes qui affectaient l'histoire danoise soient remis sur la base d'un traitement réciproque par les Danois.

¹⁶⁸ For det første var det en utbredt oppfatning i Norge at det internasjonale systemet i etterkrigstiden måtte baseres på en ny mellomfolkelig orden. Videre var det et sterkt håp om at Norge sammen med de andre småstatene kunne bidra til å omforme forbundet i tråd med sine interesser og idealer. Endelig var frykten for utenrikspolitisk isolasjon et sterkt motiv for medlemskap.

¹⁶⁹ Pour une bibliographie sur Fridtjof Nansen, voir René Ristelhueber, *La Double aventure de Fridtjof Nansen : Explorateur et philanthrope*, Éditions Variétés, 1945 ; Roland Huntford, *Nansen*, Londres, Abacus ; Waldemar Christofer Brøgger et Nordahl Rolfsen (trad. William Archer en 1896), *Fridtjof Nansen 1861-1893*, New York, Longmans Green & Co, 2001 ; E. E. Reynolds, *Nansen*, Harmondsworth, Penguin Books, 1949 ; J. M. Scott, *Fridtjof Nansen*, Sheridan, Heron Books, 1971.

Cf.: http://fr.wikipedia.org/wiki/Fridtjof_Nansen#Sur_Fridtjof_Nansen.

¹⁷⁰ « *Aschehougs Norges Historie* » [Histoire de la Norvège par Aschehoug], vol 10, p 154.

Ce point de vue prévalait toujours au ministère norvégien des Affaires étrangères en 1924 mais l'affaire avait pris une autre dimension à cause des efforts des Norvégiens pour renforcer l'identité norvégienne et consolider l'Etat national.

En 1925, le gouvernement a créé un comité pour décider quelles étaient les catégories de matériel que la Norvège souhaitait récupérer. Ce comité se réunissait en secret et remit son rapport en 1927. La proposition se concentrait sur trois chapitres principaux : 1) La Norvège n'entrerait en négociations que si le Danemark ignorait le traité de 1851. 2) La demande de la Norvège serait basée sur le fait que le pays avait disposé d'un droit souverain [rikssuverenitet] durant la période de l'Union. Les demandes d'archives qui concernaient l'histoire de la Norvège étaient par conséquent basées sur un droit de propriété. 3) « Les demandes norvégiennes principales devraient être concentrées sur les soi-disant registres et notes norvégiens, c'est-à-dire les protocoles gouvernementaux pour les affaires norvégiennes et les protocoles norvégiens du haut fonctionariat »¹⁷¹.

Les négociations ont débuté en 1929 mais les Danois n'ont pas accepté la demande de transfert des protocoles gouvernementaux pour les affaires norvégiennes et les négociateurs norvégiens ont par conséquent rompu la négociation.

L'affaire des archives a soulevé des émotions fortes. Le chef archiviste, Brinchmann (1864-1940), exprima les sentiments de la manière suivante : « Sans les propres cahiers de copies des affaires norvégiennes, les archives nationales de Norvège d'avant 1814 sont et restent des archives d'un pays vassal » [Uten Norges egne kopibøker i norske saker er og blir Norges Riksarkiv i tiden før 1814 et arkiv for et lydrike].

Après la rupture de 1929, la Norvège ne prit aucune nouvelle initiative dans la période de l'entre-deux-guerres. Cependant, en 1937, les Danois ont volontairement remis de nouvelles archives, mais pas les protocoles gouvernementaux pour les affaires norvégiennes. Les commentaires chez les Danois et les Norvégiens dénotent un changement de climat radical. L'archiviste norvégien Asgaut Steinnes (1892-1973) a déclaré lors du discours prononcé au moment de la remise¹⁷² : « Pendant plus de 400 ans la Norvège et le Danemark avaient un Roi et une gestion en commun. ... Nous avons considéré cette période comme une nuit polaire mais nous savons maintenant que ce fut une période de croissance. Les archives du royaume nous donnent un reflet écrit de l'histoire du peuple, mais au cours de ces 400 ans on ne peut parler d'archive du royaume danoise ou norvégienne, non plus d'une gestion danoise ou norvégienne. Ce fut dano-norvégien »¹⁷³.

Ainsi l'Etat en Norvège avait atteint un degré de consolidation politique et culturelle qui rendait maintenant possible le recul et une attitude plus équilibrée à l'égard de l'Union dano-norvégienne. Les éléments traumatisants dans la mémoire collective norvégienne,

¹⁷¹ De norske hovedkravene skulle konsentreres om de såkalte norske Register og Tegnelser, dvs. regjeringsprotokollene for norske saker og norske embetsprotokoller.

¹⁷² « *Norsk utenrikspolitikk historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], volume 3, p 42-44.

¹⁷³ I mer enn 400 år hadde Norge og Danmark felles konge og styre.... Vi har sett på denne tid som en mørketid, men vi vet nu at det var en veksttid. Riksarkivet gir en skriftlig avspeiling av folkets historie, men i disse 400 år kan man hverken tale om et dansk eller et norsk riksarkiv, likeså lite som man kan tale om et dansk eller norsk styre. Det var dansk-norsk.

enracinés dans la période de l'Union avec le Danemark, avaient perdu de leur force dans les années 1930. En 1939, le gouvernement norvégien a répondu en remettant aux Danois les archives danoises qui se trouvaient dans les archives nationales norvégiennes.

Depuis les années 1800, les principaux auteurs norvégiens avaient dû s'adresser à la maison d'édition Gyldendal à Copenhague pour la publication de leurs œuvres. Il en fut de même au début des années 1900 avec Knut Hamsun (1859-1952), par exemple. Ainsi les droits d'auteurs des principaux ouvrages littéraires norvégiens étaient détenus par une société à Copenhague, avec une gestion et des capitaux danois.

En 1904, Gyldendal avait constitué un département norvégien à Copenhague, et dans les années 1920, une demande avait vu le jour dans les milieux officiels pour que ce département soit constitué en société de droit norvégien à Christiania avec le rapatriement des droits d'auteurs en Norvège. Une souscription nationale fut lancée pour lever les fonds nécessaires, avec l'appel formulé comme suit¹⁷⁴ : « Le jour où l'éditeur Gyldendal se retrouvera entre les mains norvégiennes, on aura le sentiment d'un treuillage national bien exécuté pour notre pays »¹⁷⁵.

Une fois le projet accompli en 1924, le quotidien '*Dagbladet*' écrivait¹⁷⁶ : « ... le combat pour l'indépendance économique devient en même temps un combat spirituel – une libération de l'influence danoise sur les conditions de la vie spirituelle norvégienne. Cela devient une affaire d'honneur nationale d'effacer la marque danoise de l'Union sur le drapeau littéraire de la Norvège »¹⁷⁷.

La norvégisation de la langue et des noms de lieux.

Dans les années 1920, un nouvel effort pour rendre les noms de lieux plus norvégiens a eu lieu. C'est ainsi que des villes en Norvège ont vu leur nom changer : Christiania est devenu Oslo (en 1925), Trondhjem est devenu Nidaros (mais Trondheim à partir de 1931), Fredrikshald est devenu Halden, Frederiksvern est devenu Stavern. Kullebunden est devenu Kolbotn et Bestun est renommé Bestum. Le mot danois « amt » pour désigner une circonscription administrative, et qui trouve sa souche dans l'allemand, a été remplacé par « fylke » [département]¹⁷⁸.

Pour ce qui est de la norvégisation de la langue, l'idée a bien été saisie par l'industrie qui a collé le mot Norvège ou norvégien à de multiples produits, de la marmelade au

¹⁷⁴ Treuillage, d'après Le Petit Robert : « Utilisation d'un treuil pour soulever ou tirer une charge » Nous précisons que cette technique est utilisée avant tout pour sortir un bateau de l'eau en le tirant à l'aide d'un treuil et des troncs d'arbre posés par terre que le bateau fait rouler en s'avancant vers sa position d'immobilisation.

¹⁷⁵ Den dag Gyldendals Bokhandel kommer over paa norske hænder, vil det føles som en national vinding for vort land.

¹⁷⁶ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], volume 3, p 23, 41-45.

¹⁷⁷ den økonomiske selvstendighetskamp blir på samme tid en åndelig – en frigjørelse fra dansk innflytelse på betingelsene for norsk åndsliv. Det blir en nasjonal æressak å utslette det danske unionsmerke i Norges litterære flagg.

¹⁷⁸ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], volume 3, p 40-41.

pansement, des noms d'armateurs à ceux de compagnies d'assurances y compris dans la publicité pour les produits de consommation, à cause de la connotation positive du nom du pays.

De surcroît, en 1930 a été votée, sur l'initiative du gouvernement de gauche, « la loi sur l'utilisation de la langue dans l'administration » [lov um målbruk i statstena], qui imposait à chaque fonctionnaire né après 1905 et ayant passé son baccalauréat ou un examen d'instituteur ou une autre formation académique, de pouvoir maîtriser les deux langues et les utiliser dans ses fonctions selon la réglementation à venir. La réglementation précisait en outre que chaque citoyen en Norvège avait le droit de recevoir des réponses de l'administration dans sa propre langue. Mais la loi a posé des conditions si strictes que la réalisation de l'utilisation des deux langues dans l'administration n'a jamais pu être atteinte. L'ambition derrière cette loi était inspirée par le professeur Nikolaus Gjelsvik (1866-1938) qui pensait que le néo-norvégien deviendrait la seule langue nationale, à partir de 1966. Il déclarait alors ¹⁷⁹: « Une langue officielle possède un pouvoir magique, surtout lorsqu'on lui donne le temps de se mettre en condition dans un pays....les derniers restes du danois vont disparaître tout seuls, beaucoup plus rapidement que les gens ne le pensent d'ordinaire »¹⁸⁰.

Mais c'était là un discours qui rappelait celui du « Mouvement pour la norvégianité » des années 1890 et qui n'avait plus prise dans les années 1930.

Les crises sociales et politiques des années 1905-1940.

Odd-Bjørn Fure, au sujet des changements dans la société norvégienne, écrit que : « Le processus d'industrialisation rapide et étendu qui a lieu après le début du nouveau siècle a créé une série d'antinomies qui ont eu pour résultat une désintégration profonde de la société norvégienne. Suite à des oppositions de classe irréconciliables la société s'est fragmentée..... La modernité industrielle n'était pas encore intégrée à des processus de pensée et dans les attitudes mentales. De ce fait, dans de larges couches de la population se produisait une crainte étendue et un scepticisme vis-à-vis de la modernité »¹⁸¹.

Odd-Bjørn Fure précise : « Dans la première partie de l'entre-deux-guerres, il existait une reconnaissance collective que l'Etat national norvégien était inachevé et constituait une entité faiblement consolidée. La brève histoire en tant qu'Etat pleinement souverain impliquait aussi que la Norvège ne disposait que de peu de moyens pour faire valoir ses intérêts et ses droits devant d'autres Etats. Le pays se trouvait en retard dans la compétition entre Etats. A partir de cette reconnaissance commune deux conclusions inégales ont été tirées qui ont conduit à des politiques d'action internationales fortement divergentes – deux orientations qui allaient marquer une série d'affaires entre les deux guerres. L'une visait à sécuriser et à renforcer la position de la Norvège en Affaires étrangères en intégrant le pays dans un maillage international contraignant fait

¹⁷⁹ « *Norsk idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège], vol V, p 192.

¹⁸⁰ Eit offisielt maal hev ai magisk makt, serleg naar det fær tidi fyre seg i eit land.... dei siste restane av dansken kjem til aa kverva burt av seg sjølv mykje snarare enn folk no vanleg trur.

¹⁸¹ Den omfattende og hurtige industrialiserings-prosessen etter århundreskiftet skapte en serie motsetninger som resulterte i en dyptgripende desintegrasjon av det norske samfunnet. Samfunnet spaltet seg som følge av uforsonlige klassemotsetninger.....Den industrielle moderniteten var ennå ikke innarbeidet i tankeformer og mentale disposisjoner. I brede kretser oppstod det derfor en omfattende modernitets skepsis og frykt.

d'organisations de droit. La supposition de fond ici était que les intérêts de la Norvège pouvaient être mieux assurés à l'intérieur qu'à l'extérieur des conventions internationales. L'autre était basée sur la conception que la faible position de la Norvège à l'étranger conseillait à la prudence dans l'adhésion à des conventions internationales et lors de signatures à des accords d'arbitrage »¹⁸².

L'auteur de «*Et splittet samfunn 1905-1935* » [Une société divisée 1905-1935]¹⁸³, Knut Kjeldstadli (1948-) écrit dans le résumé au dos de la page de couverture: « Deux sociétés inégales étaient en compétition pour prendre le dessus en Norvège – la société industrielle moderne en développement et la société paysanne traditionnelle....

Le conflit se trouvait également entre les classes sociales, depuis longtemps la ville et la campagne avaient été, avec l'élite des villes contre les paysans, en opposition les uns contre les autres. Une nouvelle force s'était maintenant présentée – la classe des ouvriers. La bourgeoisie, la classe ouvrière et les paysans se battaient tous pour prendre le dessus, chacun avait réponse aux problèmes de leur époque »¹⁸⁴.

L'industrie est marquée par la nécessité d'adaptation et un combat de classe, à la campagne on assiste à un effondrement et des accrochages, les pêcheurs et les pêcheries souffrent énormément surtout à partir de la dépression des années 1930 et avant tout le chômage.

La crise est enfin politique¹⁸⁵: « Si le « triangle norvégien de la société » avec les paysans, la bourgeoisie et les ouvriers devait être stable, il devait reposer sur deux des trois côtés. Un Etat bâti sur la base d'une seule classe tomberait. La politique norvégienne est devenue une question d'alliances..... Le Parti libéral [Venstre], surtout sous Gunnar Knudsen (1848-1928) formait une telle alliance de 1906 à 1920, les paysans en constituant le noyau, de même le Parti Social-démocrate sous « le Vieux », Johan Nygaardsvoll, après 1935. Mais entre Gunnar Knudsen et « le Vieux » il y avait un vacuum. Dans l'entre-deux guerres se produisent des crises politiques en Norvège, une crise dans la direction de la société et la légitimité de l'Etat. Le pouvoir est friable. Les signes de crise furent nombreux »¹⁸⁶.

¹⁸² I første del av mellomkrigstiden var det en kollektiv erkjennelse at den norske nasjonalstaten var en uferdig og svakt konsolidert enhet. Den korte historien som fullt suveren stat medførte også at Norge hadde reduserte muligheter til å hevde sine interesser og sin rett overfor andre stater. Landet var på etterskudd i den mellomstatlige konkurransen. Ut fra denne felles erkjennelse ble det trukket to ulike slutninger som førte til sterkt divergerende utenrikspolitisk handlingslinjer – to handlingslinjer som kom til å prege en rekke saker i mellomkrigstiden. Den ene linjen tok sikte på å trygge og styrke Norges utenrikspolitiske posisjon ved å veve landet inn i en forpliktende internasjonal rettsorden. Den grunnleggende antakelsen var her at Norges interesser kunne sikres bedre innenfor enn utenfor internasjonale konvensjoner. Den andre linjen var basert på oppfatningen at Norges svake utenrikspolitiske posisjon tilsa forsiktighet ved tilslutning til internasjonale konvensjoner og ved inngåelse av voldgiftsavtaler.

¹⁸³ Titre du volume 10 de «*Aschehougs Norges Historie* » [Histoire de la Norvège par Aschehoug].

¹⁸⁴ To ulike samfunn konkurrerte nå om overtaket i Norge – det fremvoksende moderne industrisamfunnet og det tradisjonelle bondesamfunnet....Også mellom samfunnsklasser var det strid, fra gammelt hadde by og land, med byelite mot bønder, stått mot hverandre. Nå kom en ny kraft til – arbeiderklassen. Borgerskap, arbeiderklasse og bønder kjempet alle om overtaket, hver av dem hadde svar på tidens problemer.

¹⁸⁵ «*Aschehougs Norges Historie* » [Histoire de la Norvège par Aschehoug], vol 10, p 204.

¹⁸⁶ Skulle « den norske samfunnstrekanten » med bønder, borgerskap og arbeidere være stabil, måtte den hvile på to av sine tre hjørner. En stat bygd bare på en klasse ville falle overende. Norsk politikk ble et spørsmål om allianser.....Venstre, særlig under Gunnar Knudsen utgjorde en slik allianse fra 1906 til 1920, med bøndene som kjærne, likeledes Arbeiderpartiet under 'Gubben', Johan Nygaardsvoll, etter 1935. Men mellom Gunnar og

De 1905 à 1935 il y a eu quinze gouvernements successifs en Norvège, jusqu'en 1920 souvent des coalitions, soit un nouveau gouvernement en moyenne tous les vingt quatre mois. De 1920 à 1935, neuf gouvernements, la plupart du temps minoritaires, soit un tous les vingt mois¹⁸⁷.

Enfin, la crise est morale et culturelle¹⁸⁸ : de nouvelles lignes de démarcation ont été tracées entre les paysans endettés et ceux qui avaient gagné avec l'inflation, en opposition à ceux à salaire fixe dans la classe moyenne et d'autres qui avaient la possibilité de gagner à l'aide de la déflation. Les emprunteurs contre les débiteurs, les pauvres secourus contre les contribuables etc.

Knut Kjeldstadli résume : « Lorsqu'il s'agit de la vie des particuliers nous avons mentionné les trois « réponses » au développement de la société moderne – une vue agraire rétrospective tournée vers la famille, la terre et la stabilité, un individualisme de classe moyenne qui pouvait être tourné vers l'avenir à l'américaine et savourant la vie, en plus les attitudes de la classe ouvrière qui « étaient orientées collectivement vers la solidarité collective. Sur le plan politique trois solutions défiaient l'alternative bourgeoise et libérale existante – la réaction politique, la révolution socialiste et la rénovation sociale »¹⁸⁹.

III.1.4 : Les relations inter-nordiques 1920-1940.

A partir des années 1920, la Défense nationale a été démantelée d'une manière drastique alors que la neutralité a été abandonnée en échange d'une adhésion à la Société des Nations. Cet effort de réduction militaire avait le soutien du Parti Libéral [Venstre], la Gauche libérale [Det frisinnede venstre] et de la Droite [Høyre] avec le concours du Parti Agrarien. Jusqu'en 1935, le Parti Social-démocrate a fondamentalement soutenu l'abolition de la Défense nationale, des Affaires étrangères et de la Défense.

De la fin de la Première Guerre Mondiale au début des années 1930, les questions de Défense nationale ont occupé une place périphérique dans le débat public en Norvège, ces aspects ne devenant importants de nouveau qu'à partir de la période 1937-1939¹⁹⁰. Dans les relations entre la Finlande, la Suède, le Danemark et la Norvège au cours de cette période, la tendance est pour une réduction des tensions et une coopération plus serrée.

'Gubben' var det et tomrom. I mellomkrigstiden oppstod politiske kriser i Norge, en krise i samfunnets lederskap og statens legitimitet. Herredømmet var skjørt. Krisetegnene mange.

¹⁸⁷ « *Aschehougs Norges Historie* » [Histoire de la Norvège par Aschehoug], vol 10, p 204-208.

¹⁸⁸ « *Aschehougs Norges Historie* » [Histoire de la Norvège par Aschehoug], vol 10, p 203.

¹⁸⁹ Når det gjelder enkeltmenneskenes liv, har vi tidligere omtalt tre « svar » på utviklingen i det moderne samfunnet – et tilbakeskuende bondesyn vendt mot ætt, jord og stabilitet, en middelklasse-individualisme som kunne være fremtidsrettet, « amerikanistisk » og livsnyttende foruten arbeiderklasse-holdninger som var solidariske og kollektivt orienterte. På det politiske planet utfordret tre konkurrerende løsninger det eksisterende liberale borgelige alternativet – politisk reaksjon, sosialistisk revolusjon og sosial renovasjon.

¹⁹⁰ « *Norsk utenrikspolitikkens historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] vol 3, p 302.

Alors que les Etats neufs de l'Europe centrale cherchaient à établir un système régional de sécurité lié à la France, aucun système de défense ne fut réalisé dans l'espace Norden. Dans la période de 1907 à 1924 l'intégrité de la Norvège était garantie par les quatre grandes puissances européennes (la Russie, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne) par le Traité d'Intégrité de 1907. Mais en 1922 la Norvège a pris l'initiative d'abroger cette garantie car on considérait qu'une garantie de ce type était humiliante puisqu'elle enlevait à la Norvège la souveraineté complète et était ainsi incompatible avec le statut conféré à la Norvège dans un système international d'Etats. Hambro l'exprimait ainsi¹⁹¹:

« Il existe...chez les gens eux-mêmes un sentiment profond et enraciné que des garanties de quelque sorte que ce soit constitueraient une hypothèque sur leur indépendance nationale »¹⁹².

Dans la conception norvégienne, le traité, dit d'Intégrité, de 1907 était incompatible avec le Pacte de la Société des Nations. La position générale devant les garanties des Grandes Puissances apparaît clairement dans les déclarations de Mowinckel et Hambro respectivement:¹⁹³

Mowinckel : « Nous avons à regret voulu avoir des garanties d'une quelconque autre puissance ».

Hambro : « La seule pensée que notre pays ait besoin d'une garantie particulière de la part d'un quelconque Etat ou groupe d'Etats nous est étrangère et semble impliquer que nous ayons un compte à régler avec des voisins dangereux ou des désaccords politiques avec les uns ou les autres, ce qui n'est pas le cas ».

Pour ce qui concerne la Norvège, l'étendue et le caractère de la collaboration nordique a été déterminé par quatre rapports : les positions géopolitiques des quatre pays, leur exposition variée par rapport aux Grandes Puissances, la mémoire collective des relations historiques entre les quatre pays, ainsi que le besoin particulier de la Norvège de manifester l'indépendance de sa politique étrangère.

L'histoire brève de la Norvège en tant qu'Etat pleinement souverain, lié à un sentiment de ne pas être entièrement accepté comme partenaire sur un pied d'égalité dans les relations étatiques intra-scandinave ou nordiques, a créé des réserves contre toute forme d'arrangement qui impliquait un attachement quelconque dans le domaine de la politique étrangère.

Dans la période entre les deux guerres, les tentatives d'une meilleure coopération entre les quatre pays se sont déployées dans trois secteurs. En premier lieu, un large domaine pour coordonner les législations dans divers secteurs y compris la création d'institutions pour

¹⁹¹ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] vol 3, p 217.

¹⁹² Det er...hos folkene selv en dypt rotfestet følelse av at garantier av hvilken som helt art vilde være en heftelse på deres nasjonale uavhengighet.

¹⁹³ Mowinckel : Vi har nødvendig villet ha garantier fra nogen annen makt.

Hambro : Selve den tanke at våre land skulle behøve nogen særlig garanti fra nogen stat eller gruppe av stater, er oss fremmed og synes å innebære at vi skulde ha noget utestående med farlige naboer eller politiske uoverenstemmeleser med den ene eller den annen, hvilket ikke er tilfelle.

régler et résoudre les conflits. Ces efforts ont atteint leur apogée avec les accords sur les arbitrages de 1927.

Le deuxième domaine fut celui d'harmoniser les positions des quatre pays dans les questions centrales des affaires internationales, ces efforts étant surtout déployés dans le cadre de la Société des Nations.

Enfin des commencements hésitants pour établir une coopération nordique dans une perspective de sécurité (politique).

Au mois de novembre 1925 la Suède a proposé à la Norvège d'entrer en discussion pour « un accord d'arbitrage étendu entre les deux pays » [en vidtgående voldgiftsavtale mellom de to land] et après deux jours de négociations l'accord bilatéral fut signé. Un accord semblable avec le Danemark fut signé au mois de janvier 1926 suivi de la Finlande au mois de février.

Ces traités ont reçu le soutien du Parti Libéral ainsi que du Parti Social-démocrate avec quelques députés de la Droite. L'opposition au Storting provenait du groupe agrarien tout entier et une partie de la Droite que Mowinckel regardait comme une expression de l'isolationnisme norvégien.

Pour Mowinckel, les accords d'arbitrage nordiques ont constitué une étape dans les accords de règlements des relations internationales basés sur l'accord de Locarno¹⁹⁴. Pour Hambro, qui faisait preuve d'un scepticisme devant les accords d'arbitrage dans les domaines où existaient des problèmes de guerre non résolus, son réalisme s'est avéré fondé par la suite.

Pour l'harmonisation des politiques dans le domaine des affaires étrangères, celle-ci se faisait dans le cadre de la Société des Nations et était limitée aux années 1920 lorsque l'espace Norden, sauf la Finlande, n'était pas exposé à des pressions ou menaces par les Grandes Puissances. Dans les années 1930, les oppositions entre les Grandes Puissances se sont aiguës et l'espace nordique a acquis une importance militaire et stratégique grandissante. C'est ainsi que dans la période jusqu'à 1940 quelques initiatives de la Finlande et de la Suède, ainsi qu'une fois du Danemark, ont cherché à donner à la coopération nordique une dimension de politique de défense.

Au mois de mars 1939, l'Union Soviétique proposa un pacte de non agression à la Finlande suivi au mois de mai par une proposition allemande adressée aux quatre pays nordiques pour un pacte de non agression qui les lierait ainsi à un centre de puissance de l'Europe centrale. La Norvège et la Suède refusèrent la proposition soviétique et la Suède était

¹⁹⁴ Les accords de Locarno sont signés le 16 octobre 1925 à Locarno, une ville suisse sur les bords du lac Majeur, entre les représentants de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Ces accords sont ratifiés le 1er décembre 1925 et visent à assurer la sécurité collective en Europe et les frontières de l'Allemagne.

contre la proposition allemande pour la simple raison qu'elle était hostile à des garanties d'une Grande Puissance quelconque.

Le refus de la Norvège reflétait à la fois une continuité et une modification dans la position géopolitique du pays. Le gouvernement et une majorité dans le Comité des Affaires étrangères ont rédigé une réponse – en des termes très prudents – mais qui ne pouvait qu'infliger une défaite de prestige aux Allemands dans le domaine des Affaires étrangères, réponse probablement basée sur la sécurité imaginée que représentait la flotte britannique.

Jusqu'au mois de mars 1940, la Norvège était le pays qui d'une manière conséquente et catégorique a pris ses distances par rapport à une coopération de politique de défense nordique. Au mois de juin 1937 le Premier Ministre norvégien, Nygaardsvoll (1879-1952)¹⁹⁵, avait déclaré devant le Storting, que¹⁹⁶ :

« Nous souhaitons nous trouver dans une position d'amitié envers tous les peuples mais ne voulons pas nous prévaloir de la formation d'un quelconque bloc dans un sens militariste et nous ne souhaitons pas être entraînés dans quelque chose qui s'appellerait association de défense qui pourrait conduire à des engagements militaires ou guerriers, ni pour nous-mêmes ni pour d'autres »¹⁹⁷.

Pour ce qui était d'établir une coopération nordique dans une perspective de défense c'est seulement juste avant le début de la guerre mondiale que le gouvernement norvégien et celui de la Suède se sont ouverts à une telle possibilité avec la Finlande suite à la fin de la guerre d'hiver au mois de mars 1940.

Cette demande finlandaise n'a pas eu de suite positive car les députés norvégiens s'y sont opposés et l'Union Soviétique a bloqué une participation finlandaise dans une association de défense nordique.

Cette brève présentation des relations entre quatre pays de la zone Norden dans la période entre deux guerres nous fait découvrir la Norvège réfractaire à des rapprochements avec ses voisins et amis, nous dirons même que le pays se présente dans une position d'introspective qui est fondamentalement basée sur sa vision du monde environnant comme quelque chose de problématique pour ne pas dire néfaste et révélateur de son manque d'expérience dans les affaires étrangères.

¹⁹⁵ Johan Nygaardsvoll, député du Parti Social-démocrate et Premier Ministre 1935-1945.

¹⁹⁶ Vi ønsker å stå i et vennskapelig forhold til alle folk, men vi vil ikke bli tatt til inntekt for nogen blokkdannelse i militaristisk henseende, og vi ønsker ikke å bli dradd inn i noget som heter forsvarsforbund, som kan medføre militære eller krigerske forpliktelser, hverken for oss eller andre.

¹⁹⁷ « *Norsk utenrikspolitikk historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] vol 3, p 235.

III.1.5 : Le personnel diplomatique.

A la fin de l'Union avec la Suède, l'appareil diplomatique de la Norvège était organisé, au Ministère des Affaires étrangères, en affaires commerciales, industrielles et de la navigation, avec un bureau pour les affaires politiques et les ambassades et un autre pour les consuls et les affaires commerciales.

En janvier 1906, Wollert Konow (1847-1932)¹⁹⁸ proposa d'éliminer la séparation entre le service diplomatique et celui des consuls pour souligner que les intérêts économiques de la Norvège avaient la priorité. C'est ainsi qu'il voulait réduire considérablement le nombre de postes diplomatiques en Europe, compensé par une augmentation dans les pays non-européens d'outre mer. Les bureaux à l'étranger avaient pour but de contribuer à conquérir de nouveaux marchés pour l'économie norvégienne, d'être des « fournisseurs et leviers » [formidler og løftestang] pour la navigation maritime, le commerce et l'industrie là où les diplomates n'avaient pas su prendre pied¹⁹⁹.

Le budget voté pour 1906-07 autorisait ainsi huit ambassadeurs²⁰⁰, quatorze consuls rémunérés, six postes consulaires non rémunérés. En outre, des consuls honoraires, non rémunérés, étaient désignés en 1905 à Szczecin (Stettin), Buenos Aires, La Havane, Le Cap et Melbourne. Vers 1914 leur nombre avait atteint six cents lesquels constituaient un soutien inestimable pour la marine marchande et les exportations norvégiennes²⁰¹.

En 1920 un Comité était formé pour étudier le domaine des Affaires étrangères et la structure et les buts du Ministère ainsi que les changements intervenus dans les relations internationales suite aux enseignements de la Première Guerre Mondiale.

Les intérêts économiques de la Norvège s'étendaient au monde entier alors que ceux de la politique s'adressaient à l'espace Norden ainsi qu'aux relations avec les Grandes Puissances. La réévaluation des intérêts politiques de la Norvège se heurtait à la thèse qui voulait que l'économie et la politique soient imbriquées au point de ne pas les considérer séparément.

Ce point de vue fut clairement exprimé en 1926 par Christen Knudsen (1873-1964)²⁰² lors d'un débat au Storting :

« Le service des Affaires étrangères répond alors le mieux à son dessein lorsqu'il contribue d'une manière satisfaisante à la solution de nombreuses questions de caractère économique qui forment après tout la part prépondérante du travail du Ministère »²⁰³.

¹⁹⁸ Homme politique, député du Parti Libéral.

¹⁹⁹ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], volume 2, p 55.

²⁰⁰ A Stockholm, Copenhague (avec accréditation à La Haye), Londres, Berlin (avec accréditation à Rome et Vienne), Paris (avec accréditation à Madrid et Lisbonne), Saint Petersburg, Washington et Buenos Aires (avec accréditation à Asuncion et Montevideo).

²⁰¹ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], volume 2, p 56-57.

²⁰² Armateur et député, membre du Parti la Droite.

L'autre point de vue, celui où les intérêts politiques et nationaux prépondérants se trouvaient placés au premier plan, a été exprimé par le Comité des Affaires étrangères et de la Constitution en 1926 lors du débat sur leur budget²⁰⁴ :

«une telle manière de procéder pourrait facilement laisser établir l'opinion que le service des Affaires étrangères constitue la représentation de divers groupes d'intérêt avec pour tâche essentielle de préserver certains intérêts mercantiles et économiques, alors que la considération de base, dans la conception du Comité, doit toujours être que le service des Affaires étrangères soit aussi et en premier lieu un organe national, porteur de la tradition politique qui créa notre propre Ministère des Affaires étrangères comme une affaire principale dans notre vie publique, car cette demande fut inextricablement liée à la question historique de la souveraineté (nationale) » (nos parenthèses)²⁰⁵.

Nous notons la référence explicite à la souveraineté de la Norvège qui à son tour rappelle la rupture avec la Suède en 1905.

Lors d'une réorganisation du Ministère en 1929, un « bureau des affaires Société des Nations » fut établi, mais intégré dans le « département de politique commerciale » [politisk-handels avdeling] et en 1934 déménagé au département « administratif et juridique » [administrative og retts avdeling]. En 1936 il a été placé en dehors des départements, directement sous la responsabilité du Ministre [riksråd]. Ces changements reflètent l'incertitude et la marginalisation relative de la place de la politique à l'intérieur du service des Affaires étrangères jusque vers le milieu des années 1930, car les relations économiques étaient prépondérantes et parce que dans les années 1920 la politique de la sécurité ne comptait point parmi les priorités de la Norvège. Un département politique ne fut créé qu'en 1938.

Dans la seule période de 1920 à 1939, le nombre de représentations diplomatiques est passé²⁰⁶ de trente-neuf en 1920 à trente huit en 1939 avec de soixante quatorze à soixante huit consuls rémunérés et de six cents quarante huit en 1923 à six cents quatre vingt sept représentants non rémunérés (principalement des consuls honoraires) en 1937²⁰⁷.

Pour la période entière de 1906 à 1947, le nombre des représentations norvégiennes à l'étranger avait été de vingt huit en 1906, de trente neuf en 1939/40 et de cinquante en 1946/47. La répartition géographique est significative : en 1906 le rapport entre l'Europe et le

²⁰³ Utenrikstjenesten svarer nettop da best til sin hensikt, når den på en tilfredsstillende måte bidrar til løsning av de mange spørsmål av økonomisk art, som dog utgjør den overveiende del av etatens arbeidsmengde. Voir « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 3, p 57.

²⁰⁴ « *Norsk utenrikspolitikshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 3, p 57.

²⁰⁵en sådan fremgangsmåte vil let kunne fæstne den opfatning at utenriksetaten er enkelte stænders repræsentation med den vesentlige oppgave at ivareta visse særlige merkantile eller økonomiske interesser, mens grundbetragtningen efter komiteens opfatning altid maa være den at utenriksetaten foruten at ha denne opgave, ogsaa og først og fremst skal være et nasjonalt organ, bæreren av den politiske tradition som satte eget norsk utenriksvæsen op som en hovedsak i vort offentlige liv, fordi dette krav var uløselig bundet sammen med det historiske suværenitetsspørsmål.

²⁰⁶ Ambassade, délégation permanente auprès d'une organisation internationale ou consulat général.

²⁰⁷ « *Norsk utenrikspolitikshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 3, p 53-66.

reste du monde était de dix huit à dix, en 1939/40 de vingt deux à dix sept et en 1946/47 de vingt cinq à vingt cinq.

Nous observons que dès 1906, la Norvège ayant enfin la charge de sa propre politique étrangère, fait rapidement mettre en place un réseau d'ambassades et consuls ainsi qu'un Ministère des Affaires étrangères à Christiania (Oslo à partir de 1925).

Au début, la zone couverte fut l'Europe en premier lieu mais avec le temps le nombre de légations en Europe se réduit au profit de celles dans le reste du monde, reflétant ainsi les modifications géopolitiques dans le monde ainsi que celles des relations commerciales et diplomatiques.

Alors que la Norvège avait maintenu un niveau de préparatifs militaires élevé pendant la Première Guerre Mondiale, un désarmement profond est entrepris à partir des années 1920. En premier lieu une réduction d'effectifs dans le cadre de l'ordonnance de 1909 avec limitation des crédits et une diminution du temps de service de cent quarante quatre à quarante quatre jours et un nombre important de postes d'officiers restés vacants. L'organisation de la Défense nationale de 1927 entraîna un nouveau désarmement avec une réduction du personnel de trois mille sept cents hommes à deux mille cinquante quatre et en ramenant les crédits pour la Défense nationale à cinquante millions de couronnes. En 1929, le Gouvernement Mowinckel donnait instruction de maintenir une Défense dans la limite de trente millions de couronnes par an alors qu'avec le régime précédant les crédits se seraient élevés à soixante dix millions de couronnes.

Le programme du Parti Social-démocrate prévoit fondamentalement d'abolir la Défense militaire ; celle-ci n'a reçu de considération sérieuse de nouveau qu'à partir des années 1937-39²⁰⁸.

Une fois la Norvège dans la guerre avec son gouvernement en exil à Londres, Halvdan Koht, Ministre des Affaires étrangères depuis 1935, fut contraint à la démissionner à l'automne suite à la débâcle d'avril 1940. Trygve Lie, Ministre du Commerce et de la Navigation maritime, fut tout naturellement désigné, vu ses attributions précédentes, pour le remplacer au mois de novembre de la même année (mais avec effet seulement au 21 février 1941)²⁰⁹. Le nouveau Ministre s'organisa avec un petit groupe de conseillers dont Arne Ording, et Arnold Ræstad (1878-1945). Pour Ording un simple poste de consultant en histoire politique contemporaine fut créé au Ministère des Affaires étrangères et maintenu après la guerre.

²⁰⁸ « *Norsk utenrikspolitikshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 3, p 302.

²⁰⁹ Voir Hallé, E : Mémoire de Master II, 2011, page 70.

Un Comité de réforme fut créé dans le but de regarder le recrutement, l'organisation et les activités du Ministère des Affaires étrangères en 1946. Ses propositions furent présentées en 1947 et adoptées presque sans débat par le Storting en 1948. L'aspect nouveau fut l'étude des buts mêmes du Ministère qui, avant 1914, avaient été une fonction de représentation ainsi que la préservation des intérêts de la marine marchande et ceux des citoyens norvégiens à l'étranger²¹⁰.

Le recrutement se faisait sur la base de l'obtention d'un examen universitaire, ou trois années de fonction dans l'industrie après le baccalauréat ou un collège commercial. Ainsi on a maintenu le critère de la pratique industrielle qui qualifiait le candidat au même titre qu'un examen universitaire.

La formation consistait pour les candidats en une période de trois années de service dans un poste à l'étranger avant de passer un examen. En 1950 ce procédé a été inversé : suite à un apprentissage de base d'une année se terminant par un examen, les candidats reçus doivent parfaire leur formation avec un séjour de 2 années en tant qu'attachés aspirants avant d'être définitivement engagés.

Dans la nouvelle proposition de 1950 il était indiqué que « Très peu de gens savaient que le service des Affaires étrangères étaient d'une importance vitale pour la sécurité du pays. Les expériences de la Deuxième Guerre Mondiale exigent cependant que les tâches politiques doivent à l'avenir être en première ligne »²¹¹.

A partir de 1950, le développement des relations internationales a entraîné, pour le Ministère norvégien des Affaires étrangères, d'assumer toute une série de nouvelles tâches avec l'établissement de représentations diplomatiques dans de nombreux Etats et auprès de beaucoup d'organes de coopération internationaux. De 1948 à 1964 le nombre de fonctionnaires et de chargés d'affaires avait presque doublé, passant respectivement de trente à soixante neuf²¹².

²¹⁰ « *Norsk utenrikspolitikshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, p 235-241.

²¹¹ Det var svært få som var oppmerksom på at utenrikstjenesten var av livsviktig betydning for landets sikkerhet. Erfaringene fra annen verdenskrig tilsa imidlertid at de politiske oppgavene i fremtiden måtte komme i første rekke.

²¹² « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 5, p 19-20.

III.1.6 : La Norvège et la guerre civile d'Espagne²¹³.

Le résultat du conflit entre la République (démocratique) espagnole et les forces insurrectionnelles de Franco dans les années 1936-1939 intègre un schéma principal de l'évolution dans le sud de l'Europe dans l'entre-deux-guerres où les régimes démocratiques dans ces zones se sont effondrés et ont été remplacés par des régimes à caractère fasciste et d'autres formes de gestion politique autoritaire de la droite. Seule la guerre civile espagnole est devenue une partie d'un conflit international à la fois sur le plan stratégique comme sur le plan idéologique²¹⁴.

La guerre civile fut le résultat de plusieurs facteurs et des rapports de conflit centenaires.

En Espagne des rapports d'opposition anciens existaient entre l'autogestion régionale et le régime centraliste traditionnel qui se disait « préserver l'unité de l'Espagne ».

Ayant accepté la prise du pouvoir par Miguel Primo de Rivera (1870-1930) ainsi que l'introduction de la dictature, le Roi Alfonso XIII (1886-1941) avait ainsi ouvert le chemin à la république en 1931. Le résultat a été une augmentation des tensions politiques occasionnant des conflits, plusieurs tentatives de coup d'état et une agitation accompagnée de violences²¹⁵.

La guerre civile a commencé au mois de juillet 1936 et avec le temps les nationalistes du Général Franco ont reçu le soutien de l'Italie et l'Allemagne qui ont fourni respectivement quarante mille et dix mille soldats²¹⁶. De plus, l'Allemagne a participé avec des avions et Hitler (1889-1945) et Mussolini (1883-1945) ont tous les deux souligné qu'une victoire des rebelles de la droite autoritaire allait mettre la France dans une situation stratégique difficile.

²¹³ La Guerre civile a commencé avec le soulèvement de l'armée espagnole au Maroc le 17 juillet 1936 suite à la victoire du Front populaire aux élections législatives, révolte à laquelle se rallia la droite nationaliste derrière le général Franco. Le soulèvement se propage en formant deux camps, les républicains et les nationalistes, chacun composé d'environ 500 000 hommes au début de l'année 1937. Le camp nationaliste était composé des conservateurs, des monarchistes et des phalanges nationalistes de José Antonio Primo de Rivera (dont le père avait introduit la dictature en Espagne, en accord avec le roi, en 1923), plus proche du fascisme. Le camp républicain se composait quant à lui de nombreux militants, souvent des républicains laïcs et conservateurs, anarchistes, communistes et socialistes. De novembre 1936 à mars 1937 Franco fait le siège de Madrid mais les madrilènes tiennent bon forçant Franco à s'occuper des places fortes républicaines telles le Pays basque et les Asturies avec une première campagne qui se déroule autour de Bilbao qui est conquise par les nationalistes le 19 juin 1937, suivi de Santander qui tombe le 26 août. Les Asturies doivent capituler le 17 octobre. Après la reprise de Teruel, l'armée nationaliste poursuit l'offensive et parvient à gagner la côte, le 6 avril, coupant ainsi en deux le territoire contrôlé par les républicains. Ceux-ci essaient encore d'attaquer lors de la bataille de l'Èbre à partir du 25 juillet 1938 mais c'est un nouvel échec : les républicains sont contraints de repasser l'Èbre au prix de pertes importantes. La Catalogne est conquise en février 1939. Madrid est tombée après deux ans de combats et de bombardements par la légion Condor. Les derniers combats ont eu lieu à Alicante et le 1^{er} avril 1939, Franco peut annoncer que « la guerre est finie » Cf. *The Spanish civil war* [La Guerre civile espagnole], par Hugh Thomas, Editeurs Penguin Books, 2003 et « *The Spanish civil war: Reaction, Revolution and Revenge* » [La Guerre civile espagnole: Réaction, Révolution et Revanche], par Paul Preston, Editeurs Harper Perennial, 2006.
« *Norsk utenrikspolitikshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 3, p 288-292.

De la Norvège, deux cents cinquante volontaires se sont engagés du côté des républicains. Il s'agissait pour une moitié de marins au chômage recrutés par l'intermédiaire de réseaux communistes dont vingt cinq pour cent étaient eux-mêmes des communistes. Parmi ceux-là le service de sécurité NKVD soviétique recrutait des agents pour effectuer des sabotages contre des navires norvégiens et d'autres pays neutres. Le nombre de Norvégiens qui ont pris part aux combats contre les forces de Franco n'est pas connu²¹⁷.

D'autre part, les Brigades internationales, composées de volontaires en provenance de toute une série de pays, dénombraient quarante milles personnes²¹⁸.

Pour la Norvège, cette guerre d'Espagne confirmait et renforçait la division nationale en Norvège. Toute la presse social-démocrate s'est engagée du côté des républicains. Il en était de même des syndicats et la grande majorité du Parti Social-démocrate. Le mélange de compréhension, sympathie et défense de l'Etat nazi qui caractérisait la presse de droite en Norvège s'exprimait en faveur de Franco.

Au fur et à mesure de l'avance des forces nationalistes, les activités de la marine marchande norvégienne tout comme l'exportation de stockfish étaient de plus en plus gênées par la guerre civile. Déjà au début de la guerre, les forces de Franco ont commencé de saisir des navires marchands étrangers. De novembre 1936 et avril 1937, trente et un navires norvégiens ont ainsi été saisis.

Le Ministre norvégien des Affaires étrangères, Halvdan Koht, a d'abord essayé de résoudre le problème par des canaux diplomatiques sans résultat. Le gouvernement norvégien a alors proposé d'envoyer le navire poseur de mines « Olav Tryggvason », dans les eaux espagnoles avec les mêmes instructions que celles données aux navires de la marine de guerre lors de la Première Guerre Mondiale : « Et alors ils avaient reçu l'ordre, instructions, d'aller aussi loin que possible avec des menaces et par d'autres voies, mais ils ne devaient pas s'engager dans une bataille, ils ne devaient pas recourir à une bataille navale »²¹⁹.

Une fois abandonné le plan de positionner le navire de guerre norvégien dans les eaux espagnoles, on a débattu de savoir si un représentant de la Norvège auprès du gouvernement du Général Franco, pour protéger les intérêts de la marine marchande et des exportateurs norvégiens, serait utile. Dans le mouvement ouvrier une opinion massive s'est déclarée hostile à toute initiative qui pourrait être vue comme un arrangement tacite ou un début de reconnaissance du régime de Franco. Du côté bourgeois, le Ministre des Affaires étrangères Koht a été attaqué pour le manque de protection des intérêts commerciaux et de la marine marchande de la Norvège.

²¹⁷ « *Norsk idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège] ; vol 5, p 251.

²¹⁸ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 3, p 289 qui se réfère à Parker 1990 : 269f et Roberts 1989 : 520f

²¹⁹ Og den gongen hadde dei ordre til, instruks om, å gå så langt som dei kunne både med trugsmål og på andre måtar, men dei skulle ikkje innlate seg på slag, dei skulle ikkje taka upp eit sjøslag.

A l'automne de 1937 les gouvernements des Pays-Bas, de la Grande-Bretagne et de la Suisse ont décidé d'envoyer des représentants de commerce dans la zone contrôlée par Franco, suivis de la Norvège qui a désigné un consul honoraire au mois de janvier 1938 en lui donnant le pouvoir d'agir pour le compte du gouvernement norvégien dans le domaine commercial et de la marine marchande même. Si Koht a fait savoir que cette initiative n'impliquait pas de la part du gouvernement norvégien une reconnaissance formelle du régime de Franco, elle constituait néanmoins une reconnaissance de facto.

Suite à un voyage à Madrid au mois de février 1938 pour assister à une conférence organisée par l'Assemblée Nationale espagnole, au sujet de la contribution des Brigades internationales, Einar Gerhardsen (1897-1987) a déclaré²²⁰ : « (Ils) incarnent la solidarité de la démocratie internationale (...) et sont le symbole du fait que l'Espagne n'est pas seule dans une guerre qui concerne non seulement l'Espagne mais qui est le combat de la démocratie mondiale contre le fascisme »²²¹.

Toutefois, lorsque les dernières forces républicaines ont capitulé le 29 mars 1939, la Norvège reconnut le régime de Franco trois jours plus tard.

Pour l'opinion générale l'Espagne représentait en premier lieu un danger de guerre. Les puissances agressives comme l'Italie et l'Allemagne n'ont pas hésité à participer avec des avions de guerre, de l'artillerie et des troupes contre le gouvernement d'un autre pays alors que la Société des Nations, qui aurait dû empêcher une telle évolution, est restée impuissante. Les puissances occidentales se lavaient les mains au nom des principes de non intervention alors que les Etats fascistes utilisaient l'Espagne comme un terrain d'essai, dont le bombardement de Guernica fut le meilleur exemple²²². « Un voile a été levé sur le mal de la planète. Dans une lueur on a aperçu le cynisme, les intérêts particuliers, la condamnation à la défaite dans le combat héroïque de la gauche espagnole au moment où la sécurité collective de l'Europe s'est effondrée »²²³.

En Norvège, les jeunes ouvriers adhérents de la gauche du Parti Social-démocrate ne cherchaient plus la révolution, ils avaient terminé avec tout ce qui rappelait les paroles du fascisme dans la rhétorique politique du mouvement ouvrier en Norvège. A la place ils préféraient la coopération, la stabilité dans le pays, la paix sur les lieux de travail, un développement plus riche et plus de bonheur²²⁴.

Les Norvégiens se demandaient s'ils devaient s'armer ou non. Les esprits étaient divisés entre les anciens qui continuaient de proclamer le désarmement alors que les jeunes ont vu le réarmement comme une nécessité. Haakon Lie (1905-2009), secrétaire dans la Société d'information du Parti Social-démocrate et ardent activiste engagé dans l'affaire d'Espagne, déclarait que « la vieille politique de neutralité pacifiste constitue une naïveté

²²⁰ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 3, p 291

²²¹ (De) legemliggjør det internasjonale demokratis solidaritet (...) og symboliserer at Spania ikke står alene i en krig som ikke bare dreier seg om Spania men som er verdensdemokratiets kamp mot fascismen.

²²² « *Norsk idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège] ; vol 5, p 252.

²²³ Et slør ble trukket til side fra verdens ondskap. I et glimt så man kynismen, egeninteressen, det nederlagsdømte i den spanske venstresidens heroiske kamp når Europas kollektive sikkerhet brøt sammen.

²²⁴ « *Norsk idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège] ; vol 5, p 252.

criminelle ». Koht dans son journal privé écrit :²²⁵ « Il (Lie) disait que si nous ne nous armions pas contre les puissances fascistes nous serions les premiers fusillés lorsque les fascistes (allemands) occuperaient notre pays, et nous le mériterions »²²⁶ (nos parenthèses).

III.1.7 : La Norvège se libère de l'obligation de sanctions de la Société des Nations.

Au mois de juillet 1938, des représentants des pays scandinaves ainsi que de la Belgique, du Luxembourg et de la Hollande se sont réunis et ont déclaré ne plus être tenus par les obligations à l'égard de la Société des Nations d'appliquer des sanctions d'ordre politique, économique et militaire contre des Etats dans une guerre offensive, enterrant ainsi le système collectif de sécurité.

Lors d'une réunion de l'Assemblée de la Société des Nations à l'automne 1938, la moitié des membres ont jugé que les contraintes concernant les sanctions n'étaient pas obligatoires, condamnant ainsi cette pratique pour l'avenir.

La Norvège se trouvait ainsi de nouveau non-alignée après avoir abandonné la sécurité collective qu'offrait la Société des Nations²²⁷.

Nous constatons, qu'avec la fin de l'Union avec la Suède en 1905, la Norvège doit d'abord asseoir son nouveau statut d'état indépendant dans le domaine international.

Elle le fait par la conclusion du Traité sur l'Intégrité, signé par la Russie, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne qui confirme l'indépendance de la Norvège par rapport aux Grandes Puissances y compris de la Suède, laquelle souffre une certaine humiliation.

Par rapport à l'hégémonie culturelle du Danemark, Jørgen Løvland, Ministre des Affaires étrangères, a fait décider l'introduction d'une dissertation secondaire, lors de l'examen du baccalauréat norvégien [eksamen artium], à écrire en néo-norvégien [landsmål] et non le « riksmål » (ou dano-norvégien) qui confirme ainsi l'indépendance de la Norvège par rapport à l'ancien pouvoir de tutelle.

Ainsi la Norvège confirme, par des actes, sa nouvelle indépendance dans la sphère des affaires étrangères, en particulier par rapport au Danemark et à la Suède.

²²⁵ « *Norsk idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège] ; vol 5, p 253.

²²⁶ Han (Lie) sa at om vi ikkje væpna oss mot fascistmaktene, så ville vi vere dei fyrste som vart skotne når fascistane (dei tyske) hærsetter landet vårt, og vi fortente det ! (nos parenthèses).

²²⁷ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 3, p 205-210.

Pour ce qui est des relations entre la Norvège et l'extérieur, c'est le quotidien *Dagbladet* qui annonce la voie à suivre en titrant : « Notre force réside dans l'isolement », reflétant ainsi une opinion publique répandue concernant l'extérieur.

Cette orientation vers la neutralité est confirmée dans les discours du Ministre Løvland à l'automne 1905. Elle sera confirmée le 4 août 1914, lorsque la Norvège transmet aux puissances belligérantes une déclaration de neutralité. Au mois de décembre de la même année une réunion à Malmö a eu lieu au niveau ministériel et royal entre la Suède, la Norvège et le Danemark ; la détermination des trois pays de rester en-dehors de la guerre y a été officiellement démontrée sur la place publique.

Avec la fin de la Première Guerre Mondiale et la fondation de la « Société des Nations » en 1920, les députés norvégiens votent à cent pour avec vingt contre une adhésion à ce nouvel organe de la sécurité collective. Pour ce qui concerne la Norvège, c'était en bonne partie pour ne pas être perçue par les étrangers comme un pays qu'il fallait contourner car il était majoritairement isolationniste.

La Norvège souffre lourdement sur le plan économique de la crise mondiale à partir des années 1920 et de la montée des idéologies autoritaires naissantes. Une des conséquences étant la création, en 1933, d'un nouveau parti politique norvégien, le « Rassemblement national », pro allemand, fondé par Vidkun Quisling (1887-1945).

Pour ce qui est du Parti agrarien norvégien [Bondepartiet] il a développé une politique qui trouvait sa racine dans un nationalisme ethnique caractérisé par le refus d'une immigration de gens peu souhaitables et la prévention d'une émigration néfaste.

Nous reprenons Odd-Bjørn Fure, qui, au sujet des changements dans la société norvégienne, résume bien la nouvelle situation qui apparaît en écrivant : « Le processus d'industrialisation rapide et étendu qui a lieu après le début du nouveau siècle a créé une série d'antinomies qui ont eu pour résultat une désintégration profonde de la société norvégienne. Suite à des oppositions de classe irréconciliables la société s'est fragmentée..... La modernité industrielle n'était pas encore intégrée à des processus de pensée et dans les attitudes mentales. De ce fait, dans de larges couches de la population se produisait une crainte étendue et un scepticisme vis-à-vis de la modernité ».

Au mois de juillet 1938, des représentants des pays scandinaves ainsi que de la Belgique, du Luxembourg et de la Hollande se sont réunis et ont déclaré ne plus être tenus par les obligations à l'égard de la Société des Nations d'appliquer des sanctions d'ordre politique, économique et militaire contre des Etats dans une guerre offensive, enterrant ainsi le système collectif de sécurité.

Lors d'une réunion de l'Assemblée de la Société des Nations à l'automne 1938, la moitié des membres ont jugé que les contraintes concernant les sanctions n'étaient pas obligatoires, condamnant ainsi cette pratique pour l'avenir.

La Norvège se trouvait ainsi de nouveau non-alignée après avoir abandonné la sécurité collective qu'offrait la Société des Nations²²⁸.

²²⁸ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 3, p 205-210.

Deuxième partie : La Norvège de 1940 à 1949.

III.2 : De 1940 à 1945 : La Norvège effectue un virage à 180 degrés.

Dans la période qui précède l'attaque allemande du mois d'avril 1940, nous pouvons relever les paroles de J. L. Mowinckel, ancien Premier Ministre, lors d'une réunion, en date du 8 janvier 1940, devant le groupe parlementaire du Parti Libéral au Storting à Oslo²²⁹.

« Le président (Mowinckel) a donné un bref exposé de son point de vue concernant la situation de la politique étrangère sur la base de la conférence donnée par le Ministre des Affaires étrangères Koht (Ministre et député du Parti Social-démocrate) au Storting aujourd'hui, à huis clos.....

Le président a souligné que beaucoup de signes indiquaient que nous nous trouvons, dans notre pays, devant un choix qui n'est pas en premier lieu décisif pour la guerre ou la paix mais pour la manière dont nous pourrions nous retrouver acculés à la guerre. Vu ce choix il est nécessaire de nous positionner de telle manière que nous ne nous maintenions pas aussi loin et aussi longtemps en équilibre sur une ligne de neutralité qui ne puisse être soutenue – jusqu'à ce qu'en fin de compte nous soyons, après tout, englobés dans une guerre sur une base qui serait pour nous à la fois une honte et à notre détriment.....

Nous devons insister qu'avec la Suède nous sommes avec ceux qui ne voulaient pas ou qui ne pouvaient pas être forcés de refuser l'aide à la Finlande²³⁰ – aide de toutes sortes – dont nous avons le droit conformément à la loi sur les pays neutres. Un tel procédé allait également nous assurer le soutien actif des puissances occidentales. Un tel soutien devrait être une condition naturelle pour notre manière d'agir. Dans tous les cas nous serons dans une position forte lorsque nous disons que nous ne souhaitons pas perdre notre droit d'aider la Finlande. Il y aura de grandes difficultés pour nous, mais un signal éclaircisseur a été que, dans ce cas, les puissances occidentales garantiraient l'intégrité de la Norvège et de la Suède. Les puissances occidentales peuvent mieux que quiconque nous aider ici »²³¹.

Mowinckel, qui à notre avis fait preuve de lucidité, entrevoit bien les menaces de guerre qui se profilent à un horizon plutôt rapproché et projette le scénario qui pourrait se développer et contre lequel il faut prendre les devants en s'assurant, en vue d'un soutien à la Finlande, le concours des puissances occidentales, dont en premier lieu la Grande-Bretagne.

²²⁹ « *Protokoll for Venstres stortingsgruppe, III, 1935-1949* » [Protocole du groupe parlementaire du Parti Libéral, III, 1935-1940] p 339.

²³⁰ La guerre d'hiver entre la Finlande et l'Union Soviétique, où les Finlandais sont fortement soutenus des Norvégiens et autres pays scandinaves, se déroule du 30 novembre 1939 au 12 mars 1940.

²³¹ Formannen gav ei stutt utgreiing om sitt syn på den utanrikspolitiske stoda på grunnlag av fordraget som utanriksminister Koht idag helt i Storeting for stengde dører.....Formannen streka under at det var mykje som tydde på at me her i landet laut stå framføre et val som ikkje fyrst og fremst var avgjerande fort krig eller fred, men for den måten me kunne verta drivne inn i krigen på. Andsynes dette valet vart me nøydde til å stella oss slik at me ikkje så lenge og så langt balanserte på en nøytralitetet som ikkje kunne haldast oppe – at me til sjuende og sist vart dregne inn i konflikten på eit grunnlag som var både til skam og skade for oss.....Me måtte halda på at me saman med Sverige kom med av di me korkje ville eller kunne la oss tvinga til å nekta Finland den hjelpa – av kvart slag – som me i samsvar med med vår rett som nøytral hadde. Ein slik framgangsmåte ville og tryggja oss aktiv studnad frå Vestmaktene. Ein slik studnad måtte vera ein naturleg føresetnad for vår handlemåte. I alle høve star me sterkast, når me segjer at me ikkje vill missa retten vår til å hjelpa Finland. Det vert store vanskar for oss, men eit ljospunkt var det at Vestmaktene i tilfelle ville garantera integriteten for Norge og Sverige. Vestmaktene kan betre enn nokon annan hjelpa til her.

C'est là un sentiment certainement très répandu parmi les responsables du pays au début de 1940.

La neutralité a duré jusqu'à l'attaque des forces allemandes le 9 avril 1940. La Norvège s'est ensuite retrouvée parmi les Alliés dans la Deuxième Guerre Mondiale, puis de nouveau neutre après le 8 mai 1945, effectuant ainsi un premier virage à 360 degrés jusqu'au moment où elle rejoint l'Organisation des Nations Unies et donc une structure de sécurité collective le 27 novembre 1945. Par la suite la Norvège traverse une période appelée l'isolationnisme spirituel où elle ne voulait pas prendre part à la vie internationale et semblait vouloir retrouver sa neutralité qu'elle essaie de maintenir en appliquant une politique de « constructeur de passerelles » entre l'est et l'ouest, politique qui va s'avérer illusoire. Mais les antagonismes entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique se multiplient et s'aggravent et elle est enfin contrainte de prendre parti en s'alliant au bloc occidental au mois d'avril 1949, confirmant ainsi son virage de 180 degrés qui semble définitif.

Au cours de cette période nous allons nous référer aux commentaires d'Arne Ording consignés dans son Journal privé, puis à partir de 1945, aux comptes rendus des réunions (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution ainsi que diverses contributions aux sujets traités ici, par Olav Riste et d'autres experts.

III.2.1 : De 1940 à 1945 : La guerre et sa logique²³².

La neutralité des trois pays scandinaves a été maintenue dans les années 1920 et 1930, même après le début des hostilités résultant de l'agression par l'Allemagne hitlérienne contre la Pologne au mois de septembre 1939.

Au matin du 8 avril 1940, à la suite de la pose de mines par les Britanniques dans les eaux territoriales norvégiennes, la neutralité de la Norvège a été bafouée et le gouvernement²³³ s'est réuni à Oslo pour revoir la situation au Storting.

Dans la nuit du 8 au 9 avril, il est devenu clair pour les autorités à Oslo qu'une attaque de l'Allemagne nazie était en cours, de Narvik au nord à Oslo dans le sud, en conséquence de quoi une résolution par le gouvernement fut prise vers les 02h30-03h30 du matin, pour décréter une mobilisation générale. A 04h30 l'envoyé allemand à Oslo a livré un ultimatum qui exigeait une reddition des Norvégiens, laquelle a été refusée.

²³² Sur l'invasion de la Norvège, voir par exemple : Michael Tamelander & Niklas Zetterline 'Den nionde april', Lund, 2004; T. K. Derry, 'The Campaign of Norway', 1952; J. L. Moulton, 'The Norwegian Campaign of 1940' 1966; W. Hubatsch, 'Weserübung', Göttingen, 1960; J. Waage, 'The Narvik Campaign' 1964 et H. M. Ottmer, 'Weserübung' München, 1994.

²³³ Voir Annexe IV: « Liste des Premiers Ministres et des Ministres des Affaires étrangères de la Norvège 1935-1973 », p 370.

Dans la nuit, le temps manquait aux responsables norvégiens pour réfléchir et analyser la situation qui se développait avec l'attaque directe par les Allemands sur la Norvège, un tel scénario n'ayant jamais auparavant été envisagé dans la réflexion des dirigeants norvégiens. La politique norvégienne de neutralité était fondée sur la protection de leur pays par la flotte britannique en cas d'une attaque par la mer. L'historien Jakob Sverdrup (1919-1997) auteur du volume 4 de « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] écrit²³⁴ : « Du côté norvégien on comptait comme sûr que l'aide militaire britannique viendrait, que les Britanniques allaient eux-mêmes sûrement intervenir même si la Norvège n'opposait pas de résistance. La Norvège serait dans tous les cas devenu un théâtre d'opérations militaires »²³⁵.

Un peu par chance et grâce à l'initiative du commandant sur place, le colonel Birger Eriksen (1875-1958), qui a ignoré les consignes de demander auparavant à l'amiral la permission de tirer avec des munitions réelles, avec de simples appels à la forteresse Oskarsborg et avec deux autres bases militaires dans le fjord d'Oslo, a fait ouvrir le feu et réussi à couler le croiseur allemand Blücher tôt le matin du 9 avril (avec la perte d'environ 1000 soldats allemands). Cette action a ainsi empêché les forces militaires allemandes de s'emparer de la capitale norvégienne où ils avaient prévu de capturer, comme au Danemark, le roi et sa famille, le gouvernement ainsi que les membres du Storting.

Dans la nuit du 8 au 9 avril, le président du Storting, Carl Joachim Hambro, a pris l'initiative de faire évacuer la famille royale, le gouvernement et les députés par train d'abord jusqu'à Hamar, et par la suite, à Elverum, localité située à 120 kms au nord-nord-est d'Oslo dans la matinée du 9 avril. C'est ici que l'envoyé allemand a de nouveau fait des démarches auprès des autorités norvégiennes et en particulier le roi pour qu'il nomme Vidkun Quisling, chef du parti « *Nasjonal Samling* » [Rassemblement national], parti pro nazi norvégien, comme Premier Ministre²³⁶.

Lors d'une réunion du Conseil d'Etat présidé par le souverain, celui-ci aurait déclaré²³⁷ : « Pour ma part, je ne peux pas accepter les demandes des Allemands. Cela serait contraire à tout ce que j'ai considéré être mon devoir en tant que Roi de Norvège depuis mon arrivée dans ce pays il y a presque trente-cinq ans.Je ne peux pas désigner Quisling Premier Ministre, un homme en qui je sais que ni notre peuple..... ni ses représentants au Storting n'ont une confiance quelconque.

Si le gouvernement décidait d'accepter les demandes des Allemands, et je comprends pleinement les raisons qui militent pour, vu le danger imminent d'une guerre dans laquelle tant de jeunes Norvégiens vont devoir donner leur vie, si tel est le cas, ma seule ligne de conduite sera l'abdication »²³⁸.

²³⁴ « *Norsk utenrikspolitikshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, p 20-21.

²³⁵ På norsk side ble det regnet som sikkert at det ville komme britisk militær hjelp, ja at britene ville gripe inn selv om Norge ikke gjorde motstand. Norge ville i alle tilfeller bli en krigsskueplass.

²³⁶ Cf. Hans Fredrik Dahl, '*Vidkun Quisling. En fører blir til*' [Vidkun Quisling. L'avènement d'un leader], Oslo, 1991.

²³⁷ Voir William Shirer: "*The rise and fall of the Third Reich*" [L'avènement et la chute du Troisième Reich] p 705.

²³⁸ For my part, I cannot accept the German demands. It would conflict with all that I have considered to be my duty as King of Norway since I came to this country nearly thirty-five years ago.....I cannot appoint Quisling Prime Minister, a man in whom I know neither our people nor its representatives in the Storting have any

Alors qu'au sein du gouvernement certains ont dû hésiter, au vu du comportement courageux du roi, tous se sont ralliés à son point de vue et l'envoyé allemand fut informé du nouveau refus des Norvégiens d'accéder aux demandes d'Hitler.

Nous notons que le roi Håkon VII, né Danois, roi d'une monarchie constitutionnelle, donc sans pouvoir exécutif, a eu le caractère nécessaire pour faire basculer la Norvège dans la guerre plutôt qu'accepter une reddition sans combat devant les forces armées hitlériennes.

Une résolution, appelée par la suite « les pleins pouvoirs d'Elverum » fut proposée par C. J. Hambro et adoptée (mais sans vote du Storting), qui donnait pleins pouvoirs au gouvernement pour défendre les intérêts du royaume jusqu'à ce que le Storting puisse à nouveau être réuni (ce qui sera seulement le cas le 14 juin 1945)²³⁹.

Le plan des Allemands avait été de s'emparer d'Oslo par surprise pour forcer le gouvernement à capituler et à collaborer avec eux. Mais la fuite inattendue du roi et du gouvernement créa une nouvelle situation que Quisling a saisie pour se proclamer « Premier Ministre ». Hitler, furieux que les Norvégiens aient réussi à déjouer le plan allemand, décida de le soutenir²⁴⁰.

Ce soutien offert à Quisling n'était cependant pas très ferme. Des rapports sont parvenus aux Allemands que le nouveau « Chef de Gouvernement » était rejeté avec indignation par ses compatriotes et il n'y avait pas de doute que cette trahison spectaculaire avait renforcé la volonté des Norvégiens de résister. Quelques jours plus tard les Allemands ont tiré la conclusion qui s'imposait en forçant la démission de Quisling le 15 avril.

Le roi et le gouvernement se sont rendus dans le nord de la Norvège et à Tromsø, ils ont embarqué sur le navire de guerre britannique 'Devonshire' pour se retrouver sur le sol britannique le 10 juin et, par la suite, ils s'installent à Londres.

Auparavant, dès le 22 avril le gouvernement, se trouvant près d'Åndalsnes en route vers le nord du pays, avait adopté un dispositif provisoire au cours d'un Conseil de Ministres qui donnait au gouvernement le droit de réquisitionner tout navire de plus de 500 tonneaux de jauge brute, s'appropriant ainsi le pouvoir de disposer à son gré de la flotte marchande du

confidence at all. If therefore the government should decide to accept the German demands, and I fully understand the reasons in favor of it, considering the impending danger of war in which so many young Norwegians will have to give their lives, if so, abdication will be the only course open to me.

²³⁹ Ci-après le texte de cette résolution: « Le Président a donc proposé que le Storting autorise le Gouvernement à préserver les intérêts du Royaume et prendre les décisions et initiatives de la part du Storting et du Gouvernement qui soient considérés nécessaires pour la sécurité et l'avenir du pays et ce jusqu'à ce que la présidence du Gouvernement et du Storting, après consultation, convoque le Storting à une nouvelle réunion ordinaire ». [Presidenten har altså foreslått at Stortinget bemyndiger Regjeringen til, inntil det tidspunkt kommer da Regjeringen og Stortingets presidentskap etter konferanse innkaller Stortinget til neste ordinære møte, å varetta rikets interesser og treffe de avgjørelser og beføyelser på Stortingets og Regjeringens vegne, som må anses for påkrevd av hensyn til landets sikkerhet og framtid].

²⁴⁰ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, page 25.

pays à la place des armateurs. Un bureau allait être créé à Londres pour gérer cette flotte. Elle se situait au quatrième rang dans le monde en 1939, avec presque mille navires marchands et des navires usines (pour l'huile de baleine) et un total de 30 000 marins se trouvant en mer ou dans des ports neutres ou amis. Cette flotte allait constituer l'apport norvégien le plus important à l'effort de guerre et fournir une base solide pour le gouvernement norvégien en exil à Londres.

Le gouvernement britannique avait proposé de faire naviguer ces navires sous drapeau britannique en cas de capitulation du gouvernement norvégien, mais il n'en a rien été, le gouvernement norvégien en exil à Londres étant considéré comme légal, s'appuyant sur les pleins pouvoirs donnés à Elverum le 9 avril 1940.

En fait, l'organisation nécessaire pour gérer la flotte marchande norvégienne existait déjà sous le nom de « The Norwegian Shipping and Trade Mission » [La mission norvégienne de commerce et de la marine marchande] dont l'adresse télégraphique est devenue son appellation courante, soit « Nortraship ».

Peu après le début des hostilités, l'or de la Banque Nationale de Norvège fut chargé sur des camions à Oslo et par la route en partie en Norvège et en partie à travers la Suède, il fut transporté vers le nord pour être chargé sur un navire et arriver à Londres puis de là à New York et Ottawa. Pour ce qui est de la banque elle-même, le nouveau conseil d'administration s'établit à Londres pour la durée de la guerre.

L'organisation Nortraship, ainsi que le siège à Londres de la Banque Nationale de Norvège, allaient permettre l'indépendance économique du gouvernement et de l'appareil civil et militaire qu'il mettait en place pour son fonctionnement en Grande-Bretagne.

Par un déroulement rapide et bouleversant, la Norvège était passée d'un statut de pays neutre à celui de pays combattant avec le roi et sa famille ainsi que le gouvernement, en exil à Londres, muni de pleins pouvoirs.

III.2.1.1 : La Norvège libre adhère à l'alliance interalliée en 1941.

En premier lieu la situation était, sur un plan général, très difficile avec la guerre et la nécessité de s'adapter, physiquement et mentalement, à la nouvelle situation qui avait été créée par l'attaque brutale de l'Allemagne nazie. D'autre part, la délégation officielle norvégienne à Stockholm se préoccupait avant tout des relations avec la Suède, les autorités politiques à Oslo de celles avec les Allemands, et le roi, appuyé par son gouvernement à Londres, de celles avec les Britanniques et le reste du monde. De plus, les communications entre Stockholm, Oslo et Londres étaient difficiles et avaient pour conséquence que l'on ignorait le sentiment de la population suite à l'exil du gouvernement et du souverain.

Pour l'Allemagne il était important de mettre en place à Oslo un gouvernement qui soit légal et reconnu par la population et le 13 juin 1940, elle a présenté à la présidence du

Storting ses demandes pour la création d'un Conseil National [Riksråd]²⁴¹, la révocation du gouvernement et une invitation au roi d'abandonner ses fonctions constitutionnelles, sinon la direction du Storting chercherait à formuler une résolution au sujet de la démission de la maison royale. Ce plan a été accepté par la présidence du Storting qui ne voyait pas d'autre possibilité devant la situation très sombre de l'été 1940.

Toutefois, le 20 juin le gouvernement en exil à Londres déclarait : « Le gouvernement norvégien maintient qu'une quelconque administration légale de la Norvège convenue par des autorités norvégiennes avec le gouvernement allemand ne devra pas être approuvée. Une telle approbation impliquerait un renoncement effectif à l'indépendance de la Norvège..... Le gouvernement considère qu'une convention de cette nature serait complètement contraire à la constitution norvégienne »²⁴².

Cette déclaration a été rendue publique par la BBC et transmise à toutes les légations norvégiennes à l'étranger ainsi qu'à toutes les ambassades présentes à Londres, car on s'inquiétait, ici et là, de la possibilité de la formation d'un nouveau gouvernement à Oslo.²⁴³

Les Allemands ont ainsi essayé de forcer le roi de Norvège à Londres de se démettre de ses fonctions de chef d'Etat pour pouvoir désigner un gouvernement qui aurait le soutien d'une majorité au Storting à Oslo.

Dans cette deuxième décennie du XXIème siècle nous vivons une ère de rétrospectives dans beaucoup de pays de l'Europe. La Norvège n'échappe pas à ce travail de mémoire.

C'est ainsi que Tor Bomann-Larsen²⁴⁴ (1951-), dans son ouvrage « *Svaret* » [La réponse]²⁴⁵, traite du drame qui se déroule en Norvège l'été et l'automne 1940. Il a publié à ce sujet une chronique dans le quotidien *Aftenposten* en date du 14 mars 2014 sous le titre : « *Stortinget hvitvasker sin krigshistorie* » [Le Storting blanchit son histoire de la guerre] où il rappelle cet épisode où quelques mois après le 9 avril 1940, la présidence du Storting, soutenue par les chefs des partis politiques, se trouvait en négociations confidentielles avec la puissance d'occupation et le 27 juin 1940 a signé un appel au roi Haakon VII pour qu'il abdique. La mort de la Royauté devait ouvrir les portes à une constitution entièrement nouvelle.

²⁴¹ De 1300 jusqu'à la Réformation 'Riksrådet' fut composé de nobles et d'ecclésiastiques et nous l'avions traduit par le 'Conseil du Royaume' ; au XX^{ème} siècle nous devons le traduire par le 'Conseil National'.

²⁴² Den norske regjering fastholder at noen legal styring avtalt av norske myndigheter med den tyske regjering ikke må bli godkjent. Slik godkjenning ville innebære faktisk oppgiving av Norges selvstendighet..... Regjeringen anser enhver overenskomst av denne art absolutt stridende mot Norges konstitusjon.

²⁴³ « *Norsk utenrikspolitiske historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] » ; vol 4, page 67-73.

²⁴⁴ Tor Bomann-Larsen, auteur et dessinateur norvégien. Cf.: Wikipédia Tor Bomann-Larsen.

²⁴⁵ « *Svaret* » [La réponse] est le sixième ouvrage dans la série « *Haakon og Maud* » [(Le roi) Haakon et (la reine) Maud (1869-1938)] publié en 2013.

Suite à ce déroulement, pour rendre les choses encore plus claires en Norvège et dans les pays étrangers, le roi, par un discours du 8 juillet 1940 transmis sur les ondes de la BBC à Londres, refusa d'abdiquer en rappelant la fonction qui lui avait été attribuée par le peuple norvégien en 1905.

Divers plans et suggestions ont par la suite été envisagés pour la gestion de la Norvège par les Allemands : les Norvégiens à Stockholm ont suggéré que le roi abandonne temporairement ses fonctions et que le prince héritier Olav (1903-1991) se rende à Oslo où il créerait une administration par intérim. Il pourrait même être rejoint par son épouse, la princesse Märtha (1901-1954) et leurs trois enfants qui se trouvaient en Suède. Il a également été question d'instaurer une régence pour le prince Harald, alors âgé de 3 ans. Or ces propositions ne satisfaisaient point Hitler. En même temps, le désir en Norvège de préserver la maison royale était très ferme, ce qui ne pourrait se réaliser, d'après le gouvernement à Londres, que par une victoire des Alliés.

C'est ainsi que la princesse héritière Märtha, sur le conseil du roi et de son époux, le prince Olav, quittèrent la Suède pour les Etats-Unis où elle et ses enfants seraient plus en sécurité.

Nous revenons à l'ouvrage 'Svaret' où nous lisons : « Au mois de septembre 1940, les députés ont été convoqués à Oslo et avec une majorité écrasante (97 voix contre 53) ils ont apporté leur soutien au résultat des négociations que la présidence du Storting et les chefs des partis (politiques) avaient pu obtenir » (la parenthèse sur le nombre de voix est du texte d'origine, celle sur 'politiques' est la nôtre).

Cet accord comprenait une abrogation des « pleins pouvoirs d'Elverum », la destitution du Gouvernement Nygaardsvoll et la suspension du roi. En échange on aurait une nouveauté constitutionnelle, le « Conseil National » [Riksrådet]. En même temps, la Norvège devrait céder sa souveraineté à une alliance pan germanique, en bref, se soumettre à la Chancellerie du Reich à Berlin. En tout et pour tout : une inhumation de la Constitution de 1814. Service funèbre assuré en commun par le Troisième Reich et le Storting norvégien.

Si on n'a jamais jeté les trois pelletés de terre ou de sable sur le cercueil contenant cet accord, ce n'est pas à cause du manque de résistance des députés au Storting, au contraire : ce fut suite à de nouvelles directives en provenance de Berlin. Adolf Hitler n'a pas voulu condescendre à conclure un contrat avec une assemblée comme le Storting norvégien.

Ceci à la grande surprise et profonde déception des députés norvégiens. Ce n'était donc pas la fermeté du côté norvégien mais le changement de cap de la part du Führer qui a empêché (la réalisation de) l'accord de coopération entre le Parlement (à Oslo) et la puissance d'occupation. La Commission d'enquête de 1945 (laquelle s'est de son côté efforcée d'excuser au maximum les représentants et négociateurs du Conseil National) a émis un verdict dévastateur : 'Le Storting n'est pas devenu une ancre de secours à l'heure du danger' » (les parenthèses sont les nôtres, sauf celle concernant le Conseil National qui est dans le texte d'origine)²⁴⁶.

²⁴⁶ I september 1940 ble stortingsrepresentantene innkalt til Oslo. Med overveldende flertall (92 mot 53 stemmer) ga de sin støtte til det forhandlingsresultatet som presidentskapet og partilederne hadde oppnådd. Avtalen gikk ut på å avvikle Elverumsfullmakten, avsette ministeriet Nygaardsvoll og suspendere kongen. Til erstatning ville man få en konstitusjonell nyskaping: Riksrådet. Samtidig måtte Norge avstå suverenitet til en storgermansk allianse, kort sagt, underkaste seg Rikskanselliet i Berlin. Alt i alt: en gravleggelse av Grunnloven fra 1814. Bisatt av det Tredje Riket og Det Norske Storting i fellesskap.

L'incertitude dura tout l'été et à Londres on attendait avec beaucoup d'inquiétude la solution qui serait mise en place à Oslo. Or le Reichskommissar Joseph Terboven (1898-1945) annonçait, par un discours du 25 septembre 1940, la mise sur pied d'une administration du pays par de soi-disant « conseillers-commissaires » dont la tâche était de prendre en charge les divers départements du gouvernement, ces commissaires étant principalement des membres du « Nasjonal Samling » [Rassemblement national], désignés par les Allemands.

Nous notons pour notre part, que c'est le hasard qui a voulu que les députés norvégiens, ayant souscrit à un accord de principe avec les forces d'occupation nazies, ne souffriront pas de la trahison effective à laquelle ils avaient cependant donnée leur approbation. En même temps le gouvernement en exil et le Roi norvégien à Londres ont poussé un soupir de soulagement.

Ainsi la gestion de la Norvège allait se faire sans la collaboration de la présidence du Storting à Oslo, ce qui faisait disparaître l'opposition entre Oslo et Londres. Le gouvernement et le roi en exil étaient acceptés en Norvège comme à l'étranger en tant que représentants légaux de leur pays bien que la confiance soit en grande partie à reconquérir en Norvège même, car une partie de la population désapprouvait le départ du roi et du gouvernement à l'étranger.²⁴⁷ Pour consolider sa position il était important d'obtenir une reconnaissance par d'autres Etats de la représentativité du gouvernement norvégien en exil à Londres.

La Grande-Bretagne assurait qu'elle ne reconnaîtait aucun autre gouvernement norvégien que celui qui se trouvait à Londres ; le Brésil et l'Argentine firent de même, suivis des gouvernements en exil de la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Belgique et la Hollande. Les contacts avec le Danemark avaient été suspendus suite à l'occupation allemande, ceux avec la Finlande suspendus par la fermeture de son ambassade à Oslo. La Suède non plus ne désigna pas de représentant ni auprès du gouvernement britannique ni auprès du gouvernement norvégien en exil.

La Grande-Bretagne, soutenue par les pays du Commonwealth, se défendait seule face à Hitler mais également protégeait la liberté de toute l'Europe, soutenue par tous ces gouvernements en exil à Londres. C'est ainsi que fut organisée une cérémonie au Palais de Saint James à Londres le 12 juin 1941, où les participants signèrent une déclaration interalliée par laquelle ils confirmèrent leur volonté de rester unis jusqu'à la fin de la guerre. Pour signer cette déclaration, il y avait là, outre la Grande-Bretagne, la Belgique, la Tchécoslovaquie, la

Når det aldrig ble strødd sand eller kastet jord på denne avtalen, var det ikke takket være de norske stortingsrepresentantenes motstandsvilje, tvert imot: Det skyldtes nye direktiver fra Berlin. Adolf Hitler ville ikke nedlate seg til å slutte kontrakt med en forsamling som Det Norske Storting.

Dette til representantenes milde forbauselse og dype skuffelse. Det var altså ikke fasthet på norsk side, men Førerens kursendring som hindret samarbeidsavtalen mellom parlament og okkupasjonsmakt. Selv Undersøkelseskommissjonen av 1945 (som ellers strakte seg langt for å unnskyldde riksrådsforhandlingernes aktører) var knusende i sin dom: "Stortinget i 1940 ble ikke noe nødanker i farens stund".

²⁴⁷ « *Norsk utenrikspolitikk historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, page 15-75

France représentée par le général de Gaulle (1890-1970) et le Comité de la France Libre, la Grèce, la Hollande, la Norvège, la Pologne et la Yougoslavie²⁴⁸.

Pour la première fois depuis le début du XIV^{ème} siècle, la Norvège était impliquée dans une guerre qui dépassait ses frontières.

III.2.1.2 : Les relations entre le gouvernement norvégien en exil à Londres et les Alliés occidentaux.

Dans cette section nous allons regarder quelques-unes des relations entre, d'un côté les Alliés, principalement les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ainsi que divers pays de l'Atlantique nord dont la Scandinavie et d'un autre côté la Norvège²⁴⁹. Notre source principale sera l'ouvrage « *London regjeringa* » [Le Gouvernement (norvégien en exil) à Londres] par Olav Riste²⁵⁰ avec quelques références du 4^{ème} volume de « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [La politique étrangère de la Norvège].

Olav Riste écrit : « Les difficultés grandes et nombreuses dans les relations entre la Norvège et la Grande-Bretagne après que les Britanniques s'étaient joints à la guerre et en particulier les oppositions survenues lors de la campagne de Norvège avaient créé un manque de confiance assez sensible entre les deux nations. Dans les milieux norvégiens on disait que les Britanniques pensaient que le gouvernement Nygaardsvoll restait attaché à un passé politique de neutralité et ne montrait ni la volonté ni la faculté de fournir de tout son cœur un effort dans la guerre. Du côté norvégien s'était développé le sentiment que les Britanniques regardaient la Norvège comme un pion dans le jeu d'échecs de la politique des Grands – potentiellement utile mais sans valeur propre »²⁵¹.

Le 19 novembre 1940 Halvdan Koht a quitté ses fonctions de Ministre des Affaires étrangères. Il est remplacé par Trygve Lie qui donne un discours à la BBC le 15 décembre dans lequel il a formulé les buts que la nouvelle politique étrangère s'étaient fixés.

Il a notamment déclaré que « tous les Norvégiens à partir de ce moment n'avaient qu'un seul programme, de libérer la Norvège de la domination étrangère...ce travail de libération doit être réalisé en étroite collaboration avec les autres peuples *libres*. La collaboration dont nous avons besoin doit en premier lieu avoir des attaches en direction de l'ouest et nous lier fermement aux nations avec lesquelles nous avons depuis des temps anciens des relations économiques naturelles en premier lieu l'empire mondial britannique, la plus

²⁴⁸ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, page 84-85.

²⁴⁹ Les relations entre la Norvège et l'Union Soviétique de 1940 à 1945 sont traitées à part dans les chapitres III.2.1.3 : 'La dynamique russe 1941-1945 et l'alliance avec l'URSS' et III.2.1.4 : 'La Norvège et le premier projet soviétique de cession sur Svalbard'.

²⁵⁰ Riste, O. : « *London regjeringa, vol I* » [Le Gouvernement de Londres, del I], p 43.

²⁵¹ Dei mange og store vanskane i forholdet mellom Norge og Storbritannia etter at britane kom med i krigen, og i særleg grad motsetningane under felttoget i Norge, hadde skapt nokså mykje mistillit mellom dei to nasjonane. I norske krinsar vart det snakk om at britane meinte regjeringa Nygaardsvoll var blitt hengande att i ei nøytralitets-politisk fortid og ikkje synte vilje eller evne til ein heilhjarta innsats i krigen. På norsk side hadde det vakse fram ei kjensle av at britane såg på Norge som ei bonde-brikke i det storpolitiske sjakkspillet – potensielt nyttig, men utan større eigenverdi.

grande création étatique universelle et les Etats-Unis d'Amérique, puissants et riches » (les italiques sont du texte d'origine).

Il a continué en prédisant une alliance politique et économique après la guerre et le lendemain, un éditorial du quotidien *The Times* de Londres, saluait le message de Lie en écrivant qu'il: «admettait ouvertement que l'unité scandinave et la neutralité scandinave qui auparavant avaient été vus comme une protection ne suffisaient plus..... Des paroles plus courageuses et encourageantes n'ont été prononcées par aucun représentant des petites puissances au cours de cette guerre »²⁵² L'article continuait en soulignant qu'un tel « abandon de la politique isolationniste et de neutralité pouvait seulement devenir positivement satisfaisante par une politique à laquelle d'autres aussi étaient invités à participer »²⁵³.

Nous observons que l'isolationnisme de la Norvège est toujours bien présent dans la pensée des britanniques en 1940²⁵⁴.

Par la suite, Lie a proposé que pour maintenir la paix il était important que la Grande-Bretagne, les Etats-Unis d'Amérique et la Norvège soient ensemble responsables de la défense maritime, terrestre et dans les airs du Groenland, de l'Islande et des Iles Féroé en y établissant des bases. L'Islande souhaitait devenir indépendante, la Norvège aimerait bien avoir les Iles Féroé et à la fois la Grande-Bretagne et les Etats-Unis devaient avoir des bases de défense en Norvège (maritimes, terrestres et dans les airs). Le Ministère britannique des Affaires étrangères [Foreign Office] a trouvé encourageant que les Norvégiens soient ainsi préparés à une rupture radicale avec leur « politique isolationniste et d'indépendance » [isolationistiske 'sjølvstende'-politikk]²⁵⁵ (la parenthèse est du texte d'origine).

Voilà une ligne politique des affaires étrangères norvégiennes toute nouvelle qui s'adresse principalement aux pays de l'Atlantique nord et qui constitue un changement radical de la part des Norvégiens.

Nous remarquons aussi de nouveau que du côté des Britanniques on relève la politique norvégienne précédente d'isolationniste au point d'être quasiment indépendantiste.

Lors d'un autre discours donné par Trygve Lie le 27 octobre 1941 à Oxford²⁵⁶, celui-ci est revenu sur ses idées avancées le 15 décembre 1940 concernant l'Atlantique nord disant que « la Norvège était un peuple atlantique qui s'intéressait en premier lieu à une collaboration étroite et organisée entre les deux Grandes Puissances atlantiques, l'Empire britannique et Les Etats-Unis d'Amérique. *Au sujet des relations avec les puissances du Continent il a fait comprendre que la Norvège ne souhaitait ni s'isoler*

²⁵² ...ope vedgjekk at den skandinaviske einskapen og skandinavisk nøytralitetsom tidlegare hadde var blitt sett på som eit vern, ikkje lenger var nok.....Modigare og meir oppmuntrande ord er ikkje komne frå nokon representant for små makter under denne krigen.

²⁵³ Oppgiving av ein isolasjons- og nøytralitetspolitikk berre kunne bli positivt tilfredsstillande ved ein politikk som også andre var budde til å delta i.

²⁵⁴ Riste, O. : « *London regjeringa, vol I* » [Le Gouvernement de Londres, del I], p 67.

²⁵⁵ Riste, O. : « *London regjeringa, vol I* » [Le Gouvernement de Londres, del I], p 73.

²⁵⁶ Riste, O. : « *London regjeringa, vol I* » [Le Gouvernement de Londres, del I], p 76.

par rapport à elles ni s'isoler avec elles, mais une collaboration anglo-américaine devait constituer le fondement d'une collaboration dans un cadre ultérieur »²⁵⁷ (nos italiques).

Nous notons ici une formulation de la part de Trygve Lie qui révèle une ambivalence très nette à l'égard des relations futures avec les Puissances du Continent européen par son : « ni s'isoler par rapport à elles, ni s'isoler avec elles » et qui se termine par une affirmation de la nécessité d'une collaboration anglo-américaine dans l'avenir.

Suite au discours du 27 octobre 1941 à Oxford et les discussions qui ont suivi dans les milieux norvégiens à Londres, Lie a cherché l'opinion et le soutien du Ministre britannique des Affaires étrangères, Anthony Eden (1897-1977)²⁵⁸ en vue de contourner l'opposition de quelques Norvégiens à Londres à des bases britanniques en Norvège après la guerre²⁵⁹. «Il s'agissait entre autres, de Toralv Øksnevad (1891-1975)²⁶⁰, le préfet Trygve Utheim (1884-1952)²⁶¹ et dans une certaine mesure le Professeur J. S. Worm-Müller (1884-1963)²⁶² qui avaient gardé une attitude 'isolationniste'. Il (Lie) ne voulait pas qu'une trop grande importance soit donnée à cet élément isolationniste, lequel pour une raison ou autre se réunissait dans le Parti Libéral [Venstre], mais *il se trouvait bien là* et il fallait dans une certaine mesure en tenir compte » (les italiques sont du texte d'origine, la parenthèse est la nôtre)²⁶³.

Au printemps 1942 le gouvernement norvégien de Londres avait établi une déclaration de programme de politique étrangère avec le titre: « *Hovedlinjer i norsk utenrikspolitikk* » [Orientations principales de la politique étrangère de la Norvège] dont la version finale a été acceptée dans une réunion du gouvernement le 8 mai 1942²⁶⁴.

Divers courants composaient la déclaration dont celui des « universalistes » avec cette stipulation : « La meilleure garantie d'une paix durable sera une alliance mondiale à autorité de résolution et d'exécution » [Den beste garanti for en varig fred vil være et verdensomfattende folkeforbund med besluttende

²⁵⁷ at Norge var eit atlantisk folk som først og fremst var interessert i eit nært og organisert samarbeid mellom dei to store Atlanterhavsmaktene Det britiske imperiet og USA. Om forholdene til kontinentalmaktene gjorde han det klart at Norge korkje ønskte å isolere seg frå dei eller isolere seg med dei, men et anglo-amerikansk samarbeid måtte vere fundamentet for eit samarbeid med ei vidare ramme.

²⁵⁸ Député, membre du Parti conservateur britannique, Ministre des Affaires étrangères 1935-1938, 1940-1945 et 1951-1955, Premier Ministre 1955-57. Cf. : Wikipédia Anthony Eden.

²⁵⁹ Riste, O. : « *London regjeringa, del I* » [Le Gouvernement de Londres, vol I], p 78-79.

²⁶⁰ Journaliste et homme de radio, connu comme « La voix de Londres » par ses « causeries » [talks] le dimanche soir à la population, surtout à la résistance, en Norvège pendant la guerre. Cf. : Wikipédia Toralv Øksnevad.

²⁶¹ Ministre des Affaires sociales de 1933 à 1935 et préfet. Cf. : Wikipédia Trygve Utheim.

²⁶² Historien, éditeur de revue, professeur à l'Université d'Oslo, homme politique, délégué à la Société des Nations et aux Nations Unies. Cf. : Wikipédia J. S. Müller.

²⁶³mellom dei Toralv Øksnevad, fylkesmann Trygve Utheim, og til ein viss grad også professor J. S. Worm-Müller – framleis hadde ei "isolasjonistisk" instilling. Han ville ikkje at det skulle leggjast for stor vekt på dette isolasjonistiske element, med det *var* der og måtte takast eit visst omsyn til (les italiques sont dans le texte d'origine).

²⁶⁴ Riste, O. : « *London regjeringa, vol I* » [Le Gouvernement de Londres, del I], p 84-93.

og utøvende myndighet]. Mais des réserves étaient exprimées dans le paragraphe suivant : « où des forces de police internationales ‘qui peuvent remplacer les forces de combat nationales’ ont été présentées comme une condition d’une telle coopération universelle et où il a été considéré comme improbable que les Grandes Puissances soient prêtes à accepter une telle chose – souligne le lointain et utopique dans un tel objectif »²⁶⁵.

Voici la conclusion de ce texte²⁶⁶ : « Jusqu’à ce qu’il soit possible de créer une alliance effective et universelle, la Norvège sera obligée de chercher la sécurité dans des arrangements régionaux. De ce fait, la Norvège souhaite établir des accords militaires à caractère ferme et contraignant au sujet de la défense de l’océan Atlantique nord et que la Suède se joigne à ses traités. Le Gouvernement norvégien verrait également bien que le Danemark, la Hollande, la Belgique et la France entrent dans le groupement »²⁶⁷.

« Mais le document précisa en même temps un refus, d’une clarté étincelante, de la coopération nordique de politique sécuritaire dissociée des Grandes Puissances atlantiques »²⁶⁸.

Nous prenons ce refus comme un avertissement à la Suède qui ne pouvait espérer faire partie d’un groupement scandinave entièrement non-aligné.

Olav Riste résume la première partie de l’histoire de la Norvège en exil à Londres en rappelant qu’il est important de considérer la politique atlantique par rapport au point de départ où les motifs principaux ont été définis comme : « Mettre concrètement un point final à la politique norvégienne de neutralité et d’isolationnisme d’avant guerre et diriger le pays en direction d’une coopération contraignante en temps de paix envers les Grandes Puissances avec lesquelles nous avons des intérêts communs ». Il commente le résultat en écrivant : « On y a réussi un bon bout de chemin lorsqu’on regarde le grand bond entre la position du Gouvernement (norvégien) de Londres au mois de novembre 1940, à travers le discours de Lie le 15 décembre 1940, l’article dans le quotidien ‘The Times’ du 14 novembre 1941 pour arriver aux « *Hovedlinjer i norsk utenrikspolitikk* » [Orientations principales de la politique étrangère de la Norvège] du 8 mai 1942 » (notre parenthèse)²⁶⁹.

Cependant, Riste note²⁷⁰ : « Parmi les Norvégiens à l’extérieur ou ceux restés en Norvège – même à l’intérieur du Gouvernement, en dépit de la résolution commune appelée ‘Orientations principales’ – il y avait

²⁶⁵ der internasjonale politistyrker ‘som kan tre istedenfor de nasjonale stridskrefter’ vart framheva som ein føresetnad for eit slikt universelt samarbeid, og der det var karakterisert som usannsynlig at stormaktene ville akseptera noko slikt – understreker det fjerne og utopiske i ei slik målsetjing.

²⁶⁶ « *Norsk utenrikspolitikk historie* » [La politique étrangère de la Norvège] vol 4, p 96.

²⁶⁷ Inntil det blir mulig å skape et effektivt og universelt folkeforbund, vil Norge bli nødt til å søke sikkerhet i regionale avtaler. Norge ønsker derfor bindende og forpliktende militæravtaler om forsvaret av det nordlige Atlanterhav, og det ønsker at Sverige tiltrer disse avtaler. Den norske regjering ser også gjerne at Danmark, Nederland, Belgia og Frankrike slutter seg til systemet.

²⁶⁸ Men dokumentet inneheldt samstundes ei tindrane klar avvisning av eit nordisk tryggingpolitisk samarbeid i isolasjon frå dei atlantiske stormaktene.

²⁶⁹ Konkret å setje punktum for den norske nøytralitets- og isolasjonspolitikken frå før krigen, og føre landet mot eit forpliktande samarbeid i fredstid med dei stormakter vi har sams interesser med. Eit godt stykke på veg hadde det lykkast, når ein ser på dei veldige sprang det er mellom London regjeringas syn i november 1940, gjennom Lies tale 15. desember 1940, artikkelen i The Times 14 november 1941 og fram til *Hovedlinjer i norsk utenrikspolitikk* frå 8. Mai 1942.

²⁷⁰ Riste, O. : « *London regjeringa, vol II* » [Le Gouvernement de Londres, del II], p 279.

des réservations mentales en faveur d'un non-alignement traditionnel ou sur une base nordique. Ce dernier constituait également la base d'une opposition étendue contre la politique atlantique en Suède. Certains milieux d'exilés – non seulement des Polonais – ont à la place misé sur un cadre européen pour la coopération après-guerre »²⁷¹.

Trygve Lie était déçu qu'au milieu de 1942 les Britanniques n'avaient toujours pas commencé des discussions sur la réalisation de la coopération dans le nord Atlantique après-guerre. Il en a fait part à Sir Orme Sargent (1884–1962)²⁷² au mois d'août 1942, qui lui a dit que « la condition nécessaire à ces négociations est que nous arrivions à intéresser les Etats-Unis dans ce projet » [forutsetningen for disse forhandlinger er at vi kan få Amerika til å interesse seg for planene]. Trygve Lie était bien sûr au courant de l'importance à gagner l'intérêt et la bonne volonté des Américains pour cette idée et de ce fait il en avait tenu informé l'ambassadeur américain auprès du gouvernement norvégien à Londres en soulignant « que les raisons qui justifiaient que dans l'ère du transport aérien la Norvège devenait en réalité 'la frontière terrestre orientale' et stratégique des Etats-Unis de la même manière que la Norvège l'avait été jusque là dans l'ère des transports maritimes pour l'Angleterre »²⁷³. A la même époque Trygve Lie projetait devant les Américains qu'ils occupent l'archipel de Svalbard et les Iles Féroé pour tester leurs intentions.

Olav Riste écrit²⁷⁴ : « Il est naturel de penser que la direction des affaires norvégiennes de l'étranger,.....était sensible à toutes les tendances de la politique américaine qui pourraient donner lieu à une inquiétude concernant l'avenir »²⁷⁵.

Concernant ce point de vue de la direction des affaires étrangères de la Norvège au sujet de l'après-guerre, c'est Arne Ordning²⁷⁶ qui déjà au mois de décembre 1941 l'avait esquissé dans une lettre adressée à Martin Tranmæl. Nous citons : « Le véritable vainqueur sera en toute probabilité les Etats-Unis et ils constitueront après la guerre le plus important facteur de puissance dans le monde. Nous ne savons pas quelle politique étrangère les Etats-Unis vont conduire – il se pourrait qu'il y ait une nouvelle rétroaction isolationniste, la politique pourrait devenir l'outil d'un impérialisme économique ou la direction démocratique et socialement progressive connu par les noms de Roosevelt, Winant et Wallace pourrait garder la gérance. Je pense que c'est dans cette dernière direction que l'on pourrait voir la grande possibilité pour une démocratie internationale..... C'est seulement si les ressources immenses de l'Amérique appuient un ordre de droit international que cet ordre pourrait avoir la force de constituer la base d'une véritable paix.... Je pense que l'on est fondé à espérer que les Etats-Unis assument leur part de la responsabilité internationale »²⁷⁷.

²⁷¹ Blant nordmenne ute og heime – jamvel innanfor regjeringa, trass i det samrøystes vedtaket om 'Hovedlinjer' – sat der nok att mange mentale reservasjonar til fordel for ein tradisjonell eller eventuelt nordisk basert alliansefridom. Det siste var også grunnlaget for ein utbreidd motstand mot Atlaterhavspolitikken i Sverige. Visse – og ikke bare polske – eksilmiljø satsa i staden på ei europeiske ramme for etterkrigssamarbeidet.

²⁷² Sous-secrétaire d'Etat permanent au Ministère des Affaires étrangères britannique.

²⁷³ om dei grunnar som tala for at Norge i luftfartens tidsalder i røynda ville bli Amerikas strategiske 'fastlands-østgrense', på samme vis som Norge hittil i skipsfarten tidsalder hadde vore det for England.

²⁷⁴ Riste, O. : « *London regjeringa, vol II* » [Le Gouvernement de Londres, del II], p 299.

²⁷⁵ Det er nærliggjande å tru at den norske utanriksleiinga på denne basis var særlig kjenslevar overfor alle tendensar i amerikansk politikk som ga grunn til uro for framtida.

²⁷⁶ Riste, O. : « *London regjeringa, vol II* » [Le Gouvernement de Londres, del II], p 299.

²⁷⁷ Etter all sannsynlighet vil De forente stater bli den virkelige seierherre, og de vil etter krigen være den viktigste maktfaktor i verden. Vi vet ikke hvilken utenrikspolitikk Statene vil føre – det kan komme et nytt isolasjonistisk tilbakeslag, politikken kan bli redskap for en rent økonomisk imperialisme eller den demokratiske

Nous observons l'analyse très lucide de M. Ording concernant le rôle futur des Etats-Unis déjà à trois ans et demi de la fin des hostilités et son souci devant un « impérialisme économique américain » plutôt qu'une « *démocratie internationale* » après guerre.

Au printemps 1943, cette inquiétude se référait au concept d'impérialisme économique et se manifestait par le manque de négociations sur le remplacement par les Etats-Unis du tonnage maritime norvégien coulé principalement par les sous-marins allemands, créant ainsi des sentiments anti-américains en partie alimenté par « un scepticisme social-démocrate naturel devant l'Amérique super-capitaliste » [ein naturleg sosialdemokratisk skepsis overfor det superkapitalistiske Amerika]²⁷⁸.

En effet, un « Accord entre le gouvernement royal de la Norvège et le gouvernement des Etats-Unis au sujet des conditions de base concernant un concours mutuel dans le but de la continuation de la guerre contre les agresseurs » [Avtale mellom Den Kgl. Norske Regjering og Amerikas Forente Staters Regjering om grunnsetningene for gjensidig bistand til fortsettelse av krigen mot overfallsmennene] valable pour la durée de la guerre actuellement en cours, fut signé le 11 juillet 1942. Or les Norvégiens avaient besoin d'une assurance comme quoi les pertes de navires seraient compensées à la suite de la guerre. C'est ainsi qu'un échange de notes entre la Norvège et les Etats-Unis d'Amérique a eu lieu avec la stipulation suivante :

«Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique reconnaît que la marine marchande norvégienne non seulement représente un secours considérable aux efforts de guerre des nations unies, mais qu'en même temps elle constitue une des valeurs nationales les plus importantes du gouvernement royal de la Norvège et que de ce fait ce gouvernement, qui gère sa flotte à l'avantage des nations unies dans leur effort de guerre commun, devra être soutenu pour remplacer les navires perdus dans le service des nations unies. Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique continuera ainsi les délibérations avec le gouvernement royal norvégien au sujet de la situation, dans le but, dès que les conditions le permettent, de soutenir ce gouvernement avec un plan de dédommagement des navires..... »²⁷⁹.

Nous notons que le problème du remplacement des navires de la flotte marchande norvégienne perdus pendant le conflit est ainsi quasiment assuré d'être dédommagé après-guerre.

og sosialt progressive retningen som kjennertegnes ved navn som Roosevelt, Winant (1916-1947) og Wallace (1888-1965)²⁷⁷, kan beholde ledelsen. I den siste retningen ligger såvidt jeg kan se den store mulighet for det internasjonale demokrati.... Bare hvis Amerikas veldige ressurser står bak en internasjonal rettsorden, kan denne orden bli så sterk at den kan danne grunnlag for en virkelig fred.... Jeg tror det er grunn til å håpe at Statene vil ta sin del av det internasjonale ansvar»²⁷⁷.

²⁷⁸ Riste, O. : « *London regjeringa, vol II* » [Le Gouvernement de Londres, del II], p 298.

²⁷⁹ Amerikas Forente Staters regjering erkjenner at den norske handelsflåte ikke bare representerer et betydelig bidrag til de forente nasjoners krigsanstrengelse, men at den samtidig er en av den Kgl. Norske regjering's viktigste nasjonalverdier, og at derfor denne regjering, som driver sin flåte til fordel for de forente nasjoner i den felles krigsanstrengelse, bør få bistand til å erstatte skip som er tapt i de forente nasjoners tjeneste. Amerikas Forente Staters regjering vil derfor fortsette overlegninger med den Kgl. norske regjering om situasjonen i den hensikt, så snart forholdene tillater det, å bistå denne regjering med en plan for å erstatte skipene.....

Un autre domaine de conflits potentiels concernait la politique américaine de libération des territoires occupés. L'automne 1943 a apporté un éclaircissement provisoire à travers l'acceptation par les Etats-Unis de l'accord de principe norvégien-britannique du 19 mai 1943^{280/281}. La signature finale eut lieu entre la Norvège, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne le 16 mai 1944²⁸² un accord séparé ayant été signé auparavant entre la Norvège et l'Union soviétique (voir page 146).

Du fait de l'acceptation par les Américains de cet accord entre les Britanniques et les Norvégiens, ces derniers ont été rassurés quant au rôle central des Etats-Unis dans les relations internationales dans le futur et en particulier dans le domaine de la politique sécuritaire.

Johan Sverdrup, l'auteur du 4^{ème} volume de « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [l'Histoire de la politique étrangère de la Norvège] écrit : « Courant 1943 une réorganisation radicale de la politique suédoise de l'étranger a eu lieu, d'un état non-belligérant du côté allemand à un état non-belligérant du côté des alliés » [I løpet av 1943 fant det sted enn radikal omlegging av svensk utenrikspolitikk – fra å være ikke-krigførende på tysk side til å bli ikke-krigførende på alliert side]²⁸³.

Cela allait affecter le trafic ferroviaire suédois qui avait contribué à alimenter en vivres et matériel militaire les armées allemandes dans le nord de la Norvège et le nord de la Finlande, de même le transit via le réseau ferré suédois des soldats allemands entre l'Allemagne et la Norvège ou vice-versa. C'est suite à la pression de l'opinion publique suédoise, des Britanniques, des Américains ainsi que des Norvégiens que le 29 juillet 1943 les Suédois ont notifié aux autorités allemandes l'arrêt du transit et le 5 août il a été annoncé publiquement la fin de ces transport pour la fin du mois²⁸⁴.

Dans la collaboration avec la Grande-Bretagne et avec la Suède n'oublions pas la liaison aérienne maintenue par les Britanniques sur la Suède - dans un ciel très dangereux - qui était d'une capacité très réduite, très loin de pouvoir transporter tous les Norvégiens se trouvant en Suède et voulant se rendre en Grande-Bretagne pour se joindre à l'effort de guerre.

Un autre conflit concernait les navires marchands norvégiens qui se trouvaient dans un port suédois le 9 avril 1940. Pour atteindre la Grande-Bretagne il fallait passer par les détroits de Kattegat et Skagerrak sous contrôle allemand.

Les Allemands ont voulu que les armateurs domiciliés en Norvège, propriétaires des navires, cède aux demandes des Suédois de reprendre les bateaux qui allaient alors servir les

²⁸⁰ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [La politique étrangère de la Norvège] vol 4, p 129

²⁸¹ Riste, O. : « *London regjeringa, del II* » [Le Gouvernement de Londres, vol II], p 299.

²⁸² « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [La politique étrangère de la Norvège] vol 4, p 133.

²⁸³ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [La politique étrangère de la Norvège] vol 4, p 154.

²⁸⁴ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [La politique étrangère de la Norvège] vol 4, p 155.

besoins des Allemands, alors que le gouvernement norvégien à Londres insistait sur leur droit de disposer des navires suite à leur ordre de réquisition du 22 avril 1940²⁸⁵, soutenus en cela par les Britanniques.

Les Suédois, en vue de satisfaire au moins partiellement les demandes des Allemands, ont réquisitionné neuf bateaux sur des services de fret entre la Suède et l'Allemagne. De plus, 5 navires se sont échappés des ports suédois et ont réussi à regagner l'Angleterre début 1941. A l'été de la même année les Britanniques ont affrété dix bateaux dans le but de les faire arriver en Grande-Bretagne, faisant ainsi du Royaume Uni une partie directement engagée dans ce conflit particulier.

La question de la propriété des navires a été portée devant la Haute Cour suédoise qui a donné son opinion au mois de mars 1942 accordant aux Britanniques le droit de disposer des navires. Les vaisseaux n'étaient plus en 'arrestation'²⁸⁶ mais devaient attendre la prochaine saison d'hiver pour s'échapper à l'abri de la nuit. Cependant les dix navires affrétés par les britanniques ont fait une sortie le 31 mars qui s'est soldé par un échec avec deux navires seulement qui ont atteint un port britannique, deux retournés en Suède et les six restants coulés par les Allemands ou par leur propre équipage. Pour les pertes humaines on compte dix neuf marins norvégiens et deux cents trente six emprisonnés dont quarante trois morts dans des camps allemands.

Les Norvégiens ont remarqué que la déférence des Suédois devant les Allemands avait contribué à la tragédie de par la longueur du procès qui avait eu pour résultat d'empêcher les dix navires de naviguer lors des mois sombres de l'hiver 1941-1942.

Pour ce qui est des relations entre les deux voisins la Norvège et la Suède, O Riste écrit que²⁸⁷ : « l'inquiétude ressentie par les Norvégiens devant l'activité diplomatique suédoise intense et apparemment réussie dans les capitales des Grandes Puissances en 1942 et 1943, n'était pas basée sur des sentiments irrationnels et de vieilles rancunes. Le gouvernement norvégien n'avait aucune raison de croire que les Suédois se faisaient les porte-paroles des intérêts norvégiens. Et au point névralgique – le souhait de la Suède de voir les Alliés montrer de la compréhension au sujet de sa politique accommodante devant les exigences allemandes - les deux pays se trouvaient sur une voie de collision. Une relation d'oppositions fut ainsi inévitable mais a souvent empiré suite à un manque mutuel de compréhension et respect de la position et point de vue de la partie opposée, surtout au niveau diplomatique et politique le plus élevé. Celui qui s'adresse aux archives à la recherche de déclarations norvégiennes anti suédoises, est assuré de récolter une moisson importante. Lorsque les points de vue anti-norvégiens suédois ne s'expriment pas avec le même degré, cela peut avoir plusieurs raisons. Une d'entre elles est la sympathie forte dont bénéficie la Norvège dans les pays alliés et dans l'opinion suédoise laquelle a rendu peu opportun les déclarations par trop critiques concernant la Norvège. Il est d'autant plus remarquable que des représentants éminents suédois comme Marcus Wallenberg (1899-1982)²⁸⁸ et Erik

²⁸⁵ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [La politique étrangère de la Norvège] vol 4, p 42.

²⁸⁶ En suédois, des bateaux « *kvarstad* », qui 'restent en place' (ou qui ont été 'saisis').

²⁸⁷ Riste, O. : « *London regjeringa, vol II* » [Le Gouvernement de Londres, del II], p 303-304.

²⁸⁸ Industriel, banquier et diplomate suédois. Cf. : Wikipédia Marcus Wallenberg.

Boheman (1895-1979²⁸⁹) ont trouvé fondé de caractériser, devant le Ministre (ambassadeur) britannique à Stockholm, le gouvernement norvégien comme une marionnette entre les mains des Britanniques. La caractéristique, comme on pouvait s'y attendre, n'a pas éveillé de résonance au Ministère britannique des Affaires étrangères [Foreign Office], plutôt le contraire. Il est donc naturel de croire que lorsque Wallenberg et Boheman se sont dans une telle mesure trompés dans l'évaluation de leur audience, c'est parce que ils ont ici dévoilé une condition fondamentale de la politique suédoise à l'égard de la Norvège, soit une conviction profonde dans les milieux dirigeants suédois que le gouvernement norvégien à Londres n'était en réalité qu'une formalité qui devait occulter le fait que la Norvège de l'extérieur en réalité fut un instrument attentif au service de l'exploitation par les Britanniques des ressources norvégiennes à la disposition de l'effort de guerre des Alliés. Une telle conviction nous fournit une meilleure compréhension et elle est plus cohérente concernant la division marquante que l'on trouve, au moins jusqu'à la fin 1943, dans la politique suédoise à l'égard, d'un côté du peuple norvégien ou dans un sens large du front de l'intérieur qui reçoit leur sympathie et soutien et de l'autre côté, à l'égard du gouvernement norvégien ou du front de l'extérieur que l'on a pratiquement traité de « quantité négligeable » (en français dans le texte néo-norvégien) – une construction formelle et de courte durée dont on ne voyait pas de raison de s'occuper sérieusement. Cela peut au moins expliquer l'inexplicable pourquoi des Suédois de faire traîner la question de la représentation diplomatique pleine et réciproque..... Par ailleurs le gouvernement suédois a répondu à toutes les demandes norvégiennes dans cette affaire avec des remarques comme quoi la représentation diplomatique réciproque ne faisait pas de différences dans un sens ou un autre dans la pratique. Mais dans les relations entre Etats les statuts et les formalités peuvent souvent constituer une expression de réalités importantes »²⁹⁰.

Nous constatons qu'à un peu plus de 35 ans après la fin de l'Union entre la Suède et la Norvège, où la Suède a été obligée de céder et rendre à la Norvège son indépendance complète, dans la situation de guerre qui prévaut depuis 1940, les relations entre les deux pays frères sont en fait – au moins jusqu'à la fin de 1943 - très difficiles.

Pour ce qui est des relations entre le gouvernement de la Norvège en exil à Londres et la Suède, « *lors du passage de l'année 1941 à 1942 celles-ci ont approché un point de congélation* » [Ved årsskiftet 1941/1942 nærmet forholdet til Sverige seg et frysepunkt].

Devant le ministre suédois à Londres, Björn Prytz, accrédité auprès du gouvernement britannique, mais non auprès du norvégien, Trygve Lie a exprimé son sentiment de la situation à l'égard du gouvernement suédois qui s'était développé à un tel point que « le tout semblait plutôt sans espoir [det hele så nokså håpløst ut]. Il fallait que quelque chose soit fait du côté suédois pour apporter un changement à la situation »²⁹¹.

Le tout avait commencé lorsqu'aucun représentant suédois n'avait accompagné le gouvernement norvégien lors de son départ de Tromsø le 7 juin 1940, la question n'ayant apparemment été soulevé par aucun des deux gouvernements. Par la suite, le ministre norvégien à Stockholm, J. W. Wollebæk est décédé au mois d'octobre 1940. Le gouvernement norvégien avait alors nommé Jens Bull (1886-1956), diplomate, comme nouveau ministre en lui demandant de chercher une accréditation auprès du gouvernement suédois, ce que ce dernier lui a refusé.

²⁸⁹ Diplomate et homme politique suédois. Cf. : Wikipédia Erik Boheman

²⁹⁰ Voir TS.07, pour le texte en néo norvégien d'O. Riste, page 437.

²⁹¹ « *Norsk utenrikspolitikk historie* » [La politique étrangère de la Norvège] vol 4, p 158-160.

De plus, l'activité de l'ambassade à Stockholm devenait peu à peu un point de litige concernant l'aide fournie aux réfugiés qui désiraient continuer leur chemin pour servir dans les forces armées norvégiennes à l'extérieur, l'envergure de l'ambassade ainsi que le droit du gouvernement norvégien d'employer le personnel nécessaire pour son activité.

Pour le gouvernement norvégien, les relations diplomatiques avaient de l'importance dans ses efforts de gagner un soutien international en vue d'être considéré comme le gouvernement légal de la Norvège alors qu'en Norvège même sa position était faible tant que les négociations continuaient avec le nouveau Conseil National [Riksrådet].

« Plus important encore était que des Etats alliés et neutres se laissent représenter auprès du gouvernement norvégien à Londres. Un tel soutien n'est pas venu de la Suède laquelle, en dépit d'une pression insistante de la Norvège, a attendu trois années pour nommer un représentant diplomatique. Rajouté au refus d'accréditation d'un nouveau ministre à Stockholm, le gouvernement a interprété cela comme un acte politique inamical de la part d'un Etat qui aurait dû être le premier soutien pour la Norvège »²⁹².

Dans cette affaire comme avec le problème de bateaux norvégiens dans les ports suédois, l'attitude de la Suède était déterminée par ses relations avec l'Allemagne. Les Allemands avaient pour souci d'affaiblir l'autorité du gouvernement norvégien à Londres car après tout, ce sont les Allemands qui prenaient les décisions en Norvège et non le gouvernement de Londres. Les Suédois craignaient des représailles si elle établissait une relation diplomatique avec la Norvège, elle serait peut-être, par exemple, forcée de fermer son consulat à Oslo.

La solution allait venir de négociations entre la Suède, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour la fourniture à la Suède de produits essentiels tel mazout et pétrole à la fin de 1943 contre un accord avec la Norvège dans le domaine des relations diplomatiques. Johan Beck-Friis (1890-1969), ambassadeur suédois, ancien représentant de la Suède à Oslo auprès du gouvernement norvégien jusqu'à l'été 1940, a repris son poste auprès du gouvernement norvégien en exil à Londres à l'automne 1943.

Nous observons qu'après le choc du 9 avril 1940, les Norvégiens ont eu besoin de temps pour appréhender la nouvelle réalité qui s'impose à eux pour arriver, par étapes, à la déclaration des 'Orientations principales' du 8 mai 1942 qui énonce les principes de leurs relations et visions pour l'extérieur²⁹³.

²⁹² Desto viktigere var det at både allierte og nøytrale stater lot seg representere hos den norske regjering i London. En slik støtte kom ikke fra Sverige, som på tross av sterk norsk pågang ventet i tre år med å utnevne en diplomatisk representant. Regjeringen oppfattet dette - sammen med avslaget på akkrediteringen av en ny minister i Stockholm - som en politisk uvennlig handling fra den stat som burde ha stått Norge nærmest.

²⁹³ Riste, O. : « *London regjeringa, vol I* » [Le Gouvernement de Londres, del I], p 84-93.

Il s'agissait certes, en principe, d'abandonner l'isolationnisme et la politique de non-alignement et d'œuvrer pour une nouvelle organisation mondiale de sécurité collective ainsi que d'un ensemble nord atlantique de coopération et de défense.

Nous notons, en premier lieu, que la déclaration de l'abandon de l'isolationnisme, qui annonce certes une rupture radicale avec le passé, n'est en fait qu'une manière de se donner un habit tout neuf, indispensable pour intégrer une alliance occidentale, alors que Trygve Lie, Ministre des Affaires étrangères norvégien qui connaît bien ses compatriotes, doit savoir que, fondamentalement, à plus long terme, elle n'est qu'un vœu pieux.

Deuxièmement, Trygve Lie a présenté, pour la première fois de l'histoire de son pays, la vision d'une Norvège qui veut promouvoir une organisation de l'Atlantique nord où la Grande-Bretagne, les Etats-Unis d'Amérique et la Norvège soient ensemble responsables de la défense maritime, terrestre et dans les airs du Groenland, de l'Islande et des Iles Féroé en y établissant des bases. Lie a même avancé le désir de la Norvège d'avoir les Iles Féroé, donc de se les approprier, et puis, suggestion fondamentale, à la fois la Grande-Bretagne et les Etats-Unis devaient avoir des bases de défense en Norvège (maritimes, terrestres et dans les airs).

Voilà une perspective étonnante concernant la jeune Norvège récemment enfin maîtresse de son indépendance complète.

En troisième lieu, de véritables problèmes ont par ailleurs été soulevés par la guerre. Nous pensons aux perspectives économiques après guerre et la politique que le Etats-Unis pourraient adopter à ce sujet. Les relations difficiles entre les Norvégiens et les Suédois, diplomatiques mais aussi relativement aux navires norvégiens se trouvant dans des ports suédois lorsque la guerre a éclaté, relations qui se sont seulement améliorées à partir de l'automne 1943 sous la pression des Alliés. De plus, le transport sur le réseau ferré suédois de soldats allemands en route pour la Norvège ou de la Norvège vers l'Allemagne ou encore le transit par la Suède de forces armées allemandes vers la Finlande du nord.

Nous n'oublions pas le souci des Norvégiens du remplacement de leur flotte marchande coulée par pendant la guerre qui ont reçu des assurances suite à un accord avec les Américains et enfin les relations et la reconnaissance diplomatique du Gouvernement norvégien en exil à Londres et dans la communauté internationale de pays neutres ou engagés dans le conflit.

Nous notons qu'aucun des sujets énumérés ci-dessus ne serait survenu naturellement en temps de paix.

Les « Orientations principales » du 8 mai 1942 enterre donc l'isolationnisme norvégien oubliant que celui-ci est constitué de facteurs structurels que la guerre ne va pas faire disparaître. Alors que régnait la logique de la guerre, cet isolationnisme n'a pas pu s'exprimer ouvertement, sauf que, comme nous l'avons vu, des réserves s'exprimaient parmi quelques personnes et députés qui souhaitaient un retour au passé dès la fin des hostilités.

De plus, une fois la paix retrouvée et comme nous allons le voir, ces penchants isolationnistes commencent de nouveau à s'exprimer.

III.2.1.3 : La dynamique russe 1941-1945 et l'alliance avec l'URSS.

Pour ce qui est de la dynamique russe par rapport à la Norvège, elle se manifeste par la dimension physique du pays²⁹⁴ et sa localisation, par son régime politique dictatorial et par la suite expansionniste, par son rôle dans la Deuxième Guerre Mondiale ainsi que par sa place dans les relations internationales.

Pour les Norvégiens, cette dynamique est d'origine exogène, de caractère à la fois structurel et conjoncturel ainsi que de nature offensive de par la menace latente que représente l'étendue physique du territoire russe et par son idéologie. Elle se déploie d'abord dans le cadre de la guerre de 1940 à 1945, suivie d'une période d'aggravation progressive des tensions entre l'est et l'ouest qui se durcit à son tour dans une situation de Guerre Froide qui va durer jusqu'en 1989.

Un signe avant-coureur du développement à venir est peut-être venu avec la rupture, par les Soviétiques, de leurs relations diplomatiques avec la Norvège, sous la pression des Allemands, au mois de mai 1941.

La Norvège craignait l'Union Soviétique depuis longtemps²⁹⁵.

Avec l'attaque de l'Union Soviétique par les forces allemandes du mois de juin 1941, les Russes devenaient des Alliés de la Grande-Bretagne et de tous les pays qui la soutenaient, y compris la Norvège, pour qui cette nouvelle situation était difficile à accepter.

Le paysage de la politique étrangère de la Norvège est ainsi de nouveau bouleversé car elle devient une alliée de fait des Soviétiques dont le régime est craint par une majorité des Norvégiens qui y voient une raison supplémentaire de s'en isoler. De plus, les Allemands se lancent à l'assaut de l'URSS au départ de la province de Finnmark mais également de la Finlande qui s'allie à l'Allemagne en déclarant la guerre à l'URSS le 25 juin 1941. Une situation est ainsi créée où les sentiments d'estime et de fraternité des Norvégiens envers un peuple voisin, renforcés depuis la Guerre d'hiver 1939-40 lorsque les Finlandais ont

²⁹⁴ L'URSS: 22 400 000 km² et environ 289 millions d'habitants en 1989, par rapport à la Norvège 323 000 km² et une population de 4 millions en 1975, soit pour l'Urss un territoire presque 70 fois grand que la Norvège et une population 72 fois plus importante. Cf. : www.ssb.no et Dictionnaire encyclopédique Hachette 1996.

²⁹⁵ En 1307 déjà, le Roi norvégien de l'époque, Håkon V (1270-1319), avait fait construire une forteresse à Vardø, petite ville située sur la côte nord-est de la province de Finnmark, la partie la plus septentrionale de la Norvège, lequel territoire entrait progressivement dans la sphère d'intérêts norvégienne. La raison précise alors était le développement du commerce des fourrures ainsi que pour contrer une agression éventuelle russe dont la côte se trouvait à seulement 60 km de Vardø. Cf. « *A brief history of Norway* » [Une brève histoire de la Norvège] p 43.

courageusement et seuls fait face à l'attaque soviétique, sont mis à mal par son alliance avec l'Allemagne, l'ennemi de la Norvège, et par la propagande du régime nazi.

Le gouvernement norvégien en exil à Londres a craint la réaction de la population en Norvège et une exploitation possible, par les nazis, des sentiments des Norvégiens à l'égard des Finlandais. Une déclaration du gouvernement en exil à Londres à l'intention du peuple norvégien, au sujet de la position de la Norvège à l'égard des Finlandais, aurait un caractère politique que les Allemands pourraient facilement combattre avec de la propagande. Pour mettre les choses au clair, le seul moyen de communication que le gouvernement a trouvé approprié, fut une intervention du roi lui-même, celui-ci bénéficiant d'un large soutien parmi la population²⁹⁶.

S'adressant directement à ses sujets par radio, le roi expliquait que²⁹⁷ : « Avec l'agression allemande contre les Russes, la guerre est entrée dans une nouvelle phase. Du côté des Allemands, la guerre est présentée uniquement comme un combat contre le bolchevisme. Mais ne vous laissez pas induire en erreur. Pour chaque observateur impartial, l'attaque contre la Russie constitue en premier lieu un pas de plus dans la bataille de l'Allemagne pour la suprématie mondiale.....Nous sommes en guerre contre l'Allemagne. Les Allemands sont nos ennemis. Nos rapports avec la Finlande ne doivent pas obscurcir ce fait et ne laissez aucune propagande vous fourvoyer à ce sujet »²⁹⁸.

La guerre et la participation de la Norvège du côté des Alliés lui fait subir la logique de la guerre et perdre son indépendance dans le domaine de la politique étrangère en l'intégrant dans l'alliance des combattants contre Hitler.

La méfiance des Norvégiens devant les intentions des Soviétiques a reçu une nouvelle impulsion lorsque le Président F D Roosevelt (1882-1945) déclara à Trygve Lie lors d'un voyage à Washington au mois de mars 1943, que « les Russes avaient eu depuis longtemps, dans leur for intérieur, des plans et desirs de pouvoir améliorer l'accès à la mer et à l'océan atlantique » [russerene i lengre tid bakerst i hjernen hadde hatt planer og ønsker om å få bedre forbindelse med sjøen og Atlanterhavet]. Roosevelt proposait que Narvik et un autre port norvégien, peut-être Skibotn, deviennent des « ports francs » organisés sous la forme de « trusteeship ». Il fallait également assurer des liens ferroviaires viables avec l'Union Soviétique à travers la Suède et la Finlande. De cette manière la demande des Russes pouvait être satisfaite sans qu'il y ait cession de territoire de la part des Norvégiens. Trygve Lie s'est demandé qui avait présenté cette demande à

²⁹⁶ Voir Hallé, E. Mémoire de Master I, 2010, page 26 : « Une caractéristique du Norvégien était sa loyauté à l'égard du Roi. En 1790, le poète Christen Pram écrivit qu'une telle loyauté constituait « un trait essentiel du caractère de cette nation. Ils considèrent toujours le roi comme le père universel de son peuple, comme protecteur de leurs droits et leurs libertés » [Et væsentligt Træk af denne Nations Character. De ansee altid Kongen som sitt Folks almindelige Fader, som beskytter af deres Rettigheder og deres Frihed] Lors du référendum sur le choix du nouveau roi de Norvège en 1905, 79 pour cent des électeurs ont voté pour le prince Carl de Danemark.

²⁹⁷ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, p 116.

²⁹⁸ Ved tyskernes overfall på Russland er krigen kommet inn i en ny fase. Fra tysk side fremstilles denne krigen utelukkende som en kamp mot bolsjevismen. Men la dere ikke villede av dette. For enhver uhildet iakttagere er overfallet på Russland først og fremst et ledd i Tysklands kamp for verdensherredømme.....Vi er i krig med Tyskland. Tyskerne er våre fiender. Forholdet til Finland må ikke forkludre dette faktum, og la ingen propaganda villede dere i denne forbindelse ».

Roosevelt lequel a répondu évasivement. Par la suite, une enquête a montré que l'idée de faire établir un port franc en Norvège à l'usage des Soviétiques était venue de Roosevelt lui-même, en prévision de la forme que les relations internationales pourraient prendre après la guerre²⁹⁹.

Dès décembre 1941, peu de temps après l'attaque des Japonais sur Pearl Harbour, les Soviétiques avaient posé la question aux Norvégiens de savoir s'ils seraient en mesure de mettre de vingt à trente navires marchands à leur disposition pour le transport de matériel de guerre en provenance des Etats-Unis ? Les Norvégiens, par souci d'accommoder leur grand voisin à l'est avec lequel il fallait vivre même après la guerre, étaient enclins à satisfaire la demande, mais elle ne s'est pas réalisée pour différentes raisons, soit l'opposition des Britanniques, soit pour des considérations économiques³⁰⁰.

Au mois de mai 1944, dans la perspective de la fin des hostilités et de la libération du pays, en particulier dans le nord de la Norvège, un accord dit de juridiction, avait été préparé par les Norvégiens dans le but de réguler les relations entre les forces alliées et les autorités norvégiennes. Cet accord fut signé avec les Soviétiques, les Britanniques ainsi qu'avec les Américains (voir ci-après).

III.2.1.4 : La Norvège et le premier projet soviétique de cogestion sur Svalbard.

Déjà avant la fin de la guerre contre les Allemands, les Soviétiques ont vaincu les Finlandais et un armistice est signé le 19 septembre 1944 par lequel la Finlande cédait à l'URSS, entre autres, la province septentrionale de Petsamo, laquelle lui ouvrait l'accès au territoire norvégien par la nouvelle frontière qui suit en partie le cours du fleuve Pasvik.

De plus, les forces soviétiques ont pénétré dans la province norvégienne de Finnmark le 18 octobre 1944³⁰¹, conformément à l'entente militaire signée à Londres le 16 mai 1944 et en accord avec les Américains et les Britanniques, pour refouler les troupes allemandes et n'ont quitté la Norvège qu'au mois de septembre 1945, n'ayant causé aucun dégât notable, leurs troupes s'étant comportés de manière exemplaire.

A ce sujet, Arne Ording écrit dans son Journal en date du 26 janvier 1945³⁰² : « Les premières troupes russes de choc étaient plutôt sauvages mais elles se comportent maintenant très correctement et la population les voit peu »³⁰³.

Toutefois au cours de cette période les Norvégiens ont beaucoup craint que les Soviétiques ne profitent de cette présence pour y établir des bases ou négocier des avantages territoriaux.

²⁹⁹ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, p 119-122.

³⁰⁰ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, p 123-126.

³⁰¹ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, p 134.

³⁰² « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 1, p 465.

³⁰³ De første russiske sjokktroppene var nokså ville, men de oppfører seg nå helt korrekt, og befolkningen ser lite til dem.

Une délégation norvégienne se rend à Moscou le 7 novembre 1944 pour sceller les bonnes relations qui existent entre les Soviétiques et les Norvégiens. Vers la fin du séjour, le 12 novembre, les Russes convoquent le Ministre norvégien des Affaires étrangères, Trygve Lie, et l'ambassadeur de la Norvège, Rolf Andvord (1890-1976), à une réunion au Kremlin à 2 heures du matin où Molotov (1890-1986) demande soudain que la Norvège cède l'Île aux Ours aux Soviétiques et qu'une direction russo-norvégienne soit mise en place à Svalbard où l'on établirait des fortifications militaires communes. Comme l'écrivit Trygve Lie par la suite, ces questions « nous ont soudainement été jeté à la figure, pour ne pas le dire d'une manière brutale » [ble kastet inn på oss plutselig, for ikke å si det på en brutal måte]³⁰⁴.

Ainsi la réalité du régime soviétique est rappelée aux Norvégiens par le souhait expansionniste des Soviétiques d'étendre leur emprise sur l'Île aux Ours et l'archipel de Svalbard.

Ce sujet va occuper les esprits au point d'obnubiler les responsables politiques norvégiens à Londres. Dans son journal, Arne Ording note à la date de 18 novembre 1944³⁰⁵ : « Au sujet de l'Union Soviétique, Svalbard, l'Île aux Ours. Je m'attendais à ce qu'une telle chose puisse arriver, mais j'avoue que l'intérêt pour *Svalbard* et *l'Île aux Ours* me surprend un peu. Mais cela aurait pu être pire. La politique de l'Union Soviétique toute entière est maintenant déterminée dans une perspective purement stratégique. L'élément d'incertitude s'y retrouve toujours³⁰⁶ ».

Lorsque Arne Ording écrit : *Mais cela aurait pu être pire*, est-ce parce qu'il pensait que les Soviétiques demanderait une base sur le territoire de la Norvège péninsulaire, dans la province même de Finnmark, par exemple? Nous notons d'autre part qu'alors que la guerre approche de sa fin, Arne Ording relève que la perspective internationale de l'URSS au mois de novembre 1944 est purement stratégique (nos italiques).

Pour permettre au gouvernement à Londres d'élaborer une proposition de réponse aux Soviétiques, des réunions à ce sujet, codées 'Q', seront mentionnées par Arne Ording dans son journal, presque toujours sans commentaires, aux dates de 18 novembre 1944, les 6, 9, 10 et 11 décembre et en 1945, les 30 et 31 janvier, les 3 et 26 février, les 6, 8, 9 (deux réunions), 10, 12, 13 et 14 mars et le 4 avril³⁰⁷.

A la réunion du 14/03 devant le Premier Ministre, Ording remarque³⁰⁸ : « Le comité 'Q' au gouvernement dans l'après-midi. Nygaardsvold est isolé dans cette affaire. Sa position est déterminée par une prudence parlementaire ou campagnarde et un nationalisme en soi très sympathique et têtue ».

Pour la réunion du 4 avril, Ording note: « Réunion 'Q', instructions. Andvord (l'ambassadeur de la Norvège à Moscou) au sujet de l'accord » [Møte 'Q', instruks. Andvord om avtalen] (notre parenthèse).

³⁰⁴ « *Norsk utenrikspolitikkens historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, p 135.

³⁰⁵ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 1, p 432.

³⁰⁶ Om Sovjetsamveldet Svalbard, Bjørnøya. Jeg hadde ventet at noe slikt kunne komme, men jeg innrømmer at interessen for *Svalbard* og *Bjørnøya* kommer noe overraskende. Men det kunne vært verre. Hele Samveldets politikk er nå rent strategisk bestemt. Usikkerhetsmomentet er der fremdeles (les italiques sont de l'auteur).

³⁰⁷ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 1, p 432-499.

³⁰⁸ Q-komiteén i regjeringen om ettermiddagen. Nygaardsvold er isolert på dette spørsmål. Hans stilling bestemt av parlamentarisk eller bygdeforsiktighet, og en sta, i seg selv meget sympatisk sta nasjonalisme.

Après de nombreuses rencontres et discussions, une déclaration commune Norvège-Union Soviétique au sujet de l'avenir de Svalbard - et où les Norvégiens ont accordé des concessions importantes, dont une proposition de gestion en commun d'une base militaire à construire sur l'archipel - a été remise à Molotov le 9 avril 1945 à charge pour les Soviétiques de donner suite. Or, il n'en a rien été, aucune suite n'a été présentée par les Soviétiques, peut-être parce que Svalbard n'avait pas à ce moment-là une priorité élevée à Moscou³⁰⁹. A Londres on a dû pousser un soupir de soulagement.

³⁰⁹ « *Norsk utenrikspolitikshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, p 146.

III.3 : De 1945 à 1949 : Retour à l'indépendance et recherche de sécurité.

La Norvège doit d'abord s'adapter à la nouvelle situation politique et géographique pour définir une nouvelle politique étrangère. Nous rappellerons d'abord brièvement les domaines traditionnels des relations internationales de la Norvège et des Norvégiens avant de découvrir la phase de l'isolationnisme spirituel qui traverse le pays et qui est suivie par la politique de « constructeur de passerelles » avant de subir les conséquences de l'aggravation de la tension est-ouest et se résigner à adhérer au bloc occidental avec comme chef de file les Etats-Unis d'Amérique.

Avec la présentation de cette nouvelle période, nous allons de nouveau fréquemment faire appel au Journal privé d'Arne Ording, aux comptes rendus des réunions à huis clos du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution ainsi qu'aux appréciations et publications de divers historiens.

III.3.1 : Les relations internationales des Norvégiens et de la Norvège se rapportent à quatre sphères distinctes, soient l'espace Norden, l'Amérique du Nord, l'Europe et le Monde³¹⁰.

III.3.1.1 : La Norvège et l'espace Norden.

Il existe bien une « maison commune » Scandinavie composée en premier lieu de la Suède, de la Norvège et du Danemark à laquelle s'ajoute la Finlande pour des raisons de proximité géographique, la nature, le climat et le respect pour les Finlandais.

Elle est fondée à partir d'une généalogie commune, d'où dérivent les trois peuples scandinaves qui ont en commun d'abord une origine linguistique unique. En effet, lorsque 3 personnes sont en conversation ensemble et chacun ne parlant respectivement que le norvégien, le danois ou le suédois, ces trois langues les différenciant assez peu, l'interprète est superflu. On ne peut dire cela pour une réunion de trois personnes où chaque participant ne parle que le français, l'espagnol ou l'italien. De plus, leur histoire millénaire intimement imbriquée faite de coopérations, de guerres, d'unions et soumissions, en font tous des membres d'une même fratrie aujourd'hui constituée en trois branches, chacune organisée politiquement en Monarchie constitutionnelle.

Dans le Conseil Nordique, dont la fondation remonte à 1952, complété par la déclaration d'Helsingfors (Helsinki) de 1962, puis le Conseil ministériel nordique qui est une entité de coopération intergouvernementale nordique créée en 1971, on trouve aujourd'hui la Suède, la Norvège, le Danemark, la Finlande, l'Islande ainsi que les trois territoires autonomes des Iles Féroé, le Groenland et l'île d'Åland.

³¹⁰ Voir Hallé, E. Mémoire de Master II, 2011, p 53-63.

La population totale de cet ensemble ne compte aujourd'hui qu'environ 26 millions d'habitants, ce chiffre pouvant être évalué à 21 millions en 1975 et 16 millions en 1943, dont aujourd'hui à peu près 80% parle une des trois langues principales, alors qu'un peu moins de 20% parlent le finnois avec en plus l'islandais et quelques langues de minorités.

Dans cet espace Norden, où jusqu'en 1940 la Suède, la Norvège et le Danemark maintenaient une neutralité, aujourd'hui le Danemark, l'Islande et la Norvège sont membres de l'OTAN, le Danemark, la Finlande et la Suède sont membres de l'Union Européenne, la Norvège et l'Islande sont membres de l'Espace économique européen et la Finlande est la seule à avoir adopté l'euro. Tous cependant font partie du Conseil de ministres nordique.

Ils collaborent dans les domaines de la culture, les loisirs et les médias, l'environnement et la nature, l'éducation et la recherche, le bien-être et l'égalité, l'économie, le travail et la vie professionnelle, la loi et la justice et dans les relations avec le monde.

De plus, ces trois pays ont fondé ensemble une compagnie aérienne dénommée Scandinavian Airlines System, à partir de la première compagnie d'aviation danoise qui était fondée en 1918 sous le nom « Det danske luftfartselkapet » [La compagnie danoise de transport aérien], une suédoise appelée « Svenska flygbolaget AB » en 1924 [La compagnie suédoise d'aviation] et en 1927, une norvégienne appelée « Det norske luftfartsselskap » [La compagnie norvégienne de transport aérien].

Les Suédois fondent la Compagnie suédoise de vols transatlantiques avec le premier vol commercial transatlantique en 1945 et en 1946 les trois pays scandinaves créent une société en commun sous le nom de SAS pour des vols intercontinentaux³¹¹.

A partir de 1951, les trois Etats scandinaves entrent dans le capital de SAS à hauteur de 3/7 pour la Suède et de 2/7 chacun pour le Danemark et la Norvège, les équipages étant constitué de personnel navigant et de pilotes des trois pays, souvent de nationalités mixtes.

Avec SAS, les Norvégiens, Suédois et Danois ont en commun « leur » compagnie d'aviation qui contribue à maintenir et à resserrer les relations entre les voisins scandinaves et, dans une certaine mesure, à fidéliser les citoyens de ces pays à un seul transporteur aérien³¹².

³¹¹ http://fr.wikipedia.org/wiki/Scandinavian_Airlines_System

³¹² Il est à noter que, de nos jours, SAS est en difficulté financière pour des raisons de restructuration du transport aérien suite à l'avènement des compagnies à bas coût et il est ainsi question que les Etats vendent leur participation dans la société.

Les parties prenantes à cet ensemble géographique et humain dénommé Norden, se sont engagés à renforcer et intensifier la coopération culturelle entre les membres en développant la communauté nordique et en cherchant à augmenter l'effet combiné des investissements des pays dans l'éducation, la recherche et d'autres activités culturelles par un planning en commun. Ils ont mis en place un marché de travail libre pour tout citoyen d'un pays nordique de travailler dans un autre de la zone sans devoir obtenir un permis de travail ni un permis de séjour, de se déplacer sans obligation de passeport aux frontières, éviter la double taxation, bénéficier pleinement de la protection sociale partout, maintenir le droit des citoyens de la Norvège, le Danemark, la Finlande, l'Islande et la Suède d'utiliser leur propre langue maternelle dans un autre des pays nordiques lors de contacts en vis-à-vis ou par écrit (mais non au téléphone), le droit à tout citoyen d'accéder à l'éducation secondaire et supérieure etc.

C'est à l'intérieur de cette sphère que les Norvégiens s'adressent en premier lieu à l'étranger en confirmant une affinité avec leur vieille famille de souche historique et linguistique. Avec la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, une certaine animosité existait chez les Norvégiens à l'égard de la Suède suite à sa neutralité pendant la guerre et les quelques concessions douloureuses qu'elle a dues concéder aux Allemands, mais ces antagonismes ont peu affecté les leaders politiques qui avaient des sujets d'intérêt commun à traiter dès l'été 1945. Pour la population de Norvège cette antipathie était dirigée principalement contre le pouvoir politique mais elle fut contrebalancée par le sentiment pro-norvégien qui s'est développé dans la population suédoise pendant la guerre permettant à ce froissement de s'estomper au cours des décennies qui ont suivi. Par la suite, il n'y a pas eu de paramètre particulier dans les relations entre la Norvège et ces pays et territoires qui donnent lieu à un antagonisme ou isolationnisme quelconque, à part la dynamique norvégienne d'origine endogène et de caractère structurel qui existe sous forme latente.

La Finlande a été vue d'un mauvais œil lorsqu'elle s'était liée à la puissance allemande pour attaquer l'Union Soviétique à partir de l'été 1941 mais ce chapitre s'est clos sans conséquences majeures, autres que sentimentales, avec le retour de la paix.

III.3.1.2 : La Norvège et l'Amérique du Nord.

Des liens privilégiés avec cette région du monde se sont développés en premier lieu à cause de la présence de nombreux descendants des émigrés norvégiens du XIXème siècle. En effet, comme beaucoup d'autres pays européens, à partir de 1825, la Norvège a vu une émigration vers l'Amérique du Nord où l'on comptait 1 000 000 d'Américains se déclarant de souche norvégienne en 1910³¹³ ce flux s'étant arrêté vers 1925.

³¹³ Il y a aujourd'hui plus de 4.5 millions de personnes aux Etats-Unis qui sont d'origine norvégienne. De celles-ci, environ 3 millions déclarent la Norvège comme souche unique :

Cf./ http://www.norway.org/News_and_events/Embassy/Norwegian-American-Organizations/Norwegian_

Mais c'est au XX^{ème} siècle que s'est véritablement développée l'admiration pour l'Amérique. Un Norvégien nous rappellera que depuis l'indépendance complète de son pays enfin retrouvée en 1905, l'Europe a été à l'origine de deux guerres mondiales et chaque fois ce sont les Américains qui sont venus pour y mettre fin. En plus, c'est bien le plan de l'Américain George Marshall (1880-1959) qui a permis aux Norvégiens et à l'Europe occidentale de se relever après 1945.

Puisque la Deuxième Guerre Mondiale a fait voler en éclats la politique norvégienne de neutralité et démontré qu'avec les moyens militaires modernes la Norvège n'était plus à l'abri d'une attaque, la seule solution était devenue une alliance qui lui garantirait un secours militaire venu de la seule puissance qui aurait les moyens d'intervenir, c'est-à-dire les Américains, en cas de menace contre la Norvège. C'est ainsi que la Norvège adhère à l'OTAN dès sa création le 4 avril 1949.

L'été 1949 a vu les premiers Norvégiens bénéficiaires d'une bourse « Fulbright », d'après le sénateur américain J.W. Fulbright (1905-1995), débarquer aux Etats-Unis pour étudier dans des universités américaines en vue d'obtenir le grade de Master ou un Doctorat (Phd) ou encore pour effectuer des recherches. Ils étaient soixante huit à partir dès la première année en 1949, une centaine chaque année depuis pour faire un total de mille trente deux dans la période 1949-1959. Les candidats norvégiens étaient souvent de futurs universitaires et leaders d'opinion. En retour, une vingtaine d'Américains sont venus en Norvège tous les ans ainsi qu'un certain nombre d'instituteurs répartis dans diverses écoles à travers le pays. Par la suite « The American Field Service » a été créée. Il organisait des échanges de bacheliers entre les deux pays³¹⁴.

De nos jours, « *The U.S. - Norway Fulbright Foundation for Educational Exchange* » [Fondation Etats-Unis Norvège Fulbright pour des échanges éducatifs] octroie chaque année des bourses à environ quarante cinq Norvégiens pour des études ou une recherche aux Etats-Unis et de même à vingt cinq Américains pour la même activité en Norvège.

Ces échanges, cherchant à recueillir « l'adhésion (des Norvégiens) à la communauté atlantique » [oppslutningen om det atlantiske felleskap] étaient un objectif de la politique étrangère américaine et de sécurité. Il a, bien sûr, contribué à un tournant occidental dans les esprits. Ainsi les noms des villes et universités de Munich, Zürich et Düsseldorf d'avant-guerre ont été remplacés par Stanford, Berkeley, Harvard, Chicago, MIT (Massachusetts Institute of Technology) et Yale.

Par la suite, c'est le modèle américain, libéral et pluraliste, qui a séduit les Norvégiens. L'écrivain Jens Bjørneboe (1920-1976), dans un essai publié dans la revue *Spektrum* en 1952 sous le titre : « La crainte de l'Amérique qui est en nous » [Frykten for Amerika i oss], écrivait : « Notre complicité avec la conception de la vie américaine, c'est l'Amérique en nous. L'Amérique divine, nouvelle, indépendante de l'espace et du temps..... L'angoisse vis-à-vis de l'Amérique constitue la

Americans/#.UxxUMiyYbIU.

³¹⁴ « *Norsk Idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège] ; vol 5, p 400-403.

crainte d'un état intérieur..... C'est la peur de quelque chose dont personne ne sait bien de quoi il s'agit..... Dans la trace de l'américanisme il s'ensuit une ambiance qui rend la vie plus pauvre et la mort insensée »³¹⁵.

D'une manière générale, dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, une « américanisation » de la Norvège s'opère. D'abord par la langue anglaise et américaine qui a laissé un certain nombre de mots qui ont accompagné des objets utilitaires et la voiture, ainsi que des manières de vivre, à travers des films et la mode vestimentaire, mais également la musique avec les nouveaux mots comme ragtime, jazz et rock. De plus, la philosophie sous-jacente aux récits américains présentés dans les films comme quoi chacun est l'artisan de sa fortune, a engendré un nouveau type d'individualisme et contribué à former de nouveaux concepts culturels.

Dans les relations entre la Norvège et l'Amérique Nord s'exprime une affinité entre les Norvégiens et les Américains pour des raisons historiques d'immigration, à la suite des deux guerres mondiales et de la culture américano-norvégienne en général. Dans la période de 1940 à 1972, il n'y a pas, entre les deux pays, d'événement qui donne lieu à un isolationnisme quelconque sauf la tentative américaine pour imposer sa flotte marchande dans les échanges de marchandises Etats-Unis – Norvège d'une part et d'autre part la dynamique isolationniste norvégienne d'origine endogène et de caractère structurel qui existe sous forme latente ainsi qu'un anti-américanisme qui se développe à partir du début de la guerre du Vietnam.

III.3.1.3 : La Norvège et l'Europe.

Nous avons déjà vu comment l'Union avec le Danemark a contribué au retrait de la Norvège de la scène européenne à partir du XVI^{ème} siècle et comment le développement historique de la Norvège a été atrophié par rapport à celui de ses voisins.

Nous pensons que l'absence politique de la Norvège de la scène européenne suite à sa subordination au Danemark qui a eu comme conséquence le confinement de la Norvège dans une sorte d'ostracisme, semble également avoir contribué à renforcer l'isolationnisme des Norvégiens.

A partir des grandes découvertes à la fin du XV^{ème} siècle, c'est d'abord l'Europe qui découvre la Norvège avant la découverte de l'Europe par les Norvégiens.

La Réformation avait débuté en Allemagne comme un mouvement de libération ancré dans la population dans les années 1520. En Norvège par contre, elle a été introduite de force via le Danemark, donc sans ancrage national et sans soutien populaire. Les développements ultérieurs du protestantisme en Europe n'ont pas affecté le Danemark-Norvège avant le XVIII^{ème} siècle.

³¹⁵ Vår delaktighet i Amerikas livssyn, det er Amerika i oss. Det himmelske, nye Amerika, uavhengig av tid og rom..... Angsten for Amerika er frykten for en indre tilstand ... Det er redselen for noe som ingen riktig vet hva er... I amerikanismens fotspor følger en stemning som gjør livet fattigere og døden meningsløs.

Le début de la découverte intellectuelle du nord de l'Europe date du XVIII^{ème} siècle qui a vu des publications sous forme de lettres de voyage par Erik Pontoppidan (1698-1764), né Danois, mort en Norvège, sous le titre « Menoza » dont le premier volume (sur trois) a été publié en 1742. Ludvig Holberg, né Norvégien en 1684, mort à Copenhague en 1754, a publié en 1741 « Niels Klim dans le monde souterrain », à la manière des *Voyages de Gulliver* de Jonathan Swift (1667-1745) (notre parenthèse).

Jacob Monrad, (1816-1897), théologien et philosophe norvégien, hégélien de gauche puis du centre à partir des années 1870, a été lecteur et professeur en philosophie à l'Université d'Oslo à partir de 1845 où il lutta, jusqu'à sa mort, pour établir la Norvège en tant qu'ultime terre d'accueil d'un système philosophique d'anti-modernisme passé de mode dans les années 1840. Il constituait ainsi un exemple éminent de l'isolationnisme norvégien et de quelqu'un qui ne marchait pas avec son temps³¹⁶.

Au XIX^{ème} siècle de nombreux Européens viennent visiter et découvrir la nature de la Norvège et par la suite beaucoup publient leurs impressions, tel William Cecil Slingsby (1849-1928), avec son livre « Norway. The Northern Playground » [La Norvège. La cour de récréation du Nord] en 1904. D'autres en publient en français et allemand et Jules Verne (1828-1905) lui-même qui a rendu visite à la province de Telemark en 1882, publiait son récit « Un billet de loterie » en 1886 dans lequel il raconte un événement dramatique sur le bord de la chute d'eau de Rjukan où il rencontre des notables norvégiens, un membre du Storting et professeur de droit, Sylvius Høeg, qui s'est perdu en chemin, sauvé par des paysans. Jules Verne déclare que dans d'autres pays « c'est l'avocat, l'ingénieur, le médecin, le marchand en gros qui constituent les sommités de la société, en Norvège c'est le « professeur » constate-t-il. Verne louait la société norvégienne comme un pays d'avant-garde en Europe, « ce pays sans préjugés, où aucun privilège n'est à trouver » [dette fordomsfrie land, hvor der ingen privilegier finnes]³¹⁷.

Dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, le critique danois Georg Brandes (1842-1927)³¹⁸ résidant à Berlin, a rempli un rôle essentiel dans la transmission d'idées européennes au débat culturel en Norvège, en préconisant que la littérature nordique adopte les idées modernes qui caractérisaient la poésie réaliste et naturaliste en Europe.

Cette découverte de l'Europe par les Norvégiens est venue progressivement au cours du XIX^{ème} siècle en même temps que se développait le nationalisme et en particulier avec la « percée moderne » qui a fait partir de très nombreux écrivains scandinaves à l'étranger, quelques-uns à Berlin, d'autres à Rome mais surtout à Paris dans la période 1880-1905.

³¹⁶ *Norsk idéhistorie* [Histoire des idées en Norvège] ; vol 4, p 73-82.

³¹⁷ *Norsk idéhistorie* [Histoire des idées en Norvège] ; vol 4, p 273-274.

³¹⁸ G Brandes, auteur de « Les grands courants de la littérature européenne du XIX siècle » en 6 volumes, « Les hommes de la percée moderne » en 1877 et de nombreuses monographies sur des personnalités éminentes allemande, anglaise, norvégienne, suédoise, danoise, française et italienne. Voir aussi 'L'Utopie ambiguë. La Suède et la Norvège chez les voyageurs et essayistes français (1882-1914)' par Vincent Fournier, Clermont Ferrand, 1989.

L'historien en littérature scandinave, Sylvain Briens (1972-), dans son ouvrage « Paris, laboratoire de la littérature scandinave moderne, 1880-1905 » écrit « Paris est donc, entre 1880 et 1905, un champ de production et de réception essentiel pour la littérature scandinave. Les historiens des littératures donnent différents qualificatifs à Paris pour tenter de saisir le phénomène de concentration culturelle internationale qui s'y développe..... Nous préférons celle de laboratoire de la modernité en raison du caractère expérimental de l'activité artistique qui s'y développe. Paris représente un laboratoire selon la définition originelle de terme (du latin *labor*), c'est-à-dire un lieu de travail, où l'on élabore des produits, un atelier. Mais Paris en tant que contre-champ culturel scandinave est également un laboratoire au sens plein du terme : par définition du contre-champ (un espace hors du champ national traditionnel mais qui interagit avec lui) ; il est à la fois un espace fermé et un lieu d'expérimentation »³¹⁹ (les parenthèses sont du texte d'origine).

La Scandinavie se présentant ainsi à Paris avec de nombreux auteurs de très grand talent dont les ouvrages attirent des lecteurs de nombreux pays dans le monde, une chaire de littérature scandinave a même été fondée à la Sorbonne en 1909³²⁰.

Dans les relations entre la Norvège et l'Europe il existe une antipathie, même une aversion très marquée à l'égard de l'Allemagne suite à la Deuxième Guerre Mondiale. Il n'y a pas d'élément d'hostilité sur le plan politique entre la Norvège et les nations européennes, sauf le rejet par la Norvège et beaucoup d'autres pays du régime dictatorial et de la politique expansionniste de l'URSS ainsi que le régime fasciste de l'Espagne, ceux-ci donnant lieu à une dynamique d'origine exogène de caractère conjoncturel et structurel. De même, les pays du bloc soviétique de l'Europe centrale, devenus des dictatures, sont considérés par les Norvégiens avec aversion sur le plan politique et avec sympathie et amitié pour ce qui est des populations en général.

Il existe aussi une antipathie populaire générale chez les Norvégiens pour les peuples du sud de l'Europe, les Portugais, les Espagnols et les Italiens qui sont désignés dans le langage populaire, comme des « degos ou dagos », ce terme étant injurieux³²¹. Ce vocable était très courant dans les années 1940, '50 et '60 mais n'est pratiquement plus utilisé de nos jours, les voyages individuels ou organisés, avant tout vers le sud européen, ayant rempli un rôle éminemment pédagogique.

Comme pour confirmer l'attitude des Norvégiens à l'égard de l'Europe à la fin du XX^{ème} siècle, nous notons une enquête menée en 1995 sur l'identification des Norvégiens à

³¹⁹ S. Briens : « Paris, laboratoire de la littérature scandinave moderne 1880-1905 » p 163.

³²⁰ *Cent ans d'études scandinaves. Centenaire de la fondation de la chaire de langues et littératures scandinaves à la Sorbonne 1909. KVHA's akademien. Stockholm 2012 (Konferanser 77).*

³²¹ Le dictionnaire norvégien en-ligne « Bokmåls og Nynorskordboka » nous donne la première trace de ce mot chez les Anglais où l'on trouve aujourd'hui: « dago : injurieux, une personne de souche portugaise, espagnole ou italienne, du prénom usuel espagnol Diego » [offensive, a Spanish, Portuguese or Italian-speaking person ; from the Spanish given name *Diego*] ; Oxford Dictionary of English, Oxford University press, 2010.

l'Europe et où elle arrive, avec l'Islande, en dernière position parmi les habitants de douze pays européens³²².

III.3.1.4 : La Norvège et le monde.

Au Moyen Age, le mot norrois « skipreiða », désignait un district côtier en Norvège qui avait l'obligation de mettre à la disposition du roi un navire avec équipage et provisions. Par la suite, « skipsreder » a pris le sens d'armateur et « skipsrederi » celui de compagnie maritime ou armement.

La navigation maritime a toujours été la première des activités des Norvégiens pour la pêche et la chasse ainsi que pour l'enrichissement par les pillages et même l'établissement de colonies. Avec l'augmentation des échanges dans le monde suite aux grandes découvertes à la fin du XV^{ème} siècle, les Norvégiens ont repris leur activité maritime en construisant des navires selon des techniques apprises auprès des Hollandais.

Dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, la flotte marchande norvégienne s'est beaucoup développée mais la Norvège étant en union avec la Suède, ce sont des consuls suédois qui avaient la charge d'assister les armateurs norvégiens à l'étranger, ce qui a amené ces derniers à se plaindre au gouvernement à Christiania, donnant ainsi un argument supplémentaire aux Norvégiens de vouloir créer leur propre service consulaire et de se séparer de la Suède.

Même de nos jours et comme nous l'avons vu, presque quatre cinquièmes de la population en Norvège habitent une commune possédant un front de mer. Les Norvégiens sont donc bien un peuple de marins.

S'il existe une élite en Norvège, c'est bien celle composée des armateurs. Au début du XX^{ème} siècle le Premier Ministre a été Christian Michelsen (1857-1925), grand armateur de Bergen, dont le rôle essentiel dans les négociations de 1905 a permis de trouver une fin pacifique à l'union entre la Suède et la Norvège. En 1909 a été fondée «*Norges Rederiforbund*» [l'Association norvégienne d'armateurs] avec comme premier président, Christian Michelsen. Aujourd'hui cependant on peut dire que les armateurs ne s'occupent pas directement de politique et qu'ils n'apparaissent en première page des quotidiens que lorsque l'un d'entre eux fait faillite, sauf que les opinions données par leur association sont très écoutées par le gouvernement.

³²² BMI p 175 : «*Identifications of Norwegians with Europe : The Impact of values and centre-periphery factors*» [Identifications des Norvégiens avec l'Europe: L'impact des valeurs et facteurs centre-périphérie] ; Huseby, Beate et Listhaug, Ola, Tilburg, Tilburg University Press, 1995.

Pour ce qui est de la marine marchande d'une manière générale, la position norvégienne est exprimée d'une manière très explicite dans un *aide-mémoire* (en français dans le texte) rédigé au cours de l'été 1958³²³.

« Le gouvernement norvégien s'intéresse en particulier à une reconnaissance générale du principe appuyant la participation de pavillons tiers à cause de la structure de la marine marchande norvégienne. En effet, la marine marchande norvégienne a, par tradition, été impliquée dans une large mesure dans le commerce entre pays étrangers. Les revenus du transport maritime sont d'une importance vitale pour la santé économique de la Norvège et par conséquent pour sa capacité économique de défense. Les services fournis par la marine marchande sont d'une importance vitale pour la puissance économique de la Norvège et par conséquent pour sa capacité économique de défense. Les services de sa marine marchande constituent peut-être la contribution la plus précieuse à l'effort de défense commune »³²⁴.

Cet *aide-mémoire* fut rédigé pour contrer la politique américaine dans le domaine des transports maritimes, mais également pour rappeler au gouvernement américain l'existence et l'importance géostratégique de la Norvège dans l'OTAN et son besoin de pouvoir financer ses efforts militaires par les revenus de sa marine marchande notamment.

Au sujet de l'importance de la marine marchande pour l'économie de la Norvège nous notons qu'elle a joué un rôle central dans le commerce international du pays depuis le milieu du XIX^{ème} siècle. En 1875 la Norvège, avec un pour mille de la population de la terre, disposait de la troisième flotte marchande du monde, desservant des pays tiers et ne faisant qu'exceptionnellement escale en Norvège même.

Dans le PNB de la Norvège, les revenus bruts des services de transport s'élevaient entre 35 et 50 pour cent des exportations totales de la Norvège au cours de la période de 1870 à 1970. Ainsi la marine marchande rendait possible entre un tiers et une moitié des importations, le bénéfice des exportations compensant le déficit sur le compte des importations.

A la fin des années 1960 les revenus bruts des services de transports s'élevaient à 40 pour cent du total des exportations de la Norvège. Avec l'avènement de l'ère des hydrocarbures, la part de services de transport fournie par la marine marchande est réduite à 25 pour cent du total des exportations derrière le pétrole et le gaz³²⁵.

³²³ « *Norsk utenrikspolitikshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 5, p 119.

³²⁴ The Norwegian Government is particularly interested in the general recognition of a principle supporting third flag participation because of the peculiar structure of the Norwegian shipping industry; the Norwegian merchant marine has traditionally been extensively engaged in trade between foreign countries. Shipping earnings are vital to Norway's economic strength, and, hence, to her economic ability of defense. The services of its merchant marine are perhaps Norway's most valuable contribution to the common defense effort³²⁴.

³²⁵ Cf. « *Skipsfarten som verdiskaper* » [La navigation maritime en tant que créateur de richesse].

Cf. : <http://www.regjeringen.no/nb/dep/nfd/dok/regpubl/stmeld/20032004/stmeld-nr-31-2003-2004-/2/2.html?id=404560>.

A la fin de la période étudiée, le nouveau chapitre de l'extraction du pétrole, et par la suite, du gaz s'ouvre aux armateurs norvégiens avec le premier gisement dans la Mer du Nord, Ekofisk, dont la production commence à la fin de l'année 1969. Avec les nouvelles opportunités qui s'ouvraient ainsi, un certain nombre d'armateurs ont décidé de « débarquer », ce terme signifiant qu'ils ont décidé de se reconverter dans l'industrie pétrolière avec pour résultat que désormais des plateformes de forage norvégiennes et les navires pour les desservir sont en place au large du Brésil, de l'Argentine, de l'Afrique occidentale, dans le golfe du Mexique et au large de l'Australie, les navires et les plateformes étant très souvent construits par les Norvégiens de même que les installations à terre.

Au quinze mai 2013, le nombre d'armateurs membres de l'Association norvégienne d'armateurs [Norges rederiforbund]³²⁶ s'élevait à cent cinquante sept.

Il est clair que la marine marchande norvégienne joue toujours un rôle primordial dans l'économie nationale de Norvège.

Le monde constitue aussi un domaine pour les missions chrétiennes norvégiennes à l'étranger à partir du milieu du XIX^{ème} siècle avec la fondation de « *Det Norske Misjonsselskap* » [La Société norvégienne de missions] en 1842, la « *Den Norske Israelmisjon* » [La Mission norvégienne Israël] en 1844, la « *Den norske Santalmisjon* » [La Mission norvégienne Santal] de 1867 etc.³²⁷

Dans les relations entre la Norvège et les pays de l'Amérique du sud, de l'Afrique, des pays du Moyen Orient, de l'Inde et de la Chine il existe clairement des frictions à cause d'une politique coloniale ancienne menée par une nation d'Europe, un régime communiste et dictatorial ici et là, mais l'histoire et l'éloignement de ces pays par rapport à la Norvège ne provoquent pas d'isolationnisme prononcé à leur égard.

III.3.2 : La définition d'une nouvelle politique étrangère de la Norvège.

Pour la première fois de son histoire, la Norvège était condamnée, après la guerre, à vivre avec une nouvelle frontière de presque deux cents km avec l'Union Soviétique et constituer le poste avancé des puissances occidentales, occupant ainsi une position stratégique exposée. La sécurité de la Norvège dépendait d'une continuation de la collaboration entre les Grandes Puissances. Cette pensée était également derrière l'idée des Nations Unies.

Lors de deux discours prononcé au Storting le 19 juin et le 14 décembre 1945, le Ministre des Affaires étrangères, Trygve Lie, confirmait le raisonnement développé durant la guerre : a) la Norvège n'était pas en mesure de trouver sa sécurité dans la vieille politique de

³²⁶ Cf.: <http://www.rederi.no/nrweb/cms.nsf/doc/1AB75B0A4DA82246C1257A02002AD2BF>.

³²⁷ Cf.: <http://snl.no/misjon>.

neutralité car un petit pays ne pouvait pas maintenir seul des forces armées navales, aériennes et terrestres qui seraient en mesure de protéger sa longue côte ; et b) en même temps, la guerre avait révélé l'importance de sa situation stratégique et on ne pouvait pas garantir que la neutralité soit respectée dans un nouveau conflit armé³²⁸.

Le nouveau Ministre norvégien des Affaires étrangères, Halvard Lange (1902-1970)³²⁹, lors d'un bref discours donné à la radio le 4 février 1946, déclarait³³⁰ : « Nous devons faire tout ce que nous pouvons en vue de contribuer à renforcer les relations de confiance entre les pays, chose qui va faire réussir ou tomber la nouvelle organisation (Les Nations Unies) et ainsi collaborer avec tout le monde sans pour autant participer à la formation d'un quelconque bloc »³³¹.

Plus tard dans la même année, devant des dirigeants de jeunesse nordiques, Halvard Lange donna une présentation plus complète de la nouvelle politique étrangère de la Norvège. Il déclara³³² : « Enfin nous pouvons fournir un travail – et nous devons tout faire pour le fournir – en construisant une passerelle entre l'est et l'ouest. Puisque nous ne sommes pas puissants, personne n'a de raison de nous craindre. De ce fait personne n'est obligé de nous regarder avec méfiance. Une seule condition est nécessaire pour que nous puissions garder la confiance de tout un chacun, c'est que nous ne nous joignons pas à un bloc des puissants mais que nous construisions toute notre politique étrangère sur la base d'une adhésion active et loyale dans l'Organisation des Nations Unies »³³³.

La ligne politique étrangère de la Norvège est ici clairement exprimée par son Ministre des Affaires étrangères de 1946 à 1965, Halvard Lange. Il faut se souvenir cependant qu'il n'avait pas toujours l'oreille du Premier Ministre social-démocrate, Einar Gerhardsen, loin s'en faut, une différence de philosophie de fond les séparait, Gerhardsen pensant que le système soviétique allait à la longue se montrer supérieur à celui de l'Occident, Lange n'en étant pas du tout convaincu.

L'idée de constituer un constructeur de passerelles avec l'espoir de plus de sécurité et tranquillité [sikkerhet og trygghet], de croissance et de bien-être, est réapparue avec une inflexion dans une déclaration ultérieure de Lange lorsqu'il dit³³⁴ : « Nous pouvons mais ne devons pas nous isoler. Si nous le faisons nous allons nous retrouver sur une voie mortelle..... Nous devons démontrer la volonté de la Norvège de soumettre nos propres plans aux considérations de ce que la coopération internationale organisée exige de nous sur le plan économique. Et il ne faut pas ici s'accrocher à de vieilles

³²⁸ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, p 197.

³²⁹ Homme politique et membre du Parti Social-démocrate, Ministre des Affaires étrangères de 1946 à 1965 sauf une courte interruption lors du gouvernement Lyng en 1963.

³³⁰ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, page 206.

³³¹ Lange : Vi må gjøre hva vi kan for å bidra til å styrke tillitsforholdet landene imellom, det som den nye organisasjonen (De Forente Nasjoner) står og faller med, og derfor samarbeide med alle uten å være med in noen blokkdannelse (nos parenthèses).

³³² « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 5, p 405.

³³³ Endelig kan vi yte en innsats – og må gjøre alt det vi kan for å yte den – ved å bygge en bru mellom øst og vest. Fordi vi ikke er mektige, er det ingen som har grunn til å være redd oss. Derfor behøver ingen se på oss med mistillit. Det er bare ett hovedvilkår for at vi skal bevare tilliten til alle kanter, og det er at vi ikke slutter oss til noen maktblokk, men bygger hele vår politikk utad på lojalt og aktivt medlemskap i De forente nasjoner.

³³⁴ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 5, p 405-406.

conceptions de souveraineté nationale absolue. Nous devons être prêts à donner la priorité aux considérations communes »³³⁵.

En 1991, Olav Riste résume ainsi la politique sécuritaire de la Norvège depuis 1905 dans « *Isolasjonisme og stormaktsgarantiar* » [l'Isolationnisme et les garanties des Grandes Puissances]³³⁶ :

« La résistance contre l'adhésion de la Norvège au Pacte atlantique, surtout dans le DNA (Parti Social-démocrate), n'était pas minime...Les fondements de l'opposition étaient divers et complexes. Mais dans une perspective historique, nous pouvons distinguer deux courants : l'isolationnisme et la traditionnelle « philosophie de petit état » [småstatstilfilosofi] sous la forme d'une méfiance enracinée à l'égard de la politique des Grandes Puissances. L'isolationnisme s'est rarement présenté, restant sous-jacent là comme un courant de fond, périodiquement récurrent à la nostalgie des temps où les Norvégiens au moins en apparence avaient pu « être entre eux » [vere for seg sjølv], sans liens visibles avec les Grandes Puissances ni avec leur politique. Comme le disait Einar Gerhardsen dans le débat au Storting sur l'adhésion à l'OTAN : « Dans notre pays, avant la dernière guerre, nous avons cru qu'il était possible et juste de nous procurer une paix norvégienne particulière sans égard pour la manière dont le monde se développait ailleurs »³³⁷ (les parenthèses et crochets sont les nôtres).

Le vote unanime en faveur de l'OTAN enregistré lors de la réunion du groupe parlementaire du Parti Social-démocrate au Storting qui avait ouvert le débat le 16 février 1949, doit être considéré comme un vote tactique pour préserver l'unité du Parti.

En réalité, l'adhésion au Pacte atlantique et le tournant vers l'Occident ont déclenché un combat profond dans le Parti Social-démocrate. Cette opposition se manifesta autour de deux thèmes : l'autodétermination et un scepticisme devant les Etats-Unis³³⁸.

Le souci de l'autodétermination provient de l'idée que le tournant vers l'Occident et l'adhésion à l'OTAN constituaient dans la pratique une réduction de la liberté de manœuvre de la Norvège dans sa poursuite du but primaire de la politique de sécurité qui était la prévention d'une nouvelle guerre. L'idée que la Norvège devrait pouvoir disposer d'un espace de liberté et d'une indépendance plus étendue que ce que permettait l'OTAN, constituait la

³³⁵ Vi kan og må ikke isolere oss. Gjør vi det er vi inne på en dødslinje. ... Norge måtte vise vilje til å innordne våre egne planer under hensynet til hva det organiserte internasjonale samarbeid på det økonomiske område krever av oss. Og her må vi ikke klynge oss til gamle forestillinger om en absolutt nasjonal suverenitet. Vi må være villige til å la de felles hensynene gå foran.

³³⁶ « *Isolasjonisme og stormaktsgarantiar* » *Norsk tryggingpolitikk 1905-1990. Forsvarsstudier* 3/1991. [L'isolationnisme et les garanties des Grandes Puissances. La politique norvégienne de sécurité 1905-1990. *Etudes de Défense nationale* 3/1991] Oslo, p 18.

³³⁷ Det var ikkje lite motstand, særleg i Arbeiderpartiet, mot at Norge skulle bli medlem av Atlanterhavspakta...Grunnlaget for motstanden var samansatt og innfløkt. Men i historisk perspektiv kan vi iallfall identifisere to strøymingar: isolasjonisme og tradisjonell "småstatsfilosofi" i form av ei grunnfesta mistru til stormaktspolitikken. Isolasjonismen kom sjeldan til overflate, men låg der som ein understraum av periodisk tilbakevendane nostalgi for dei tider då Norge iallfall tilsynelatande hadde kunne vere « for seg sjølv » utan altfor synlege bindingar til stormaktene og stormaktspolitikken. Som Einar Gerhardsen sa det i stortingsdebatten om innmeldinga i NATO: « Før siste krig trodde vi her i landet at det var mulig og riktig å skaffe oss en særskilt norsk fred uten omsyn til hvordan verden ellers utviklet seg ».

³³⁸ « *Norsk idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège], vol 5, p 404-411.

pensée de base dans les nombreux livres et articles critiques publiés au sujet de la politique norvégienne des affaires étrangères et de sécurité après 1949.

Les deux publications dans le front anti-OTAN sur le plan des idées ont été la revue du Parti Social-démocrate « *Kontakt* » [Contact] et le quotidien « *Orientering* » [Orientation] (à partir de 1953). C'est Karl Evang (1902-1981) (médecin et directeur des Services de santé 1938-1972) qui a lancé l'idée de pratiquer une politique active de solidarité envers la partie pauvre du monde. Ce discours qui a atteint tous les mouvements anti-OTAN a donné naissance au quotidien « *Orientering* » [Orientation].

De son côté, la publication « *Kontakt* » doit être considéré comme un pionnier en Norvège dans la définition et la dissémination du concept de ce qu'il est convenu d'appeler le Tiers Monde.

Pour ce qui est de la critique des Etats-Unis et l'antipathie à l'égard de l'Amérique, suite à la crainte soulevée par la guerre de Corée, on observe une tendance dans la littérature que l'historien, Philip Houm (1911-1990) a appelé un « soulèvement de caractère politique ». Dans ce mouvement on note l'écrivain Odd Bang-Hansen (1908-1984) qui publie « *Møllen og lyset* » [La mite et la lumière] (1949) protestant amèrement contre les préparatifs de guerre, Torborg Nedreaas (1906-1987) auteur de « *De varme hendene* » [Les mains chaudes] (1952) qui attaqua ouvertement l'adhésion de la Norvège à l'OTAN, Sigurd Evensmo (1912-1978)³³⁹ avec sa pièce radiophonique « *Fredsprisen* » [Le prix de la paix] et Bang-Hansen avec « *Fly hvite due* » [Vole colombe blanche] (1953) qui disait à ce sujet que « ...et l'impérialisme et la mentalité américains sont en train de nous balayer et d'exterminer notre espèce particulière »³⁴⁰.

En 1945, la Norvège et la zone Norden ne constituaient plus une zone de tension réduite car depuis la Guerre Mondiale la Scandinavie n'était plus une friche en termes de stratégie des Grandes Puissances. Ainsi le souhait de tension réduite dans le nord dépendait plus directement du climat général entre les Grandes Puissances. Devant l'aggravation de la tension est-ouest vers la fin de 1947, le fondement de la position d'intermédiaire de la Norvège se désagrégeait.

Les politiques norvégiens se sont naturellement opposés avec force contre le besoin d'admettre et prendre en compte un tel développement. La position hésitante de la Norvège devant le plan Marshall témoigne ainsi clairement de la difficulté de la Norvège à adopter une position franchement occidentale dans une affaire qui allait dévoiler la division de l'Europe. Or une leçon de la guerre avait été que l'aide en provenance de l'étranger ne pouvait pas être improvisée. Dag Bryn (1909-1991), secrétaire d'Etat au ministère de la Défense, écrivait au

³³⁹ Homme engagé de gauche, journaliste et auteur.

³⁴⁰ og at amerikansk imperialisme og amerikansk mentalitet skyller opp om oss og er i ferd med å utslette vår egenart.

mois de septembre 1947 : « L'aide effective en cas de crise demande une coopération préparée d'avance avec nos alliés » [Effektiv krisehjelp krever forberedt samvirke med våre allierte]³⁴¹.

La « philosophie de petit Etat » avait une base plus rationnelle et s'est exprimée dans la conviction que la politique des Grandes Puissances à l'égard de la Norvège allait être la même, que la Norvège ait des accords avec elles ou non. Sigurd Evensmo, un des opposants les plus durs à l'adhésion à l'OTAN, avait formulé son point de vue de la manière suivante : « Lorsqu'il est dans l'intérêt d'une grande puissance d'intervenir pour « protéger » les petits, elle le fait sans traité quelconque. Lorsqu'elle n'a pas un tel intérêt, elle néglige d'intervenir en dépit d'un traité »³⁴².

Halvdan Koht avait exprimé des sentiments semblables durant l'été 1940, dans une discussion sur les relations d'alliance de guerre avec la Grande-Bretagne³⁴³ : « Je pense, que l'on ait un accord ou pas, que ce sont les intérêts et les rapports de force qui vont emporter la décision »³⁴⁴.

III.3.3 : La Norvège face à sa nouvelle voisine directe, l'URSS.

Avant 1940, la Norvège se trouvait éloigné du territoire de l'Union Soviétique d'environ 60 km, soit la distance qui sépare la ville de Kirkenes du côté norvégien de la frontière avec la Finlande et sa province de Petsamo et l'extrémité orientale de celle-ci qui faisait frontière avec l'URSS. C'était là une zone tampon, presque symbolique vue son étendue réduite mais constituant quand même un espace d'éloignement physique par rapport aux Russes et au régime communiste.

A partir de l'armistice du 8 mai 1945, la vie internationale abandonne la logique de la guerre pour revenir progressivement au statu quo ante. Quant à la Norvège, elle reprend d'une part sa liberté en matière de politique étrangère, retrouve son non-alignement, c'est-à-dire sa neutralité d'antan, mais a devant elle le nouveau problème de l'URSS. D'autre part elle souscrit à une structure de sécurité collective par son adhésion à l'Organisation des Nations Unies le 27 novembre 1945.

D'abord, les Russes sont très populaires et admirés par la population en Norvège suite à leurs efforts dans la guerre pour repousser l'attaque allemande.

Dès le 7 octobre 1943, déjeunant à Londres avec Hans Cappelen (Hans (Johan Zeier) Cappelen) (1910-1986) homme de loi, résistant et homme politique norvégien, membre du

³⁴¹ « *Isolasjonisme og stormaktsgarantiar* » Norsk tryggingpolitikk 1905-1990. Forsvarsstudier 3/1991. [L'isolationnisme et les garanties des Grandes Puissances. La politique norvégienne de sécurité 1905-1990. Etudes de Défense nationale 3/1991] Oslo, p 17.

³⁴² Når en stormakt har egen interesse av å intervernere til « beskyttelse » av de små, så gjør de det uten noen traktat. Har de ingen slik interesse, lar de være å intervernere tross en traktat.

³⁴³ « *Isolasjonisme og stormaktsgarantiar* » Norsk tryggingpolitikk 1905-1990. Forsvarsstudier 3/1991. [L'isolationnisme et les garanties des Grandes Puissances. La politique norvégienne de sécurité 1905-1990. Etudes de Défense nationale 3/1991] Oslo, p 16-20.

³⁴⁴ Eg reknar med at anten ein har avtale eller ikkje, så blir det interessene og makttilhøva som kjem til å avgjera....

Parti Social-démocrate, Arne Ording écrit dans son Journal privé³⁴⁵ : « A propos de la forte atmosphère pro-russe au pays. Les communistes ont reçu le soutien de nombreux jeunes ouvriers, Furubotn (1890-1975)³⁴⁶ devient une figure héroïque quasi mystique » (nos parenthèses)³⁴⁷.

Le 4 décembre 1944 Arne Ording remarque encore³⁴⁸ : « Lors de la visite des ministres norvégiens (aux dirigeants soviétiques du mois de novembre 1944), la presse russe publia des articles sur Furubotn en le présentant comme un Tito (1892-1980) norvégien » (notre parenthèse)³⁴⁹.

Il est clair qu'à cette époque les Soviétiques veulent mettre en avant les efforts des communistes norvégiens qui se battent contre les forces d'occupation allemandes.

Mais en 1945, la Norvège est maintenant en prise directe avec l'Union Soviétique sur 196 km de frontière commune et ce à un moment où elle ne disposait toujours pas d'une force armée nationale ! Pour les Norvégiens, c'était là une réalité géographique et politique qui les indisposait profondément car ils se trouvaient, devant le pas de leur porte, en face à face avec un nouveau voisin, l'Union Soviétique, une des Grandes Puissances mondiales reconnues de l'époque, un Etat à régime dictatorial et qui s'était déjà révélé expansionniste par son partage de la Pologne avec le Troisième Reich en 1939, puis de nouveau en 1945.

L'éloignement de la Norvège par rapport à l'URSS a été escamoté et devant la dictature soviétique et sa menace expansionniste l'isolationnisme des Norvégiens reste muselé.

Des sentiments à ce sujet et au sujet de Svalbard ont été clairement exprimés après la rencontre au Kremlin du 12 novembre 1944 qui a été suivie de l'accord entre l'URSS et la Norvège sur Svalbard du 9 avril 1945, ces deux événements n'ayant été révélés que lors d'une réunion à huis clos du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution [Møte i den utvidede Utenriks og Konstitusjonskomiteen] à Oslo le 26 juin 1945.

Trygve Lie, Ministre des Affaires étrangères, raconte que, suite à cette réunion au Kremlin le 12 novembre 1944, il était retourné à Londres pour en faire le compte rendu au gouvernement qui a trouvé son rapport très démoralisant. Nous citons : « Tout s'était bien passé en Suède et la plupart des questions pratiques se sont bien résolues en Union Soviétique aussi, mais à la fin il y a donc eu cette demande qui était pratiquement formulée sous une forme d'ultimatum. Nous avons dû chercher autour de nous des personnes qui pourraient nous aider dans cette affaire. Comme déjà indiqué, le gouvernement était d'accord qu'avec le président Hambro, le dr. Ording et le dr. Ræstad nous allions voir ce qui pouvait être fait et étudier quel point de vue adopter. Molotov ne nous avait pas donné un délai fixe mais il souhaitait que l'affaire soit conclue rapidement. Nous quatre sommes restés réunis quatre jours pour étudier tous les documents. L'ambassade nous a transmis les dossiers. Nous quatre étions d'accord sur le principe que nous ne pouvions pas dire non, un non catégorique, dans cette situation, connaissant le comportement de l'Union Soviétique à l'égard

³⁴⁵ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 1, p 258.

³⁴⁶ Leader du combat armé communiste contre la puissance d'occupation allemande.

³⁴⁷ Om den sterke prorussiske stemning hjemme. Kommunistene fått tilslutning av mange unge arbeidere, Furubotn blir en halvt mystisk helteskikkelse.

³⁴⁸ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 1, p 441.

³⁴⁹ Under det norske ministerbesøket hadde den russiske pressen offentliggjort artikler om Furubotn som den norske Tito.

de différents pays. Nous avons vu ce qui s'était passé avec la Finlande, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Bulgarie. Nous avons connaissance de l'exigence russe adressée à Téhéran. Nous cherchions à trouver une voie où nous ne répondions pas d'un non catégorique mais une réponse par laquelle la souveraineté norvégienne et l'ancien traité puissent être maintenus.....Nous prenions le risque, vue la manière dont le sujet avait été soulevé par l'Union Soviétique, que les Russes investissent sans façons la place, car ils sont assez forts et assez grands pour le faire.....Le Storting est libre, il peut dire non, mais je crains que dans ce cas nous allions nous trouver face à un usage de la force, comme l'Union Soviétique a déjà procédé dans des situations semblables. - Cela est mon opinion ».

Voilà donc un résumé des sentiments des leaders politiques norvégiens suite à la demande soviétique concernant Svalbard et l'Île aux Ours à un moment où les troupes russes se trouvaient dans la province de Finnmark en Norvège. Nous constatons que les Norvégiens ne se voyaient pas dans une situation où ils pouvaient négocier une porte de sortie honorable sans faire des concessions importantes aux Soviétiques.

Le Ministre Trygve Lie ajoute: « J'ai un peu peur de soumettre une communication au Storting car nous avons jusqu'à maintenant réussi à garder cette affaire secrète. J'ai peur de la presse étrangère. Il y a ici à Oslo 80 journalistes – aujourd'hui peut-être seulement 70 ou 60 – et il y a ici tant de « requins de presse » qui, s'il est possible de dire quelque chose de mal des Soviets, en profiteraient bien tout de suite. L'affaire serait alors en première page et ainsi nous serions dans une position de porte-à-faux vis-à-vis des Soviets. Mais j'aurai pu avec Andvord rédiger un bref résumé que j'aurai possiblement pu utiliser au Storting. Si le Comité trouve qu'il est bon que je donne un aperçu au sujet de l'affaire Svalbard, je n'y verrai pas d'inconvénient. Mais j'ai peur que cela puisse être utilisé par la presse. Nous nous sommes tus ».

Nous constatons de nouveau une situation délicate pour les Norvégiens et leur crainte de se trouver dans une situation qui pourrait provoquer la colère des Soviétiques.

Un autre participant à cette réunion du 26 juin 1945 est Jon Andrå (1888-1966), député du Parti Social-démocrate au Storting depuis 1931, représentant les départements de Nordland, Troms et Finnmark (avec les villes de Bodø, Hammerfest, Narvik, Tromsø, Vadsø et Vardø), qui raconte ses expériences.

Il parle d'abord de Svalbard et de ses souvenirs de la période de 1925 à 1939 pour arriver à l'époque de la dernière guerre : « Au sujet du comportement des Russes dans (la province de) Finnmark je n'ai pas d'expérience personnelle. J'ai été appréhendé dans un sous-sol au mois de novembre, placé dans un bateau de guerre et expédié vers le sud. Le préfet intérimaire à Finnmark qui a traité ces affaires se trouve actuellement ici en ville. Ces derniers jours je me suis entretenu pas mal avec lui et il me dit que les Russes se sont très bien conduits. Ce qui l'inquiète ce sont les Kirghizes, ils sont très forts pour voler mais dans ce domaine ils ne sont pas les seuls. J'avais l'honneur de suivre le front vers le nord jusqu'à Dovre et j'ai vu les Anglais qui sont venus pour nous aider. Je suis sûr que les Russes ne feraient pas mieux qu'eux lorsqu'il s'agit de voler. Par la suite – lorsque je n'étais pas derrière les barreaux je suis resté dans le fjord de Varanger qui a tout le temps été un front de guerre. Là nous avons eu les Allemands, et eux non plus n'étaient pas en reste. Ainsi le préfet n'y a pas attaché d'importance particulière. Les difficultés que nous avons avec les Russes c'est chaque fois que les Norvégiens ont des fournitures qui passent par la Finlande et qui doivent transiter par la Suède. Dès que l'on parle de la Suède, les difficultés sont énormes car les Russes regardent les Suédois d'un mauvais œil. Si les habitants de Finnmark ne sont pas en mesure de recevoir le chargement par la côte, ils ont de terribles difficultés. C'est toutes sortes d'histoires..... Ce qu'on entend maintenant au sujet de Svalbard et l'Île aux Ours, cela est une autre affaire. Ce que j'ai craint le plus a été qu'ils nous présentent une demande au sujet

du fjord de Varanger³⁵⁰, car c'est un fait que les attaques sur le nord de la Russie ont eu lieu près du fjord de Varanger et ce sont les ports de Kirkenes, Vardø et Vadsø qui ont constitué les bases de départ de l'attaque allemande, toute entière là haut sur la Russie. Les Allemands y ont construit des aéroports. Mourmansk qui fut une ville de 150 000 à 160 000 habitants avant la guerre a été démolie par les bombardements au départ des aéroports à Kirkenes et Svartnes et dans plusieurs autres endroits..... J'ai parlé à des gens qui ont eux aussi été très inquiets que les Russes y présenteraient des exigences. Ce n'est pas la première fois qu'ils (les Russes) ont été attaqués à partir de là (le fjord de Varanger). Je me suis souvenu qu'au milieu des années 1920, les Anglais avaient des différends avec les Russes au sujet de la limite territoriale..... Suite aux expériences que les Russes ont maintenant vécues, le fjord de Varanger est devenu un point très sensible pour eux..... Je me sens par conséquent très soulagé lorsque les Russes ne parlent que de Svalbard et de l'Île aux Ours. Le fait est que l'Île aux Ours doit être fortifiée dans l'avenir, que se soit les Anglais ou les Russes qui le fassent, car pendant la guerre c'était devenu un véritable cimetière naval. Mais s'ils se contentent de cela et ne présentent pas de demande concernant le fjord de Varanger, moi, pour ma part, je serai comblé de joie. Avec ce qui nous est présenté maintenant, je me sens très soulagé » (nos parenthèses)³⁵¹.

Le récit de Jon Andrå qui est clairement un homme de terrain, connaissant le nord de la Norvège où il a acquis une solide expérience de la situation avant la guerre, fournit un rapport détaillé et vif des événements pendant le conflit. D'après son témoignage, la présence des Russes et de l'Union Soviétique est très vivace dans l'esprit des gens et semble clairement constituer une menace permanente pour tous ceux qui habitent le grand Nord norvégien.

A la fin de la guerre, il faut bien constater que la dynamique que représente l'URSS constitue une menace directe pour la Norvège.

De plus, la province de Finnmark a une superficie de 48,618 km² et une population de 73,417 nous donnant une densité démographique de seulement 1.51 personne au km² en 2011 (1.63 en 1975, l'année où la Norvège comptait 4 millions d'habitants), l'année où la Norvège allait atteindre cinq millions d'habitants, alors qu'en 1943 elle n'en avait que trois millions. On peut ainsi facilement évaluer la démographie dans cette province en 1945 à environ 1.75 personne au km² et sachant que le climat est très rude et sa terre est très pauvre, comprendre qu'elle constituait un terrain fertile pour l'idéologie communiste, ce qui la rendait susceptible de sympathiser, même de fraterniser avec le nouveau voisin. Le résultat a été que les communistes norvégiens ont gagné le contrôle politique de la province de Finnmark.

L'association Norvège-Union Soviétique est fondée en 1946 avec un certain nombre de Norvégiens éminents comme membres, tels le Premier Ministre Einar Gerhardsen, Paul Berg (1873-1968), Président de la Cour Suprême ainsi que Konrad Nordal (1897-1975), Président de la Fédération nationale des syndicats de salariés [Landsorganisasjonen, LO]. L'association gérait l'échange de délégués et touristes entre les deux pays dans le Nord. Vus les critères de sélection, les Norvégiens qui traversaient la frontière n'étaient pas représentatifs de la population du nord de la Norvège. De ce fait, le Ministère des Affaires

³⁵⁰ Sur la côte de Finnmark en partant de Hammerfest vers l'est, le dernier fjord qui s'étend ouest-est et s'ouvre sur Kirkenes et au-delà sur Mourmansk est le fjord de Varanger.

³⁵¹ Voir Annexe VI, TS.01 réf : 450626.01 avec les textes en norvégien des interventions de T. Lie et J. Andrå, p 393.

étrangères norvégien a essayé de prendre le contrôle de cet organisme à partir des années 1960 mais a dû abandonner à cause de l'opposition soviétique. L'association a par la suite été infiltrée par Oslo ce qui lui a permis d'en prendre le contrôle de l'intérieur mais ce sont toujours les communistes de Finnmark qui en ont gardé le contrôle sur le plan régional. Cependant, les efforts des Norvégiens pour discréditer l'association en tant qu'outil soviétique ont contribué à affaiblir son adhésion dans la population à plus long terme³⁵².

Nous constatons qu'à partir de la fin des hostilités et de la nouvelle donne, les relations entre la Norvège et l'Union Soviétique sont celles d'un voisinage entre une grande puissance et un autre petit, un régime politique dictatorial et progressivement expansionniste et un autre démocratique, entre deux peuples qui n'ont pas raison de se disputer sauf leurs différences de régime politique. La sympathie et même l'admiration et la compassion des Norvégiens vont aux Russes dont ils savent que les conditions de vie sont extrêmement difficiles et qu'ils se sont battus avec vaillance contre les agresseurs nazis. En même temps, les Norvégiens n'ont plus la possibilité pleine et entière « d'être entre nous » par rapport aux Russes, mais doivent vivre avec la nouvelle réalité géopolitique résultant de la Deuxième Guerre Mondiale.

En quelque sorte, la logique de la guerre régnait pendant le conflit armé de manière que la Norvège bénéficiât d'un accord écrit avec les Soviétiques pour leur incursion dans la province de Finnmark, cet accord ayant le soutien de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique et il confortait ainsi les Norvégiens car il prévoyait le retrait des Russes après les hostilités, ce qu'ils ont fait, comme nous l'avons déjà vu, au mois de septembre 1945. Mais une fois la guerre terminée, la Norvège n'a plus cette couverture et elle se retrouvait seule face aux Soviétiques. Pour les dirigeants politiques à Oslo, éloignés de la nouvelle frontière avec l'URSS, là haut dans le nord-est d'environ 1350 km à vol d'oiseau, la nouvelle frontière commune constituait une sorte de lucarne par laquelle d'un pas les Russes avaient la possibilité d'entrer à tout moment et très facilement en Norvège, en y déversant des milliers de soldats en très peu de temps.

En effet, la nouvelle situation géopolitique qui s'impose à la Norvège l'empêche d'exprimer son isolationnisme ouvertement. L'Union Soviétique est là, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis aussi, ces trois entités composant ensemble une situation d'équilibre dans l'hémisphère occidental, équilibre précaire qui s'impose à tous les pays riverains de l'Atlantique Nord.

De nouveau l'isolationnisme de la Norvège est muselé, le pays doit se soumettre à la nouvelle architecture politique internationale tout en essayant de garder un minimum d'espace pour elle-même.

³⁵² « *Norsk utenrikspolitikshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 5, p 61 et 277.

III.3.4 : Les charmes de « l'isolationnisme spirituel » ou « passif ».

Suit une période étrange dans l'histoire de la Norvège où elle se comporta presque exactement comme prédit par Raymond Aron lorsqu'il écrivait que : « Un Etat de premier ordre qui se sert de sa seule «puissance défensive» adopte une attitude d'« isolationnisme », *il renonce à participer à la compétition, il refuse d'entrer dans le système, il veut être laissé en paix* » (nos italiques) (voir page 2).

D'après Raymond Aron, les Petites Puissances n'ont que des ambitions défensives, l'isolationnisme est réservé aux Grandes Puissances lorsqu'elles *refusent d'entrer dans le système, lorsqu'elles veulent être laissées en paix*.

Or, comme nous l'avons déjà vu, la Norvège s'avère isolationniste, avant tout par sa position géographique, sa topographie et sa démographie ainsi que suite à son histoire depuis 1380.

En effet, après la fin des hostilités en Europe, les Norvégiens et leur gouvernement ont semblé se désintéresser des questions internationales. C'était comme si l'autosatisfaction des Norvégiens, résultant de leurs propres efforts dans la guerre, où ils avaient tenu bon alors que d'autres démocraties avaient failli devant l'adversaire, les autorisait à revenir à leur isolationnisme d'antan. La Norvège veut effectivement « être laissée en paix ».

L'ambassadeur de Grande-Bretagne à Oslo, Laurence Collier (1890–1976), qui avait été le représentant de la Grande-Bretagne auprès des Norvégiens à Londres pendant la guerre, qualifiait l'attitude, à la fois du gouvernement et de l'opinion en Norvège, « d'isolationnisme passif ». Il s'en est entretenu avec le roi Håkon VII dans une conversation privée où le souverain lui confiait qu'il trouvait que les Norvégiens avaient un penchant pour « se cacher la tête dans la neige »³⁵³.

A la réunion du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, du 26 juin 1945, le Président de la réunion, C. J. Hambro, soulève le manque d'informations fiables en provenance de l'étranger : « Les télégrammes qui ont été publiés dans la presse ici sont très sommaires et en partie très trompeurs. Cela n'est pas à cause de nos lignes de communication vers l'extérieur, c'est à cause – j'espère que l'on me pardonne de le dire – de *l'isolationnisme spirituel étrange* qui prévaut actuellement dans la presse d'Oslo. Elle reçoit des rapports suffisants de l'extérieur, une masse de télégrammes de l'étranger, plus qu'elle n'en a jamais reçue avant, mais aucun quotidien à Oslo ne les imprime. Les quotidiens peuvent réserver 8 colonnes à des interrogatoires de traîtres à la patrie sans grande importance mais pour réserver une colonne qui résume les négociations à San Francisco aucun journal d'Oslo n'en voit la possibilité..... le résultat étant que les gens se ruent sur des quotidiens suédois et anglais comme nous l'avons vu ici, à la consternation du chef des devises (John Martin) Lahlum (1893-1973) à la Banque Nationale de Norvège, qui dirige ce département et qui a donc les coudées franches pour appliquer sa conception remarquablement étroite de banquier qui est simplement monstrueuse. Il déclare que la littérature étrangère constitue un luxe dangereux. Lorsqu'un de ses collaborateurs qui l'accompagne actuellement en Suède a eu la possibilité d'acquérir dans le même kiosque à la fois le « *Göteborgs Handels och Sjöfartstidning* » [Courrier des affaires commerciales et de la navigation de Göteborg] et le 'Times' de Londres de la veille, Lahlum a déclaré qu'il n'avait pas vu un tel luxe depuis avant la guerre et qu'il fallait y mettre fin, les kiosques ne devaient pas faire venir ces quotidiens..... »³⁵⁴.

³⁵³ « *Norsk utenrikspolitiske historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] vol 4, page 199

³⁵⁴ Voir Annexe VI sous réf : TS.01, 450626.02, avec le texte en norvégien de l'intervention de C.J. Hambro, p 394

M. Hambro était connu pour avoir des opinions parfois radicales et même erronées mais nous devons cependant considérer que son discours traduisait une réalité incontournable. Nous retenons en particulier une forme d'isolationnisme méconnu auparavant, celui que Hambro désigne comme « spirituel » et qui résume bien l'état des esprits des Norvégiens qui, à ce moment-là, clairement, « *veulent être laissés en paix* » (nos italiques).

Pour résoudre le problème de l'obtention d'informations pertinentes en provenance de l'étranger il a été décidé que le Storting s'abonnerait aux communiqués de presse d'agences comme Reuters et que ceux-ci seraient placés à la disposition des députés dans la bibliothèque du Storting.

Dans son Journal privé en date du 27 février 1946, Arne Ording raconte la première réunion du « Comité de réforme » [« Reformutvalget »] du service des Affaires étrangères³⁵⁵ « Halvard Lange³⁵⁶ avait appelé plus tôt dans la journée pour se plaindre du manque de connaissances appropriées dans le mouvement ouvrier pour ce qui est du domaine des affaires étrangères »³⁵⁷.

III.3.5 : La politique illusoire de « constructeur de passerelles ».

A partir du moment (en 1941) où les Allemands ont lancé leur attaque sur l'Union Soviétique au départ de la province de Finnmark, la perspective des relations entre les Etats de la sphère atlantique a été modifiée. Il fallait à l'avenir tenir compte de la position de la province norvégienne de Finnmark située entre l'Union Soviétique d'un côté et l'océan atlantique avec les deux Grandes Puissances occidentales, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique, de l'autre côté.

Dans la présentation des « *Hovedlinjer i norsk utenrikspolitikk* » [Orientations principales de la politique étrangère de la Norvège] datée du 8 mai 1942 à Londres,³⁵⁸ il est souligné que³⁵⁹: « Si une relation hostile venait à se produire entre l'Union Soviétique et les puissances occidentales, la situation du nord de la Norvège serait bien plus compliquée. De ce fait, la Norvège fera tout son

³⁵⁵ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 81

³⁵⁶ Nouveau Ministre des Affaires étrangères depuis le 2 février en remplacement de Trygve Lie, nommé Secrétaire Général de l'ONU.

³⁵⁷ Tidligere på dagen hadde Halvard Lange ringt opp for å beklage seg over mangelen på hensiktsmessig utenrikspolitisk orientering i arbeiderbevegelsen.

³⁵⁸ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, p 96.

³⁵⁹ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, p 118.

possible pour empêcher qu'un tel conflit ne survienne. La base des relations d'amitié entre l'Union Soviétique et les puissances occidentales est à construire dès maintenant pendant la guerre »³⁶⁰.

Cette déclaration montre clairement que les Norvégiens ont dès 1942 bien analysé la situation qui pourrait se produire. La Norvège, située à la périphérie de l'Europe, comme nous l'avons déjà vu, est entourée de mers au nord, au sud et à l'ouest ; le vaste océan atlantique nord s'étend jusqu'au continent américain.

La conclusion de cette analyse est exprimée dans cette phrase essentielle : *De ce fait, la Norvège fera tout son possible pour empêcher qu'un tel conflit ne survienne*. Et de fait ce pays se trouve de plus en plus mal à l'aise au fur et à mesure que les oppositions et antagonismes entre les Grandes Puissances se précisent.

La politique de la Norvège se définit alors comme celle d'un constructeur de passerelles, c'est-à-dire que la Norvège maintiendrait une neutralité en s'abstenant de prendre parti tout en essayant de rester ami avec les deux parties opposées. Cette notion est déjà sous-jacente dans la phrase : « *La base des relations d'amitié entre l'Union Soviétique et les puissances occidentales est à construire dès maintenant au cours de la guerre* » (nos italiques).

Olav Riste écrit à ce sujet que³⁶¹ : « la politique de « constructeur de passerelles » relevait d'une idée positive, marquée d'une volonté forte de trouver une solution aux oppositions entre l'Union soviétique et les puissances occidentales et d'empêcher l'avènement de nouveaux antagonismes. Mais cette politique s'est surtout exprimée dans un sens négatif ; la Norvège cherchait à éviter les provocations à l'égard des Grandes Puissances et au lieu de construire des passerelles entre les points de vue, elle préférait ne pas prendre parti lorsque les Grandes Puissances étaient en désaccord. A un moment cela a amené Arne Ording, le consultant du ministère des Affaires étrangères, jusqu'à avertir ses supérieurs que l'on pouvait bien de temps en temps se cacher sous la table, mais qu'il n'était pas possible d'y élire domicile »³⁶².

A la date du 27 juin 1946, suite à une soirée passée en compagnie de Mlle Lamb, attachée à l'ambassade britannique à Oslo ainsi qu'avec l'attaché du Labour (Parti Travailleiste britannique) Inman et son épouse et Haakon Lie (secrétaire du Parti Social-démocrate norvégien 1945-1969), Arne Ording écrit dans son Journal privé³⁶³ : « Long débat de politique étrangère. Mlle ('Miss' dans le texte norvégien) Lamb indignée car nous ne faisons pas valoir notre principe

³⁶⁰ Hvis det skulle oppstå et fiendtlig forhold mellom Sovjetsamveldet og vestmaktene, ville Nord-Norges stilling bli langt mer komplisert. Norge vil derfor gjøre alt det står i dets makt for å forhindre at det oppstår noen slik konflikt. Grunnlaget for et vennskapelig forhold mellom Sovjetsamveldet og vestmaktene må legges nå under krigen.

³⁶¹ « *Isolasjonisme og stormaktsgarantiar* » *Norsk tryggingpolitikk 1905-1990. Forsvarsstudier 3/1991*. [L'isolationnisme et les garanties des Grandes Puissances. La politique norvégienne de sécurité 1905-1990. Etudes de Défense nationale 3/1991] Oslo, p 17.

³⁶² Brubyggingspolitikken hadde nok ei positiv målsetting, prega av eit sterkt ønske om at eksisterende motsetningar mellom Sovjetunionen og Vestmaktene måtte finne ei løysing, og at nye motsetningar ikkje måtte oppstå. Men politikken gav seg for det meste uttrykk i negativ retning, ved at Norge la vekt på å unngå provokasjonar mot stormaktene og ved at vi i staden for å bygge bruar mellom standpunktane helst let vere å ta parti nå stormaktene var ueinige. Ei tid gjekk dette så langt at Arne Ording, Utanriksdepartementets konsulent i politisk historie, åtvare at det var all right (en anglais dans le texte) å krype under bordet ein gong iblant men at ein ikkje burde ta fast opphold der.

³⁶³ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 118-119.

(‘principe’ dans le texte norvégien) de peur des Russes, vivement soutenu en cela par Aake Ording (1899–1979) (cousin d’Arne Ording, juriste et homme politique norvégien). J’ai soutenu que faire profession de foi n’a pas de valeur en soi, il faut une base politique et servir un but politique. A ce jour, nous avons suivi une politique qui nous commandait en tout premier lieu d’arriver à établir une collaboration entre les trois Grands et de ce fait nous avons accordé toutes sortes de concessions devant les positions des Russes – aussi parce que nous-mêmes nous nous trouvons dans une situation dangereuse. Nous n’avons pas encore abandonné l’espoir de constituer « une passerelle ». Si cela s’avère impossible il est évident que nous appartenons à la civilisation occidentale (‘western civilization’ dans le texte norvégien). Cependant, eu égard à la situation internationale et nationale il est complètement impossible et il serait aussi incorrect d’adopter maintenant une position qui entraînera une rupture ouverte avec la nouvelle neutralité. Cependant nous pouvons nous engager plus activement pour nos principes – c’est-à-dire pour nos principes humanitaires ou socialistes, par exemple la question des réfugiés et la question de l’Espagne. Le moment est venu d’un changement de cap prudent » (nos parenthèses)³⁶⁴.

Voici une analyse et un résumé précis de la situation de la Norvège, participant actif à la politique de « constructeur de passerelles », à l’été de 1946. Il s’agit d’une politique d’intermédiaire et de pacificateur, dont la tâche principale était de rapprocher les Grandes Puissances de manière qu’elles s’accordent pour travailler ensemble en vue d’assurer la résolution de conflits et la paix dans le monde.

En fait l’exercice s’est révélé difficile et souvent très délicat et avec le passage du temps, il s’avère que cette politique est de plus en plus compliquée à conduire aboutissant, pour ce qui est la Norvège à un non-alignement, donc en fait à un échec.

III.3.6 : L’autosatisfaction des Norvégiens.

Nous pensons maintenant utile de rapporter ici les paroles du Ministre des Affaires étrangères concernant l’état des relations étrangères de la Norvège telles qu’elles ont été résumées par celui-ci, Trygve Lie, lors d’une réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution qui s’est tenue au Storting le 29 octobre 1945 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Møte den 29 oktober 1945] sous la présidence de C. J. Hambro.

Le Ministre des Affaires étrangères Trygve Lie : « Pour ma part je voudrais dire que je crois que parmi les petits pays, la Norvège occupe toujours une position très forte à l’extérieur. La transition chez nous de l’occupation à une situation avec plus de normalité nous a valu une estime que je pense pouvoir caractériser en disant qu’elle l’a augmentée et non affaiblie. Cela est surtout le cas en Amérique, Monsieur le Président, et

³⁶⁴ Lang utenrikspolitisk debatt. Miss (en anglais dans le texte) Lamb forarget fordi vi ikke hevder våre prinsipper av frykt for russerne, livlig understøttet av Aake Ording. Jeg hevdet at bekjennelse til principle (en anglais dans le texte) ikke har noe verdi i og for seg, det må ha en politisk bakgrunn og tjene en politisk hensikt. Hittil har vi fulgt den politikk at det fremfor alt gjaldt å oppnå samarbeid mellom de tre store, og derfor gjort alle mulige innrømmelser til det russiske synspunkt – også fordi vi selv er i en farlig situasjon. Vi har ennå ikke oppgitt håpet om å være en “bro”. Bli det umulig er det klart om vi tilhører the western civilization (en anglais dans le texte). Det er imidlertid både av internasjonale og nasjonale hensyn fullstendig umulig og heller ikke riktig nå å ta et standpunkt som vil bety et åpent brudd med den nye nøytralitet. Derimot kan vi mer aktivt gå inn for våre prinsipper - altså for de humane eller sosialistiske prinsipper, f. eks. i spørsmål om flyktninger, i Spania-spørsmålet etc. Tiden er moden for en forsiktig kursendring.

également en Grande-Bretagne. J'ai des preuves (pour cela) mais ne suis pas en mesure de les mentionner aujourd'hui. Mais je pense quand même que la manière dont le peuple de Norvège a traversé la période la plus difficile de l'histoire de tous les pays, la transition de l'occupation et de la guerre à la paix, sans chaos, sans mouvements révolutionnaires ou des actions radicales qui détraquent la paix et l'ordre, la manière dont l'appareil judiciaire norvégien a fonctionné, la discipline et la loyauté dont ont fait preuve ceux, de tous bords, qui se sont battus ici en Norvège, je pense ont contribué à porter le statut de la Norvège aussi haut qu'il soit jamais possible. Mais comme je l'ai déjà dit, cela ne nous suffit pas. Transformer cette bonne volonté et compréhension en des accords positifs, en couronnes et centimes [ører] cela est très difficile. Mais politiquement la position de la Norvège est très forte, je vois comment la presse russe sans cesse agit et attaque, un jour la cible est la France, un autre la Hollande, puis c'est le tour de la Belgique, ensuite le Danemark et puis la Suède constamment. Je n'ai vu que quelques petits accès de critique portant sur la Norvège. Ils (les Russes) trouvent qu'on a mis quelque lenteur à exécuter Quisling et puis il y avait quelques articles à l'occasion de la conférence des partis sociaux-démocrates au mois de juillet 1945 à Stockholm. Mais lorsqu'ils ont vu les résolutions qui ont été adoptées ils se sont arrêtés tout de suite, même l'action contre la Norvège. Pour ce qui est des petits Etats dans leur ensemble et leur influence sur le plan international je ne pourrai vous dire. Cela se verra lorsque l'organisation mondiale se réunira à Londres au mois de janvier 1946 ».

Le Président J. C. Hambro: « Je pense que le Ministre des Affaires étrangères dise vrai, que sur le plan moral la position de la Norvège en ce moment est très bonne, non seulement en Amérique mais par exemple en France. J'étais à Paris l'autre jour et la presse française, qui d'habitude ne s'occupe pas de la Norvège – tout au moins pas sans être payée au comptant –

Le Ministre des Affaires étrangères Lie : J'ai vécu cette expérience pendant la guerre.

Le Président: - publiait des articles spontanés dans lesquels elle comparait l'attitude des Norvégiens à l'égard de Quisling avec le procès français contre Laval par exemple et les gens dans la rue et dans les lieux publics en débattaient »³⁶⁵.

Ces lignes prononcées par Trygve Lie, Ministre des Affaires étrangères de la Norvège depuis 1941, appellent quelques commentaires :

Ce résumé se réfère à la situation telle qu'elle existe fin octobre 1945 et reflète une certaine autosatisfaction, que l'on doit considérer comme justifiée, quant au déroulement de l'après-guerre en Norvège et qui en même temps permet aux Norvégiens de se présenter sous le meilleur jour possible, opportunité qu'un Norvégien ne se refuse jamais.

De plus, vu le traitement que l'URSS réserve aux différents pays via sa presse, il semble que la Norvège en est épargnée, peut-être pouvons nous dire qu'il existe une certaine bonne entente entre les Russes et les Norvégiens mais qui exige en même temps que les Norvégiens doivent se tenir sur leurs gardes, comme le montre la question de Svalbard.

On en vient ainsi à la gestion, sur le plan national et international, de l'affaire Svalbard créée par la proposition soviétique.

III.3.7 : Toujours la question du projet Svalbard.

³⁶⁵ Voir Annexe VI sous réf : TS.01, 451029.02 avec les textes en norvégien des interventions de Lie et Hambro, p 394.

Compte rendu de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des affaires étrangères et de la Constitution du 27 septembre 1945 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite, møte den 27 september 1945]. Le sujet est Svalbard et la position de l'URSS suite à la proposition transmise par les Norvégiens aux Soviétiques du 9 avril 1945.

Le Président est C. J. Hambro [Formann: Hambro].

Le Ministre des Affaires étrangères Trygve Lie rapporte comment il a soulevé le sujet de Svalbard devant Ernest Bevin (1881-1951), le Ministre britannique des Affaires étrangères qui avait représenté la Grande-Bretagne lors de la conférence de Potsdam. Bevin a confirmé à Lie que le sujet du Svalbard n'avait jamais été soulevé ni mentionné lors de la conférence. Trygve Lie déclare : « Je peux seulement vous dire que cela aurait été une bonne chose si les Russes avaient laissé tomber l'affaire mais je pense que c'est trop beau pour être vrai et il me semble que nous devons considérer l'opinion de Bevin sous toute réserve. Du côté russe personne ne m'en a touché mot depuis avril 1945.....

.....Concernant une communication à fournir au Storting j'ai fait savoir au Président que, vue la situation actuelle, j'ai pensé qu'il valait mieux mettre sur papier le moins de choses possible. Moins on fait de déclarations, soit dans une réunion secrète soit d'une autre manière, le mieux cela sera, car si une chose est enregistrée par écrit et qu'un élément filtre pour créer une fuite, il pourrait s'ensuivre ce que j'ai toujours craint : une affaire de prestige pour l'Union Soviétique de vouloir mener sa proposition initiale jusqu'au bout de sa réalisation. De ce fait, tout de suite après mon premier retour de Londres, j'ai eu une conférence avec les rédacteurs en chef (des principaux organes de presse en Norvège) pour leur dire ce qui s'était passé, en disant : Pour l'amour du ciel, il importe maintenant plus que jamais auparavant d'empêcher qu'une quelconque information à ce sujet soit publiée. Et jusqu'à maintenant cela a été respecté..... »³⁶⁶.

C'est la situation internationale et de nouveau le Svalbard qui sont traités lors d'une réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution le 8 mai 1946 [Den utvidede utenriks-og konstitusjons-komiteen. Møte 8 mai 1946].

Président: Terje Wold (1899-1972) [Formann: Terje Wold].

Le président : « Puisqu'il s'agit de la première visite du nouveau Ministre des Affaires étrangères à notre Comité, je lui souhaite, de la part du Comité, la bienvenue ». [Da det er første gang den nye utenriksminister møter her i komiteen, vil jeg på komiteens vegne ønske ham velkommen].

Le Ministre des Affaires étrangères, Halvard Lange: « Pour ce qui est de la situation internationale en général, je pense qu'en ce moment il faut dire qu'elle est marquée par une tension et une incertitude assez fortes. Même si on ne peut pas dire qu'elle est critique, on doit la caractériser dans une large mesure comme instable. Sans aucun doute les trois Grandes Puissances désirent faire des Nations Unies une réalité, mais aucune d'entre elles n'accepte une limitation de ses droits souverains ou des concessions qu'elles considèrent comme affectant leurs intérêts stratégiques vitaux.

Ici en Norvège, nous notons pour notre part constamment la méfiance profonde et réciproque qui règne entre les Grandes Puissances, en particulier entre la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique. Même un fait aussi innocent qu'une annonce dans un journal norvégien placée par le général Thorne³⁶⁷ pour louer une maison de

³⁶⁶ Voir Annexe VI sous réf : TS.01, 450927, avec le texte en norvégien de l'intervention de T Lie, p 395.

³⁶⁷ Sir Augustus Francis Andrew Nicol Thorne (1885–1970), général britannique en service de 1904 à 1946. Il

villégiature dans le fjord d'Oslo a eu pour conséquence une représentation de l'ambassade soviétique à Oslo cherchant à savoir quelle en était la signification. Les Britanniques sont clairement nerveux que la Norvège glisse vers une politique pro-russe.

Je vais maintenant rendre compte d'une série d'affaires sur lesquelles travaille actuellement le Ministère des Affaires étrangères.... La première affaire concerne le Svalbard. Depuis le dernier compte rendu par le Ministre des Affaires étrangères, Trygve Lie, du 29 octobre 1945, le seul élément nouveau est que notre ambassadeur Andvord à la fin février (1946) nous rapportait que Molotov, lors d'une réception le 22 février, avait mentionné qu'il était temps de parler de « notre affaire » et « notre affaire » ne signifie toujours qu'une seule chose.....

En liaison à cette affaire je voudrais mentionner ce que la revue moscovite « La Flotte Rouge » a écrit le 3 mars au sujet de bases américaines dans l'Océan arctique. Ce sujet a déjà été commenté dans la presse norvégienne donc inutile d'y revenir. Dans une lettre secrète, l'ambassadeur Andvord commente cet article avec ces mots :

« Chaque fois que la question de bases américaines en Islande est soulevée, nos pensées se tournent vers Svalbard et l'île aux Ours et on se pose la question de savoir dans quelle mesure le Ministère américain des Affaires étrangères est au fait des rapports entre ces deux questions et quel est le poids que les Etats-Unis attribuent aux aspirations de l'Union Soviétique et à l'archipel de Svalbard »³⁶⁸ (notre parenthèse).

Un an après la fin de la guerre, le nouveau Ministre des Affaires étrangères, Halvard Lange rapporte que la situation internationale en général est marquée par une tension et une incertitude assez fortes et qu'en Norvège même, on note constamment la méfiance profonde et réciproque qui règne entre les Grandes Puissances et en particulier entre la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique. Même l'annonce innocente du général Thorne pour louer une maison de villégiature dans le fjord d'Oslo a provoqué une réaction de l'ambassade soviétique à Oslo cherchant à savoir quelle en était la signification.

Lors de la conférence de la paix à Paris du 29 juillet au 15 octobre 1946, le Ministre des Affaires étrangères Halvard Lange avait rencontré Molotov le 2 août. Dans son Journal privé, à la date du 3 août 1946, Arne Ording écrit³⁶⁹ : « Halvdan Lange chez Molotov hier soir. Il a exprimé son plaisir au sujet de l'attitude d'indépendance et « le pragmatisme » de la délégation norvégienne lors de la dernière question sur le vote. Des assurances aimables et ordinaires. La question de Svalbard. Aucune réaction à l'allusion (de) Halvard Lange (au sujet des) Nations Unies. Mais il est clair (que) la réponse de l'URSS à la proposition norvégienne (sera) la prochaine étape » (nos parenthèses et italiques)³⁷⁰.

participa à la préparation de la libération de la Norvège en arrivant le 13 mai 1945 à Oslo en compagnie du Prince héritier Olav représentant la souveraineté de la Norvège jusqu'au retour du Roi de Norvège, Håkon VII, le 7 juin. Il est resté dans le pays jusqu'au 31 octobre 1945, exerçant la responsabilité du démantèlement de la présence allemande militaire en Norvège. Cf. http://en.wikipedia.org/wiki/Andrew_Thorne.

³⁶⁸ Voir Annexe VI sous réf : TS.01, 460508, avec les textes en norvégien des interventions de H Lange et T Lie, p 395.

³⁶⁹ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 130.

³⁷⁰ Halvdan Lange hos Molotov i går kveld. Han uttalte sin glede over den norske delegasjons uavhengige og « business-like » (en anglais dans le texte) holdning i det siste spørsmål om votering. Alminnelige vennskapelige

Les Russes relancent ainsi les Norvégiens sur l'affaire de Svalbard. Devons-nous relever ici une certaine appréhension chez Arne Ording et Halvard Lange devant les pourparlers qui s'annoncent ? Il est clair qu'Arne Ording, au moins, ne semble pas se faire d'illusions.

Nous notons que Svalbard est devenu un sujet récurrent.

Le 21 septembre 1946, toujours à Londres, les Russes demandent à voir Lange, qui se trouve alors en Norvège, pour un déjeuner avec Andreï Vychinski (1883-1954), le samedi 28 septembre à Paris et deux autres membres de la délégation (à la conférence de Paris) que Lange lui-même pouvait désigner. Nous citons Ording: « Ceci ne peut que difficilement signifier autre chose que l'affaire de Svalbard est de nouveau soulevée. Situation difficile ». [Dette kan vanskelig bety annet enn at Svalbard saken blir reist. Vanskelig situasjon]³⁷¹.

En fait le déjeuner n'a eu lieu que le 16 octobre, suite à quoi Arne Ording écrit³⁷² : « Le déjeuner chez Molotov était accompagné de la présence sociable de Brasil (Brasil est une personne norvégienne) comme d'autres invités. Le premier toast (a été) de Vychinski à la Norvège. Halvard Lange a dû répondre. Molotov demanda quand devrait-on discuter de la question de Svalbard ? Cela conviendrait-il à New York ? Lange devait d'abord s'entretenir avec le gouvernement mais pensait que cela ne serait pas impossible. C'était tout ce qui avait un intérêt politique » (notre parenthèse)³⁷³.

Nous notons que l'affaire Svalbard a atteint la cote « difficile ».

A la date du 6 novembre 1946, Arne Ording note dans son Journal privé³⁷⁴ : « Au Ministère des Affaires étrangères (à Oslo). Télégramme de Halvard Lange. Molotov a de nouveau mentionné l'affaire du Svalbard. Guerre de nerfs ? Halvard Lange en consultation avec Terje Wold (1899-1972) (homme de loi et député, membre du Parti Social-démocrate), C. J. Hambro (président du groupe parlementaire la Droite au Storting) Wilhelm Morgenstjerne (1887-1963) (ambassadeur de la Norvège à Washington), Trygve Lie, (ancien Ministre des Affaires étrangères). Pense que nous devons rester ferme sur notre proposition (la déclaration commune du 9 avril 1945) et répondre que nous attendons une réponse. Mais Einar Gerhardsen et le gouvernement souhaitent continuer la négociation sur une base libre. J'ai proposé – à (Per Preben) Prebensen (1896-1961) (ambassadeur de Norvège à Londres) et Rolf Andersen (1897-1980) (diplomate) – de répondre que le gouvernement a de sérieux doutes, que Halvard Lange, si on le lui demande, ne devrait point abandonner la proposition, mais non plus la mettre au premier plan. Maintenir que la Norvège reconnaît que le traité de 1920 devrait être remplacé par une nouvelle convention ainsi que les intérêts particuliers de la Russie dans cette question, mais que le problème doit maintenant également être résolu en accord avec les autres Grandes Puissances. Einar Gerhardsen a cependant maintenu que Halvard Lange devrait soutenir qu'un nouveau traité constitue la première phase, également nécessaire pour satisfaire aux désirs des Russes. Cela aura pour effet de

forsikringer. Svalbard spørsmålet. Ingen reaksjon på hentydningen (fra) Halvard Lange (om) Forente Nasjoner. Men klar over (at) USSR's svar på det norske forslaget neste skritt.

³⁷¹ « Arne Ordings dagbøker » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 167.

³⁷² « Arne Ordings dagbøker » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 182.

³⁷³ Lunsjen hos Molotov hadde bestått av selskapeleg samvær med Brasil som andre gjester. Første skål Vysjinskij for Norge. Halvard Lange måtte svare. Molotov spurt når man skulle diskutere Svalbard spørsmålet? Ville det passe i NewYork ? Halvard Lange måtte først konferere med regjeringen men trodde ikke dette ville være umulig. Det var alt av politisk interesse.

³⁷⁴ « Arne Ordings dagbøker » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 188.

créer une grande confusion dans la délégation et c'est contraire à notre ligne précédente..... » (nos parenthèses)³⁷⁵.

Nous notons qu'à l'intérieur même du gouvernement norvégien le Svalbard tend à brouiller les cartes avec des points de vue politiques divergents pour régler le problème.

Halvard Lange est de retour de New York et Arne Ording traite de nouveau les derniers développements de l'affaire Svalbard. En date du 23 novembre 1946 il écrit : « Au matin réunion chez Halvard Lange au sujet de l'affaire du Svalbard. Prebensen, Rolf Andersen et Andvord. Molotov avait naturellement pris comme point de départ notre déclaration au sujet de l'Ile aux Ours, soulevé des questions d'ordre économique, que l'Etat norvégien exproprie le terrain nécessaire à la base militaire, au sujet de la nécessité de mentionner les cosignataires nommément, allusion à une participation de la Finlande, d'autres possiblement non participants..... Au gouvernement, mécontentement résultant de ce que l'abrogation du traité suivi d'un nouveau traité n'a pas été mis en avant par Halvard Lange, et on veut avant tout éviter une défense commune. Si on avait abandonné la déclaration commune, on aurait ruiné la relation avec les Russes tout de suite, d'autant plus que Halvard Lange s'y était bien référé à Paris. D'un autre côté il est facile de comprendre que l'on veut se détacher de la défense commune. Peut-être pourrait-on y arriver mais sans doute seulement contre une offre de bases. Situation très difficile » (nos parenthèses)³⁷⁶.

Nous notons que l'affaire du Svalbard est passée, en seulement deux mois, de la cote « difficile » à « très difficile ». A lire le Journal privé d'Arne Ording du 23 novembre ci-dessus et celui du 10 décembre 1946 (voir ci-après) on comprend pourquoi la cote a grimpé et la situation s'est aggravée³⁷⁷.

En effet, à la date du mardi 10 décembre 1946, Arne Ording nous informe dans son Journal privé qu'il part rejoindre Halvard Lange qui est à Sørkedalen chez son oncle depuis le dimanche (08/12) pour étudier l'affaire du Svalbard en paix. Nous citons³⁷⁸ : « Nous avons

³⁷⁵ I UD. Telegram fra Halvard Lange. Molotov igjen nevnt Svalbard-affæren. Nervekrig ? Halvard Lange samråd med Terje Wold, C.J. Hambro, Wilhelm Morgenstjerne, Trygve Lie. Mener vi må stå fast ved vårt forslag og svare at vi venter på svar. Men Einar Gerhardsen og regjeringen vil fortsette å forhandle på fritt grunnlag. Jeg foreslo – for Prebensen og Rolf Andersen – svar at regjeringen har store betenkeligheter, at Halvard Lange i sitt svar på eventuell henvendelse ikke bør gå fra forslaget, men heller ikke stille det i forgrunnen. Hevde at Norge anerkjenner at traktaten av 1920 bør erstattes med ny og Russlands særlige interesse i spørsmålet, men at spørsmålet også nå må løses i forståelse med de andre stormakter. Einar Gerhardsen hevdet imidlertid at Halvard Lange skulle hevde at en ny traktat måtte være første skritt, også nødvendig for å imøtekomme russernes ønskemål. Det kommer til å skape stor forvirring i delegasjonen, og det strider mot vår tidligere linje.....

³⁷⁶ Om morgenen møte hos Halvard Lange angående Svalbard saken. Prebensen, Rolf Andersen, Andvord (ambassadeur de la Norvège à Moscou). Molotov hadde naturligvis tatt sitt utgangspunkt i vår erklæringen (i) spørsmålet om Bjørnøya, reist økonomiske spørsmål, spørsmålet om at (den) norske stat skulle ekspropriere grunnen til forsvarsverkene, om nødvendigheten av å nevne cosignaturene ved navn, antydte Finland med, andre muligens ikke med..... I regjeringen er det misnøye med at Halvard Lange ikke satte traktatoppsigelsen og ny traktat i forgrunnen, og man vil fremfor allt unngå fellesforsvar. Hvis man hadde gått vekk fra erklæringen, ville man spolert hele forholdet til russerne med en gang, så meget mer som Halvard Lange jo hadde henholdt seg til den i Paris. På den annen side lett å forstå at man vil bort fra felles forsvar. Kanskje man kunne få det til, men formodentlig bare mot å tilby baser. Meget vanskelig situasjon.

³⁷⁷ « Arne Ordings dagbøker » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 201.

³⁷⁸ « Arne Ordings dagbøker » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 188.

discuté de l'affaire et arrivions au résultat suivant : 1) Nous ne pouvons pas refuser des négociations bilatérales. Voir l'arrière-plan historique et notre déclaration de 1945 (Déclaration commune soviétique – norvégienne du 9 avril 1945³⁷⁹. 2) Il faut éviter de se retrouver dans une nouvelle guerre mondiale du côté de la Russie dans le cas d'une attaque américaine sur le Svalbard. 3) Il serait insensé pour nous d'investir de grosses sommes pour fortifier Svalbard. 4) Probablement mieux de louer des bases (à des tiers). 5) Nous devons à tout moment maintenir qu'un quelconque arrangement exige l'approbation des autres Grandes Puissances et du Conseil de Sécurité 6) Ceux-ci devraient être parties prenantes aux discussions dès que possible. 7) Le mieux serait évidemment si on pouvait établir une base internationale à Svalbard sous contrôle du Conseil de Sécurité, mais cela est probablement impossible. Cependant, nous devons dès que possible être informés du résultat des négociations à New York au sujet de troupes sur un territoire non hostile. D'après J. Chr. Hauge³⁸⁰, une proposition d'interdiction aurait été présentée par l'Égypte, mais rejetée. Comment la Norvège a-t-elle voté ? Pendant combien de temps peut on garder le secret à ce sujet ? Un point essentiel : en réalité, la Norvège n'a jamais eu la souveraineté complète à Svalbard » (nos parenthèses)³⁸¹.

Le résultat des réflexions entre Lange et Ording constitue une analyse pertinente de la situation qui découle de l'affaire Svalbard. Les Norvégiens se considèrent tenus par leur proposition faite aux Soviétiques le 9 avril 1945, et obligés de se cantonner dans une négociation à deux alors qu'il serait préférable de l'élargir à des membres du Conseil de Sécurité (et permettre ainsi à la Norvège de se tirer d'affaire). Les ramifications internationales hypothétiques constituent une perspective radicale, mais au mois de décembre 1946 peut-être pas si irréaliste que cela.

Du 10 décembre 1946 au 15 février 1947 Arne Ording écrit des notes, sans commentaire notable, dans son Journal privé au sujet du Svalbard ou d'un développement de l'affaire en question, un total de vingt fois³⁸².

C'est toujours l'affaire de Svalbard qui est traitée lors d'une réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution le 15 janvier 1947 [Den utvidede utenriks- og konstitusjons-komiteen. Møte 15 januar 1947].

Président: Terje Wold [Formann: Terje Wold].

³⁷⁹ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, p 145-146.

³⁸⁰ Ministre de la défense dans le Deuxième gouvernement Gerhardsen à partir du 5 novembre 1945.

³⁸¹ Vi diskuterte saken og kom til følgende resultat. 1) Vi kan ikke nekte tosidig forhandlinger. Jvfr. den historiske bakgrunn og vår erklæring i 1945. 2) Det må unngås at vi blir trukket inn i en ny verdenskrig på russisk side i tilfelle et amerikansk angrep på Svalbard. 3) Det vil være helt meningsløst for oss å ofre store summer for en befestning av Svalbard. 4) Sannsynligvis bedre å leie ut baser. 5) Vi bør hele tiden holde fast på at enhver ordning krever godkjenning av andre stormakter og Sikkerhetsrådet. 6) Disse bør bringes inn i forhandlingene så snart som mulig 7) Det beste ville selvsagt være om det på Svalbard kunne opprettes en internasjonal base under kontroll av Sikkerhetsrådet, men det er sannsynligvis umulig. Vi bør imidlertid så snart som mulig få beskjed om resultatet av forhandlingene i New York om tropper på ikke fiendtlig område. Etter Jens Christian Hauge (1915-2006) skal det være fremsatt et forslag om forbud fra Egypt, støttet av URSS, men forkastet. Hvordan har Norge stemt? Hvor lenge kan saken holdes hemmelig? Et moment: Norge har i virkeligheten aldri hatt full suverenitet på Svalbard.

³⁸² « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 201-225.

La presse de Londres a alors révélé les contacts en cours entre l'URSS et la Norvège concernant l'avenir de Svalbard. Le Ministre des Affaires étrangères Halvard Lange a cherché à savoir qui était la source de ces informations et il a dû s'adresser à l'ambassade de Norvège à Londres qui lui répond avec le message suivant que Halvdan Lange lit devant ses collègues :

« Le Ministère britannique des Affaires étrangères [Foreign Office] nous rapporte que le 9 de ce mois » – c'est la veille de la publication - « le correspondant du 'Times' informe le Foreign Office qu'il avait entendu que l'URSS avait demandé à la Norvège de mettre à la disposition de l'URSS des bases militaires à Svalbard. Il demanda au Foreign Office une déclaration à ce sujet. Le Foreign Office lui avait fait connaître les messages secrets que le Ministère a fait parvenir à l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Oslo » - ce que cela signifie est, qu'en accord avec les Russes, nous avons tenu informé les principales puissances alliées de l'évolution de cette affaire - « mais maintiennent qu'ils l'avaient prié de s'abstenir de le publier en vue de protéger les intérêts norvégiens. L'envoyé turc et les ambassadeurs des Etats-Unis et de la France avaient eu vent de la demande soviétique et avaient contacté l'ambassadeur britannique (à Oslo) qui s'est trouvé très embarrassé [embarrassed] ».

La suite du message de l'ambassade à Londres indique: « Le correspondant de « *Morgenbladet* » (quotidien conservateur norvégien) (Birger) Kildal (1904-1983), qui dispose d'un bureau dans (les locaux du) 'Times' relayant son service d'information (de celui-ci) à son journal (à Oslo), avait déjà il y a quelques jours » - c'est-à-dire quelques jours avant le 09/01- « contacté le service de presse du Foreign Office en demandant quelle serait la position de la Grande-Bretagne concernant la demande soviétique au sujet de la question sur Svalbard»

C. J. Hambro:..... « Nous avons déclaré que nous sommes prêts à envisager une révision du Traité de Svalbard. Cela nous était d'autant plus facile que le Traité de Svalbard, du point de vue norvégien n'a jamais été satisfaisant. C'est un document faible et défectueux sur le plan politique et international, ce que nous avons souvent ressenti. Nous avons cherché à y remédier en produisant une loi Svalbard qui dans son introduction était en complète contradiction avec le Traité dans ce qu'elle essayait d'affermir une souveraineté entière et inconditionnelle, laquelle nous avons en fait cédée du fait du Traité ».

C. J. Hambro poursuit : « Ils (les Soviétiques) se retrouvent sans aucun doute aujourd'hui sur une autre position puisque le Conseil de Sécurité et les Nations Unies sont plus avancés dans la question du désarmement et parce que l'Amérique a abandonné les bases en Islande. Du côté norvégien, il serait impossible de tout comprendre sans tout rendre public et il serait également impossible pour les Norvégiens de tout comprendre sans que nous apportions des preuves – aussi inconfortable que cela puisse être – que les affirmations russes, historiquement parlant, sont entièrement fictives. L'Ile aux Ours [Bjørnøya] n'a jamais été russe. Nous l'avons démontré alors. C'est là une affirmation qui n'a pas non plus été maintenue de la part des Russes. Elle n'est pas du tout soutenable historiquement. Nous l'avons rappelé lors des négociations et je pense que nous devrions de nouveau le faire, comment la Norvège s'est abstenue de protester lorsque la Russie d'alors avait étendue sa souveraineté sur la Terre François-Joseph, où la Norvège était le seul autre Etat qui y avait des intérêts. Nous avons en fait marqué que nous ne voulions rien faire ».

C. J. Hambro continue: « Les préparatifs du Traité sur le Svalbard ont pris de nombreuses années. A mon avis, cela ne constitue pas un chapitre glorieux dans l'histoire de la politique des Affaires étrangères de la Norvège. Nous avons invité à une conférence sur le Spitzberg à Oslo en 1908 et 1919 sans les vérifications historiques suffisantes, mais Løvland (Premier Ministre 1907-1908 et Ministre des Affaires étrangères 1905-1908) pensait que nous allions obtenir quelque chose en donnant au monde un bon exemple. Les petits Etats n'ont jamais gagné quoi que ce soit en donnant le bon exemple sauf une certaine satisfaction morale interne».

C. J. Hambro conclut: « Pour terminer je voudrais dire à ceux des membres de ce comité qui n'ont pas pu suivre cette affaire tout le temps que lorsqu'elle a démarré à Londres en 1944, nous nous sommes sentis dans une situation de contrainte absolue. Nous étions – c'était là la conviction du Ministre des Affaires étrangères et je pense que l'ambassadeur Andvord, qui menait les discussions à Moscou avec beaucoup de compétence, peut le confirmer – dans notre perception nous nous trouvions devant une situation où si nous adoptions une posture entièrement négative et ne faisons rien, la Russie – d'après ce qui était alors compréhensible vus les combats dans l'océan arctique – prendrait possession de bases sur Svalbard et l'Île aux Ours sans égard pour ce que nous pourrions souhaiter mais en fonction de la considération de *realpolitik* que la Norvège n'était pas en mesure d'y défendre ses intérêts. Et enfin il faut se souvenir de ce que le gouvernement à Londres se trouvait dans une situation extrêmement difficile. Il n'y avait pas de Storting auquel se référer, en réalité, pour son existence, il dépendait du bon vouloir des Grandes Puissances. Il espérait également recevoir le soutien des Russes lors de la libération de la Norvège. Tout ceci constituait un ensemble qui concourait à nous faire traîner en longueur au maximum et ainsi éviter d'adopter des points de vue définitifs, ce que l'on a apparemment petit à petit compris du côté russe »³⁸³.

Rappelons que 2 ans et 2 mois se sont écoulés depuis la mémorable rencontre au Kremlin entre Molotov d'un côté et Trygve Lie accompagné de Rolf Andvord, l'Ambassadeur de la Norvège sur place, à 2 heures du matin, de l'autre. Depuis lors, aucune information n'avait filtré de cette réunion avant ce mois de janvier 1947 où une fuite révèle aux parlementaires norvégiens et au peuple tout entier la demande qui avait été présentée aux Norvégiens au mois de novembre 1944.

Il est clair que les concessions accordées par les Norvégiens en 1944 paraissent au mois de janvier 1947 très généreuses et il incombe à M. Hambro de faire un maximum pour défendre la manière dont le gouvernement en exil à Londres avait traité la demande soviétique – le lecteur de ce compte rendu pourrait même sentir un certain désespoir chez M. Hambro.

Le 24 janvier 1947, nous résumons l'entrée dans le Journal privé d'Arne Ording qui se réfère à une conversation avec Halvard Lange où ce dernier lui révèle que, lors d'une réunion secrète du Storting du 16 janvier, le Storting a confirmé qu'il n'acceptera pas une défense commune (sur Svalbard) et Hambro déclare que l'on ne peut pas abandonner la déclaration commune (du 09/04 1945) sans se justifier. Dans une conférence donnée au Conseil Commercial (à Oslo) [Handelsstanden] il (Hambro) a également parlé de la continuité dans notre politique étrangère. L'affaire a été transmise au Comité de Affaires étrangères. Hambro en sera le président [ordfører]³⁸⁴.

Compte rendu d'une réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution le 30 janvier 1947 [Den utvidede utenriks-og konstitusjons-komiteen. Møte 30 januar 1947] où l'affaire de Svalbard est à l'ordre du jour.

³⁸³ Voir Annexe VI TS.01, réf : 470115.01, avec les textes en norvégien des interventions de Lange et Hambro, p 396.

³⁸⁴ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 217.

Il est question de rédiger une proposition de texte qui présente la position du Gouvernement où l'affaire de Svalbard est à nouveau à l'ordre du jour.

Président Hambro : [Formann: C. J. Hambro]. « L'ébauche de la déclaration sera distribuée dès que nous en recevrons d'autres exemplaires. Permettez-moi d'abord de la lire :

..... »

« Le Storting a pris bonne note du communiqué du Gouvernement concernant les pourparlers avec l'Union Soviétique au sujet du Svalbard - complété par des messages du Ministre des Affaires étrangères. Le Storting note que le Gouvernement en 1944 et 1945 lors de la dernière phase intense de la guerre lorsque des troupes d'assistance russes avaient occupé la partie orientale du Finnmark et qu'il était vital de maintenir ouverte la voie d'approvisionnement à Mourmansk – a présenté une ébauche d'une déclaration dite commune à l'Union Soviétique et à la Norvège. Dans cette déclaration il a été dit que la défense de l'archipel du Svalbard était une affaire commune à la Norvège et à l'Union Soviétique. Le Storting note d'autre part que les conditions internationales ont complètement changé, en bonne partie à cause des efforts de l'Union Soviétique au cours de la guerre et de leurs contributions en faveur de la sécurité internationale et le désarmement. La situation qui conditionnait la formulation de l'ébauche norvégienne à une déclaration commune n'existe plus aujourd'hui et une négociation préalable à deux avec un seul pays au sujet de mesures de défense de Svalbard n'est pas, de l'avis du Storting, compatible avec notre adhésion aux Nations Unies et avec les résolutions qui y ont maintenant été adoptées dans la question du désarmement. Le Storting, qui n'oubliera jamais l'aide qui a été fournie à la Norvège par l'Union Soviétique n'a rien contre des pourparlers avec l'Union Soviétique dans le but d'arriver à un accord sur les grandes lignes du Traité de Svalbard de 1920 qui le rendra plus satisfaisant à la fois pour la Norvège et pour l'Union Soviétique et il est d'accord pour exclure, lors d'une reprise de négociations avec les autres co-signataires (du Traité), les Etats qui lors de la dernière guerre ont combattu contre la Norvège ou les alliés de celle-ci » (notre parenthèse)³⁸⁵.

Nous remarquons que la Norvège œuvre toujours pour sortir de la situation difficile dans laquelle elle se trouve dans ses relations avec l'Union Soviétique au sujet du Svalbard en appuyant sur l'estime des Norvégiens à l'égard de l'Union Soviétique suite à ses efforts durant la Guerre.

Compte rendu d'une réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution le 12 février 1947 [Den utvidede utenriks-og konstitusjons- komiteen. Møte 12 februar 1947] où il est de nouveau question de l'affaire Svalbard.

Président : TerjeWold [Formann : Terje Wold].

Ministre des Affaires étrangères Halvard Lange : « Justement, eu égard au combat du Danemark contre la pression américaine au sujet du Groenland et à ce qu'il représente pour moi et pour nous du Gouvernement, cette question a pesé très lourd pour élaborer un point de vue réaliste par rapport au souhait russe d'installer des bases militaires à Svalbard. Cela relève des motifs qui ont pesé et parmi ceux qui ont le plus pesé, que nous aidions le Danemark au mieux dans son opposition contre les bases américaines au Groenland de telle manière que nous, pour notre part, adoptions le point vue qui a été exprimé par la majorité ici pour ce qui est des souhaits des Russes au Svalbard. Derrière les rumeurs colportées par *Ekstra Bladet* (quotidien danois) et

³⁸⁵ Voir Annexe VI, TS.01, réf : 470130, avec le texte en norvégien de l'intervention de Hambro, p 397.

commentées par les *Izvestia* (quotidien russe) se trouve le fait que du côté des militaires américains s'est exprimé sans équivoque un souhait d'acheter le Groenland maintenant, lié au fait que les bases militaires dont ils disposaient pendant la guerre deviennent des bases militaires permanentes après la guerre.

Nous avons reçu une communication de notre ambassadeur à Washington qui, se fondant sur une conversation avec un haut fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères, indique la possibilité que les Américains, justement pour se créer une position de force face aux Danois, seraient enclins de dire aux Russes : « Bon, allez-y et faites ce que vous voulez au Svalbard ! » Cette communication qui ne constitue qu'une indication de ce que l'on envisage au Ministère des Affaires étrangères américain, m'a semblé et a semblé pour nous ici au Gouvernement, nous renforcer dans notre conviction qu'il nous fallait dire non aux bases militaires en coopération avec une seule autre puissance. Et je crois que la position que la majorité ici a élaborée, nous devons la maintenir. Je crois aussi que le Ministre des Affaires étrangères Molotov est justifié maintenant à faire preuve d'impatience pour savoir comment nous envisageons la réalité de l'affaire » (nos italiques et parenthèses)³⁸⁶.

L'affaire de Svalbard se complique ainsi avec les visées américaines sur le Groenland et avec la possibilité d'un arrangement direct entre Soviétiques et Américains par-dessus la tête des Norvégiens qui laisserait alors la Norvège en dehors du jeu et très humiliée.

Le 15 février 1947 lors d'un débat au Storting sur le Svalbard, la proposition du gouvernement a obtenu 101 voix contre 11 pour les communistes qui souhaitaient maintenir le texte de la déclaration commune du 9 avril 1945 et une abstention inhabituelle d'un total de 38 députés³⁸⁷.

A la même date du 15 février 1947, Arne Ording note^{388/389} : « Halvard Lange. Le débat sur le Svalbard au Storting. La dissension des communistes. Strand Johansen (1903-1970)³⁹⁰ (reprend) tous les arguments de Molotov. A-t-il rédigé le discours lui-même ?.....Le Royaume Uni prend la température auprès des Etats-Unis et le Canada. Ne se trouve pas devant (un) fait accompli, pense que la question de la militarisation du Svalbard relève de l'ONU ».

Dans la lettre qui a été envoyée par la suite au nom de Lange à Molotov le nouvel argument principal était rédigé comme suit : « Il serait contraire à la ligne de politique étrangère que le Gouvernement, en accord avec le Storting, a conduit depuis la Libération, d'entrer dans des discussions de caractère militaire au sujet de la défense d'une partie du territoire de l'Etat norvégien avec un seul autre Etat »³⁹¹.

Il nous semble que l'argument que présente Lange, pour sortir la Norvège du problème de la défense commune entre l'Union Soviétique et la Norvège à Svalbard, pourrait paraître à

³⁸⁶ Voir Annexe VI TS.01, réf : 470212, avec le texte en norvégien de l'intervention de Lange, p 397.

³⁸⁷ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, page 274.

³⁸⁸ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 225.

³⁸⁹ Halvard Lange. Svalbard debatten i Stortinget. Kommunistenes dissens. Strand Johansen alle Molotovs argumenter. Har han laget talen selv ?..... UK føling USA og Canada. Ikke stillet ovenfor fait accompli (en français dans le texte), mener spørsmålet om militarisering av Svalbard hører hjemme (i) FN (nos parenthèses).

³⁹⁰ Johan Strand Johansen, député et membre du Parti Communiste norvégien.

³⁹¹ Det ville være i strid med den utenrikspolitiske linje regjering i forståelse med Stortinget har ført siden frigjøringen å ta opp drøftinger av militær art om forsvaret av en del av norsk statsområde med en enkelt annen stat.

certains comme spécieux ou au moins une manœuvre pour détourner les Soviétiques de leur intérêt pour le Svalbard.

Finalement la crise, redoutée par la Norvège, sur le Svalbard n'a pas eu lieu. En effet, à la date du 17 février 1947, Arne Ording écrit³⁹² : « Paul Koht (1913-2002), diplomate, est parti à Moscou avec une lettre pour Molotov au sujet de la résolution du Storting portant sur la question du Svalbard. Nous pouvons maintenant espérer que les Russes comprennent qu'ils peuvent exploiter la situation pour exiger que les Américains délaissent le Groenland – une pacification ordinaire du territoire. Il est cependant probable qu'il (Molotov) s'indigne et interprète le dernier et nouveau point de vue norvégien comme résultant d'une pression anglo-américaine» (notre parenthèse)³⁹³.

Or, la réaction soviétique que les Norvégiens escomptaient ne s'est pas réalisée. Silence à Moscou.....

III.3.8 : La Norvège en pointe face au régime dictatorial de Franco.

De la guerre civile qu'il avait déclenchée en 1936, le général Francisco Franco est sorti victorieux en 1939 et ainsi l'Espagne est devenue le troisième Etat en Europe à instaurer un régime de type fasciste³⁹⁴.

Il était donc dans la nature des choses qu'elle soit tentée de se joindre à l'Allemagne et l'Italie dans la conquête de l'Europe. Dans son Journal privé, Arne Ording, écrit à la date du 3 avril 1943³⁹⁵ : «(Serrano) Suñer (1901-1977) (homme politique espagnol) avait promis à Hitler, au début de 1942, que l'Espagne se joindrait à la guerre une fois Suez enlevé par (Erwin) Rommel (1891-1944). L'Espagne d'aujourd'hui évolue lentement d'une position de non-belligérante à celle de neutre »³⁹⁶.

Un témoignage sur l'Espagne nous est rapporté par une entrée dans le Journal privé d'Arne Ording du 6 décembre 1944³⁹⁷ : « Je me suis entretenu pas mal avec Vernon Bartlett (1894-1983) (auteur et homme de presse britannique) qui vient juste de rentrer d'Espagne. Le fait qu'il a obtenu un visa est un signe des temps. Son impression fut que tout le monde détestait Franco mais qu'en même temps ils ont peur d'une nouvelle guerre civile. La Phalange³⁹⁸ était si faible qu'elle allait probablement s'effondrer. Les anarchistes avaient toujours beaucoup d'influence et ils étaient les plus capables dans le travail illégal. Par contre, les communistes étaient faibles. Des anciens leaders républicains hors d'Espagne il n'y avait que (Indalecio) Prieto (1883-1962) que l'on pouvait s'imaginer jouer un rôle. (Juan) Negrin (1892-1956) (homme

³⁹² « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 226.

³⁹³ Paul Koht er reist til Moskva med brev til Molotov om Stortingets vedtak i Svalbard- spørsmålet. Vi får nå håpe at russerne forstår at de kan utnytte situasjonen ved å kreve amerikanerne bort fra Grønland – en alminnelig passifisering av området. Det er imidlertid sannsynlig at han blir forarget og utlegger det nye norske standpunkt som resultat av amerikansk-engelsk press.

³⁹⁴ « *Norsk utenrikspolitikshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 3, p 288-292.

³⁹⁵ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 1, p 171-172.

³⁹⁶ (Serrano) Suñer hadde i begynnelsen av 1942 lovet Hitler at Spania skulle gå inn i krigen så snart Rommel hadde tatt Suez. Nå beveger Spania seg langsomt fra non-belligerency (en anglais dans le texte) til nøytralitet (nos parenthèses).

³⁹⁷ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 1, p 442.

³⁹⁸ Organisation politique espagnole nationaliste d'obédience fascisante fondée en 1933 ; Cf. : Wikipedia la Phalange.

politique et chef du gouvernement espagnol en exil au Mexique de 1939 à 1945), occupait une position de faiblesse » (nos parenthèses)³⁹⁹.

Voilà un tableau plutôt attristant de l'état de l'Espagne à six mois de la fin de la guerre en Europe.

Lors de la conférence de San Francisco du mois de juin 1945 et de la conférence de Potsdam réunissant Staline (1879-1953), Churchill (1874-1965) et Truman (1884-1972), l'Espagne a été exclue de la communauté internationale à cause de son régime fasciste. Pour la Norvège, cette condamnation morale a créé des problèmes lorsqu'il s'agissait d'appliquer des sanctions d'ordre économique et diplomatique, car si l'opinion publique et les politiques exprimaient leur aversion à l'encontre de l'Espagne franquiste, un blocage des relations économiques ferait beaucoup plus de mal à la Norvège qu'à l'Espagne.

En effet, pour la reconstruction de la Norvège, il fallait importer, en provenance de l'Espagne, du minerai de zinc pour sa production métallurgique à Odda, mais aussi de la potasse et du superphosphate pour l'agriculture ainsi que le sel pour les pêcheries. L'exportation vers l'Espagne de marchandises norvégiennes et le transport maritime apportaient des rentrées dont la Norvège avait besoin pour pouvoir acheter des produits à l'étranger pour sa reconstruction et pour nourrir sa population⁴⁰⁰.

Dans les relations entre la Norvège et l'Espagne, une dynamique d'origine exogène espagnole et de caractère conjoncturel - car on pense qu'elle va se terminer le jour où Franco disparaîtra - agit sur la Norvège dont la population comme les responsables politiques et syndicaux récusent fondamentalement le régime fasciste de Franco. Ce n'est donc pas de la part des Norvégiens une manifestation d'isolationnisme avoué mais une réaction de rejet devant l'affront que représente aux yeux de ces démocrates du nord de l'Europe ce pays du sud du continent européen, l'Espagne fasciste.

Cependant il existe une autre dynamique, qui est d'origine endogène et également de caractère conjoncturel, où l'antipathie populaire des Norvégiens à l'égard des Espagnols agit, comme envers leurs voisins Italiens et Portugais (voir page 135). Dans ce cas, nous pouvons parler d'un isolationnisme à caractère ethnique et populiste dirigé contre les Espagnols et qui se confond avec le rejet par les Norvégiens du régime fasciste. Le courant hostile à l'Espagne en Norvège est donc composé de deux paramètres différents. Sur les relations entre les deux pays vont se greffer des mouvements syndicaux avec des grèves d'ouvriers en Norvège ainsi que des problèmes d'ordre politique, diplomatique et de transport maritime.

³⁹⁹ Jeg snakket en del med Vernon Bartlett som nettop er kommet tilbake fra Spania. Det er tidens tegn at han har fått visum. Hans inntrykk var at alle mennesker hatet Franco, men at de samtidig var redd for en ny borgerkrig. Falangen var så svak at den sannsynligvis ville bryte sammen. Anarkistene hadde fremdeles stor innflytelse og de var de dyktigste i illegalt arbeid. Derimot var kommunistene svake. Av de tidligere republikanske ledere utenfor Spania var det bare Prieto som kunne tenkes å spille en rolle. Negrin stod svakt.

⁴⁰⁰ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, page 246.

Le conflit entre la Norvège et l'Espagne est un combat qui, pour la Norvège, est politique et économique, car elle a besoin de maintenir avec l'Espagne les exportations et importations qui lui sont nécessaires et en même temps d'assurer la liberté de mouvements de sa marine marchande. Politiquement la Norvège s'oppose ouvertement, comme au Nations Unies au mois de novembre 1946, et même avec des manifestations en Norvège, contre le régime franquiste.

En effet, le gouvernement norvégien est soumis à la pression du mouvement syndical et des communistes.

L'Espagne mène un combat principalement pour contrer l'attitude et le comportement de divers pays dirigés contre le régime franquiste mais surtout pour obtenir la reconnaissance diplomatique que la Norvège ne veut pas lui accorder.

Dans ce chapitre nous allons nous référer aux comptes rendus des réunions (à huis clos) du Comité des Affaires étrangères et de la Constitution ainsi que des commentaires de la main d'Arne Ording relevés dans son Journal privé, le tout par ordre chronologique.

Compte rendu de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution au Storting du mardi 26 juin 1945 [Møte i den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite, tirsdag] (notre parenthèse). Après avoir soulevé la question du Japon, les relations avec l'Espagne sont abordées :

Président J C Hambro [Formann J C Hambro].

Extraits : Le Ministre des Affaires étrangères, Trygve Lie: « Pour ce qui concerne le Japon, je pense qu'il est bon que nous soumettions une déclaration de guerre au Japon. En fait, je pense que nos pertes économiques seraient dans ce cas limitées et nous pouvons nous-mêmes réguler la perte d'hommes et équipages dans une mesure assez large..... Si le comité des Affaires étrangères pouvait nous présenter une proposition pour le Storting demandant que le gouvernement reçoive un pouvoir de déclarer la Norvège en état de guerre avec le Japon, je pense que cela serait le plus judicieux ».

Madsen (Député, membre du Parti Social-démocrate): « Pour ce qui concerne le Japon, je n'ai rien contre donner au gouvernement un pouvoir – s'il désire un tel pouvoir. Et il me plairait bien de voir le Ministre des Affaires étrangères soulever la question de l'Espagne de Franco. Après tout, dans une certaine mesure cela se rapproche. C'était bien Franco qui avait commencé la guerre en Europe 1936-1939. Cela constituait une répétition générale de la grande guerre mondiale et si la Norvège pouvait participer à une action internationale, je verrai cela avec beaucoup de satisfaction ».

Le Ministre des Affaires étrangères Trygve Lie : « Monsieur Madsen a mentionné l'Espagne. Nous n'avons pas eu d'envoyé en Espagne depuis la guerre, nous avons simplement eu un Chargé d'affaires, (Sven Brun) Ebbell, (1907-1990) Le gouvernement espagnol nous a demandé un agrément pour un envoyé à Oslo. Nous avons reçu la sollicitation il y a deux semaines. J'ai pensé saboter l'affaire mais je n'ose pas écarter, sans façons, nos importants intérêts commerciaux en Espagne. S'il y a une action internationale et qu'on nous invite de telle manière que nous pouvons nous prémunir d'une manière ou une autre, cela est une affaire en soi

mais nous joindre à la France qui aujourd'hui agit seule constitue un saut dans l'inconnu. Je pense que, vu la situation aujourd'hui, il est mieux d'attendre un peu avant d'acquiescer à la demande espagnole de désigner un envoyé. Ils nous ont traité de telle manière pendant la guerre qu'il ne nous est pas nécessaire de nous dépêcher »⁴⁰¹.

Un mois et demi après la fin de la guerre en Europe la Norvège s'occupe tout d'un coup de la guerre dans le Pacifique qui continue et se propose de déclarer la guerre au Japon, dans un souci de limiter des pertes économiques et humaines mais ce pays va capituler devant les Américains le 14 août suivant. S'agit-il simplement d'un accès d'opportunisme ?

Le 15 octobre 1945 Arne Ording rapporte dans son Journal privé⁴⁰² : « Trygve Lie⁴⁰³ exaspéré par la propagande des (députés) communistes (norvégiens) autour de l'Espagne. Notre Chargé d'affaires (en Espagne) est rappelé pour consultation, l'accord commercial est conclu en tant qu'accord privé sous l'égide du Ministère des approvisionnements, les membres communistes du gouvernement ont voté pour » (nos parenthèses)⁴⁰⁴.

Voilà donc résolu le problème de l'accord commercial entre les gouvernements de la Norvège et de l'Espagne, déguisé en affaire privée et rattaché à un Ministère de moindre importance pour éviter le risque de manifestations par une opposition populaire et bruyante.

Un autre thème traité lors de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution du 29 octobre 1945 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite, møte den 29 oktober 1945] fut celui des relations commerciales de la Norvège avec l'étranger, le Président de la réunion étant J C Hambro.

Le député Madsen se plaint de ne pas pouvoir s'abonner à des journaux et revues étrangers, les devises étant prioritairement réservées à l'achat de chaussettes. Nous le citons : « Nous avons été isolés pendant 5 ans et il est nécessaire aujourd'hui au cours de cette période d'assainissement intellectuel d'ouvrir l'accès à l'importation de livres. Mais tout cela ne relève pas du Ministère des Affaires étrangères et je crois qu'alors il serait naturel que cela soit mentionné au Storting..... »⁴⁰⁵.

Nous notons que le député Madsen est exaspéré par son impossibilité à se faire entendre au sujet de la presse étrangère à laquelle il voudrait s'abonner et qu'il trouve nécessaire de soulever ce sujet hors l'ordre du jour lors d'une réunion qui va traiter de la

⁴⁰¹ Voir Annexe VI, TS.01, réf: 450626.03, avec les textes en norvégien des interventions de T. Lie et Madsen, p 398.

⁴⁰² *Arne Ordings dagbøker* [Journaux privés d'Arne Ording] vol 1, p 36.

⁴⁰³ Ministre des Affaires étrangères de la Norvège jusqu'au 2 février 1946 lorsqu'il est remplacé par Halvard Lange.

⁴⁰⁴ Trygve Lie forbitret over kommunistenes propaganda omkring Spania. Vår Chargé d'affaires er kalt tilbake for å rapportere, handelsavtalen er sluttet som privatavtale og ligger under Forsyningsdepartementet, kommunistenes medlemmer i regjeringen har stemt for.

politique norvégienne avec l'extérieur et en suggérant que son problème soit porté devant le Storting.

Le Ministre des Affaires étrangères, Trygve Lie, à qui incombe les relations commerciales, se réfère à nouveau à l'Espagne où l'on négocie un renouvellement de l'accord de compensation pour environ 10 millions de couronnes, et remarque : «nous enverrons à l'Espagne de la pâte à bois, du papier, de la cellulose, de l'huile de foie de morue et du poisson et en retour nous aurons du minerai de zinc de telle manière que nous pouvons démarrer notre fonderie d'Odda et en plus nous leur enverrons quelques produits de Norsk Hydro. Nous avons déjà reçu de l'oignon, et nous recevrons d'eux du sel pour nos pêches et de l'huile pour nos usines de conserves de poisson, de l'huile d'olive, en général des produits essentiels d'un point de vue norvégien. Et avec cet accord ce n'est pas nous qui aidons l'Espagne, car elle peut très bien vendre ces produits à d'autres pays. Si par exemple nous ne nous assurons pas du minerai de zinc, l'Angleterre et l'Amérique le prendraient avec plaisir. Je veux que cela soit mentionné car le sujet a été très souvent soulevé dans des discussions, surtout du côté des travaillistes radicaux, mais je ne peux pas prendre la responsabilité – cela je veux le dire - de mettre fin au commerce de compensation qui a lieu aujourd'hui entre l'Espagne et la Norvège »⁴⁰⁶.

Le 6 novembre 1945, Arne Ording note dans son Journal privé: « Trygve Lie au sujet de l'Espagne. Pression (reçue) de deux côtés : du syndicat et des milieux d'affaires » [Trygve Lie om Spania. Press fra to sider: fra fagorganisasjonen og fra forretningsstanden] (notre parenthèse)⁴⁰⁷.

Le 10 novembre 1945, Arne Ording continue⁴⁰⁸: « Au sujet de l'Espagne. Trygve Lie a raison de dire que la situation actuelle est irrationnelle. Il était d'avis que le blocus politique et économique de Franco ne nuit qu'à nous-mêmes, la seule solution (serait) une action internationale. Il m'a chargé d'écrire un mémorandum à ce sujet. Cela est rationnel mais on ne doit pas sous-estimer la réaction émotionnelle parmi la population qui est à la fois forte et justifiée. L'opinion des communistes sur ce point est partagée par une grande partie du Parti Social-démocrate. De la part de la direction communiste il s'agit naturellement et uniquement de tactique » (notre parenthèse)⁴⁰⁹.

Pour l'action internationale les Norvégiens avaient souhaité une initiative au niveau de l'ONU. Le Storting à Oslo avait rejeté une rupture unilatérale avec l'Espagne dans les domaines de l'économie et la diplomatie mais avait voté pour une action de boycottage international. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne voulaient pas d'une confrontation

⁴⁰⁶ Voir Annexe VI, ST.01, réf : 451029.03, avec les textes en norvégien des interventions de Madsen et T. Lie, p 398.

⁴⁰⁷ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 46.

⁴⁰⁸ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 47.

⁴⁰⁹ Om Spania. Trygve Lie har rett i at den nåværende situasjonen er irrasjonell. Mente politisk og økonomisk blockade av Franco bare skader oss selv, eneste løsning en internasjonal aksjon. Jeg fikk i oppdrag å sette opp et memorandum om dette. Det er rasjonelt, men man må ikke undervurdere den følelsesmessige reaksjonen i folket som er både sterk og berettiget. Kommunistenes oppfatning på dette punkt deles av store deler av Arbeiderpartiet. Det er en annen sak at det fra kommunistenes ledelses side er naturligvis bare taktikk.

directe avec l'Espagne de peur d'une nouvelle guerre civile et ils prônaient un coup d'état en Espagne comme seule solution⁴¹⁰.

Dans son Journal privé du 10 janvier 1946, Arne Ording écrit⁴¹¹: « Rumeurs d'après lesquelles la Grande-Bretagne et les USA vont laisser Franco en place jusqu'à l'été 1947. L'Espagne se trouve devant de nouvelles difficultés économiques et il serait malheureux que la responsabilité de cette situation soit imputée à un nouveau régime »⁴¹².

Mais en Norvège les difficultés se développent du côté des syndicats au sujet de l'importation et exportation de produits en provenance de ou en partance pour l'Espagne ; les dockers dans divers ports décident de refuser d'en assurer le chargement et le déchargement.

Arne Ording nous tient informé des incidents avec ses notes entre mars et juin 1946:

Le 18 mars 1946, Arne Ording porte cette entrée dans son Journal privé⁴¹³ : « Conversation avec Halvard Lange⁴¹⁴. L'Espagne. Le syndicat des ouvriers transporteurs contre 4 communistes, opposé à des actions isolées. Mais les communistes aussi étaient pour le déchargement des tomates du (bateau) « Dicto ». Les dockers ont cependant décidé de maintenir le blocage complet »⁴¹⁵.

Le 21 mars 1946: Arne Ording⁴¹⁶ : « Les débardeurs ont hier rejeté la proposition de la Fédération nationale des syndicats de salariés [LO], du syndicat des ouvriers transporteurs, des communistes et du Parti Social-démocrate pour le déchargement du (bateau) « Dicto ». Plus tard dans la journée des « ménagères » ont déchargé les tomates. Une histoire idiote de bout en bout » (nos parenthèses)⁴¹⁷.

Le 23 mars 1946: Arne Ording⁴¹⁸: « Le bateau « Sevilla » avec des engrais n'est pas déchargé à Stavanger. Espérons que cela ne va pas occasionner une descente de paysans comme dockers. Mais le bateau avec du minerai est déchargé à Odda. L'Espagne a pratiquement arrêté l'envoi de marchandises »⁴¹⁹.

Nous ne pouvons donc que constater les difficultés rencontrées pour le chargement et déchargement de navires liés aux relations commerciales avec l'Espagne dont la cause initiale est le rejet par la population en Norvège du régime de Franco.

⁴¹⁰ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, p 248-249.

⁴¹¹ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 64.

⁴¹² Rykter om at Storbritannia og USA vil la Franco sitte til sommeren 1947. Spania står overfor nye økonomiske vanskeligheter og det ville være uheldig om et nytt regime ville få ansvaret for det.

⁴¹³ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 47.

⁴¹⁴ Nouveau Ministre des Affaires étrangères de la Norvège depuis le 2 février 1946.

⁴¹⁵ Samtale med Halvard Lange. Spania. Transportarbeiderforbundet mot 4 kommunister imot isolerte aksjoner. Men også kommunistene var for at tomatene på « Dicto » skulle losses. Bryggearbeiderne vedtok imidlertid å opprettholde full blockade (nos parenthèses).

⁴¹⁶ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 90.

⁴¹⁷ Bryggearbeiderne forkastet i går forslag fra LO, Transportarbeiderforbundet, kommunistene og Arbeiderpartiet om å losse « Dicto » (bateau). Senere på dagen « husmødre » losset tomatene. En idiotisk historie tvers igjennom.

⁴¹⁸ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 91.

⁴¹⁹ «Sevilla» med gjødningsstoffer blir ikke losset i Stavanger. Forhåpentlig foranlediger det ikke bondetog som losses. Men malmbåten losses i Odda. Spania har praktisk talt stoppet vareforsendelse (notre parenthèse)

Le 25 mars 1946: Arne Ordning⁴²⁰ : « La France a abandonné le renvoi de la question sur l'Espagne au Conseil de Sécurité, mais veut l'adresser à la conférence des Ministres des Affaires étrangères à Londres.....Exaspération suite à « l'action » (du 21 mars) sur le quai, manifestations de protestations par des femmes radicales » (notre parenthèse)⁴²¹.

Le 13 avril 1946 : Arne Ordning⁴²² : « Sanness (1913-1984) (historien norvégien) de retour de Paris. Situation embrouillée parmi les émigrés espagnols, les anarchistes de Catalogne composant le groupe le plus fort parmi les émigrés. Negrin toujours à l'extérieur. Le gouvernement des émigrés demande en principe un blocus complet de l'Espagne, sinon un blocage de pétrole et d'autres livraisons « d'importance vitale pour la guerre ». De plus, rupture diplomatique avec Franco (et) reconnaissance du gouvernement Giral (1879-1962). Mais peu d'intérêt pour un blocus local..... (nos parenthèses)⁴²³».

Le 3 mai 1946 : Arne Ordning⁴²⁴: « Sanness pense que l'on peut abroger sans dommage l'accord de compensation avec l'Espagne à la prochaine échéance. Toujours des conflits spontanés – on refuse de charger (les navires). Cela a également plus de sens ».

Le 7 juin 1946: Arne Ordning⁴²⁵: « Le sous-comité sur l'Espagne du Conseil de Sécurité conseille une rupture des relations diplomatiques avec l'Espagne de Franco si la situation n'est pas modifiée d'ici la réunion de l'assemblée du 3 décembre (prochain) » (notre parenthèse)⁴²⁶.

Le 17 juin 1946 : Arne Ordning⁴²⁷: « (Une) crainte de voir le blocus mis en place non pas par nous mais par Franco » [Redd for at blokaden skal bli etablert av Franco og ikke av oss....] (notre parenthèse).

Nous constatons que la situation entre la Norvège et l'Espagne a maintenant évolué au point où c'est Franco qui pourrait prendre l'initiative par un blocage de navires norvégiens.

Ci-après des extraits de l'intervention de Halvard Lange lors de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution au Storting du jeudi 19 septembre 1946 à 10h00 [Møte i den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen, den 19. september 1946 kl. 10] (notre parenthèse)

⁴²⁰ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ordning] vol 2, p 92.

⁴²¹ Frankrike har oppgitt å sende Spania-spørsmålet til Sikkerhetsrådet, men vil henvise det til utenriksministerkonferansen i London..... Opphisselse i anledning "aksjonen" på bryggen, proteststands fra radikale damer.

⁴²² « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ordning] vol 2, p 96.

⁴²³ Sanness hjem fra Paris. Broget situasjon blant spanske emigranter, anarkistene fra Catalonia sterkeste gruppe blant emigrantene. Negrin ennå utenfor. Emigrantregjeringen krever prinsipielt full blokade av Spania, subsidiært blokade av olje og andre « krigsviktige » leveranser. Dessuten diplomatisk brudd med Franco (og) anerkjennelse av Giral-regjeringen. Men liten interesse i local blockade.

⁴²⁴ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ordning] vol 2, p 102.

⁴²⁵ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ordning] vol 2, p 112.

⁴²⁶ Sikkerhetsrådets underkomité om Spania tilråder brudd på diplomatiske forbindelser med Franco-Spania, hvis stillingen ikke forandret innen forsamlingens møte le 3 décembre.

⁴²⁷ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ordning] vol 2, p 115.

Président : Terje Wold [Formann: Terje Wold].

Halvard Lange : « Ensuite je voudrai bien – et cela sera le dernier point aujourd’hui – dire quelques mots au sujet de la question espagnole. Au cours de notre séjour à Paris⁴²⁸ nous avons essayé de savoir quelles sont les perspectives pour obtenir une résolution, non des déclarations platoniques, mais de véritables engagements de la part de l’ONU. J’aimerais dire que d’après les sondages que j’ai effectués je ne suis pas très optimiste concernant les possibilités de faire quelque chose à New York. Je pense qu’il est bon que nous le sachions dès le début.

....

Si je le dis c’est parce que parmi les ministres des Affaires étrangères avec qui j’ai eu une conversation à Paris, il n’y a que deux qui ont indiqué qu’ils désiraient vraiment activement s’engager dans ce sens, sauf ceux qui ont déjà donné leur point de vue en reconnaissant le gouvernement Giral⁴²⁹, ce sont le Belge et le Français.

.....

Pour ce qui est de la position britannique, d’après ce que vois, c’est très clair, que du côté britannique on travaille à un plan pour faire remplacer Franco, avec quelqu’un d’autre et d’après ce que j’ai pu apprendre suite à des conversations avec des émigrés espagnols..... c’est un plan qui vise un « pronunciamento », donc un coup d’état militaire, et l’avis du côté britannique, américain et républicain espagnol est que cela est la seule possibilité pour amener un changement sans guerre civile et sans intervention étrangère, chose que personne parmi eux ne désire.

.....Si ce plan se développe et réussit, il y aura dans une première phase un gouvernement militaire....Pour maintenir le calme et l’ordre en Espagne pendant au moins les 9 mois nécessaires pour préparer des élections démocratiques ou un référendum d’une manière sérieuse.... Nous devons former un gouvernement de coalition.

.....Leur point de vue est: En premier lieu une dictature militaire, en deuxième lieu un gouvernement de coalition [konsentrasjonsregjering] où tous, même des phalangistes repentants jusqu’aux communistes, doivent participer pour maintenir le calme et l’ordre au cours de la période de transition. D’après ce que j’ai pu comprendre, pour le moment le gouvernement britannique est tout à fait d’accord avec ces étapes et s’il ne reconnaît pas le gouvernement Giral c’est, entre autres, parce qu’il ne le considère pas comme l’alternative possible au cours de l’évolution future.

..... suite aux conversations que j’ai eues (je) suis tout à fait convaincu que toute accusation contre le gouvernement britannique de ne pas souhaiter une relève du règne de Franco en Espagne est entièrement sans fondement. Ce dont il s’agit est une évaluation des moyens et des méthodes pour atteindre ce but – où le gouvernement britannique est certainement de notre avis – de se débarrasser de Franco aussi rapidement que cela puisse se faire » (nos parenthèses)⁴³⁰.

Pour résumer, nous notons qu’on établit des plans à Londres, Paris et New York pour évincer Franco par un coup d’état militaire, la mise sur pied d’une dictature militaire avec un gouvernement de coalition nationale puis des élections libres pour déboucher sur un régime démocratique. La Norvège suit de près la question espagnole.

⁴²⁸ Lors de la Conférence de paix de Paris, du 29 Juillet au 15 Octobre 1946.

⁴²⁹ Gouvernement espagnol en exil à Paris.

⁴³⁰ Voir Annexe VI TS.01, réf : 460919, avec le texte en norvégien de l’intervention de Lange, p 398.

Le 20 octobre 1946: Arne Ordning⁴³¹: « L'initiative à l'ONU de Trygve Lie et Halvard Lange dans la question de l'Espagne. La Fédération britannique des syndicats ouvriers (vote) contre Franco avec 4,531 millions (de voix) contre 1,391 (pour) » (nos parenthèses)⁴³².

Le 12 novembre 1946 : Arne Ordning : « Langage véhément dans des quotidiens espagnols contre la Norvège et Halvard Lange » [Voldsomt språk i spanske aviser mot Norge og Halvard Lange]⁴³³.

Cette réaction fait suite au discours de Halvard Lange aux Nations Unies où il a critiqué le régime de Franco.

Le professeur J Sverdrup (1919–1997) commente⁴³⁴ : « Le gouvernement espagnol avait enregistré l'activité des Norvégiens et répondit par une contre-offensive. Au Ministère norvégien des Affaires étrangères on a pris note du langage véhément utilisé dans des quotidiens espagnols contre la Norvège et Halvard Lange. (Le gouvernement espagnol) présentait la critique des Norvégiens comme s'adressant au peuple d'Espagne et non contre le régime de Franco. De cette manière les autorités ont essayé de tourner la critique en provenance de l'étranger à l'avantage du régime espagnol »⁴³⁵.

Nous constatons que Franco a réussi à tourner la critique norvégienne du régime espagnol en la présentant comme une attaque contre le peuple espagnol. La Norvège est en train de s'empêtrer dans ses relations avec l'Espagne suite à sa propre initiative lorsque Halvard Lange a donné la position de la Norvège, très critique au sujet de l'Espagne, dans son discours lors de la réunion de l'Assemblée des Nations Unies au mois de novembre 1946, permettant ainsi à Franco de reprendre l'initiative.

Le 21 novembre 1946: Arne Ordning⁴³⁶: « L'Espagne. Deux propositions: une extrémiste pour un blocus absolu qui présuppose que Franco soit catalogué comme un « agresseur », une plus modérée de Spaak (1899-1972)⁴³⁷ sur la rupture des relations diplomatiques. Halvard Lange (Ministre des Affaires étrangères de la Norvège 1946-1963) pense qu'une proposition plus faible qui réunirait presque tout le monde sera plus forte que (celle) extrémiste qui sera mise en échec lors du vote » (nos parenthèses)⁴³⁸.

⁴³¹ « *Arne Ordning's dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ordning] vol 2, p 184.

⁴³²Trygve Lies og Halvard Langes initiativ i Spania spørsmålet i UNO. Den britiske fagkongress mot Franco med 4,531 millioner mot 1,391.

⁴³³ « *Arne Ordning's dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ordning] vol 2, p 190.

⁴³⁴ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 4, p 251.

⁴³⁵ Den spanske regjeringen hadde festet seg ved den norske aktiviteten og svarte med motoffensiv. I norsk UD ble det notert at det ble ført et voldsomt språk i spanske aviser mot Norge og Halvdan Lange. Det ble fremstilt som om den norske kritikken rettet seg mot det spanske folk og ikke mot Franco-regimet. På den måten forsøkte myndighetene å snu den utenlandske kritikken til regimets fordel.

⁴³⁶ « *Arne Ordning's dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ordning] vol 2, p 194.

⁴³⁷ Ministre des Affaires étrangères belges, 1939-1949.

⁴³⁸ Spania. To forslag: ett ytterliggående om absolutt blockade som forutsetter at Franco stemples som « angriper », et mere moderat fra Spaak om avbrytelse av diplomatiske forbindelser. Halvard Lange mener et svakere forslag som samler praktisk talt alle, vil være sterkere enn ytterliggående som blir nedvotert.

Le 8 décembre 1946: Arne Ording⁴³⁹ : « Chez Halvard Lange le matin. Notre commerce avec l'Espagne est au point de foutre le camp. Nous ne recevons ni sel ni zinc et il est difficile de se plaindre car c'est en fait nous qui avons fait preuve de discrimination à l'égard de l'Espagne (les oranges Franco) à cause du syndicat. De même une discrimination sérieuse en ce qui concerne le transport maritime norvégien. Sur ce point nous devrions peut-être protester au Conseil de Sécurité si cela dure trop longtemps. Et de toute manière cela devrait pouvoir empêcher les Suédois de profiter de la situation »⁴⁴⁰.

Nous notons que la situation s'aggrave pour ce qui est de la livraison à la Norvège de produits espagnols et qu'il faut empêcher les Suédois d'en profiter.

Le 16 décembre 1946: Arne Ording⁴⁴¹ : « Concernant l'Espagne. Thomas (Fredrik) Olsen (1897-1969) (armateur norvégien important) serait en train de menacer avec une agitation anti-Franco (?), car son service régulier dans la Méditerranée est en train de sombrer. La véritable difficulté est en fait le sel pour les pêcheries » (nos parenthèses mais le point d'interrogation est de l'auteur)⁴⁴².

Le 19 décembre 1946 : Arne Ording⁴⁴³: « Aake (Ording) a appelé, il vient de rentrer des USA. Il pense que la résolution en faveur d'un retrait des ministres et ambassadeurs d'Espagne n'est qu'un début. La position de Trygve Lie est renforcée » (nos parenthèses)⁴⁴⁴.

Le 27 décembre 1946: Arne Ording⁴⁴⁵: « Télégramme (reçu) concernant une discrimination continue contre la marine marchande norvégienne en Espagne. Rapport sur atmosphère d'hostilité contre la Norvège. Manifestations de masse pour Franco (?) (notre parenthèse mais le point d'interrogation est de l'auteur)⁴⁴⁶ ».

Trois semaines plus tard, le 17 janvier 1947: Arne Ording⁴⁴⁷ : « Au sujet de l'Espagne. Le ministre des Affaires intérieures belges est allé passer ses vacances en Espagne ! Le Chili essaie de placer du salpêtre sur le marché à la place du produit norvégien. Des bateaux suédois se voient partout. Danger pour le sel de mer. Impossible de mener une guerre

⁴³⁹ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 200.

⁴⁴⁰ Hos Halvard Lange om formiddagen. Vår handel med Spania holder på å gå pokker ivold. Vi får hverken salt eller sink og det er vanskelig å beklage seg fordi vi faktisk har diskriminert overfor Spania (Franco appelsiner) av hensyn til fagorganisasjonen. Også alvorlig diskriminasjon overfor norsk skipsfart. På dette punkt burde man kanskje beklage seg overfor Sikkerhetsrådet hvis det går for lenge. Og i hvert fall burde det kunne forhindres at svenskene utnytter situasjonen.

⁴⁴¹ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 203.

⁴⁴² Om Spania. Thomas Olsen skal true med å starte Franco-agitasjon (?) fordi hans Middelhavsroute går til helvete. Den virkelige vanskeligheten er imidlertid saltet til fiskeriene.

⁴⁴³ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 204.

⁴⁴⁴ Aake ringte opp, nettopp kommet hjem fra USA. Mener resolusjonen om å trekke tilbake ministre og ambassadører fra Spania bare en begynnelse. Trygve Lies stilling styrket.

⁴⁴⁵ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 206.

⁴⁴⁶ Telegram om fortsatt diskriminering mot norsk skipsfart i Spania. Rapport norsk-fiendtlig stemning. Massedemonstrasjon for Franco (?).

⁴⁴⁷ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 215.

commerciale tout seul. Mais impossible d'acheter des oranges. Mieux avec du vin? (!) » (Le point d'interrogation, d'exclamation et la parenthèse sont de l'auteur)⁴⁴⁸.

Nous enregistrons les étapes : des oranges espagnoles que les Norvégiens ne veulent plus acheter à cause des syndicats norvégiens de marins qui refuseraient de les décharger ; en même temps une discrimination maritime qui se développe encouragée par Franco ; puis c'est l'armateur (important) Thomas Olsen qui a des gros problèmes dans la Méditerranée et (aussi important) que l'on manque du sel pour les pêcheries ; on en arrive à parler d'une initiative de l'ONU contre Franco et à la fin du mois c'est la discrimination maritime se développe. Nous constatons qu'à partir des difficultés qui se présentent dans les relations Norvège – Espagne, c'est une véritable guerre commerciale qui a été lancée avec d'autres pays cherchant à profiter de la situation (nos parenthèses).

Ci-après des extraits de l'intervention de Halvard Lange lors de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution (au Storting à Oslo) du lundi 20 janvier 1947 à 09h00 [Møte i den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen, den 20 januar 1947 kl. 9] (nos parenthèses).

Président : Terje Wold [Formann: Terje Wold].

Le Ministre des Affaires étrangères Lange: « (Sur l'Espagne) Nous avons traité cette affaire au Storting plusieurs fois au printemps (dernier) et le gouvernement a donné sa position dans la résolution du 6 mars (1946) » :

« Le Storting exprime sa sympathie profonde avec le combat pour la liberté du peuple d'Espagne. Le Storting fait pleinement confiance au Gouvernement pour rester en contact avec le Storting et ses organes sur cette question de telle manière que la Norvège puisse accomplir son devoir entier en tant qu'Etat démocratique dans une action interalliée en vue de rétablir la démocratie en Espagne.

Sur la base de la volonté exprimée par le Storting la délégation norvégienne s'est présentée comme elle l'a fait lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies.....

..... Lorsque la délégation norvégienne a pris la parole lors du débat général (à New York au mois de novembre 1946) par mon intermédiaire, cette affaire (l'Espagne) avait déjà été abordée et des demandes posées par au moins deux autres délégations que les Nations Unies devaient adopter une attitude plus active dans cette question. Cependant, ce n'est que lorsque la question a été soulevée par les Norvégiens qu'elle a été en première page dans toute la presse américaine et sur le plan mondial. En bien ou en mal, devant l'opinion publique en Amérique et ailleurs c'était comme si la Norvège était en pointe sur cette affaire – de toute manière c'est ainsi que la question a été saisie par les autorités et le peuple espagnol. Dès le moment où le sujet a été soulevé par Trygve Lie dans son rapport supplémentaire en tant que Secrétaire Général – son origine norvégienne étant fortement soulignée dans les quotidiens espagnols – il engendre une campagne de propagande contre la Norvège,

⁴⁴⁸ Om Spania. Den belgiske innenriksminister har vært i Spania på ferie! Chile forsøker å få salpeter inn på markedet istedenfor det norske produktet. Svenske skip sees overalt. Fare for sjøsalt. Umulig å føre handelskrig alene. Men umulig å kjøpe appelsiner. Bedre med vin? (!)

menée dans les règles de l'art par la presse espagnole. La Norvège a été présentée comme unie contre l'Espagne, contre le peuple d'Espagne, (comme) un pays hostile, les différents représentants norvégiens ont été présentés comme des valets de Staline etc. Ce qui est grave dans ce contexte, c'est que d'après ce que rapportent les Norvégiens qui reviennent d'Espagne depuis quelques mois, cette agitation a atteint l'Espagnol ordinaire non politisé, la ménagère espagnole, l'ouvrier espagnol, l'homme d'affaires espagnol, ils croient aujourd'hui cela et ils posent la question aux Norvégiens : Pourquoi vous les Norvégiens êtes-vous si fâchés avec nous les Espagnols ? Donc, l'agitation, la campagne des autorités publiques a percé au point que l'Espagnol ordinaire est maintenant de l'opinion que la Norvège est un Etat qui est inamical à l'égard du peuple d'Espagne.

Les autorités espagnoles ont également pris leurs contre-mesures et c'est la raison de soulever le problème de mon côté maintenant. Le 4 janvier (1947) notre Chargé d'affaires Ebbell a été appelé au Ministère espagnol des Affaires étrangères, pour recevoir une communication verbale comme quoi... suite à l'attitude inamicale de la part du gouvernement norvégien concernant les relations commerciales avec l'Espagne et à cause du comportement du représentant norvégien aux Nations Unies (au mois de novembre 1946) le gouvernement espagnol s'est vu obligé de refuser, à l'avenir, l'accès aux ports espagnols de bateaux norvégiens car on manquait de fournitures pour navires, charbon.....lesquelles fournitures devaient être réservées à des nations amies..... Ebbell a obtenu un report d'un mois pour nous permettre de prendre position.

..... Il a toujours été le point de vue du gouvernement que nous allions contribuer avec ce que nous pouvions à un effort actif pour assister l'Espagne démocratique dans le cadre des Nations Unies..... Cela a abouti à une position des Nations Unies qui, pour ce qui nous concerne, implique un statu quo concernant les relations diplomatiques dans ce qu'il ne s'agissait que de retrait d'ambassadeurs et d'envoyés diplomatiques.

Dans le domaine économique, le résultat n'a apporté aucune initiative collective de la part des Nations Unies. On peut presque dire, plutôt le contraire. Ce qui nous a été rapporté ces dernières semaines montre clairement la situation suivante : Les états qui lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies nous soutenaient activement pour soulever la question et s'assurer qu'elle soit inscrite comme point séparé sur l'ordre du jour de l'assemblée, ont en même temps que leurs représentants agissaient de cette manière à New York, cherché et obtenu, auprès des autorités internationales d'allocation, une distribution augmentée de marchandises importantes de leur pays vers l'Espagne. Le Chili a obtenu une augmentation tellement forte dans l'attribution de salpêtre que l'Espagne peut aujourd'hui dire : Nous n'avons plus besoin de salpêtre de Norvège. La Belgique a obtenu une telle augmentation de phosphates pour un parachèvement en Espagne qu'elle a, de cette manière, étendu sa relation commerciale. La Belgique a envoyé à Noël son Ministre des Affaires intérieures et le Président de son Sénat en vacances en Espagne. Les exemples pourraient être multipliés. Nos amis suédois ont acheté toute leur provision d'oranges pour l'hiver cette année en Espagne. Et toutes les communications se résument à dire que là où la navigation norvégienne est évincée, celle des Suédois prend la place.....

..... Ce qui rend cette affaire grave c'est que nous sommes aujourd'hui le seul Etat, sauf ceux du bloc de l'est, qui n'a pas d'accord commercial ni des relations commerciales régulières avec l'Espagne.

Maintenant, le commerce qui a eu lieu avec l'Espagne depuis la Libération s'est effectué sur une base de compensation et dans ce domaine nous avons – entre autres pour éviter de nous retrouver dans la situation où nous étions au printemps dernier, lorsque notre politique en affaires étrangères, pour laquelle il y avait un accord entre le Storting et le Gouvernement, était menacée d'être bouleversée par des actions spontanées de la part des ouvriers du transport à travers l'octroi de licences – de manière délibérée essayé de maintenir ces transactions de compensations dans le cadre des marchandises d'importance vitale pour la Norvège. Cela veut dire que l'ampleur de ces transactions de compensation a baissé depuis six mois. Cela a encore eu pour effet – à côté de ce qui se présente aujourd'hui comme une menace pour notre navigation – que de la part des partenaires commerciaux espagnols et les autorités espagnoles, pour l'obtention des licences au sujet d'un nouvel accord de compensation pour la période de six mois en cours, on nous a dit : Non, nous ne voulons pas conclure un nouvel accord avec vous.....car vous ne voulez pas prendre les produits qu'il nous intéresse en premier lieu de vous vendre et de ce fait vous n'aurez pas les marchandises qu'il vous intéresse en premier lieu d'acheter. - En

d'autres termes : la situation aujourd'hui est qu'il reste à livrer encore pour environ 2 millions de couronnes de minerai de zinc à Odda comme d'après le contrat du semestre précédent. Il est prévu que.....nous recevons le minerai ici chez nous au mois de janvier. La compagnie de zinc à Odda nous a dit qu'ils n'en ont pas en stock et s'il n'y a pas de nouvelle transaction ils devront arrêter la production. De plus, nous avons eu d'autres difficultés pour la même raison. Nous avons par exemple refusé d'acheter des oranges, car nous ne voulions pas prendre le risque de voir apparaître une initiative 'orange' de manière semblable à celle des 'tomates' dans le port d'Oslo et étant donné que nous avons refusé d'acheter des oranges, les Espagnols nous ont dit qu'ils ne veulent pas nous vendre du sel de mer. Maintenant, le sel de mer on peut le trouver ailleurs mais contre des dollars.

Ce qui occupe nos industriels, et je crois qu'ils ont raison.....c'est qu'il existe un danger sérieux que nous perdions le marché espagnol entièrement et que la menace contre notre navigation entre en vigueur.

..... J'ai moi-même l'impression que si nous déclarons que nous sommes prêts à négocier une expansion du cadre de notre accord de compensation, ces initiatives drastiques peuvent être évitées et je pense qu'à l'extérieur, devant les couches très larges de la population de Norvège qui, à partir d'une amertume sincère et honnête devant toute dictature, nous disent que nous ne pouvons pas avoir de transactions avec l'Espagne, la seule chose que nous pouvons leur dire est que nous avons fait ce que nous pouvions dans le cadre d'une action internationale collective. Aujourd'hui la situation est telle qu'une action internationale de nature économique n'a pas pu être montée. Au contraire tous les pays sont en train de renforcer leurs relations économiques sauf les pays du bloc de l'est. Alors la Norvège ne peut plus continuer ou entrer dans une guerre commerciale privée avec l'Espagne, d'autant plus que cela n'affaiblira point Franco et ne renforcera nullement les forces démocratiques en Espagne » (nos parenthèses)⁴⁴⁹.

Nous découvrons ici un exposé très explicite et complet du Ministre des Affaires étrangères, Halvard Lange, de la situation qui menace la Norvège de plus en plus avec maintenant une échéance d'un mois imposée par les Espagnols. Il estime préférable de privilégier les relations économiques avec l'Espagne.

Ci-après des extraits du compte rendu des interventions lors de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution du mardi 21 janvier 1947 à 10h00 [Møte i den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen, den 21 januar 1947 kl. 9] (nos parenthèses), toujours au sujet de l'Espagne.

Président : Terje Wold [Formann: Terje Wold].

J. C. Hambro: « C'est avant tout M. Natvig Pedersen (1893-1965) qui dans son intervention semble se baser sur la supposition que ce qui est en premier lieu menacé ce sont nos rapports politico-commerciaux avec l'Espagne. Cela n'est pas le cas. La plus grande menace concerne notre marine marchande On a de la peine à s'étonner de pourquoi l'Espagne a pris certaines initiatives. Le fait est que jusqu'à il y a peu de temps, un quart de l'exportation de l'Espagne se faisait avec des navires norvégiens et nous avons eu une énorme quantité d'escales de bateaux norvégiens en Espagne. C'est nous qui desservons les lignes entre les Iles Canaries et l'Espagne. Les intérêts de notre marine marchande sont enchevêtrés dans la vie économique espagnole toute entière. Et la situation réelle, comme l'indiquait hier le Ministre des Affaires étrangères, est que les autres

⁴⁴⁹ Voir Annexe VI, TS.01, réf : 470120.01, avec le texte en norvégien de l'intervention de Lange, p 399.

nations liées à l'Organisation des Nations Unies, saisisse des deux mains la chance qui leur est offerte à travers l'antipathie qui s'est développée à l'égard de la Norvège en Espagne.

Que cette antipathie soit mal fondée est une chose en soi. Comme l'indiquait hier le Ministre des Affaires étrangères, c'est l'action de Trygve Lie, dans sa fonction de Secrétaire général des Nations Unies qui constituait le point de départ. Elle a fait sensation dans la presse espagnole. J'ai lu quelques articles de la presse madrilène. Ils commencent dans un des grands journaux en disant que la Norvège est un pays démocratique et qu'ils ont la plus grande sympathie pour la Norvège qui dispose d'institutions excellentes. Mais il (le pays) avait son Quisling et il a son Trygve Lie. Quisling faisait le jeu de Hitler et Trygve Lie celui de Staline, et aucun des deux ne s'occupe beaucoup de la Norvège ».

M. Hambro continue: « L'égard pour nous est fonction de considérations de politique internationale et cela parce que le point de départ est causé par un Norvégien et qu'aujourd'hui nous sommes porteurs d'un certain fardeau d'exécration. A cela s'ajoute, comme le Ministre des Affaires l'a expliqué, que d'autres nations se sont manifestées verbalement tout en arrangeant leurs rapports politico-commerciaux avec l'Espagne. Pour ne prendre que le dernier mois: les Suédois ont eu 20 bateaux qui ont chargé en Espagne contre un norvégien. Et les services maritimes suédois s'infiltrèrent partout, au son des trompettes, dans les pays de langue espagnole où nous souffrons suite au conflit créé. Ce n'est pas seulement notre industrie du zinc qui peut être frappée et que nous n'obtenons pas le sel de mer etc. mais c'est notre marine marchande qui est frappée, non pour un jour, mais pour très longtemps dans l'avenir.....Ce qui de mon point de vue rend la situation encore plus grave pour notre marine marchande et pour notre profession maritime c'est le danger que cette action se répande. Car pour toute notre flotte sous affrètement à long terme il y a deux positions clés: l'une étant l'Espagne et l'autre l'Argentine, Buenos Aires. Et nous sommes déjà menacés en cachette de réactions semblables de la part de l'Argentine.....

Nous sommes extraordinairement plus exposés que les autres pays et cela nous impose de faire preuve d'une certaine prudence. Nous n'avons pas fait preuve de cette prudence....

Personne n'a dit que la délégation norvégienne aux Nations Unies n'a pas agi conformément aux instructions données – l'erreur est justement dans le fait qu'elle l'a fait. Le Ministre des Affaires étrangères et mes collègues vont se souvenir que j'ai souligné presque lors de chaque réunion qu'il était dangereux pour nous d'agir en fonction des instructions qui découlaient de la résolution du Storting, celle-ci se basant sur des faits qui ne correspondent plus aux conditions réelles. Mais la délégation a agi entièrement en conformité avec les instructions données sur la base des conditions établies du Storting et jusque-là personne ne pourra leur en vouloir. L'erreur est dans la bonne foi dont nous avons fait preuve – comme M. Støstad (1887-1959) en a touché un mot – laquelle n'a pas envahi les âmes des autres Etats de la même manière. Ceux qui apparemment participaient avec ferveur à la campagne contre l'Espagne ont à notre insu, pour consolider leurs relations commerciales, augmenté leurs quotas comme le Chili, en essayant de gagner des avantages au détriment de notre marine marchande comme l'a fait la Suède, en essayant d'élargir tout son domaine de relations commerciales comme l'a fait la Belgique. C'est là une leçon et de plus une leçon particulièrement inconfortable. Que signifie que l'on retire les responsables des représentations diplomatiques ? Cela est une fiction et nullement une réalité. Cela est par ailleurs exprimé dans la presse anglaise, même dans l'interview avec Sir Victor Mallet (1893-1969) que cela ne constituait pas une réalité, c'était une notification formelle, mais rien de plus ».

Suite à ces deux réunions du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution [Møte i den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen] des 20 et 21 janvier 1947 opposant Halvard Lange, Ministre des Affaires étrangères et membre du Parti Social-démocrate à C. J. Hambro, alors chef parlementaire du Parti la Droite [Høyre] au Storting, nous constatons les critiques très précises adressées par M Hambro au Gouvernement et en particulier au Ministre des Affaires étrangères pour leur rôle dans l'affaire avec l'Espagne. M Hambro élargit le cadre du problème en soulignant le rôle de la marine marchande norvégienne non seulement dans la Méditerranée mais vers l'Amérique du sud.

Un certain nombre des membres du Comité ayant été impliqués lorsque le Storting avait donné des instructions à la délégation qui se rendait à New York pour l'Assemblée générale où H Lange a fait son intervention qui a provoqué l'Espagne, ceux-ci essaient de défendre leur point de vue par solidarité avec le Gouvernement et dans leur propre intérêt.

Ainsi, lors de la même réunion du 21 janvier 1947, Konrad Knudsen (1890-1959)⁴⁵⁰ est représentatif de cette attitude, mais qui en même temps assène une vérité à ses collègues parlementaires que beaucoup d'entre eux ne voulaient pas admettre. Nous citons : « Il est difficile de donner un conseil dans une affaire aussi difficile que celle-ci. Je ne pense pas être l'homme qu'il faut pour le faire. D'un autre côté je ne pense pas qu'il y ait de raison de nous reprocher ce qui a été fait, de toute manière pas au point où certains l'ont fait. Ce qui a été fait, a été bien vu par l'opinion publique dans le pays. Et l'instruction donnée à notre délégation, basée sur la résolution du Storting, n'a pas non plus été dépassée, donc de cette façon, il n'y a rien à y redire. Je pense quand même que nous devons tirer une leçon de ceci : *Nous sommes un petit pays*. Nous reconnaissons cela dans beaucoup de cas et nous nous rendons mieux compte à ce sujet maintenant après la guerre qu'avant. La Charte (des Nations Unies) tout entière est construite sur les initiatives des Grandes Puissances dans de multiples questions. Nous nous devons donc d'y comprendre notre propre petitesse. Cela étant, je pense que nous avons été un peu plus loin que ce que nous aurions dû, d'autant plus que nous avons une certaine expérience d'antan, comme l'a mentionné M. Hambro, du temps de la Prohibition, lorsque aussi pour des raisons idéologiques, nous avons défendu une affaire avec pratiquement le même résultat qu'aujourd'hui..... »⁴⁵¹

Le 26 janvier 1947: Arne Ording⁴⁵² : « Conférence au sujet de l'Espagne. Conférence avec des ouvriers transporteurs. Ils voient la situation très clairement, mais les communistes au Storting doivent participer. Sinon aucune garantie contre des initiatives spontanées »⁴⁵³.

Afin de désamorcer le conflit avec l'Espagne, une tentative est donc faite auprès des syndicats des ouvriers transporteurs.

Le 5 février 1947: Arne Ording⁴⁵⁴ : « Enervement au bureau car (le quotidien danois) « *Politiken* » a publié un article de son correspondant B-p (Barlaup?) donnant toutes les informations livrées lors de la réunion secrète du Storting. D'où tient-il cela ? Il apparaît d'autre part que nous avons la possibilité de recevoir du sel (du Brésil ?) contre des dollars. Le pire est la discrimination contre notre marine marchande. Notre guerre commerciale contre Franco est évidemment ridicule car cela nous affecte et non pas lui. Mais serait-il impossible d'élever une protestation contre la discrimination à l'ONU ? » (les parenthèses sur « Barlaup » et « du Brésil » sont d'Arne Ording ; la parenthèse sur « le quotidien danois » est la nôtre)⁴⁵⁵.

⁴⁵⁰ Peintre, journaliste et homme politique, membre du Parti Social-démocrate et député au Storting de 1937 à 1957. C'est notamment Knudsen qui avait invité (Leon) Trotsky (1879-1949) à demander l'asile en Norvège.

⁴⁵¹ Voir Annexe VI, TS.01, réf : 470121, avec les textes en norvégien des interventions de Hambro et Konrad Knudsen, p 401.

⁴⁵² « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 218.

⁴⁵³ Konferanse om Spania. Konferanse med transportarbeiderfolk. De er helt klare over situasjonen, men kommunistene i Stortinget må være med. Ellers ingen garanti mot spontane aksjoner.

⁴⁵⁴ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 221.

⁴⁵⁵ Opphisselse på kontoret fordi Politiken har bragt en artikkel om Spania og Norge med alle opplysninger fra det hemmelige stortingsmøte fra sin korrespondent B-p. (Barlaup?). Hvor har han fått det fra? Det viser seg forresten at vi kan få salt (fra Brasil?) mot dollars. Det verste er diskriminering av vår skipsfart. Vår handelskrig

Dans la période du mois de février à mai 1947, l'Espagne a été encore à l'ordre du jour du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution les 10, 11, 21 et 24 février, les 7, 12, 14 et 15 mars ainsi que le 23 mai.

Il s'agissait avant tout d'essayer de mettre fin aux relations de plus en plus intenses et conflictuelles, sur le plan de la politique commerciale et diplomatique ainsi que pour la marine marchande norvégiennes, par une déclaration du Gouvernement norvégien adressée aux Espagnols.

Nous nous proposons de relever quelques aspects de ces diverses réunions.

Au cours de la réunion du Comité du 10 février nous notons que le Président, Terje Wold, déclare : « ...puisque le temps presse, le but (de la réunion) était d'essayer de la (l'affaire Espagne) préparer pour qu'elle soit traitée par le Storting cette semaine » [...da det jo haster med saken, at man skulle forsøke å få den frem til behandling i Stortinget i denne uke...].

.....ou la conclusion que le Ministre des Affaires étrangères a donnée dans sa présentation, où on trouve en premier:

«Pour la Norvège la situation aujourd'hui est donc que nous nous trouvons devant la question de savoir si nous nous engagerons dans une guerre commerciale avec l'Espagne tous seuls avec les dommages que cela entraînera pour notre pays ou si nous désirons normaliser nos rapports politico-commerciaux au même niveau que les autres Etats membres des Nations Unies qui n'ont pas déjà marqué leur position en rompant toute relation - diplomatique et économique - avec l'Espagne ».

Plus loin dans l'exposé on note :

« En d'autres termes, nous n'arriverons pas à affaiblir le régime actuel en Espagne le moins du monde alors que nous devons compter avec les possibilités de conséquences néfastes à long terme pour notre économie et la reconstruction toute entière ».

..... Et finalement, après avoir parcouru peut-être surtout les conséquences qu'une guerre commerciale entraînerait pour notre marine marchande, on lit : « Suite à toutes ces considérations le Gouvernement conclut que du côté norvégien nous ne pouvons pas adopter une position qui amènerait une rupture de la politique commerciale avec l'Espagne »⁴⁵⁶.

Ainsi la décision est enfin prise par la Norvège d'éviter la rupture avec l'Espagne.

A la réunion du Comité du 11 février le Président, Terje Wold, déclare : « J'ai l'impression que nous aurons à notre disposition un peu plus de temps car il n'est pas possible de tenir la réunion du Storting avant samedi (le 15 février). Il était donc question pour samedi d'organiser la réunion au sujet de l'Espagne puis ensuite une réunion sur Svalbard de manière à mettre fin à ces deux affaires ».

mot Franco er selvsagt latterlig fordi det går utover oss og ikke ham. Men skulle det være umulig å reise en internasjonal protest mot diskriminering i FN?

⁴⁵⁶ Voir Annexe VI, TS.01, réf: 470210, avec le texte en norvégien de l'intervention de Wold, p 402.

Terje Wold continue :..... « La situation est par conséquent aujourd'hui que la Norvège est le seul parmi les pays qui auparavant avaient des relations économiques d'une certaine importance avec l'Espagne, qui n'a pas, après la guerre, cherché à rétablir des rapports commerciaux. Il est clair que nos intérêts économiques en souffriront à plus long terme».

Le Ministre des Affaires étrangères, Halvard Lange intervient: « J'ai reçu aujourd'hui un rapport fourni de notre Chargé d'affaires à Madrid qui rapporte que lors d'une longue conversation avec le Ministre espagnol des Affaires étrangères, du côté espagnol on nous demande également d'accueillir un Chargé d'affaires espagnol à Oslo. A mon avis il est très difficile d'accepter cette demande. Cela serait vu – et parfaitement justifié – par beaucoup de milieux ici en Norvège comme une rupture de la ligne politique que nous avons suivie et serait un acte de déloyauté d'élargir la relation diplomatique en regard à l'engagement des Nations Unies suite à une résolution qui cherchait à la restreindre. Ma réaction immédiate est que nous devons tenir bon. Mais justement si nous devons tenir bon sur ce point, je pense que nous devrions faire preuve de considération et ne pas rendre l'affaire plus difficile par une formulation de défiance ».

Avec la demande par les Espagnols du 11 février 1947 que la Norvège accueille leur Chargé d'affaires, ils ont en effet pris une nouvelle initiative et la Norvège se trouve encore plus sur la défensive car elle a bien son propre Chargé d'affaires Ebbell à Madrid et les convenances internationales impliquent qu'il doit y avoir une réciprocité.

Friis (1883–1956)⁴⁵⁷ intervient: « Je suis heureux chaque jour qui passe et que l'affaire est reportée et je me réjouis qu'elle ne sera de toute façon pas traitée avant samedi. D'après l'information donnée maintenant par le Ministre des Affaires étrangères il me semble que l'affaire a pris un nouveau caractère. Il s'avère que M. Strand Johansen (député, membre du Parti Communiste norvégien) a eu raison lorsqu'il a déclaré lors d'une réunion précédente que l'intention véritable de l'initiative espagnole n'est pas tant liée à la marine marchande et la morue salée, mais à une offensive politique de la part de l'Espagne..... Si le véritable but de l'Espagne est de pouvoir agiter le nom de la Norvège démocratique pour susciter des manifestations alors il serait bon qu'on dise non tout de suite ».

Le Ministre des Affaires étrangères Halvard Lange précise: « M. Friis demandait s'il était de mon intention de mentionner au Storting que la question de relations diplomatiques avait été soulevée par l'Espagne. Il n'est pas dans mon intention de le mentionner dans une réunion publique maintenant. Je ne considère pas qu'elle ait déjà été formulée en tant que demande. Il s'agit d'un coup de sonde et je pense qu'il va essentiellement ou beaucoup dépendre de la manière dont nous réagissons dans un premier temps. Si nous adoptons une position ferme, je pense qu'il y a de grandes possibilités que cette tentative soit abandonnée. De ce fait, je pense qu'il n'est pas judicieux ou approprié de le mentionner lors d'une réunion publique dans le Storting. Si mon évaluation est erronée, il est clair que le Gouvernement et le Storting doivent prendre position par rapport à la situation ainsi créée »⁴⁵⁸.

Nous notons que la demande espagnole d'avoir un Chargé d'affaires à Oslo ne sera pas communiquée par le Ministre des Affaires étrangères au Storting en public, car il considère que de la part des Espagnols il s'agit simplement de sonder le terrain et parce qu'il pense que

⁴⁵⁷ Jakob Johan Sigfrid Friis, député, membre du Parti Social-démocrate.

⁴⁵⁸ Voir Annexe VI, TS.01, réf : 470211, avec les textes en norvégien des interventions de Wold, Lange et Friis, p 402.

le public norvégien n'est pas encore prêt à admettre un représentant espagnol diplomatique à Oslo.

Le 12 février 1947: Arne Ording⁴⁵⁹ : « Parlé avec Halvard Lange concernant l'Espagne. Les Espagnols exigent une « normalisation » des relations diplomatiques, c'est-à-dire que nous devons accueillir un « Chargé d'affaires » espagnol. Sa réaction a été que cela nous ne pouvions pas l'accepter mais le reste du gouvernement est apparemment prêt à l'avaler »⁴⁶⁰

Le 14 février 1947: Arne Ording : « Gunnar Røise (journaliste norvégien) exaspéré suite à la capitulation devant Franco. Ignominie nationale, à comparer avec la capitulation devant le Portugal au sujet du vin. Einar Gerhardsen et plein d'armateurs au Ministère des Affaires étrangères. Cela m'inquiète que l'affaire n'ait pas été traitée avec une imagination suffisante. L'Espagne n'est pas, en fin de compte, une grande puissance. Cela servira-t-il de s'adresser à Trygve Lie à travers Finn Moe (1902-1971)⁴⁶¹ ou les Anglais en secret ? Il y avait eu une nouvelle allusion aux espoirs des Anglais concernant un changement de régime en Espagne dans la dernière lettre de Finn Moe adressée à Halvard Lange. (Rodolfo Llopis (1895-1983) (pédagogue et homme politique espagnol) est assez bizarrement devenu le chef du gouvernement espagnol en exil. Une « capitulation » constituerait de toute façon une rude épreuve pour la cohésion dans le Parti (Social-démocrate) et une importante stimulation pour les communistes » (nos parenthèses)⁴⁶².

Le 15 février 1947: Arne Ording⁴⁶³ : « L'Espagne. L'argument des armateurs est que l'exclusion des ports espagnols mettra en danger toute l'activité des pétroliers dans la Méditerranée. Une part très importante des revenus en dollars. Halvard Lange très affecté par cette affaire. Il est maintenant clair que « normalisation » constitue la condition (nécessaire) pour établir une relation économique » (notre parenthèse)⁴⁶⁴.

Le 21 février 1947: Arne Ording⁴⁶⁵ : « Halvard Lange concernant l'Espagne. La rébellion dans le groupe parlementaire fut si importante que le gouvernement doit modifier sa position. Les concessions doivent temporairement être abandonnées. Sur cette base Halvard Lange m'a demandé de proposer quelques arguments pour son discours lors de la réunion à portes ouvertes au Storting jeudi (27/02 1947). Tâche difficile – il doit satisfaire l'opinion chez nous et éviter de donner à Franco l'excuse d'une rupture. Finn Moe écrit que nous ne pouvons pas compter sur un soutien par une action de l'ONU. Par ailleurs Trygve Lie a quelques difficultés, campagne de dénigrement lors de sa visite en Amérique centrale et latine. Lancée à Cuba par Belt (homme

⁴⁵⁹ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 224.

⁴⁶⁰ Snakket med Halvard Lange om Spania. Spanierne forlanger "normalisering" av diplomatiske forbindeleser, det vil si at vi skal motta spansk "Chargé d'affaires". Hans reaksjon var at det kunne vi ikke gå med på, men regjeringen forøvrig er åpenbart innstillet på å sluke det.

⁴⁶¹ Finn Moe fut collaborateur à Londres de Trygve Lie pendant la guerre et représentant du Gouvernement norvégien avec le titre de Ministre auprès des Nations Unies dans la période 1946-48. Cf. Arne Ording, vol 2, registre page 580.

⁴⁶² Gunnar Røise opphisset over kapitulasjonen for Franco. Nasjonal forsmeldelse jvfr kapitulasjon for Portugal på vinspørsmål. Einar Gerhardsen og fullt av skipsredere i UD. Jeg er urolig for at saken ikke er behandlet med tilstrekkelig fantasi. Spania er når alt kommer til alt ikke noen stormakt. Kunne det nytte å henvende seg til Trygve Lie gjennom Finn Moe, eller til engelskmennene underhånden? Det var i Finn Moes siste brev til Halvard Lange ny antydning om at engelskmennene håper på regimeforandring i Spania. Llopis er merkelig nok blitt sjef for den spanske eksilregjeringen. En "kapitulasjon" ville i hverft tilfelle være en påkjenning for samholdet i partiet og en stor stimulans for kommunistene.

⁴⁶³ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 225.

⁴⁶⁴ Spania. Redernes argument er at utestengning fra spanske havner vil sette hele tankfarten i Middelhavet i fare. Meget viktig del av skipsfartens dollarinntekter. Halvard Lange tar seg meget nær av affæren. Tydelig nå at "normalisering" er betingelse for økonomisk forbindelse.

⁴⁶⁵ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 227.

politique cubain). Liée à sa position dans l'affaire d'Espagne ? Agissement contre Trygve Lie de Walter Winchells (1897-1972) (journaliste américain). Il regarde cela calmement et pense que le tout est inspiré par les Britanniques. En même temps Haakon Lie (député, membre du Parti Social-démocrate) est rentré avec l'invitation de Trygve Lie d'être ferme dans l'affaire d'Espagne. Prebensen (ambassadeur de Norvège à Londres) a été chez (Hector) McNeil (1907-1955) (journaliste et homme politique britannique) qui, de sa propre initiative, s'est proposé de faire des représentations à Madrid avec message que l'action contre la Norvège serait à déconseiller. Jarman (syndicaliste britannique) de la Fédération britannique des marins entrevoit une action de solidarité britannique en perspective – (Mc)Neil quelque peu sceptique à ce sujet..... » (nos parenthèses)⁴⁶⁶

Nous constatons que l'affaire d'Espagne continue d'évoluer au détriment des Norvégiens qui se trouvent de plus en plus enfermés par la pression espagnole qui exige une « normalisation » et qui oblige le gouvernement norvégien à changer de position au Storting suite à l'opposition de son propre Parti. Cette pression se manifeste également en Amérique latine.

Pour la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution le 21 février 1947 à 09h00 au Storting à Oslo [Møte i den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen, den 21 februar 1947 kl. 9] (nos parenthèses), le Président, Terje Wold, ouvrant la séance, annonce : « Nous continuons aujourd'hui la discussion sur l'affaire d'Espagne..... »

Le Ministre des Affaires étrangères Halvard Lange explique: « Depuis la libération nous avons par 5 fois reçu de la part des autorités espagnoles - non de mon temps mais du temps de mon prédécesseur - une demande de réciprocité dans la représentation diplomatique. Nous leur avons chaque fois demandé d'attendre. Depuis que je suis aux affaires étrangères la première fois que la demande fut présentée a été lorsque nous étions réunis ici dans ce Comité la dernière fois.

On peut bien dire que c'est une coutume générale du droit international – et je pense qu'il faut voir cela en face – et les experts en droit international débattent s'il ne s'agit pas plus qu'un droit coutumier, que s'il y a représentation diplomatique ne doit-elle pas être réciproque ? C'est en tout cas une coutume du droit international et jusque-là il faut dire que sur le plan juridique notre position n'est pas des plus solides. D'un autre côté je pense qu'il s'est avéré que l'opinion générale dans de larges couches de la population chez nous et également ailleurs, pense qu'entreprendre cette normalisation maintenant, pourrait très bien apparaître – il n'est pas inévitable que les choses apparaissent ainsi mais elles pourraient le faire - non pas comme étant contraire à

⁴⁶⁶ Halvard Lange om Spania. Opprøret var så sterkt også i stortingsgruppen at regjeringen må slå om. Innrømmelsene må forløpig oppgis. Halvard Lange ba meg på dette grunnlag om å sette opp noen momenter for hans tale i åpent stortingsmøte torsdag (27/02 1947). Vanskelig job – han skal både tilfredsstille stemningen hjemme og unngå å gi Franco påskudd til brudd. Finn Moe skriver at man ikke kan gjøre regning med støtte i FN-aksjon. Trygve Lie har forøvrig visse vanskeligheter, hviskekampanje i anledning hans besøk i Syd- og Mellom-Amerika. På Kuba satt igang av Belt. Sammenheng med hans stilling i Spania saken? Walter Winchells aksjon mot Trygve Lie. Han tar det med ro og mener det hele er inspirert av britene. Samtidig kommer Haakon Lie hjem med oppfordring fra Trygve Lie til å stå fast i Spania saken. Prebensen har vært hos McNeil som på eget initiativ tilbød seg å gjøre forestillinger i Madrid om at aksjon mot Norge « unadvisable » (en anglais dans le text). Jarman i det britiske sjømannsforbund stiller britisk solidaritetsaksjon i utsikt – Neil noe skeptisk på dette punkt.....

la lettre de la résolution des Nations Unies, car je pense que l'on sait que cela n'est pas le cas – mais cela pourrait apparaître comme si elle (la normalisation) était contraire à l'esprit de la résolution des Nations Unies.

Pour clarifier les choses autant que se peut j'ai demandé à notre représentant aux Nations Unies de vérifier discrètement comment les choses sont vues là-bas.....Il a enquêté confidentiellement et il nous dit que ce qu'il nous transmet ne peut être que pour notre usage privé. Mais dans cette assemblée je pense qu'il est bon de donner l'information : que le secrétaire général (Trygve Lie) soutenu par Sobolev (1903–1964), le chef du département politique, le département du Conseil de sécurité des Nations Unies, dit qu'une initiative de la Norvège de normaliser la relation diplomatique (avec l'Espagne) n'est pas contraire à la résolution de l'Assemblée Générale, mais il ajoute que cela n'est pas en conformité avec l'esprit de la résolution⁴⁶⁷. Cela serait l'opinion là-bas aussi (nos parenthèses).

En d'autres termes, nous ne pouvons pas nous attendre à un développement dans le domaine international qui vienne nous sortir des difficultés que nous avons avec l'Espagne»⁴⁶⁸.

Le 23 février 1947: Arne Ording⁴⁶⁹ : « Halvard Lange. Concernant la rébellion dans le groupe parlementaire. Olav Oksvik (1887-1958)⁴⁷⁰ dirige l'opposition. Il est clair que beaucoup dans le groupe veulent nous (le gouvernement) mater. Au sujet de l'arrière-plan personnel. Proposition de manifestation infâme, le Ministre des Affaires étrangères a menacé de démissionner etc. Pour l'instant il semble qu'il y aura trois propositions – celle des communistes, celle du Parti Social-démocrate ainsi que celle des partis bourgeois. C'est approprié sur le plan de la politique intérieure, mais impossible sur le plan de la politique étrangère – le gouvernement ne peut pas se présenter devant le reste du monde avec une seule voix de majorité au Storting. Le spectacle tout entier est motivé par la politique intérieure. L'affaire de l'Espagne est devenue religion, et tout mécontentement contenu trouve un exutoire dans cette affaire »⁴⁷¹.

Nous observons qu'une situation s'est développée où le Parti Social-démocrate, qui est après tout le Parti du gouvernement, n'est plus contrôlé par le gouvernement, laissant celui-ci impuissant dans le domaine des Affaires étrangères.

Pour la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution du 24 février 1947 [Møte i den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen, den

⁴⁶⁷ Résolution du novembre 1946 par laquelle les Nations Unies demandaient à leurs membres de retirer leurs ambassadeurs d'Espagne.

⁴⁶⁸ Voir Annexe VI TS.01, réf : 470221 avec le texte en norvégien de l'intervention de Lange.4, p 403.

⁴⁶⁹ *Arne Ordings dagbøker* [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 228.

⁴⁷⁰ Député, membre du Parti Social-démocrate et Ministre de l'agriculture 1947-1948.

⁴⁷¹ Halvard Lange. Om opprøret i stortingsgruppen. Oksvik som opposisjonens leder. Åpenbart at mange i gruppen vil "uns (regjeringen) kleinkriegen" ('uns' et 'kleinkriegen' sont en allemand dans le texte). Om den personlige bakgrunn. Infamt demonstrasjonsforslag, utenriksministeren truet med å gå av etc. For øyeblikket ser det ut til at det blir tre forslag – kommunistenes, Arbeiderpartiets og de borgelige. Det er innenrikspolitisk hensiktsmessig, men utenrikspolitisk umulig – regjeringen kan ikke stå overfor resten (av) verden med en stemmes flertall i Stortinget. Hele spetaklet er innenpolitisk motivert. Spania er blitt religion, og all innestengt misnøye får sitt utløp i denne sak.

24 februar 1947], le Président, Terje Wold, présente une nouvelle version de la proposition à soumettre au Gouvernement concernant l'affaire d'Espagne (nos parenthèses).

.....

Le député Strand Johansen intervient : « Lors de la dernière discussion c'étaient les représentants conservateurs qui étaient fort surpris de la proposition qui nous était présentée. Je pense que c'est maintenant mon tour de déclarer ma surprise devant la proposition qui nous est présentée et je pense qu'il est de mon droit de demander : Quelle est la véritable position du Gouvernement dans cette affaire ? Et je pense que le Storting aussi demandera au Gouvernement : Quelle est sa position ? Désire-t-il conclure un accord commercial avec le Gouvernement de Franco ou ne désire-t-il point conclure un accord commercial ? Le Gouvernement accueillera-t-il un Chargé d'affaires (espagnol) ou non ? »

C. J. Hambro intervient: « Je désire simplement avertir contre les assurances suédoises comme quoi ils ne font rien exprès. Quiconque se trouvait à l'extérieur de la Norvège pendant les années de guerre et observait comment les services maritimes suédois cherchaient à louer les locaux dont les lignes norvégiennes disposaient en Amérique, Afrique et en Australie, cherchaient à acheter leurs agents, comment ils se sont introduits à chaque endroit, aura un mal fou à accepter l'assurance comme quoi les mêmes armements en Suède s'abstiennent maintenant avec une grande loyauté de faire quelque chose qui soit une action délibérée et nuisible aux intérêts des Norvégiens»⁴⁷².

Nous observons que la méfiance engendrée lors de la dernière guerre entre Norvégiens et Suédois est rallumée suite aux problèmes résultant des difficultés dans les relations entre l'Espagne et la Norvège.

Le 1er mars 1947: Arne Ording⁴⁷³ : « Concernant l'Espagne. Un rapport de Haugen (chef syndical et homme politique) et Nordahl (Président de la Fédération nationale des syndicats de salariés) montre que les organisations anglaises ne sont pas prêtes à mener une action générale contre Franco mais qu'elles seront solidaires si Franco refuse à la navigation maritime norvégienne de faire escale – ceci a été expressément déclaré par Jarman, Deakin og Oldenbruck (3 chefs syndicaux britanniques). Il est peu probable que Franco introduise une interdiction maintenant mais tant que la menace n'a pas été retirée, elle crée des difficultés – par deux fois il a été mentionné qu'un accord de 'time charter' n'a pas été conclu car la situation avec l'Espagne n'était pas claire. Einar Gerhardsen pense que des intérêts d'armements espagnols ont œuvré dans cette question. Deux possibilités ont été mentionnées : l'accréditation du Ministre espagnol à Copenhague, communiquer au gouvernement espagnol qu'il existe des difficultés politiques maintenant, mais entrevoir un arrangement plus tard. Pense que les deux sont inopportuns, on ne doit pas essayer d'être trop malin. Pour l'instant un répit – attendre et voir » (nos parenthèses)⁴⁷⁴.

⁴⁷² Voir Annexe VI, ST.01, réf: 470224, avec les textes en norvégien des interventions de Strand Johansen et C. J. Hambro, p 404.

⁴⁷³ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 230.

⁴⁷⁴ Om Spania. Rapport fra Haugen og Nordahl viser at de engelske organisasjoner ikke parat til å åpne en alminnelig aksjon mot Franco, men at de vil stå solidarisk hvis Franco nekter norsk skipsfart anløp – dette har både Jarman, Deakin og Oldenbruck uttrykkelig hevdet. Det er lite sannsynlig at Franco vil gjennomføre et forbud nå, men så lenge trusselen ikke er trukket tilbake, skapes det vanskeligheter – to eksempler nevnt på at "time charter" (en anglais dans le texte) ikke gått iorden fordi stillingen til Spania uklar. Einar Gerhardsen mener at spanske skipsrederinteresser har vært aktive i denne sak. To muligheter nevnt: akkreditering av den spanske minister i København, meddele spanske regjering politiske vanskeligheter nå, men stille i utsikt ordning senere.

L'affaire d'Espagne continue de créer des soucis, avant tout pour la marine marchande. Le gouvernement cherche à temporiser. Ording a écrit : « attendre et voir ».

Pour la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution du 7 mars 1947 [Møte i den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen, den 7 mars 1947], le Président, Terje Wold, présente encore une nouvelle version de la proposition à soumettre au Gouvernement concernant l'affaire Espagne, à la fois celle qui est secrète et celle qui est publique.

Le Président Terje Wold : « Le fait est que – et je pense que c'est une chose que l'on ne peut pas entièrement ignorer – la propagande espagnole contre la Norvège a réussi à créer une animosité dans le peuple espagnol contre les marins norvégiens, surtout dans les villes portuaires, ce qui a été gênant et que d'après ce qu'on m'a fait comprendre est également connu de nos organisations de marins. Je vais vérifier ce point et le faire contrôler spécialement »⁴⁷⁵

Dans l'affaire espagnole on constate que les Espagnols sont maintenant remontés contre les marins norvégiens dans les villes portuaires espagnoles ; le Président de la réunion va vérifier s'il en est effectivement ainsi ...

Pour la réunion du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution du 14 mars 1947 [Møte i den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen, den 14 mars 1947] le Président, Terje Wold, propose de terminer la rédaction de la proposition concernant l'affaire espagnole.

Le député Friis intervient : « Plus important que nos délibérations dans ce Comité et plus important que la rédaction d'une résolution, sont l'évolution des faits réels et la leçon même qui découle de l'événement pour ce qui concerne la question dont il s'agit ici. Et il me semble que maintenant, cette leçon, également à l'intérieur de notre Parti (Social-démocrate) où il y a eu le plus de désaccords à ce sujet, au fil des jours, est devenue si claire, que l'on trouve aujourd'hui plus ou moins une unanimité pour dire que le temps est venu de redescendre sur terre et accepter les choses comme elles sont ».

C. J. Hambro déclare: « Je voudrais d'abord rappeler certains faits que tous les membres de ce Comité me semble-t-il n'ont pas présent en mémoire. Le Président avait livré une ébauche de proposition qui avait été unanimement acceptée. Dans cette ébauche il est dit que la majorité « est de l'opinion qu'une rupture politico-commerciale avec l'Espagne de la part de la Norvège aujourd'hui qui ne rentre pas dans une action commune internationale est vaine. Cela aurait à peine d'effet pour faire avancer la démocratie en Espagne ». C'était là l'ébauche du Président lui-même. J'ai suivi avec le plus grand empressement tous les méandres du

Tror begge ting uheldig, man må ikke forsøke å være for lur. Foreløpig et pusterom – wait and see (en anglais dans le texte).

⁴⁷⁵ Voir Annexe VI, TS.01 réf : 470307, avec le texte en norvégien de l'intervention de T. Wold, p 404.

Président dans cette affaire. Mais il me semble qu'il est absolument nécessaire que l'on dise une chose qui puisse prévenir un débat au Storting plutôt qu'une proposition qui invite au débat »⁴⁷⁶

Nous relevons que les désaccords à l'intérieur du Parti du Gouvernement créent des obstacles à la sortie de la crise avec l'Espagne.

Lors de réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution du 15 mars 1947 [Møte i den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen, den 15 mars 1947], le Président, Terje Wold, propose de finaliser la rédaction de la proposition concernant l'affaire Espagne par un accord entre la Droite [Høyre] représentée par C. J. Hambro et le Parti Social-démocrate représenté par le Président de la réunion au sujet de la rédaction finale. Or, la réunion ne peut que constater l'échec, les deux protagonistes restant sur leurs positions (notre parenthèse).

Le 15 mars 1947⁴⁷⁷: Arne Ording : « Gunnar Røise (journaliste) rapporte des heurts violents entre Haakon Lie et les autres. La déclaration publiée a été atténuée. Hans Jacob Nilsen (1897-1957) (comédien et directeur de théâtre) qui vient de rentrer était très malheureux suite au conflit et avait arrangé un compromis. Andvord (ambassadeur de la Norvège à Moscou) raconte l'agitation au Comité des Affaires étrangères. Strand Johansen maintient sa proposition, la tentative de compromis entre C. J. Hambro et Terje Wold a échoué, ce dernier exige une adhésion explicite à la politique du gouvernement. C. J. Hambro ne prendra en considération que la présentation du Ministre des Affaires étrangères. Le tout doit attendre le retour d'Einar Gerhardsen au début de la semaine prochaine.Le Chargé d'affaires espagnol à Londres s'est adressé à Prebensen concernant l'attaché, indique en même temps qu'il ne sera pas question de discrimination à l'égard des navires norvégiens. Le mieux à faire maintenant serait de laisser l'affaire au repos » (nos parenthèses)⁴⁷⁸.

Nous constatons que quinze jours après la mention « attendre et voir » (le 01/03 1947) dans le Journal privé d'Ording, le problème Espagne divise les députés membres du Comité des affaires étrangères plus que jamais au point d'occasionner des heurts et de constituer un blocage et ainsi empêcher un vote majoritaire sur une possible résolution concernant l'Espagne. « On observe l'évolution de l'affaire et on continue d'attendre ».

⁴⁷⁶ Voir Annexe VI, TS.01 réf: 470314, avec les textes en norvégien des interventions de Friis et Hambro, p 404.

⁴⁷⁷ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 235.

⁴⁷⁸ Gunnar Røise forteller om voldsomme sammenstøt i Spania-komiteen mellom Haakon Lie og de andre. Den erklæring som er offentliggjort er utvannet. Hans Jacob Nilsen qui vient de rentrer var ytterst ulykkelig over striden og hadde fått i stand et kompromiss. Andvord forteller (om) røre i utenrikskomiteen. Strand Johansen opprettholder sitt forslag, mislykket forsøk på kompromiss mellom C. J. Hambro og Terje Wold, den siste forlanger uttrykkelig tilslutning til regjeringens politikk. C. J. Hambro vil bare ta utenriksministerens redegjørelse til etterretning. Det hele får vente til Einar Gerhardsen kommer tilbake i begynnelsen av neste uke.Spansk Chargé d'affaires i London henvendt seg til Prebensen om attasjé, betoner samtidig et det ikke blir tale om diskriminering av norske skip. Det ville være det beste å la saken hvile nå.

Le 19 mars 1947 : Arne Ording⁴⁷⁹: « La proposition du Comité des Affaires étrangères sur la question de l'Espagne (a été) publiée. Trop de préparatifs pour faire marche arrière ». [Utenrikskomiteens innstilling i Spania-spørsmålet offentliggjort. For meget av et opplegg til tilbaketog] (notre parenthèse).

Le 20 mars 1947: Arne Ording⁴⁸⁰: « Rencontre avec Einar Gerhardsen et Rolf Andvord à propos l'affaire d'Espagne. Grand appel dans le journal des ouvriers de l'esprit (intellectuels) qui inclut presque tous les 'noms' (connus) etc..... L'effet sur Einar Gerhardsen est apparemment clair. La nouvelle la plus nouvelle est d'autre part que le Ministère espagnol des Affaires étrangères a plus ou moins officiellement déclaré à Ebbell que la discrimination de bateaux norvégiens n'est pas à l'ordre du jour. En même temps les instructions ont été données pour traiter les navires norvégiens avec des faveurs particulières. Mais cela est dû au fait que les Espagnols ont mal compris le discours de Lange en l'interprétant comme si la Norvège cherchait un arrangement. Einar Gerhardsen a compris que cela ne marchera pas avec un Chargé d'affaires espagnol maintenant. Il y aurait en plus des manifestations etc. Le gouvernement de Franco aussi devrait comprendre cela. Démarche en secret. Einar Gerhardsen s'intéresse à un accord commercial, ce qui se passe maintenant est que certains hommes d'affaires gagnent des masses d'argent qu'ils ne devraient pas gagner..... » (nos parenthèses)⁴⁸¹.

Nous observons que la 'guerre' diplomatique et économique entre la Norvège et l'Espagne continue par l'intermédiaire de la presse en Norvège et que la discrimination de bateaux norvégiens n'est apparemment plus à l'ordre du jour en Espagne, peut-être suite à un malentendu entre les deux parties.

Le 21 mars 1947: Arne Ording: « 'United Press' rapporte que Franco « va entrer en action » si nous ne « normalisons » pas les relations, c'est-à-dire qu'il va demander à Ebbell de partir.... » [United Press har en melding om at Franco "vil gå til aksjon" hvis vi ikke vil "normalisere" forbindelsene, det vil si han vil be Ebbell reise...]⁴⁸².

Le 22 mars 1947: Arne Ording⁴⁸³ : « Visite de Trond Hegna (1898-1992) (éditeur et homme politique) dans l'après-midi. Il avait assisté au débat sur l'Espagne au Storting. Terje Wold semblait faible.

⁴⁷⁹ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 236.

⁴⁸⁰ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 236-237.

⁴⁸¹ Arne Ording: Møte med Einar Gerhardsen og Rolf Andvord om Spania-spørsmålet. Stort opprop i avisen fra åndsarbeiderne som omfatter praktisk alle 'navn'.....Det har åpenbart gjort et visst inntrykk på Einar Gerhardsen.Det nyeste nytt er for øvrig at det spanske utenriksdepartementet så å si offisielt, nemlig til Ebbell, har meddelt et diskriminasjon mot norsk skipsfart ikke kommer på tale. Samtidig er det blitt gitt beskjed om å behandle norske skip særlig gunstig. Men dette skyldes at spanierne har misforstått Halvard Langes tale og tatt den som et uttrykk for at Norge vil ha en ordning. Einar Gerhardsen er klar over at det ikke går med Chargé d'affaires for Spania nå. Det ville dessuten bli demonstrasjoner etc. Dette burde også Franco-regjeringen forstå. Underhånds henvendelse. Einar Gerhardsen interessert i handelsavtale, det som nå skjer er at enkelte forretningsmenn tjener en masse penger som de ikke burde tjene.....

⁴⁸² « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 237.

⁴⁸³ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 237-238.

L'information du Premier Ministre au sujet de la menace contre notre marine marchande, qui avait disparue est arrivée comme une surprise. Cela gâchait en partie la présentation de Kirsten Hansteens (1903-1974) (députée, membre du Parti Communiste) qui était basée sur le fait qu'elle n'était pas retirée. Christian Oftedal (1907-1955) (homme de presse et homme politique) en a fait tout un théâtre et reçut l'approbation de la galerie. Mais pas clair concernant la forme de la proposition. Grand déploiement d'une information dans VG (« *Verdens Gang* », quotidien de gauche) au sujet d'un rassemblement contre Franco dont il (Hegna) dit, de manière erroné, qu'il n'avait pas été signalé dans « *Arbeiderbladet* » (quotidien et organe du Parti Social-démocrate). Trond Hegna pense que la question sur l'Espagne est essentiellement une affaire d'Oslo. Il a remarqué que le Parti Communiste est moyennement content du quotidien « *Arbeiderbladet* » qui peut rouler avec une chorale russe (qui est accompagné d'une chorale russe). Mais cela est le résultat d'une initiative de l'ambassade » (nos parenthèses)⁴⁸⁴.

Le 28 mars 1947: Arne Ording⁴⁸⁵ : « Des choses d'intérêt prononcées par Trygve Lie 1) La position de la Norvège dans l'affaire d'Espagne est comprise mais Halvard Lange ne peut plus intervenir à ce sujet depuis son discours à New York (du mois de novembre 1946). Cela est dû non seulement à Halvard Lange mais à une suggestion d'Einar Gerhardsen et de Natvig-Pedersen (directeur d'école et homme politique) et d'autres en Norvège. Le plus agaçant est que, dans la réalité, la Norvège n'a pas fait marche arrière. Mais la forme de la résolution du Storting a eu pour effet de paraître comme une marche arrière. Absurde »⁴⁸⁶

Le 31 mars 1947: Arne Ording⁴⁸⁷: « Conférence de presse de Trygve Lie dans l'après-midi. Il a exprimé son irritation devant le traitement par la presse norvégienne de l'ONU. De plus, il a déclaré que l'ONU n'avait pas reçu de communication du gouvernement norvégien concernant l'Espagne. Les communications en leur possession avaient été obtenues par le service politique de l'ONU suite à leur propre initiative. Ceci est ainsi contraire à ce que le gouvernement a déclaré »⁴⁸⁸.

Nous constatons la menace révélée le 21/03 par une agence de presse qui rapporte que Franco « va entrer en action » si nous ne « normalisons » pas les relations ; qu'un quotidien d'Oslo appelle à un rassemblement contre Franco et *que l'opposition à Halvard Lange même s'est développée au point de ne plus vouloir qu'il apparaisse devant les Nations Unies à New York*, sa dernière intervention (du mois de novembre 1946) ayant eu des effets considérés comme néfastes et enfin que les communications dans la possession de l'ONU avaient été

⁴⁸⁴ Besøk av Trond Hegna om ettermiddagen. Han hadde hørt på Spania-diskusjonen i Stortinget. Terje Wold virket svak. Statsministerens opplysning om at trusselen mot vår skipsfart var falt bort, kom overraskende. Ødela delvis Kirsten Hansteens innlegg som var bygget opp på at den ikke var tilbakekalt. Christian Oftedal laget stort teater og fikk bifall fra galleriet. Men uklar når det gjaldt forslagetets form. Stort nummer av melding i VG om samling mot Franco som han, med urette, påstod ikke hadde stått i '*Arbeiderbladet*' (quotidien et organe du Parti Social-démocrate). Trond Hegna mener at Spania-spørsmålet vesentlig er en Oslo-affaire. Han har lagt merke til at kommunistpartiet er mellomfornøyd med at '*Arbeiderbladet*' får kjøre med et russisk kor. Men det er skjedd etter initiativ av ambassaden.

⁴⁸⁵ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 239-240.

⁴⁸⁶ Av ting av interesse sa Trygve Lie 1) Norges stilling til Spania-spørsmålet blir forstått, men Halvard Lange kan ikke opptre mer i dette spørsmålet etter sitt innlegg i New York. Det skyldtes nå ikke bare Halvard Lange, men oppfordring fra Einar Gerhardsen og fra Natvig-Pedersen m. fl. hjemme. Det ergeligste er at Norge jo faktisk ikke har gjort noe tilbaketog. Men stortingsvedtaket har på grunn av formen virket som tilbaketog. Tåpelig.....

⁴⁸⁷ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 241-242.

⁴⁸⁸ Om ettermiddagen hadde Trygve Lie presse-konferanse. Han ga uttrykk for sin irritasjon over norsk presses behandling av FN. Forøvrig erklærte han at FN ikke hadde fått noen melding fra den norske regjering angående Spania. De meldingene man hadde, hadde den politiske avdeling i FN skaffet seg ved eget initiativ. Det strider altså mot det som regjeringen har sagt.

obtenues par le service politique de l'ONU suite à leur propre initiative. Ceci est ainsi contraire à ce que le gouvernement à Oslo a déclaré (nos italiques).

Une certaine confusion se fait jour dans les multiples voies de communication entre responsables politiques des deux côtés de l'Atlantique.

Le 10 avril 1947: Arne Ordning⁴⁸⁹: « Espagne. Ebell, fortement courtois, invité à une réception chez le Ministre des Affaires étrangères (à Madrid). Le chef du bureau politique indique que le discours de Lange constitue une bonne base pour une relation d'amitié si la question du Chargé d'affaires est réglée. La courtoisie (est) certainement l'introduction à une nouvelle initiative » (nos parenthèses)⁴⁹⁰.

Nous constatons que dans les relations entre l'Espagne et la Norvège, c'est la représentation diplomatique qui est maintenant placée en première ligne.

Le 21 mai 1947: Arne Ordning⁴⁹¹: « Chez Halvard Lange dans l'après-midi. Une communication de l'Espagne aux exportateurs norvégiens disant que toutes les licences d'exportation seront retirées. Le Ministre espagnol à Copenhague avait repris la question du Chargé d'affaires auprès de Halvard Lange lorsqu'il était à Copenhague pour les funérailles (du Roi) Christian X (1870-1947) (Ordning a écrit par erreur Christian IX). Halvard Lange est clairement préparé à « normaliser » les relations, mais demande un court délai. Il pense que ceci est nécessaire depuis sa déclaration et surtout celle d'Einar Gerhardsen au Storting » (notre parenthèse)⁴⁹².

Lors de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution du 23 mai 1947 [Møte i den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen, den 23 mai 1947] (notre parenthèse), le Président en exercice, Sundt, vice Ministre des Affaires étrangères, rapporte que l'affaire d'Espagne est entrée dans une nouvelle phase.

Le Ministre Halvard Lange : « Du côté espagnol on a plusieurs fois soulevé la question de savoir si la Norvège était prête à accueillir un Chargé d'affaires espagnol en nous rappelant que s'il y a représentation diplomatique c'est une anomalie si elle est unilatérale. La représentation diplomatique suppose la réciprocité. Du côté norvégien la réponse a été que nous étions au fait qu'en principe il en est ainsi, mais que nous considérons qu'il serait extrêmement inopportun qu'un Chargé d'affaires espagnol se présente à Oslo dans l'immédiat car il faut s'attendre à des réactions dans l'opinion publique norvégienne et à des manifestations qu'aucune des parties ne souhaite voir survenir. Nous en avons parlé de part et d'autre depuis longtemps.

⁴⁸⁹ « *Arne Ordning's dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ordning] vol 2, p 244.

⁴⁹⁰ Spania. Sterk kurtise av Ebell, buden i mottagelse til utenriksministeren. Sjefen for politisk kontor antyder at Langes tale gir godt grunnlag for vennskapelig forhold hvis Chargé d'affaires-spørsmålet ordnet. Kurtisen sikkert innledning til nytt fremstøt.

⁴⁹¹ « *Arne Ordning's dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ordning] vol 2, p 256.

⁴⁹² Om ettermiddagen hos Halvard Lange. Meldinger til norske eksportører fra Spania om at alle eksportlisenser vil bli inndradd. Den spanske minister i København hadde presset på med Chargé d'affaires-spørsmålet overfor Halvard Lange da han var i København i anledning Christian IX begravelse. Halvard Lange er åpenbart innstilt på å få forholdet "normalisert" og godta Chargé d'affaires, men søker en kort utsettelse. Mener dette er nødvendig etter hans og særlig Einar Gerhardsens uttalelser i Stortinget.

En parallèle un désir a été exprimé du côté espagnol de trouver un accord pour un échange de marchandises sur la base d'un troc..... Lors de ces négociations il s'est avéré que si nous ne normalisons pas d'une manière ou d'une nos relations diplomatiques la conséquence sera qu'il ne sera pas possible de conclure de nouveau un accord de compensation et il a été indiqué que les licences d'exportation octroyées pour les livraisons à la Norvège pourraient être révoquées. Cela signifie que dans un laps de quelques semaines la production de zinc à la fonderie à Odda baissera de moitié par rapport à la production actuelle. Cela amènera également des difficultés pour une partie des navires norvégiens actuellement en route pour des ports espagnols pour y charger des marchandises pour lesquelles des licences d'exportation ont été octroyées vers la Norvège. En conformité avec le point de vue présenté lors des discussions sur cette affaire au Storting, qu'il ne nous était pas possible de faire en sorte que nous entrions dans une guerre commerciale avec l'Espagne, c'est-à-dire que les échanges de marchandises entre nos deux pays prennent fin, nous devons par conséquent trouver un moyen de normaliser les relations diplomatiques avec l'Espagne. Notre Chargé d'affaires à Madrid, Ebbell, a obtenu des Espagnols que la demande déjà présentée 5 à 6 fois entre le 25 mars et maintenant pour un Chargé d'affaires espagnol à Oslo soit retirée et qu'ils acceptent comme arrangement transitoire qu'un Chargé d'affaires pour la Norvège soit nommé et basé à Stockholm, dépendant de la légation espagnole sur place et qui ne se présentera qu'occasionnellement à Oslo »⁴⁹³.

Le 30 mai 1947: Arne Ording⁴⁹⁴: « Halvard Lange concernant l'Espagne. Le gouvernement prêt à recevoir attaché qui cependant sera établi entre temps à Copenhague – c'est-à-dire que le Ministre (espagnol) sur place sera nommé » (notre parenthèse)⁴⁹⁵.

Le 21 juin 1947: Arne Ording : « (Valdes Iburguen) Torata, l'attaché espagnol, se trouve ici (à Oslo), en douce ». [(Valdes Iburguen) Torata, den spanske attasjeen, er her i all stillhet] (nos parenthèses)⁴⁹⁶.

Nous notons la menace d'un retrait des licences d'exportation et les Espagnols disant : pas d'accord commercial sans représentation diplomatique ; un arrangement transitoire d'un Chargé d'affaire pour la Norvège qui serait nommé et basé à Stockholm puis à Copenhague et enfin Arne Ording qui confirme, le 21 juin 1947, que l'attaché espagnol, se trouve ici (à Oslo), en douce.

Or, dans l'affaire d'Espagne, les facteurs économiques et l'importance de l'activité maritime de la Norvège ont été ignorés lorsque Halvard Lange avait rédigé puis prononcé son discours devant l'assemblée des Nations Unies à New York au mois de novembre 1946 avec des conséquences très fâcheuses pour la Norvège où le gouvernement a même à un certain moment perdu le contrôle politique de la situation. Le déroulement de l'affaire s'apparente à une débâcle subie par la Norvège qui a finalement dû céder sur sa position idéologique pour permettre à son économie – y compris sa marine marchande - de continuer à fonctionner et rester productive, en échange elle accepte un Chargé d'affaires espagnol à Oslo. On peut certes mettre cet échec sur le dos du manque d'expérience des Norvégiens dans les affaires

⁴⁹³ Voir Annexe VI, TS.01 réf : 470523, avec le texte en norvégien de l'intervention de Lange, p 404.

⁴⁹⁴ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 257.

⁴⁹⁵ Halvard Lange om Spania. Regjeringen villig til motta attasjé som imidlertid foreløpig skal være bosatt i København – dvs. ministeren der skal utnevnes.

⁴⁹⁶ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 264.

étrangères mais on peut également se demander s'il n'est pas ici simplement question d'un manque de maturité ou de simple bon sens politique.

Pour la reprise des relations diplomatiques complètes entre la Norvège et l'Espagne il a fallu attendre 1951.

Mais l'Espagne reste un problème sur le plan international comme en témoigne ces quelques faits consignés par Arne Ording dans son Journal privé :

Le 4 août 1947: Arne Ording⁴⁹⁷ : « Lorsque je suis descendu, on m'a appris qu'il y avait eu pas mal de tapage car le Chargé d'affaires espagnol avait été invité, apparemment à la fois au « Comité Espagne » [Spania-komiteen] et à « L'Amicale des prisonniers » (Fangesambandet) et à « La Liberté » (« Friheten ») (quotidien et organe du Parti Communiste norvégien). Le vieil Egede-Nissen (1868-1953), (membre du Parti Communiste norvégien) s'était décommandé, mais Heiberg (critique et auteur) et Karl Evang (1902-1981) (médecin et directeur des Services de santé 1938-1972) étaient là » (nos parenthèses)⁴⁹⁸.

Le 11 février 1948: Arne Ording : « La France ouvre sa frontière avec l'Espagne » [Frankrike åpner grensen til Spania]⁴⁹⁹.

Le 16 février 1948 : Arne Ording⁵⁰⁰ : « ...McNeil (journaliste et homme politique britannique) au sujet de l'Espagne. Avait donné ordre à la BBC de laisser entendre combien il était regrettable que l'Espagne ne soit pas en mesure de prendre part au Plan Marshall ni dans d'autres coopérations économiques internationales à cause de son régime autoritaire..... »⁵⁰¹.

Le 31 mars 1948 : Arne Ording⁵⁰² : « La Chambre des représentants à Washington a adopté une proposition ouvrant à l'Espagne droit au Plan Marshall et (qui) risque (ainsi) de ruiner entièrement l'effet politique du plan. Idiots. Heureusement la réaction britannique fut claire » (nos parenthèses)⁵⁰³.

Le 5 octobre 1948: Arne Ording⁵⁰⁴: « (de) McNeil à Halvard Lange. De nouvelles rumeurs concernant l'Espagne. Il y 18 mois tout était en ordre mais la France avait rejeté les deux généraux essentiels » (notre parenthèse)⁵⁰⁵.

⁴⁹⁷ « Arne Ordings dagbøker » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 280.

⁴⁹⁸ Da jeg kom ned, fikk jeg høre at det har vært en del spektakkel fordi den spanske Chargé d'affaires var buden, visstnok både i Spania-komiteen og i Fangesambandet og i Friheten. Gamle Egede-Nissen hadde sent avbud men både Heiberg og Karl Evang var der.

⁴⁹⁹ « Arne Ordings dagbøker » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 359.

⁵⁰⁰ « Arne Ordings dagbøker » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 360.

⁵⁰¹ ...McNeil om Spania. Gitt BBC ordre om (å) antyde hvor synd det er at Spania på grunn av sitt autoritære regime ikke kan få del i Marshallplanen og annet internasjonalt økonomisk samarbeid.....

⁵⁰² « Arne Ordings dagbøker » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 380.

⁵⁰³ Arne Ording: Representantenes Hus i Washington har vedtatt et benkeforslag at Franco-Spania skal få Marshall hjelp og risikerer å ruinere hele den politiske virkning av planen. Idioter. Heldigvis klar britisk reaksjon.

⁵⁰⁴ « Arne Ordings dagbøker » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 465.

⁵⁰⁵ Arne Ording: ...McNeil til Halvard Lange. Nye rykter om Spania, for 18 måneder siden hadde alt vært i orden, men Frankrike hadde slått ned på de to avgjørende generaler.....

Le 8 octobre 1948: Arne Ordning⁵⁰⁶: « Agitation autour de l'Espagne. 15 Etats latino-américains pour inviter Franco. Marshall sous pression et il a apparemment été favorable à une abrogation de la résolution de 1946. Les avis sont partagés concernant la réaction de Marshall – d'après certains il aurait été pour la proposition, pour d'autres il serait resté passif. Le sénateur Gurney (1896-1985) président du comité de guerre au Sénat, vient de faire un voyage en Espagne et se prononce en des termes élogieux sur Franco. Les gouvernements britannique et français inquiets. Le Ministère britannique des Affaires étrangères publie un pacte entre les républicains (Prieto) (1883-1962) (homme politique espagnol) et les monarchistes du 29 août (la parenthèse sur Prieto est de l'auteur et celles sur le texte en anglais et la fonction de M Prieto sont les nôtres)⁵⁰⁷.

La plupart des membres des pays membres de l'OTAN souhaitèrent dès 1949 qu'autant de pays non communistes que possible en Europe occidentale et autour de la Méditerranée rejoignent l'alliance. La Norvège préféra une association purement nord atlantique pour des raisons de sécurité politique et idéologiques. Elle se montra sceptique quant à l'adhésion du Portugal et l'Italie et déclara aux Américains que celle de l'Espagne était inacceptable.

Au mois de mars 1949, Halvard Lange a prévenu le groupe parlementaire du Parti Social-démocrate que, nous citons⁵⁰⁸ : « La relation avec l'Espagne sera différente de celle avec l'Italie où la situation avait été verrouillée avant notre adhésion. On ne peut pas s'imaginer qu'un pays à direction socialiste puisse voter pour l'adhésion de l'Espagne (à l'OTAN). De toute manière nous allons voter contre. Si cela nous laisse seuls, alors nous resterons seuls »⁵⁰⁹.

Finalement, en 1951 des relations diplomatiques ont été établies entre la Norvège et l'Espagne suivies d'un accord commercial. En 1959 un accord culturel a été signé, mais le boycottage touristique fut maintenu jusqu'au début des années 1960⁵¹⁰.

⁵⁰⁶ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ordning] vol 2, p 467.

⁵⁰⁷ Arne Ordning: Røre omkring Spania. 15 latinamerikanske stater for å innby Franco. Press på Marshall som skal ha gått inn for å rescinding (en anglais dans le texte) beslutningen fra 1946. Delte meninger om Marshalls reaksjon – etter noen skal han gå inn for forslaget, etter andre forholdt seg passivt. Senator Gurney, formannen i Senatets krigskomite, har nettopp vært i Spania og uttaler seg meget rosende om Franco. Den britiske og franske regjeringen urolig. Foreign Office offentliggjør pakt mellom republikanerne (Prieto) og monarkistene av 29 August.

⁵⁰⁸ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 5, p 44-48.

⁵⁰⁹ Lange : Spanias forhold blir et annet enn Italias som var fastlåst før vi kom med. En kan ikke tenke seg at et sosialistisk styrt land vil stemme for Spanias deltaking (i NATO). I alle fall vil vi stemme mot. Blir vi stående alene, så står vi alene.

⁵¹⁰ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 5, p 47.

III.3.9 : Le ‘monstre’ allemand

Regardons d’abord les conséquences de la guerre et de la présence de soldats allemands en Norvège en tant que puissance d’occupation.

Pour ce faire, dans ce chapitre nous allons continuer à nous référer aux comptes rendus des réunions (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution qui constituent la source principale concernant ce sujet.

L’opinion publique norvégienne exprime un large rejet de tout ce qui touche à l’Occupation.

Lors de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution en date du mercredi 15 janvier 1947 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen. Møte onsdag den 15 januar 1947] avec Terje Wold comme Président [Formann: Terje Wold], le dernier intervenant dans cette réunion, laquelle a longuement traité de l’affaire Svalbard et fait mention à la fin du règlement de paix avec l’Allemagne, est C. J. Hambro, que nous citons ci-après.

C. J. Hambro: « Est-ce que je peux poser une question qui est en partie en relation avec ceci. Il y a actuellement dans la presse une certaine polémique au sujet des cimetières de guerre allemands en Norvège. Cette question fut traitée dans les documents auxquels je me suis référé. J’invitais alors le Gouvernement à inclure dans leurs exigences, lors des négociations de paix, un souhait ou une demande que l’on renonce à ce qui était désiré auparavant, c’est-à-dire que les Allemands aient le droit de garder leurs cimetières de guerre et que dans un laps de temps de trois ans ils devaient ramener en Allemagne les dépouilles de ceux qui y étaient enterrés. Je proposais que l’on établisse tout de suite que le Gouvernement de chaque Etat ait le droit de labourer sous tous les cimetières allemands tout de suite et que l’on devrait maintenir que chaque Allemand qui est tombé dans un pays occupé soit enterré dans une tombe déshonorée et inconnue de telle manière qu’il soit impossible de maintenir pour la postérité la mémoire des Allemands tombés ici et d’arranger des manifestations ou un service religieux sur leurs tombes. Si les Allemands ne sont pas en mesure de les enlever tout de suite, nous devrions nous en débarrasser. Et j’espère qu’il n’y a point d’obstacle pour procéder de cette manière apparemment brutale, mais plus rassurante pour une situation pacifique de l’avenir »⁵¹¹.

Le Président [Formannen]: « Je pense bien qu’il n’y aurait pas d’obstacle à ce que l’on revienne à cette question lorsque nous traiterons de cette affaire dans le Comité. [Det vil vel ikke være noe i veien for å komme tilbake til det spørsmål under vår behandling av saken i komiteen].

Personne d’autre n’a demandé la parole et je remercie les participants et les membres du Gouvernement qui ont assisté à la réunion » [Flere har ikke forlangt ordet, og jeg takker dem som har deltatt og Regjeringens medlemmer som har vært tilstede].

Ces paroles, prononcées par C. J. Hambro devant les membres du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution le 15 janvier 1947, ont un caractère assez outrancier,

⁵¹¹ Voir Annexe VI, TS.01 réf : 470115.02, avec le texte en norvégien de l’intervention de Hambro, p 405.

mais reflètent bien les sentiments ressentis pas beaucoup de Norvégiens après la guerre. Le Président, lui, renvoie à plus tard en ‘bottant en touche’.

Mais les intérêts commerciaux de la Norvège sont aussi prépondérants.

Lors de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution du 20 janvier 1947 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen. Møte mandag den 20 januar 1947], président Terje Wold [Formann: Terje Wold] le sujet à l’ordre du jour fut le règlement de paix avec l’Allemagne.

Le Président [Terje Wold] informe les membres de l’intention de traiter l’ébauche de Mémoire aux Quatre Grands concernant les conditions de paix avec l’Allemagne.

C. J. Hambro intervient encore et mentionne: « Un point était de vérifier dans quelle mesure on pourrait intégrer dans les conditions de paix avec l’Allemagne une stipulation concernant Hambourg comme port franc pour l’exportation norvégienne de poisson, comme tous les intéressés l’avaient souhaité auparavant, de manière à établir des services de poissons frais à partir de Hambourg à travers l’Allemagne, peut-être vers la Belgique et la Hollande. Cela a tout de suite été soulevé par le Gouvernement ».

Hambro poursuit: « Je suis bien satisfait que l’on s’éloigne de la partition forcée de l’Allemagne en plusieurs Etats indépendants. Je souhaiterais cependant que sous le paragraphe 4 – que l’unité politique de l’Allemagne devrait également être maintenue dans l’avenir – soit introduite la réserve mentionnée plus haut : sauf si du côté allemand on désirerait le contraire. Je n’ai pas personnellement de doute qu’il serait souhaitable dans l’intérêt de la paix mondiale que l’Allemagne soit divisée. Mais je pense qu’il y aurait un risque permanent de guerre si l’Allemagne est divisée de force, créant ainsi le but de réunifier l’Allemagne comme on l’avait fait en 1870..... J’avais souhaité – comme M. Wold et ceux qui étaient à Londres le savent – que l’on eût agi d’une manière très différente et brutale dans un premier temps en liquidant tous ceux qui avaient appartenu à la Gestapo, où qu’on les rencontrât et sans procès en vue de créer la possibilité d’un développement démocratique en Allemagne, laquelle possibilité me paraissant aujourd’hui déjà dans une grande mesure perdue. Mais l’expérience de la précédente Guerre Mondiale et surtout une connaissance approfondie des ambiances et mouvements d’opinion en Amérique ferait réfléchir chacun avant d’imposer un fardeau à long terme à l’Allemagne ».

Nous enregistrons des paroles plus outrancières que préalablement, par M C. J. Hambro qui se prononce également sur la grande communauté germano-américaine de plusieurs dizaines de millions de personnes qui limitait la liberté du Gouvernement des Etats-Unis.

Concernant l’ébauche élaborée par le Ministère des Affaires étrangères le Président, Terje Wold soulève les points suivants :

« Il est stipulé page 3: De l’avis du Gouvernement norvégien il sera donc nécessaire, pour des raisons de sécurité, d’appliquer un contrôle sur certains aspects de la vie politique et économique de l’Allemagne après la conclusion de la paix et de même après la fin de l’occupation par les Alliés du territoire allemand ».

« Il est stipulé page 5 - c'est peut-être un peu ce que M. Hambro a abordé : La démilitarisation complète de l'Allemagne implique également que toutes les organisations paramilitaires soient interdites et empêchées d'être établies. Cela vaut également pour toute formation et éducation militaires. L'interdiction de la production allemande d'armes, de munitions et d'autres armements y compris des avions et moteurs d'avions de toutes sortes doit être maintenue dans le traité de paix ».

Le Ministre des Affaires étrangères Lange ajoute: « Je voudrais dire sur un plan général qu'il me semble qu'il y a eu une faiblesse essentielle dans la préparation de toute cette affaire qui a été étudiée dans le secret, qu'elle a été élaborée entre les quatre murs du ministère. J'avais souhaité qu'elle puisse être réalisée sur la base d'un débat public ici dans notre pays. J'ai soulevé la question devant une bonne partie de la presse lors de conversations privées, je leur disais : Ne pouvez-vous pas – il s'agissait de collaborateurs en affaires étrangères dans une série de quotidiens – voir comment lancer un débat public dans la presse au sujet de comment nous, Norvégiens, voyons les contours de l'Allemagne dans l'avenir ? *C'est tombé complètement plat*. Je me suis rendu à Paris puis à New York mais ne pouvais y contribuer. Je sais que des collaborateurs en affaires étrangères de quelques journaux ont essayé mais cela n'a pas réussi, aucun intérêt ne s'est manifesté pour le sujet ».

Friis: « Il y a un alinéa dans ce mémorandum britannique qui m'intéresse en tant que membre du Comité sur l'Ecole professionnelle et l'université. Il est indiqué que l'Allemagne doit s'engager à ne pas laisser des étudiants étrangers visiter les universités ou autres établissements éducatifs pour une période qui sera déterminé par les Alliés. Je ne trouve pas de trace de ceci dans le mémorandum norvégien. Mais ailleurs il est marqué une chose qui contredit ceci. Comment cela se fait-il ? Je ne m'imagine pas qu'il puisse être nuisible pour des étudiants norvégiens de visiter des universités allemandes pour y étudier par exemple la physique ou les mathématiques et également pour devenir un certain élément de contrôle dans l'enseignement des humanités »⁵¹².

Les comptes rendus ci-dessus montrent clairement les sentiments et positions des uns et des autres concernant les Allemands et l'Allemagne nouvelle qui est en train d'apparaître. De plus, on constate l'attitude du public norvégien qui se désintéresse de l'Allemagne et de son avenir. Peut-être s'agit-il d'une manifestation de l'isolationnisme spirituel ou passif que nous allons maintenant brièvement traiter ?

⁵¹² Voir Annexe VI, TS.01 réf: 470120.02, avec les textes en norvégien des interventions de, Hambro, Wold, Lange et Friis, p 405.

III.3.10: Le Plan Marshall, le Pacte atlantique et l'OTAN.

C'est le refus des Soviétiques d'accepter le plan Marshall peu de temps après qu'il soit présenté au mois de juin 1947, qui annonce en fait le début de la Guerre Froide laquelle a pour conséquence de voir la Norvège, comme beaucoup d'autres pays, procéder à une révision fondamentale de ses relations avec l'étranger.

Après la fin des hostilités en Europe, les Norvégiens et leur gouvernement ont semblé se désintéresser des questions internationales. C'était comme si l'autosatisfaction des Norvégiens, résultant de leurs propres efforts dans la guerre, où ils avaient tenu bon alors que d'autres démocraties avaient failli en cédant devant l'adversaire, les autorisait à revenir à leur isolationnisme d'antan et à être laissé en paix.

L'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Oslo, Laurence Collier (1890–1976), qui avait été le représentant de la Grande-Bretagne auprès des Norvégiens à Londres pendant la guerre, qualifiait l'attitude, à la fois du gouvernement et de l'opinion en Norvège, « d'isolationnisme passif ». Il s'en est entretenu avec le Roi Håkon dans une conversation privée où le Roi lui confiait qu'il trouvait que les Norvégiens avaient un penchant pour « se cacher la tête dans la neige » (par allusion à l'autruche)⁵¹³.

Ronald Fangen (1895-1946)⁵¹⁴ aussi dans un discours lors de l'occupation avait déclaré que la période après la guerre sera « une étape de crise spirituelle » [en åndelig krisetid]. Au sujet du règlement imminent avec le nazisme et le 'Rassemblement national' [NS = 'Nasjonal Samling' de Quisling] après la guerre Fangen disait que⁵¹⁵ : « La situation est telle que la plupart des gens attend avec angoisse la paix – quoiqu'ils languissent de la voir venir... Nous savons que la Guerre civile s'est déclenchée dans des pays libérés et chez nous toutes les conditions sont réunies pour un développement semblable »⁵¹⁶.

Jakop Sverdrup écrit au sujet de la politique étrangère⁵¹⁷ : « Il y a peu de raison de se demander le pourquoi du peu d'intérêt pour le domaine de la politique étrangère. Le plus grand problème de la Norvège dans ses rapports avec le monde environnant a été résolu avec la Libération qui s'est déroulée bien moins douloureusement que ce que beaucoup avaient craint. Mais l'occupation avait laissé une Norvège plus pauvre et il était naturel que les intérêts et l'énergie se vouent aux tâches positives du redressement. Suite aux années difficiles et dures de l'occupation, la production et le niveau de vie allaient être relevés. L'intérêt politique se rassemblait autour de ces travaux domestiques. Le fait que le Storting décida de traiter beaucoup

⁵¹³ « *Norsk utenrikspolitikshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 5, p 199.

⁵¹⁴ Ronald August Fangen, homme de lettres norvégien, journaliste et écrivain.

⁵¹⁵ « *Norsk idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège] vol V, p 320-321.

⁵¹⁶ Situasjonen er jo slik at de fleste mennesker gruer seg for freden – hvor innerlig de enn lengter etter den.. Vi vet at det er utbrutt borgerkrig i befrikkede land, og hos oss er alle forutsetninger til stede for en lignende utvikling.

⁵¹⁷ « *Norsk utenrikspolitikshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 4, p 199.

d'affaires de politique étrangère à huis clos ne faisait rien pour augmenter l'intérêt du public pour ce domaine, au contraire »⁵¹⁸.

Mais le monde environnant, qui avait radicalement changé depuis 1940, exigeait que la Norvège participe à son évolution et qu'elle sorte de son isolement.

Or, la Norvège et les Norvégiens étaient opposés à la formation des grands blocs et ne voulaient à aucun prix adhérer à l'un ou à l'autre, maintenant ainsi son non-alignement. Elle espérait pour l'avenir une entente entre les Grandes Puissances qui réduiraient les tensions dans le monde en apportant paix et prospérité entre les nations par l'action des Nations Unies notamment. C'est ainsi qu'elle a épousé la politique et la philosophie de « constructeur de passerelles » qui avait pour but précisément de contribuer à réduire les tensions et oppositions tout en œuvrant pour une compréhension et entente entre pays et blocs.

Assez rapidement les choses ont changé. Le 5 mars 1946, par le discours de Winston Churchill, ancien Premier Ministre britannique, à Fulton (Missouri), celui-ci a lancé le concept de « rideau de fer »⁵¹⁹ qui était en train de s'installer en Europe et diviser le monde en deux, d'un côté les Etats à régime communiste et dictatorial et de l'autre ceux à régimes démocratiques.

A partir de ce moment, le monde entre dans une nouvelle phase où, en premier lieu, les pays scandinaves cherchent une solution de regroupement entre eux face à la montée des tensions est-ouest, deuxièmement des tentatives d'organisation internationale des pays de l'Europe et de l'Atlantique nord pour contrer la menace communiste, représentée avant tout par l'Union Soviétique, voient le jour et, en troisième lieu et surtout à partir du début de 1948 et le discours d'Ernest Bevin, qui lance son plan de Pacte atlantique, les efforts du Parti Social-démocrate norvégien pour éduquer rapidement l'opinion publique en Norvège ainsi que leurs adhérents et les amener en peu de temps à dégager une majorité pour une adhésion à ce qui deviendra l'OTAN au mois d'avril 1949.

Ces trois développements se déploient pratiquement en parallèle et dans un laps de temps relativement court, le plus important pour ce qui est de l'avenir de la Norvège étant la ligne politique adoptée par le Parti Social-démocrate et les initiatives prises pour y arriver sous l'impulsion de son secrétaire général Einar Gerhardsen.

Ce chapitre relèvera la chronologie confondue de ces lignes d'action avec un approfondissement pour la troisième, qui est le Parti au Gouvernement norvégien où les attitudes des politiques et de l'opinion publique s'expriment le plus clairement.

⁵¹⁸ Det er liten grunn til å undre seg over den svake utenrikspolitiske interessen. Norges største problem i forholdet til omverdenen var løst gjennom frigjøringen, som var gjennomført mer smertefritt enn mange hadde fryktet. Men okkupasjonen hadde etterlatt et fattigere Norge, og det var naturlig at interessen og energien var viet de positive gjenreisningsoppgavene. Etter de harde okkupasjonsårene skulle produksjonen gjenreises og levestandarden heves. Den politiske interessen samlet seg om disse hjemlige oppgaver. Det styrket heller ikke den utenrikspolitiske interessen at Stortinget valgte å behandle mange utenrikspolitiske saker bak lukkede dører.

⁵¹⁹ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 4, p 222.

Dans ce chapitre nous allons nous référer aux observations d'Arne Ording dans son Journal privé, de comptes rendus de réunions du Comité des Affaires étrangères et de la Constitution, l'ouvrage : «DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO 1948-1949 » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN 1948-1949], auteur Knut Erik Eriksen (1944...)⁵²⁰, une fois aux mémoires d'Einar Gerhardsen ainsi que différentes informations et intitulés parus dans le quotidien «*Østlendingen*» [l'Habitant de l'est]. De plus un point de vue de l'historien Olav Riste sur les événements qui ont débouché sur l'adhésion de la Norvège au Pacte atlantique et l'OTAN en 1949 publiés dans «*Historisk Tidsskrift* » [«Revue d'histoire »] en 1993 et autres contributeurs dans diverses publications (notre parenthèse).

Le 12 mars 1947, Arne Ording : « le Président Truman (1884-1972) déclare que la politique des USA était de soutenir toutes les nations qui se défendaient contre des tentatives de soumission de la part de minorités armées ou une pression étrangère. L'affaire concernait en premier lieu un soutien économique à la Grèce et la Turquie mais elle est devenue « la doctrine Truman » et ouvrait une nouvelle époque dans la politique étrangère des Etats-Unis⁵²¹.

Le 5 juin 1947 s'ouvre un nouveau chapitre lorsque le Ministre américain des Affaires étrangères, George Marshall, dans un discours à l'Université de Harvard, présente son plan de soutien américain pour la reconstruction de l'Europe, dénommé par la suite « le Plan Marshall »⁵²².

Arne Ording⁵²³ : « Au mois de juin, se sont déroulées des discussions (à Paris) entre Molotov, Ministre des Affaires étrangères soviétique, et les Ministres des Affaires étrangères de la France et de la Grande-Bretagne, Georges Bidault (1899-1983) et Ernest Bevin, au sujet du plan Marshall. Celles-ci sont rompues le 2 juillet 1947, car l'URSS ne voulait pas accepter la condition américaine d'un plan unique pour la reconstruction économique de l'Europe. D'après Molotov un tel plan ouvrait la possibilité d'une ingérence américaine dans les affaires intérieures des pays. A ce sujet, il mentionnait les attaques de la presse américaine contre les plans d'une usine sidérurgique en Norvège » (notre parenthèse)⁵²⁴.

Après la rupture, Ernest Bevin, Ministre britannique des Affaires étrangères et Georges Bidault, son homologue français, ont invité tous les Etats européens sauf l'Espagne, l'Allemagne et l'URSS à une nouvelle conférence à Paris le 12 juillet pour discuter une réponse européenne au Plan Marshall⁵²⁵.

⁵²⁰ Knut Erik Eriksen est un historien, professeur à l'Université d'Oslo depuis 1989 et spécialisé dans la politique de sécurité de la Norvège depuis la Deuxième Guerre Mondiale. Cf. snl.no.

⁵²¹ «*Arne Ordings dagbøker*» [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 235, note 276.

⁵²² «*Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 4, p 277.

⁵²³ «*Arne Ordings dagbøker*» [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 268-269, note 328.

⁵²⁴ I juni 1947 ble det holdt et møte mellom de tre utenriksministerene Molotov, Bevin og Bidault for å diskutere svar på Marshall-planen. 2. juli ble møtet brutt fordi Sovietunionen ikke ville akseptere den amerikanske forutsetningen om en felles plan for Europas gjenreisning. Ifølge Molotov ville en slik plan blant annet åpne for amerikansk innblanding i landenes indre anliggender. I den anledning viste han til de amerikanske presseangrep på planene om et norsk jernverk.

⁵²⁵ «*Arne Ordings dagbøker*» [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 274, note 337.

Ces événements amènent Arne Ording à tirer les conclusions suite à la nouvelle situation internationale qui a surgi et de donner son avis très pertinent sur plusieurs points capitaux.

Le 3 juillet 1947 : Arne Ording⁵²⁶: « La rupture à Paris. (Notre) usine sidérurgique comme argument. Olav Larssen (1894-1981)⁵²⁷ m'a téléphoné et il a réussi à me faire écrire un éditorial sur ce sujet pour son quotidien. Par la suite chez Halvard Lange. (Nous sommes) d'accord que la Norvège ne peut pas dire non à une invitation à discuter du plan Marshall. Cela serait contraire à nos intérêts et signifierait ainsi une adhésion ostensible au bloc oriental. Mais nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour inclure le bloc oriental. Nous devons pour cela coopérer avec les Suédois. Mais il sera difficile de trouver un chemin praticable. Pourquoi les Russes s'isolent-ils de cette manière ? Ont-ils quelque chose en sous-main ? Les conséquences : 1) opposition aggravée est-ouest 2) division permanente de l'Allemagne 3) consolidation de la réaction en Amérique 4) isolement de l'Union soviétique 5) tension amplifiée dans le bloc oriental 6) division accentuée de l'Europe, aucune coopération entre l'industrie dans l'ouest et l'agriculture dans l'est » (nos parenthèses)⁵²⁸.

A travers ces notes Arne Ording a effectué une première analyse de la proposition du plan Marshall en évaluant l'effet global de la rupture entre le bloc oriental avec à sa tête l'Union Soviétique et le bloc occidental dont les chefs de file sont les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne.

Le refus des Soviétiques du Plan Marshall signifie en même temps le début de la fin de la politique de « constructeur de passerelles ».

La Norvège, ayant mis son espoir pour sa sécurité dans les Nations Unies et une entente entre les deux blocs, se trouve obligée de lire la nouvelle situation sous l'angle de la realpolitik, nonobstant son isolationnisme traditionnel qui lui interdit de se lier formellement à une grande puissance. Depuis le 9 avril 1940 qui a démontré sa vulnérabilité et étant donné la manière dont la situation en Europe évolue vers de nouvelles tensions, la Norvège doit absolument commencer un processus qui la conduira à adhérer à une alliance internationale.

Un premier pas officiel est franchi 5 mois plus tard.

Le 22 décembre 1947 : Arne Ording note : « Avec son dernier discours devant le groupe parlementaire (social-démocrate) Halvard Lange a véritablement effectué un tournant dans notre politique étrangère. Auparavant le souhait de collaborer avec les Grandes Puissances se trouvait au premier plan et nous

⁵²⁶ «Arne Ordings dagbøker» [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 269.

⁵²⁷ Olav Larssen, homme de presse, homme politique, résistant et de 1949 à 1963 rédacteur en chef du quotidien « *Arbeiderbladet* », organe du parti Social-démocrate.

⁵²⁸ Arne Ording : Bruddet i Paris. Jernverket som argument. Olav Larssen ringte opp og fikk meg til å skrive en artikkel om det til '*Arbeiderbladet*' redaksjonelt. Etterpå hos Halvard Lange. Enig om at Norge ikke kan si nei til en innbydelse til å diskutere Marshallplanen. Det ville stride mot våre interesser, og derfor bety en demonstrative tilslutning til østblokken. Men vi må gjøre hva vi kan for å få østblokken med. I dette må vi samarbeide med svenskene. Men det blir vanskelig å finne en farbar vei. Hvorfor isolerer russerne seg på denne måten? Har de et eller annet i bakhånd? Konsekvensene: 1) Skjerpet motsetning øst-vest 2) permanent deling av Tyskland 3) konsolidering av reaksjonen i Amerika 4) isolering av Sovjetsamveldet 5) skjerpet press i østblokken 6) økt splittelse av Europa, intet samarbeid mellom industri i vest og jordbruk i øst.

avons mis en évidence notre « neutralité » ou notre souhait d'être une « passerelle ». Halvard Lange maintient aujourd'hui que si la collaboration entre les Grands a échoué, nous devons quand même réaliser que nous appartenons à l'Occident – c'est-à-dire que nous ne nous plaçons pas non plus dans un camp – mais que nous sommes bien insérés sur le plan économique, culturel et politique (mais stratégiquement ?) Nous devons cependant toujours faire ce qui est possible pour créer une détente – nous nous trouvons sur le flanc occidental de l'Orient. Dans la propagande notre nouvelle position sera formulée par des déclarations comme quoi nous nous trouvons certainement bien à l'extérieur des blocs et nous nous réservons le droit d'adopter un point de vue indépendant dans tous les problèmes d'ordre international, mais en même temps il faut souligner que nous devons le faire conformément à nos principes. Cela est une conséquence naturelle de l'évolution internationale et il est certainement inévitable que nous le disions clairement dans notre propagande. D'un autre côté il n'y a pas de raisons de se comporter d'une manière provocatrice et il serait ridicule de mettre au défi les Soviétiques sur une base idéologique. Le plus important pour nous est quand même de ne pas rompre avec l'Occident auquel, en dépit de tout, nous appartenons.

Les Russes sont en train d'uniformiser la zone orientale. Il y a peu de raison de douter qu'ils gouvernent à l'aide de la terreur » (le soulignage est du texte original, la parenthèse 'social-démocrate' de même (mais stratégiquement) est de l'original)⁵²⁹.

De nouveau des paroles pertinentes qui viennent d'Arne Ording. La campagne pour s'intégrer dans le camp occidental est lancée.

Le 12 janvier 1948 : Arne Ording⁵³⁰ : « Halvard Lange. Le Comité international du Parti (Social-démocrate) a assez bizarrement rejeté le passage dans l'ébauche de Halvard Lange sur le programme qui indique « orientation occidentale ». En soi, de telles positions dans le programme ne font que créer des difficultés sur le plan de la politique étrangère. Ce sont les réalités qui comptent. Mais je pensais que l'on considèrerait de telles clauses comme une nécessité pour des raisons de propagande..... » (nos parenthèses)⁵³¹.

Le 20 janvier 1948 : « Le Ministre des Affaires étrangères Halvard Lange donne un compte rendu de politique étrangère au Storting. Lange ne désire toujours pas abandonner le non-alignement »

⁵²⁹ Arne Ording: Gjennom sin siste tale i stortingsgruppen har Halvard Lange faktisk foretatt en svingning i vår utenrikspolitikk. Tidligere stod ønske om samarbeid mellom stormaktene i forgrunnen, og vi betonet vår "nøytralitet" eller vårt ønske om å være en "bro". Nå hevder Halvard Lange at vi, hvis samarbeidet mellom de store har slått feil, må regne med at vi hører til Vesten – vi plasseres også ikke i noen leir – men vi er plassert, økonomisk og kulturelt og politisk (men strategisk?). Vi må imidlertid fortsatt gjøre hva vi kan for å skape en avspenning - vi står på Østens vestlige fløy. I propagandaen får vår nye stilling uttrykk i erklæringer om at vi ganske visst står utenfor all blokker og forbeholder oss rett til å ta selvstendig standpunkt til alle internasjonale spørsmål, men samtidig fremheves det at vi må ta standpunkt i overensstemmelse med våre prinsipper. Dette er en naturlig konsekvens av den internasjonale utvikling, og det er sikkert uunngåelig at vi i vår propaganda sier klarere fra. På den annen side er det ingen grunn til å opptre provoserende og det ville være tåpelig å fremprovosere en konflikt med Sovjet på ideologisk grunnlag. Det viktigste for oss er allikevel ikke å bryte med Vesten hvor vi tross allt hører hjemme.

Russerne er i ferd med å ensrette østsonen. Liten grunn til å tvile på at de regjerer ved hjelp av terror....

⁵³⁰ « Arne Ordings dagbøker » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 348.

⁵³¹ Arne Ording : Halvard Lange. Det internasjonale utvalget i partiet har merkelig nok tatt ut det avsnittet i Halvard Lange utkast til program som antyder « vestorientering ». I og for seg vil slike programposter bare lage trouble (en anglais dans le texte) utenrikspolitisk sett. Det er realiteter det det kommer an på. Men jeg trodde man anså en slik passus for å være nødvendig av propagandiske grunner.....

[Utenrikspolitisk redegjørele i Stortinget av utenriksminister Halvard Lange. Lange ønsker ennå ikke å oppgi den alliansefrie linje]⁵³².

Le 22 janvier 1948⁵³³ : « Fameux discours du Ministre des Affaires étrangères britannique Ernest Bevin à la Chambre des Communes où il a lancé l'idée d'une alliance de défense de l'Europe occidentale. Dans la première phase il s'agissait d'une collaboration militaire entre la Grande-Bretagne, la France et le Benelux et par la suite d'autres Etats, connu par la suite comme « le plan Bevin » »⁵³⁴.

Ainsi est enfin lancé un plan pour une collaboration entre pays de l'Occident qui pourrait peut-être devenir une alternative sécuritaire acceptable pour la Norvège.

Du quotidien «*Østlendingen*» [l'Habitant de l'est] basé à Elverum⁵³⁵ nous retenons leur première page du 23 janvier 1948 suite au fameux discours d'Ernest Bevin à la Chambre des Communes à Londres et où la rédaction a soigneusement tenu compte de la réalité géopolitique de la Norvège du moment :

« Bevin veut créer un contrepois à l'Union Soviétique en Europe occidentale ». [Bevin vil skape vest-europeisk motvekt mot Sovjet] avec un premier sous-titre : « Rien de ce que la Grande-Bretagne entreprend n'est dirigé contre l'Union Soviétique mais la formation de l'opinion à l'est en exige aussi une à l'ouest ». [Intet Storbritannia foretar seg er rettet mot Sovjet, men opinions-dannelsen i øst krever også en i vest].

Le second sous-titre nous apprend : « Il (Bevin) veut établir des accords d'alliances avec tous les pays de l'Europe occidentale ainsi que l'Italie ». [(Bevin) Vil opprette allianseavtaler med alle de vest-europeiske land og Italia].

Rappelons que la tension est-ouest augmentée par le discours de Bevin, la prise du pouvoir par les communistes à Prague du 25 février ainsi que la proposition soviétique à la Finlande d'un pacte de non agression du 28 février, se traduit en Norvège par l'intervention de Gerhardsen, appelée le discours de Kråkerøy du 29 février 1948, où il a exclu les communistes norvégiens de la collaboration gouvernementale future.

⁵³² «DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO» [Le parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN] p 15.

⁵³³ «Arne Ordings dagbøker» [Journaux privés d'Arne Ordning] vol 2, p 351, note 421.

⁵³⁴ 22. januar 1948 holdt Ernest Bevin en tale i Underhuset hvor han lanserte tanken om et vesteuropeisk forsvarsforbund, den såkalte Bevinplanen. I første omgang skulle alliansen omfatte fem land : Storbritannia, Frankrike og Benelux-landene. USA og eventuelle andre land skulle trekkes inn senere.

⁵³⁵ a) Elverum, aujourd'hui petite ville de 14000 habitants située dans la Vallée de l'est [Østerdalen] du département de Hedmark (en fait dans la partie sud-est de la Norvège), ville connue par les événements politiques et militaires qui s'y sont déroulés au mois d'avril 1940, dans une région à forte prépondérance d'agriculture et de sylviculture. b) journal de tendance centriste soutenant le Parti agrarien, devenu le Parti du Centre à partir de 1959 avec un tirage d'environ 16000 en 1972, et 13000 en 1949.

Le 28 janvier 1948: « Le quotidien social-démocrate « *Arbeiderbladet* » ouvre une campagne pour une adhésion de la Norvège au plan Bevin » [Arbeiderbladet innleder en kampanje for norsk tilslutning til Bevinplanen] alors que la première réaction positive au plan Bevin est annoncée déjà dans l'éditorial du quotidien « *Bergens Arbeiderblad* » en date du 24 janvier 1948⁵³⁶.

Le 4 février 1948, selon Arne Ording⁵³⁷ :

« - Le Comité représentatif du Parti Social-démocrate d'Oslo adopte le 3 février 1948, sur proposition de Haakon Lie, une résolution sous la forme d'un appel au gouvernement de soutenir le plan Marshall ainsi que le plan Bevin, laquelle est *étrangement* adoptée à l'unanimité (nos italiques).

- Soulignait la nécessité d'une collaboration occidentale économique et politique qui serait un facteur de paix indépendant. Verbeux et pas clair, mais avec le poids principal sur la collaboration occidentale. Peut-être aurait-il maintenant été plus judicieux de se limiter à un traitement du plan Marshall. ...

- Est-ce que Einar Gerhardsen applique une politique double - Halvard Lange n'ira pas à Stockholm⁵³⁸, la résolution du conseil de surveillance du Parti Social-démocrate n'est pas communiquée à Halvard Lange auparavant de manière qu'il puisse dire en toute bonne conscience qu'il n'en avait pas pris connaissance » (nos parenthèses, soulignages de l'auteur)⁵³⁹.

Dans le quotidien (communiste) « *Friheten* » (La Liberté) daté du 4 février 1948, ce commentaire au sujet de la déclaration du 3 février (nos parenthèses)⁵⁴⁰ :

« On ne peut douter que le groupe activiste Haakon Lie a réalisé un coup en faisant adopter sa résolution par le Conseil représentatif du Parti Social-démocrate d'Oslo, entraînant ainsi les participants dans une déclaration dont ils n'ont d'aucune manière compris les conséquences »⁵⁴¹.

Dans une conversation avec Knut Erik Eriksen, Haakon Lie l'informait que c'est Gerhardsen lui-même qui avait pris l'initiative de faire voter cette résolution⁵⁴².

⁵³⁶ «DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO» [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN] p 15 et 33.

⁵³⁷ «Arne Ordings dagbøker» [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 357, note 430.

⁵³⁸ Le Parti Social-démocrate suédois organise une réunion pour le Comité nordique de coopération social-démocrate à Stockholm du 7 au 9 février 1948 à laquelle les leaders norvégiens étaient conviés. Gerhardsen s'y rend accompagné de Martin Tranmæl (1879-1967), Konrad Nordahl et Haakon Lie, Halvard Lange restant à Oslo. Cf. «DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO» [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN], p 44.

⁵³⁹ Oslo Arbeiderpartiets representantskap vedtok 3. februar 1948 en uttalelse som hadde form av en appell til regjeringen om å støtte opp om Marshallplanen og BevinplanenFremhever nødvendigheten av økonomisk og politisk vesteuropeisk samarbeid, fremstiller dette som en selvstendig fredsfaktor. Verbios og ikke klar, men hovedvekten på vest-samarbeid. Kanskje ville det være klokere nå å innskrenke seg til å behandle Marshallplanen.

.....Følger Einar Gerhardsen en dobbelt politikk – Halvard Lange skal ikke til Stockholm, resolusjonen i representatskapet ikke vist til Halvard Lange på forhånd for at han med god samvittighet skulle kunne si at han ikke kjente til den⁵³⁹.

⁵⁴⁰ «DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO» [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN] p 36.

⁵⁴¹ Der er neppe tvil om at den aktivistiske Haakon Lie-gruppe med sin resolusjon har gjort et kupp i representantskapet og fått deltagerne med på en uttalelse de ikke noen måte har forstått konsekvensene av.

Les 7-9 février 1948 ⁵⁴³ : Knut Erik Eriksen écrit : « Réunion du Comité nordique de coordination social-démocrate à Stockholm. Des membres de gouvernement suédois et danois refusent l'adhésion à un bloc. La plupart des leaders politiques norvégiens pensent que le temps est venu de lier la Norvège à une alliance militaire occidentale »⁵⁴⁴.

Le 11-13 février 1948 : « Le discours du trône à Oslo⁵⁴⁵: Les partis non socialistes – à part le Parti Chrétien populaire – encouragent le gouvernement à se joindre aux efforts de rassemblement dans l'Occident. Le Ministre des Affaires étrangères Halvard Lange maintient une attitude attentiste »⁵⁴⁶.

« Le groupe impatient dans la direction centrale du Parti Social-démocrate (pour un virage de la politique étrangère en direction de l'Occident) disposait cependant d'un soutien solide dans les partis et journaux bourgeois. Lors du débat de politique étrangère au Storting le 20 janvier et surtout lors du discours du trône les 10-12 février 1948, la plupart des porte-paroles des partis bourgeois ont fait pression sur la direction des affaires étrangères pour une plus grande manifestation de notre appartenance à l'ouest et qu'une tournure norvégienne envers la création du bloc occidental était sur le métier » (notre parenthèse)⁵⁴⁷.

Dans un résumé de chapitre, Knut Erik Eriksen écrit : « Suite au discours de Bevin du 22 janvier 1948..... Des efforts pour rompre la politique de non alignement ne représentaient point un souhait ou une demande de la part de larges strates dans le Parti (Social-démocrate) – bien au contraire. L'initiative est venue du centre, dans le sens géographique et politique du terme. Il s'agissait d'une petite couche, haut placée, dans le noyau interne de la direction centrale et du secrétariat de la Fédération nationale des syndicats de salariés, qui avait établi un nouveau but politique et essayait de l'appliquer aussi promptement que possible. On avait rapidement conquis un organe central, le Comité représentatif du Parti Social-démocrate à Oslo, pour cette orientation, puis c'était fini. La ligne activiste avait clairement échoué au premier tour» (notre parenthèse)⁵⁴⁸.

Nous relevons que le départ de la conquête de l'opinion publique pour une adhésion à un bloc occidental avait démarré par un « *coup* », perpétré avec succès, par un petit groupe haut placé dans la structure du Parti Social-démocrate, probablement encouragé par le Premier Minister, Einar Gerhardsen, lui-même (notre italique).

⁵⁴² «DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO» [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN] p 34 note 26.

⁵⁴³ «DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO» [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN] p 15.

⁵⁴⁴ Møte i den nordiske sosialdemokratiske samarbeidskomité i Stockholm. Svenske og danske regjeringsmedlemmer avviser blokk-tilslutning. De fleste norske partiledere mener tiden er inne for å knytte Norge til en vestlig militærallianse.

⁵⁴⁵ Discours rédigé par le Premier Ministre et donné par le chef de l'Etat, le roi, devant les députés lors de l'ouverture du Parlement (Stortinget) qui présente le programme politique général ainsi que les objectifs du gouvernement pour les 12 mois à venir ; d'après le paragraphe 74 de la Constitution.

⁵⁴⁶ Trontaledebatt. De ikke-sosialistiske partier – bortsett fra Kristelig Folkeparti - oppfordrer regjeringen til å slutte seg til samlingsbestrebelsene i vest. Utenriksminister Lange inntar en avventende holdning.

⁵⁴⁷ Den utålmodige gruppen i sentralstyret i DNA hadde derimot solid støtte i de borgelige partier og aviser. Både i utenriksdebatten i Stortinget 20. januar og især i trontaledebatten 10-12. Februar 1948 presset de fleste talsmennene for de borgelige partiene på utenriksledelsen for å få en sterkere manifestasjon av at vi hørte hjemme i vest og en norsk orientering mot den vestlige blokkdannelse som var i emning.

⁵⁴⁸ Knut Erik Eriksen : Bestrebelsene for å få et brudd med en alliansefrie linjen representerte ikke et ønske eller krav fra de brede lag i partiet – tvertimot. Initiativet kom fra sentrum i partiet både i geografisk og politisk forstand. Det var et lite toppsjikt med basis i den indre kjerne i sentralstyret og LO's sekretariat som hadde fastlagt en ny politisk målsetting og forsøkte å få den gjennomført så raskt som mulig. Man erobret raskt et av partiets sentrale organer, Oslo Arbeiderpartis representantskap, for denne linjen, men så var det slutt. Den aktivistiske linje hadde tydeligvis strandet i første omgang.

Dans le quotidien «*Østlendingen*», [l'Habitant de l'est] du 16 février 1948, on commente le discours du Ministre des Affaires étrangères Halvard Lange avec ce titre principal : « Nous devons rester vigilants sur le plan de la politique étrangère » [Vi må være utenrikspolitisk våkne] suivi de ce sous-titre : « Nous n'habitons plus le coin paisible du monde » [Vi lever ikke lenger i verdens fredelige hjørne].

Nous constatons de nouveau la prudence de la rédaction du quotidien où l'on s'exprime avec circonspection en évitant d'éveiller la crainte des lecteurs.

Dans un intertitre, intitulé « La situation économique et la puissance politique de l'Europe » [Europas økonomiske og politiske maktstilling] l'article continue par : « Ont été perdus suite à la Deuxième Guerre Mondiale. Le centre de gravité en Europe même s'est déplacé vers l'est. Notre partie du monde se trouve affaiblie suite au partage en deux qui s'est opéré après la guerre »⁵⁴⁹.

Au sujet du discours de Bevin du 22 janvier, l'article cite Lange disant : « Je crois que tous les gens mesurés pensent qu'il faut du temps pour réaliser cette idée. D'un autre côté, on a maintenu que l'idée ne serait pas conforme à la politique et à la Charte des Nations Unies. Cela n'a ni rime ni raison. Notre position doit être de suivre le développement avec un intérêt très en alerte »⁵⁵⁰.

Halvard Lange cherche à rassurer la population dans une période de tension internationale croissante, à la veille du Coup de Prague.

Les 18-25 février 1948⁵⁵¹ : « Crise gouvernementale en Tchécoslovaquie. Les membres non socialistes au gouvernement ont quitté le gouvernement de telle manière que personne ne pouvait plus se douter qu'il ne s'agissait pas d'un changement normal »⁵⁵².

Le 23 février 1948 : « Arne Ording⁵⁵³ : Andrå m'a rassuré concernant le danger de conflits nationaux dans le Nord de la NorvègeLes barrages entre la Norvège et la Russie là-haut sont maintenant absolus⁵⁵⁴ Presque une crainte paniquante des Russes »⁵⁵⁵.

Le 27 février 1948 : Arne Ording, en résumé⁵⁵⁶ :

⁵⁴⁹ Er gått tapt som følge av den annen verdenskrig. Tyngdepunktet i selve Europa har flyttet seg østover. Vår verdensdel ligger svekket ved den tvedelingen som har vist seg etter krigen.

⁵⁵⁰ Jeg tror at alle nøkterne mennesker regner med at det vil ta sin tid å virkeliggjøre denne tanke. Det har på den annen side vært hevdet at tanken skulle være i strid med FN-politikken og FN-chartret. Slike påstander hører ingen sted hjemme. Vår holdning må bli at vi følger den videre utvikling med meget våken interesse.

⁵⁵¹ «DNA (Det norske arbeiderpatiet) og NATO» [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN] p 15.

⁵⁵² Regjeringskrise i Tsjekkoslovakia. De ikke-sosialistiske regjerings-medlemmene gikk ut av regjeringen på en slik måte at ingen kunne nære illusjoner om at dette var en vanlig og normal utskifting «DNA (Det norske arbeiderpatiet) og NATO» [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN] p 15.

⁵⁵³ «Arne Ordings dagbøker» [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 362.

⁵⁵⁴ Probablement par des barrières et clôtures en métal long de la frontière des deux pays de part et d'autre du fleuve Pasvik.

⁵⁵⁵ Arne Ording : Andrå beroliget meg når det gjaldt faren for nasjonale konflikter i Nord NorgeNå er avsperringene mellom Norge og Russland deroppe total. Nesten panisk russerfrykt.

a) Staline propose un pacte d'assistance et d'amitié avec la Finlande.

b) Arne Ordning : « La Tchécoslovaquie jette une ombre partout. Sur le plan militaire et stratégique peu de différence, *mais sur le plan psychologique un effet brutal. La dernière possibilité de construire des passerelles est rompue.* Tout le monde se réfère à Munich » (nos italiques)⁵⁵⁷.

Ordning constate la fin de la politique de « constructeur de passerelles ».

En réaction au Coup de Prague, on assiste à un raidissement de la direction du Parti Social-démocrate en Norvège.

Le 29 février 1948⁵⁵⁸ : « Le discours de Kråkerøy par lequel le Premier Ministre, Einar Gerhardsen condamne dans des termes sévères les communistes norvégiens pour leur acceptation du coup en Tchécoslovaquie. Le Premier Ministre déclare que le Parti Communiste norvégien (NKP) représente la menace la plus importante contre la sécurité du pays »⁵⁵⁹.

Dans ses mémoires, le Premier Ministre Gerhardsen déclarait, au sujet de son discours du 29 février 1948, qu'il cite, entre autres, que⁵⁶⁰ : « Les événements en Tchécoslovaquie ont apporté à la plupart des Norvégiens non seulement chagrin et colère mais également angoisse et une atmosphère d'épouvante. Pour la Norvège, le problème est, pour autant que l'on puisse voir, en premier lieu un problème de politique intérieure. Ce qui peut menacer la liberté et la démocratie du peuple est constitué par le danger que représente à tout moment le Parti Communiste norvégien.

La tâche la plus importante dans le combat pour l'indépendance, la démocratie et la sécurité de l'Etat de droit de la Norvège consiste à réduire au maximum l'influence du Parti Communiste et des communistes.

..... Avions-nous peur en Norvège ? Oui, nous l'avions eu. Nous avons peur que le souhait de Staline de créer une ceinture de sécurité autour de l'Union soviétique englobe aussi la Norvège. Ou comme le disait Jens Chr. Hauge⁵⁶¹ lors de la réunion nationale en 1949, « Nous devons avoir le courage de reconnaître et d'exprimer notre crainte de la politique expansionniste de l'Union soviétique ».

..... Il n'y avait pas de panique de guerre. Mais le Gouvernement voyait la situation d'une telle gravité qu'il a trouvée nécessaire de présenter une proposition d'un crédit de défense nationale extraordinaire pour un montant de 100 millions de couronnes. C'était là un accroissement significatif lorsqu'on retient que le budget de défense nationale ordinaire s'élevait alors à 206 millions »⁵⁶².

⁵⁵⁶ « *Arne Ordning's dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ordning] vol 2, p 363-364.

⁵⁵⁷ Tsjekkoslovakia kaster en skygge over alt. Militær og strategisk liten forskjell, men psykologisk av voldsom virkning. Den siste mulighet for brobygging brutt. Alle tenker på München.

⁵⁵⁸ « *DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO* » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN], p 15.

⁵⁵⁹ Kråkerøy-talen. Statsminister Gerhardsen fordømmer i skarpe ordelag de norske kommunister for deres akseptering av Tsjekkoslovakia-kuppet. Statsministeren hevder at NKP representerer den viktigste trussel mot landets sikkerhet.

⁵⁶⁰ Gerhardsen, E.: « *Samarbeid og strid* » [Coopération et combat], p 195-196.

⁵⁶¹ Alors Ministre de la Défense nationale.

⁵⁶² Hendingene i Tsjekkoslovakia har hos de fleste nordmenn ikke bare vakt sorg og harme – men også angst og uhyggestemning. Problemet for Norge er, såvidt jeg kan se, i første rekke et innenriksproblem. Det som kan true det norske folks frihet og demokrati, det er den fare som Det norsk kommunistpartiet til enhver tid representerer. Den viktigste oppgaven i kampen for Norges selvstendighet, for demokratiet og rettssikkerheten, er å redusere Kommunistpartiets og kommunistenes innflytelse mest mulig.

Knut Erik Eriksen observe que⁵⁶³ : « L’approbation par les communistes norvégiens du Coup de Prague aiguësait le combat politique entre les deux partis travaillistes et certaines mesures de sécurité ont été appliquées en vue d’empêcher l’obtention par les communistes d’informations confidentielles concernant notre politique de défense et des affaires étrangères. Le PCN n’était plus représenté dans la délégation aux Nations Unies, le Ministre des Affaires étrangères a mis fin aux conférences de presse en commun et on a créé un Comité spécial pour les Affaires étrangères et les questions de préparatifs militaires lequel a pris la relève du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution »⁵⁶⁴.

Le 1^{er} mars 1948: Arne Ordning⁵⁶⁵: « Visite de Sverre Steen (1898-1983) (historien). Inquiet comme tout un chacun – comment cela se passerait-il si les Russes étaient en mesure de nous descendre un par un ? Le discours de Gerhardsen sur le communisme, comme un problème de politique intérieure. Il est clairement préoccupé que la Droite [Høyre] exploite le sentiment anticommuniste très fort à l’avantage de leur parti. Malheureusement il est à peine possible d’empêcher des forces conservatrices de profiter de l’atmosphère. Le problème sur le plan de la politique intérieure consiste à faire en sorte que, dans la mesure du possible, les communistes n’obtiennent pas de base sociale dans la classe ouvrière – chose dont ils disposent après tout en Tchécoslovaquie. Mais le problème est malheureusement à 70% de l’ordre de la politique extérieure » (notre parenthèse)⁵⁶⁶.

Après le coup d’Etat en Tchécoslovaquie la question des rapports avec le communisme et le Parti Communiste norvégien se retrouve au centre des préoccupations du gouvernement social-démocrate.

Le quotidien «*Østlendingen* » (l’Habitant de l’est), dans son édition du 4 mars 1948, commente le discours du Premier Ministre, Einar Gerhardsen.

.....Var vi redde i Norge? Ja, vi var det. Vi var redde for at Stalins ønske om et “sikkerhetsbelte” rundt Sovietunionen omfattet også Norge. Eller som Jens Chr. Hauge uttrykte det på landsmøte i 1949: « Vi må ha mot til å erkjenne og gi uttrykk for at vi frykter Soviet-Samveldets ekspansive utenrikspolitikk ».

Det var ingen krigspanikk. Men regjeringen så situasjonen så alvorlig at den fant å måtte fremme et forslag om en ekstraordinær beredskapsbevilgning på 100 millioner kroner. Det var en betydelig økning når man vet at det ordinære forsvarsbudsettet var på 206 millioner.

⁵⁶³ «*DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO*» [Le Parti Social-démocrate norvégien et l’OTAN], p 15 et 95.

⁵⁶⁴ Knut Erik Eriksen skriver : De norske kommunistenes bifall av hendingene i Tsjekkoslovakia skjerpet den politiske strid mellom de to arbeiderpartier, og visse sikkerhetsmessige tiltak ble tatt i bruk for å hindre kommunistene fra å få fortrolige informasjon om vår forsvars- og utenrikspolitikk. NKP ble ikke lenger representert i FN-delegasjonen, utenriksministeren gjorde slutt på de samlede pressekonferansene og det ble opprettet en spesialkomité for særlige utenrikspolitiske spørsmål og beredskaps saker som avløste den utvidede utenriks- og konstitusjonskomitéen.

⁵⁶⁵ «*Arne Ordning dagbøker*» [Journaux privés d’Arne Ordning] vol 2, p 364-365

⁵⁶⁶ Besøk av Sverre Steen. Bekymret som alle andre - hvordan skal det gå hvis russerne får ta oss en for en ? Gerhardsens tale om kommunismen, som et innenrikspolitisk problem. Han er åpenbart engstelig for at Høyre skal utnytte den sterke antikommunistiske stemningen til partipolitisk fordel. Dessverre lar det seg neppe forhindre at konservative krefter tar fordel av stemningen. Det innenrikspolitiske problem er å sørge for såvidt som mulig at kommunistene ikke får noen sosial basis i arbeideklassen – noe som de til tross for alt har i Tsjekkoslovakia. Men problemet er dessverre 70% utenrikspolitisk.

La rédaction du journal écrit : « Le discours du Premier Ministre Gerhardsen à Fredrikstad⁵⁶⁷ a été reçu avec la plus grande satisfaction par le peuple norvégien. En des termes qui ne peuvent être l'objet d'une interprétation fantaisiste il a également confirmé le point de vue du Parti Social-démocrate que le Parti Communiste représente un danger pour la liberté et la démocratie du peuple norvégien.

.....
La conséquence devra en être que toute coopération entre les communistes et des socialistes dans les syndicats et dans la politique devrait cesser. Le Premier Ministre lui-même a souligné la nécessité d'isoler les communistes »⁵⁶⁸.

Nous constatons que pour la direction du quotidien «*Østlendingen* » aussi c'est le Parti Communiste norvégien qui se trouve au centre des préoccupations politiques. La réaction très dure de Gerhardsen vis-à-vis les communistes norvégiens est bien accueillie par le quotidien centriste.

Le 7 mars 1948 : Arne Ording indique⁵⁶⁹ : « Suite à une invitation de Halvard Lange j'ai assisté à la réunion de la direction nationale (du Parti Social-démocrate). Une expérience sinistre, la réunion la plus grave à laquelle j'ai jamais assisté. En arrivant, Halvard Lange m'a montré un télégramme de Hans Berg (1893-1953) (ambassadeur de Norvège à Moscou 1946-1949) disant que les Russes prévoient probablement un pacte d'amitié avec la Norvège. La veille, (Reidar) Hedeman (1912- ?) (journaliste) nous avait rapporté (l'existence) d'un consultant juridique finno-communiste de l'ambassade (?) russe à Helsinki. (Il) disait que les Russes prévoient un pacte avec la Norvège sur le modèle finlandais. L'ultime pacte avec les Etats le long de sa frontière occidentale. J'avais auparavant remarqué que l'on parlait de la Finlande comme dernier Etat voisin à recevoir un tel pacte. J'avais pensé que les Russes relanceraient Svalbard de nouveau mais le sujet de ce pacte (c'était) inattendu.

L'introduction de Halvard Lange était excellente, mais la conclusion n'est pas claire. D'un côté ne pas se lier dans des alliances militaires, d'un autre côté contre la neutralité nordique. Einar Gerhardsen a lui aussi fourni une introduction, la première partie claire et solide, la deuxième moitié plus faible » (nos parenthèses)⁵⁷⁰.

⁵⁶⁷ D'après la ville de Fredrikstad, mais également discours souvent appelé de l'île de Kråkerøy.

⁵⁶⁸ Statsministre Gerhardsens Fredrikstads-tale er blitt mottatt med den største tilfredshet av flertallet av det norske folk. I ordelag som ikke kan bli gjenstand for noen fortolkningskunster gjorde han det klart at også arbeiderpartiets syn nå er det at kommunistpartiet representerer en fare for det norske folks frihet og demokrati.

.....Konsekvensen må bli at alt samarbeid mellom kommunister og sosialister i fagforeninger og politikken må opphøre. Statsministern understreket selv nødvendigheten av å isolere kommunistene.

⁵⁶⁹ «*Arne Ordings dagbøker*» [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 366-367.

⁵⁷⁰ Etter oppfordring fra Halvard Lange var jeg tilstede på landsstyremøtet. En dyster opplevelse, det alvorligste møte jeg har vært på. Da jeg kom viste Halvard Lange meg telegram fra Hans Berg om at russerne visstnok planlegger vennskapspakt med Norge. Hedemann dagen før meddelt finsk-kommunistisk juridisk konsulent fra den russiske legasjon (?) i Helsinki. Sagt russerne planla pakt med Norge etter finsk mønster. Den siste pakt med statene langs vestgrensen. Jeg hadde tidligere merket meg at man talte om Finland som den siste nabostat som fikk en slik pakt. Jeg trodde russerne ville ta opp Svalbard igjen, men dette med pakten uventet.

Halvard Langes innledning var utmerket, man konklusjonen er ikke klar. På den ene side ikke binde seg til militærallianser, på den annen side mot nordisk nøytralitet. Einar Gerhardsen også en innledning, første del var klar og sterk, annen halvdel svakere.

Nous observons qu'Arne Ording a vécu, lors d'une réunion de la direction nationale du Parti de Gouvernement, *une expérience sinistre, la réunion la plus grave à laquelle il a jamais assisté*. Avec la Norvège « à califourchon » sur l'axe est-ouest, Ording nous fait sentir la tension et donc la crainte de voir la Norvège « finlandisée » par le biais d'un Traité d'amitié sur le modèle finlandais (nos italiques).

Le 12 mars 1948⁵⁷¹ : « Le Storting, sur proposition du Gouvernement, adopte une résolution pour un crédit supplémentaire de 100 millions de NOK (couronnes norvégiennes) pour un plan d'urgence militaire ». [Stortinget vedtar, etter forslag fra Regjeringen, en ekstraordinær bevilgning på NOK 100 millioner til beredskapstiltak].

Cette augmentation de 50 pour cent des crédits pour la Défense nationale est la conséquence des menaces soviétiques qui pesaient sur la Finlande et qui pourraient également se présenter à la Norvège. Dans cette situation la distinction entre politique de défense et celle des affaires étrangères a été gommée pour devenir une politique de sécurité⁵⁷².

Le 15 mars 1948⁵⁷³ : « Arne Ording : Halvard Lange le matin chez Bevin. A pris l'affaire très au sérieux. Possibilités 1) Bloc occidental. 2) Bloc atlantique des Açores au Svalbard. 3) Bloc méditerranéen. (Il n'est) pas un inconditionnel contre un refus de la Norvège basé sur le fait qu'elle n'accepte pas une politique d'alliances » (notre parenthèse)⁵⁷⁴.

Nous notons a) une très forte augmentation des crédits pour la Défense nationale et b) que l'on envisage différentes structures pour une alliance occidentale à venir.

Le 17 mars 1948⁵⁷⁵ : « Le pacte de Bruxelles (L'Union de l'Europe Occidentale = UEO) entre la France, la Grande-Bretagne et le Benelux est fondé. Le même jour : Le Président Truman promet à toutes les nations libres tout le soutien que la situation pourrait exiger et demande au Congrès américain d'introduire le service militaire »⁵⁷⁶.

Avec l'UEO, il s'agissait d'une alliance défensive qui engageait les cinq pays à un secours immédiat si un l'un d'entre eux était attaqué. Cependant il était de peu de valeur tant que les Etats-Unis ne s'y associait pas d'une manière ou autre.

Le même jour le Président Truman, devant le Congrès américain, promet une aide aux pays de l'Europe occidentale dans leurs efforts pour se défendre. Suite à des conversations tenues secrètes dans la période du 22 mars au 1 avril 1948 à Washington entre les Etats-Unis,

⁵⁷¹ « DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN] p 16.

⁵⁷² « Norsk utenrikspolitikkshistorie » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 4, p 294-295.

⁵⁷³ « Arne Ordings dagbøker » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 372-373.

⁵⁷⁴ ... Halvard Lange om formiddagen hos Bevin. Tatt saken meget alvorlig. Muligheter 1) Vestblokk. 2) Atlanterhavsblokk fra Azorene til Svalbard. 3) Middelhavsblokk. Ikke ubetinget imot at Norge begrunner avslag med at ikke allianse-politikk....

⁵⁷⁵ « DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN], p 15.

⁵⁷⁶ Bryssel-pakten (= Vestunionen) mellom England, Frankrike og Benelux statene. Samme dag: President Truman lover frie nasjoner all den støtte som situasjonen krever og ber Kongressen om å få innført verneplikt.

le Canada et la Grande-Bretagne le Pacte atlantique était fondé. Celui-ci serait ouvert aux pays européens avec un rivage sur l'océan atlantique, donc la Norvège, le Danemark et l'Islande⁵⁷⁷.

Nous constatons une escalade militaire et la conclusion d'un Traité de défense militaire en Europe de l'Ouest qui débouchera sur un Pacte atlantique.

Le 6 avril 1948 : « Pacte russo-finlandais » [Finsk-russiskt pakt]⁵⁷⁸.

Le 8 avril 1948 : Réunion secrète du Storting où Halvard Lange a donné un exposé sur la situation internationale⁵⁷⁹.

Le 9 avril 1948⁵⁸⁰ : « Le Storting décide de créer un « Comité spécial pour des questions particulières de politique étrangère et au sujet de préparatifs militaires ». La résolution entraîne l'exclusion des communistes lors des discussions de ces questions »⁵⁸¹.

Arne Ording, le 19 avril 1948⁵⁸² :

A) « Discours au Cercle militaire à Oslo du Ministre des Affaires étrangères Halvard Lange. Le discours est – sauf quelques exceptions – identique à l'exposé qu'il a donné lors d'une réunion secrète au Storting le 8 avril. Le Ministre Lange présente d'un côté la signification de l'unité scandinave, de l'autre côté que les problèmes sécuritaires des 3 pays sont différents. Lange promeut une recherche norvégienne de politique sécuritaire liée aux puissances occidentales dans une forme quelconque. Le discours contribue à produire une initiative de négociation suédoise »⁵⁸³.

B) Selon Arne Ording : « La Conférence donnée par Halvard Lange au Cercle militaire. Suite au compte rendu à la radio, très inutilement provocateur et superflu, plusieurs formulations extrêmement malheureuses. Si on continue ainsi (comparez Churchill, visite navale) les Russes seront inquiets qu'il se prépare vraiment une attaque contre eux » (la parenthèse est de l'original)⁵⁸⁴.

Lors de ces présentations des 8 et 19 avril, par le Ministre des Affaires étrangères, Halvard Lange annonce un changement de politique étrangère.

⁵⁷⁷ « *Norsk utenrikspolitikk historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 4, p 310-311

⁵⁷⁸ « *DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO* » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN], p 16.

⁵⁷⁹ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 383, note 489.

⁵⁸⁰ « *DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO* » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN] p 16.

⁵⁸¹ Stortinget vedtar å opprette en « Spesialkomité for særlige utenrikspolitiske spørsmål og beredsskapsaker » Vedtaket innebærer at kommunistene blir satt utenfor behandlingen av disse spørsmål.

⁵⁸² « *DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO* » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN] p 16.

⁵⁸³ Utenriksminister Halvard Langes tale i Det Militære Samfunn i Oslo. Talen er – med viss unntak – identisk med den redegjørelsen utenriksministeren ga i et hemmelig møte i Stortinget 8. april. Utenriksminister Lange fremhever på den ene siden betydningen av skandinavisk enighet, på den andre siden at de tre landenes sikkerhetspolitiske problemer er forskjellige. Lange går inn for at Norge søker sikkerhetspolitisk tilknytning til vestmaktene i en eller annen form. Talen bidrar til å fremkalle et svensk forhandlingsinitiativ.

⁵⁸⁴ Halvard Langes foredrag i Militære Samfund. Etter sammendraget i Kringkastingen, helt overflødig provoserende, flere ytterst uheldige formuleringer. Fortsetter man slik (jvfr. Churchill, flåtebesøk) vil russerne bli nervøs for at det virkelig forberedes et angrep på dem.

Il avait déclaré: « Notre position à l'égard des conflits dans le monde des idées et des valeurs est claire. Nous ne pouvons pas rester indifférents devant le combat entre démocratie et régime totalitaire »⁵⁸⁵.

Le Ministre des Affaires étrangères est plus spécifique encore: « *S'il est possible d'obtenir une sécurité que nous ne resterons pas seuls si nous sommes, contre toute attente, la cible d'une agression, sans pour autant être lié au Pacte occidental et à un engagement qui nous entraînera automatiquement dans chaque guerre en Europe occidentale, c'est là la solution la plus propice à notre problème de sécurité et celle qui rendra probablement le moins difficile le maintien d'une coopération intime avec les autres pays scandinaves* » (nos italiques)⁵⁸⁶.

Voici une phrase complexe de Lange présentant plusieurs scénarios et qui semble constituer la position de base de la Norvège dans les pourparlers et tentatives de regroupement qui s'annoncent.

Le 26 avril 1948⁵⁸⁷ : Olav Oksvik⁵⁸⁸ présente, devant le groupe parlementaire, une proposition pour une association de défense nordique non alignée. La proposition est rejetée par Halvard Lange et d'autres leaders centraux du parti. Lange souhaite une ouverture vers l'ouest. Le combat au sujet du caractère d'une association nordique de défense va continuer presque une année⁵⁸⁹.

Jakob Sverdrup écrit⁵⁹⁰: « Olav Oksvik avait déjà au mois d'avril, suite aux discours de Lange, présenté une proposition au groupe parlementaire social-démocrate au Storting, que le gouvernement devait chercher à établir une coopération politique et militaire avec la Suède et le Danemark en vue de maintenir une neutralité inconditionnelle lors d'un règlement éventuel entre les Grandes Puissances. *Ce qui était sûr, c'est qu'il existait une grande sympathie en faveur d'une solution scandinave à la fois dans le groupe parlementaire, la presse du parti et également à l'intérieur du gouvernement* » (nos italiques)⁵⁹¹.

Nous nous rappelons que le 3 février 1948, un groupe haut placé dans le Parti social-démocrate avait organisé un *coup* et obtenu un vote unanime pour une orientation occidentale dans les affaires étrangères et nous constatons que presque trois mois plus tard, une grande sympathie pour une solution scandinave existait dans plusieurs organes prédominants du parti au pouvoir.

⁵⁸⁵ Vår stilling til internasjonale konflikter i ideenes og verdienes verden er klar. Vi kan ikke stille oss likegyldige til den ideologiske kampen mellom demokrati og totalitært styre.

⁵⁸⁶ Lange: Hvis det er mulighet for å få sikkerhet for at vi ikke blir stående alene om vi mot formodning skulle bli utsatt for aggresjon, uten at vi gjennom tilslutning til vestpakten binder oss til å bli automatisk trukket inn i enhver krig i Vest-Europa, er det den gunstigste løsning på vårt sikkerhetsproblem, og den som sannsynligvis vil gjøre det minst vanskelig å opprettholde et intimt samarbeid med de andre nordiske land.

⁵⁸⁷ « DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN] p 16.

⁵⁸⁸ Député membre du Parti Social-démocrate.

⁵⁸⁹ Olav Oksvik legger fram et forslag om frittstående nordisk forsvarsforbund i stortingsgruppen. Forslaget avvises av utenriksminister Halvard Lange og andre sentrale ledere i partiet. Lange ønsker en åpning vestover. Striden om karakteren til et nordisk forsvarsforbund fortsetter i nært et år framover.

⁵⁹⁰ « Norsk utenrikspolitikkshistorie » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 4, p 309.

⁵⁹¹ Olav Oksvik hadde alt i april – etter Langes taler – lagt frem et forslag i partiets stortingsgruppe om at regjeringen måtte gå inn for et militærpolitisk samarbeid med Sverige og Danmark og opprettholde en ubetinget nøytralitet i et eventuelt oppgjør mellom stormaktene.*Det var iallefall sikkert at det var stor sympati for en skandinavisk løsning både i stortingsgruppen, i partipressen og også innen regjeringen.*

Le 3 mai 1948⁵⁹² : Le Ministre (suédois) des Affaires étrangères Östen Undén (1886-1974) à Oslo. Undén propose des négociations au sujet d'une association de défense nordique non-alignée. Cette initiative aussi va être rejetée par la direction de la politique étrangère norvégienne. Lange souhaite des négociations sur une base libre en vue de préserver le souhait d'une association occidentale⁵⁹³.

Suite à une réunion à Stockholm du 10 mai composé de six ministres suédois, trois danois et le seul Einar Gerhardsen pour la Norvège, pour chercher à établir une collaboration dans le domaine politique et militaire ou une alliance de défense, un communiqué sous forme d'une note, appelée la Note de Stockholm, a été établi mais rejeté par le gouvernement norvégien le 12 mai. Les Norvégiens ont présenté une contre proposition le 14 mai que les Suédois ont tout de suite rejetée.

Jakob Sverdrup écrit⁵⁹⁴ : « L'opposition de fond était que la Suède désirait lier une alliance de défense à une neutralité alors que la Norvège maintenait sa liberté de manœuvre en politique étrangère en vue de la possibilité d'obtenir des garanties des puissances occidentales »⁵⁹⁵.

Le 8 juin 1948⁵⁹⁶ : Arne Ording précise: « Halvard Lange de retour suite à ses conférences données à Malmö et Copenhague. J'ai répété ce que j'avais dit auparavant que je pensais que la conférence à Malmö était superflue. Je n'ai pas aimé non plus que nous soulignons constamment que nous avons peu de chance de rester neutre en cas d'une nouvelle guerre. Cela ne sert à rien et ne peut que rendre plus difficile un accord avec les Suédois pour participer à des négociations. Il s'agit maintenant discrètement, sans propagande et sans publicité, de chercher à s'assurer une garantie anglo-américaine pour le cas où nous serions attaqués dans l'avenir et à démarrer une véritable coopération militaire avec les Suédois. Il est clair que ceci 1) fera réfléchir les Russes à deux fois avant d'attaquer la Scandinavie, 2) rendra plus probable – ou plutôt possible – de tenir tête jusqu'à l'arrivée de secours »⁵⁹⁷.

Nous notons que différents scénarios sont envisagés dans ce processus de recherches d'une solution interscandinave.

⁵⁹² « DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN] p 16-17.

⁵⁹³ Utenriksminister Undén i Oslo. Undén foreslår forhandlinger om et frittstående nordisk forsvarsforbund. Også dette initiativet avvises av den norske utenriksledede. Lange ønsker forhandlinger på et fritt grunnlag for å ivareta ønsket om en vestlig tilknytning.

⁵⁹⁴ « Norsk utenrikspolitikkshistorie » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège], vol 4, p 306-308.

⁵⁹⁵ Jakob Sverdrup : Den grunnleggende motsetningen var at Sverige ville binde et forsvarsforbund til nøytralitet, mens Norge holdt fast ved utenrikspolitisk handlefrihet for å holde muligheten åpen for garantier fra vestmaktene.

⁵⁹⁶ « Arne Ordings dagbøker » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 405.

⁵⁹⁷ Arne Ording: Halvard Lange hjemme igjen etter foredrag i Malmö og København. Jeg gjentok hva jeg har sagt før at jeg syntes foredraget i Malmö var overflødig. Jeg likte heller ikke at det stadig poengteres at vi har liten utsikt til å holde oss nøytrale under en ny krig. Det tjener ikke lenger noen hensikt og kan bare gjøre det vanskeligere å få svenskene med på forhandlinger. Nå gjelder det i stillhet, uten propaganda og reklame, å søke å sikre engelsk-amerikansk garanti for det tilfelle at vi skulle bli angrepet i fremtiden og å få et faktisk militært samarbeid i gang med svenskene. Det er klart at dette vil 1) gjøre at russerne betenker seg på et angrep på Scandinavia, 2) vil gjøre det mer sannsynlig – eller rettere mulig – å holde ut inntil hjelpen kommer.

Après le début de la crise de Berlin (le 18 juin 1948) et des négociations transatlantiques nous constatons au mois de juillet 1948 : « Début de négociations pour une union nord atlantique entre les USA, le Canada et les 5 pays du pacte de Bruxelles » [Forhandlinger om en nordatlantisk union begynner mellom USA, Canada og de fem Bryssel-paktstatene] (notre parenthèse)⁵⁹⁸.

Le 6 septembre 1948⁵⁹⁹ : Arne Ording : « Le soir, chez Einar Gerhardsen avec Halvard Lange, Martin Tranmæl⁶⁰⁰, Konrad Nordahl (président de la Fédération nationale des syndicats de salariés [LO = Landsorganisasjonen]), Trygve Bratteli (1910-1984) (homme politique membre du Parti Social-démocrate norvégien, futur Premier Ministre) pour une rencontre avec Trygve Lie⁶⁰¹. Sur la base de conversations (qu’il a eues) à Washington et à Londres, il (Trygve Lie) pense que nous recevrons au printemps une proposition d’adhérer au Pacte atlantique. Sir Orme Sargent (1884-1962)⁶⁰² prétend que le Foreign Office (Ministère britannique des Affaires étrangères) n’a jamais parlé « d’Union Occidentale » - c’est seulement Bevin (qui l’a fait). De toute manière il semble qu’à la fois le Foreign Office et le State Department (Ministère américain des Affaires étrangères) vont mettre l’accent sur le pacte nord-atlantique. Trygve Lie pense que nous ne pouvons pas refuser une telle offre, mais qu’il serait avantageux d’obtenir auparavant un arrangement concernant « l’espace Norden » - c’est-à-dire avant tout avec la Suède. Trygve Lie est ainsi d’accord avec nous. Cela est nouveau – peut-être s’est-il maintenant décidé à miser sur les Américains » (nos parenthèses)⁶⁰³.

Petit à petit les positions des uns et des autres évoluent à l’intérieur de la social-démocratie norvégienne et on se rapproche ainsi d’un accord dans le cadre de l’Atlantique nord.

Les 8 et 9 septembre 1948 : « Une réunion de Ministres des Affaires étrangères à Stockholm adopte une résolution sur les conditions d’une collaboration de défense nordique ». [Utenriksministermøte i Stockholm fatter vedtak om en utredning om forutsetningene for nordisk forsvarssamarbeid]⁶⁰⁴.

Le 23 septembre 1948 :

A) « Des informations en provenance de Washington et Londres indiquent que la Norvège doit compter sur une invitation pour discuter d’un pacte nord-atlantique et éventuellement participer aux travaux de

⁵⁹⁸ « DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l’OTAN], p 17.

⁵⁹⁹ « Arne Ordings dagbøker » [Journaux privés d’Arne Ording] vol 2, p 450.

⁶⁰⁰ Rédacteur en chef du quotidien ‘Arbeiderbladet’, l’organe du Parti Social-démocrate norvégien et chef de file de la gauche du parti DNA.

⁶⁰¹ Alors Secrétaire général des Nations Unies.

⁶⁰² Sous-secrétaire d’Etat permanent au Ministère des Affaires étrangères britannique.

⁶⁰³ Arne Ording : Om kvelden hos Einar Gerhardsen sammen med Halvard Lange, Martin Tranmæl, Konrad Nordahl, Trygve Bratteli for å møte Trygve Lie. Han mener på grunnlag av samtaler i Washinton og London at vi i vår engang vil få tilbud om tilslutning til nordatlantisk pakt. Sir Orme (Sargent) hevder at Foreign Office aldri talt om “vestunion” – det er bare Bevin. Iallfall ser det ut til at både Foreign Office og State Department vil legge tyngdepunktet på den nordatlantiske pakt. Trygve Lie mener at vi ikke kan si nei til et slikt tilbud, men at det vil være en stor fordel om man på forhånd kunne få en ordning med “Norden” – altså først og fremst Sverige. Trygve Lie er altså enig med oss. Det er nytt – kanskje har han nå bestemt seg til å satse på amerikanerne.....

⁶⁰⁴ « DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l’OTAN] p 17.

collaboration dans le pacte⁶⁰⁵. Il n'y aura pas d'invitation formelle sauf s'il est établi que la Norvège souhaite qu'on lui pose la question »⁶⁰⁶.

B) Du quotidien «*Østlendingen* » [l'Habitant de l'est], l'édition du 27 septembre 1948 accorde une large place à la conférence d'Arnulf Øverland (1889-1968)⁶⁰⁷ donnée à Elverum.

Sous une manchette sur 4 colonnes, ce titre : « L'espace Norden doit rester uni et adhérer à l'Union occidentale⁶⁰⁸ [Norden må stå sammen og gå inn i Vestunionen], suivie de ce premier sous-titre : « L'Union Soviétique doit être bloquée par la force sinon l'Europe obtiendra « la délivrance totale ». [Sovjet-Samveldet må stoppes med makt, ellers får Europa « den totale befrielse »].

La rédaction du journal rajoute : « Arnulf Øverland renforce ses points de vue dans une conférence sensationnelle à Elverum » [Arnulf Øverland forsterker sine synspunkter i et oppsiktsvekkende foredrag i Elverum].

La réunion est organisée par le Conseil communal de la jeunesse à Elverum et reçoit de nombreux jeunes qui font, avec les moins jeunes, salle comble au cinéma local.

Øverland montre la prise de contrôle de pays de l'Europe centrale par l'Union Soviétique qui est en cours et démonte le mécanisme par phases de l'emprise communiste et leur installation au pouvoir.

Des déclarations du conférencier, nous citons : « Une union nordique n'effacera pas nos individualités nationales, elle va au contraire les sécuriser. Nous pouvons bien avoir trois rois et trois Stortings mais au-dessus nous devons avoir une direction commune qui réunit les peuples. Il est dans l'intérêt commun des trois peuples, entre autres l'intérêt qui n'est pas insignifiant, de nous tous, d'avoir envie de vivre. Si nous sommes unis nos chances augmentent. Si nous rejetons l'idée d'une Union nordique, alors nous devons également rejeter l'idée d'une Union mondiale. Ici il n'est pas question de ce que nous désirons mais de ce que nous devons faire. Le choix est entre garder l'essentiel de notre indépendance ou tout perdre.

....

90 pour cent d'entre nous ne veulent pas intégrer un bloc oriental. Nous aurions également préféré éviter une influence américaine dominatrice. De ce fait nous devons saisir l'Union (de l'Europe) occidentale des deux mains » (notre parenthèse)⁶⁰⁹.

⁶⁰⁵ « *DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO* » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN] p 17.

⁶⁰⁶ Meldinger fra Washington og London som går ut på at Norge må regne med å få innbydelse til å drøfte en nord-atlantisk forsvarspakt, og eventuelt gå inn som deltaker i paktsamarbeidet. Det vil ikke komme noen formell innbydelse med mindre det er på det rene at Norge ønsker å bli spurt.

⁶⁰⁷ Poète norvégien, également auteur d'essais et pamphlets.

⁶⁰⁸ Le pacte de Bruxelles (L'Union de l'Europe Occidentale = UEO) du 17 mars 1948.

⁶⁰⁹ ... En nordisk sammenslutning vil ikke utslette våre nasjonale individualiteter, den vil tvert imot trygge dem. Vi kan gjerne ha tre konger og tre storting, men over dette må vi ha en felles ledelse som holder folkene sammen. Det er i de tre folks felles interesse, bl.a. den ikke ubetydelige interesse at vi alle har lyst til å leve. Står vi sammen stiger våre sjanser. Hvis vi avviser tanken på et nordisk forbund må vi også avvise tanken om et verdensforbund. Det er her ikke spørsmål om hva vi vil, men hva vi må. Valget står mellom å beholde det vesentlige av vår uavhengighet eller tape alt.....

..... 90 prosent av oss vil ikke inn i noen østblokk. Vi vil helst også unngå en dominerende amerikansk inflytelse. Vi må derfor med begge hender gripe vestunionen.

Nous retenons que le poète Øverland a donné libre cours à ses visions et souhaits en vue d'éviter la mainmise soviétique ou « la libération totale » ainsi qu'une influence américaine étendue. En même temps la tension nationale et internationale du moment est bien ressentie à travers sa présentation.

Les 15-16 octobre 1948. « La réunion des Ministres des Affaires étrangères à Oslo rédige une directive pour la présentation d'une association de défense nordique et désigne les membres du comité de défense scandinave ». [Forsvarsministermøte i Oslo formulerer direktiv for utredningen om et nordisk forsvarsforbund og utpeker medlemmer til den skandinaviske forsvarskomite] ⁶¹⁰.

Le 10 décembre 1948 ⁶¹¹ : Arne Ording signale la : « Réunion des représentants de l'Union Occidentale (La Belgique, la France, le Luxembourg, la Hollande et la Grande-Bretagne) du 10 décembre (avec des représentants du Canada et des USA dans le but d'ouvrir des négociations pour un Pacte atlantique » (nos parenthèses).

Le 11 décembre 1948 ⁶¹² : Arne Ording précise: « Discussion de politique étrangère après l'exposé (hier) de Halvard Lange au Storting. A part les communistes, (on constate) un surprenant assentiment pour la politique atlantique et un scepticisme devant les négociations nordiques. Très clair chez (Trygve) Utheim (1884-1952) ⁶¹³ mais le Parti agrarien et les Chrétiens populaires aussi se trouvent sur la même longueur d'onde. Pas très clair chez Hambro. Il n'y a que Friis qui exprime publiquement son scepticisme. Dans la réalité, ce scepticisme doit être assez marqué dans le groupe parlementaire (du Parti Social-démocrate au pouvoir). Les communistes attaquent à la fois l'association atlantique et l'alliance nordique et préparent une direction purement antimilitariste » (nos parenthèses) ⁶¹⁴.

Le 17 décembre 1948 ⁶¹⁵ : « Réunion de Ministres des Affaires étrangères nordiques à Uddevalla en Suède » [Nordisk utenriksministermøte i Uddevalla].

Le 3 janvier 1949 ^{616/617} : « Des interviews dans le quotidien « *Arbeiderbladet* » (organe du Parti Social-démocrate) avec le Ministre des Affaires étrangères Halvard Lange et le Ministre de la Défense Jens Chr. Hauge montrent que tous les deux préfèrent un lien avec l'Occident ».

⁶¹⁰ « *DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO* » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN], p 17.

⁶¹¹ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 488-489.

⁶¹² « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 489

⁶¹³ Fonctionnaire et député membre du Parti Libéral.

⁶¹⁴ Arne Ording: Diskusjon om utenrikspolitikk i Stortinget i anledning Halvard Langes foredrag. Bortsett fra kommunistene forbausende sterk stemning for Atlanterhavspolitikken og skeptisk overfor nordiske forhandlinger. Særlig tydelig hos Utheim, men også Bondepartiet og de kristlige er på samme linje. Noe uklart hos Hambro. Ellers er det bare Friis som offentlig gir utrykk for skepsis. I virkeligheten er vel denne skepsis ganske sterk i stortingsgruppen. Kommunistene angriper både atlantisk og nordisk forbund og forbereder en rent anti-militaristisk linje.

⁶¹⁵ « *DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO* » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN], p 17.

⁶¹⁶ « *DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO* » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN], p 17.

⁶¹⁷ Intervjuer i '*Arbeiderbladet*' med utenriksminister Halvard Lange og forsvarsminister Jens Chr. Hauge viser at begge foretrekker en vestlig tilknytning.

Du quotidien «*Østlendingen*» [l'Habitant de l'est], leur édition du 4 janvier 1949 publiée, sous le titre : « Les puissances occidentales ont une croyance renforcée dans l'adhésion de la Norvège et du Danemark au Pacte atlantique même si la Suède est résolue à rester à l'écart ». [Vestmaktene har økt tro på at Norge og Danmark går med i Atlanterhavspakten, selv om Sverige beslutter å stå utenfor].

En sous-titre: « Pensement que le Danemark et nous recevrons une invitation à la conférence qui démarrera bientôt ». [Tror at Danmark og vi får innbydelse til konferansen som snart tar til].

La rédaction du journal contribue à la préparation de l'opinion publique pour une adhésion au Pacte atlantique, et donc au bloc occidental.

Les 5 et 6 janvier 1949⁶¹⁸ : « Réunion à Karlstad entre les Premiers Ministres scandinaves ainsi que ceux de la Défense et des Affaires étrangères. L'espoir existe encore de former une coordination scandinave..... L'alternative idéale pour les Norvégiens avait la forme d'une solution « le beurre et l'argent du beurre ». La Norvège souhaitait une alliance de défense nordique en même temps qu'une adhésion à l'alliance occidentale»⁶¹⁹.

Le 7 janvier 1949⁶²⁰ : Arne Ordning précise que: « Einar Gerhardsen souhaite certainement et sincèrement une collaboration nordique, mais doit quand même douter de sa faisabilité. Ici il fait preuve d'un instinct politique authentique. Sur le plan psychologique et politique il serait bien plus facile de réunir le mouvement ouvrier norvégien pour une alliance nordique qui ne rompt pas le lien avec l'occident, qu'autour d'un Pacte atlantique. Mais ici les Suédois font preuve d'un manque incroyable de flexibilité»⁶²¹.

Du quotidien «*Østlendingen*» [l'Habitant de l'est], leur édition du 7 janvier 1949, titre : « Il est possible que la Norvège laisse tomber l'idée d'une politique scandinave de défense, à cause de la position de la Suède, précise une communication de Reuter » [Mulig at Norge lar tanken om en skandinavisk forsvarspolitikke falle, på grunn av Sveriges holdning, sier Reutermelding].

Prudente, la rédaction du journal met en avant que c'est la communication d'une agence de presse, Reuters, qui fait penser que la raison première de l'abandon des Norvégiens est l'attitude de la Suède.

⁶¹⁸ a) « *DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO* » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN], p 17 et 150. b) « *Arne Ordning's dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ordning] vol 2, p 501 note 639.

⁶¹⁹ Karlstad-møtet mellom de skandinaviske stats-, utenriks-, og forsvarsministre. Det er ennå håp om å få en nordisk samordning. ...Det ideelle norske alternativ var en « pose-og-sekk » løsning. Vi (Norge) ville helst ha både et nordisk forsvarsforbund og tilslutning til Vestalliansen.

⁶²⁰ « *Arne Ordning's dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ordning] vol 2, p 502 -503.

⁶²¹Einar Gerhardsen ønsker sikkert oppriktig et nordisk samarbeid, men tviler nok på at det er mulig. Her har han et riktig politisk instinkt. Psykologisk og politisk vil det være langt lettere å samle den norske arbeiderbevegelsen om et nordisk forbund som ikke bryter forbindelsen med vest, enn om en Atlanterhavspakt. Men svenskene viser her en utrolig mangel på smidighet.

Le 13 janvier 1949: Arne Ording : « Attaque violente contre la Norvège dans le Literaturnaja Gazeta. Au sujet de Tranmæl comme agent de Wall Street, et Halvard Lange, Hauge et Bratteli comme ses outils »⁶²².

Le 14 janvier 1949⁶²³ : « L'étude du Comité scandinave de défense est prête. Les livraisons de matériel en provenance de l'extérieur sont considérées comme nécessaires pour qu'une coordination scandinave de défense puisse être réalisée. Si une attaque survient, la coordination aura également besoin de l'aide de l'extérieur. Le même jour une communication officielle de Washington indique qu'une coordination de défense scandinave indépendante ne pourra pas compter sur la priorité d'armes livrées par les Etats-Unis »⁶²⁴.

Le 16 janvier 1949⁶²⁵ : Arne Ording : « Sigrid (épouse d'Arne Ording) et moi-même chez Halvard Lange...Il pense qu'un effort systématique contre l'adhésion au Pacte atlantique est mené et qu'il est concentré sur le groupe parlementaire. Parmi les meneurs il a cité Karl Evang (médecin et directeur des services de santé 1938-1972), les frères (?) Hoffman (directeur de la Banque immobilière de l'Etat à partir de 1946), Oksvik (Ministre de l'Agriculture 1947-1948), Fostervoll (1891-1981) (Ministre des Eglises et de l'Enseignement 1945-1948) et Friis. Ils cherchent également à travailler la presse provinciale car elle a de l'influence sur le groupe parlementaire.... L'opposition cherche essentiellement à enfoncer un coin entre Einar Gerhardsen et Halvard Lange... » (nos parenthèses)⁶²⁶.

Le quotidien «Østlendingen» [l'Habitant de l'est], dans son édition du 21 janvier 1949, titre en effet: « Le Parti Social-démocrate se divise dans son point de vue sur notre politique étrangère. Mais la plupart des intervenants lors du débat sur le discours du trône se sont prononcés en faveur d'une adhésion occidentale ». [Arbeiderpartiet splitter seg i synet på vår utenrikspolitiske linje. Men de fleste talere i trontaledebatten i går var for tilslutning vestover].

Le journal centriste est rassuré que la majorité du DNA soit favorable au Pacte atlantique.

Les 22-24 janvier 1949 : « Réunion à Copenhague entre les participants à la réunion à Karlstad et des représentants parlementaires. On se dirige vers une rupture dans les négociations scandinaves». [København-møtet mellom Karlstad-møtets deltakere samt parlamentariske representanter. Det går mot brudd i de skandinaviske forhandlingene]⁶²⁷.

⁶²² Voldsomt angrep på Norge i Literaturnaja Gazeta. Om Tranmæl som Wall Street agent, Halvard Lange, Hauge et Bratteli som hans redskaper⁶²².

⁶²³ «DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO» [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN] p 17 et 18.

⁶²⁴ Den skandinaviske forsvarskomiteens utredning er fullført. Materialleveranser utenfra anses som nødvendig om et skandinavisk forsvarssamarbeid skal komme istand. Dersom et angrep skulle komme, vil sambandet også trenge hjelp utenfra. Samme dag blir det offisielt meddelt fra Washington at et fristående skandinavisk forsvarsforbund ikke kan påregne å få prioriterte våpenleveranser fra USA.

⁶²⁵ «Arne Ordings dagbøker» [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 508-509.

⁶²⁶ Sigrid og jeg var hos Halvard Lange...Han mener det drives et systematisk arbeid mot tilslutning til Atlanterhavspakten og at det konsentreres om stortingsgruppen. Blant dem som leder dette nevnte han Karl Evang, brødrene (?) Hoffman, Oksvik, Fostervoll og Friis. De søker også å bearbeide provinspressen fordi denne har innflytelse over stortingsgruppen. ... Opposisjonen søker prinsipielt å kjøre en kile mellom Einar Gerhardsen og Halvard Lange...

⁶²⁷ «DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO» [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN] p 18.

Du quotidien «*Østlendingen*» [l’Habitant de l’est], l’édition du 25 janvier 1949, donne les titres suivants : « La réunion à Copenhague n’a pas résolu les problèmes de sécurité de la zone Norden. La réunion à Oslo samedi prendra la décision finale. Interprétations norvégiennes et suédoises différentes des formulations de Karlstad. Possibilité d’une défense nordique à certaines conditions »⁶²⁸.

La rédaction du journal suit l’évolution de la situation tout en essayant d’éviter que la Norvège se trouve dans une situation de porte à faux par rapport à la Suède.

Les 29-30 janvier 1949, se tient une réunion à Oslo entre les participants à la réunion à Copenhague ainsi que les ambassadeurs des pays scandinaves à Paris, Londres et Washington. Les négociations échouent⁶²⁹. Lors de la réunion à Oslo une démarche en provenance de l’URSS a été livrée, critiquant le Pacte atlantique. Le gouvernement norvégien y est prié de clarifier ses relations avec le Pacte et si elle a l’intention d’établir des bases sur le territoire de la Norvège »⁶³⁰.

Du quotidien «*Østlendingen*» [l’Habitant de l’est], dans son édition du 31 janvier 1949, on peut lire les titres suivants : « Aucune association de défense nordique. L’Union Soviétique demande à la Norvège une clarification concernant nos relations avec le Pacte atlantique. Pensent (les Soviétiques) que les puissances occidentales veulent établir des bases militaires dans les Etats « qui ont une frontière commune avec l’Union Soviétique ». Le désaccord à Oslo a pour résultat que la Norvège et le Danemark vont recevoir une invitation formelle au Pacte atlantique, pense-t-on à Londres » (notre parenthèse)⁶³¹.

La rédaction du journal suit l’évolution de la situation sans faire de commentaires.

Le 1^{er} février 1949⁶³² :

a) Le gouvernement norvégien répond à l’Union Soviétique : « Le gouvernement norvégien n’ouvrira pas de bases sur son territoire « tant que nous ne sommes pas la cible d’une attaque ». [Svar til Sovjetunionen. Den norske regjering vil ikke åpne baser på norsk jord « så lenge vi ikke var utsatt for angrep].

⁶²⁸ Københavnmøtet løste ikke Nordens sikkerhetsproblemer. Møte i Oslo lørdag tar endelig avgjørelse. Forskjellige norske og svenske tolkninger av Karlstad-formuleringene. Mulighet for et nordisk forsvar under visse forutsetninger.

⁶²⁹ «*DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO*» [Le Parti Social-démocrate norvégien et l’OTAN], p 18.

⁶³⁰ Oslo-møtet mellom København-møtets deltagere samt de skandinaviske lands ambassadører i Paris, London og Washington. Forhandlingene strander. Under Oslo-møtet ble det levert en henvendelse fra Sovjetunionen med kritikk av Atlanterhavspakten. Den norske regjeringen blir bedt om å klarlegge sitt forhold til pakten, og om den har til hensikt å opprette baser på norsk territorium.

⁶³¹ Intet nordisk forsvarsforbund. Sovjet ber Norge om redergjørelse for vårt forhold til A-pakten. Tror at Vestmaktene vil opprette militærbaser i stater “som grenser til Sovjet-Samveldet”. Uenighet i Oslo fører til at Norge og Danmark får formell innbydelse til A-pakten, tror London.

⁶³² «*DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO*» [Le Parti Social-démocrate norvégien et l’OTAN], p 18.

b) Selon Arne Ording⁶³³ : « La direction nationale (du Parti Social-démocrate) a unanimement adopté la proposition « d'examiner » les possibilités d'une coopération régionale en Occident. Donc de nouveau unanimement. L'opposition se battra d'abord sur l'invitation elle-même. Mais elle est affaiblie par ces décisions unanimes. Egalement une adhésion de la section du Hordaland du Parti Social-démocrate départemental» (notre parenthèse)⁶³⁴.

Le 5 février une nouvelle note russe est reçue, qui ne recevra de réponse que le 29 mars. [Ny russisk note, som først blir besvart 29. mars]⁶³⁵.

Entre les 7 et 12 février 1949: « Une délégation norvégienne négocie à Washington et à Londres » [En norsk delegasjon forhandler i Washington og London]⁶³⁶.

Le 8 février 1949 : Arne Ording relève: « Sanness (historien norvégien) est passé. Pensait que Tage Erlander (1901-1985)⁶³⁷ et Hans Hedtoft (1903-1955)⁶³⁸ étaient fâchés car ils n'avaient pas vu, avant leur départ pour la réunion à Oslo du 1^{er} février, la note des Norvégiens aux Soviétiques (voir ci-dessus)⁶³⁹. (Sanness) pense que l'Ouest du pays (Vestlandet) y compris Stavanger et jusqu'au (département de) Møre (mais sans l'inclure) sont en faveur du pacte. (Les départements de) Agder ouest et Agder est sont contre, la Norvège de l'est et (le département de) Trøndelag partagés, le Nord de la Norvège probablement contre. Globalement, ce sera un combat dur » (nos parenthèses)⁶⁴⁰.

Le quotidien «Østlendingen» [l'Habitant de l'est], dans son édition du 8 février 1949, présente les titres suivants : « La Norvège est la cible principale de l'offensive soviétique contre le Pacte atlantique, d'après Washington. Assurance qu'il n'est pas question de bases américaines en Norvège. L'ébauche du Pacte atlantique présentée au Ministre des Affaires étrangères Lange que l'on s'attend à être reçu par le Président Truman »⁶⁴¹.

Les titres du quotidien annoncent un tournant prudent en direction de l'espace atlantique.

⁶³³ « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 520.

⁶³⁴ Landsstyret har vedtatt enstemmig forslag om å "undersøke" muligheter for regionalt samarbeide i vest. Altså igjen enstemmig. Opposisjonen vil ta kampen på selve innbydelsen. Men den svekkes ved disse enstemmige beslutninger. Også en tilslutning fra Hordaland fylkesparti.

⁶³⁵ « *DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO* » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN], p 18.

⁶³⁶ « *DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO* » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN], p 18.

⁶³⁷ Premier Ministre social-démocrate suédois.

⁶³⁸ Premier Ministre social-démocrate danois.

⁶³⁹ Suite à cette note du 1^{er} février, la réponse des Soviétiques propose à la Norvège, par une note du 5 février, un pacte de non agression. Cf. : « *Arne Ordings dagbøker* » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 523.

⁶⁴⁰ Arne Ording : ... Sanness var oppom. Mente at T.E. (trolig Tage Erlander) og H.H (trolig Hans Hedtoft) var forbannet over at de ikke hadde fått sett noten før de reiste. Mener at Vestlandet til og med Stavanger og opptil men ikke inklusive Møre er pakttilhengere. Vest- og Aust-Agder mot, Øst-Norge og Trøndelag blandet, Nord-Norge sannsynligvis mot. Det hele blir en hard kamp⁶⁴⁰.

⁶⁴¹ Norge som hovedmål for Sovjetoffensiv mot A-pakten, mener Washington. Forsikring om at det ikke er spørsmål om amerikanske baser i Norge. Utkastet til Atlanterhavspakten forelagt utenriksminister Lange, som ventes mottatt av president Truman.

Le quotidien «Østlendingen» [l'Habitant de l'est], dans son édition du 11 février 1949, affiche les titres suivants : «Proposition américaine de modifications importantes dans le Pacte atlantique. Le Gouvernement ne souhaite pas de référence à une aide militaire au cas où une des Grandes Puissances serait attaquée. Le Ministre des Affaires étrangères Lange chez le Président Truman aujourd'hui»⁶⁴².

Les titres annoncent une intensification des pourparlers et une concentration sur le texte du Pacte atlantique.

Le 15 février 1949⁶⁴³: Arne Ording signale: « Conversation Halvard Lange (et) Ernest Bevin. Pas de grandes nouvelles mais (il est) souligné (que l'on n'est pas) sous pression et que nous avons tout le temps. Ernest Bevin souhaite cependant manifester que la Norvège adhère au Pacte atlantique. Pense que les pays scandinaves ne disposent pas d'une base économique suffisante pour constituer le fondement d'une défense commune » (nos parenthèses)⁶⁴⁴.

Deux jours plus tard, le 17 février 1949⁶⁴⁵: Arne Ording: « Ernest Bevin rien de nouveau, le principal est que l'Europe occidentale est trop faible sur le plan économique pour se passer des USA »⁶⁴⁶.

Les 17-19 février 1949⁶⁴⁷: « La réunion nationale du Parti Social-démocrate est organisée. L'opposition est vaincue dans un vote test par 329 votes contre 35. Par la suite la délégation nationale se prononce unanimement pour une adhésion de la Norvège à l'alliance de défense occidentale »⁶⁴⁸.

Le quotidien «Østlendingen » [l'Habitant de l'est], dans son édition du 25 février 1949, présente les titres suivants : «Notre positionnement est dans la coopération avec la politique de sécurité entre peuples démocratiques. La Norvège ne participera jamais à une politique qui a des buts agressifs. Nous devons prendre part au plus tôt dans l'élaboration du Pacte atlantique de manière à pouvoir faire connaître notre point de vue sur la formation d'un tel accord régional, déclare le Ministre des Affaires étrangères.....

⁶⁴² Amerikansk forslag om viktige endringer i A-pakten. Regjeringen ønsker ingen henvisning til militærhjelp i tilfelle en av stormaktene angripes. Utenriksminister Lange hos President Truman idag.

⁶⁴³ « Arne Ordings dagbøker » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 528-529.

⁶⁴⁴ Arne Ording: Samtale Halvard Lange Ernest Bevin. Ikke stort nytt, men understrekning av intet press og tiden for oss. Også Ernest Bevin ønsker imidlertid åpenbart at Norge skal gå med i Atlanterhavspakten. Mener skandinaviske land ikke har tilstrekkelig økonomisk basis til å danne grunnlag for et felles forsvar (nos parenthèses).

⁶⁴⁵ « Arne Ordings dagbøker » [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 529-530.

⁶⁴⁶ Arne Ording: ... Ernest Bevin intet nytt, hovedvekten på at Vest-Europa økonomisk for svake til å unnvære USA.

⁶⁴⁷ « DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN] p 18.

⁶⁴⁸ Det norske Arbeiderpartis landsmøte avholdes. Opposisjonen beseires i en prøveavstemning med 329 mot 35 stemmer. Deretter går landsmøtet enstemmig inn for en norsk tilslutning til den vestlige forsvarsalliansen.

..... C'est la tension qui continue de régner entre les Grandes Puissances qui a forcé la Norvège aussi à envisager d'autres possibilités que celles que les Nations Unies nous offrent pour garantir la paix pour notre pays »⁶⁴⁹.

Au fur et à mesure que la tension monte, les titres et déclarations ont également pour but de rassurer les lecteurs et de préparer la participation de la Norvège à l'élaboration en vue de son adhésion future au Pacte atlantique.

Le 4 mars 1949, Arne Ording note: « Stortinget hier... 22 « absents ». Dans le groupe parlementaire 35 pour et 23 contre (?). La contre-proposition de Friis a reçu 3 voix ; après son rejet, il a voté pour le projet du gouvernement. Dans tous les cas l'opposition est par conséquent bien plus forte dans le groupe parlementaire que lors de la réunion nationale » (la parenthèse est de l'auteur)⁶⁵⁰.

Dans le quotidien «*Østlendingen* » [l'Habitant de l'est], l'édition du 4 mars 1949, présente un article en première page, avec les deux titres suivants : «La Norvège a résolu de participer aux négociations au sujet du Pacte atlantique. Seuls 11 voix contre la résolution lors d'une réunion secrète au Storting ». [Norge har besluttet å ta del i forhandlinene om A-pakten. Bare 11 stemmer mot beslutningen i hemmelig møte i Stortinget].

Sur la même page, un autre article avec ce titre : « Moscou répète que le Pacte atlantique a des buts agressifs et que l'adhésion de la Norvège en fait un avant-poste des Américains ». [Atlanterhavspakten har aggressive formål og Norges tilslutning gjør landet til en amerikansk forpost, gjentar Moskva].

La tension est intense entre l'ouest et l'est. Mais les organisations syndicales se rangent derrière le gouvernement.

Le 5 mars 1949, Arne Ording signale⁶⁵¹: « Lors de la réunion commune des directions des syndicats à Oslo, convoquée par la coordination syndicale, l'adhésion (à la politique étrangère) du gouvernement a été adoptée par environ 314 voix contre 92 » (notre parenthèse)⁶⁵².

Dans le quotidien «*Østlendingen* » [l'Habitant de l'est], l'édition du 5 mars 1949, offre un article en première page, avec les deux titres suivants : « La Norvège rejette l'offre soviétique d'un pacte de non-agression. L'adhésion aux Nations Unies constitue un pacte de non-agression satisfaisant »⁶⁵³.

⁶⁴⁹ Vår plass er i det sikkerhetspolitiske samarbeid mellom demokratiske folk. Norge vil aldri være med på noen politikk som har aggressive mål. Vi må komme så tidlig med i arbeidet for A-pakten at vi kan gjøre vårt syn gjeldene på utformingen av en slik regional avtale, sier utenriksministeren...

..... Det er spenningen som stadig rår mellom stormaktene som har tvunget også Norge til å overveie andre muligheter enn de FN gir til å trygge vårt lands fred.

⁶⁵⁰ Arne Ording : Stortinget igår... 22 « fraværende ». I gruppen 35 mot 23 (?). Friis motforslag 3 stemmer, etter at det var forkastet stemte han for regjeringens forslag. I hvert tilfelle er altså opposisjonen meget sterkere i stortingsgruppen enn på landsmøtet

⁶⁵¹ «*Arne Ordings dagbøker*» [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 539-540.

⁶⁵² Arne Ording : På fellesmøtet av styrene i fagforeningene i Oslo, sammenkalt av samorganisasjonen etter foredrag av Halvard Lange, tilslutning til regjeringen vedtatt med ca. 314 mot 92 stemmer.

Dans la même édition, un autre article fait suite au débat au Storting sur la politique étrangère avec ce titre et ce résumé: « Nous avons trouvé la position où notre peuple se sent chez soi. Les échanges au sujet de la politique étrangère hier ont souligné notre volonté d'une sécurité à travers le Pacte atlantique et notre aversion à la discipline moscovite des communistes »⁶⁵⁴.

Maintenant que l'on se rapproche du dénouement, la rédaction du journal considère que les dés sont jetés et que le choix, dans la population, en faveur de l'Amérique, ne fait plus de doute.

Le 16 mars 1949, Arne Ording relève⁶⁵⁵: « Visite de Sanness qui vient de faire une tournée de conférences (dans la province de) Sunnmøre. Les différentes parties de l'appareil (du Parti Social-démocrate) – réunions départementales etc. – acceptent le Pacte atlantique, mais avec quelque grogne » (nos parenthèses)⁶⁵⁶.

Le quotidien «*Østlendingen*» [l'Habitant de l'est], l'édition du 21 mars 1949 présente en première page un article sous ces titres : « Le Pacte atlantique meilleur pour la Norvège que ce que quiconque aurait pu espérer. Seule une puissance qui elle-même a des plans d'agression pourrait s'en offenser. Grande affluence et échanges vifs à la suite de la conférence du Professeur Keilhau (1888-1954)⁶⁵⁷, donnée hier à Elverum⁶⁵⁸.

Le 24 mars 1949, Arne Ording note⁶⁵⁹: « Conférence le soir pour les employés du tramway au sujet du Pacte atlantique avec Roald Halvorsen (typographe et homme politique) comme contradicteur. Ce fut décidément un échec, une résolution grossière contre le Pacte atlantique fut adopté avec 95 voix contre 65 ; et de plus il a été décidé d'arrêter le tram pendant 2 minutes lors d'une manifestation samedi. Halvorsen était plutôt habile, il se comporte d'une manière calme et apparemment objective – en réalité tout ce qu'il dit est toujours de l'à peu près et tendancieux ou déformé. J'ai été à la fois trop objectif et trop faible.....

..... J'ai rencontré Andreas Andersen (homme de presse) dans la rue, il venait de parler du Pacte atlantique partout dans le pays et pensait que petit à petit il était accepté et qu'il y avait eu un certain revirement dans les attitudes » (notre parenthèse)⁶⁶⁰.

⁶⁵³ Norge avslår Sovjets tilbud om ikke-angrepspakt. Medlemskap i FN er ikke-angrepspakt god nok.

⁶⁵⁴ Vi har funnet plassen der vårt folk føler seg hjemme. Ordskiftet om utenrikspolitikken i går understreket vår vilje til sikkerhet gjennom A-pakten og uviljen mot kommunistenes Moskva-disiplin.

⁶⁵⁵ «*Arne Ordings dagbøker*» [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 544.

⁶⁵⁶ Arne Ording : Besøk av Sanness som har vært på foredrag på Sunnmøre. De forskjellige deler av apparatet – fylkesmøter etc. - godtar Atlanterhavspakten, men med noe knurrende.

⁶⁵⁷ Professeur en économie politique à l'Université d'Oslo en 1934. Il fut membre de la direction de la Banque de Norvège à Londres pendant la guerre et représentait la Norvège lors de la Conférence de Bretton Woods (1944).

⁶⁵⁸ A-pakten bedre for Norge enn noen hadde våget håpe. Bare en makt som selv har angrepsplaner kan ta anstøt av den. Stort fram møte til og skarpt ordskipte etter professor Keilhaus foredrag i Elverum igår.

⁶⁵⁹ «*Arne Ordings dagbøker*» [Journaux privés d'Arne Ording] vol 2, p 547.

⁶⁶⁰ Arne Ording : Foredrag om kvelden for sporveiarbeiderne om Atlanterhavspakten med Roald Halvorsen som motinleder. Det ble et avgjort nederlag, det ble vedtatt en meget grov resolusjon mot Atlanterhavspakten med 98 mot 65 stemmer; og dessuten ble det vedtatt å stanse trikken i 2 minutter under en demonstrasjon lørdag. Halvorsen var ganske flink, opptrer rolig og tilsynelatende saklig – i virkeligheten er det han sier alltid omtrentlig og tendensiøst eller fordreiet. Jeg var både for saklig og for svak.....

.....Traff Andreas Andersen på gaten, hadde talt om Atlanterhavspakten over hele landet og mente at den etterhånden gled ned og at det hadde funnet sted en viss svingning i stemningen.

Le 29 mars 1949, le Storting adopte l'adhésion norvégienne à l'OTAN ». [Norges Storting vedtar norsk medlemskap i NATO]⁶⁶¹.

Du quotidien «*Østlendingen* » [l'Habitant de l'est], l'édition du 30 mars 1949 présente en première page une grande manchette avec ce texte : « Majorité écrasante pour l'adhésion de la Norvège au Pacte atlantique. 130 représentants élus du pays ⁶⁶² ont voté pour l'adhésion alors que les communistes et deux députés du Parti Social-démocrate ont voté contre. Des éléments irresponsables ont essayé de troubler la réunion historique du Storting par des manifestations » (nos parenthèses)⁶⁶³.

L'impression est donnée que le but a finalement été atteint sur le plan parlementaire et qu'il ne reste plus d'obstacles à la signature de la Norvège au Pacte atlantique.

Le 4 avril 1949, le Pacte atlantique est signé à Washington » [Atlantehavspakten undertegnes i Washington]⁶⁶⁴.

C'est ainsi que le quotidien «*Østlendingen* » [l'Habitant de l'est], dans son édition du 5 avril 1949, présente en première page une grande manchette avec ces textes : « Un moment historique mondial lorsque le Pacte atlantique fut signé hier. Un pas concret pour apporter de l'ordre à un monde tourmenté. Le Pacte rend possible une continuation du travail pour une vie plus riche et plus heureuse pour tous – le monde entier était à l'écoute en cette heure historique »⁶⁶⁵.

Dans sa conclusion, Knut Erik Eriksen affirme⁶⁶⁶ : « C'est la strate supérieure de la direction centrale du Parti (Social-démocrate) et le secrétariat de la Fédération nationale des syndicats de salariés avec, en tête, Gerhardsen, Haakon Lie, Tranmæl et Nordahl, qui étaient derrière la formulation du nouvel objectif de la politique étrangère. Cette nouvelle notification a été relayée par l'organe gouvernemental et le Comité représentatif du Parti Social-démocrate d'Oslo » (notre parenthèse)⁶⁶⁷.

Voilà qui met un point définitif au combat mené par la direction du Parti Social-démocrate norvégien pour ramener la Norvège dans le giron occidental, la personne principale ayant à tout moment été le Premier Ministre lui-même, Einar Gerhardsen, qui, avec ses compagnons, s'est trouvé au centre de commandement du parti gouvernemental pour décider la mise en œuvre de la nouvelle politique.

⁶⁶¹ « *DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO* » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN], p 18.

⁶⁶² A un moment où le Storting comptait 150 députés.

⁶⁶³ Overveldende flertall for Norges tilslutning til A-pakten. 130 av landets folkevalgte representanter stemte for tilslutningen, mens kommunistene og to fra arbeiderpartiet stemte mot. Uansvarlige elementer forsøkte å forstyrre det historiske Stortingsmøtet ved demonstrasjoner.

⁶⁶⁴ « *DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO* » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN], p 18.

⁶⁶⁵ Verdenshistorisk øyeblikk da A-pakten ble undertegnet igår. Et effektivt skritt i retning av å bringe orden i en plaget verden. Pakten gjør det mulig å fortsette arbeidet for et rikere og lykkeligere liv for alle - hele verden lyttet til den historiske stund.

⁶⁶⁶ « *DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO* » [Le Parti Social-démocrate norvégien et l'OTAN], p 247.

⁶⁶⁷ Personene som sto bak formuleringen av den nye utenrikspolitiske målsetningen var toppsjiktet i partiets sentralstyre og LO's sekretariat med Gerhardsen, Haakon Lie, Tranmæl og Nordahl i spissen. Regjeringsorganet og Oslo Arbeiderpartis Representatskap formidlet det nye budskap.

Les commentaires d'Olav Riste résumant bien la situation⁶⁶⁸ : «... L'hiver et le printemps 1949, culminant avec la signature par Halvard Lange au Pacte atlantique le 4 avril, (ont) reçu le qualificatif de grand tournant dans l'histoire de la politique extérieure norvégienne. Vu sous l'angle de la politique officielle c'est là une opinion qui se défend bien. L'histoire de la politique de sécurité de la Norvège est plus marquée par une prudence teintée de crainte s'agissant d'accords internationaux contraignants avec d'autres pays. Que le gouvernement au printemps 1949, ayant le support massif du Storting et une majorité claire de l'opinion publique derrière lui, puisse prendre une telle décision peut avoir deux explications : en premier lieu il existait alors le sentiment d'une grande inquiétude et en partie une peur par rapport à ce que l'on considérait comme une expansion soviétique agressive. En deuxième lieu, l'adhésion au Pacte atlantique a été perçue comme une assurance « bon marché ». Dévoilant ainsi notre jeu, nous avons obtenu l'effet de dissuasion du fait d'être devenus l'allié de l'imposant USA avec leur monopole atomique sans sacrifices nationaux et économiques propres et sans nous engager concrètement à venir au secours des autres » (notre parenthèse)⁶⁶⁹.

Les Norvégiens, dans la période qui s'étend de la fin de la Deuxième Guerre Mondiale au mois d'avril 1949, partis d'une opposition très nette contre l'adhésion à un bloc quelconque, se sont ralliés, sous la pression d'événements extérieurs et des exigences qui s'imposaient à la Norvège d'assumer ses responsabilités et prendre parti en s'assurant d'une sécurité à l'OTAN ancrée aux Etats-Unis. La gestion de la situation a été assurée par un Premier Ministre habile, Einar Gerhardsen, qui a su diriger une campagne pour renverser l'opposition très étendue du public et des membres de son propre Parti pour les amener en très peu de temps à l'idée d'une adhésion au Pacte atlantique, en jouant, entre autre, de l'anticommunisme.

⁶⁶⁸ «*Norsk tryggingsspolitikk frå isolasjonisme til atlantisk integrasjon*» [La politique norvégienne de sécurité de l'isolationnisme à l'intégration atlantique] *Historisk Tidsskrift* [«Revue d'histoire »] nr 3/1993, p 330.

⁶⁶⁹ Olav Riste :..... Vinteren og våren 1949, med klimaks i Halvard Langes undertekning av Atlanterhavspakta 4. April, (har) fått status som det store vendepunktet in norsk utanrikspolitikks historie. Sett frå den offisielle, erklærte politikks synsstad er det ei oppfatning som har mykje for seg. Norsk tryggingsspolitikk historie er elles meir prega av frykt-liknande varsemnd i forhold til internasjonalt forpliktande avtalar med andre land. Det at regjeringen våren 1949, med massiv tilslutning frå Stortinget og eit klart flertal av opinionen i ryggen, kunne gå til eit slikt steg kan ha to forklaringsar: For det første var det på denne tida ei stemning av sterk uro og til dels redsle andsynes det ein oppfatta som aggressiv sovjetisk ekspansjon. For det andre vart nok tilslutninga til Atlanterhasvpakta oppfatta som ei "billig" forsikring. Ved slik å tone flagg oppnådde vi avskrekkingseffekten av å ha det mektige USA med sitt atomvåpenmonopol til alliert, utan eigne nasjonaløkonomiske offer og utan konkret å forplikte oss til å hjelpe andre.

3^{ème} partie : La Norvège de 1950 à 1972.

IV : La Norvège en position exposée sur l'axe est-ouest 1950-1972.

Une fois la signature de la Norvège apposée au Pacte atlantique au mois d'avril 1949, le pays et son peuple commencent une existence nouvelle diamétralement opposée à celle de l'indépendance enfin retrouvée qu'elle avait connue de 1905 à 1939.

Malmenée à partir de l'attaque des forces nazies au mois d'avril 1940, la Norvège a été emportée, comme beaucoup d'autres pays et peuples par la Deuxième Guerre Mondiale dont la fin lui avait donné l'espoir de revenir au statu quo ante à partir de 1945.

Or, la situation s'est rapidement modifiée à partir de 1947 au point d'instaurer dans le monde une situation internationale caractérisée par une opposition entre les Grandes Puissances les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique, qui dominent très largement la situation est-ouest en créant une atmosphère d'insécurité qui débouche sur une Guerre Froide qui va faiblissant après 1962 jusque vers la fin des années 1980.

Dans ce conflit intense entre l'est et l'ouest, la Norvège se trouvait dans une position très inconfortable, à « cheval » sur l'axe Etats-Unis – Union Soviétique, à tout moment dans l'obligation de cohabiter avec deux régimes et politiques fondamentalement opposés, celui de l'ouest qui relevait de la même culture démocratique qu'elle, celui de l'est, un régime dictatorial soupçonné d'expansionnisme, avec lequel elle partageait une frontière commune sur 196 kilomètres.

La Norvège est contrainte de faire de sorte que sa sécurité soit assurée à tout prix dans l'avenir et ne voit d'autre possibilité que de se joindre à un bloc, chose qu'elle avait juré pour elle-même de ne jamais faire, et ainsi d'adhérer au Pacte atlantique et l'OTAN, en 1949.

On peut se ranger au point de vue de l'historien Olav Riste pour analyser la période qui s'ouvre⁶⁷⁰: « La deuxième période formative dans la politique sécuritaire norvégienne arrive à son terme avec la résolution de 1949. Une analyse des rapports de la Norvège avec la collaboration occidentale dans la période qui a suivi doit prendre en compte l'alternative suivante. D'une part le développement vu comme une progression continue, quoique selon le modèle de « deux pas en avant, un pas en arrière », vers un engagement norvégien toujours plus ferme en tant que participant actif dans une coopération internationale contraignante – sur le plan de la politique sécuritaire, des affaires étrangères et économiques. L'autre hypothèse verra l'adhésion au Pacte atlantique comme une déviation à la règle et l'attitude norvégienne de rejet ou de réserve à l'égard d'une collaboration contraignante de la part d'un passager non payant comme constituant la tendance principale »⁶⁷¹.

⁶⁷⁰ «Norsk tryggingspolitikk frå isolasjonisme til atlantisk integrasjon»; «Historisk Tidsskrift» [La politique norvégienne de sécurité de l'isolationnisme à l'intégration atlantique. Revue d'histoire] nr 3/1993, p 330-331.

⁶⁷¹ Olav Riste :..... Med vedtaket i 1949 var den andre formative perioden i norsk tryggingspolitikk ført til endes. Ein analyse av Norges forhold til det vestlege samarbeidet etter den tid vil måtte ta stilling til to alternative hypoteser. Den eine vil sjå utviklinga som ein kontinuerleg progresjon, om enn etter “to steg fram, eitt steg tilbake” modellen, i retning av eit stadig sterkare norsk engasjement som aktiv deltakar i internasjonalt forpliktande samarbeid – tryggingspolitisk, utanrikspolitisk og økonomisk. Den andre hypotesen vil sjå

A partir de 1950, la nouvelle existence de la Norvège et des Norvégiens implique une intégration progressive dans un environnement international nouveau qui est à la fois commercial (bien connu des Norvégiens depuis le Moyen Age pour qui les échanges commerciaux sont nécessaires pour nourrir la population), militaire, politique et économique.

La liberté laissée à l'expression isolationniste traditionnelle en Norvège était ainsi fortement muselée par le besoin de faire preuve de solidarité et de collaborer avec les partenaires de la Norvège dans tous les domaines sur le plan international.

En premier lieu, nous allons rappeler les étapes importantes de la Guerre Froide avec les grandes crises internationales et les idées de l'Américain George Kennan (1904-2005) qui ont inspiré la politique d'endiguement de l'Union Soviétique. Nous allons également rappeler les tentatives de regroupements scandinaves avant d'arriver à la formulation de la nouvelle politique étrangère de la Norvège et son entrée dans le Pacte atlantique. Ces exposés seront suivis d'une présentation de la société norvégienne, son élite et le peuple, ainsi que les décalages entre les couches sociales.

Nous allons en second lieu retracer brièvement la politique peu connue du « Rester en place », mise en place tout de suite après la guerre et qui fut une manière de se prévenir d'une défense norvégienne quasi inexistante, comme ce fut le cas en 1940, en maintenant un réseau d'opérateurs militaires qui contribuerait à retarder l'invasion complète de la Norvège, si elle était de nouveau attaquée, cette fois-ci par les forces soviétiques.

Nous étudierons ensuite le développement de l'OTAN ainsi que le projet de la Communauté européenne de défense.

Nous allons continuer à nous référer aux comptes rendus des réunions (à huis clos) du Comité des Affaires étrangères et de la Constitution, ainsi qu'aux diverses études et contributions qui sont liées à notre sujet et que nous annonceront ponctuellement au fur et à mesure.

Une nouvelle phase importante s'ouvre en effet avec la perspective de coopération entre plusieurs pays dans le développement de relations commerciales et économiques et par la suite politiques en Europe. C'est ainsi que la Communauté économique européenne, composé de six pays, l'Italie, la France, l'Allemagne occidentale, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg, est fondée par le Traité de Rome en 1958. La Norvège, cherchant à avoir le moins de rapports politiques possibles avec le Continent européen, reste à l'écart, ne maintenant que ses contacts à caractère commercial.

Toutefois, lorsque la Grande-Bretagne, le plus important fournisseur et client essentiel de la Norvège, a pris la tête d'un groupement qui veut lancer une Association européenne de

innmeldinga i Atlanterhavspakten som avviket, og Norges avvisande eller reservasjonsfylte gratispassasjerinstilling til forpliktande samarbeid som hovudtrends.

libre échange composé de sept pays, soient le Portugal, l'Autriche, la Suisse, la Grande-Bretagne, la Suède, le Danemark et la Norvège, cette dernière est obligée de donner suite à ce projet soutenu par les Etats-Unis.

Par la suite, quand la Grande-Bretagne décide, un an et demi plus tard, de se rapprocher de la Communauté économique européenne, la Norvège, qui n'avait pas souhaité se rapprocher des pays du cœur du continent européen, se trouve de nouveau contrainte de donner suite, une des raisons principales étant que les Etats-Unis d'Amérique, garants de sa sécurité, soutiennent cette démarche nouvelle.

Par étapes, on arrive à une campagne et un vote lors d'un référendum qui va décider si les Norvégiens acceptent ou non d'adhérer à la CEE en 1972. Or le résultat est un échec pour les partisans de l'Europe car le Non l'emporte.

Se pose alors la question de savoir ce qui a motivé les Norvégiens et leur Non majoritaire, ce qui nous amènera à nous intéresser de nouveau en profondeur à l'isolationnisme de ce peuple du Nord et à proposer une réponse.

De plus, vu la manière dont la manifestation de l'isolationnisme norvégien s'est modifiée avec le temps, nous allons, dans un épilogue, suivre brièvement cette évolution jusqu'en 2014.

Pour les différents chapitres nous allons nous référer aux comptes rendus des réunions du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution et nous aviserons le lecteur ponctuellement des quotidiens provinciaux norvégiens et étrangers ainsi que d'autres études publiées que nous citerons.

IV.1 : La Guerre Froide

La Guerre Froide est définie comme une situation de tension qui est survenue entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique, par la suite entre l'est et l'ouest, après la Deuxième Guerre Mondiale. La Guerre Froide est caractérisée en premier lieu par le fait qu'on n'a jamais abouti à une confrontation militaire entre les deux superpuissances mais on l'a frôlée avec le Blocus de Berlin en 1949, la Guerre de Corée et 1950-1953 et la crise de Cuba en 1961-1962. En deuxième lieu elle est marquée par la mise sur pied d'alliances militaires, d'une course à l'armement, des menaces de guerre et des oppositions idéologiques⁶⁷².

Certains historiens considèrent que cette situation débute déjà à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, la période 1945-47 étant marquée par des confrontations entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, alors qu'un dialogue existait. La plupart des historiens s'accordent pour dire qu'un conflit latent entre les Grandes Puissances existait déjà et le

⁶⁷² Cf.: André Fontaine (1921-2013): *La Guerre froide, 1917-1991*, éditeurs Seuil 2006.

Secrétaire Général des Nations Unies, Trygve Lie, pensait que la méfiance entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis d'Amérique était sensible dès les premières réunions au Conseil de Sécurité.

George F. Kennan (1904-2005), diplomate américain en poste à l'ambassade des Etats-Unis à Moscou, est le premier qui en 1946 a identifié les fondements de la politique étrangère et les buts de cette politique soviétique. D'après Kennan, les Soviétiques considéraient que le communisme n'était pas en mesure de coopérer avec le capitalisme, de ce fait toute collaboration économique avec les USA était impossible. Kennan continuait en affirmant que l'Union Soviétique allait utiliser tous les Partis Communistes en Europe Occidentale pour propager le communisme et l'influence communiste. D'où la conclusion de Kennan qu'il était nécessaire pour les Etats-Unis et leurs alliés de contenir les tentatives soviétiques sur le plan idéologique.

Les idées de Kennan ont été bien reçues par l'administration américaine ce qui l'a amené à publier une version plus développée de son point de vue en 1947 sous le titre «*The Sources of Soviet Conduct*» [Les origines de la conduite soviétique]. On peut considérer que le plan Marshall de 1948 a été une des conséquences de l'analyse de Kennan⁶⁷³.

A partir de 1947 la Guerre Froide connaît une première phase jusqu'à la mort de Joseph Staline en 1953. Avec la proclamation de la Doctrine Truman en 1947⁶⁷⁴, les Etats-Unis ont promis « de l'aide aux peuples libres qui se battent contre des tentatives d'intérêts armés minoritaires ou des intérêts étrangers pour conquérir la suprématie », puis intervient le Coup de Prague du mois de février 1948 en Tchécoslovaquie et le début de la Guerre de Corée en 1950.

Après la fondation de l'OTAN en 1949, on a commencé à élaborer une stratégie concrète pour l'endiguement de l'Union Soviétique. En 1950 un rapport a été présenté, basé sur le raisonnement de Kennan, et qui concluait que l'Union Soviétique avait des intentions agressives qu'il fallait contrer par une politique de développement économique, politique et militaire.

Six mois de réflexion plus tard, la Guerre de Corée a été lancée par les communistes de la Corée du Nord ce qui a convaincu le Président Harry S. Truman de la pertinence des analyses de Kennan. Suit alors une période de tensions idéologiques très fortes sur le plan international, la politique étrangère des Etats-Unis étant ainsi établie pour les vingt années à venir. D'un endiguement purement idéologique on est passé à une politique économique, idéologique et militaire anti-communiste totale.

La fin de l'époque stalinienne a été suivie d'une lutte pour le pouvoir en Union Soviétique et une intervention militaire en Hongrie en 1956.

⁶⁷³ Cf. : <http://fr.wikipedia.org/wiki/GeorgeKennan>.

⁶⁷⁴ « *Norsk utenrikspolitikks historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] vol 4, p 277.

Une première période de détente a suivi avec la première visite d'un chef d'Etat occidental à Moscou lorsque le Premier Ministre norvégien Einar Gerhardsen, accompagné de son seul ministre du Commerce Arne Skaug (1906-1974), s'est rendu à Moscou en réponse à une invitation des leaders soviétiques en 1955.

Après la fin des années 1950, de nouvelles confrontations ont surgi, la plus sérieuse ayant été la crise de Cuba en 1961-1962. Les années 1970 ont vu une nouvelle détente rompue par l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979 suivi des plans pour placer des armes atomiques en Europe. Cette période de tension a duré jusqu'à la prise de pouvoir par Gorbatchev en 1985, après quoi la Guerre Froide s'est lentement éteinte, grace notamment à l'accord de désarmement, « Treaty on Conventional Armed Forces in Europe » [le Traité sur les forces militaires à armes conventionnelles en Europe] en 1990 entre les pays du Pacte de Varsovie et ceux de l'OTAN.

Au cours de la Guerre Froide, les lignes de confrontations se concentrent avant tout en Europe dans les années 1940 et se déplacent dans les années 1950 en Asie. Vers la fin des années 1940, les sphères d'intérêts en Europe sont l'une occidentale et l'autre orientale. La politique de l'Union Soviétique en Pologne à partir de 1944 et l'établissement des démocraties populaires en Yougoslavie en 1945, en Bulgarie et Roumanie en 1946 constituaient d'après l'URSS une manifestation légitime de ses intérêts sécuritaires.

Dès 1946 Winston Churchill avait parlé d'un rideau de fer qui s'étendait à travers l'Europe. En 1947 les Américains ont pris des mesures pour contenir l'expansion communiste en adoptant la politique d'endiguement [containment policy]. La même année, les Etats-Unis d'Amérique assument les responsabilités de la Grande-Bretagne dans la guerre civile en Grèce. En 1947, l'aide Marshall a démarré suivie du coup d'Etat communiste en Tchécoslovaquie en 1948, la mise sur pied de l'OTAN et la création de deux Etats allemands en 1949. En 1952 la Turquie est devenue membre de l'OTAN ce qui pourrait bloquer la flotte soviétique dans la Mer Noire en cas de crise.

Avec la révolution en Chine en 1949 et le début de la guerre de Corée en 1950, les Grandes Puissances disposaient de nouvelles lignes de confrontation. A travers les alliances défensives, ANZUS (Traité de Sécurité de l'Australie, la Nouvelle Zélande et les Etats-Unis) de 1951, SEATO (Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est) et le Pacte de Bagdad entre l'Irak, la Turquie, le Pakistan, l'Iran et le Royaume Uni de 1955 rejoint par les Etats-Unis d'Amérique en 1958.

La Norvège a donné sa position concernant ses relations internationales lors d'une réunion du Conseil de l'OTAN tenue à Paris au mois de décembre 1957 (voir pages 253-255), le Premier Ministre Einar Gerhardsen lui-même mettant l'accent sur la politique que la Norvège était prête à conduire dans ses relations est-ouest, à la grande surprise des participants présent et de la presse internationale.

Les Etats-Unis ouvrent une course aux armements, accompagnée d'une crainte quasi fanatique des communistes. Cette phase de la Guerre Froide s'est terminée avec la construction du Mur de Berlin en 1961 et la confrontation la plus grave de toute la Guerre Froide, la crise de Cuba en 1962. Le positionnement de missiles soviétiques sur Cuba a amené les Grandes Puissances au bord de la guerre atomique. Paradoxalement, la fin de cette crise marquait le début d'une détente entre les super puissances.

Le 1^{er} mai 1960 un avion espion américain U2 fut abattu par les Soviétiques au-dessus de leur territoire près de Sverdlovsk alors qu'il était en route depuis Peshawar au Pakistan avec un atterrissage prévu à Bodø en Norvège ; le pilote, Gary Powers (1929-1977), sauta en parachute avant d'être fait prisonnier. D'après Asbjørn Jaklin⁶⁷⁵, l'avion devait survoler et prendre des photos « de l'installation soviétique pour les essais de missiles à Tyuratam au Kazakhstan, le centre de recherches nucléaires à Tscheljabinsk, le complexe militaro-industriel de Sverdlovsk, les rampes de lancement de missiles près de Plesetsk au sud d'Arkhangelsk ainsi que les bases de la Marine soviétique du Nord dans la région de Mourmansk »⁶⁷⁶.

Cet incident fit annuler la conférence prévue à Paris entre le président américain, le général Eisenhower (Dwight David Eisenhower, 1890-1969), le Premier Ministre Harold Macmillan (1894-1986), de Grande-Bretagne ainsi que le général Charles de Gaulle, président de la France ainsi que le dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev (1894-1971). Le président Eisenhower refusant de présenter des excuses aux Soviétiques, Nikita Khrouchtchev est rentré en Union Soviétique mettant ainsi fin à la réunion au sommet.

Au cours de l'été 1960, un autre avion américain de reconnaissance, un RB-47, fut abattu par les Soviétiques près de la frontière avec l'Union Soviétique. Par la suite, on établit que l'avion se trouvait dans un espace aérien international au moment d'être attaqué.

Cependant, des conclusions ont été tirées au niveau de l'OTAN où l'on a décidé de garder un profil plus bas. Une conséquence a été que lorsque le président américain, Lyndon B. Johnson (1908-1973), a visité la Norvège durant l'été 1963, sa demande de se rendre à Kirkenes qui se trouve sur la frontière avec le Russie, fut rejetée par les Norvégiens sur un ton sec⁶⁷⁷.

Après 1962 une ligne téléphonique directe entre le Kremlin et la Maison Blanche fut établie, l'accord sur l'arrêt des essais atomiques fut signé en 1963 et celui de non prolifération en 1968. La même année, le Printemps de Prague en Tchécoslovaquie fut brisé avec l'entrée des chars soviétiques. L'URSS indiquait clairement qu'elle ne tolérerait pas une limitation de sa puissance dans les pays de l'Europe orientale (la doctrine Brejnev (1906-1982)). En dépit de la guerre au Vietnam, le rapprochement entre les deux super puissances culminait avec

⁶⁷⁵ « *Isfront. Den kalde krigen i nord* » [Le front arctique. La Guerre Froide dans le Nord], p 139-140.

⁶⁷⁶ det sovietiske testanlegget for raketter i Tyuratam i Kasakhstan, det kjernefysiske forskningssenteret i Tseljabinsk, det militærindustrielle komplekset i Sverdlovsk, raketanleggene ved Plesetsk sør for Arkhangelsk og Norflåtens baser i Murmansk området.

⁶⁷⁷ Voir : Hallé, E. Mémoire de Master II, 2011, p 97-98.

l'accord SALT I (La limitation des armes stratégiques) en 1972 et SALT II en 1979 ainsi que le processus qui a abouti à la première conférence européenne sur la sécurité tenu à Helsinki en 1975.

Le dégel a brusquement pris fin avec l'entrée des forces soviétiques en Afghanistan en 1979. L'élection de Ronald Reagan (1911-2004) comme Président des Etats-Unis en 1980 a entraîné des projets importants d'armement ainsi que le lancement du programme américain de l'Initiative de défense stratégique (IDS) en 1983 l'année où l'OTAN commença l'installation de 572 nouveaux missiles à portée intermédiaire en Europe.

Mikhaïl Gorbatchev (1931-) est le nouveau chef du parti politique soviétique à partir de 1985 ; il introduit une politique de réformes ambitieuses connues par les mots clefs « transparence » [glasnost] et « réorganisation » [perestroïka]. Pour réussir il était important de mettre fin à la course aux armements puis de se mettre d'accord pour un désarmement dont le premier accord fut celui de l'INF ('Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty') de 1987.

En 1989 Gorbachev mit fin à la doctrine Brejnev après quoi la plupart des pays de l'Europe orientale se débarrassèrent du régime communiste. A l'automne de la même année le Mur de Berlin s'effondra et l'Allemagne est réunifiée en 1990. Le Pacte de Varsovie a été révoqué en 1991 et plus tard la même année l'Union Soviétique a été dissoute. Depuis, les négociations sur la sécurité ont été menées dans le cadre de l'OSCE [l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe]⁶⁷⁸.

IV.2 : La stratégie du "Rester en place" (REP)⁶⁷⁹ « Section spéciale : En préparation d'une occupation soviétique : La stratégie de 'Rester en place' » [Special section: Preparing for a Soviet occupation: The strategy of 'Stay behind'].

Nous présenterons brièvement une introduction à tous ces organismes créés après la fin de la guerre ainsi que l'article rédigé par Olav Riste concernant le développement de cette activité en Norvège.

De l'introduction à cet essai, qui a été rédigé par Léopoldo Nuti (1958-) et Olav Riste, nous relevons les points suivants :

Pendant la Guerre Froide, un réseau de préparatifs à une occupation en Europe occidentale a été publiquement révélé par Giulio Andreotti (1919-2013)⁶⁸⁰ au mois d'août 1990.

⁶⁷⁸ Cf. : « *Den kalde krigen* » [La Guerre Froide], la Grande Encyclopédie norvégienne (SNL.no) et Wikipédia.

⁶⁷⁹ « *Journal of Strategic Studies* » [La Revue d'études stratégiques]; Volume 30, décembre 2007, numéro 6, p 929-935 et 997-1924.

⁶⁸⁰ Giulio Andreotti, Premier Ministre italien à trois reprises, de 1972 à 1992.

Déjà en 1978 des questions posées en Norvège au Ministre de la Défense Rolf Hansen (1920-2006) ont permis un très petit aperçu de l'existence de « dépôts d'armes et de munitions et d'autres équipements » ainsi que « des unités qui sont également en mesure d'effectuer des opérations de guérilla contre l'ennemi dans des zones qui pourraient se trouver occupées ».

Les origines des programmes « Rester en place » (REP) : Derrière leur création, on trouve très clairement une forte influence conceptuelle, même une influence émotionnelle suite aux événements de la Deuxième Guerre Mondiale. Donc l'analogie entre une invasion future possible des forces soviétiques et l'expérience récemment vécue de la domination nazie en Europe se retrouve d'une manière prépondérante dans la plus grande partie de la documentation. La peur d'une nouvelle invasion et d'une occupation, le souci concernant de nouveau une perte de la souveraineté nationale, le besoin de marquer la survie d'une mesure même symbolique de la continuité nationale sous une occupation étrangère, tous ces éléments sont présents dans le raisonnement derrière la mise en place de ces réseaux.

Le deuxième élément commun qui lie tous les pays traités ici ⁶⁸¹ semble être l'expérience acquise de la Deuxième Guerre Mondiale des personnes à qui a été confiée la tâche de créer de nouveaux réseaux ; des gens qui avaient l'expérience de contacts clandestins, qui avaient une expérience des techniques d'activités clandestines et de la collecte d'information, qui sont devenues les personnages clés dans la construction des nouvelles structures⁶⁸².

Des relations étroites ont été établies avec les services secrets des Etats-Unis, the « US Office of Strategic Services (OSS) » et le « Special Operations Executive (SOE) » britannique qui avaient déjà pendant la guerre mis en place des réseaux étendus avec la résistance et il était donc naturel que les nouvelles structures en Europe, soit maintenant soit rétablissent, des liens avec les Américains ou les Britanniques souvent sur la base de relations personnelles anciennes.

En 1950 l'OTAN s'est intéressé à ce qui avait été appelé «Atlantic Pact Clandestine Committee » [Comité clandestin du Pacte atlantique] qui est devenu en 1952 «Clandestine Planning Committee » [Le Comité clandestin de planification]. En Grande-Bretagne les liens étaient maintenus avec les responsables en Hollande, Norvège, Belgique et probablement d'autres, par la « Special Operations Branch » [Branche d'opérations spéciales] du « Secret Intelligence Service » [Service de renseignement secret].

Olav Riste a eu accès aux archives complètes des opérations REP en Norvège jusqu'à l'année 1970 et a écrit un livre avec Arnfinn Moland (1951-) sorti en 1997 avec le titre : « *Strengt hemmelig : Norsk etterretnings tjeneste 1945-1970* » [Très secret : le Service norvégien du renseignement 1945-1970].

⁶⁸¹ France, Italie, Hollande, Norvège.

⁶⁸² « *Journal of Strategic Studies* » [La Revue d'études stratégiques]; Vol 30, décembre 2007, numéro 6, p 931.

A partir de cet ouvrage, Olav Riste a écrit, pour le «*Journal of Strategic Studies*» [Revue d'études stratégiques] un article sur la situation en Norvège avec l'intitulé: « Dans un but historique : Les origines et le développement des 'Rester en place' en Norvège ». [With an eye to history: The Origins and Development of 'Stay-Behind' in Norway]⁶⁸³ et dont nous retenons les passages suivants:

A la fin de l'année 1947 avec la situation est-ouest qui s'aggravait, le nouveau directeur des Services de renseignement norvégiens, Vilhelm Evang (1909-1983) (dans ce poste de 1945 à 1966) déclarait⁶⁸⁴ : « Les signes se multiplient qui montrent que la situation militaire dans le monde en 1948-1949 sera de nature à exiger une activité intensifiée dans le domaine du renseignement et la sécurité »⁶⁸⁵.

Au mois de février 1948 le Gouvernement norvégien annonce des mesures pour renforcer les défenses du pays avec une allocation budgétaire très importante et le 22 mai des propositions plus détaillées identifiées par les noms de code 'Saturn', 'Uranus' et 'Jupiter'. Le plan 'Saturn' concernait la mise en place de cinquante postes de transmission radio localisés à des endroits stratégiquement importants en Norvège :

« Les postes de transmission seront entreposés en lieux sûrs pour être activés seulement si une partie du pays était occupé par une puissance étrangère. Dans le cas d'un coup d'Etat interne, des postes de transmission particuliers pourraient être activés en accord avec les autorités du Ministère de la Défense nationale..... Les préparatifs pour l'établissement de ce réseau sont bien avancés. Pour les opérateurs de ces radios nous avons l'intention de sélectionner des personnes qualifiées qui ne furent pas engagés au cours de la dernière guerre dans des activités clandestines semblables et qui ne sont pas connus comme des opérateurs de radios »⁶⁸⁶.

Nous notons le souci des responsables politiques de prévoir une utilisation de postes de transmissions individuels dans le cas d'un coup d'Etat mené par des communistes norvégiens - il ne pourrait s'agir, à notre avis, de quelqu'un d'autre.

L'idée de ces REP a dû venir, entre autres, de Jens Christian Hauge, chef de la résistance intérieure (dénommée MILORG) norvégienne durant la guerre et nommé au poste de Ministre de la Défense nationale en 1945 à l'âge de 30 ans seulement. Il avait ainsi fait l'expérience de la difficulté de bâtir une résistance contre la force allemande d'occupation et de mener des actions sous l'œil vigilant de l'ennemi.

⁶⁸³ « *Journal of Strategic Studies* » [La Revue d'études stratégiques]; Vol 30, décembre 2007, numéro 6. p 997-1024

⁶⁸⁴ « *Journal of Strategic Studies* » [La Revue d'études stratégiques]; Vol 30, décembre 2007, numéro 6. p 998-999.

⁶⁸⁵ Signs are multiplying that the military situation in the world in 1948-1949 will be of a nature to require an increasing activity in the field of intelligence and security

⁶⁸⁶ The transmitters will be securely stashed away, and will only be activated if parts of the country become occupied by a foreign power. In case of an internal coup d'état individual transmitters may be activated by special arrangement with the Defense staff..... Preparations for the establishment of this network are well in hand. As operators of the transmitters we intend to select suitable persons who did not during the last war engage in similar underground activities and who are not identified as radio operators.

Lors de la présentation du plan de reconstruction des forces armées norvégiennes au Storting à l'automne 1946 il avait déjà souligné que ⁶⁸⁷: « vue notre expérience de la dernière guerre, une volonté déterminée de continuer de se battre même après une défaite militaire et une occupation constitue une part essentielle de l'état des préparatifs de la défense nationale d'un petit pays »⁶⁸⁸.

Un autre participant fut Vilhelm Evang qui avait dû fuir la Norvège en 1941 pour la Suède d'où il est parti pour Londres travailler au Ministère norvégien de la Défense nationale en exil dans leur Bureau de renseignement. Dans son nouveau poste de chef du renseignement, Evang avait visité Londres en 1947 pour s'entretenir, semble-t-il, avec des Britanniques au sujet de l'organisation des réseaux REP.

Un troisième personnage a participé à ce projet, un ingénieur peut-être dénommé Per Røed (?-1992), qui avec ses amis avait pensé à des préparatifs pour le cas d'une occupation partielle ou entière de la Norvège, dans le but de collecter des renseignements et réaliser des sabotages derrière les lignes de l'ennemi mais cela supposait une préparation bien en amont.

Evang, suite à ses contacts et discussions avec les Britanniques et les Américains, a pu offrir une réponse au plan du 22 mai 1948 dénommé 'Jupiter' dont le but initial était d'établir un réseau de protection des sociétés industrielles norvégiennes et leurs usines contre les infiltrations ou les sabotages – de nouveau suite à l'expérience de la guerre lorsqu'il s'agissait d'empêcher les Allemands de détruire l'appareil industriel norvégien à la fin du conflit. Certaines initiatives privées de cette nature avaient déjà été repérées au cours de l'hiver 1947-1948 et Evang avait choisi certains responsables d'entre elles pour former un groupe d'industriels fiables qui allait travailler avec les services de renseignement. Le but de ce groupe était de se prémunir contre des activités clandestines de cinquième colonne (communistes) dans certaines industries (la parenthèse est d'Olav Riste)⁶⁸⁹.

En 1949, dans une nouvelle phase de développement, un groupe dénommé Rocambole (ROC) a été créé. Il s'agissait ⁶⁹⁰ « d'une organisation secrète militaire de premier plan sous le commandement direct du Chef de la Défense nationale et dont la tâche sera de réaliser des missions isolées d'une importance militaire particulière sur le territoire de la Norvège occupée. La condition est que chaque action simple obéisse à un ordre direct du Chef de la Défense nationale et que la tâche puisse être réalisée avec quelques personnes déterminées et robustes qui ont été organisées, formées et équipées pour de telles missions »⁶⁹¹.

⁶⁸⁷ « *Journal of Strategic Studies* » [La Revue d'études stratégiques]; Volume 30, décembre 2007, numéro 6. p 1000.

⁶⁸⁸ ...in the light of our wartime expérience, a determined will to fight on even after military defeat and occupation is an essential part of a small country's défense preparedness (soulignage par l'auteur).

⁶⁸⁹ « *Isfront. Den kalde krigen i nord* » [Le front de glace arctique. La Guerre Froide dans le Nord], p 179, où Jaklin dénombre nommément les directeurs de cinq sociétés très connues en Norvège à l'époque.

⁶⁹⁰ « *Journal of Strategic Studies* » [La Revue d'études stratégiques]; Vol 30, décembre 2007, numéro 6. p 1003.

⁶⁹¹ ...is a strictly top secret military organization under the direct command of the Défense Chief, whose task will be to perform isolated missions of particular military importance on occupied Norwegian territory. It is a condition that each single action will be on a direct order from the Défense Chief, and that the task can be performed by a few determined and hardy persons who have been organized, trained and equipped for such missions.

A la fin de 1949, la situation semblait être que le ROC (Rocamboles) était en construction et que le but maintenant était d'établir entre quinze et quarante cinq groupes chacun de cinq hommes avec un nombre équivalent de dépôts secrets contenant des explosifs, des armes, des munitions et de l'équipement pour le personnel ainsi que du matériel de communication.

A l'automne 1952, trente deux de ces groupes avaient été formés, du nord au sud on en trouvait quatre dans la province de Finnmark, six dans les départements de Troms et Nordland, quatre groupes dans chacune des régions de Trøndelag et de la côte ouest ainsi que sur la côte sud et trois dans la région d'Oslo. Chacun des groupes disposaient d'un poste radio et d'un opérateur de transmissions radio et un total de quatre vingt onze personnes avaient reçu une formation. Les groupes du nord de la Norvège avaient reçu entre quatre vingt et cent pour cent de leur équipement, dans le reste du pays le niveau de fournitures variait de zéro à quatre vingt pourcent. Ceci ne constituait pas un préparatif complet étant donné qu'ils manquaient aux postes radio leurs plans de transmission, leurs cristaux et leurs codes. Il était prévu que ces éléments soient livrés à la majorité des groupes dans la deuxième moitié de 1952.

Concernant le réseau secret d'agents de renseignement du colonel Evang, celui-ci était toujours en cours de réalisation en 1950 sous un nouveau nom de code 'Lindus', par la suite appelé 'Groupe 27' qui, au mois de mai 1950, avait établi quarante postes de transmission radio dans le sud de la Norvège. Au cours de l'été 1950 la décision a été prise d'établir deux autres réseaux pour collecter et transmettre des informations d'ordre politique et économique à des agents qui étaient en mesure d'être infiltrés en Norvège.

Un autre projet, dénommé groupe cente trente quatre, avait pour base une suggestion émanant de Londres au mois de septembre 1949 de former un groupe dans le but de contre-espionnage en essayant d'infiltrer les services de sécurité de l'ennemi dans le territoire occupé afin de repérer des signes avant coureurs annonçant que leurs propres agents se trouvaient en danger. Cela avait un parallèle dans l'occupation allemande lorsque des patriotes norvégiens adhéraient au « Rassemblement national » [Nasjonal samling] de Quisling dans le but de détecter des plans d'actions contre la Résistance norvégienne.

Au début de 1950 les préparatifs à une occupation ont été étendus pour inclure des rapports sur les mouvements d'avions et navires de l'ennemi. Une autre formation, 'Groupe 45' avait pour tâche de réunir des informations d'ordre météorologiques.

Une autre unité, « Blue Mix » [Mélange bleu] vit le jour, dont les tâches étaient « S'évader et s'échapper » [Evasion and escape] et avait pour tâche de sauver et rapatrier le personnel militaire, surtout les équipages de l'aviation qui avaient dû sauter en parachute ou effectuer un atterrissage forcé dans une zone contrôlée par l'ennemi. Cette unité fut apparemment subdivisée en dix districts, chacun avec son chef, des leaders de groupe, des opérateurs de radio et disposant de dépôts secrets.

En 1951 le commandant suprême de l'OTAN, SACEUR ('Supreme allied commander Europe') a pris l'initiative de créer un Comité clandestin de planification (CCP) en vue de programmer des opérations secrètes. Presque en même temps, un département pour opérations spéciales a été créé dans le cadre du Grand quartier général des puissances alliées en Europe [SHAPE = 'Supreme Headquarters Allied Powers Europe'].

Suite à une réunion tenue le 7 mai 1952, à laquelle Evang avait reçu une invitation pour résumer la situation, les relations entre la Norvège et le CCP ont été clarifiées. Six mois plus tard, un document de base fut distribué, concernant les Opérations par les services clandestins répartis entre les Services secrets, lesquels étaient divisés entre Services de renseignement secrets ainsi que des Actions secrètes de nature opérationnelle ; des opérations par des forces militaires non conventionnelles ou les actions de guérilla et enfin des opérations de combat psychologique.

Comme de coutume concernant l'OTAN, tout ceci impliquait des considérations d'équilibre délicates entre la souveraineté nationale et le désir d'une coordination alliée. Il devrait par conséquent y avoir un accord pour le Gouvernement norvégien d'avoir⁶⁹² « le droit de traiter la situation politique en Norvège dans n'importe quelles circonstances » ainsi que « le droit souverain de contrôler et gérer l'action clandestine qu'elle juge nécessaire pour exercer le contrôle politique en Norvège »⁶⁹³.

Un mémo spécial du janvier 1953 mettait les choses au point: « Au cours de la dernière guerre, le Gouvernement norvégien se trouvait en dehors des frontières du pays, mais ses pouvoirs constitutionnels sont restés légalement intacts et il a exercé ses fonctions en tant que Gouvernement durant toute l'occupation de la Norvège par l'ennemi..... Vues ses expériences, le Gouvernement norvégien considère qu'il est évident qu'il doit garder la responsabilité de la direction politique du pays – même dans les parties occupées du pays. Si la direction du mouvement de résistance était assujettie à un général américain et son personnel international, cela provoquerait une tempête politique dans le pays si cela venait à être connu avant une opération - et après une occupation cela constituerait une base excellente pour la propagande ennemie »⁶⁹⁴.

En 1957-1958, des problèmes ont surgi concernant l'étendue de l'autorité de l'OTAN et celle des Comités clandestins de planification. Un officier américain, basé au quartier général de l'OTAN en Norvège, a été remarqué pour son intérêt pour les affaires de nature militaire générale et des informations sur des citoyens norvégiens ayant une attitude fortement pacifiste ou hostile à l'égard de l'OTAN. Le chef norvégien du programme REP, Karl Evang,

⁶⁹² « *Journal of Strategic Studies* » [La Revue d'études stratégiques]; Volume 30, décembre 2007, numéro 6. p 1012.

⁶⁹³ ...the right to deal with the political situation in Norway whatever the circumstances as well as the sovereign right to control and manage the clandestine effort which it deems necessary to exercise political control of Norway.

⁶⁹⁴ During the last war, the Norwegian government was located outside the boundaries of the country but its constitutional powers remained in legal order and it exercised its functions as government throughout the enemy's occupation of Norway.....Under the influence of these experiences, the Norwegian government views it as self evident that it should retain responsibility for political leadership in the country – also in occupied parts of the country. Were the leadership of the resistance movement to be subordinated to an American general and his international staff, this would incite a political storm in the country if it became known before an occupation – and after an occupation it would provide an excellent basis for enemy propaganda.

a vivement protesté lors d'une réunion du CCP à Paris le 19 novembre 1957, mettant ainsi fin à la crise.

Dès 1953 un plan pour retarder l'avance de l'attaquant en Finlande dans une collaboration Norvège – Finlande avait été élaboré. En 1961, le CCP de l'OTAN avait présenté un projet similaire dont le but était d'identifier des cibles pour les services de renseignement et opérations de sabotage dans le cas d'une invasion de la Finlande par des troupes soviétiques, la Finlande devenant une base pour des opérations militaires contre l'OTAN en Europe.

Les coûts de fonctionnement des réseaux ROC, 'Lindus' et 'Blue Mix' étaient minimes, le personnel étant des volontaires non rémunérés qui recevaient un cadeau à Noël ou le versement d'une compensation pour perte de revenus. La participation au financement par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis a respectivement pris fin en 1966 et 1968.

Les archives n'ont pas été rendu accessibles à Olav Riste après 1970 et l'organisation des REP par districts qui datait des années 1950 a progressivement été abandonnée à partir de la décennie 1970.

En 1978, la police, faisant une descente chez un armateur à Oslo soupçonné de distillation à domicile, est tombée sur un dépôt de pistolets automatiques, mitrailleuses, carabines, bazookas et 20 000 cartouches dans un bunker secret. La révélation du bunker et la réaction du public ont entraîné une réorganisation des REP⁶⁹⁵.

La raison du concept REP avait été dans les années après 1945 de ne pas rester inactif devant les menaces d'une nouvelle guerre qui se profilaient très clairement à l'horizon. Devant le sentiment d'impuissance et la crainte qui a saisi de grandes parties de l'Europe occidentale dans la deuxième moitié des années 1940, une détermination s'est manifestée de ne pas se retrouver dans la même situation qu'en avril 1940, d'où la naissance des REP. Au fur et à mesure que la faiblesse et la peur s'éloignaient la raison d'être des REP commença à disparaître. Si le réseau a encore continué d'exister pendant un certain temps c'est peut-être en partie à cause de l'inertie de la bureaucratie qui permet à des organisations et structures de se perpétuer.

La Norvège constitue peut-être une exception. Etat placé sur la ligne de front avec l'Union Soviétique pendant la Guerre Froide et ainsi victime probable de première heure si la guerre éclatait, après la chute du rideau de fer il reste le voisin d'un Etat à ambitions de Grande Puissance et un passé avec des données démocratiques instables. Ainsi quoique la plus grande partie du programme REP se soit effondrée à la fin des années 1980, sa structure de renseignement est restée. Sa justification officielle se trouve encore dans « La loi norvégienne sur le Renseignement de 1998 » [Norway's Intelligence Act of 1998]. Dans la partie sur la mission des services de renseignement une clause séparée, stipule toujours⁶⁹⁶:

⁶⁹⁵ « *Isfront. Den kalde krigen i nord* » [Le front de glace arctique. La Guerre Froide dans le Nord], p 334.

⁶⁹⁶ « *Journal of Strategic Studies* » [La Revue d'études stratégiques]; Volume 30, déc. 2007, numéro 6, p 1024.

« Le Service de renseignement doit assurer le maintien d'une capacité nationale de recueillir et transmettre informations et renseignements aux autorités norvégiennes à partir d'une Norvège entièrement ou partiellement occupée »⁶⁹⁷.

Dans son ouvrage, « *Isfront. Den kalde krigen i nord* » [Le Front Arctique. La Guerre Froide dans le Nord], l'auteur Asbjørn Jaklin (1956-) nous donne, après un entretien avec Arvid Elvevold (1934-) le 30 août 2007, le parcours de ce dernier dans la structure REP.

Elvevold, garde forestier basé à Karasjok⁶⁹⁸ a 27 ans lorsqu'un ami lui a proposé de faire partie d'une organisation secrète en 1961.

Il s'agissait d'un groupe militaire soumis aux règles les plus strictes de confidentialité. Si la Norvège, ou une partie de la Norvège venait à être occupée, la Défense nationale norvégienne devait garder des personnes derrière les lignes de l'ennemi, des individus qui s'étaient préparés à une telle situation. Il s'agissait de quelques groupes comprenant un petit nombre de participants. Elvevold reçut la formation nécessaire et accepta l'invitation.

Au cours de sa formation, il fut question d'une attaque par l'Union Soviétique et que la Norvège ne devait pas rester sans préparatifs comme en 1940. Une invasion soviétique aurait pu s'arrêter à la hauteur du Lyngenfjorden ou d'Ofotfjorden ou plus encore vers le sud, mais le Finnmark serait de toute manière occupé. Personne ne pensait qu'il serait possible d'arrêter l'avancée soviétique à la frontière entre les deux pays.

Elvevold faisait le long voyage jusqu'à Oslo une fois par an pour suivre des séminaires d'ordre militaire, c'est-à-dire pour apprendre comment effectuer des sabotages derrière les lignes de l'ennemi. On lui avait donné un nom de code avec instructions de ne pas révéler où il vivait, son vrai nom ou sa profession devant les autres participants. Lors de sa première réunion où ils étaient une dizaine de personnes au total, il a aperçu le visage d'une connaissance. Ils se sont salués par une grimace et un sourire mais ont fait semblant de ne pas se connaître.

Ces voyages une fois par an à Oslo pour un garde forestier de Karasjok, cela aurait pu sembler suspect et il lui avait été conseillé de se confier à son épouse et à son employeur. Il a dit à son épouse que s'il y avait invasion par les Soviétiques on s'occuperait d'elle et de leur fille.

Pour ce qui est de l'employeur d'Elvevold il a cru un instant que son garde forestier avait partie liée avec les Soviétiques, et Elvevold a dû approfondir ses explications pour le rassurer⁶⁹⁹.

⁶⁹⁷ The intelligence service shall ensure the maintenance of a national capacity to collect and transmit information and intelligence to Norwegian authorities from an entirely or partly occupied Norway.

⁶⁹⁸ Situé dans la province de Finnmark, Karasjok est la capitale sami et un carrefour culturel du Finnmark, en 2004 population 20 000 personnes en 1943 environ 7000.

⁶⁹⁹ « *Isfront. Den kalde krigen i nord* » [Le front de glace arctique. La Guerre Froide dans le Nord], p 175-187.

Ainsi le secret du programme REP était détenu par la personne qui collaborait dans le programme, très souvent un chef de famille et vue l'étendue de l'organisation on doit supposer qu'elle dénombrerait plusieurs milliers, sinon des dizaines de milliers de personnes informées, y compris les épouses du chef de famille et son employeur (et pourquoi pas une tante ou oncle ou autre parent ou ami de confiance ?). Ces personnes formant avec d'autres, de simples observateurs de la situation, ceux qui savaient qu'il y avait là de gens tenus au secret militaire et qu'il ne pouvait s'agir que de l'éventualité d'une menace possible qui viendrait de l'extérieur et cet extérieur ne pouvait être que l'Union Soviétique.

Cette organisation, dont l'existence et le caractère ont été connus par une partie de la population principalement par voie d'osmose, contribuait ainsi à intensifier le sentiment d'insécurité qui planait sur le quotidien et à marquer d'abord les relations entre Norvégiens et ensuite celles de Norvégiens avec l'extérieur. En effet, on peut supposer qu'on se méfiait des communistes norvégiens plus encore que par le passé et que devant l'extérieur on faisait preuve d'encore plus de prudence (nos italiques).

IV.3 : Les tentatives de regroupements scandinaves et leurs obstacles politiques.

Dans ce chapitre nous allons brièvement regarder, d'un point de vue politique, les problèmes soulevés avec la création du Conseil Nordique, de la compagnie d'aviation SAS, des perspectives d'une Union douanière, d'un Marché commun scandinave et d'une zone de Libre échange scandinave dans la période 1949-1954.

Pour ce qui est du Conseil Nordique, celui-ci a pour origine des idées déjà présentes au XIX^{ème} siècle concernant une coopération dans le secteur industriel, une zone de Libre échange, une Union douanière ou un Marché commun.

La création du Conseil Nordique en 1952 a été vue par beaucoup comme un malheur pour la Norvège. Déjà en 1938, les premières idées concernant une association des pays nordiques avaient vu le jour. En 1951, lors d'une réunion de l'Association interparlementaire scandinave, le premier Ministre danois Hans Hedtoft avait lancé le projet en vue de surmonter la division qui était apparue avec la création de l'OTAN en 1949. La proposition pour une organisation avec des représentants aussi bien des assemblées nationales que des gouvernements était accueillie par une majorité favorable au Danemark et en Suède. En Norvège, le Parti Social-démocrate était pour. La majorité des partis bourgeois par contre y étaient opposés et avançaient le danger d'une gestion social-démocrate scandinave. De plus, la crainte, héritée de l'époque de l'Union, que la Norvège soit dominée par ses voisins scandinaves, se faisait de nouveau jour. De plus, ils présentaient le Conseil Nordique comme le premier pas vers une Union douanière laquelle affaiblirait les liens avec l'OTAN.

Il n'y avait pas de doute que la méfiance historique envers les pays voisins était très importante comme en témoigne l'attitude de Kjell Bondevik (1901-1983)⁷⁰⁰. Il présentait une

⁷⁰⁰ Porte-parole prééminent du Parti Chrétien populaire, et par la suite Ministre de l'Eglise et de l'éducation

attitude de réserve, en disant qu'il n'était pas un opposant à la coopération⁷⁰¹, «... au contraire. J'ai à plusieurs occasions fermement exprimé cela. C'est la forme de la coopération qui n'est pas de mon goût et seulement cela » [... tvert imot. Eg har i fleire høve gjeve sterkt uttrykk for det. Det er forma for samarbeidet som ikkje smakar og berre den].

Il concluait cependant de telle manière que personne ne pouvait douter que ce n'était pas seulement les formes qui l'inquiétaient⁷⁰² : «..... simplement quelques mots au sujet des expériences acquises lors d'une coopération politique scandinave constitutionnelle. Depuis l'Union de Kalmar (fondée en 1397) jusqu'en 1905 elle nous a donné peu de fruits sucrés. On peut bien prolonger la comparaison jusqu'en 1945. Je ne dévoilerai d'aucune manière des aspects du jeu qui se sont déroulés dans les coulisses au cours des années de guerre. Je n'ai pas lieu de le faire et je ne le souhaite pas car je ne veux pas de quelque manière que ce soit me mettre en travers d'une coopération scandinave honnête et valable. Mais lorsqu'on lit et considère quelques-uns des documents de cette période, cela donne à réfléchir. De ce fait, je pense que de toute manière, c'est trop tôt pour fonder aujourd'hui le Conseil Nordique » (nos parenthèses).

Nous notons que le député Bondevik dévoile des sentiments anti-suédois qu'il a dû couvrir depuis fort longtemps et pensons qu'il était loin d'être le seul dans son cas au Storting.

Pour ce qui est de la compagnie d'aviation Scandinavian Airlines System (SAS) où les trois Etats scandinaves étaient entrés dans le capital de la société en 1951, cette création s'appuyait sur une majorité en Suède et au Danemark, et seuls les communistes et le Parti 'Retsforbundet'⁷⁰³ y étaient hostiles. En Norvège cependant, les partis bourgeois montraient une opposition forte, encore une fois basée sur la traditionnelle crainte d'une domination suédoise. Ceux qui étaient contre préconisaient la création d'une compagnie nationale pour le trafic aérien national et de laisser les compagnies étrangères assurer les liaisons internationales. Comme souvent la Droite était divisée et le quotidien « *Dagbladet* » menait une campagne contre en jouant, sans complexes, sur des sensibilités nationalistes.

Lors du vote final au Storting la création de SAS a été votée avec 107 pour et 26 contre⁷⁰⁴.

Nous notons que, de nouveau, ce sont avant tout les sentiments d'hostilité à l'égard de la Suède qui apparaissent au grand jour.

nationale dans le gouvernement de Per Borten, 1965-1971.

⁷⁰¹ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] vol 5, p 147-154.

⁷⁰² ... berre eit par ord om røynslene frå eit konstitusjonelt politisk skandinavisk samarbeid. Heilt frå Kalmarunionen til 1905 gav det oss lite søte frukter. Ein kan gjerne føra samanlikninga fram til 1945. Eg skal ikkje på nokon som helst måte rulla opp noko av det spelet som gjekk føre seg bak kulissane i krigsåra. Det har eg ikkje føresetnader for, og det ynskjer eg ikkje, for di eg på ingen måte vil koma på tverke for eit ærleg og godt nordisk samarbeid. Men når ein les og vurderer sume av dokumenta frå den tida, så vekker det i alle fall til ettertanke. Eg trur difor at det i alle høve er for tidleg i dag å skipa det nordiske rådet.

⁷⁰³ Parti de tendance centre à caractère social et libéral. Source Wikipédia retsforbundet.

⁷⁰⁴ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] vol 5, p 149-150.

Sur un plan général, les forces qui préparaient les perspectives de l'avenir provenaient de la coupure résultant de la création de l'OTAN en 1949 et une pression américaine pour plus d'intégration en Europe à travers le Plan Marshall.

Au mois d'août 1947, un comité d'experts devait élaborer diverses alternatives de coopération scandinave et le Ministre norvégien des Affaires étrangères, Halvard Lange, a reçu le soutien du Comité des Affaires étrangères et de la Constitution pour cette politique.

Au début, la Suède et le Danemark avaient le souhait de réaliser une union douanière scandinave. En Norvège la majorité au Parti Social-démocrate visait une coopération dans divers secteurs délimités avec une réalisation progressive vers une telle union. La raison était que la Norvège se trouvait à un niveau économique et technique inférieur à celui de ses voisins et elle ne pouvait donc pas envisager une union douanière tout de suite. Sans une période d'adaptation longue, l'agriculture norvégienne serait vaincue par celle des Danois et son industrie par celle des Suédois⁷⁰⁵.

Un premier rapport sur l'organisation d'une zone de coopération économique scandinave était prêt à l'automne 1949. En Norvège, les diverses organisations des employés et des industries étaient hostiles, sauf celle des armateurs. Les agriculteurs demandaient une protection de l'agriculture norvégienne, l'Association des pêcheurs y voyait des avantages à condition que les Suédois et les Danois abandonnent les restrictions sur les importations de poissons, l'Association industrielle norvégienne rejetait une coopération scandinave sur la même base que les agriculteurs.

Lors de la réunion des Ministres des Affaires étrangères nordiques au mois de mars 1950, Halvard Lange a proposé, à la place d'une union douanière, une zone de libre échange scandinave limitée. Une des raisons était que parmi les députés, surtout dans le Parti Social-démocrate, un certain malaise était ressenti devant la réserve avant tout norvégienne pour une coopération scandinave. Du côté des gouvernements suédois et danois, le manque de coopération était mis sur le compte des Norvégiens.

Les nouveaux pourparlers au sujet d'une zone limitée de collaboration se sont étendus jusqu'au début 1954. Les trois pays avaient des priorités et intérêts différents, de plus l'atmosphère des contacts était détériorée par des oppositions de personnes et sur certains sujets traités, à un tel point qu'en 1952 les représentants norvégiens ont demandé d'être libérés de leurs mandats, une demande à laquelle le gouvernement norvégien n'a pas accédé. Le rapport final du mois de mars 1954 contenait, de nouveau, une déclaration particulière norvégienne contre à la fois l'association de libre échange et l'union douanière. Comme pour la phase de négociations précédente, les négociateurs norvégiens étaient restés, d'une manière intransigeante, sur leur mandat.

⁷⁰⁵ « *Norsk utenrikspolitikshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] vol 5, p 150-154.

C'est de nouveau Halvard Lange qui a annoncé l'échec des pourparlers. Mais contre toute attente le gouvernement Torp ⁷⁰⁶ (1893-1958) (Député, membre du Parti Social-démocrate) a pris l'initiative, à l'automne 1954, de lancer l'idée d'une Union douanière nordique ou un Marché commun nordique et se proposait d'adopter tout de suite une position de principe à ce sujet, comme le souhaitaient les gouvernements suédois et danois. Mais, devant les protestations des partis bourgeois, le gouvernement social-démocrate norvégien a dû faire marche arrière.

Erik Brofoss (1908-1979)⁷⁰⁷ a pris le relais en proposant en 1954 un marché commun ou une union douanière scandinave. Il considérait que l'industrie norvégienne avait été remise sur pied et était ainsi mieux équipée pour faire face à la concurrence nordique. Au cours de la période de cinq années qui allait suivre, Brofoss s'inquiétait en particulier de l'expansion commerciale allemande, considérée comme agressive.

Dans une note de principe il déclarait sans ambiguïté : « Au moins, vu le danger politique que représente le nouvel impérialisme économique allemand, il est nécessaire pour les pays nordiques d'essayer de consolider leur position économique à travers une coopération active »⁷⁰⁸.

Les nombreuses initiatives en vue de réaliser une coopération nordique ont échoué, même dans des domaines limités, illustrant ainsi des conflits d'intérêts profonds entre les pays et à l'intérieur de certains pays, en particulier en Norvège. Les raisons ont une origine dans l'histoire intra-scandinave et du fait du moindre développement économique de ce pays par rapport à la Suède et le Danemark. Peut-être faut-il rajouter l'appréciation d'Olav Riste lorsqu'il écrit « que les négociateurs norvégiens étaient capables ou peut-être en premier lieu incroyablement têtus »⁷⁰⁹.

IV.4: Anciennes et nouvelles tensions dans la société norvégienne.

Dans ce chapitre nous allons d'abord rappeler en introduction l'effet sur de nombreux Norvégiens des années de la guerre (en exil) avant de traiter les inégalités d'abord entre les élites et le peuple et ensuite entre les différentes couches sociales.

Olav Riste écrit⁷¹⁰ : «Les effets à long terme des années d'exile, sous la forme d'un apprentissage en internationalisme, ont été d'importance égale aux initiatives de politique sécuritaire du gouvernement de Londres. Ce que les cinq années ont permis a été de donner à 70 000 à 80 000 Norvégiens du front extérieur une racine dans un nouveau terreau où les questions internationales portant sur les grands sujets du jour ont constitué des réalités proches et quotidiennes. Ceux qui n'avaient pas été à l'extérieur pendant la guerre voyaient les

⁷⁰⁶ Premier Ministre social-démocrate de 1951 à 1955.

⁷⁰⁷ Economiste et député social-démocrate, Ministre du Commerce et de la Marine marchande de 1947 à 1954. Cf. : Wikipédia Erik Brofoss.

⁷⁰⁸ Ikke minst på grunn av den politiske fare some den nye tyske økonomiske imperialismen representerer, er det nødvendig at de nordiske land prøver på å konsolidere sin økonomiske stilling gjennom aktivt samarbeid.

⁷⁰⁹ « Norge – isolasjonismens siste skanse » [La Norvège – le dernier bastion de l'isolationnisme], article dans « *Aftenposten* » du 1^{er} décembre 1994.

⁷¹⁰ « Norsk tryggingpolitikk frå isolasjonisme til atlantisk integrasjon. *Historisk Tidsskrift* » [La politique norvégienne de sécurité de l'isolationnisme à l'intégration atlantique. Revue d'histoire] nr 3/1993, p 324-325.

choses sous un autre angle. C'est dans l'espace de dissension entre le neutralisme traditionnel norvégien et le nouvel internationalisme résultant des années de guerre que la nouvelle politique norvégienne de sécurité devait prendre forme »⁷¹¹.

IV.4.1 : Tensions entre les élites et le peuple.

Comme nous l'avons déjà vu (voir page 136), l'élite en Norvège est en premier lieu composée d'armateurs à la fois par leur activité d'exploitants de navires marchands qui desservent avant tout des pays tiers et par leur formation très particulière et « internationaliste ». En effet, une formation universitaire souvent commerciale à l'étranger est suivie d'un apprentissage d'un an ou deux auprès d'un agent maritime basé dans un des grands ports du monde. Il en résulte la mise sur pied d'un réseau mondial de contacts et relations de confiance. A ces armateurs s'ajoutent quelques hauts fonctionnaires et des hommes et femmes politiques spécialistes des relations internationales, ces catégories de personnes se démarquant très nettement de la population en bas de l'échelle sociale.

De 1905 à 1935, plusieurs armateurs ont participé à la vie politique, notamment Christian Michelsen (1857-1925), Premier Ministre 1905-1907 ; Gunnar Knudsen (1848-1928), Premier Ministre, 1908-1910 et 1913-1920 ; Johan Ludwig Mowinkel (1870-1943), Premier Ministre 1924-1926, 1928-1931 et 1933-1935⁷¹².

Ce rôle de premier plan dans la vie publique a pris fin avec l'avènement du Parti Social-démocrate et son rôle prépondérant dans la vie politique à partir du gouvernement formé par ce parti en 1935.

Il est à noter qu'après 1945, un ou plusieurs armateurs ont parfois été désignés pour participer au nom du gouvernement norvégien à des réunions de consultation ou comme observateurs internationaux.

La composition de l'élite évolue donc après 1945 lorsqu'elle sera composée de fonctionnaires, hommes politiques, des représentants des médias, etc.

Lors de la campagne pour le référendum en 1972 la Droite [Høyre] a mené une campagne qui avait démarré tardivement sur un modèle « de haut en bas ».

⁷¹¹ O Riste : Like viktig som dei konkrete tryggingspolitiske utspela frå London-regjeringa var likevel langtidsverknaden av åra i eksil, i form av ei læretid i internasjonale og storpolitiske spørsmål var nære og daglege realiteter. Dei som ikkje hadde vore « ute » under krigen hadde andre synsvinklar. I spenningsfeltet mellom tradisjonelle norsk nøytralisme og krigsåras nye internasjonale skulle så etterkrigstidas norske tryggingspolitikk ta form.

⁷¹² Cf. : Wikipédia : *Norges statsministre* [Les Premiers Ministres de la Norvège] et biographies.

Nous citons de notre Mémoire de Master II au sujet de la campagne ⁷¹³: « Même si les deux parties (les Oui et les Non) se sont appuyées sur un militantisme de base, il existait quand même une différence dans ce sens que les Oui s'affichaient avec l'appareil gouvernemental et la plupart des « mass media ». *De ce fait la campagne des Oui avait dans une plus grande mesure l'aspect d'une campagne d'élite venue de la classe dirigeante* (nos parenthèses et italiques).

Le fait que le Ministre des Affaires étrangères, Halvard Lange, utilisait en public l'appellation « les paysans » pour désigner les députés représentant la Norvège des districts, n'arrangeait pas les choses⁷¹⁴.

IV.4.2 : Tensions sociolinguistiques.

Les couches sociales tendent à pratiquer différentes formes de la langue norvégienne courante, épousant souvent des courants politiques opposés.

Lors de la très longue période d'union avec le Danemark il s'est formé en Norvège, de par la présence d'administrateurs danois installés dans les principales agglomérations, une strate sociale, principalement des Norvégiens que l'attrait social et les avantages économiques dérivés de la fréquentation du représentant danois, formaient les 'notables' du lieu qui parlaient une langue norvégienne qui s'est « danisée » sous l'influence linguistique apportée par le délégué en Norvège du Roi à Copenhague.

En effet, la langue que véhiculait le représentant danois, différait de la langue norvégienne parlée et avec le temps évoluait en se voulant plus distinguée. Ainsi cette langue danoise s'est réduite à deux genres, soient le masculin et le neutre, alors que la langue originelle norvégienne comptait toujours le masculin, le féminin et le neutre.

La langue norvégienne d'origine avec les trois genres a été reconstruite dans les années 1850 par Ivar Åsen et a pris le nom de néo-norvégien. Dans cette langue, la fille s'écrit : *jenta* (fém) et la rue : *gata* (fém). Dans la langue danoise parlée et écrite en Norvège, appelée aujourd'hui la langue des livres [*bokmål*], où dans sa forme conservatrice on ne trouve que deux genres, la fille est devenue : *jenten* (masc) et la rue : *gaten* (masc).

Or, ce qui heurtait la sensibilité des gens furent les mots qui se terminaient par la lettre 'a', ce suffixe trahissant le niveau social de la personne, c'est-à-dire principalement les « paysans » et les prolétaires.

L'avènement du Parti Social-démocrate [*Arbeiderpartiet*, mot-à-mot le Parti des travailleurs], s'est avéré décisif dans l'adoption des réformes de 1917 lorsque le *Storting* a

⁷¹³ Voir : Hallé, E. Mémoire de Master II, 2011, p 124-125.

⁷¹⁴ a) Par la Norvège des districts on désigne les parties plus reculées du pays comme certaines vallées, régions côtières et le Grand Nord, toutes à habitat dispersé et densité démographique faible ; b) Par paysan on désigne ici une personne qui cultive la terre et fait de l'élevage, qui exploite la forêt, qui chasse et qui pêche en rivière, dans des lacs et parfois en mer et/ou une personne qui a simplement la mentalité de quelqu'un qui habite une région reculée du pays.

établi la première norme majeure pour les deux langues norvégiennes. Un des hommes politiques travaillistes, l'illustre Halvdan Koht, a été sollicité au début des années 1920 pour élaborer la plate-forme politique du parti pour ce qui était de la langue norvégienne.

Halvdan Koht, président à la fois du « Conseil Norvégien de la langue » [Noregs Mållag] et « Du soulèvement (linguistique) de la contrée de l'est » [Østlandsk reisning], a été sollicité au début des années 1920 pour élaborer la plate forme politique du Parti Social-démocrate pour ce qui était de la langue norvégienne.

Il a publié son rapport en 1921 et il l'a présenté dans un contexte clairement politique. Son point de vue, qui allait trouver un soutien parmi ses collègues travaillistes, était que les intérêts de la classe urbaine ouvrière et la classe rurale des paysans, qui avaient donc pour habitude d'utiliser des mots qui se terminaient dans leur forme définie en 'a' et non en 'en' et qui constituaient la clientèle primordiale des travaillistes, convergeaient pour ce qui était de la langue, ceci ayant pour résultat la création de la notion de « la langue du peuple » [folkemålet]. Il écrivait que : « La lutte pour « la langue du peuple » constitue le côté culturel du mouvement travailliste », et constituait bien sûr une opportunité de faire appel, en même temps, aux électeurs naturels du parti travailliste. Cette idée de convergence a amené le parti travailliste à embrasser l'idéal du « norvégien unifié » [samnorsk], c'est-à-dire une synthèse des deux langues principales en une seule, construite sur la base des formes orales des « gens ordinaires »⁷¹⁵ (nos parenthèses).

La politique s'est ainsi investie dans le combat linguistique norvégien par l'intermédiaire du Parti Social-démocrate qui s'est allié aux partisans du néo norvégien. De cette manière, se creusait un écart plus important entre les « paysans » et prolétaires d'un côté et les bourgeois de l'autre, ce qui à son tour contribua à renforcer les divisions de la société en Norvège.

De plus, les grandes distances à l'intérieur du pays créaient des éloignements et isolements qui reléguèrent les habitants à des contrées souvent reculées et d'accès difficile ce qui leur valait le qualificatif de « paysans ».

Aujourd'hui environ 80 à 90 pour cent de la population en Norvège s'exprime dans la langue des livres [bokmål], qualifié de « langage quotidien cultivé » [dannet dagligtale], et le restant en néo-norvégien.

IV.5 : Une nouvelle donne : la politique de prévention, mue par l'isolationnisme norvégien, ou « un pied dedans, un pied dehors ».

Dans ce chapitre nous allons d'abord considérer comment et où la politique étrangère de la Norvège était formulée, par la suite nous poursuivrons par une étude sur l'OTAN et la

⁷¹⁵ Voir: Hallé, E. Mémoire de Master I, 2010, p 85.

sécurité qu'elle offrait à la Norvège et enfin une présentation de la Communauté européenne de défense.

IV.5.1 : La formulation de la politique étrangère de la Norvège.

L'existence d'un Ministère des Affaires étrangères norvégien, n'apparaît que par une simple mention dans la nouvelle constitution de 1814 qui stipulait dans son paragraphe 33 : « Le Ministre qui a la charge du Département étranger doit posséder son propre protocole où seront enregistrées les affaires qui sont de nature à ne pas devoir être présentées devant le Conseil de Ministres réuni. »⁷¹⁶.

Pendant l'union avec la Suède, les affaires étrangères étaient dirigées par le ministère suédois à Stockholm, la Norvège exerçant une certaine influence qui se développait en se renforçant à travers le temps jusqu'à la fin de l'union en 1905.

Dans cette section nous allons nous référer à divers chapitres de l'Histoire de la politique étrangère de la Norvège et d'un cours donné par Olav Riste.

Depuis 1905, la politique étrangère de la Norvège était déterminée par une conjonction entre le gouvernement et le Storting et à partir de 1918 principalement par son Comité d'Affaires étrangères et constitutionnelles alors que dans la plupart des Etats les rapports avec l'extérieur relève du pouvoir exécutif. En Norvège, la plupart des questions de politique étrangère ont ainsi été présentées puis ont fait l'objet de délibérations au Comité des Affaires étrangères avant d'être formulées, donnant ainsi à la politique étrangère une caractéristique particulière.

Pendant quelques décennies après la deuxième Guerre Mondiale les questions de politique étrangère ont, dans une large mesure, été traitées en réunions à huis clos, non seulement lors des réunions du gouvernement et au Comité des Affaires étrangères, mais également lors de réunions au Storting et de sections de parti politique sur le plan régional.

Les discussions étaient étendues et pointues et les points de vue ne suivaient pas toujours la politique des partis politiques. Pour des affaires importantes il se formait des coalitions au travers des groupements politiques qui aboutissaient fréquemment à des compromis.

Au sujet de la détermination de la politique étrangère, le professeur d'histoire Olav Riste a écrit, à l'occasion d'un cours donné à l'Université de Bergen en 1991, que⁷¹⁷ : « Vu l'engagement très solide de la Norvège dans le monde environnant suite à la Deuxième Guerre Mondiale, il peut

⁷¹⁶ § 33 : Den Statsraad, som forestaaer det udenlandske Departement, bør have en egen Protocol, hvori de Sager indføres, som ere af den Natur, at de ikke bør forlægges det samlede Statsraad.....

⁷¹⁷ *Emne 12: « Norge og verda omkring, Norsk 'avskjerming' »* [Sujet 12: La Norvège et le monde environnant, La prévention norvégienne] dans « Leiv Mjeldheim (red) manuel d'études : Enseignement à distance en histoire de la Norvège 1992. Bergen 1991. Institut d'histoire, Université de Bergen [Studiebok : Fjernundervisning i norsk historie 1992. Bergen 1991 : Historisk Institutt, Universitetet i Bergen].

sembler erroné d'appliquer le mot « isolationniste » aux forces qui s'y sont opposés. Nous avons par conséquent choisi d'utiliser le mot « prévention » au sujet des buts ciblés par ces forces. Dans les faits, cette tendance s'est manifestée de manière à ce que la Norvège dans certains cas soit restée en dehors d'engagements de coopération internationale et dans d'autres cas elle a exigé des arrangements spéciaux. Le vieux souhait des Norvégiens « d'être entre nous » n'a jamais complètement lâché sa prise sur la politique norvégienne dans ses relations avec le monde extérieur – que ce souhait ait sa racine dans des préjugés, dans une crainte instinctive devant l'extérieur ou une volonté de protéger les meilleurs aspects de la culture d'une petite nation »⁷¹⁸.

Nous constatons ainsi que nous sommes devant une politique de la prévention, mue par l'isolationnisme norvégien, ou « un pied dedans, un pied dehors » faite de sélection entre les choix offerts dans une association projetée. C'est à dire que la Norvège s'est fait un arrangement spécial. Cela convenait bien au tempérament norvégien d'après Knut Frydenlund (1927-1987), à l'époque Ministre des Affaires étrangères, qui disait « nous pouvions participer sans participer, ou le contraire » [vi kunne være med uten å være med, eller omvendt]⁷¹⁹.

Les réserves à l'égard des engagements internationaux se sont en particulier exprimées dans le Comité des Affaires étrangères au sujet de la souveraineté nationale et surtout contre l'entrée dans la structure et le maillage des organisations internationales.

Les exigences de souveraineté et le besoin de se faire valoir ont marqué dans une large mesure le combat pour les droits de pêche et d'autres affaires moindres mais symboliques comme la lutte avec la Suède au sujet de la pêche des crevettes dans le fjord d'Oslo, ainsi que la dispute avec le Danemark concernant les droits de pêche au large de Groenland.

Toutefois, quelques membres du comité ont voulu aller plus loin que le Ministre des Affaires étrangères pour ce qui était de la coopération à l'intérieur de l'espace Norden comme dans l'OTAN ainsi qu'avec les organisations économiques européennes. Ils ont aussi regardé avec scepticisme certaines manifestations de se faire valoir sur le plan international, mais ils constituaient une minorité. *Le Comité des Affaires étrangères a avant tout contribué à réduire le rythme et l'étendue de la participation norvégienne dans la coopération internationale organisée.* Les débats ont, dans une mesure importante, permis de dégager des points de vue communs sur le plan national. Au début les désaccords s'annonçaient importants entre les partis, ainsi qu'à l'intérieur des formations politiques, mais ces tensions n'étaient rendues publiques que de manière très atténuée. Il était important, pour un petit pays vulnérable, d'éviter la scène publique au sujet de questions d'importance nationale⁷²⁰ (nos italiques).

⁷¹⁸ I lys av Norges sterke engasjement i verda omkring etter andre verdenskrigen kan det verke misvisande å bruke ordet « isolasjonisme » om dei kreftene som har stritt imot. Vi har difor valt å bruke ordet « avskjerming » om målsettinga for desse kreftene. I praksis har denne tendensen gitt seg uttrykk i at Norge i nokre tilfelle har stilt seg utanfor forpliktande internasjonale samarbeidsordningar, og i andre tilfelle kravt særordningar for Norge. Det gamle norske ønsket om å få « vere for seg sjølv » har aldri heilt slept taket på norsk politikk i forhold til verda omkring – anten ønsket har hatt rot i fordomar, i ei instinktiv frykt for det framande, eller i ein vilje til å verne om dei beste sider i ein liten nasjons kultur.

⁷¹⁹ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 6, p 198.

⁷²⁰ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 5, p 18-19.

Dans le scepticisme à l'égard de la coopération occidentale, le plus remarquable reste ce qu'il convient d'appeler l'opposition nationale conservatrice, mais qui comptait aussi des partisans à gauche (en opposition avec la majorité à l'intérieur même du Parti Social-démocrate au pouvoir), constituée de députés représentant la Norvège des districts, que Lange, le Ministre des Affaires étrangères dénommaient « les paysans »⁷²¹.

Ces « paysans » étaient souvent hostiles à l'OTAN, ils représentaient l'aile gauche du parti Social-démocrate au pouvoir et trouvaient des alliés parmi certains députés dans les partis dits bourgeois, c'est-à-dire le Parti agrarien [Bondepartiet] (le Parti du centre à partir de 1959), la Droite [Høyre], les Libéraux [Venstre] et le Parti Chrétien populaire [Kristelig Folkeparti]. Cette opposition nationale principalement conservatrice représentait une formation peu cohérente avec une adhésion en nombre qui variait d'une affaire à une autre. Ce groupe constituait un élément de désordre pour le gouvernement, à la manière de – et dans une certaine mesure en accord – avec les sceptiques dans son propre parti Social-démocrate⁷²².

J. C. Hauge (1915-2006) le Ministre de la Défense⁷²³, a pris l'initiative de clarifier la position de la Norvège. D'un côté il a cherché à impliquer les puissances occidentales dans la défense de la Norvège, tout en soulignant que la coopération militaire devait être développée de telle manière que « l'élément provocateur » [provokasjonsmomentet] à l'égard de l'Union Soviétique le soit le moins possible et que l'on évite « une ingérence (américaine) excessive dans l'autonomie de l'Europe occidentale » [en urimelig (amerikansk) innblanding i Vesteuropas selvstyre] (nos parenthèses).

La politique de prévention et de réduction de tension [Den avskjermings- og lavspenningspolitikken] que Hauge a développée dans le cadre des garanties des Alliés, se fondait surtout sur la position de la Norvège en tant qu'Etat frontalier avec l'Union Soviétique. Dès le début, le gouvernement devait fermement maintenir « que nous avons à tenir compte de considérations à l'égard de l'URSS et que ces considérations sont en fait des considérations communes [at vi har hensyn å ta til Sovjetsamveldet og at disse hensyn i virkeligheten er felles hensyn].

Cette prévention interdisait le stationnement de troupes étrangères sur le territoire de la Norvège en temps de paix et il était clair que le Nord de la Norvège devait « être laissé en paix » [få være i fred], c'est-à-dire qu'on ne devait pas y organiser des opérations militaires et qu'il fallait la considérer comme une zone tampon entre l'Occident et l'URSS. Le Pacte atlantique devait rester un pacte exclusivement militaire et une évolution dans le sens d'une coopération intégrée avec un état-major commun était hors de question. Les Norvégiens demeuraient aussi sur leurs gardes devant toute forme de domination de grande puissance à l'intérieur de l'alliance.

Hauge reconnaissait que les Etats-Unis constituaient le soutien primordial dans la sécurité de la Norvège et que les Américains avaient eu le désir de voir la Norvège partie prenante à l'alliance. La signification particulière des USA en tant que puissance garante pour

⁷²¹ Voir page 40, note 51.

⁷²² « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 5, p 25.

⁷²³ De 1945 à 1952. Cf. : Wikipédia J.C. Hauge.

la Norvège allait amener, entre les deux, une coopération mutuelle intense à un tel point que l'on pouvait parfois parler d'une alliance dans l'alliance.

Les Norvégiens auraient souhaité collaborer avec la Grande-Bretagne mais elle ne disposait pas de ressources suffisantes et ne voyait pas la Norvège comme justifiant « une relation privilégiée » [a special relationship], car pour elle l'Europe continentale et le Moyen Orient étaient de loin plus importants en ce qui concerne la menace soviétique. C'est donc la coopération dans l'Atlantique Nord qui intéresse en premier lieu les Norvégiens avec les Etats-Unis, le Canada, l'Islande et le Danemark. Cette coopération était en même temps un moyen pour la Norvège d'empêcher ou réduire la signification de la coopération de l'Europe occidentale naissante à laquelle la Norvège ne souhaitait pas participer pour des raisons de politique économique, géographique et culturelle.

Après des négociations étendues avec des partenaires occidentaux parfois récalcitrants, un Commandement Nord [Nordkommando] de l'OTAN fut établi dans la région d'Oslo en 1951 sous une direction américaine et britannique. A la même époque, la Norvège proposa un resserrement des relations dans la communauté Nord Atlantique pour couvrir toutes les formes de coopération en intégrant les organismes existants tels l'OECE et le Conseil de l'Europe et en créant un conseil parlementaire du Nord Atlantique.

Cette politique norvégienne, « fondée à la fois sur la peur et l'espoir » [bygde på både frykt og forhåpninger]⁷²⁴, basée sur des traditions historiques et un sentiment d'appartenance commune avec plusieurs des pays environnants, n'aurait cependant pas vu le jour sans l'existence de l'Union Soviétique sur sa frontière. La menace représentée par celle-ci était en bonne partie à l'origine des efforts d'intégration des pays de l'Europe continentale. A leur tour ces efforts ont fait penser au gouvernement norvégien, comme à l'opposition, à des solutions occidentales et non continentales et sans institutions supra nationales pour l'avenir de la communauté Nord Atlantique. Or en 1955, la Norvège dut enregistrer une déception car sa proposition n'a pas porté les fruits escomptés, la Grande-Bretagne et le Canada ayant certes fait preuve d'une certaine bonne volonté, mais les USA ayant montré peu d'intérêt.

Dans cette période, le thème central de la politique norvégienne a donc été la tension qui existait entre, d'un côté, le développement de l'armement et la défense commune, associé de l'autre côté au souci de toujours préserver sa souveraineté ainsi que les efforts de prévention face aux Alliés pour éviter d'être entraîné dans une intégration plus approfondie. Les attitudes des Norvégiens relevaient en fait d'une manifestation de leur isolationnisme traditionnel⁷²⁵.

De 1949 à 1955, l'intégration étendue, avant tout dans le domaine de la politique de la sécurité, donne à cette période une empreinte particulière, non seulement par rapport à l'entre-deux-guerres et aux années immédiatement après 1945, mais également en comparant avec les années qui ont suivi. Le développement de la défense commune a eu un effet profond

⁷²⁴ « Norsk utenrikspolitikkshistorie » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 5, p 38.

⁷²⁵ « Norsk utenrikspolitikkshistorie » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 5, p 33-44.

sur la politique de la Norvège dans un sens large. Comme le disait le Ministre de la Défense, J. C. Hauge, la somme totale des mesures de coopération constituaient une « révolution »⁷²⁶. A la même époque la Norvège participait aux travaux de l'OECE, du Conseil de l'Europe et du Conseil Nordique⁷²⁷ (nos italiques).

Une telle réorganisation éveillait toutefois une opposition considérable, plus en Norvège que dans d'autres petits états membres de l'OTAN. Il y avait à cela trois raisons principales : a) La Norvège avait comme voisine directe l'Union Soviétique, b) la Norvège constituait un Etat relativement jeune, dont le personnel politique avait grandi pendant le combat pour l'indépendance de la Suède et qui par conséquent veillait sur l'importance de la souveraineté de la Norvège et c) sur le flanc gauche de l'éventail politique se trouvaient des gens qui étaient opposés à toute forme d'intégration politique quelconque avec les Etats occidentaux capitalistes.

Un observateur de la période est Yohann Aucante qui écrit, dans sa thèse de doctorat sur les démocraties scandinaves avec le chapitre sur 'La problématique de l'hégémonie en Norvège', que : « S'il y a un test à effectuer de l'influence des politiques étrangères sur la politique intérieure, la Norvège est un cas d'école et l'OTAN ou la Communauté Européenne sont deux des objets de discorde à partir des années 1950 »⁷²⁸.

Ces quelques lignes nous montrent une formulation norvégienne de la politique étrangère très particulière comparée à celle d'autres pays et où la base, représentée par les députés lors des réunions du Comité des Affaires des étrangères et de la Constitution, occupent une place significative.

IV.5.2 : L'OTAN indispensable à la sécurité de la Norvège.

Dans ce chapitre nous allons continuer à nous référer à des comptes rendus du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, à quatre contributions à la *Revue Militaire norvégienne* ainsi qu'au Grand discours de Gerhardsen devant le Conseil de l'Otan en 1957.

⁷²⁶ Cette période nous rappelle la remarque de F Fukuyama au sujet de Niccolo Machiavel qui avait été « l'un des premiers à réaliser que la politique nationale allait être animée par les exigences impitoyables de la politique étrangère » comme dans le cas de la Norvège enfin obligée de s'intégrer dans un monde environnant suite à la décision qu'elle avait prise de s'allier avec le bloc occidental. Cf. article « *The Modern Prince* » [Le Prince moderne], une recension sur une biographie de la vie de Niccolo Machiavel (1469-1527), publiée par le 'Financial Times' de Londres dans son numéro daté des 6-7 juillet 2013.

⁷²⁷ « *Norsk utenrikspolitikshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 5, p 188.

⁷²⁸ Aucante, Y. : « *L'hégémonie démocratique : institutionnalisation des partis sociaux démocrates suédois et norvégiens comme partis d'Etat*, 2003 ». Chapitre 5.2, p 230.

Réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution le 27 janvier 1950 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen. Møte den 27. januar 1950].

Président: Finn Moe [Formann: Finn Moe].

Le Ministre de la Défense J. C. Hauge : « Les efforts pour la réalisation du Pacte atlantique se déroulent essentiellement dans deux domaines. Il s'agit d'une part de la planification commune à l'intérieur des comités et états-majors centraux et régionaux.....Le deuxième domaine principal concerne le programme d'aide que les Etats-Unis d'Amérique ont voté et qui a pour but de permettre aux pays de l'Europe occidentale de bâtir leur défense au-delà de ce qui leur était possible à l'origine.

.....

S'agissant du deuxième domaine, notre intention était de présenter une proposition lors de la prochaine réunion du Conseil d'Etat⁷²⁹ – pour de bonnes raisons nous ne pouvions pas le faire aujourd'hui – qui contiendra une suggestion de ratification de l'accord sur l'aide à l'armement.

.....

Je suis cependant quelque peu embarrassé de voir maintenant dans les journaux – je l'ai su hier soir – que la signature se fera probablement aujourd'hui. J'avais espéré que nous puissions l'arranger de telle manière que nous aurions justement pu ici même parler de cette affaire alors que les négociations étaient au point de conclure mais avant que la signature elle-même ait eu lieu. Il s'avère maintenant que les Américains sont tout occupés à faire signer cet accord aussitôt que possible et de notre côté nous avons pensé qu'il ne pouvait pas être question maintenant de le faire retarder ».

.....

Le président remercie le Ministre de la Défense pour son compte rendu et invite à questions.

Sven Nielsen, (1883-1958) (député, membre du Parti la Droite [Høyre]) : « C'est naturellement un plaisir de recevoir autant de l'Amérique, mais je ne puis dire autrement qu'il s'y mélange une bonne dose d'armoise dans le vin doux par les conditions auxquelles nous devons souscrire. On n'y peut rien, nous sommes petits et nous sommes donc dans une situation où nous devons tout accepter de cette manière. Je pense surtout qu'il serait souhaitable que l'on évite une administration américaine en Norvège ». (C'est-à-dire des experts américains en Norvège pour veiller à la mise en marche de matériel militaire, la formation du personnel militaire norvégien pour son utilisation correcte, son entretien, les Norvégiens assurant le logement des Américains et couvrant les frais supplémentaires de leur personnel à l'étranger etc) (nos parenthèses).

Friis : « J'ai considéré que ces choses sont liées, le fait que nous participons dans le Plan Marshall, l'Europe occidentale et le Pacte atlantique et que le tout se trouve dans un développement continu. De ce point de vue-là il me semble du plus inquiétant de ce que nous avons appris aujourd'hui qu'un échange de lettres secret a eu lieu (Il s'agit en fait d'un malentendu, le Ministre de la Défense s'étant mal exprimé) » (notre parenthèse).

Utheim (député membre du Parti Libéral): « A la fin de son exposé le Ministre de la Défense a abordé une question que je pense qu'il serait maintenant intéressant d'approfondir. Il s'agissait de l'acheminement de tout ce matériel qui devrait arriver ici, il avait prévu que l'on aurait une action intensifiée du Kominform⁷³⁰ qui nous créerait des difficultés dans ce sens et il n'excluait pas non plus qu'il (Kominform)

⁷²⁹ Réunion hebdomadaire du gouvernement le vendredi, présidée par le Roi.

⁷³⁰ Bureau d'information des partis communistes du monde entier, 1947-1956. Cf. Wikipédia Kominform.

trouverait un appui parmi la confrérie des marins [sjømannsstanden] (norvégiens), mais que l'on avait en préparation une voie de secours. En quoi consiste-t-elle ? Cela signifie-t-il que des équipages refusent de transporter ou de se trouver sur des navires qui transportent ces marchandises, est-on alors prêt à lancer une mobilisation des équipages nécessaires ou comment voit-on toute cette question ?

.....

De plus, je dirai pour ma part que je me joins pleinement aux remarques de M. Friis. Je pense que ceci est en train de se développer d'une manière que nous devons soigneusement évaluer à plus long terme » (nos parenthèses).

Ministre de la Défense J C Hauge : « D'abord une remarque concernant ce sujet sur un plan général. Je dois vous dire que je ne peux pas, pour ma part, partager l'inquiétude qui s'est exprimée ici que dans la réalité nous allons nous fourvoyer avec ce programme d'aide ou accepter des conditions qui nous feraient honte.

.....

Et puis la dernière question soulevée par M. Utheim. Je me suis peut-être exprimé d'une manière trop obscure – je vais essayer de clarifier. Je ne suis pas vraiment inquiet à ce sujet en Norvège. Mais il y a en Norvège aussi parmi les dockers certaines *possibilités* d'agir sur bases idéologiques avec une sorte de slogan et *la voie de secours* dont j'ai alors parlé – mais j'ai peut-être mal choisi ce mot - consiste à prévenir la formation de tels conflits..... Je pense qu'au premier abord il faut tout faire pour éviter des difficultés liées au déchargement de ce matériel dans des ports norvégiens. C'est que l'on a aussi quelques possibilités d'examiner la situation auparavant. Il peut s'agir de quels ports on utiliserait lors de l'importation du matériel, il peut s'agir des horaires, il peut s'agir de la composition des cargaisons.....le déchargement de munitions est toujours une chose très difficile dans un grand nombre de ces ports. Il existe un vieux conflit sur le supplément à payer pour un travail dangereux.... et qui peut bien amener des difficultés » (italiques dans le texte original).

.....

C. J. Hambro: « Je présume que cette réunion est à titre d'information pour ceux qui sont présents.....Mais je suppose qu'il n'est pas possible de notre côté de faire autre chose que de le (l'accord) ratifier ou refuser de le ratifier et je voudrais dire et souligner les scrupules très profonds que je ressens devant la politique internationale qui dans la réalité lie le Storting avant même que le Storting ait eu la possibilité de prendre position par rapport aux détails ou de s'y prononcer. Je ne suis pas un adhérent ardent d'accords qui sont établis entre experts ou négociateurs militaires qui ont une autorité qui n'est pas comme celle d'autres négociateurs qui ont été constitutionnellement vérifiés par le Storting (notre parenthèse).

.....

Et je voudrais ensuite exprimer que je comprends bien les paroles du Ministre de la Défense qu'il trouvait un avantage à disposer sur un plan pratique d'Américains ici en Norvège concernant ces choses ; cela est naturellement un fait vrai. Je pense qu'il aurait été préférable que nous ayons des gens de chez nous en Amérique qui y auraient appris à manier ces choses de manière que *nous* n'ayons pas besoin d'avoir les Américains ici ».

.....

« J'attire l'attention du Ministre de la Défense sur un rapport de la réunion sur la paix à Paris où une dame, Mme Mimi Sverdrup Lunden ⁷³¹ (1894-1955), s'est présentée comme déléguée norvégienne et qui apportait un hommage aux femmes héroïques qui avaient participé à la protestation contre le Pacte atlantique sur la place Eidsvoll⁷³² devant le Storting, en dépit du fait qu'on leur avait fait ouvertement savoir qu'elles se retrouveraient dans un camp de concentration américain si elles osaient manifester de cette manière. Je demande

⁷³¹ Mme Sverdrup fut pédagogue, auteure, traductrice, combattante pour la paix et pour les femmes, contre la bombe atomique et l'OTAN ; dans la famille Sverdrup il y avait plusieurs personnalités publiques très connues.

⁷³² Eidsvoll est la ville où a été signée la constitution de la Norvège en 1814.

que le Ministère des Affaires étrangères procure au Ministère de la Défense le compte rendu officiel en provenance de France. Mme Sverdrup Lunden n'a pas à ce jour protesté contre – cela ne veut pas dire pour autant qu'elle l'acceptera mais cette petite chose a éveillé une certaine attention. Et lorsqu'on voit maintenant que la même Mme Mimi Sverdrup Lunden a été appelée, par la régie norvégienne de radiodiffusion [Norsk Rikskringkasting], pour exposer ces jours-ci à la moindre occasion les conditions en dehors en Europe continentale, sur l'aide aux enfants grecs et à d'autres enfants, l'impression est donnée dans ce rapport qu'il ne peut de toute façon y avoir une chose qui s'oppose aux faits concrets ou contre l'opinion norvégienne qu'on les mettra dans un camp de concentration américain. Je mentionne cette petite chose car, reliée à d'autres éléments rapportés dans la presse en provenance de sources qui ne sont pas spécialement favorables à la Norvège, elle pourrait contribuer à créer une atmosphère qui nous causerait un certain inconfort lorsque nous nous y attendrons le moins et je pense qu'il est bon de le savoir.

.....

Nous avons fait quelques pas dans ce sens, le Storting y a participé et l'a trouvé nécessaire, mais nous avons des raisons d'examiner chaque point et d'être très prudents et nous avons aussi des raisons d'exprimer l'opinion comme quoi nous ne ressentons pas de plaisir immédiat ou satisfaction en cédant la moindre partie de notre souveraineté à une puissance étrangère ou un groupe de puissances sans que nous l'ayons discuté dans le moindre détail à l'intérieur des organes que le Storting a créé pour de telles discussions.

Je suis naturellement en accord avec Oscar Torp dans ce que le Storting a choisi – c'est bien cela que j'ai exprimé et le gouvernement a bien agi dans le cadre du pouvoir attribué par le Storting. Mais je dois émettre des réserves au Ministre de la Défense lorsqu'il pense que le gouvernement aurait pu achever ce traité en vertu de la résolution précédente du Storting sans le soumettre au Storting. Je vous rappelle l'article 26 de la Constitution : « Des Traités concernant des affaires d'importance particulière et de toute manière des Traités dont la réalisation d'après la Constitution nécessite une nouvelle loi ou une résolution du Storting, ne deviennent un engagement que lorsque le Storting a donné son approbation ». Et un Storting précédent ne peut pas par une autorisation en blanc dépouiller un Storting ultérieur de la possibilité d'exercer un pouvoir que la Constitution lui attribue. D'un autre côté, un Storting se sentira naturellement dans une grande mesure tenu par des décisions qui ont été conclues auparavant mais cela ne signifie pas que l'on ignore ce qui constitue clairement le propos de la Constitution » (nos parenthèses).

Ministre Hauge: « Permettez-moi de vous lire le texte de la résolution du Storting – je suis d'accord avec M. Hambro pour dire qu'elle est bien sujette à interprétation : « Le Storting se déclare d'accord pour que le Roi ou celui à qui il en donne le pouvoir, s'engage avec les Etats-Unis pour la livraison de matériel (militaire) pour la Défense (de la Norvège). L'annonce concernant l'engagement est à présenter au Storting au plus tôt » Je ne pense pas qu'il est d'usage de présenter des affaires à ratifier sous la forme d'une annonce..... Cela c'est la résolution. Mais je voudrais répéter que je suis heureux de pouvoir choisir cette voie pour procéder, plutôt que de devoir, au mois d'octobre ou novembre, peut-être utiliser la résolution dans son application extrême » (nos parenthèses)⁷³³.

Nous constatons les réticences de députés de gauche devant le risque d'une trop grande intrusion d'Américains [framande] et leur présence en Norvège - révélant ainsi une facette de leur isolationnisme - en liaison avec la livraison de matériel militaire (et la proposition de M. Hambro, député de la Droite, de faire former du personnel norvégien sur le nouveau matériel non en Norvège mais aux Etats-Unis avant la livraison !) ; de même les

⁷³³ Voir Annexe VI, TS.01 réf : 500127, avec les textes en norvégien des interventions de Hauge, Nielsen, Friis, Utheim et Hambro, p 406.

soucis causés par l'influence de Kominform sur les marins et les dockers dans les ports. Nous remarquons aussi les inquiétudes engendrées par Madame Mimi Sverdrup Lunden qui a l'air d'agir comme une porte-parole et opposante au Pacte atlantique au moment même où l'accord avec les Américains est sur le point d'être signé à Oslo.

Réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution le 11 septembre 1950 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen. Møte den 11. September 1950]

Président: Finn Moe [Formann: Finn Moe]

Le Président: « La réunion a été convoquée pour permettre au Ministre des Affaires étrangères d'exposer comment toute cette question de l'accroissement de l'état de préparation militaire se présente sur le plan international – *nous sommes bien sûrs obligés de voir notre travail dans une perspective de ce qui se fait maintenant sur le plan international* - et d'autre part nous informer un peu sur la réunion du Conseil du Pacte atlantique, qui aura lieu le 15 septembre..... ».

Le Premier Minister Gerhardsen: « La demande qui a été reçue à Londres par le Comité permanent (des représentants des Etats membres de l'OTAN).....s'adresse aussi à la Norvège comme aux autres.... C'est bien, d'après ce que j'entends, le Ministre des Affaires étrangères qui, lors de la réunion prochaine des relations extérieures, répondra de la part de la Norvège. Il est indiqué dans la demande adressé au Comité permanent que les Etats membres doivent tout de suite et sans réserve assumer les tâches pour ce qui concerne la mise en place et la fourniture de l'équipement des forces armées en vue de réaliser le plan de défense à moyen terme. Elle (la demande).... visait la réalisation dès 1952 du programme qui couvrirait la période jusqu'en 1954 et c'est cela que nous avons, chez nous, cherché à atteindre à travers les propositions qui ont été présentées au Storting où, entre autres, il est stipulé, que le Gouvernement, dans sa réponse à la requête américaine a fait savoir « qu'il travaille sur des plans pour accélérer la mise en place des préparatifs militaires au cours des années 1951 et 1952 dans le but d'atteindre, déjà à la fin de 1952, le niveau prévu pour 1954 d'après les plans qui jusqu'à maintenant ont été appliqués » (nos parenthèses).

Le Ministre des Affaires étrangères Halvard Lange : « Ensuite c'est le 3ème point parmi les recommandations des représentants qui concerne l'activité officielle d'information dans le cadre de l'organisation du Pacte. On y a senti comme une faiblesse large de la part des démocraties que dans la guerre de propagande nous sommes dans une très grande mesure loin derrière les Russes et les Etats totalitaires. Il faut avouer que du point de vue de la propagande ils ont constamment pris l'initiative et qu'ils ont eu le dessus..... ».

C. J. Hambro: « Qui représente la Norvège à Londres?

Le Ministre des Affaires étrangère Halvard Lange : « Pour l'instant le chef de division Dalstø est le président de la délégation accompagné de 4 représentants de l'Association norvégienne des armateurs, un autre pour les organisations d'équipages et des marins, en plus du chef de bureau Nordland du Ministère des Affaires étrangères qui y traite des affaires maritimes.

Le 7^{ème} point de l'ordre du jour concerne la demande de la Turquie d'être invitée à se joindre au Pacte atlantique.... Nous savons par nos ambassadeurs à Londres et à Washington qu'elle soulève peu d'enthousiasme.

Notre réaction va de soi. Pour nous il n'est pas souhaitable que le Pacte soit élargi de cette manière. Le nom prendrait alors l'aspect d'une caricature et toute la coopération serait en danger d'apparaître comme une coalition anti russe. Tout le contenu idéologique dans cette collaboration, le côté positif, le travail pour les valeurs communes de base démocratiques et nord-atlantiques seraient dilués. D'autant plus que si on dit oui à la Turquie, il serait difficile de dire non à la Grèce et de même à l'Iran, s'ils se présentaient.... » (nos italiques)⁷³⁴.

Nous retenons d'abord que le Président du Comité se sent obligé de souligner d'une manière appuyée et de rappeler que le travail des députés se place dans une *perspective de ce qui se fait maintenant sur le plan international*, c'est-à-dire que l'abandon de l'isolationnisme lorsque la Norvège a intégré le Pacte atlantique en fait maintenant une obligation. En deuxième lieu le point très important traité par Gerhardsen au sujet de l'accélération des préparatifs prévus pour 1954 qui doivent être atteints déjà en 1952 qui sous-entend un effort important fourni par la Norvège pour y arriver. Enfin, l'élargissement de l'OTAN à une zone géographique non atlantique, apparaît difficilement acceptable pour la Norvège. Nous relevons également que la délégation norvégienne à Londres comprend des représentants des armateurs.

Réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution le 29 mai 1951 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen. Møte den 29. mai 1951].

Président : Finn Moe.

Le Président: « Comme on a pu le voir sur la convocation, la réunion a pour but de laisser le Ministre des Affaires étrangères nous donner un aperçu de la situation concernant l'adhésion de la Turquie et de la Grèce au Pacte atlantique, une question qui d'après les journaux est devenue d'actualité ces derniers temps, et sur laquelle nous devons, comme membre du Pacte atlantique, prendre position ».

Nous lisons bien que la presse norvégienne est informée des candidatures d'adhésion à l'OTAN de la Grèce et de la Turquie mais pas les parlementaires !

Le Ministre des Affaires étrangères Halvard Lange: « Nous avons délibéré à ce sujet avant la réunion du Conseil du Pacte atlantique au mois de septembre de l'année dernière et avons l'intention de nous déclarer alors très sceptiques. les trois Grandes Puissances, les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et la France étaient d'accord qu'aucune d'elles ne se propose d'accepter la demande de la Turquie et de la Grèce.

..... Le fait que la Grèce et la Turquie deviennent membres va affaiblir une grande partie du contenu de la coopération atlantique sur le plan des idées car il ne nous est pas facile de reconnaître sans plus le statut de la Turquie et de la Grèce en tant que démocraties au même niveau de développement que les pays occidentaux et ceux de l'Europe du nord.

⁷³⁴ Voir Annexe VI, TS.01 réf: 500911, avec les textes en norvégien des interventions de F Moe, Gerhardsen, Lange et Hambro, p 408.

.....Il faut bien compter qu'une adhésion au Pacte de la Turquie et de la Grèce sera perçue par l'Union Soviétique comme une nouvelle défaite diplomatique au moins pour elle et que cela sera exploité dans la propagande russe et communiste dans le sens que ce serait là une nouvelle preuve que la coopération atlantique, loin d'être une coopération de défense, constituerait une coopération à buts agressifs dirigés contre l'Union Soviétique. La propagande aura ses effets à l'intérieur en Russie, elle aura ses effets dans les pays satellites de l'Europe orientale et elle en aura bien aussi auprès de ceux dans les pays de l'Europe occidentale et ceux des membres du Pacte atlantique qui déjà ont une position de doute à l'égard de la coopération atlantique et qui se posent la question de savoir s'il s'agit véritablement dans la réalité d'une coopération défensive ».

C. J. Hambro: « Toutes les préoccupations dont a parlé le Ministre des Affaires étrangères auprès de l'opinion en Norvège sont présentes, mais je crois qu'elles le sont à un degré bien plus fort que ce que le Ministre des Affaires semble croire en ce moment..... : Est-ce que le Storting et est-ce que le peuple auraient donné leur assentiment solide au Pacte atlantique si nous avions su auparavant que la Turquie et la Grèce allaient être de la partie et que nous serions entraînés dans ce kriegspiel tout entier qui pourra facilement se développer au Proche Orient.... »⁷³⁵.

Ce compte rendu fait état des sentiments que soulèvent la perspective de l'entrée de la Grèce et la Turquie dans l'OTAN et on pourrait même dire les cas de conscience ressentis par beaucoup de parlementaires et citoyens norvégiens à ce sujet ainsi que les conséquences à l'intérieur du bloc de l'est et dans les relations entre celui-ci et les pays occidentaux. Pour nous, l'argument de Hambro sur l'état de l'opinion semble tout à fait justifié.

Nous présentons maintenant un aperçu de la position de la Norvège dans le développement international de l'OTAN en 1957, presque 8 années après la fondation de l'organisation en 1949, telle qu'elle a été définie par Einar Gerhardsen, le Premier Ministre norvégien, lors de la réunion du Conseil de l'OTAN à Paris au mois de décembre 1957, sa communication étant restée dans l'Histoire comme le « Gerhardsens store tale » [Le Grand discours de Gerhardsen]⁷³⁶».

A l'automne 1956, devant la multiplication des essais atomiques avant tout soviétiques et sous la pression de l'opinion publique en Norvège, Gerhardsen avait déclaré, dans une réunion du Comité de sécurité du Gouvernement « soutenir toute proposition qui soit objectivement fondée en vue d'un désarmement contrôlé » [støtte ethvert saklig begrunnet forslag som tok sikte på kontrollert nedrustning]⁷³⁷.

Dans le combat politique sur la défense nationale entre 1955 et 1962 il s'agissait de savoir si la Norvège allait recevoir des armes atomiques tactiques en temps de paix tant que les Etats-Unis ne cèdent point le contrôle final de leur utilisation, cela impliquant que du personnel militaire américain soit stationné sur le sol norvégien. Cela pourrait entraîner des

⁷³⁵ Voir Annexe VI, TS.01, réf : 510529, avec les textes en norvégien des interventions de F Moe, Lange et Hambro, p 409.

⁷³⁶ S Bjørlo. : « *Gerhardsens store tale. Norge og NATOs rådsmøte i Paris 1957* ». [Le grand discours de Gerhardsen. La Norvège et la réunion du Conseil de l'OTAN à Paris 1957] Mémoire d'histoire, l'Université d'Oslo, 1973. [Hovedopphave i historie, Universitetet i Oslo, 1973].

⁷³⁷ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 5, p 236-237.

problèmes par rapport à la politique norvégienne de ne pas accepter des bases militaires étrangères en Norvège en temps de paix.

A la question posée par Nicolaï Boulganine (1895-1975) au printemps 1957 alors qu'il était Premier Ministre soviétique, de savoir si la Norvège allait accepter l'établissement de bases atomiques en Norvège, la réponse assez pointue laissait au Ministre des Affaires étrangères, Halvard Lange, une certaine liberté de manœuvre, alors que Gerhardsen aurait voulu faire comprendre aux Soviétiques que la Norvège refuserait de telles armes sur son sol.

Gerhardsen avait essayé de faire adopter son point de vue lors de différentes réunions, comme celle de la « Fédération nationale des syndicats de salariés » [LO = Landsorganisasjonen] et à la réunion nationale du Parti Social-démocrate, sans succès définitif, l'organe du parti au gouvernement, « *Arbeiderbladet* », ainsi que le Ministre des Affaires étrangères ayant déclaré que la décision finale devait être débattue et résolue par le Storting.

L'ébauche de déclaration sur la politique norvégienne, en norvégien, à rendre public lors de la réunion à Paris ne faisait aucune mention de la question du stationnement des armes nucléaires sur le sol norvégien.

Or dans sa forme finale, élaborée par Gerhardsen lui-même, il est déclaré⁷³⁸: «.... Le gouvernement norvégien envisagera avec intérêt les différentes propositions qui seront présentées concernant une intégration plus étroite de la défense de l'OTAN. Ces propositions auront besoin d'une concrétisation plus approfondie et l'occasion nous sera donné d'y revenir lors d'une conférence ministérielle au printemps. Je dois cependant à ce sujet rappeler que dès la fondation de l'OTAN, la politique de la Norvège a été de ne pas stationner des forces armées étrangères sur notre territoire tant que nous ne serons pas menacés ou la cible d'une attaque. Nous ne voyons aucune raison de modifier cette politique. Nous n'avons pas non plus des plans pour permettre l'établissement de dépôts d'armes nucléaires sur le territoire de la Norvège ni l'installation de bases de lancement de missiles à moyenne portée (IRBM = 'Intermediate-range ballistic missile') »⁷³⁹.

Dans les milieux de l'OTAN à Paris à l'époque, certains sujets politiques étaient tabous au point qu'il était vu comme déloyal de les soulever.

Dans la déclaration de Gerhardsen on dénombre pas moins de six sujets de cette nature :

⁷³⁸ S. Bjørlo. : « *Gerhardsens store tale. Norge og NATOs råds møte i Paris 1957* ». [Le grand discours de Gerhardsen. La Norvège et la réunion du Conseil de l'OTAN à Paris 1957], p 51.

⁷³⁹den norske regjering (vil) med interesse overveie forskjellige forslag som vil bli lagt fram om nærmere integrering av Nato forsvaret. Disse forslag vil trenge nærmere konkretisering, og det vil bli anledning til å komme tilbake til dem på en Ministreskonferanse til våren. Jeg må imidlertid i denne forbindelse minne om at det helt fra Nato's grunnlegging har vært Norges politikk ikke å stasjonere fremmede stridskrefter på vårt territorim så lenge vi ikke er truet av eller er utsatt for angrep. Vi ser ingen grunn til å endre denne politikk. Vi har i Norge heller ingen planer om å la opprette lager av atomvåpen på norsk område eller installere utskyttingsbaser for mellomdistanse raketter (IRBM) (nos parentheses).

- 1) « Refus du stationnement de forces armées étrangères » [Nei til fremmede stridskrefter].
- 2) « Refus des armes atomiques sur le territoire de la Norvège » [Nei til atomvåpen på norsk jord].
- 3) « Refus des missiles de moyenne portée » [Nei til mellomdistanseraketter (IRBM)].
- 4) « Mention d'une zone militaire 'clairsemée' en Europe » [Nevnet tanken om et militært 'uttynnet' område i Europa].
- 5) « Report de la décision de principe sur les missiles IRBM dans l'OTAN » [Utsettelse av prinsippvedtaket om IRBM i Nato].
- 6) « Contact direct Washington-le Kremlin » [Direkte kontakt Washington - Kreml].

Bjørlo écrit : « Le discours a dû constituer une déception pour les Etats-Unis, la Norvège ayant clairement pris ses distances par rapport aux souhaits des Américains »⁷⁴⁰.

La presse nationale et internationale montre le retentissement du discours de Gerhardsen.

Le journal norvégien « *Dagbladet* » titrait le lendemain de son intervention : « Le Non de Gerhardsen peut empêcher une résolution sur les missiles lors de la réunion à Paris » [Gerhardsens NEI kan hindre rakett-vedtak på Paris-møtet] ; « à la radio française on qualifiait le discours 'd'une nouvelle importante' au début du journal du matin » ['viktig nyhet' omtrent først i nyhetssending i fransk radio] ; « *Le Monde* » a consacré autant de place à Gerhardsen qu'aux quatre Grands, soient Eisenhower (1890-1969), Dulles (1888-1959), Adenauer (1876-1967) et MacMillan ; le quotidien norvégien « *Aftenposten* » à Oslo titrait : « Le discours de Gerhardsen éveille l'intérêt des USA » [Gerhardsens Paristale vekker interesse i USA] ; dans le « *New York Herald Tribune* » édition de Paris, on lisait : « Oslo demande un report de la décision (sur les missiles) » [Oslo ber om utsettelse av avgjørelsen] ; le journal danois « *Berlingske Tidende* » écrivait que : « Gerhardsen parla carrément contre Rome »⁷⁴¹ lorsqu'il proposa des pourparlers entre les seules Grandes Puissances » [Gerhardsen talte Roma midt i mod, da han foreslo drøftinger mellom supermaktene alene] ; le quotidien danois « *Social-Demokraten* » titrait en première page : « La décision sur les bases de missiles devra être reportée » [Afgjørelsen over rakett baser bør utsettes].

Bjørlo écrit : « La réaction occasionnée par le discours a effrayé le Premier Ministre Gerhardsen » [Statsminister Gerhardsen ble forferdet over den reaksjon talen vakte] et « n'est-il pas bien naïf de la part d'un

⁷⁴⁰ S. Bjørlo. : « *Gerhardsens store tale. Norge og NATOs råds møte i Paris 1957* ». [Le grand discours de Gerhardsen. La Norvège et la réunion du Conseil de l'OTAN à Paris 1957], p 53.

⁷⁴¹ Cette expression emprunte au roi norvégien Sverre (environ 1150-1202) qui, menacé d'excommunication par l'archevêque de Norvège en 1194, se défendit en écrivant directement au pape à Rome ; à l'époque on disait que « Sverre parla carrément contre Rome » [Sverre talte Roma midt imot]. Par la suite, cette formule fait allusion, entre autre, au Traité de Rome, acte fondateur de la CEE qui allait devenir l'Union Européenne et elle est entrée dans le langage de tous les jours.

homme d'état de lancer une proposition dans un forum international comme s'il s'agissait d'une réunion locale du parti politique ? » [er det ikke vel naivt av en statsmann å lansere forslag i et internasjonalt forum som om det skulle være et lokalt partimøte ?]⁷⁴².

Aussi un compromis fut décidé par la Norvège expliquant que « la Norvège n'avait jamais voulu opposer un veto contre une résolution de principe (concernant l'installation de bases de lancement de missiles). La Norvège n'avait cherché qu'à profiter de l'occasion pour souligner sa position particulière à ce sujet tout en espérant influencer les représentants des autres délégations. Cela n'a malheureusement pas pu se faire, car des forces plus puissantes avaient voulu autre chose » (nos parenthèses)⁷⁴³.

La délégation a effectué le retour à Oslo en empruntant le train, (sauf le Ministre du commerce Skaug qui a pris l'avion) ce qui lui a permis de réfléchir à ce qui s'était passé et de se préparer à l'accueil à Oslo. A bord, l'esprit de conciliation n'a pas prévalu car plusieurs des participants n'étaient pas satisfaits des résultats de la réunion.

Bjørlo termine par quelques réflexions sur l'homme d'Etat Gerhardsen qui nous semblent pertinentes. Le trait de fond de Gerhardsen est son aspiration à atténuer les différences et à réconcilier. Ce besoin de réduire les oppositions vaut sur tous les plans politiques : l'homme du Parti qui considérait toujours comme un but central de maintenir le parti rassemblé, la division étant une chose à rejeter. En tant que Premier Ministre il essayait d'atténuer les relations tendues entre le mouvement ouvrier et les partis bourgeois. Plus que d'autres hommes politiques occidentaux, il œuvrait pour créer une plateforme de pourparlers entre l'est et l'ouest..... Lors de sa visite à l'Union Soviétique au mois de novembre 1955 il avait établi une relation de confiance avec les plus hauts responsables politiques soviétiques⁷⁴⁴, qui plus est Gerhardsen croyait en la supériorité du modèle soviétique sur le modèle du monde occidental capitaliste⁷⁴⁵.

Ces quelques lignes résument bien les événements et soulignent la position originale de la Norvège dans l'espace international en 1957, telle que le Premier Ministre la voyait, qui n'était pas celle de tous ces collaborateurs.

Dans un article paru dans la « Revue militaire norvégienne » [*Norsk militært tidsskrift*, (NMT)] par le Lieutenant-colonel N Borchgrevink (1918-)⁷⁴⁶ intitulé : « Notre position dans l'OTAN » [Vår stilling i NATO], l'auteur écrit :

⁷⁴² S. Bjørlo. : « *Gerhardsens store tale. Norge og NATOs rådsmøte i Paris 1957* ». [Le grand discours de Gerhardsen. La Norvège et la réunion du Conseil de l'OTAN à Paris 1957], p 62 et 64.

⁷⁴³ S. Bjørlo. : « *Gerhardsens store tale. Norge og NATOs rådsmøte i Paris 1957* ». [Le grand discours de Gerhardsen. La Norvège et la réunion du Conseil de l'OTAN à Paris 1957], p 62-63.

⁷⁴⁴ S. Bjørlo. : « *Gerhardsens store tale. Norge og NATOs rådsmøte i Paris 1957* ». [Le grand discours de Gerhardsen. La Norvège et la réunion du Conseil de l'OTAN à Paris 1957], p 103.

⁷⁴⁵ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 5, p 194-198

⁷⁴⁶ Les Annales des NMT 1957, p 21-29.

.... « L'histoire de la guerre – surtout la nôtre – montre comment la trop grande influence d'officiers étrangers peut avoir des conséquences malencontreuses. Par étranger on pense ici à des officiers qui « vont et viennent » et non les nombreux officiers étrangers qui avec le temps se sont établis dans notre pays en acquérant une connaissance des conditions. Mais dans l'OTAN les officiers ne restent que deux ou trois ans. Maintenant, les officiers britanniques, et ce sont eux qui remplissent le rôle principal à Kolsås⁷⁴⁷ ont leur propre manière pour s'orienter et s'adapter à des conditions inhabituelles. Cela provient de leurs nombreuses campagnes sous tous les cieux.

.....
Une méconnaissance des conditions géographiques et climatiques peut cependant être compensée par une compétence professionnelle et une expérience de la guerre. Et si nous avons si facilement digéré une organisation du commandement qui est dominée par des étrangers, ce n'est pas seulement parce que nous n'étions pas en mesure de fournir assez d'officiers mais également parce qu'il nous manquait la formation et l'expérience, avant tout l'expérience de la guerre.

.....
La structure du commandement comporte également un complexe affectif. Nous accueillons bien volontiers la visite de bâtiments d'une force navale étrangère, les élèves étrangers à des cours norvégiens et la participation d'unités alliées lors de manœuvres en Norvège. Mais comme Norvégiens, nous sommes ainsi faits qu'il ne nous plaît point que l'image permanente soit trop dominée par des uniformes étrangers, peu importe les sentiments d'amitié que nous pourrions avoir pour la patrie de l'uniforme. Nous n'en avons pas l'habitude comme dans d'autres pays membres de l'OTAN et cela relève de conditions historiques que nous ne pouvons pas ignorer »⁷⁴⁸.

Dans cet article le lieutenant-colonel Borchgrevink nous rappelle en premier lieu le manque d'expérience de la guerre des Norvégiens et qu'ils n'ont eu d'autre choix que d'accepter l'organisation du commandement de l'OTAN chez eux. Il fait d'autre part allusion au trait marquant que nous, Norvégiens, « aimons être entre nous » [være for oss sjøl], donc garder nos distances par rapport à l'extérieur et limiter, dans le temps au moins, la présence d'étrangers sur le sol norvégien, autre expression de l'isolationnisme norvégien latent.

⁷⁴⁷ Quartier Général de l'OTAN en Norvège situé dans la partie nord-ouest d'Oslo.

⁷⁴⁸ Krigshistorien – ikke minst vår egen – viser hvor uheldig det kan være når utenlandske offiserer får for stor innflytelse. Med utenlandske menes her offiserer som « kommer og går » og ikke de mange utenlandske offiserer som i tidens løp slo seg ned i vårt land og erhvervet seg kjennskap til forholdene. Men i NATO blir offiserer bare to til tre år. Nå har britiske offiserer, og det er de som spiller hovedrollen på Kolsås, en egen evne til å orientere seg og tilpasse seg uvante forhold. Det viser deres mange felttog under alle himmelstrøk.

.....
Ubekjentskap med geografiske og klimatiske forhold kan imidlertid oppveies av faglig dyktighet og krigserfaring. Og når vi så lett svelget en kommandoorganisasjon som er dominert av utlendinger, skyldes det vel ikke bare at vi ikke kunne stille nok offiserer, men også at vi manglet utdanning og erfaring, spesielt krigserfaring....

.....
Kommandoordningen innebærer også et følelsesmessig kompleks. Vi synes det er hyggelig med et flåtebesøk, utenlandske elever ved norsk kurser og deltagelse av allierte avdelinger i norske manøvrer. Men vi nordmenn er nå engang slik at vi ikke liker at det permanente bildet domineres for meget av utenlandske uniformer, uansett hvilke vennlige følelser vi måtte føle for uniformens hjemland. Vi er ikke vant til det slik som i andre NATO-land, og dette har historisk forutsetninger som vi ikke kan se bort fra.

Dans un autre article dans la *Norsk militært tidsskrift*, (NMT) [Revue militaire norvégienne] par Nils Ørvik (1918-2005), dr. en philosophie,⁷⁴⁹ intitulé : « Indépendance et sécurité » [Selvstendighet og sikkerhet], sous le titre : « Les facteurs traditionnels » [De tradisjonelle faktorer], l'auteur écrit :

« En dépit de l'adhésion formelle à l'OTAN, la politique sécuritaire de la Norvège oscille toujours entre deux principes dominants. Neutralité d'un côté et de l'autre une solidarité internationale dans une coopération organisée et contraignante avec d'autres Etats. Aucun accord n'existe sur les raisons de la difficulté pour la Norvège à trouver une ligne claire et conséquente capable de concilier la demande d'un niveau relativement élevé de sécurité nationale avec un but raisonnable de liberté d'action nationale. *Mon hypothèse consiste à dire que les raisons sont plus déterminées par des conceptions, dogmes et expériences hérités que par des analyses qui pourraient exister des éléments de danger et de la situation internationale à tout moment actualisée* (nos italiques). Cela veut dire que l'attitude de l'électeur norvégien moyen à l'égard de la Défense nationale et des branches militaires est conditionnée par *l'Histoire* » (*Histoire* en italique dans le texte d'origine)⁷⁵⁰.

Huit ans plus tard, un nouvel article dans la *Norsk militært tidsskrift*, (NMT) [Revue militaire norvégienne] de nouveau de Nils Ørvik, professeur dr. en philosophie,⁷⁵¹ est intitulé : « L'indépendance de la Norvège d'Eidsvoll à l'OTAN » [Norsk selvstendighet fra Eidsvoll til NATO]⁷⁵².

L'auteur écrit : «Lorsqu'un citoyen norvégien ordinaire était amené à évaluer cette période (1940-1945) de cinq années sur la base de ce qu'il avait vu, il aurait pu faire ressortir comme un fait avéré que la défense militaire, telle qu'il l'a vue en 1940, n'avait pas su remplir sa tâche. Il saurait, bien entendu, qu'une foule d'Allemands était venue ici mieux équipée et qu'il manquait lamentablement de préparatifs du côté norvégien. Mais peu importe toutes les raisons et explications fondées, il reste que les militaires n'avaient pas su être à la hauteur. D'un autre côté il aurait également pu reconnaître que lorsque le pays était de nouveau devenu libre, cela était le résultat d'un effort civil long et tenace.....Naturellement, tout le monde savait que logiquement cela avait eu lieu avec l'aide des Alliés. Il y avait eu plein d'Alliés à voir en 1945. Mais il n'y avait pas eu des combats ici qui auraient pu illustrer cette aide. C'étaient des étrangers [fremmede], ils étaient ici en se pavanant quelques mois, puis ils ont disparus, et le Norvégien ordinaire ne les a pas regrettés.

Je pense pouvoir montrer qu'au cours de notre indépendance depuis 150 ans (depuis 1814) et dans le combat pour y arriver, il existe dans la mentalité populaire une méfiance enracinée envers les étrangers [fremmede] et surtout des étrangers en uniforme. Cela s'est répandu jusqu'à notre Défense nationale, en partie parce que dans la tradition populaire cela nous ramène à la période où la Norvège était gouvernée par des

⁷⁴⁹ Les Annales des NMT de 1963, p 497 à 535.

⁷⁵⁰ Tross det formelle NATO-medlemskapet, pendler norsk sikkerhetspolitikk fremdeles mellom de to hovedprinsippene. Nøytralitet på den ene siden, på den andre internasjonal solidaritet i organisert, forpliktende samarbeid med andre stater. Det er ingen enighet om grunnene til at Norge har så vanskelig for å finne en klar, konsekvent linje som kan forene kravet om en relativt høy grad av nasjonal sikkerhet med et rimelig mål av nasjonal handlefrihet. Min hypotese går ut på at årsakene er mer bestemt av overleverte forestillinger, dogmer og erfaringer enn av de analyser som måtte foreligge av faremomentene og den til enhver tid aktuelle internasjonale situasjon. Det vil si at den jevne norske velgers innstilling til forsvar og militærvesen er *historisk* betinget (les italiques sont de l'auteur).

⁷⁵¹ Les Annales des NMT de 1971, p 59 à 68.

⁷⁵² C'est à Eidsvoll que fut signée la nouvelle Constitution de la Norvège en 1814.

étrangers où les militaires furent les représentants danois et suédois les plus prépondérants. En partie aussi parce que l'on a peut-être d'une manière inconsciente attribué à la Défense nationale une valeur utile basse comparée à d'autres groupes de la société.

....Mon hypothèse se base sur le fait *que lorsque la valeur utile d'un groupe social n'est pas suffisamment démontrée à long terme*, au point de pouvoir marquer les idées qu'un homme ordinaire puisse avoir des rapports de cause à effet, *les conceptions traditionnelles et héritées vont surgir et affecter les opinions*. Moins il y a d'événements à l'extérieur dans le grand domaine international, plus sera forte la force de pénétration des facteurs internes, traditionnels.

Cela peut, dans mon opinion, nous donner une explication partielle au retour à un semi-neutralisme et à la priorité basse que nous avons, depuis quelques années, accordée à notre défense nationale » (nos parenthèses et italiques)⁷⁵³.

Dans le premier article d'Ørvik publié en 1963, à un moment où la Norvège est intégrée au Pacte atlantique et à l'OTAN depuis presque quinze ans, il écrit que la politique de sécurité de la Norvège oscille entre la neutralité et la solidarité internationale et que *l'attitude de l'électeur norvégien moyen est conditionnée par des conceptions, dogmes et expériences héritées de l'Histoire*. Dans son deuxième article en 1971, il développe l'idée d'une méfiance enracinée chez les Norvégiens envers les étrangers [fremmede] et surtout ceux en uniforme qui *«ils étaient ici en se pavanaient quelques mois, puis ils ont disparu, et le Norvégien ordinaire ne les a pas regrettés* ». (Nous pensons qu'il est difficile de mieux exprimer l'attitude d'un Norvégien devant une personne qui se promène en Norvège et qui porte un uniforme venu de l'extérieur). Nous retenons également qu'Ørvik déduit de ses observations une explication partielle à un retour au mi-neutralisme en Norvège, ce retour étant une manifestation de l'isolationnisme traditionnel norvégien (nos italiques et parenthèse).

⁷⁵³ Når en vanlig norsk borger skulle vurdere denne fem-års perioden (1940-1945) på grunnlag av det han hadde sett, kunne han trekke fram som en kjensgjerning at det militære forsvaret, slik han så det i 1940, ikke hadde greid oppgaven. Selvsagt ville han vite at det hadde kommet en masse tyskere hit som var bedre utstyrt og at det manglet sørgelig med forberedelser på den norske siden. Men uansett alle gode grunner og forklaringer står det fast at de militære ikke hadde klart oppgaven sin. På den andre siden ville han også kunne registrere at da landet ble fritt igjen, hadde det skjedd etter en lang og seig sivil innsats..... Naturligvis visste alle rasjonelt at dette var skjedd ved de alliertes hjelp. Det hadde vært nok av allierte å se i 1945. Men det hadde ikke vært noen kamper her som kunne anskueliggjøre denne hjelpen. De var fremmede, gikk og spradet her noen måneder, så forsvant de igjen, og den vanlige nordmann savnet dem ikke.

Jeg mener å kunne påvise at i vår 150-årige selvstendighet og i kampen for den, ligger det i den norske folkementaliteten en inngrodd mistro til fremmede og særlig til fremmede i uniformer. Dette er spredt over til vårt eget militærvesen, delvis fordi det i folketradisjonen kan føres tilbake til fremmedstyret, hvor de militære var de mest utpregede danske og svenske representantene. Dels også fordi man kanskje bare ubevisst har tillagt militærvesenet en lav nytteverdi, sammenlignet med de andre grupper i samfunnet.

Min hypotesegår ut på at når en samfunnsgruppes nytteeffekt gjennom en lang tid ikke blir tilstrekkelig demonstrert til at den kan prege de forestillinger den vanlige mann har om årsaksforholdene vil tradisjonelle, overleverte oppfatninger slå igjennom og påvirke vurderingene. Jo mindre det skjer på det ytre, det store internasjonale feltet, desto sterkere gjennomslagskraft vil de indre, tradisjonelle faktorene få.

Dette kan etter min mening gi oss en delvis forklaring på den tilbakegliding til halv-nøytralisme og lav prioritering av forsvaret som vi har hatt i de senere år.....

Ci-après un compte rendu dans la « Revue militaire norvégienne » [*Norsk militært tidsskrift*, (NMT)] d'une conférence donnée par Johan Jørgen Holst (1937-1994), directeur de recherches⁷⁵⁴, intitulé : « La sécurité européenne et la nôtre » [Europeisk sikkerhet og vår egen].

L'auteur déclare : « Nous, Norvégiens, sommes tellement terre à terre que nous avons des difficultés avec des idées abstraites qui ne donnent pas des indications claires et univoques de comportement. Nous cherchons de l'ordre, là où des contradictions et l'inachevé doivent obligatoirement faire partie de la réalité. Notre besoin critique de l'ordre est dans une certaine mesure la manifestation d'une recherche impatiente de solutions définitives. Nous avons eu trop peu part dans une tradition qui couvre des conceptions d'après lesquelles des solutions définitives n'existent pas en politique étrangère »⁷⁵⁵.

Dans sa conférence, Johan Jørgen Holst rappelle que les Norvégiens ne se rendent pas compte que des solutions définitives n'existent pas en politique étrangère. Nous pouvons ajouter que c'est bien cela qui se manifeste très clairement lors des pourparlers sur l'adhésion à la CEE, les Norvégiens cherchant des garanties préalables pour ce qui allait se passer après dix années de coopération et d'adhésion au Marché Commun.

IV.5.3 : La Norvège et les Etats-Unis d'Amérique dans l'OTAN : Une Alliance dans l'Alliance ?

Dans ce développement nous allons considérer diverses formes de relations entre la Norvège et l'OTAN qui nous sont présentées par plusieurs travaux repris dans deux ouvrages différents.

Rolf Tamnes (1951-)⁷⁵⁶, auteur de « *The United States and the Cold War in the High North* » [Les Etats-Unis et la Guerre Froide dans le Grand Nord] résume son sujet sous le titre : « Une coopération problématique », où nous citons⁷⁵⁷ : « La coopération plus intime des

⁷⁵⁴ Les Annales des NMT de 1971, pages 101 à 108.

⁷⁵⁵ Vi nordmenn er så jordnære at vi har vanskeligheter med abstrakte idéer som ikke gir entydige og klare handlingsanvisninger. Vi ønsker orden der hvor selvmotsigelses og uferdighet nødvendigvis må bli en del av virkeligheten. I en viss utstrekning er denne vår kritiske ordenstrang et utslag av en viss utålmodig søken etter endelige løsninger. Vi har for lite del i en tradisjon som omfatter forestillingen om at det ikke finnes endelige løsninger i utenrikspolitikken.....

⁷⁵⁶ Professeur à l'Institut de Défense nationale à Oslo où il a aussi été le directeur de 1996 à 2012.

⁷⁵⁷ « *The United States and the Cold War in the High North* » [Les Etats-Unis et la Guerre Froide dans le Grand Nord], p 85.

Norvégiens avec les Puissances occidentales et leur intégration progressive dans l'Alliance constituait une épée à double tranchant. Alors que les bénéfices militaires furent évidents il existait une appréhension de la part des autorités militaires norvégiennes que l'intégration militaire pourrait être vue comme un défi à Moscou ainsi qu'aux sentiments populaires enracinés (des Norvégiens). Ceci alimentait le dualisme de l'intégration et la prévention dans la politique étrangère de la Norvège. Alors que la Norvège se battait pour un soutien militaire plus étendu, elle essaya en même temps de garder sa distance par rapport aux Puissances occidentales. D'une manière singulière, une politique vigoureuse de prévention allait de pair avec l'Atlantisme. Le Professeur Geir Lundestad a décrit la Norvège comme un « internationaliste national » (notre parenthèse)⁷⁵⁸.

A notre avis, voilà qui résume bien la situation particulière et le dilemme de la Norvège dans cet ensemble de géopolitique est-ouest de l'époque.

Dans son ouvrage "*The United States, Norway and the Cold War, 1954-60*" [Les Etats-Unis, la Norvège et la Guerre Froide, 1954-1960] Mats R. Berdal (1965-)⁷⁵⁹ écrit que le Président Eisenhower et son administration reconnaissent le fait qu'un « prestige considérable » s'attachait à la Norvège et aux deux autres pays scandinaves dans la communauté internationale et leur soutien aux politiques menées par les USA constituait un « apport appréciable dans les organisations internationales et dans le domaine de propagande générale ». De plus, ces pays étaient d'un intérêt politique pour les Etats-Unis puisqu'ils étaient vus à travers le monde comme des exemples éminents de la démocratie occidentale.

D'habitude, la Suède, la Norvège, le Danemark et l'Islande adoptaient des points de vue en commun mais divers rapports soulignaient que la position particulière adoptée par la Norvège sur différents sujets d'ordre international avait valeur d'exemple pour les autres pays scandinaves.

Des désaccords existaient notamment au sujet de l'entrée de la Chine à l'ONU ainsi que sur le désarmement, cependant pour ce qui est de l'enregistrement et limitation des essais atomiques, un texte fut adopté par les Etats-Unis soutenu par la Norvège, la Canada et le Japon.

Un autre domaine où l'administration américaine pensait que le gouvernement social-démocrate norvégien pouvait être utile fut les relations avec d'autres partis sociaux démocrates en Europe, car le point de vue des Norvégiens étaient vu comme porteur d'influence dépassant de loin la taille du pays.

⁷⁵⁸ The more intimate Norwegian cooperation with the Western powers, and the progressive intergration into the Alliance, formed a two-edged sword. While the military merits were obvious, there was an apprehension on the part of the Norwegian authorities that the military integration could easily be seen as a challenge to Moscow as well as to deep-rooted popular feelings. This nurtured the dualism of integration and screening in Norwegian foreign policy. While Norway was striving for more extensive military backing, it tried at he same time to keep a distance to Western powers. In a peculiar way, a vigorous policy of screening went hand in hand with Atlanticism. Professor Geir Lundestad has described Norway as a national internationalist.

⁷⁵⁹ Professeur de sécurité et développement au King's Collège, Londres (Professor of Security and Development, King's College, London).

Trois facteurs interconnectés ont produit et conditionné la perception des Américains du statut de la Norvège dans l'espace Norden. Le premier se réfère à la part jouée par la Norvège dans le rejet de l'option de sécurité scandinave en 1948-1949, ouvrant ainsi l'adhésion complète à l'OTAN pour la Norvège, l'Islande et le Danemark, le deuxième est l'estime exceptionnelle dont bénéficiait le Ministre norvégien des Affaires étrangères, Halvard Lange, de 1946 à 1965 et le troisième, moins visible, concernait l'appréciation par les Américains de la performance de la Norvège pendant la Deuxième Guerre Mondiale⁷⁶⁰.

Pour la Norvège, un pays disposant alors de maigres ressources qui avait récemment été occupé par une puissance étrangère et limitrophe d'un adversaire majeur potentiel, s'aligner avec les Puissances occidentales lui a permis de devenir un « consommateur » du bien collectif constitué par la sécurité.

« La nature d'un partenariat dans une alliance comprenant des Puissances Grandes et Petites ne peut pas être vue simplement dans une dichotomie entre consommateurs et fournisseurs de sécurité... »⁷⁶¹

Cela a obscurci l'étendue du rapport entre « force » et « faiblesse » qui ne se mesure non seulement en comparaison à la taille en tant que variable indépendante mais également par l'influence exercée par le système international ; l'état de la technologie des armements ; la localisation géographique du petit Etat, les politiques et les conceptions du rôle assumé par les décideurs dans le petit Etat. L'interaction de ces facteurs nous donne « une relation d'échanges » même entre Puissances clairement inégales et pourrait, dans certaines circonstances, donner aux petits Etats un rôle disproportionné comparé à la distribution des ressources matérielles et politiques dans l'alliance⁷⁶².

Comme nous le démontre les relations entre la Norvège et les USA, la puissance plus petite pourrait être en mesure de pourvoir *un soutien politique* et fournir *des possibilités* et *un accès* permettant à l'Allié plus grand de projeter son pouvoir militaire plus efficacement. Ainsi, la Norvège a non seulement contribué à l'endiguement de la Puissance soviétique sur

⁷⁶⁰ « *The United States, Norway and the Cold War, 1954-60* » [Les Etats-Unis, la Norvège et la Guerre Froide, 1954-1960], p 131-133

⁷⁶¹ The nature of an alliance partnership involving “small” and “great” powers cannot, however, be understood merely in terms of a dichotomy between consumers and suppliers of security....

⁷⁶² This has obscured the degree to which “strength” and “weakness” are not only related to size as an independent variable, but are also influenced by the structure of the international system; the state of weapons technology; the geographic position of the small state; the policies of and the specific role conceptions held by the decision makers in the small state. The interaction of these factors produces an “exchange relationship” even between manifestly unequal powers and may, under certain circumstances, give smaller allies a role disproportionate to the actual distribution of material and political resources in the alliance.

un plan local mais en même temps elle a participé à la valorisation de la position générale de l'alliance en tant que force de dissuasion⁷⁶³ (les italiques sont du texte d'origine).

Cela étant, le rôle de la Norvège dans les politiques stratégiques des Etats-Unis de 1954 à 1960 apparaît dans des domaines différents :

Avant tout, le soutien opérationnel. Ici Berdal cite Robert O. Keohane⁷⁶⁴ (1941-), auteur de "*The Big Influence of Small Powers*" [La grande influence des Petites Puissances] (*Foreign Policy* No 2, spring, 1971).

Keohane écrit, au sujet d'un représentant d'une Petite Puissance, qu'il « pourrait essayer d'établir des relations de coopération étroites avec les sous-groupes du gouvernement des Etats-Unis, en faisant appel à l'Armée, la Marine ou l'Armée de l'air, la CIA ou AID. La coopération pourrait être aussi bien implicite qu'explicite ; mais dans les deux cas, des intérêts communs – dans des bases, la puissance militaire, des programmes d'aide ou information sur le renseignement – constituent les liens qui forment des attaches. La réussite de la stratégie dépend du degré de dépendance des agences américaines sur le petit Allié pour le succès de leurs missions »⁷⁶⁵.

D'après Keohane, il s'ensuit que la dépendance globale du petit Allié des Etats-Unis est inversée pour ce qui est de la CIA et le Ministère (américain) de la Défense ; ceci est particulièrement vrai concernant la Marine et la Force aérienne, lesquelles ont besoin de bases, des droits de survol et des droits d'escale à l'étranger (notre parenthèse).

Dans trois domaines liés les sous-groupes du gouvernement des Etats-Unis ont pu bénéficier de la coopération des Norvégiens pour la réussite de leurs missions.

Le premier fut le rôle de la Norvège pour la fourniture de renseignements actualisés sur les développements militaire et scientifiques dans l'Union Soviétique. Deuxièmement, la Norvège a servi en tant que poste avancé pour repérer les menaces stratégiques visant le continent nord américain à un moment que l'amiral E Burke a décrit comme « une ère de préoccupation nationale avec la menace d'une attaque surprise soviétique ». En dernier lieu, à partir de 1954, a joué l'importance grandissante de la Norvège dans la stratégie maritime des Etats-

⁷⁶³ As relations between Norway and the US demonstrate, the smaller power may be in a position to lend *political support* and provide *capabilities* and *access* enabling the larger ally to project military power more effectively. Thus Norway was not only contributing towards the local containment of Soviet power but was also enhancing the overall deterrent posture of the alliance.

⁷⁶⁴ « *The United States, Norway and the Cold War, 1954-60* » [Les Etats-Unis, la Norvège et la Guerre Froide, 1954-1960], p 174 et "*The Big Influence of Small Powers*" [La grande influence des Petites Puissances] *Foreign Policy* No 2, spring/printemps 1971, p 167.

⁷⁶⁵ ...may try to develop close working relationships with interested sub-units of the US Government, appealing to the Army, Navy or Air Force, the CIA or AID. Co-operation may be implicit as well as explicit; but in either case, common interests – in bases, military strength, aid programs or intelligence information – are the ties that bind. The success of the strategy is determined largely by the extent to which the American agencies are dependent on the small ally for the performance of their missions.

Unis, y compris la fourniture d'infrastructures pour soutenir le déploiement opérationnel de la première génération de sous marins à missiles et à combustion nucléaire.

« L'importance de la Norvège dans chacun de ces domaines a été le résultat de la conjonction entre la géographie et les technologies militaires en évolution rapide à l'intérieur d'un contexte fait de rivalités idéologiques intenses »⁷⁶⁶

Berdal cite d'autre part Johan Jørgen Holst⁷⁶⁷, auteur de « *Lilliputs and Gulliver : Small States in a Great Power Alliance* » [Lilliputs et Gulliver : petits Etats dans une Alliance de Grandes Puissances]⁷⁶⁸ qui a relevé « encore un autre rôle, quoique moins apparent, dans lequel des Alliés plus petits pourraient contribuer à la fourniture de sécurité dans un contexte plus large à travers leur engagement dans la formation d'un schéma de sécurité facilitant ainsi le maintien d'un ordre régional en encourageant « une tension basse » et un canevas de comportement stable de la part des puissances extérieures »⁷⁶⁹ (les guillemets sont du texte original).

Berdal se réfère également à Erling Bjøl (1918-)⁷⁷⁰ qui avait noté que la géographie avait été négligée en tant que catégorie d'analyse pour tenter d'expliquer « la puissance des faibles » [the power of the weak] dans les relations internationales.

La géographie seule n'est pas nécessairement la source de la puissance d'un petit Etat. La notion de « sécurité générale par la géographie » devrait être vue comme un facteur dynamique façonné par les constellations politiques entre les Grandes Puissances, les développements technologiques et la position géographique dans le système.

Que l'apport de la Norvège fut d'une valeur cruciale pour les Etats-Unis est évident à travers les années 1950. La crainte d'une attaque surprise provenait en partie de la technologie nucléaire et des missiles qui semblaient donner la priorité à la première frappe, donnant ainsi à la Norvège un rôle clé dans la fonction d'alerte et de la collecte de renseignements. De plus, l'avènement de la propulsion nucléaire des sous-marins a augmenté l'importance de la

⁷⁶⁶ Norway's significance in each of these areas resulted from the interplay between geography and the rapidly changing military technologies occurring within a bipolar context of intense ideological rivalry.

⁷⁶⁷ Johan Jørgen Holst, membre du Parti Social-démocrate, Ministre de la Défense de 1986 à 1989 et de 1990 à avril 1993 puis Ministre des Affaires étrangères jusqu'à sa mort en janvier 1994. Pendant ce court moment, il permit la réalisation des discussions à Oslo entre Israéliens et Palestiniens qui vont aboutir aux Accords d'Oslo en 1993.

⁷⁶⁸ « *The United States, Norway and the Cold War, 1954-60* » [Les Etats-Unis, la Norvège et la Guerre Froide, 1954-1960], p 174 et « *The Big Influence of Small Powers* » [La grande influence des Petites Puissances] (Foreign Policy No 2, spring, 1971) p 172-173 et « *Lilliputs and Gulliver : Small States in a Great Power Alliance* » [Lilliputs et Gulliver : petits états dans une Alliance de Grandes Puissances] 1983, p 263.

⁷⁶⁹ Holst has pointed to yet another, though less apparent, role in which smaller allies may "contribute to the provision of security in a broader context through the engagement in the shaping of a pattern of security", thus facilitating the maintenance of regional order by encouraging "low tension" and a stable pattern of behavior on the part of outside powers.

⁷⁷⁰ Journaliste, politologue et historien danois.

Norvège dans les calculs stratégiques américains. Mais la mise en place de systèmes fiables de reconnaissance aérienne à partir des années 1960-61 a réduit l'importance de la localisation géographique de la Norvège et avec la création d'une force de sous-marins Polaris déployés dans les eaux arctiques assurant une frappe secondaire, la menace d'une attaque surprise était mitigée⁷⁷¹.

Le soutien politique de la Norvège aux Etats-Unis était aussi appréciable. En effet, dans les organisations internationales, la Norvège fut un pays sur lequel on pouvait compter pour qu'il affirme haut et fort son soutien aux politiques américaines. De plus c'est le rôle spécifique de la Norvège dans la zone Norden dans la mesure où elle était vue comme influençant l'attitude et les positions de l'Islande et du Danemark, qui comptait pour la politique américaine.

Enfin le Ministre des Affaires étrangères, Halvard Lange, vu comme un « atlantiste » a rempli le facteur « idéologique » ce qui a contribué à renforcer les perceptions par les Américains de la Norvège comme alliée.

Pour ce qui est de la sécurité régionale, celle-ci provient du rôle rempli par la Norvège dans le Nord de l'Europe en contribuant à formuler une politique faite d'un mélange de dissuasion et d'assurance. Le « *National Security Council* » (NSC) [Conseil national de sécurité américain] reconnaissait que la réserve exprimée par la Norvège dans son adhésion à l'alliance s'intégrait dans un schéma de retenue mutuelle observée dans la zone Norden. On acceptait que des modifications majeures dans l'ensemble d'influences extérieures puissent générer une instabilité et provoquer des mesures soviétiques compensatoires⁷⁷².

A lire ces quelques lignes il apparaît clairement que des liens assidus se sont tissés entre la Norvège et les Etats-Unis dans plusieurs domaines en fonction des besoins politiques et militaires du moment. Pour la Norvège il s'agissait principalement de conserver la loyauté de l'allié américain à son égard en vue de déclencher son intervention en cas d'une attaque par l'Union Soviétique et en deuxième lieu de limiter l'empiétement des USA dans les affaires intérieures et extérieures de la Norvège.

Pour les Etats-Unis la Norvège était très utile dans le domaine de la protection qu'elle fournissait, par ses renseignements et son action politique régionale scandinave, contre une attaque surprise en provenance de la Grande Puissance à l'est; d'autre part la Norvège, petit Etat, déclarait publiquement son soutien à la politique menée par les Américains dans divers domaines internationaux tout en faisant attention à ne pas provoquer le grand voisin à l'est de quelque manière que se soit.

⁷⁷¹ « *The United States, Norway and the Cold War, 1954-60* » [Les Etats-Unis, la Norvège et la Guerre Froide, 1954-1960], p 175 et « *The power of the weak* » [La puissance des faibles] dans « *Cooperation and Conflict* » [Coopération et conflit] No 3 (1968), p 161.

⁷⁷² « *The United States, Norway and the Cold War, 1954-60* » [Les Etats-Unis, la Norvège et la Guerre Froide, 1954-1960], p 172-177.

IV.5.4 : La Norvège et la Communauté européenne de défense (CED).

Pour ce chapitre nous allons nous référer à deux quotidiens norvégiens, « *Adresse-Avisen* » et « *Trønder-Avisa* », ainsi qu'à des comptes rendus du Comité des Affaires étrangères et de la Constitution auquel s'est ajouté une fois le Comité militaire. Les passages que nous avons choisis vont apparaître par ordre chronologique du 21 septembre 1950 au 4 septembre 1954.

Réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution du 21 septembre 1950 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen. Møte torsdag den 21. september 1950].

Président: Utheim [Formann: Utheim].

Le Premier Ministre Gerhardsen: « Une série de questions très graves se présentent à nous, liées au mémorandum américain auquel le Ministre des Affaires étrangères s'est référé hier. Il n'est peut-être pas étrange que nous nous adressions en premier lieu aux hésitations qui se font jour. D'un autre côté nous ne devons pas oublier la réalité dans la proposition sur laquelle nous devons prendre position.

Je voudrais rappeler ce qui est écrit dans l'introduction à ce mémorandum :

« Le Gouvernement américain est de l'avis que l'on doit prendre des mesures supplémentaires en vue de créer une réelle défense à l'intérieur de la zone Europe. Le Gouvernement américain pense qu'il est de première importance qu'une augmentation des forces en Europe ait lieu au plus tôt et que l'on assume, sans attendre, certains engagements concernant les forces qui doivent être utilisées dans la défense de l'espace de l'Europe occidentale. Dans ce but, le Gouvernement américain est prêt à participer à l'établissement immédiat d'une force commune en Europe dans le cadre du Pacte atlantique. La force doit être d'une taille suffisante pour protéger l'Europe occidentale, dont l'Allemagne, contre une attaque possible ».

Je pense que nous ne devons pas ignorer la réalité plutôt essentielle dans cette introduction américaine. Lorsque nous avons délibéré de la question de l'adhésion au Pacte atlantique, c'était justement cela qui était le but, cela qui était notre souhait. Et je pense surtout qu'il est significatif que les Etats-Unis avec cette proposition s'engagent aussi fortement à travers une telle solution. Pour ma part je pense donc que nous avons raison de regarder avec plaisir et satisfaction la proposition qui est devant nous pour délibération.

D'un autre côté il est bien sûr de notre devoir de regarder les hésitations qui peuvent apparaître à ce sujet et voir les objections que nous pourrions avoir.

Nous sommes devant le devoir d'adopter une position de principe à deux questions : *D'abord accepterons-nous en principe l'établissement d'une force commune en Europe dans le cadre du Pacte atlantique et ensuite donnerons-nous notre accord pour la participation allemande dans ces forces communes* (nos italiques).

Pour le Gouvernement il était relativement facile d'arriver à la conclusion de recommander un oui à la question de la participation allemande selon les grandes lignes esquissées dans le mémorandum américain ».

.....

Le Premier Ministre Gerhardsen : « Je dois vous dire que je ne nourris pas un souhait ardent d'engager un combat en faveur de la participation allemande dans la force commune. Mais j'ai envie comme certains autres de faire quelques remarques générales au sujet du problème Allemagne et nous sommes tous bien au fait qu'il s'agit d'un problème d'une importance extraordinaire. Je m'imagine que l'homme ordinaire ici en Norvège va réagir violemment en premier lieu lorsqu'il entend parler d'un réarmement de l'Allemagne. D'un autre côté, si nous regardons la situation telle qu'elle se présentait juste après la guerre, nous savons que l'Angleterre et l'Amérique, les pays qui ont conquis l'Allemagne pendant la guerre, ont dû nourrir le peuple allemand. Ils s'en sont enfin fatigués, comme on pouvait s'y attendre, et ils se sont dit qu'il serait raisonnable qu'ils mettent les Allemands en mesure de se nourrir eux-mêmes.

C'était sur le plan économique. Je pense que petit à petit il pourrait en être plus ou moins de même pour ce qui est du militaire. On dira que c'est quelque peu excessif dans un monde aussi impossible que celui où pour une fois nous vivons, que les pays démocratiques doivent supporter les fardeaux dont il est question ici, de seul les porter aussi pour l'Allemagne et le peuple allemand ou la partie de ce dont il s'agit ici.

Je pense que ce que nous avons vu après la Première Guerre Mondiale aurait dû nous enseigner que dans nos rapports avec le peuple allemand nous avons deux choix, soit exterminer les Allemands ou bien leur donner des possibilités pour vivre. Et c'est la dernière option qui est en fait la seule possible et il faut bien voir la vérité en face que nous sommes obligés de donner au peuple allemand une possibilité de vivre. Cela ne signifie pas nécessairement qu'on leur permette d'établir une défense militaire allemande, mais si on trouve des structures sécurisantes pour le faire je pense quand même que cela serait sans danger.

Il a été dit que les Allemands ne vont rien recevoir sans qu'ils le demandent. Bon, je ne me sens pas convaincu qu'il en soit ainsi, c'est possible mais je n'en suis pas sûr. Si nous pensons à la période de la République de Weimar, ils ont beaucoup demandé mais ont peu reçu de l'Europe avec laquelle ils collaboraient alors. Lorsqu'Hitler est venu au pouvoir, il n'a pas demandé, mais il a saisi et l'Europe est restée calmement assise à ne rien faire.

Il s'est passé beaucoup de choses qui peuvent bien faire que les Allemands voient certaines choses différemment que par le passé. A part ce que M. Selvik a mentionné et que d'autres ont soulevé, que l'Allemagne est divisée en deux, nous avons le fait que dans la Deuxième Guerre Mondiale les Allemands ont pu ressentir, pour la première fois depuis longtemps, ce que signifiait une guerre. On pourrait dire beaucoup au sujet du problème allemand, mais je vais me limiter à cela ».

.....

Le Premier Ministre Gerhardsen: « Pour terminer, je voudrais rappeler ce que nous ne devons pas oublier au cours de nos délibérations, c'est-à-dire ce qui constitue la réalité des dispositions prévues ici. Et je voudrais répéter ce que j'ai dit au début, qu'il faut bien voir qu'en fait à travers ceci nous obtenons ce que du côté norvégien nous avons toujours espéré. Nous avons eu peur de rester seuls, nous avons souhaité aide et soutien d'autres démocraties. Nous savons que c'est lorsque les démocraties sont militairement fortes qu'elles ont des possibilités de donner à la Norvège aussi un secours qui peut nous sauver. Et cette initiative est la plus valable et réaliste qui jusqu'à maintenant a été faite par la partie démocratique du monde et nous ne devons pas alors nous sentir obligés à cause de cela. Nous n'allons pas considérer cela comme pénible mais comme une chose qui fait plaisir. Lorsque nous réfléchissons aux conséquences pratiques pour nous, nous allons

naturellement soulever des objections et des doutes. Mais cela ne doit pas occulter le fait que ce qui se passe ici est quand même en conformité avec tout ce qui a toujours été notre plus profond souhait ici »⁷⁷³.

.....

Ces quelques lignes sont très révélatrices de la pensée de Gerhardsen et il est rare qu'il en soit ainsi aussi clairement. Il pose deux questions : la Norvège acceptera-t-elle l'établissement d'une force commune en Europe et est-elle d'accord pour une participation allemande ? Le mémorandum américain est dramatique dans le ton, il parle d'une augmentation des forces en Europe au plus tôt en vue de la défense du continent et affirme que le Gouvernement américain est prêt à y participer dans le cadre du Pacte atlantique avec une force suffisante pour protéger l'Europe occidentale, dont l'Allemagne, contre une attaque.

Gerhardsen identifie avec justesse, nous semble-t-il, l'essentiel dans l'introduction lorsqu'il dit: « nous ne devons pas ignorer la réalité plutôt essentielle dans cette introduction » c'est-à-dire le concours physique militaire des Etats-Unis pour défendre l'Europe occidentale.

De plus, Gerhardsen qualifie l'Allemagne comme un problème d'une importance extraordinaire et là aussi il nous semble qu'il a vu juste, de même lorsqu'il dit que le Norvégien moyen va réagir violemment en entendant parler d'un réarmement allemand. Il constate d'autre part qu'avec les Allemands il n'y a que deux possibilités : soit les exterminer soit leur donner la possibilité de vivre. Enfin Gerhardsen tire la conclusion qu'ainsi la Norvège obtient ce qu'elle cherchait : c'est-à-dire que la Norvège n'est plus seule car elle reçoit l'aide des autres démocraties et par la même occasion Gerhardsen remonte le moral de ses concitoyens.

Réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution du 23 septembre 1950 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen Møte torsdag den 23. september 1950].

Président: Utheim [Formann: Utheim].

Le Président déclare que le but de cette réunion est de connaître les résultats des rencontres de groupes parlementaires tenues la veille, elles avaient pour but de soumettre aux députés les deux questions posées par le Premier Ministre Gerhardsen lors de la réunion du 21 septembre, à savoir : *D'abord accepterons-nous en principe l'établissement d'une force commune en Europe dans le cadre du Pacte atlantique et ensuite donnerons-nous notre accord pour la participation allemande dans ces forces communes.*

Il s'agissait du groupe social-démocrate [Arbeiderpartiet], du groupe la Droite [Høyre], des Libéraux [Venstre], du Parti agrarien [Bondepartiet] et du Parti Chrétien

⁷⁷³ Voir Annexe VI TS.01, réf : 500921.01, avec le texte en norvégien de l'intervention de Gerhardsen, p 410.

populaire [Kristelig Folkepartiet], ces groupes ont tous voté en faveur de la force commune et pour une participation allemande.

Nous retenons les remarques de M. Hambro du groupe la Droite :..... « Il y a une unanimité complète pour une armée commune et un commandement en commun et pratiquement l'unanimité pour la seconde (question). Personnellement je suis contre mais je ne vais pas commencer une discussion maintenant. Je pense qu'il faut s'attendre aux plus horribles déceptions. Mais il y avait (dans la réunion du groupe) une atmosphère générale pour dire que si on décide d'y aller, il ne faut pas souligner les réticences et réserves trop fortement, mais contribuer avec notre participation en vue de mettre tout en place le plus vite possible ».

Des Conservateurs sont réservés, voire hostiles. Nous retenons les objections de C. J. Hambro qui prédit les pires difficultés - qui ne vont pas se réaliser⁷⁷⁴.

La réunion suivante est commune avec le Comité militaire car la défense intégrée de l'Europe avance à grands pas.

Réunion (à huis clos) en commun du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution et le Comité militaire, le 11 décembre 1950. [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen og militærkomiteen. Fellesmøte mandag den 11. desember 1950].

Président: Finn Moe [Formann: Finn Moe].

En plus de la trentaine de députés présents assistaient à la réunion les Ministres des Affaires étrangères et de la Défense, deux généraux, deux colonels et un amiral.

Le Président Finn Moe: « Par la suite, le Ministre de la Défense, Jens Christian Hauge, nous présentera le développement qui a eu lieu concernant la question d'une défense intégrée à l'intérieur du Pacte atlantique, où, d'après ce que j'ai compris, des réunions décisives auront lieu la semaine prochaine ».

Le Ministre de la Défense, Jens Christian Hauge : « Comme le disait le Ministre des Affaires étrangères, les questions concernant la création d'une force commune en Europe et la question de la participation allemande à cette force commune sont maintenant de nouveau prêtes à être débattues. Nous en avons traité dernièrement lors de la réunion des Ministres de la Défense à Washington. Cela n'a pas marché. Il s'agissait du refus de la France du plan américain que l'Allemagne établisse des divisions qui intégreraient alors la force commune ; ils n'ont pas non plus voulu que l'on crée des autorités nationales allemandes pour s'occuper de l'organisation et l'administration de cette force commune. Ils ont dit : Pas de divisions allemandes, pas de ministère allemand de Défense. A Washington, la France disait que si les Allemands participent à la force commune européenne, nous ne pouvons l'envisager autrement que par l'inclusion de très petites unités allemandes dans une armée européenne. C'était là la position alors. Comme ce comité se souvient, la question a été l'objet de pourparlers d'ordre militaire à l'intérieur du comité permanent [Standing Group] et du côté politique parmi les représentants à Londres.

.....

Brièvement la situation maintenant est que les Français ont cédé sur la plupart des points. Les Français ont en premier lieu donné leur accord pour que l'on organise des unités allemandes d'importance ; des régiments

⁷⁷⁴ Voir Annexe VI, TS.01 réf : 500923, avec le texte en norvégien de l'intervention de Hambro, p 411.

ou groupes de brigades. Une fois ces régiments ou groupes de brigades organisés, la question de leur intégration dans des unités plus grandes sera décidée selon les conseils du commandement supérieur. Les Français ont donné leur accord à ce sujet. Les unités allemandes seront incorporées dans la force intégrée en Europe dès le début sans que l'on passe par le stade d'une armée européenne. Les problèmes de nature administrative et de l'approvisionnement ainsi que les organes qui sont nécessaires pour organiser les unités allemandes seront attribués à des instances allemandes sous contrôle des Alliés. Ce contrôle allié sera en premier lieu exercé par le Haut Commissaire des puissances occupantes et le dispositif qui est mis à leur disposition.

L'industrie allemande sera utilisée pour la production d'équipements militaires avec une série de limitations dont j'ai fait un exposé ici auparavant. L'Allemagne aura également la possibilité d'établir des forces aériennes pour la défense de parties vitales de l'Allemagne occidentale et en coopération avec des unités allemandes mais les forces aériennes seront sous un contrôle très strict exercé par les forces communes.

La France de son côté a réussi à inclure dans le document politique établi par les représentants que les Français pourraient être amenés à inviter les Etats qui s'y intéressent à une conférence au sujet de la création d'une armée européenne. Il revient donc aujourd'hui à la France de décider si une telle invitation est à envoyer, de même dans l'avenir si une telle armée européenne sera une telle réalité qu'elle puisse devenir un élément dans les forces intégrées en Europe.

Du côté norvégien nous avons suivi le développement à l'intérieur du Comité militaire et du Comité des représentants. Une coopération continue entre les Ministères des Affaires étrangères, de la Défense et les autorités militaires s'est réalisée et nous avons trouvé que dans ces rapports il n'y a rien que nous ne pouvons pas accepter d'un point de vue norvégien, en réalité cela est plutôt conforme à ce qui était notre point de vue de base.....Du côté norvégien notre opinion ferme est que ce dont il s'agit maintenant est non seulement d'adopter ces résolutions à l'intérieur du Pacte atlantique mais que l'on soit en mesure dès que possible d'augmenter et transférer sur le continent européen les forces avec lesquelles que les Américains, le Canada et la Grande-Bretagne pourraient contribuer et que l'on démarre, aussi rapidement que possible, l'organisation et la formation des forces allemandes qui doivent faire partie de la force commune. Notre point de vue est qu'une fois cette décision prise, il est très important que la période de transition, avant même que la force soit une réalité, soit aussi courte que possible.....

Entretemps le groupe de représentants a établi un nouveau rapport sur la base de documents disponibles à Washington dont les propositions avaient été présentées par les divers pays au sujet de la création de la force, son organisation et l'autorité du commandement suprême..... On n'y trouve point des surprises, au moins pas de surprises désagréables pour nous.

Enfin je pense qu'il est bon de mentionner à ce sujet qu'il existe une opinion générale comme quoi la tête politique du Pacte est quelque peu incommode. Les Canadiens ont proposé qu'à *la place des 3 comités politiques*, c'est-à-dire le Comité des Ministres des Affaires étrangères, celui de la Défense et celui des Finances, *on établisse une tête*, un organe supérieur constituant le Comité de représentants gouvernementaux. Cela signifie qu'à travers ce conseil les gouvernements vont se rencontrer et en fonction de la nature des affaires traitées, les gouvernements seront représentés par l'un, l'autre ou le troisième de ses représentants. Je pense que cette proposition est bonne et de bon sens.

Je résumerai de nouveau en disant qu'il s'agit maintenant, je pense, non seulement que l'on mette le sceau d'approbation sur ces documents mais il s'agit que l'on en mette en marche la réalisation pratique. Cela signifie 1) que l'Amérique, le Canada et l'Angleterre transfèrent leurs forces armées et plus de forces en Europe, 2) que les négociations avec l'Allemagne soient réalisées le plus vite possible et que les forces deviennent une réalité pratique..... ».

Le Président: « Pour qu'il n'y ait point de malentendu je désire attirer votre attention sur le fait que l'affaire dont le Ministre de la Défense s'est entretenu avec nous doit avoir la priorité absolue dans cette réunion, car - comme le Ministre de la Défense et le Ministre des Affaires étrangères nous l'ont indiqué - ils partent cette semaine pour assister à des réunions décisives dans l'organisation du Pacte atlantique où les rencontres ont lieu la semaine prochaine..... »

Sven Nielsen:⁷⁷⁵ « Pour ce qui est de l'organisation principale de cette coopération, il me semble que nous n'avons pas grand'chose à dire, nous avons bien accepté la moitié de ce que les autres décident. Mais il me semble vraiment que ceci devient maintenant plutôt un « troll » à têtes multiples. En premier, nous avons le Conseil du Ministère des Affaires étrangères, ensuite le Conseil des représentants, ensuite le Conseil des Finances, par la suite le Conseil des Ministres de Défense, ou comme on l'appelle, le Comité militaire. Il bourgeonne pour nous donner un organe qui s'appelle le Comité permanent [Standing Group] qui bourgeonne à son tour pour nous donner un Comité des Représentants. Et enfin pour couronner le tout on nous donnera un capuchon. Cela deviendra un appareil terrible. Mais comme on l'a dit, on n'y peut rien dans un sens ou un autre, on est obligé de participer à ce que les autres fabriquent ».

Moseid (1882-1961)⁷⁷⁶« Pour ce qui concerne l'exposé du Ministre de la Défense, je suis de l'opinion personnelle dont je vous ai fait part de nombreuses fois. Je pense que le Ministre de la Défense va plus loin qu'il est nécessaire et juste, d'un point de vue norvégien. Personnellement je suis d'avis qu'il faut faire preuve de prudence pour ce qui est de jusqu'où on peut aller avec la défense militaire qui sera mise à la disposition directe et ce qui sera affecté à des usages précis car personnellement je ne pense pas que l'influence des autorités norvégiennes y sera plus que formelle et je pense que d'un point de vue norvégien il est important que dans la mesure la plus large possible nous gardions une direction norvégienne en temps de paix et déjà alors subir une influence extérieure si forte, j'en ai peur. - Je n'ai pas besoin d'approfondir plus, j'ai déjà tant de fois abordé ce sujet ».

Le Ministre de la Défense, Hauge: « Par ailleurs je dirais que certaines des exigences posées par les Allemands s'accordent avec nos demandes et intérêts, ainsi la demande que la ligne de défense soit aussi forte que possible et qu'elle soit établie aussi loin vers l'est que possible. C'est là un intérêt pour l'Allemagne en commun avec le Danemark, la Norvège, l'Italie et en fait tous les pays du Pacte Atlantique. Une autre affaire est que la désignation qu'on lui a donnée par la soi-disante « Poussée vers l'est » [Stoss nach Osten] (en allemand dans le texte) constitue une formulation politique dont on demandera à Dieu de nous préserver ».

Hauge: « Quelle est la dimension de la force allemande? Nous avons ici un mécanisme de sécurité certifiant que la contribution allemande à la force commune européenne ne dépassera jamais les 25% de la force totale. Si la force commune est de – disons 30 divisions, on peut donc par un calcul simple savoir quel sera au maximum la contribution allemande, et si la force commune est plus grande, le niveau maximum de la contribution allemande sera plus élevée ».

⁷⁷⁵ Député 1934-1953, membre du Parti la Droite [Høyre], Ministre 1940-1945.

⁷⁷⁶ Député membre du Parti agrarien 1920-1953 ; expert dans les domaines des Finances et Justice et très engagé dans les questions constitutionnelles.

Utheim⁷⁷⁷ membre du Parti Libéral [Venstre] (1950-1953) : « Et il y aurait un commandant suprême allemand propre pour les forces allemandes ? »

Ministre de la Défense Hauge: « Non, voilà justement une des soupapes de sécurité essentielles dans l'ensemble, que les forces allemandes soient absorbées dans la force commune et que l'on ne construise pas un appareil allemand qui correspondrait à une armée, un état-major – ou comment on l'appellerait ».

Kjøs (1894-1990)⁷⁷⁸ : « Je mets une importance exceptionnelle dans ce que le Ministre de la Défense a mentionné en dernier, que l'on puisse terminer l'examen initial de ces affaires pour passer à leur accomplissement de telle manière que l'on arrive vraiment à recevoir un commandant suprême et les forces en provenance de l'Amérique et de l'Angleterre ici sur le continent ».

Hauge : « Il n'est pas question d'accueillir des forces armées d'autres pays en permanence ici en Norvège. Je voudrais ajouter dans cette réunion commune, ce que j'ai déjà dit, que *ce* qui me paraît être un sérieux avantage sécuritaire réside dans le fait qu'à travers la force commune en Europe, surtout lorsqu'elle projette sa ligne de défense et sa frontière vers l'avant, nous aurons des forces de l'Amérique, de l'Angleterre et d'autres pays pour une défense nécessaire du nord de l'Europe et de notre pays, *sans qu'elles soient basées en permanence en Norvège* » (nos italiques)⁷⁷⁹.

A lire ces extraits de la réunion commune avec le Comité militaire, on note en premier lieu la présence cinq officiers supérieurs et deuxièmement une certaine nervosité soulevée – on pourra même dire une crainte - par l'organisation de la force à mettre sur pied et surtout les problèmes de la délimitation des forces allemandes et leur encadrement dans l'ensemble européen. Nous notons également l'invitation de la France à participer à une conférence sur la possibilité de créer une véritable armée européenne et le souci de certains à simplifier la structure de la bureaucratie en vue d'éviter un nombre trop élevé de « trolls ».

Il faut y ajouter le besoin d'agir rapidement de manière à disposer au plus tôt de forces internationales sur le territoire de l'Europe occidentale et enfin, le point essentiel du point de vue de la Norvège, que leur pays soit protégé par des forces américaines et anglaises mais qu'il n'y ait point de forces militaires étrangères qui soient stationnées en Norvège ! C'est là de nouveau une manifestation de l'isolationnisme traditionnel norvégien et en même temps l'expression d'un souhait de ne pas 'provoquer' l'URSS.

⁷⁷⁷ Député, membre du Parti Libéral 1950-1953.

⁷⁷⁸ Alv Kjøs, député, membre du Parti la Droite.

⁷⁷⁹ Voir Annexe VI, TS.01 réf: 501211, avec les textes en norvégien des interventions de F Moe, Nielsen, Moseid, Utheim, Kjøs et Hauge, p 411.

Dans l'édition datée du 30 mai 1952 du quotidien « *Adresse-Avisen* »⁷⁸⁰ l'éditorial est intitulé « Pas de retour en arrière » [Ingen vei tilbake] et traite des accords proposés concernant l'avenir de l'Allemagne occidentale et de l'Armée de l'Europe en ces termes :

« Lundi a été signé à Bonn l'accord qui rend à l'Allemagne occidentale sa liberté et en fait un partenaire dans le bloc des puissances occidentales. Mardi l'accord sur l'Armée européenne avec une participation de l'Allemagne occidentale a été signé à Paris.

Deux événements dont chacun est significatif en soi mais qui sont intimement liés et qui vus ensemble sont d'ordre historique et déterminants pour l'avenir de l'Europe. Déterminants dans un sens ou un autre, le tout dépendant de l'évolution proche qui suivrait le programme des puissances occidentales ou si l'Union Soviétique intervenait activement pour empêcher le rétablissement d'une grande puissance allemande qui échapperait à la direction et au contrôle de Moscou.

Le sort en est jeté. Et aucun chemin ne revient en arrière.

.....

Lorsque le '*New York Times*' utilise le mot dangereux cela signifie manifestement danger de guerre. Et le collaborateur militaire du '*Times*' de Londres rejoint cette pensée et maintient que l'avenir proche sera une période très dangereuse pour l'Europe.

.....

Une autre chose est si Moscou est véritablement dominé par une obsession selon laquelle les accords de Bonn et Paris constituent des mesures offensives dirigées contre l'Union Soviétique. Un être qui se mord les doigts d'angoisse est imprévisible. Mais de toute manière, il n'existe pas de chemin de retour »⁷⁸¹.

La rédaction du quotidien « *Adresse-Avisen* » décrit succinctement mais précisément la situation internationale créée par l'entrée de la République fédérale d'Allemagne dans le giron du bloc occidental et la création de l'armée européenne. En même temps l'on se rend compte que l'avenir proche constitue une période de danger.

Le quotidien « *Trønder-Avisa* », dont le siège est à Steinkjer, ville d'environ 12 000 habitants en 2012, situé dans la partie nord de la province de Trøndelag où dominant l'agriculture et l'industrie du bois, journal partagé par une rédaction d'orientation de la

⁷⁸⁰ Journal important, d'orientation conservatrice, établi à Trondheim et fondé en 1767.

⁷⁸¹ Mandag ble den avtalen som gjengir Vest-Tyskland dets frihet og gjør det til en partner i vest-maktsblokken undertegnet i Bonn. Tirsdag ble avtalen om Europahæren med vest-tysk deltagelse undertegnet i Paris. To begivenheter som hver for seg er betydningsfulle men som henger nøye sammen og som sett under ett er historiske og avgjørende for Europas fremtid. Avgjørende i den ene eller den andre retningen, alt etter som den nærmeste utviklingen går etter vestmakt-programmet eller Sovjet-Samveldet griper aktivt inn for å hindre gjenopprettelsen av en tysk stormakt unndratt Moskvas ledelse og kontroll. Loddet er imidlertid kastet. Og det fører ingen vei tilbake.

.....

Når New York Times bruker ordet farlig mener det åpenbart krigsfarlig. Og London Times' militære medarbeider går inn på den tankegangen og hevder at den aller nærmeste fremtid blir en meget farefull tid for Europa.

En annen sak er det hvis Moskva virkelig beherskes av den tvangsforestillingen at Bonn- og Paris-avtalene er offensive tiltak mot Soviet-Samveldet. En angstbiter er uberegnelig. Men allikevel, det gis ingen vei tilbake.

gauche libérale dont les éditoriaux politiques sont publiés les lundis, mercredis et vendredis, et une rédaction de tendance agrarienne, (devenu le centre en 1959), dont les éditoriaux sont publiés les mardis, jeudis et samedis⁷⁸².

Le « *Trønder-Avisa* », en date du lundi 23 août 1954, publie cette manchette : « La conférence sur l'Armée européenne à Bruxelles s'est terminée par un échec hier ». [Europahærkonferansen i Brussel brøt sammen igår] et « La Grande-Bretagne et les Etats-Unis vont probablement chercher à intégrer les Allemands de l'ouest dans la coopération de défense d'une autre manière » [Storbritannia og USA kommer trolig til å gå inn for å få vesttyskerene med i forsvarssamarbeidet på annen måte].

Du même journal, daté du jeudi 26 août 1954, ce titre : « Une crise pour le monde libre » [Krise for den frie verden] et dans lequel le journaliste rappelle le besoin pour l'Europe, depuis l'initiative prise en 1948 par Winston Churchill, d'une union de l'Europe pour faire face à l'Union Soviétique.

Le mercredi 1^{er} septembre, du même quotidien, ce titre : « L'Allemagne occidentale va demander la souveraineté complète » [Vesttyskland kommer til å kreve full suverenitet] et suite au vote des députés français contre l'Armée européenne, ce sous-titre : « L'Assemblée Nationale française a mis toute l'Europe en danger, déclare (John Foster) Dulles » [Den franske nasjonalforsamlingen har satt hele Europa i fare, sier Dulles] (notre parenthèse).

Le samedi 4 septembre 1954, toujours le quotidien « *Trønder-Avisa* » publie un éditorial intitulé : « Une déception » [En skuffelse].

Le journaliste qui signe O. B. écrit au sujet du vote que « Son indifférence (de Mendès-France (1907-1982)) dans cette affaire si importante constituait une image reflétant la mentalité de laisser-aller qui semble malheureusement si répandue en France aujourd'hui dans toutes les couches de la population..... Par contre, qu'il existe un remède à la mentalité du peuple français, cela nous est inconnu. De ce fait cela fait de la France, qui devait être un point d'appui fixe, la source d'un sentiment d'incertitude chez les autres pays participants qu'il sera difficile de surmonter » (nos parenthèses)⁷⁸³.

En résumé, nous relevons, du 23 août au 4 septembre 1954, les titres suivants: « La Conférence sur l'Armée européenne à Bruxelles s'est terminée par un échec hier », qui débouche sur « Une crise pour le monde libre », et a pour conséquence que « L'Allemagne occidentale va demander la souveraineté complète » et pour Dulles que « L'Assemblée Nationale française a mis toute l'Europe en danger »; et le résultat « une déception » et des paroles peu amènes au sujet de la France.

⁷⁸² Cf. www.t-a.no et Steinkjer Wikipedia

⁷⁸³ Hans (Mendes-France) likegyldighet i dette så viktige spørsmålet var et speilbilde av den la-skurementaliteten som dessverre synes så utbredt i Frankrike idag inne alle lag av folket.....Om det finnes noe botemiddel for det franske folks mentalitet, er derimot uvisst. Derfor skaper det Frankrike som burde være et fast holdepunkt i det vest-europeiske fellesskapet en uttryggghetskjenne hos de andre deltakerlandene som det blir vanskelig å overvinne.

Le journaliste donne l'impression de rendre compte d'un sentiment qu'il pense que beaucoup de Norvégiens et d'autres pays membres partagent au sujet de la France et des Français et qui rend leurs relations plus difficiles.

On tire les conséquences et les leçons de l'échec de l'Armée européenne lors d'une réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, le lundi 6 septembre 1954 » [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomiteen, møte 6. desember 1954].

L'échec de la CED apparaît ainsi comme un moindre mal pour le gouvernement norvégien.

Président: Arthur Sundt (1899-1971) [Formann: Arthur Sundt].

Affaire numéro 1 [Saknr. 1].

La situation de l'armée européenne [Europahær-situasjonen].

Le Ministre des Affaires étrangères Lange : « Depuis qu'il a été décidé que cette réunion devait se tenir, ce à quoi nous nous attendions, tout en espérant que cela n'intervienne pas, c'est que l'Assemblée Nationale française dans la réalité, mais non dans la forme, vote contre le plan français d'origine au sujet d'une armée européenne. Il est clair que ce résultat signifie un échec sérieux de la politique que les Puissances occidentales ont conduit depuis un peu plus de trois ans, avec le soutien du Conseil du Pacte atlantique.

....

Mais même si nous avons raison de nous inquiéter sur ces deux points (la réaction aux Etats-Unis et en Allemagne occidentale) le fait que la décision a été prise ne constitue pas un malheur car nous nous trouvons dans une situation où même une décision négative valait mieux que pas de décision du tout.

....

Il faut dire qu'il y a peu de raisons pour nous ici en Norvège qui avons nous-mêmes occupé une position de réserve concernant une participation dans des arrangements supranationaux, de reprocher aux Français de ne pas en fin de compte accepter les transferts de souveraineté qu'impliquait l'Armée européenne. Nous avons aussi bien raison de noter avec satisfaction que le gouvernement français en place a très clairement indiqué qu'il n'essaiera pas pour sa part d'orienter la France vers une position intermédiaire entre les Etats Unis et l'Union soviétique, le danger de ce développement ayant été colporté par des rumeurs insistantes.

.....

Pour ce qui nous concerne et du point de vue du Pacte atlantique, le point de départ de notre évaluation de la situation ainsi créée, doit être d'une part que nous devons faire ce que nous pouvons pour contribuer à maintenir la solidarité à l'intérieur du Pacte atlantique et la développer et que l'effort commun de défense soit maintenu, d'autre part que l'Allemagne occidentale, en même temps qu'elle récupère dans les grandes lignes sa souveraineté et entre dans cette coopération de défense et *en partie* que le réarmement allemand ne doit pas se réaliser sans contrôle, mais doit se développer à l'intérieur de limites déterminées pour ce qui concerne l'étendue et la manière de le réaliser. Voilà les problèmes de la réalité pour lesquels il s'agit maintenant d'essayer de trouver une nouvelle solution après que le remède que l'on entrevoyait dans l'Armée européenne a été abandonné.

.....

La grande difficulté est de trouver une solution qui en même temps semble suffisamment réconfortante pour une majorité de l'Assemblée Nationale française et satisfasse les demandes ouest-allemandes d'une position d'égalité par rapport aux autres puissances. Et, pour ce qui nous concerne, tout ce qui traite de formes

rassurantes, de la délimitation rassurante, constitue un moment qui va certainement jouer un assez grand rôle dans l'opinion en Norvège.

.....

D'après l'impression recueillie dans la presse et d'après ce qui a été communiqué par notre ambassade à Londres sur la base de conversations de leur personnel, tenues au Ministère britanniques des Affaires étrangères, c'est cette solution, une adhésion allemande au Pacte atlantique, qui constitue la préférence du gouvernement britannique. Le gouvernement canadien, par une circulaire à tous les pays membres du Pacte atlantique, a exprimé que de son côté lui aussi préférera une telle solution.

.....

Dans des conversations que j'ai eues avec des représentants des Grandes Puissances auparavant, lorsque tout était hypothétique, j'ai dit que d'après mon jugement, ce que l'opinion en Norvège, en fin de compte, comprendrait et accepterait le plus facilement, serait une solution de ce type » (les italiques sont du texte originel, les parenthèses sont les nôtres)⁷⁸⁴.

⁷⁸⁴ Voir Annexe VI TS.01 réf : 540906, avec le texte en norvégien de l'intervention de Lange, p 414.

IV.6 : La question européenne : de 1957 à 1972.

A l'automne 1954, les trois principaux pays scandinaves se sont de nouveau attelés à la mise sur pied d'un Marché Commun Scandinave qui devait couvrir 70% des produits industriels, l'agriculture étant écartée, contre les désirs des Danois, mais le poisson et les produits dérivés du poisson avaient été inclus.

Presque au même moment, la Grande-Bretagne et les six membres de la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) commencèrent des négociations pour une union douanière européenne, laquelle aboutit, deux ans plus tard, à la formation de la CEE (Communauté Economique Européenne) et de l'EURATOM. Les pays participants étaient la Belgique, la Hollande, le Luxembourg, l'Italie, l'Allemagne Fédérale et la France. Les Britanniques quittèrent ces négociations en 1955, mais redoutant que les six pays parviennent à créer une union douanière, ils choisirent de fonder leur propre zone de libre échange pour des produits industriels, une « Association de Libre Echange » (Free Trade Area, FTA) et qui se proposait de réunir tous les pays membres de l'OECE (Organisation Européenne de Coopération Economique).

La CEE a vu le jour lors de la signature du Traité de Rome en 1957 et est entrée en vigueur en 1958 lorsque la France a quitté les pourparlers concernant le FTA au mois de novembre de la même année. Les six pays industrialisés de l'OECE en dehors de la CEE plus le Portugal parvinrent à un accord pour établir « l'Association Européenne de Libre Echange », AELE, (European Free Trade Area, EFTA) courant 1959.

Au cours de cette période la Norvège n'envisagea pas d'adhérer à la CEE, mais fut bien obligée de choisir entre les plans pour une union douanière nordique et le FTA. La Suède, la Norvège et le Danemark cherchaient à faire voter une résolution commune au sujet du principe de la création d'un Marché Commun Nordique, mais les partis bourgeois norvégiens ne pouvaient l'accepter. Le Parti agrarien norvégien [Bondepartiet] ne voulait même pas accepter le compromis de nouvelles négociations. En dépit d'une certaine bonne volonté norvégienne au début, le schéma traditionnel réapparaissait bientôt où l'opposition nationale conservatrice, alliée à des secteurs industriels, a contribué à faire durer les pourparlers et ainsi réduire les possibilités et les volontés pour un accord.

En 1956, les Britanniques proposèrent que l'OECE soit entièrement transformé en une zone de libre-échange. En Norvège, l'opposition contre une coopération avec l'Europe occidentale fut grande, principalement à cause de la hâte britannique d'obtenir une décision de principe avant même d'avoir exploré les avantages et désavantages d'un tel espace. Ce désaccord venait en particulier des partis de droite, mais une petite minorité, dont Erling Petersen (1906-1992), député membre du Parti la Droite, [Høyre] était favorable. Les Norvégiens cherchaient à exclure l'agriculture des échanges, alors que les pêcheurs désiraient

inclure leur secteur. L'opposition demanda aux négociateurs de satisfaire ces deux demandes particulières norvégiennes « de vouloir le beurre et l'argent du beurre » [å få både i pose og i sekk]⁷⁸⁵.

Nous avons ainsi vu qu'après l'échec de la Communauté européenne de Défense, l'Europe se trouve sur la table des projets commerciaux entre les pays nordiques, mais l'un après l'autre ces projets doivent être abandonnés principalement à cause de la position intransigeante de la Norvège et de son souci de s'assurer un secours en cas d'une attaque par une puissance étrangère comme en avril 1940, alors que la Suède, ayant réussi à conserver sa neutralité pendant la Deuxième Guerre Mondiale, ne voulait pas abandonner un tel acquis.

Dans le livre « *Norge – en kritikk* » [La Norvège – une critique] par Iver Neumann (1959-)⁷⁸⁶ l'auteur écrit sur la construction d'un état norvégien et d'une culture norvégienne aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles en traitant de l'identité norvégienne. Nous citons⁷⁸⁷ :

« Le projet pour devenir une entité culturelle, différente de toutes les autres entités culturelles mais en même temps partie de la série d'entités inégales, est un projet paneuropéen. Pour une partie des porteurs de l'identité norvégienne il était très clair qu'elle comportait une différenciation voulue par rapport à d'autres collectifs déterminée par des signes distinctifs spécifiques. Cela se voit par exemple déjà dans l'utilisation par Holberg de montagnes comme marque du territoire de la Norvège.

A quelles entités on se référerait et quelles caractéristiques on devrait souligner constituaient la question politique centrale étant donné que la politique traite entre autre de savoir qui nous sommes, c'est-à-dire la question de séparer les amis des ennemis.... De la part de la Norvège on souhaitait à ce moment-là devenir un pays comme le Danemark ou la Suède mais aussi..... en quelque sorte du même type que l'Angleterre et la Hollande.

..... (On) trouve déjà à cette époque une caractéristique du projet norvégien qui n'est partagée que par la Russie. Il s'agit ici de la tendance à se délimiter par rapport à tous les autres projets, vus comme une seule entité. Pour ce qui est de la Russie l'entité qui en résultait était appelée l'Occident. Pour ce qui est de la Norvège, elle s'appelait l'Europe. L'historien Gerhard Schøning (1722-1780)⁷⁸⁸ s'est fixé comme majeure tâche de sa vie de convaincre les Norvégiens qu'ils avaient une histoire qui leur était commune, dont ils pouvaient être fiers et qui fleurissait surtout dans le haut moyen âge.....

..... même si Schøning au début utilisait le mot 'nation' en singeant la dernière nouveauté dans le discours européen, il se tourne vers l'Europe comme un collectif contre lequel les Norvégiens doivent se réunir. Si Montesquieu privilégiait le « Nord » en enfermant le « Sud », la protection par Schøning de la nation

⁷⁸⁵ Voir : Hallé, E. Mémoire de Master II, 2011, p 106-107.

⁷⁸⁶ Iver B Neumann, politologue, anthropologue social, chercheur et écrivain, un premier doctorat en relations internationales en 1992, deuxième doctorat en anthropologie sociale en 2009, il est avant tout connu pour avoir inclus l'identité dans ses travaux de politique internationale.

⁷⁸⁷ « *Norge – en kritikk* » [La Norvège – une critique] p 46 et 52-53.

⁷⁸⁸ Gerhard Schøning, auteur de *Norges Riiges Historie* [Histoire du royaume de Norvège], 3 volumes publiés 1771-1781 et cet ouvrage ainsi que sa publication sur la Cathédrale de Trondheim et son édition de *Heimskringla* [La Saga des rois de Norvège] ont stimulé le sentiment national naissant en Norvège à partir de la deuxième moitié du XVIII^{ème} siècle.

culturelle norvégienne fermait la porte à l'Europe. Cette représentation de l'Europe comme une opposition directe aux valeurs nordiques et norvégiennes, par exemple en ce qui concerne la liberté relative des paysans, a rapidement été établie comme une vérité dans le discours norvégien – et par la suite aussi dans le discours nordique » (notre parenthèse)⁷⁸⁹.

Avec les études de Neumann, nous découvrons une explication plausible de la quasi-aversion des Norvégiens devant le Continent européen qui a constitué un argument permanent dans le débat sur l'adhésion à la Communauté économique européenne en 1972 et qui continue encore de nos jours d'être bien présent dans le débat politique.

IV.6.1: De l'hiver 1957 à l'été 1961 : La Norvège adhère à l'Association européenne de libre échange (AELE) des Sept.

L'argument principal en faveur d'une adhésion à l'AELE était que la Norvège, pour des raisons de politique économique et de sécurité, ne pouvait pas rester en dehors si la Grande-Bretagne devenait adhérente. Au cours des pourparlers qui ont duré jusqu'au mois de novembre 1958, l'opposition norvégienne qui, au début, adopta une attitude très réticente, modifia progressivement sa position. Lorsqu'au mois de novembre de cette année-là, le Ministre français de l'Information Jacques Soustelle (1912-1990) annonça, de la part du général de Gaulle, alors Président du Conseil, qu'il n'était pas question pour la France de créer une Association de Libre Echange, mais bien une Communauté Economique Européenne (ou Marché Commun), les négociations entre la France et la Grande-Bretagne furent rompues. En Norvège, la déception l'emporta devant le refus de la France, mais l'opposition fut bien obligée d'envisager la perspective de se joindre à l'AELE. Cela devint

⁷⁸⁹ Prosjektet med å bli en kulturell enhet, ulik alle andre kulturelle enheter, men samtidig et ledd i rekken av unike enheter, er at alleuropeisk prosjekt. Det var helt klart for en del av bærerne av den norske identitet at den innebar (en) villet differensiering fra andre kollektiver, bestemt av spesifikke markører. Dette kan man for eksempel se allerede i Holbergs bruk av fjell som markør for det norske territorium. Hvilke andre enheter man forholdt seg til, og hvilke markører som skulle trekkes frem, var et sentralt politisk spørsmål, ettersom politikk blant annet er et spørsmål om hvem vi er, et spørsmål om å skille venn fra fiende..... For Norges del ønsket man på dette tidspunkt å bli et land på lik linje med Danmark og Sverige men også..... på noen måter på linje med England og Nederland.

..... (Man) finner likevel allerede på dette tidspunkt et trekk ved det norske prosjektet som deles bare med Russland. Det er her snakk om tendensen til å avgrense seg mot alle andre prosjekter under ett. For Russlands del ble den resulterende enheten referert til som "Vesten". For Norges del ble den referert til som "Europa". Historikeren Gerhard Schøning (1722-1780) gjorde det til sitt livsoppgave å overbevise nordmenn om at de hadde en felles, stolt historie, som blomstret særlig i høymiddelalderen.....

..... selv om Schøning i sin tidlige lokale bruk av ordet "nasjon" etteraper det nyeste i europeiske discurs, vender han seg mot Europa som et kollektiv som nordmenn må samle seg imot. Hvis Montesquieus privilegiering av "Nord" stengte "Sør" ute, stengte Schønings privilegering av den norske kulturnasjon "Europa" ute. Denne representasjonen av Europa som den direkte motsetningen til de nordlige/norske verdier, for eksempel med hensyn til bøndernes relative frihet, ble fort en etablert sannhet i norsk diskurs – og senere også i nordisk diskurs.

un fait au mois de janvier 1960 pour la Suède, le Danemark, le Portugal, l'Autriche, la Suisse, la Grande-Bretagne et la Norvège⁷⁹⁰.

Pour la Norvège le premier problème était de respecter les échéances fixées pour les baisses de tarifs douaniers déterminées par l'accord sur l'AELE. Une pression s'exerça par les pays les plus avancés sur le plan industriel, tels la Suisse, la Suède et la Grande-Bretagne, pour accélérer le processus des réductions. La Norvège était la plus réservée et cherchait de son côté à différer les baisses mais, en fin de compte, elle résolut de se soumettre aux désirs des autres pays membres.

Des problèmes sont restés sans solution dans le domaine de l'exportation de produits agricoles du Danemark vers la Norvège, dont les agriculteurs norvégiens ne voulaient pas, et la vente de poisson de la Norvège à la Grande-Bretagne, où l'obstacle, du point de vue britannique, était l'extension de la zone des eaux territoriales déterminée par la Norvège en 1961⁷⁹¹.

Dans ce chapitre, nous allons nous référer aux comptes rendus des réunions (à huis clos) du Comité des Affaires étrangères et de la Constitution au Storting à Oslo (parfois suivis de nos remarques).

Réunion (à huis clos) commune du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, du Comité des Finances et du Comité des Forêts, des Bassins fluviaux et de l'Industrie, le 7 février 1957 [Fellesmøte av den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite, finanskomiteen og skog-, vassdrags- og industrikomiteen den 7. februar 1957].

Président : Finn Moe [Formann, Finn Moe].

Finn Moe:..... « La réunion est comme nous le savons convoquée par le Ministre du Commerce et, comme il l'a dit lors d'une réunion à portes ouvertes, pour donner un aperçu des plans concernant une Association Européenne de Libre Echange (AELE), et éventuellement, pour autant que l'on puisse en parler, la question d'un Marché Commun européen (MC). L'affaire en est au point d'être discutée lors de la réunion des Ministres de Commerce dans le Conseil de l'Organisation européenne de la coopération économique (OECE) le 12 février où ces questions seront soulevées et où il (le Ministre Skaug), d'une manière ou d'une autre, doit prendre position ou au moins donner un point de vue et de ce fait le Ministre du Commerce a souhaité que les membres de ces trois Comités puissent exprimer leurs sentiments au sujet de ces problèmes ».

Le Ministre du Commerce Skaug : « Il est impossible d'évaluer les conséquences économiques et les avantages d'une zone européenne de libre change pour la Norvège au stade actuel..... On pourrait peut-être tirer des conclusions d'ordre général et les évaluations pourraient également varier en fonction de la problématique posée. Une question est de savoir dans quelle mesure la Norvège s'intéresse activement à l'établissement d'une zone de libre échange. Une autre problématique, qui est peut-être la plus essentielle, est la question de savoir si la Norvège pourrait rester en dehors d'une zone de libre échange composée d'au moins les

⁷⁹⁰ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 5, p 287-310.

⁷⁹¹ Voir : Hallé, E. Mémoire de Master II, 2011, p 107-108.

six Etats du Continent mentionnés (la France, l'Allemagne, l'Italie, la Hollande, la Belgique et le Luxembourg) et la Grande-Bretagne, si un tel ensemble est de toute façon établi.

Sur un plan général, on doit pouvoir dire que la Norvège, en tant que petit pays avec une position de négociation faible, mais très dépendante du commerce extérieur, devrait s'intéresser à un échange de marchandises et de services, libre de toutes restrictions.

.....

Il est difficile dès maintenant de départager définitivement les problèmes pour l'industrie nationale contre les avantages du côté des exportations, en vue de décider *dès aujourd'hui* que nous nous intéressons activement à établir une zone de libre échange. Mais on doit également regarder quelle serait la situation pour nos exportations si nous restions *en dehors* de la zone de libre échange comprenant les Six et la Grande-Bretagne. Dans ce cas, nos exportations auraient des difficultés à se maintenir dans la compétition contre les mêmes marchandises qui sont produites à l'intérieur de l'espace et à ce sujet on devra se rendre compte qu'une telle zone vaste d'échanges libres tendra à être de plus en plus autosuffisante. Avec notre grande dépendance d'exportations vers l'Angleterre et le Continent nous ne pourrions pas prendre le risque d'un tel développement. A mon avis, nous devons de toute manière nous préparer à participer à une telle zone de libre échange si de toute façon elle est établie » (italiques dans le texte original)⁷⁹².

Nous constatons que dans le débat qui a suivi, tous les intervenants se déclarent d'accord avec le Ministre Skaug pour dire que la Norvège ne peut pas rester à l'extérieur d'un tel ensemble et que de ce fait elle devra bien adhérer un jour ou l'autre, c'est-à-dire que la Norvège est, nonobstant son isolationnisme traditionnel, de nouveau dans une situation où elle est contrainte de donner suite. La question d'une adhésion à la future Europe est en tout cas posée en filigrane dès ce moment.

Compte rendu de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution le 14 février 1958 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Møte fredag den 14. februar 1958].

Président: Finn Moe [Formann: Finn Moe].

Le Ministre du Commerce Skaug : « Avec la ratification du Traité de Rome une nouvelle situation est, d'une manière générale, créée en Europe qui devrait avoir des conséquences à plus long terme, non seulement pour la politique étrangère de la Norvège, mais également pour la politique étrangère de tous les pays en Europe qui restent en dehors du complexe d'accords établi. Je base cette remarque sur le rapport dont j'ai déjà parlé, à savoir que les Six ont l'intention d'établir non seulement un Marché commun sur le continent, mais ils visent également la construction d'une entité politique en Europe. S'ils réussissent nous nous trouverons devant une nouvelle situation de fait dans le domaine des affaires étrangères en Europe avec laquelle il faudra, dans une mesure grandissante, compter dans l'avenir.

Une alternative qui devrait être considérée de toute manière est s'il est conseillé de chercher une adhésion à l'Union européenne sur un pied d'égalité avec les Six, avec les responsabilités qu'une telle adhésion entraînerait. On pourrait, d'un point de vue purement économique également soutenir que cela pourrait constituer une alternative d'actualité en dépit du fait qu'il y a tout lieu de rester sceptique devant le caractère clairement protectionniste qu'aurait une telle zone, telle que cette perspective se présente aujourd'hui. Une telle

⁷⁹² Voir Annexe VI TS.01, réf : 570207, avec les textes en norvégiens des interventions de Moe et Skaug, p 414.

adhésion de la Norvège à l'accord des Six soulève cependant en premier lieu une série de questions de constitutionnalité et de réserves politiques, puisque la finalité du Marché Commun européen est bien une fédération politique avec des organes politiques communs. Déjà l'accord sur le Marché Commun européen donne à l'Union des droits essentiels qui délimitent clairement la souveraineté nationale. Il y a déjà aujourd'hui ceux qui pensent que la position que nous avons adoptée avec les autres pays scandinaves et la Grande-Bretagne devant les efforts de coopération européenne sur le Continent depuis des années, n'a pas été la voie la plus heureuse et il y en aura d'autres qui, avec le passage du temps, viendront à partager cette opinion. Je pense qu'il faut compter là-dessus. *Mais aujourd'hui et dans un avenir proche l'idée d'adhérer aux Six représente bien une voie qui ne peut pas être considérée comme une alternative politique pour ce qui nous concerne* » (nos italiques).

Lorsque dans le passé j'avais des délibérations avec M. Monnet (1888-1979), suite aux instructions qui m'avaient été données par le Gouvernement norvégien, au sujet d'un arrangement d'association (avec les Six) analogue pour ce qui concerne la Norvège, la réponse fut directe et catégorique. Elle consistait à dire que pour ce qui concernait la Grande-Bretagne il était raisonnable d'avoir une association car la Grande-Bretagne était un pays grand et significatif. Pour ce qui concerne la Norvège, comme pour d'autres petits pays, Monnet disait que le plus approprié était d'adhérer comme membre à part entière à la Communauté (notre parenthèse).

Laissez-moi dire que toutes les alternatives que l'on peut esquisser maintenant dans la situation présente, sont peu agréables. Et laissez-moi de nouveau préciser que ce que je viens de mettre sur la table, parmi différentes idées qui peuvent constituer des alternatives envisageables – sans que nous ayons eu les possibilités et l'occasion d'évaluer ce qu'impliquerait ces alternatives – aucune d'entre elles n'est à rechercher. Je pense que pour ce qui nous concerne notre intérêt primaire réside dans le fait que nous fassions tout ce que nous pouvons pour mener à bon port les négociations sur l'espace de libre échange, même si cela nous entraînerait à devoir céder sur beaucoup de nos points de vue et nous engager loin sur le chemin des compromis ».

Nordahl (1897-1975)⁷⁹³ : « Si je devais commenter ce sujet, je dirais que si on devait considérer une alternative, c'est celle numéro 1 (la CEE) du Ministre du Commerce. Sans que je puisse dire une chose définitive à ce sujet, je pense que soit nous devons rester seuls, soit nous joindre aux Six dans une forme ou une autre, soit former un bloc contre les Six et il serait triste d'en arriver à former un tel bloc. Nous essayons ici de créer une coopération de défense de l'Europe occidentale. Cela pourrait bien casser un jour peut-être et ainsi on aurait créé deux blocs qui sont dans une situation d'affrontement l'un contre l'autre. Ainsi on fera plaisir à ceux qui ont démarré une agitation contre l'intégration économique en Europe. D'un point de vue de défense, nous sommes bien en route pour compromettre la coopération et lorsqu'on en aura terminé, nous avons tout ceci qui se déverse sur nous sur le front économique ! ».

Ministre du Commerce Skaug: « *Si on se lance à parler d'alternatives, nous pouvons bien être d'accord pour dire que la meilleure alternative pour nous serait que les Six ne se soient jamais mis d'accord* (nos italiques). Alors nous aurions pu continuer à travailler sur la base de ce que nous avons à travers le GATT et l'OECE et aussi d'autres manières. Mais les Six se sont maintenant mis d'accord en dépit de ce que tout le monde disait auparavant et c'est cela qui crée ce problème de négociation tout entier ici. Et comme je l'avais dit la dernière fois : nous devons être clairs que les Six se sont non seulement mis d'accord sur un système commercial, ils se sont mis d'accord sur ce qu'ils appellent une Union économique et qu'ils considèrent eux-mêmes comme le début d'une fédération politique. Il faudra beaucoup d'années mais c'est à cela qu'ils réfléchissent. *Nous* ne pouvons pas l'empêcher et il ne serait pas juste que nous essayions de faire de sorte que les Six dissolvent leur coopération et reviennent en arrière. Ainsi notre point de départ dans toutes ces négociations et délibérations c'est que la coopération entre les Six c'est une réalité, dans tous les six pays ils ont ratifié un traité qui sur des points essentiels n'est pas clair, les Six eux-mêmes ne savent pas et ne sont pas en mesure d'expliquer jusqu'où s'étend la réglementation sur une série de points importants. Ils disent eux-mêmes que ce sont nos institutions qui doivent décider en temps voulu. (*Nous* en italique est du Ministre Skaug).

⁷⁹³ Konrad Mathias Nordahl, député, membre du Parti Social-démocrate.

.....

Notre point de départ dans les négociations à Paris est cette situation que les Six ont leur traité, qu'ils ne sont pas disposés à le modifier et qu'alors ils nous disent : Nous sommes d'accord en principe pour un espace de libre échange lié à notre coopération (des Six), mais la collaboration entre nous doit alors se faire par une adaptation de votre part une fois que nous nous serons mis d'accord entre nous » (nos parenthèse et italiques)⁷⁹⁴.

Nous observons qu'avec la ratification du Traité de Rome la situation géopolitique est bien évidemment modifiée, peut-être même avec le temps profondément changée. En conséquence les députés pensent aux alternatives possibles et nous voyons le Ministre Skaug dire : « Nous pouvons bien être d'accord pour dire que la meilleure alternative pour nous serait que les Six ne se soient jamais mis d'accord », mais cela est tout simplement renvoyer à une situation d'antan ou l'isolationnisme traditionnel norvégien pouvait s'exprimer librement. Skaug ajoute : Mais ils ont leur Traité et ils nous disent que « la collaboration entre nous deux doit alors se faire par une adaptation de votre part une fois que nous nous serons mis d'accord entre nous ».

Ainsi, l'espace géopolitique de la Norvège se rétrécit en menaçant le pays d'un isolement sur le plan économique et commercial, ce que les Norvégiens ne peuvent pas se permettre.

Compte rendu de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, le 31 juillet 1958 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Møte den 31. juli 1958].

Réunion présidée par le vice-président du Comité, Bent Røiseland (1902-1981) [Møtet ble ledet av komiteens viseformann, Bent Røiseland]⁷⁹⁵.

.....

Ministre du Commerce Skaug : « Ainsi que les membres du Comité en ont été informés par les reportages dans les journaux, il y a un arrêt complet dans les négociations au sujet de l'établissement d'une zone de libre échange qui se sont déroulées dans le comité dit Maudling⁷⁹⁶ depuis trois mois et demi. C'est là une situation qui avec le temps a inquiété de plus en plus de personnes dans de nombreux pays du fait qu'il semble clair que les Six du Marché Commun vont mettre en œuvre leur plan de réduction des douanes, d'augmentation des quotas et d'une coopération économique plus serrée entre les membres à partir du 1^{er} janvier l'année prochaine (1959), le résultat étant une discrimination de facto entre des groupes de pays en Europe – une discrimination qui, une fois démarrée, sera difficile à arrêter et qui pourrait entraîner des dommages considérables.

⁷⁹⁴ Voir Annexe VI TS.01, réf : 580214, avec les textes en norvégien des interventions de Skaug et Nordahl, p 415.

⁷⁹⁵ Bent Røiseland, Président du Parti Libéral 1952–64, député au Storting 1945–73 et Président du Comité des Affaires étrangères et de la Constitution 1965–70.

⁷⁹⁶ Il s'agit de Reginald Maudling (1917–1979) député conservateur britannique ; Cf. Wikipedia Reginald Maudling.

Lorsque j'ai dit qu'ils se mettront bien en marche, il y a cependant une exception avec laquelle il faut compter : que la France, sous les stipulations du traité demande d'être exempte de faire ce qu'elle devrait faire et en même temps bénéficierait des prestations et concessions qui sont accordées à tous les autres pays du Marché Commun en conformité avec les règlements du traité.

Sur ce fond plutôt grave on peut dire qu'on peut considérer le résultat de la réunion de la semaine dernière avec un optimisme limité – non parce qu'on a eu des résultats importants, mais parce que nous avons au moins évité que l'on mette fin aux négociations. Cela aurait pu se passer beaucoup moins bien. Un rapport a été établi qui a été remis aux membres de ce comité..... Mais ce qu'on a eu comme résultat de cette réunion a été des déclarations sans équivoque des différents pays, y compris la France, que les négociateurs de ces pays étaient d'avis qu'il était d'une importance décisive de trouver une solution et dans un délai le plus court possible et que les pays de ce fait souhaitent tous faire un effort sérieux pour arriver à mettre sur pied en espace de libre échange.

La situation des négociations était maintenant plus facile et cela pourrait être lié à un certain changement dans l'attitude de la France à l'égard du problème. On est fondé à penser qu'on est maintenant en France aussi plus au fait des dangers, difficultés et problèmes qu'une rupture entraînerait. S'agissant des solutions à trouver à beaucoup des points de négociations, les désaccords furent grands. Lors des discussions, les Français ont maintenu leurs solutions mais ils étaient au moins plus ouverts à des négociations, dans la mesure où nous avons pu le déduire de ce qu'ils nous ont dit, et il y avait une impression unanime parmi les autres membres du comité que du côté français on y mettait du sérieux et qu'on voulait avancer et ce que nous avons maintenant pu entendre et voir du côté français, même lorsqu'ils mettaient sur pied de nouvelles difficultés, n'étaient pas dans l'intention d'essayer de se lancer dans de nouvelles discussions vaines mais la manifestation d'un désir honnête de faire avancer les choses »⁷⁹⁷.

Nous remarquons que des discussions pour l'établissement d'une zone de libre échange se sont déroulées dans le comité dit Maudling sans résultat depuis trois mois et demi. La conséquence étant une discrimination de facto entre deux groupes de pays (les Six et les Sept) en Europe – une discrimination qui, une fois démarrée, sera difficile d'arrêter et qui pourrait entraîner des dommages considérables. Mais la France donne l'impression enfin de vouloir avancer..... (notre parenthèse).

Compte rendu de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, le 5 novembre 1958 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Møte den 5. November 1958]

Président : Finn Moe [Formann : Finn Moe]

Ministre du Commerce Skaug:..... « Comme nous le savons, le comité dit Maudling vient d'avoir une série de réunions à Paris les 23-24 puis 28-30 octobre (1958). Le progrès dans les négociations sur l'établissement d'une zone de libre échange que nous avons espérée voir aboutir cet automne, ne s'est pas réalisé. Au contraire c'est bien à la fois les oppositions de principe, en premier lieu entre les conceptions française et britannique sur les buts et fondements des négociations, qui sont peut-être apparues plus clairement que jamais auparavant. De ce fait il n'est pas en ce moment possible d'avoir une opinion sur quand une zone de

⁷⁹⁷ Voir Annexe VI, TS.01, réf : 580731, avec le texte en norvégien de l'intervention de Skaug, p 416.

libre échange pourrait éventuellement être établie et si elle sera jamais établie et on ne peut pas avoir une opinion sur la forme et le contenu réel qu'un tel espace de libre échange pourrait avoir.

Pour résumer la situation je peux dire en toute certitude que le pessimisme était très répandu lors des dernières réunions à Paris. Il est difficile de dire ce qui va se passer, mais au stade actuel il est presque certain que le comité Maudling ne remplira pas son mandat qui consiste à élaborer et à présenter une proposition pour l'établissement d'une zone de libre échange liée à l'union douanière entre les Six, de telle manière que l'espace de libre échange pourra entrer en vigueur en même temps que les réductions de douane entre les Six. Les Six commencent leurs réductions de douane le 1^{er} janvier (1959) et il est clair qu'aucune zone de libre échange ne pourra entrer en vigueur le 1^{er} janvier. Même si aujourd'hui un accord existait pour une convention, elle supposera bien une ratification des divers pays avant son entrée en vigueur et donc il n'est en aucun cas possible pour le comité de remplir son propre mandat.

D'après ce que je vois, les Britanniques considèrent cette situation comme très sérieuse. Ils ont fait savoir que la date du 1^{er} janvier (1959) est une date extraordinairement importante qui pourrait devenir une date fatale dans l'histoire de l'Europe de l'après-guerre. Car on maintient que si on n'a pas obtenu un accord sur les points essentiels et que de ce fait la discrimination en Europe commence, cela sera le début d'une division économique et peut-être aussi politique de l'Europe. Du côté britannique on dit d'une manière assez ferme, que si nous ne pouvons pas nous mettre d'accord d'ici la fin de cette année nous saurons où nous en sommes et il faudra beaucoup de temps avant de pouvoir reprendre ces négociations.

.....
Il s'agit d'une crise grave que nous avons devant nous et une crise qui, peut-on dire, est de caractère économique, mais qui est aussi dans une grande mesure politique. Les Six ont leur accord entre eux. Ils vont vers quelque chose qu'ils espèrent pouvoir devenir une union politique et un rassemblement politique de l'Europe. *C'est là un développement politique auquel nos pays n'ont pas pu participer.* Mais nous avons pensé que les effets économiques pourraient être palliés à travers une zone de libre échange d'une telle manière que cela en rien n'ébranle les garanties que les Six se sont données – et que les autres cinq ont donné, surtout à la France – en rapport avec l'union douanière entre les Six. Du côté français, cela est mis en doute » (nos parenthèses et italiques)⁷⁹⁸.

Nous constatons que la crise européenne est en train de s'enfoncer à cause de l'échec sur la création d'une zone de libre échange qui aurait pu rapprocher les Six et les Sept et menace en premier lieu l'avenir économique et en deuxième lieu crée la possibilité d'une division politique en Europe occidentale. Les options pour la Norvège se réduisent dangereusement.

Compte rendu de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, le 19 novembre 1958 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Møte den 19. November 1958]

Président : Finn Moe [Formann : Finn Moe]

Le Ministre Skaug : « Une autre chose est qu'aujourd'hui lorsqu'on regarde le développement qui a lieu en Europe on tirera peut-être la conclusion que la ligne norvégienne-danoise-suédoise sur ces questions a eu

⁷⁹⁸ Voir Annexe VI, TS.01, réf : 581105, avec le texte en norvégien de l'intervention de Skaug, p 417.

moins de bonheur dès le début et que nous, lorsque ces formes déterminées pour la coopération ont démarré en Europe qui ont commencé avec l'Union du Charbon et de l'Acier, qui a continué avec l'Armée Européenne dont rien n'est advenu et qui plus tard a été poursuivie pour déboucher sur le Traité de Rome - que nous aurions peut-être dû y être présent dès le début. Des arguments en faveur de ce point de vue existent. Mais en ce moment il est un peu tard pour arriver à cette conclusion et il se présente d'énormes difficultés pour relancer l'affaire maintenant. Si on doit le faire – et du côté du Gouvernement on n'y voit pas d'inconvénient – je pense que pour ce Comité et pour le Storting il sera nécessaire d'adopter une position de principe comme quoi on souhaite que la Norvège adhère à des organes internationaux à autorité supranationale comme on l'a fait dans le Traité de Rome».

Wikborg (1894-1992)⁷⁹⁹: « J'ai vu les choses précisément comme le Ministre du Commerce vient de l'exprimer, que nous avons adopté une position de principe, que nous ne voulons pas entrer dans ces organes supranationaux. Que cette ligne ait été la bonne ou non les avis peuvent bien sûr être partagés, mais nous ne pouvons pas maintenant, sans que le Storting en ait débattu et pris position, suivre une nouvelle ligne politique. Nous ne pouvons pas non plus – si j'ai bien compris M. Erling Petersen – commencer des négociations séparées sous quelque forme que se soit avec les Six. Notre chance est que nous sommes unis avec les « non-Six » et si nous commençons à nous diviser de cette manière, on verra bien se passer des choses étranges. Alors la France ne se présentera pas, de toute façon, sous un jour plus accommodant »⁸⁰⁰.

Nous observons qu'un doute existe chez certains députés et ce qui amène une introspection où l'on se demande si la Norvège, le Danemark et la Suède n'ont pas fait fausse route au début en s'abstenant lors des discussions puis de la création de la Communauté du Charbon et de l'Acier, puis l'Armée européenne dont rien n'est advenu et qui plus tard a débouché sur le Traité de Rome. Le Ministre Skaug pense qu'aujourd'hui, pour ce Comité et pour le Storting, il sera nécessaire d'adopter une position de principe confirmant le souhait que la Norvège adhère à des organes internationaux à autorité supranationale comme on l'a fait dans le Traité de Rome, en vue de se rapprocher de la sphère de la CEE et être reconnue comme futur membre potentiel. Cela en lui-même constitue un développement radical.

Compte rendu de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, le 11 janvier 1960 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Møte den 11. januar 1960].

Président : Finn Moe [Formann : Finn Moe].

Le Ministre des Affaires étrangères Lange:..... « La problématique de la question de savoir comment arriver à une coopération entre les deux groupes en Europe, les Six (la France, la Belgique, la Hollande, le Luxembourg, l'Allemagne et l'Italie) et les Sept (Grande-Bretagne, Portugal, Autriche, Suisse,

⁷⁹⁹ Wikborg, Erling, député, membre du Parti Chrétien populaire.

⁸⁰⁰ Voir Annexe VI, TS.01, réf : 581119, avec les textes en norvégien des interventions de Skaug et Wikborg, p 418.

Suède, Norvège et Danemark) est en partie modifiée depuis peu suite aux Américains qui sont plus actifs sur cette question que ce qui était le cas pendant la majeure partie de l'année dernière. Avant cette initiative américaine, ce qui nous préoccupait le plus – et d'ailleurs cela vaut aussi maintenant, que cela nous préoccupe – était le danger d'une division économique en Europe qu'impliquent les deux formations de marché si on ne trouve point une coopération ordonnée et fixe entre elles..... Parmi les Sept on considérait l'union de libre échange comme une contribution pour trouver une solution générale et européenne des problèmes dans le cadre de l'OECE (nos parenthèses).

.....

Les Six ont clairement été moins intéressés par une solution spécialement européenne..... Ils regardent l'Union européenne seulement comme un premier pas vers la création d'une fédération d'Etats politiques qu'ils espèrent développer pour devenir une puissance à côté des Etats-Unis et de l'Union Soviétique, et de préférence plus forte que la Grande-Bretagne. De ce fait, il entre dans les buts fixés par le Six de réduire l'influence de la Grande-Bretagne sur le Continent.

De ces deux problématiques c'est sans aucun doute celle qui a prévalu parmi les Six qui a le plus attiré les Américains.....

Mais il faut rajouter que le fait que la coopération parmi les Six comporte un objectif politique, chose qui manque chez les Sept, fait que la coopération parmi les Six attire plus les Américains. Beaucoup d'entre eux, peut-être la plupart d'entre eux, ont tendance à raisonner d'une manière assez simple et sommaire et ils voient la coopération entre les Six comme le noyau des Etats-Unis de l'Europe, comme les provinces sur la côte orientale de l'Amérique furent le noyau des Etats-Unis d'Amérique contemporains ».

Wikborg:.... « J'ai toujours vu les choses comme quoi la coopération atlantique est la plus importante. Même si avec une intégration en Europe nous pourrions créer un troisième facteur de puissance sur le plan mondial, je pense pour ma part que les intérêts pour la Norvège se trouvent plus vers la coopération atlantique que dans un tel rassemblement européen.....

J'ai aussi pensé que la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui est produite par les Six par le fait qu'ils se sont effectivement établis. Cela a forcément entraîné le développement que nous avons connu, que nous avons eu les Sept, ce qui en soi n'est pas une solution souhaitable, seulement une étape en route. Et alors la question est : Est-ce que cela sera un pas sur le chemin d'une Europe unie ou s'agira-t-il d'un pas vers une union atlantique ou ce que l'on voudra l'appeler ?

Il est de mon opinion que c'est la perspective atlantique qui est la plus propice pour nous. Je pense que du point de vue norvégien c'est l'ordre global, s'il se fait, le meilleur. Si nous avons un jour une série d'unions douanières de par le monde – et nous y voyons un commencement – cela affectera à la fois notre exportation et notre marine marchande, donc je pense qu'avec notre structure particulière nous devons nous intéresser à la plus grande liberté globale possible.

Mais si ceci est vrai, il est doublement inquiétant que nous soyons placés à l'extérieur.

Ayant maintenant entendu la présentation du Ministre des Affaires étrangères et celle du Ministre du Commerce, d'où il ressort qu'il y a trois semaines le Ministre français des Affaires étrangères disait qu'il y aurait des négociations sur une seule journée et nous voyons la perspective qui se déroule actuellement devant nous, on doit se demander : Etait-il de bonne foi ou est-ce que le propos d'Oxenstierna à son fils tient toujours ?⁸⁰¹. Est-ce

⁸⁰¹ Axel Oxenstierna fut le collaborateur le plus proche du roi Gustav II Adolf de Suède et son fils Johan Oxenstierna fut chargé de négocier la Paix de Westphalie en 1648 qui mit fin à la Guerre de Trente ans. Johan, doutant de sa capacité à négocier au nom de la Suède en a fait part à son père qui lui a répondu : « Ne sais-tu pas

que la situation dans ce monde est si confuse que le Ministre français des Affaires étrangères ne sait pas du tout le 22 décembre quelle sera la perspective au début du mois de janvier suivant ?

Mais avec le développement que cette affaire a maintenant pris, il me semble que nous voyons un dessein clair avec la main de maître des Français en arrière-plan. Ils ont manœuvré pour éloigner trois des Sept. Ils ont eux-mêmes seulement offert le Luxembourg, qui est de peu d'importance. Dans le comité qui se réunira il y aura cinq des Six et seulement quatre des Sept, d'après ce que je vois.

Dans ces circonstances je ne peux pas comprendre autrement que – c'est au moins ma réaction provisoire – il faut se concentrer sur la recherche d'un arrangement entre les Six et les Sept..... Ce n'est pas exclusivement les Six qui ont la responsabilité de la situation survenue. Puisque les Sept, comme le disait M. Ingvaldsen (1902-1985), ont toujours avancé sur un rythme plus lent, cela a ses propres raisons bien précises. C'est la Grande-Bretagne, qui, et comme on l'a dit, ne peut pas choisir entre l'Europe et le Commonwealth et qui cherche un arrangement par lequel elle peut bénéficier à la fois de l'Europe et du Commonwealth. Cela n'est pas facile, tout au moins il n'est pas facile de trouver une solution acceptable pour d'autres.

C'est bien cela l'explication.

Comme déjà dit, il y a de très grands problèmes difficiles mais je dois dire que du point de vue des Sept il ne faut pas faire la même erreur que celle commise tout le long du développement de cette affaire - que nous avons laissé l'initiative aux Six et puis nous sommes venus derrière en courant et en essayant de nous rattraper. Nous devons, avant tout dans les négociations à venir cet hiver, savoir clairement ce que nous voulons et où nous voulons aller ».

Le Ministre des Affaires étrangères Lange: « Je pense qu'il existe un mobile dans cette situation extrêmement compliquée que nous ne devons pas ignorer. C'est que dans l'industrie américaine et dans la politique, il se joue un bras de fer intense entre ceux qui veulent réagir suite à la situation de la balance des paiements qui s'est modifiée, en revenant à un protectionnisme et isolationnisme américains purs et ceux qui cherchent des voies pour l'empêcher et maintenir l'attitude tout de même relativement libérale devant le monde environnant que nous avons rencontré de la part des Américains ces dernières années..... »⁸⁰².

Nous notons que, pour ce qui est de Wikborg il se situe dans la dimension atlantique en se fondant sur l'actif économique que constitue la marine marchande et sa liberté de naviguer sur les Sept mers et desservir des pays tiers, lorsqu'il donne son point de vue qui nous paraît très pertinent : « Il est de mon opinion que c'est la perspective atlantique qui est la plus propice pour nous. *Je pense que du point de vue norvégien c'est l'ordre global, s'il se fait, le meilleur.....* Si nous avons un jour une série d'unions douanières de par le monde – et nous y voyons un commencement – *cela affectera à la fois notre exportation et notre marine marchande, donc je pense qu'avec notre structure particulière nous devons nous intéresser à la plus grande liberté globale possible* (nos soulignage et italiques).

Toujours Wikborg : « Comme déjà dit, il y a de très grands problèmes difficiles mais je dois dire que du point de vue des Sept il ne faut pas faire la même erreur que celle commise tout le long du

mon fils, le peu d'intelligence avec laquelle le monde est dirigé ? » [Vet du inte, min son, med hur lite förstånd världen styrs ?]

⁸⁰² Voir Annexe VI, TS.01, réf : 600111, avec les textes en norvégien des interventions Lange et Wikborg, p 418.

développement de cette affaire - *que nous avons laissé l'initiative aux Six et puis nous sommes venus derrière en courant et en essayant de nous rattraper. Nous devons, avant tout dans les négociations à venir cet hiver, savoir clairement ce que nous voulons et où nous voulons aller*».

Pour notre part, nous remarquons que les députés, membres du Comité des Affaires étrangères, se trouvent enfin face à la complexité de la realpolitik européenne et admettent que les Norvégiens ont pris du retard. La situation étant, à ce moment précis, d'éviter une division économique en Europe entre les deux formations de marché si on ne trouve point une coopération ordonnée et fixe entre elles.

Pour les Américains la meilleure manière de vaincre la menace communiste passe par le développement des échanges commerciaux et l'expansion économique dans le monde libre. Ainsi, les Américains sont attirés par la perspective européenne des Six plus que par celle des Sept, car celle des Six comporte un plan politique à plus long terme, offrant ainsi la possibilité d'un regroupement d'Etats européens et la formation d'une union d'Etats un peu sur le modèle des Etats unis d'Amérique.

Compte rendu de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, le 31 mai 1960 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Møte den 31. mai 1960]

Président : Finn Moe [Formann : Finn Moe]

Le sujet à l'ordre du jour est celui de la représentation dans le Comité consultatif de l'AELE.

Trond Hegna⁸⁰³ : « A propos de la dernière chose que le Ministre a mentionnée, la presse a indiqué que l'on est beaucoup plus avancé dans la prise de position du côté britannique que l'impression donnée par les déclarations du Ministre. Il a été suggéré que l'Angleterre a déjà, en fait, opéré le choix d'entrer dans l'union douanière avec les Six ».

Le Ministre du Commerce Skaug: « Maudling en a parlé un peu. D'après ce que j'ai compris, les Britanniques pensent, dans un premier temps, adhérer à EURATOM et à la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) pour démontrer leur bonne volonté devant une coopération européenne resserrée. Mais pour ce qui est des rapports entre les Six et les Sept d'une manière générale, ils n'ont pas pris position. C'est cependant une situation qui pourrait bien évoluer assez rapidement dans l'avenir ».

Le Président (Finn Moe): « Il s'agit de l'adhésion britannique prévue à la Communauté européenne du charbon et de l'acier et à l'Euratom. D'après ce que j'ai appris, le gouvernement britannique aussi désire le faire. Mais alors ne serait-il pas une idée que l'on s'assure que d'autres pays de l'AELE aussi adhèrent ? Je pose cette question car il existe une certaine crainte que la Grande-Bretagne puisse adhérer au Marché

⁸⁰³ Trond Hegna, députée, membre du Parti Social-démocrate.

Commun toute seule – je ne pense pas que c'est dans un proche avenir mais cela se discute tout de même – et les autres pays de l'AELE se retrouveraient dans une position difficile. Et si on crée un précédent par le fait que la Grande-Bretagne entre seule dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier, c'est peut-être là un précédent dangereux »⁸⁰⁴.

Les députés parlent tactique pour adhérer aux organismes européens comme la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), l'Euratom et la CEE, le danger étant perçu de la Grande-Bretagne qui pourrait faire cavalier seul en adhérant à la CEE.....

Compte rendu de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, le 17 septembre 1960 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Møte den 17 september 1960].

Président : Finn Moe [Formann : Finn Moe].

Le Président : ... « J'ai une question pour le Ministre des Affaires étrangères concernant la proposition sur la Constitution dont le Storting doit débattre lorsqu'il se réunira. On a bien indiqué et on a utilisé comme argument qu'il n'est peut-être pas nécessaire d'adopter une proposition maintenant, que l'on peut attendre et prendre le risque qu'il n'y aura pas d'arrangement entre les Six et les Sept avant les élections (législatives) en Norvège et que le nouveau Storting se soit réuni, que l'on aura le temps d'adopter la proposition à ce moment-là. Pour ce qui me concerne, je ne me sens pas absolument sûr que nous puissions nous trouver devant une telle situation mais j'aimerais bien avoir le point de vue du Ministre des Affaires étrangères à ce sujet » (notre parenthèse).

Le Ministre des Affaires étrangères Lange: « Il est évidemment difficile d'évaluer ceci avec certitude. Nous travaillons pour et allons continuer de travailler pour trouver un arrangement entre les Six et les Sept le plus vite possible et dans cette affaire, *nous devons être prêts, si nous voulons un arrangement, être disposés à regarder des arrangements qui comportent un certain transfert de l'application de souveraineté dans le domaine économique à l'organe commun*. Je voudrais donc dire que c'est mon opinion que tant que nous ne pouvons pas et ne devons exclure que notre travail porte des fruits dans le laps de temps dont nous parlons ici, il serait plus juste, plus sûr et plus rassurant qu'une résolution, comme celle dont on parle maintenant, intègre la Constitution » (nos italiques)⁸⁰⁵.

Nous notons le problème de la supranationalité qui survient de nouveau lorsque le Ministre des Affaires étrangères déclare : « Nous travaillons pour et allons continuer de travailler pour trouver un arrangement entre les Six et les Sept le plus vite possible et dans cette affaire, *nous devons être prêts, si nous voulons un arrangement, être disposés à regarder des arrangements qui comportent un certain transfert de souveraineté dans le domaine économique à l'organe commun* ».

⁸⁰⁴ Voir Annexe VI, TS.01, réf : 600531, avec les textes en norvégien des interventions Hegna, Moe et Skaug, p 420.

⁸⁰⁵ Voir Annexe VI, TS.01, réf : 600917, avec les textes en norvégien des interventions de Moe et Lange, p 420.

Pour la Norvège il s'agit encore une fois d'une évolution très radicale par rapport à la norme de l'autodétermination.

Compte rendu de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, le 27 janvier 1961 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Møte den 27 januar 1961].

Président : Finn Moe [Formann : Finn Moe]

Le Président: « J'ai pris la plume juste avant le début de cette réunion pour rédiger et présenter la proposition suivante :

« Le Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution invite le Gouvernement » - ou je peux dire : « le Ministère des Affaires étrangères » - à mettre en œuvre au plus tôt une étude au sujet des conséquences économiques, politiques et constitutionnelles d'une adhésion de la Norvège au Traité de Rome, de telle manière que l'on puisse évaluer quelles seront les conséquences d'un arrangement entre les Six et les Sept pour notre pays ».

Je ne veux pas par là dire que nous devons adhérer au Traité de Rome, ce n'est pas la motivation, mais c'est le seul point fixe dont nous disposons. *C'est, si je puis dire, le plus extrême, qui va le plus loin et peut-être pourrais-je dire – le pire qui pourrait se passer.* Mais à la lumière de cela on pourrait évaluer les propositions qui sont présentées » (nos italiques)⁸⁰⁶.

De nouveau on aborde la question de la supranationalité avec la déclaration du Président de la réunion Finn Moe qui dit : « Je ne veux pas par là dire que nous devons adhérer au Traité de Rome, ce n'est pas la motivation, mais c'est le seul point fixe dont nous disposons. *C'est, si je puis dire, le plus extrême, qui va le plus loin et peut-être pourrais-je dire – le pire qui pourrait se passer* » (nos italiques et soulignage).

Compte rendu de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, le 27 avril 1961 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Møte den 27 april 1961].

Président : Finn Moe [Formann : Finn Moe].

A l'ordre du jour, la nouvelle situation entre les Six et les Sept.

⁸⁰⁶ Voir Annexe VI, TS.01, réf : 610127, avec le texte en norvégien de l'intervention de Moe, p 420.

Le Ministre des Affaires étrangères Lange :..... « Nous devons également nous rendre compte que la pensée européenne n'a jamais, chez les véritables Européens, été limitée géographiquement aux six pays du Continent. Je ne peux que rappeler le Comité d'action Jean Monnet fondé en 1954 en vue d'œuvrer pour une intégration européenne, qui au mois de juillet l'année dernière a émis un souhait fort que la Grande-Bretagne et d'autres pays européens devaient adhérer aux trois unions entre les Six (CECA, Euratom et la CEE).....

..... le Ministre français des Affaires étrangères, Couve de Murville (1907-1999), lors de la réunion consultative du Conseil de l'Europe le 2 mars de cette année, avait déclaré que le Marché Commun est ouvert à chaque pays européen. Il disait que l'adhésion d'autres pays européens aux Six est la seule solution véritable. Il a rajouté qu'il espérait que l'opposition d'autres pays à une telle solution ne constituait pas leur dernier mot. Même s'ils ne désiraient pas une adhésion complète, ils peuvent s'associer au Marché Commun à des conditions particulières.

Si c'est là la nouvelle situation devant laquelle nous nous trouvons en Europe, nous devons évaluer notre position en vue de cette situation. Lors du débat sur les affaires étrangères du 21 mars, le Président de ce Comité avait exprimé son inquiétude que l'opinion publique s'occupe si peu avec ces problèmes et il posait la question : « Si la Grande-Bretagne adhère au Traité de Rome, où cela nous laisse-t-il alors ? » Je suis très reconnaissant au Président de ce Comité d'avoir posé la question aussi clairement. Cela a pu contribuer à clarifier les concepts » (notre parenthèse).

Wikborg: « Pour ma part j'ai le sentiment - c'est peut-être plus un sentiment instinctif qu'une véritable considération bien pensée – que si la Grande-Bretagne et le Danemark adhèrent à l'Union douanière en tant que membres à part entière, alors il ne reste, comme on l'a dit dans le passé « que le choix entre une alternative » pour ce qui nous concerne.

Je pense qu'une association avec des conditions particulières où nous serons dans une position faible dans les négociations, avec notre très grand export et nos possibilités d'expansion dans ce domaine et avec notre marine marchande très importante, serait très préoccupante. Il serait très préoccupant de n'avoir qu'une association lâche, d'autant plus que je suis plutôt convaincu que si l'Europe occidentale perdure à plus long terme, nous sommes obligés de regarder en face que nous serons forcés d'abandonner beaucoup de nos idées et habitudes acquises ».

Le Ministre des Affaires étrangères Lange: « Nous sommes très concernés par le fait qu'il semble que la perspective se rétrécit de telle manière que nous nous trouverons beaucoup plus tôt devant le choix, au moins de la manière de procéder ; soit une association ou négociation sur la base du Traité de Rome tel qu'il existe aujourd'hui et que l'opinion publique n'a pas été suffisamment préparée. C'est donc une responsabilité qu'il faut assumer, de corriger cette situation ».

Le Président (Finn Moe): « Lorsque nous allons maintenant prendre position cette fois-ci je pense que nous ne pouvons pas, comme nous l'avons fait auparavant – je ne critique personne car j'ai moi-même été de la même opinion – seulement nous laisser entraîner avec le reste. Au début nous étions sceptiques devant l'idée d'Europe et j'ai moi-même donné de très nombreuses conférences au Conseil de l'Europe contre une intégration européenne et pour une intégration atlantique.....

Je pense que le plus typique est que, lorsque l'espace de libre échange a été formé l'attitude norvégienne pouvait être résumée comme suit : nous ne pouvons rester en dehors – nous devons participer, au lieu de dire positivement que ceci constitue un progrès et nous y participerons entièrement et pleinement. Lorsqu'il s'agit de cette question (maintenant) nous devons regarder les choses et décider de sauter le pas

entièrement et pleinement. Cela nécessite bien sûr une préparation psychologique extraordinaire et c'est peut-être là un des plus grands problèmes » (notre parenthèse).

Ingvaldsen⁸⁰⁷: « Il est clair que nous sommes ici devant quelques problèmes d'adaptation.....Il me semble que lorsque nous discutons de problèmes dans ce Comité élargi des Affaires étrangères nous recevons des communications confidentielles au sujet de choses que, pour une grande partie, on peut lire dans des quotidiens d'autres pays. J'ai l'impression que dans notre pays nous sommes trop mystérieux concernant ces choses et de ce fait l'opinion est déphasée de telle manière que nous devons toujours faire très attention à quel en sera l'effet.

Concernant l'influence sur l'opinion, la préparer, je pense qu'il serait également bon que les propositions concernant la Constitution qui sont en attente puissent être débattues.

Concernant les rapports scandinaves, je pense que les chemins des Norvégiens et des Suédois doivent se séparer sur certains points. Je ne pense pas qu'il faut être trop sentimental en laissant par exemple la ligne politique étrangère de la Suède et les conséquences dans le domaine de la défense différente de la nôtre, nous empêcher, nous, pour ce qui est de notre rapport à l'Europe en général »⁸⁰⁸.

Les choses évoluent rapidement dans les relations entre les Six et les Sept. Nous notons la déclaration de Couve de Murville du 2 mars 1961 où il affirme que « l'adhésion d'autres pays européens aux Six est la seule solution véritable. Même si les pays ne désiraient pas une adhésion complète ils peuvent s'associer au Marché Commun à des conditions particulières ».

Wikborg se projette dans l'avenir en mettant en garde contre la position faible que la Norvège pourrait occuper si elle s'associe plutôt que d'adhérer pleinement à la CEE et en prédisant que les Norvégiens devront abandonner leurs idées et habitude acquises.

Le Ministre des Affaires étrangères relève que le temps presse avec une liberté de choix qui se rétrécit alors que le public norvégien n'est pas encore préparé et avec le Président Finn Moe nous constatons que la Norvège ne pourra plus se laisser entraîner avec le reste, ainsi les attitudes et opinions sont en train de changer. Mais cela nécessite de convaincre une opinion publique peu préparée au changement.

Enfin le député Ingvaldsen déclare que les temps ont changé et que les chemins des Norvégiens et Suédois, deux peuples frères, doivent se séparer sur certains points ce qui est un changement profond qui constitue en fait un autre développement radical.

Compte rendu de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, le 19 mai 1961 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Møte den 19 mai 1961].

⁸⁰⁷ Ingvaldsen, Bernt, député, membre du Parti la Droite [Høyre].

⁸⁰⁸ Voir Annexe VI, TS.01, réf : 610427, avec les textes en norvégien des interventions de Lange, Wikborg, Moe et Ingvaldsen, p 421.

Président : Finn Moe [Formann : Finn Moe].

Il s'agit de nouveau des relations entre les Sept et les Six.

Ingvaldsen: « Je considère moi aussi que l'AELE n'a pas été une construction durable. L'AELE englobe des différences trop grandes entre les Etats membres et je pense que la plus grande différence à l'intérieur de l'espace AELE est que quelques pays sont neutres et d'autres non. Pour la Suède c'est bien les relations étrangères qui entrent en jeu. Il en est bien de même pour l'Autriche et peut-être aussi pour la Suisse. Il est évident, d'après ce que je vois, que la Suède ne voudra pas modifier sa politique étrangère et il est clair que les autres ont des buts politiques en Europe différents de ceux, par exemple, de la Grande-Bretagne.....

Mais lorsqu'il s'agit de la position de la Norvège j'ai tendance à voir les choses de telle manière que chacun doit s'occuper de ses propres affaires en premier. Que nous devions, par exemple, soutenir la proposition suédoise dans le but d'être gentil et courtois, alors que nous n'avions pas de sympathie particulière pour leur initiative et que cela ne correspondait pas à nos intérêts, ne m'enchanté guère. *Je pense que nous devons être réalistes. Sans vouloir exprimer un enthousiasme en soi, je suis porté à considérer que nous ne pouvons pas éviter une adhésion à ce Marché Commun et je pense que dans ce cas-là mieux vaut faire le saut plutôt que nous traîner (à quatre pattes). Plus le temps passe et plus les Six ont le temps de faire fonctionner leur coopération, plus les négociations seront dures et moins ils voudront accepter des accommodements. Même aujourd'hui ils ont bien une position de négociation si forte qu'ils peuvent, si nous sommes honnêtes (avec nous-mêmes), dicter, dans une mesure considérable, les conditions et je pense que cette situation s'aggraverait. De ce fait je pense qu'il est un peu trop romantique de dire qu'il faudrait maintenir le front commun dans l'espace Norden. Je ne pense pas qu'il existe une justification à cette attitude, malheureusement, et je ne pense pas que quelqu'un d'autre pourrait protéger nos intérêts si nous ne le faisons pas nous-mêmes. De ce fait, je pense que cela est le plus important, vu de notre côté »* (nos italiques).

Wikborg: « Nous sommes probablement nous aussi dans la situation que nous devrions arriver à clarifier assez tôt. Rester dans l'incertitude une éternité nous porte tort de beaucoup de manières et je suis tenté de dire, peut-être avec des paroles un peu différentes de M. Ingvaldsen, qu'il vaut mieux en finir avec une épouvante que (vivre) une épouvante sans fin. Car nous entrons ici dans un domaine où nous ne pouvons pas avoir d'aperçu général mais il me semble que la pire des choses qui pourrait nous arriver est qu'il y aurait un marché européen plus important avec la Grande-Bretagne et le Danemark à l'intérieur et nous à l'extérieur.

Ceci avec les négociations de l'AELE réunies et la proposition suédoise, cela me semble relever de l'illusion pure. Lorsque le Danemark a déjà dit qu'ils ne peuvent pas soutenir la Suède et qu'en réalité la Grande-Bretagne a dit la même chose, c'est gaspiller du temps à encore réfléchir à ce sujet.

.....

Le Storting va dès cet automne – je pense qu'on peut dire sans aucun doute – adopter les changements dans l'article 93 de la Constitution⁸⁰⁹, cela étant une des conditions de notre adhésion, donc je pense que cette difficulté, on n'aura pas à en tenir compte.

Que nous participions ou non, je pense que nous sommes devant des bouleversements énormes dans toute notre vie commerciale et industrielle et notre structure économique et je pense que l'on devrait alors choisir l'alternative qui nous donnerait les meilleures possibilités. Et je pense que cela serait l'adhésion complète d'autant plus qu'elle remplit le mieux le but politique à long terme auquel je crois ».

⁸⁰⁹ Modifier le §93 de la Constitution pour rendre possible une adhésion à la CEE avec une majorité de seulement 2/3 des députés au Storting au lieu des 3/4 (et donc 67% au lieu de 75% des membres du Storting).

Le Président: « La question de savoir si nous entrons en association ou si nous demandons une adhésion directe est à voir lorsque la situation sera plus claire. La question principale est de savoir si nous devons exclure l'alternative de rester à l'extérieur. Pour ma part je suis d'avis qu'il sera impossible pour nous de rester à l'extérieur, mais j'ai vu l'autre jour dans (le quotidien) « *Nasjonen* » [La Nation] une réaction comme quoi nous devrions réfléchir à deux fois *avant* d'entrer dans une telle collaboration. J'ai un peu peur que cela ne devienne une réaction ordinaire ici dans notre pays : Pourquoi devons nous faire ceci ?- lorsqu'on se rend compte des changements essentiels dans notre politique économique qu'entraînerait une telle adhésion. C'est ici, il me semble, que nous en tant que Storting nous nous trouvons devant un problème extraordinaire et vaste. Je peux le formuler en disant que notre décision d'entrer dans le Pacte atlantique fut un événement plutôt décisif dans l'histoire politique de la Norvège, mais je crois qu'une décision éventuelle d'adhérer au Marché Commun sera peut-être d'importance encore plus grande..... ».

Petersen (1906-1992)⁸¹⁰: « Je pars du point de vue que si la Grande-Bretagne devient membre (dans la CEE), nous aussi nous devons adhérer. Je pense qu'il est faux de cette manière d'essayer de se soustraire à la responsabilité du choix. Car nous n'avons pas que l'alternative dont M. Wikborg ou M. Røiseland nous a parlé, soit une adhésion complète au Marché Commun ou une association, mais nous avons en fait une troisième possibilité, celle qui consiste à rester en dehors. Nous pouvons penser à une vie nationale plutôt honorable même si nous suivons la ligne prise par l'Islande et l'Irlande en restant à l'extérieur. Cela n'est pas une impossibilité et nous devons aussi considérer cette alternative en dépit du fait que personnellement je pense déjà maintenant que pour moi elle ne se présente pas comme la meilleure – mais cela provient peut-être du fait que je suis économiste.

.....

Je reviens au fait qu'il y a bien sûr un avantage de gagner du temps lorsqu'il s'agit de prendre une décision importante. Mais nous devons aussi savoir que nous risquons de « manquer le coche » si nous passons trop de temps à réfléchir » (notre parenthèse).

Vatnaland (1892-1983)⁸¹¹: Je comprends certains de ceux qui ont pris la parole ici, de manière qu'ils pensent qu'il faut au plus tôt prendre position et se déclarer prêt à négocier avec les Six. Je ne suis pas d'accord avec cela. Mon point de vue correspond presque avec ce qui a été présenté par le Président et M. Kjøs et quelques autres car je dois dire pour ma part que vu le peu de clarté qui prévaut encore je ne peux pas en ce moment prendre la position comme quoi il est tellement évident qu'il faut se joindre aux Six.

Je suis entièrement d'accord avec ce qui a été dit par le Ministre des Affaires étrangères, qu'il est nécessaire pour nous de gagner du temps car comme il a aussi été dit auparavant il y a toujours de la confusion concernant la position de nos secteurs agriculture et pêche qu'il nous faut un éclaircissement avant de prendre position. Et je pense qu'il est nécessaire ici, vue la situation générale, que les pays de l'espace AELE devraient négocier ensemble, d'autant plus qu'il est évident que la position de la Grande-Bretagne n'est pas du tout claire »⁸¹².

Nous concluons : Le problème de fond dans l'AELE a été créé par la Grande-Bretagne, qui fut la seule Grande Puissance parmi les Sept, à adresser, en 1961, une demande

⁸¹⁰ Petersen, Erling, député, membre du Parti la Droite [Høyre]

⁸¹¹ Vatnaland, Lars Elisæus, député, membre du Parti agrarien.

⁸¹² Voir Annexe VI, TS.01, réf : 610519, avec les textes en norvégien des interventions de Vatnaland, Ingvaldsen, Moe et Petersen, p 422.

d'adhésion à la CEE, sans prévenir auparavant ses six partenaires. L'amertume des Suédois et Norvégiens était grande et se tourna également contre le Danemark qui suivit la voie de la Grande-Bretagne. De plus, en 1964, la Grande-Bretagne, sans consulter ses partenaires, introduit un tarif de 15% sur une série de produits importés pour aider sa balance de commerce international fortement déficitaire⁸¹³.

A travers cette période de 1957 à 1961, où nous avons pu observer des développements lorsque les députés se sont trouvés devant des choix fondamentaux et ont eu à prendre des décisions que l'on peut qualifier de dramatiques, concernant la Norvège et l'Europe, ils se sont rendus compte que la seule solution serait en fait d'adhérer à la CEE car aucune autre option acceptable ne se présentait à la Norvège qui était donc, encore une fois, contrainte de donner suite. Cependant certains partis, comme celui des Agrariens, demeuraient très réservés face à cette option.

IV.6.2 : De l'été 1961 à l'automne 1972 : La Norvège se prépare à adhérer au Marché Commun (MC) ou à la Communauté économique européenne (CEE) des Six.

Dans ce chapitre nous allons en premier lieu nous référer aux comptes rendus des réunions du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution du Storting par ordre chronologique et deuxièmement aux extraits de l'année 1972 de deux quotidiens norvégiens, « *Østlendingen* » [l'Habitant de l'est] et « *Trønder-Avisa* », mais vues les orientations politiques différentes de ces organes de presse les passages choisis ne vont pas apparaître comme un seul ensemble en ordre chronologique mais chronologiquement par quotidien de janvier à septembre 1972. De plus nous allons prendre connaissance avec les points de vues d'un sociologue de l'Université d'Oslo sur des attitudes des Norvégiens en général devant la perspective de l'Europe ainsi que le compte rendu d'un débat au Storting du mois de juin 1972.

On trouvera d'autre part nos résumés ou commentaires après les comptes rendus ainsi que nos remarques se référant aux extraits des quotidiens et parfois un rappel historique avec nos interprétations.

Nous rappelons que la Grande-Bretagne, par l'intermédiaire de son Premier Ministre Harold Macmillan, a déclaré, au mois de juillet 1961, son souhait d'adhérer à la CEE, un an et demi seulement après la création de l'AELE. Les perspectives de la Norvège sont ainsi sérieusement compliquées par la nécessité un jour d'adhérer à un ensemble comprenant l'Europe continentale, dont la Norvège n'avait jamais voulu auparavant, notamment à cause de ses caractéristiques supranationales.

⁸¹³ Voir Hallé, E. Mémoire de Master II, 2011, page 108.

IV.6.2.1 : Hésitations et craintes devant la perspective d'adhésion à l'Europe continentale.

Les députés norvégiens, dans une période très intense de discussions sur l'avenir de la Norvège, sont soumis à des nouvelles perspectives concernant leur collaboration avec la Communauté économique européenne.

Compte rendu de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, le 1^{er} décembre 1961 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Møte den 1. desember 1961].

Président : Finn Moe [Formann : Finn Moe].

Le Président : « Comme il a été rapporté dans les quotidiens, le groupe (parlementaire) du Parti Social-démocrate a voté une résolution pour reporter la discussion sur la Communauté.....

En conséquence, j'invite M. (Nils) Hønsvald (1899-1971)⁸¹⁴ à exposer le point de vue du groupe social-démocrate ».

Hønsvald: « Comme nous le savons, il était prévu que le Gouvernement présente une communication supplémentaire dans le courant de la semaine prochaine comme une étape dans le traitement de cette affaire. Le groupe parlementaire du Parti Social-démocrate a maintenant demandé au Gouvernement de reporter cette communication dans le but de remettre la discussion finale de cette affaire jusqu'après le nouvel an.

En arrière-plan, la raison est que le débat public, et surtout le débat un peu partout dans le pays, au sujet des problèmes liés au Marché Commun, a pris une tournure qui est peu satisfaisante. Le débat est, d'après ce que j'ai compris, très bien organisé par ceux qui sont opposés à notre demande d'adhérer au Marché Commun dans une forme ou une autre, alors qu'il faut dire que de l'autre côté on a adopté une attitude défensive.

Je m'en suis aperçu moi-même lors de quelque-unes des réunions auxquelles j'ai assisté. Il n'a pas du tout été possible d'avoir un débat objectif. De la part de ceux qui sont contre, ils nous ont servi, je peux bien le dire, la plus simple des démagogies et l'alternative d'association n'est pas soulevée en règle générale. Il n'y a que la question de rester à l'extérieur qui semble soulever un intérêt » (nos italiques).

John Lyng (1905-1978)⁸¹⁵ : « Je n'ouvrirai pas un débat au sujet des inquiétudes de M. Hønsvald – je m'abstiendrai. Mais pour ma part je voudrais dire très brièvement qu'il est dans l'intérêt de tout le monde que ce Comité adopte un point de vue le plus tôt possible.....Je demande simplement qu'il nous soit donné, à nous qui voyons la chose différemment, une possibilité d'affirmer notre point de vue avec un vote ici dans ce Comité ».

Erling Petersen: « J'ai demandé la parole en vue d'enregistrer un regret très profond au sujet de la tournure de cette affaire. Elle est nocive pour les intérêts de la Norvège. C'est évidemment une question d'appréciation de savoir quels effets un report va avoir, mais je crains que les facteurs négatifs soient

⁸¹⁴ Nils Hønsvald (1899-1971), député du Parti Social-démocrate de 1945 à 1969.

⁸¹⁵ Lyng, John, député, membre du Parti la Droite [Høyre].

prédominants. Nous pensons délibérer de l'adhésion à quelque chose, au Marché Commun. Beaucoup pensent que tant que l'on reste passif, on n'aura pas anticipé le déroulement des événements mais je crains que là-bas en Europe cela puisse créer l'impression que nous nous désabonnons de quelque chose, c'est-à-dire de la coopération avec l'Europe occidentale dans un sens plus large..... »⁸¹⁶.

Nous notons donc fin 1961 que « le groupe (parlementaire) du Parti Social-démocrate a voté une résolution pour reporter la discussion sur la Communauté..... ».

En effet, selon l'intervention de Hønsvald: « Le groupe parlementaire du Parti Social-démocrate a maintenant demandé au Gouvernement de reporter cette communication dans le but de remettre la discussion finale de cette affaire jusqu'après le nouvel an.... *En arrière-plan, la raison en est que le débat public,..... a pris une tournure qui est peu satisfaisante.... Il n'a pas du tout été possible d'avoir un débat objectif. De la part de ceux qui sont contre, ils nous ont servis.....la plus simple des démagogues et l'alternative d'association n'est pas soulevée en règle générale....*

Cela veut dire que l'opinion publique en Norvège ne semble pas du tout prête à se joindre à un groupement pro-européen (nos italiques).

Compte rendu de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, le 12 avril 1962 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Møte den 12. april 1962]

Président : Finn Moe [Formann : Finn Moe]

La discussion continue concernant la proposition que le Comité prépare au sujet de l'adhésion au Marché Commun et qu'il soumettra au Gouvernement. Per Borten, qui représente une minorité au Comité, intervient.

(Per) Borten (1913-2005)⁸¹⁷: « Bien, je lirai le résumé rapidement : Je lis :

Résumé :

Cette minorité désire souligner que la Norvège a activement participé à la collaboration entre les peuples depuis longtemps et qu'elle devra continuer à le faire. Mais la collaboration à laquelle nous avons participé jusqu'à présent s'est déroulée sur une base volontaire et avec une possibilité contractuelle de résiliation.

Les nouveaux efforts de fusion en Europe que représente la CEE amènent la collaboration entre peuples vers des formes bien plus contraignantes et non résiliables selon les déclarations officielles qui visent même une création étatique. Ceci soulève de nouveaux problèmes incalculables pour un Etat national indépendant.

⁸¹⁶ Voir Annexe VI, TS.01, réf : 611201, avec les textes en norvégien des interventions de Moe, Hønsvald, Lyng et Petersen, p 423.

⁸¹⁷ Député, membre du Parti du Centre (ancien Parti agrarien).

Cette minorité ne peut donc pas recommander à la Norvège de chercher à négocier avec la CEE sur la base d'une relation qui suppose une limitation large du droit de notre peuple à l'autodétermination, pour une période indéterminée.

Lors de ses réflexions, cette minorité considère entre autres que les arguments suivants sont essentiels :

- Chercher à maintenir la plus grande partie de notre forme traditionnelle de gouvernement populaire dans le but de laisser à chaque citoyen des possibilités de concourir au développement du pays.

- Pouvoir appliquer nos moyens politiques et économiques de telle manière que nous nous efforçons de distribuer équitablement le résultat de la production – à la fois en ce qui concerne les groupes de citoyens et les districts.

- Disposer de la possibilité de mener une politique qui nous protège au mieux contre un manque de comestibles les plus importants lors d'un blocus éventuel.

- Pouvoir garantir une utilisation de nos ressources naturelles dans une forme et à un rythme qui servent les habitants aujourd'hui et les générations futures qui vivront en Norvège.

- Que la Norvège continue autant que possible de maintenir dans l'avenir une position indépendante vis-à-vis de tous les pays en développement et du monde en général.

Cette minorité souhaite ensuite rappeler que la Norvège entretient des échanges commerciaux importants avec le monde extérieur et en particulier avec les pays de l'Europe occidentale et qu'il est dans l'intérêt de la Norvège que ces échanges continuent à se développer.

Cette minorité souhaite d'autre part souligner qu'une union douanière de type traditionnel reconnaisse cette considération et, entre autres, qu'elle protège nos industries exportatrices contre des conditions de compétitions détériorées.

Une telle union douanière ne comprend pas de droit d'établissement libre ni des mouvements de capitaux libres.

Ayant parcouru les présentations que le Gouvernement a communiquées au Storting, *cette minorité* est arrivée à la conclusion que d'un point de vue économique à long terme il serait un avantage pour la Norvège de participer dans l'union douanière que le Marché Commun a établie, sous la condition que des règlements d'importation nécessaires concernant le secteur agricole puissent être maintenus en conformité avec les règles du GATT. Mais une collaboration au-delà du cadre de l'union douanière doit s'effectuer sur la base d'obligations et être volontaire. D'autre part une stipulation des obligations du traité du type dont nous parlons ici doit être qu'elle est résiliable.

Cette minorité recommande que des négociations pour une association sur cette base soient commencées ».

La majorité présente son texte pour le Marché Commun par les soins de John Lyng: « Les membres du Comité, tous députés du Parti la Droite, Hambro, Ingvaldsen, Kjøs, John Lyng (Président du groupe parlementaire de la Droite) et Erling Petersen, pensent qu'il est d'une importance essentielle pour le Storting lors de la décision finale au sujet de l'adhésion de la Norvège à la Communauté économique européenne, d'avoir la meilleure connaissance possible du point de vue du peuple norvégien à ce sujet. Beaucoup indique que cela pourra être constaté lors d'un référendum populaire consultatif.

A ce sujet, *ces membres* désirent signaler que le moment d'un tel référendum populaire, la manière dont il sera réalisé et le thème précis du vote doivent être fixés par la loi et que cela ne pourra se faire avant la fin des négociations sur l'adhésion

Ces membres maintiennent que c'est le résultat final des négociations sur lequel le vote doit porter et que les électeurs ont le droit de demander que celui-ci leur soit soumis avec les considérations du Gouvernement et du Storting » (Les italiques sont du texte d'origine, les parenthèses sont les nôtres)⁸¹⁸.

Ainsi la majorité et la minorité ont présenté leurs arguments devant le Comité des Affaires étrangères et de la Constitution.

La demande norvégienne fut remise au Conseil des Ministres le 14 juin 1962. Dactylographié sur 16 pages, le document mentionnait les mesures d'exclusion souhaitées par la Norvège concernant plus précisément des industries primaires. Le message mettait en évidence que la Norvège, vu son climat, sa localisation géographique et son habitat dispersé, devait recevoir un traitement particulier. L'expression d'une volonté de coopération politique était affirmée avec modération, et les concepts d'union et de supranationalité soigneusement contournés, conformément à la volonté exprimée par le Comité des Affaires étrangères.

Les réactions des Etats-Unis et des pays membres de la CEE exprimèrent une profonde réserve. A la commission et parmi les membres, on s'interrogeait sur les intentions des Norvégiens. Souhaitaient-ils vraiment devenir membre et désiraient-ils participer à un processus d'intégration⁸¹⁹ ?

La réunion, dont le compte rendu suit, va traiter de la situation des négociations à Bruxelles concernant la demande d'adhésion à la CEE présentée par la Norvège le 4 juillet précédent.

Compte rendu de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, le 21 novembre 1962 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Møte den 21. november 1962]

Président : Finn Moe [Formann : Finn Moe]

Le Ministre des Affaires étrangères Lange : « Je n'ai rien dit à Bruxelles que je n'avais pas auparavant dit dans la communication au Storting numéro 67 soit dans le débat sur le Marché Commun du 26 avril. Il y avait deux choses que je souhaitais mettre en avant :

Premièrement que lorsque nous avons maintenant demandé une adhésion nous savions clairement que nous nous disions prêts à participer à un processus d'intégration, un processus qui vise une fusion toujours plus étroite de la vie économique à l'intérieur de la zone entière de la CEE et que nous savions qu'un tel processus pour autant avait un contenu politique dans la mesure où il touche un domaine très large de ce que chaque Assemblée Nationale dans n'importe quel pays traite et qui souvent constitue la division entre les partis politiques et est l'objet de décisions politiques. Mais je disais alors d'autre part, comme il est dit dans la

⁸¹⁸ Voir Annexe VI, TS.01, réf : 620412, avec les textes en norvégien des interventions de Borten et Lyng, p 424.

⁸¹⁹ Voir : Hallé, E. Mémoire de Master II, p 119.

communication au Storting numéro 67 et comme je disais dans le débat du 26 avril, que pour ce qui concerne la collaboration sur des sujets qui ne concernent pas le Traité de Rome – et il s’agit en général de la politique étrangère, il peut s’agir de la politique de défense, il peut s’agir de problèmes de politique culturelle – nous souhaitons, que lorsque le sujet est mis sur la table, pouvoir participer aux discussions concernant la manière de développer une coopération plus étroite dans ces domaines à l’intérieur d’un Marché Commun élargi...

Je n’ai pas de doute qu’il était opportun pour l’atmosphère des pourparlers que pour notre part nous disions cela maintenant à Bruxelles car il est clair qu’au moins dans la Commission, et possiblement dans les gouvernements d’une partie des six pays, la réaction suite à une étude approfondie de notre déclaration du 4 juillet a été qu’on y soulève tant de problèmes de fond que l’on doit se demander si les Norvégiens dans la réalité vraiment souhaitent une adhésion complète et s’ils désirent participer à un processus d’intégration. Et j’ai pensé qu’il était important que ce malentendu soit levé à cette occasion à Bruxelles »⁸²⁰.

En effet, le Général de Gaulle ayant rompu les négociations avec tous les pays demandeurs au mois de janvier 1963, les politiques norvégiens se sont rendu compte que leur pays n’était pas perçu comme tourné vers l’Europe. Cependant, de Gaulle et certains leaders allemands invitèrent les Danois à continuer les négociations, ce qu’ils ont refusé. Une telle invitation ne fut pas adressée à la Norvège. Le Danemark et la Norvège présentaient une différence dans la structure économique et industrielle des deux pays. Le Danemark, très orienté vers l’agriculture avait un besoin impératif d’accès aux marchés des pays membres de la CEE. Il explique l’attitude des Danois très ouverts à la CEE et à la supranationalité ainsi que la perception en Europe de la différence entre les deux pays⁸²¹.

Beaucoup de Norvégiens ont émis un soupir de soulagement lorsque le Général de Gaulle opposa son veto à la demande d’adhésion présentée par les Britanniques en 1963, réduisant ainsi le rythme du processus d’intégration avec ses déclarations sur « L’Europe des nations »⁸²².

A l’automne 1966 les Britanniques ont de nouveau avancé l’idée d’adhérer au Marché Commun suivie d’une demande présentée au mois de mai 1967. La Norvège donna suite, mais comme prévue, la France opposa son veto au mois de novembre de la même année, ce qui donna lieu à une nouvelle initiative de la part des Danois, lors d’une réunion du Conseil Nordique à Oslo au mois de février 1968, pour approfondir la coopération nordique. Un mois plus tard les Danois présentèrent un plan connu comme ‘Nordøk’ destiné à devenir une union douanière nordique, appelé « le saut du tigre » [tigerspranget] au Danemark ou « la nouvelle union de Kalmar » [den nye Kalmar union], une dénomination donnée par certains hauts fonctionnaires norvégiens⁸²³.

⁸²⁰ Voir Annexe VI, TS.01, réf : 621121, avec le texte en norvégien de l’intervention de Lange, p 425.

⁸²¹ Voir : Hallé, E. Mémoire Master II, 2011, p 121.

⁸²² Voir : Hallé, E. Mémoire Master II, 2011, p 146-147, et note de renvoi à « *Norsk utenrikspolitikk historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] vol 6, p 452-459.

⁸²³ Voir : Hallé, E. Mémoire de Master II, p 121.

Nouvelle étape dans l'évolution des pourparlers entre la Norvège et la CEE avec le compte rendu de la réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, le 23 novembre 1966 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Møte den 23. november 1966].

Réunion présidée par (Bent) Røiseland, député, membre du Nouveau Parti populaire [Det Nye Folkepartiet].

Le Premier Ministre Borten [Statsminister Borten] : « Nous sommes donc convoqués pour une réunion à Londres. Ce qui a accentué le débat autour de cette affaire c'est l'initiative annoncée par Wilson (1916–1995)⁸²⁴ à la Chambre des Communes britannique où il a annoncé qu'il effectuera un voyage de reconnaissance dans les capitales de la zone CEE et, d'autre part, une fois ces reconnaissances terminées, qu'il demandera l'adhésion à ce groupement politique et économique.

Si on en juge d'après les commentaires reçus de notre ambassade à Londres, il y a pas mal de pour et de contre. La déclaration donnée par Wilson ne contient en fait rien de très neuf. Elle constitue une suite à ce qui a été dit auparavant, que la Grande-Bretagne est prête à adhérer au Marché Commun à certaines conditions.

Si on compare la situation aujourd'hui avec ce qu'elle était il y a quelques années lorsque nous discutons de la question du Marché Commun, je mettrais en avant qu'il y a beaucoup de choses qui ont été modifiées en Europe. Si on lit le discours de Johnson (le Président américain), si on lit ce qui est ressorti lors de la conférence de presse de de Gaulle récemment, on voit clairement qu'un nouvel aspect est apparu dans la situation par rapport au débat qui s'est déroulé au Storting en 1962 ; on peut dire qu'on attache plus d'importance à la détente entre l'est et l'ouest en Europe. L'essentiel n'est plus que l'on doit développer l'Europe occidentale pour se renforcer par rapport à la partie orientale de l'Europe. Plusieurs des leaders ont déclaré qu'il est davantage d'actualité de rassembler la véritable Europe – toute l'Europe – par rapport à la situation précédente.

.....

Tous savent que nous avons, il y a quelques temps de cela, créé un Comité avec le secrétaire d'Etat Vindsetmo comme président, pour effectuer une mise à jour des faits que l'on peut enregistrer autour de la CEE et les relations avec d'autres pays.

.....

S'agissant de la deuxième partie du mandat du Comité Vindsetmo, à savoir l'enregistrement des lois et des réglementations dans le Marché Commun, et les projeter sur les conditions qui prévalent dans notre pays, on n'est pas très avancé, mais là aussi on fait au plus vite »⁸²⁵.

On peut noter que le Premier Ministre Borten souligne les changements intervenus en Europe et les attitudes des responsables politiques où on semble attacher plus d'importance à la détente entre l'est et l'ouest en Europe que par le passé. De plus les Norvégiens ont constitué un comité pour dresser une sorte d'inventaire des faits imputables à la CEE et leurs relations avec d'autres pays.

⁸²⁴ Harold Wilson, Premier Ministre travailliste britannique.

⁸²⁵ Voir Annexe VI, TS.01, réf : 621123, avec le texte en norvégien de l'intervention de Borten, p 426.

De la fin 1966 jusqu'au référendum du 25 septembre 1972, des réunions du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution qui se rapportent au résultat de négociations concernant la Communauté économique européenne, ont été organisées le 27 août, le 8 octobre et le 9 décembre 1970, le 29 mars, le 7 et le 18 juin ; les 15 et le 29 octobre, les 22 et le 26 novembre ainsi que le 9 décembre 1971 ; enfin les 4, 8, 11 et 13 janvier 1972.

Examinons de plus près le compte rendu (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, du 11 janvier 1972 [Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Møte den 11. januar 1972].

Le Premier Ministre Bratteli: « Je me souviens du gouvernement d'alors à la fin des années 1950, lorsqu'existait encore le Comité Maudling et que la Communauté européenne était sur le métier.....

Ce qui en fait constituait la base de la création effective de la Communauté était qu'ils (sic) se fondaient en partie sur des principes généraux et ordinaires qui ont toujours un rôle intéressant à jouer dans une bonne partie du débat au sujet de la Communauté européenne. Sur le plan pratique on avait beaucoup de travail pour mettre en place des structures, établir des institutions et organes pour assumer des tâches et déterminer des règles de procéder, des règles concernant la manière de résoudre des problèmes etc. Et tout ceci – et c'est le point que je voulais souligner – a été fait dans *la confiance* de pouvoir résoudre les problèmes à l'intérieur de la Communauté au fur et à mesure qu'ils se présentaient.

En d'autres termes : On a eu un système avec des règles établies pour traiter des problèmes de coopération au lieu de tentatives pour déterminer préalablement qu'après un certain nombre d'années on décidera de quel contenu à retenir concernant des problèmes spécifiques.

On peut bien dire qu'un des éléments qui faisait que les Norvégiens et la Norvège se montrèrent alors plutôt sceptiques était le raisonnement sur lequel était fondé la Communauté et la crainte bien connue des Norvégiens que l'on puisse faire fausse route si on n'avait pas auparavant inclus dans des protocoles et traités comment traiter des situations précises dans l'avenir.

Je m'étends d'une manière assez détaillée sur ce point car je pense que l'on doit presque garder ce fait en arrière-plan pour pouvoir comprendre, disons-le, un problème non résolu du type de celui devant lequel nous nous trouvons et qui est, de plusieurs manières, à voir comme un conflit entre des réalités pratiques, politiques et de droit ainsi que des règles incorporées dans la Communauté »⁸²⁶.

Nous notons que le Premier Ministre dévoile son point de vue concernant le processus d'adhésion et de collaboration à l'intérieur de la Communauté européenne et qu'il avance l'importance du facteur *confiance* dans les relations entre partenaires du traité.

⁸²⁶ Voir Annexe VI, TS.01, réf : 720111, avec le texte en norvégien de l'intervention de Bratteli, p 426.

IV.6.2.2 : L'année 1972 avec le quotidien «*Østlendingen*» [l'Habitant de l'est] ; extraits.

Durant l'année 1972, ce journal de format A2 avait un tirage de 16 000 exemplaires comptant jusqu'à 24 pages le samedi. Il comportait une rubrique « Le petit coin » [Det lille hjørne] pour les affaires très locales et avait introduit une rubrique « Le débat MC (Marché Commun) » [EF (Europeiske Fellesmarkedet) debatten]. *Les éditoriaux de ce quotidien ne manquaient jamais de rappeler leur opposition à l'Europe* (nos italiques).

La rubrique « Le débat MC » fut présente en général un jour sur deux au mois de mars 1972 occupant en moyenne 4 colonnes sur 7, laissant aux citoyens libre cours de se prononcer pour ou contre, de même dans « Le petit coin ». La plupart du temps nous trouvons des arguments d'ordre politique et de caractère populiste, parfois cependant un témoignage qui révèle un souci concernant l'étranger.

C'est ainsi qu'en date du 6 janvier 1972, Halvor Mjøen (1910-1978)⁸²⁷ sous le titre « Notre droit à l'autodétermination » [Vår (selv)bestemmelsesrett] écrit : « A l'intérieur de deux pays actuellement membres de la CEE, nous savons qu'ils ont reçu beaucoup d'ouvriers étrangers ». [Innefor to av de nåværende EEC-land vet vi at de har fått mye fremmedarbeidere].

Le message envoyé par ce correspondant est très clair : Adhérez à la CEE et vous aurez l'arrivée en Norvège et la compétition de nombreux ouvriers étrangers !

A la même date du 6 janvier, dans une rubrique intitulée « La femme norvégienne et la CEE » [Den norske kvinne og la CEE], l'auteur de l'article, Birgit Gaarder, écrit : « La sociologue allemande, Dr. Karin Schrader-Klebert, maintient que la place de la femme dans le monde du travail et dans la structure des salaires à l'intérieur de la CEE est à comparer avec celle des ouvriers étrangers dans la CEE et celle des nègres (sic) aux Etats-Unis »⁸²⁸ (notre parenthèse).

De nouveau un message très clair : Les femmes norvégiennes ont tout à craindre d'un abaissement de leur statut si elles votent pour une adhésion à la CEE.

De nombreux intitulés de l'année 1972 donnent le ton :

Le 8 janvier 1972 : Le député Johan Østby (1924-2005), membre du Parti du Centre, livre sa critique : « Le Storting n'est pas correctement informé par le gouvernement » [Stortinget er ikke ordentlig orientert av Regjeringen].

Le 15 janvier : Le député Karstein Seland (1912-2005) écrit : « L'incertitude marque l'avenir de l'agriculture dans la CEE » [Usikkerhet preger jordbrukets framtid i EEC].

Un éditorial daté du 17 janvier, est intitulé : « L'arme secrète d'accès à la CEE de Bratteli » [Brattelis hemmelige EEC-våpen]. Il s'agit simplement du mot « confiance » [tillit] qui s'inscrit fréquemment dans le langage du Premier Ministre. Nous lisons : A Bruxelles on dit que « la Norvège doit rester *confiante* que

⁸²⁷ Auteur de « *Minner 1940-1945, slik en fjellbonde levde med dem* » [Souvenirs 1940-1945, tels qu'un paysan de montagne les a vécus].

⁸²⁸ Den tyske sosiologen, Dr. Karin Schrader-Klebert, hevder at kvinnens plassering i arbeidslivet og i lønssystemet i EEC er å sammeligne med fremmed arbeidernes innenfor EEC og med negerens i USA.

les organes de la CEE appliqueront les accords de telle manière que les intérêts particuliers de la Norvège soient préservés »⁸²⁹.

L'article continue : « A notre avis, le mot *confiance* sera une notion centrale dans le processus que le gouvernement Bratteli entend mener en vue de convaincre les membres et les électeurs du Parti Social-démocrate que la Norvège doit devenir membre de la CEE »⁸³⁰.

« Notre suspicion bien fondée est que l'arme secrète de Bratteli est le mot *confiance* ». [...vi har en begrunnet mistanke om at Brattelis hemmelige våpen er ordet *tillit*].

Enfin, dans le même article : « Nous craignons que des groupes de la population se soulèveront les uns contre les autres, que les exploitants agricoles et des pêcheurs se soulèveront contre l'industrie et autres grands acteurs de l'économie, que les ouvriers industriels se soulèveront contre les petits agriculteurs etc. » (nos italiques)⁸³¹.

On peut noter le ton anxigène utilisé par l'auteur de ce texte et constater une attitude qui frôle la perspective d'un affrontement.

Dans l'édition du 20 janvier, le journaliste Thorbjørn Bakken, dans une rubrique appelée « Mon opinion » [Min mening], donne son avis, sous l'intitulé : « Une main morte de l'Europe » [En vissen hånd fra Europa]. Il cite le Premier Ministre Trygve Bratteli qui aurait déclaré : « La Norvège a reçu une proposition des nations de l'Europe occidentale – une main tendue. Le peuple norvégien devra de lui-même décider s'il acceptera cette offre ou s'il le refusera »⁸³².

Le journaliste n'est pas d'accord et écrit : « Il (Bratteli) doit être le premier à admettre que c'est la Norvège qui a tendu la main. Non la CEE. C'est la Norvège qui a cédé point par point »⁸³³.

Nous lisons: Un titre du 2 février: « Les plans d'adhésion à la CEE sont critiqués en Union Soviétique » [Norges EF planer kritiseres i Sovjet]. Manière de rappeler que le 'Grand Ours' à l'est désapprouve.

Le 18 février, en titre : « Les Partis du Centre norvégien, suédois et finlandais sont d'accord : L'adhésion au MC est impossible – une coopération est souhaitable » [Norsk, svensk og finsk Sp enige : EF-medlemskap umulig – samarbeid ønskelig].

⁸²⁹ I Bryssel snakkes det om at « Norge må ha *tillit* til at EEC organene praktiserer avtalene på slik måte at Norges særinteresser blir ivaretatt ».

⁸³⁰ Etter vår oppfatning vil ordet *tillit* bli et sentralt begrep i den prosedyre som regjeringen Bratteli akter å føre for å få overbevist Arbeiderpartiets medlemmer og velgere om at Norge må bli medlem i EEC.

⁸³¹ Vi frykter at grupper av folket vil bli satt opp mot hverandre, at jordbrukere og fiskere vil stå imot industri og andre store næringsdrivende, at industriarbeidere settes opp imot småbrukere etc.

⁸³² Norge har fått et tilbud fra de vest-europeiske nasjoner – en utstrakt hånd. Det norske folk skal selv avgjøre om det vil ta imot dette tilbudet, eller om det vil avslå.

⁸³³ Han (Bratteli) bør være den første til å innrømme at det er Norge som har strakt ut hånden. Ikke EEC. Det er Norge som har gitt etter punkt for punkt.

Le 8 mars, le quotidien titre : « Le Oui au MC de l'Association des paysans et fermettes crée une agitation sérieuse » [Bonde- og småbrukarlagets EF-ja skaper alvorlig uro].

Le 20 mars: «162 ont voté Oui, 43 Non et 19 bulletins nuls lors du vote sur le MC dans la section (du département de) Hedmark du Parti Social-démocrate » (notre parenthèse) [162 stemte ja, 43 nei og 19 blankt til EF i Hedmark Ap].

Le 19 avril, sous le titre : « Le MC n'est pas seulement une question d'un Oui ou d'un Non » [EF er ikke bare et ja eller nei], le journaliste rapporte les paroles de Dagfinn Vårvik (1924-)⁸³⁴, lors d'une conférence sur la CEE organisée par le Parti du Centre à Elverum. Nous citons Vårvik: «Nous pensons que le transfert du droit à l'autodétermination de la nation, tel qu'il est prévu par la CEE, va plus loin que ce qui est nécessaire et qu'il devrait être possible de trouver d'autres alternatives de coopération»⁸³⁵. « Nous pensons que les nations plus petites continuent d'avoir le droit de vivre et qu'il n'est pas nécessaire d'adhérer à un organe supranational pour être viable »⁸³⁶.

Vårvik termine par ces paroles : « Nous pensons également que nous ici en Norvège avons réussi à mieux constituer notre société que ce que le MC serait capable de faire »⁸³⁷.

Nous sommes amenés à constater que les Norvégiens pensent, encore une fois, qu'ils sont les plus forts et qu'ils peuvent rester en dehors de la CEE.

En date du 30 mai, ce titre et texte: « Les opposants au Marché Commun dans un défilé de Rørås jusqu'à Os... Les slogans qui nous unissent sont : Avec le Mouvement populaire contre la CEE. Oui à l'autodétermination pour les Norvégiens. Solidarité avec les pays en voie de développement – non à la CEE. Non à La CEE – préserver la Norvège des campagnes. Oui à la démocratie rapprochée – non à la bureaucratie de Bruxelles »⁸³⁸.

Titre d'un article de la rédaction du quotidien daté du 4 août: « Sécession impossible d'un membre dans un Etat neuf composé de pays du MC » [Ubrytelig medlemskap i en ny stat av EF-land].

Le 5 août, autre titre de la rédaction du journal : « L'anesthésie du Oui » [Ja-bedøvelse].

Le 9 août, encore un éditorial avec ce titre : « Le Marché Commun – un outil du grand capital » [EF – storkapitalens redskap].

Le 28 août, un article en première page sous le titre : « L'opposition au Marché Commun sera imposée par la force et le lavage de cerveau » [EF-motstanden skal tvinges i kne med press og hjernevask].

⁸³⁴ Homme de presse, député du Parti du Centre et ancien ministre.

⁸³⁵ Vi mener at overføringen av nasjonal selvråderett slik EF har lagt opp til går lengre enn nødvendig og at det derfor må kunne finnes andre alternativer for samarbeid.

⁸³⁶ Vi tror at de mindre nasjonene fortsatt har livets rett og at man ikke behøver å gå inn i et overnasjonalt organ for å være levedyktig.

⁸³⁷ Vi tror også at vi i Norge har greidd å forme vårt samfunn bedre enn hva EF kan makte.

⁸³⁸ EF-mostandere i demonstrasjonstog fra Rørås til Os...Parolene vi samles under er : Med folkebevegelsen mot EEC. Ja til norsk selvråderett. Solidaritet med U-landa – nei til EEC. Nei til EEC – bevar bygde-Norge. Ja til nærdemokrati – nei til Brusselbyråkratiet.

A la même date paraît une contribution signée Kr Østby-Deglum, sous le titre : « Un crime politique sans pareil dans l'histoire de la Norvège ? » [En politisk forbrytelse uten sidestykke i norsk historie ?]. Le correspondant met ainsi en garde contre l'absorption de la Norvège dans un ensemble plus grand avec perte de sa souveraineté.

Le 1er septembre, donc à trois semaines du référendum, une interview avec le député Erling Engan (1910-1982), membre du Parti du Centre, est publiée sous ce titre : « Le Traité de Rome est basé sur un raisonnement mathématique » [Romatraktaten er bygd på matematisk tankegang].

Lorsque le journaliste, Arve Øverby lui demande : « Sur quoi est fondé ton opposition au MC ? » [Hva bygger du din EF motstand på ?], il répond : « Les raisons sont nombreuses. Mais c'est en premier lieu l'esprit et les principes du Traité de Rome qui pour moi ont été déterminants dans mon opposition à l'adhésion. Le Traité de Rome est quelque chose d'étranger [fremmed], quelque chose qui n'a rien à voir avec les conceptions des Norvégiens..... Le tragique dans le Traité de Rome est qu'il est construit sur la base d'un raisonnement mathématique »⁸³⁹.

En fait il s'agit de nouveau d'un rejet de l'extérieur par un Norvégien exprimé dans cette phrase : « *Le Traité de Rome est quelque chose d'étranger [fremmed], quelque chose qui n'a rien à voir avec les conceptions des Norvégiens* » (nos italiques).

Le 6 septembre, un poème de Kåre Holt (1916-1997) en 7 strophes, est publié en tant que prologue à l'ouverture de la campagne du 'Mouvement populaire contre l'adhésion à la CEE' ; sur 2 colonnes il s'intitule « Carrément contre Rome » [Roma midt imot] (voir note 741, page 254) : l'auteur du poème évoque le Traité de Rome de 1958. La dernière strophe ne peut être plus explicite.

« Une tempête dans les cimes d'arbres
va balayer les mensonges des autorités
lorsque le peuple
- le cœur réchauffé et avec ses racines -
parlera carrément contre la Rome fière »⁸⁴⁰.

Le 11 septembre : sous ce titre dans la rubrique éditoriale : « Un Non norvégien signifie aussi un Non danois » [Norsk nei betyr også dansk nei]. Nous citons: « L'importance du référendum norvégien est maintenant de plus en plus claire. Un Non chez nous devrait, d'après ce que l'on peut juger, produire un Non au Danemark. Et alors une situation entièrement neuve et positive pour tous les pays nordiques aura été créée » [Det blir stadig klarere hvilken betydning den norske folkeavstemningen nå vil få. Et nei hos oss

⁸³⁹ Grunnene er mange. Men det er først og fremst Romatraktatens ånd og prinsipper som for meg har vært avgjørende for å gå imot medlemskap. Roma traktaten er noe fremmed, noe som ikke har med norsk innstilling å gjøre.....Det tragiske ved Romatraktaten er den matematiske tankegang den er bygd på.

⁸⁴⁰ En storm i trekronene

Skal feie bort autoritetenes løgner,
når folket
- med hjerterot og grasrøtter -
taler det stolte Roma
midt imot.

vil gi et nei også i Danmark, etter alt å dømme. Og da er det skapt en helt ny og positiv situasjon for alle nordiske land]

Nous retenons que l'électeur est ainsi encouragé à voter contre l'Europe par solidarité avec les autres peuples scandinaves. Malgré tout l'argument apparaît fallacieux et imprudent puisque les Danois se prononceront favorablement à son adhésion.

IV.6.2.3 : L'année 1972 avec le quotidien le « *Trønder-Avisa* » [Journal de (la province) de Trøndelag] (voir page 272) ; extraits.

En date du mercredi 16 février 1972, « *Trønder-Avisa* » avec ce titre : « La Norvège ne doit pas s'isoler, déclare Bondevik (député Chrétien démocrate) » [Norge må ikke isolere seg, sier Bondevik]

Voilà une réaction directe (mais implicite) à la décision de la Grande-Bretagne de quitter l'AELE pour adhérer à la CEE laissant la Norvège sans son partenaire international principal et qui doit maintenant chercher une nouvelle forme d'attache avec l'Europe.

La Norvège, étant un pays éloigné, se trouve ainsi isolée dans l'environnement international et sa non-participation au mouvement de regroupement qui se développe en Europe ainsi que son exclusion de relations commerciales plus étroites, créent une perspective inquiétante.

Le mardi 29 février, ce titre : « Les jeunes contre le Marché Commun » [De unge mot EF]. Dans l'article on nous apprend que sur 16 000 personnes interrogées dans un sondage effectué pour le compte de l'Union des étudiants norvégiens [Norsk Studentunion] 71 pour cent sont contre une adhésion pleine au Marché Commun avec 24 pour cent qui y sont favorables.

Le lundi 6 mars 1972, sous le titre « Congrès national du Parti Libéral sur le Marché Commun : 128 contre, 95 pour l'adhésion de la Norvège » [Venstres landsmøte om EF-saken : 128 mot, 95 for norsk medlemskap].

Le mardi 7 mars, un long article signé Reidar Sandnesmo (1925-2008), avec ce titre : « Le Marché Commun – une menace contre la vie et la loi ? » [EF – en trussel mot liv og lov ?] où nous ne relèverons que ce paragraphe : « Dans le Marché Commun il ne semble y avoir de place ni pour l'esprit ni pour les sentiments. Le Marché Commun est ainsi devenu une menace contre la vie et la loi »⁸⁴¹.

Le jeudi 9 mars, à l'occasion de l'ouverture de la Semaine Agricole [Landbruksveka], ce titre: « Pas d'isolement de la Norvège si nous disons Non à l'adhésion au MC ». [Ingen isolasjon for Norge om vi sier Nei til medlemskap i EF].

⁸⁴¹ I EF ser det ikke ut til å være plass for hverken ånd eller følelser. EF er således blitt en trussel mot liv og lov.

De nouveau s'exprime le besoin pour la Norvège de participer pleinement aux échanges internationaux de commerce, situation qui ne serait pas mise en cause par une non adhésion au Marche commun.

Le lundi 13 mars, sous le titre : « Ils ont un seul espoir : arriver à ce que les paysans s'emmurent » [Ei einaste von har dei : Om dei kan få bøndene til å mure seg inne !] Et le rédacteur de l'article de citer Arne Garborg (1851-1924)⁸⁴² en reprenant un texte de « Culture paysanne » [Bondekultur] de 1886 où Garborg écrivait : « Les habitants des vallées d'Oftedal et Gausdal ont découvert quelque chose qu'ils appellent « européenisme ». Ils ne veulent pas le connaître, disent-ils. La vie spirituelle humaine s'est le plus développée en Europe, cela ils le savent, mais nous, nous ne serons quand même pas Européens.

Qu'eux-mêmes ne veulent pas être des Européens, cela peut être comme tel et cela a apparemment ses raisons. Mais c'est quand même une pensée étrange que la vieille Norvège ne doive plus appartenir à l'Europe. Et s'ils pouvaient agir comme ils le voulaient, ces gars, avec leur « culture dans une base natale » et leurs multiples excentricités, ils auraient pu faire de sorte que la Norvège appartienne à la Chine.

....Ils auraient voulu construire la culture sur une base natale. Nous aurions pu vivre comme nous avons vécu auparavant et nous développer tranquillement et dans le calme mais ne pas nous occuper des bizarreries étrangères. Nous allions nous désabonner de l'Europe.

....Ils ont un seul espoir : si seulement ils arrivaient à ce que les paysans s'emmuraient. Mais nous qui voulons que les Norvégiens soient un peuple européen, nous allons cependant le leur refuser. Il en sera pour eux comme il en a été avec le « troll » qui construisit une église pour le Roi Olav⁸⁴³. Lorsque le « troll » croyait qu'il avait tout gagné, le Roi Olav l'appela par son nom, et le « troll » s'est transformé en pierre.

Nous, nous connaissons le nom de nos nouveaux lutins, et nous ne manquerons pas de les appeler par leur nom. Mais leur nom vrai et véridique est : « Rétrogrades »⁸⁴⁴.

Dans cet extrait, nous notons que Garborg décrit précisément la culture paysanne norvégienne de l'époque. Ce qui est frappant est de voir comment la notion Europe semble constituer un défi que les paysans, dans cette deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, rejetaient déjà fondamentalement.

⁸⁴² Romancier, dramaturge, poète lyrique.

⁸⁴³ Le Roi Olav introduisit le christianisme en Norvège au XI^{ème} siècle.

⁸⁴⁴ Oftedøler og gausdøler har funne på noko som dei kallar « europeisme ». Dei vil ikkje vita av den, seier dei. Det menneskelege åndsliv har nått lengst fram i Europa, dei veit det, men vi skal ikkje vera europeiske likevel, vi.

At dei sjølve ikkje vil vera europearar, det kan vera for det det er, og har visst sine grunnar. Men det er ein rar tanke at gamle Noreg ikkje lenger skulle høyre med til Europa. Og fekk dei rå som dei ville, dei karane, med sin "kultur på heimleg grunn" og sine mange påfunn, så kunne dei nok få Noreg til å høyre med til Kina.

....Dei ville byggje kulturen på heimleg grunn. Vi skulle ha det som vi hadde hatt det før, og så utvikle oss pent og i ro, men ikkje bry oss om dei utanlandske påfunn. Vi skulle melde oss ut av Europa.

.... Ei einaste von har dei : om dei kunne få bøndene til å mure seg inne. Men vi som vil at nordmennene skal vera Europa-folk, vi skal vel meinke dei i det. Det skal gå med dei som det gjekk med trollet som bygde kyrkje for kong Olav. Då trollet trudde at det alt hadde vunne, ropa kong Olav det på namnet, og så vart trollet til stein. Vi veit namnet på våre nye tuftekallar, vi, og vi skal ikkje spara å rope på dei. Men det rette og sanne namnet deira er: Bakstrevarar.

Le mercredi 22 mars 1972, nous relevons ce titre: « Non aux Jeux Olympiques » [Nei til OL]. « Alors qu'une partie de l'opinion en Norvège s'oppose maintenant à l'adhésion au Marché Commun, cela n'est pas la première fois que l'opposition à une coopération internationale apparaît chez nous..... lorsque la Norvège délibérait au sujet de l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver en 1924, cela s'est terminé par un refus de la Norvège. La raison était entre autre que les nouveaux Jeux pourraient nuire à la participation dans les Jeux (norvégiens) de Holmenkollen » (notre parenthèse)⁸⁴⁵.

Le « *Trønder-Avisa* », titre le mardi 2 mai sur une déclaration du Président du Parti du Centre prononcée le 1^{er} mai: « L'adhésion signifie céder le véritable droit à l'autodétermination dans la pratique de la politique ». [Medlemskap betyr å avgi reell selvråderett i praktisk politikk].

Le ton anti europe s'exprime par des titres de plus en plus agressifs.

Le mercredi 3 mai, ce titre : « Contre le Marché Commun – pour l'Albanie » [Mot EF – for Albania], alors état dictatorial et presque fermé aux étrangers.

Une pancarte du « Front du Parti Social-démocrate rouge » [Rød Arbeiderfront] du 1^{er} mai annonçait ce texte : « Judas avait vendu Jésus – Bratteli vend la Norvège » [Judas solgte Jesus – Bratteli selger Norge].

Une autre enseigne affirmait : « Apprenez de l'Albanie » [Lær av Albania].

Le mercredi 7 juin, on peut lire: « Le Gouvernement lors du débat sur le Marché Commun au Storting. Un Oui norvégien à condition que le Danemark aussi accorde un Oui au Marché Commun ». [Regjeringen under EF-debatten i Stortinget. Norsk « ja » under forutsetning av at også Danmark gir EF-ja].

Autre titre du même jour: « Frydenlund⁸⁴⁶: Un accord de libre échange vaut une adhésion au MC à reculons ». [Frydenlund: Frihandelsavtale er å gå baklengs inn i EF].

L'article nous informe que Frydenlund avait déclaré: « D'autres pays vont considérer que la Norvège a changé sa politique étrangère si elle dit Non à l'adhésion en vue d'adopter la même solution que d'autres pays neutres de la zone AELE »⁸⁴⁷.

Ainsi, pour Frydenlund, si la Norvège souscrit à un accord de libre échange cela signifiera que le pays a changé sa politique étrangère en adoptant la neutralité.

⁸⁴⁵ Når deler av norsk opinion nå går mot medlemskap i EF så er det ikke første gang motviljen til internasjonalt samarbeid dukker opp her hjemme. da Norge i 1924 drøftet spørsmålet om å instituere De olympiske vinterleker, så endte det med at Norge sa nei. Begrunnelsen var blant annet at de nye lekene kunne gå utover deltagelsen i Holmenkollrennene.

⁸⁴⁶ Député du Parti social-démocrate, alors vice-président du Comité des Affaires étrangères au Storting.

⁸⁴⁷ Andre land vil betrakte det som en endring av norsk utenrikspolitikk om Norge sier nei til medlemskap for å få den samme løsning som nøytrale EFTA-land.

Le samedi 17 juin, sous ce titre : « Le référendum constitue un choix de valeurs pour la vie » [Folkeavstemningen (er) et valg av livsform]. Une réunion des femmes du Parti du Centre déclare que notre choix de valeurs pour la vie implique un Non à l'adhésion de la Norvège au Marché Commun. « Un Non à une adhésion complète signifie un Oui à une forme d'existence basée sur une solidarité mondiale, le respect de la communauté harmonieuse entre la nature et les hommes – et la responsabilité pour l'égalité dans la société. [Et nei til fullt medlemskap betyr et ja til en livsform bygd på verdensomspennende solidaritet, respekt for samspillet mellom natur og menneske – og ansvar for likeverd i samfunnslivet.

Le mardi 1^{er} août, ce titre : « En cas d'hésitation, vote Non » [Nei ved tvil].

Il semble que le doute étant sans doute motivé par la crainte de l'extérieur [det framande], mieux vaut alors ne pas tenter l'aventure de la CEE (nos parenthèses).

Dans le « *Trønder-Avisa* » du jeudi 14 septembre, nous trouvons ce titre : « La législation du MC prévaudra sur la législation de la Norvège » [EF's lov-verk rangerer over Norges lov-verk].

C'est une manière pour le journaliste de rappeler la contrainte, pour la Norvège, d'une union entre Etats, en particulier celle de 434 ans avec le Danemark et celle de 91 ans avec la Suède.

Une contribution datée du samedi 16 septembre et signée Erik Qvam est présentée sous le titre de : « De l'Atlantique à l'Oural » [Fra Atlanterhavet til Ural]. « La vision de de Gaulle d'une telle Europe séduisait beaucoup d'Européens, bien entendu. Après des siècles de guerres civiles en Europe, dont deux au cours de notre siècle, les peuples voient maintenant un avenir dans la coopération pacifique.....nous construisons ainsi le chemin d'un rassemblement pacifique de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Peut-on douter de notre choix lors du scrutin ? »⁸⁴⁸

En date du vendredi 22 septembre 1972, on trouve un éditorial avec ce titre : « Nous choisissons la coopération » [Vi velger samarbeid], où l'auteur écrit : « Notre considération globale nous amène cependant maintenant – comme auparavant – à recommander l'option de l'adhésion et nous conseillons à nos lecteurs de voter Oui. En 1972 nous devons choisir le chemin de la coopération et alors commencer avec ceux qui nous sont les plus proches. Il ne faut pas choisir le cul-de-sac de l'isolationnisme – non plus que quelque chose à mi-chemin et à moitié acceptable »⁸⁴⁹.

⁸⁴⁸ De Gaulles visjon om et slikt Europa engasjerte mange europeere som rimelig var. Etter århundres europeiske borgerkriger, bl. a. to i dette hundreåret, så folkene nu en fremtid i fredelig samarbeid.....vi bygger således på veien til en fredelig samling av Europa fra Atlanterhavet til Ural. Kan det være tvil om hva vi skal velge ?

⁸⁴⁹ Vår totalvurdering fører imidlertid til at vi – nå som tidligere - anbefaler medlemskapslinjen og tilrår våre lesere å stemme ja. I 1972 må vi velge samarbeidets veg og da begynne med dem som står oss nærmest. Vi må ikke velge isolasjonens blindgate - og heller ikke en halvgod mellomting.

En revanche, dans le même « *Trønder-Avisa* », en date du samedi 23 septembre, on lit un autre éditorial, sous ce titre: « Est-ce que tu doutes ? » [Er du i tvil ?] où l'auteur écrit ⁸⁵⁰: «... Si le Marché Commun se développe dans une coopération entre Etats souverains, si cela se dirigeait dans une direction acceptable pour tout le monde - oui, nous n'aurions pas ôté les possibilités si nous disions Non lors du référendum. L'alternative de l'adhésion sera là, l'année prochaine et l'année suivante.

De ce fait votez Non. Ainsi nous serons du bon côté - et nous donnerons à nos descendants la possibilité de décider par eux-mêmes »

Ainsi s'exprime alors une politique de « Wait and see ».

En conclusion nous dirons que parmi ces quelques lignes s'exprime clairement et souvent l'isolationnisme de la base et de certaines figures de la société civile et politique. Le Non, reflet du doute autant que du rejet du projet européen apparaît dominant chez l'électeur norvégien à la veille du scrutin.

D'autre part, sous l'intitulé « A la lisière de l'Europe [I Europas utkant], Andreas Hompland (1946-), maître de sociologie à l'Université d'Oslo, publie une étude consacrée aux attitudes des Norvégiens en général face à la perspective de l'Europe.

Il remarque que la Norvège n'a jamais occupé la position d'un promoteur de la communauté économique et politique en Europe. Son rôle se limita à résister ou de se soumettre aux conditions économiques et politiques modifiées « là-bas sur le continent » [der nede på kontinentet]. L'enthousiasme pour l'Europe dans la période de 1950 à 2000 a été aussi faible que les souvenirs de 1814, 1905 et 1940-45 ont été solides. L'intégration politique constitue un malaise qui s'est imposé en vue de s'assurer l'accès à des marchés pour les produits d'exportation. Cela entraîna conflit et embarras, car les questions de politique étrangère ont été tranchées au travers des alliances, entre et à l'intérieur des partis politiques⁸⁵¹.

Pour terminer ce chapitre, observons une intervention du Premier Ministre, Trygve Bratteli lors d'un débat au Storting en date du 8 juin 1972.

Débats au Storting, numéro 422, 8 juin 1972, pages 3368-3371. L'adhésion de la Norvège à la Communauté européenne [Forhandlinger i Stortinget nr 422, 8. juni 1972, side 3368-3371. Norges tilslutning til Det Europeiske Felleskap].

⁸⁵⁰ Skulle EF utvikle seg til et samarbeid mellom suverene stater, skulle det gå i en retning som vi faktisk alle kan akseptere – ja, så har vi ikke fratatt oss mulighetene om vi sier nei ved avstemningen. Medlemsskapsalternativet vil stå åpent, neste år, og neste år deretter.....

Stem derfor nei. Da er vi på den sikre sida – og vi gir våre etterkommere en sjanse til sjøl å bestemme.

⁸⁵¹ « *Norsk idéhistorie* » [Histoire des idées en Norvège], vol 6, p 452-459.

Le Premier Ministre Bratteli: « Certains vont considérer un débat comme celui-ci comme un défilé d'arguments qui ont été répétés depuis des années.... Lorsqu'on l'écoute on peut quand même relever certaines tendances de développements intéressants. Ce n'est pas le même débat que celui conduit il y a dix ans.

En arrière-plan agit un développement transformateur européen qui affecte également notre pays quoique nous n'y constituions pas encore une force motrice puissante. C'est ce développement européen qui entre autres établit le calendrier horaire du traitement des questions qui nous occupent de très près maintenant. Nous avons à résoudre des problèmes particuliers et nous devons le faire aux moments fixés pour les problèmes affichés sur l'ordre du jour européen.

Combien sont aujourd'hui ceux qui ont déclaré avec emphase que personne ne souhaite se désabonner de l'Europe ? Ce sont surtout les opposants à l'adhésion qui ont trouvé une raison de le faire. Plus est grand le scepticisme envers l'adhésion, plus sont fortes les déclarations concernant la communauté européenne.

....
Nous souhaitons qu'il soit très clair dans chaque foyer et pour chaque personne que le conseil du Gouvernement est : Nous recommandons à notre peuple d'accepter la proposition sur l'adhésion à la Communauté européenne. Le Gouvernement recommande au peuple de voter Oui lors du référendum au mois de septembre »⁸⁵².

Nous observons qu'au début de son intervention le Premier Ministre avance un argument puissant concernant la filiation des Norvégiens avec la Communauté Europe mais qu'il est obligé, à ce moment-là précis, de laisser de côté les problèmes épineux comme l'agriculture, les pêcheries et le droit à l'autodétermination.

⁸⁵² Voir Annexe VI, TS.02, réf : 720608, avec le texte en norvégien de l'intervention de Brattelli, p 433.

IV.6.3 : La demande d'adhésion de la Norvège, « nolens volens », à la Communauté économique européenne et l'échec au référendum de 1972.

Ce chapitre traite de la demande de la Norvège d'adhérer à la Communauté économique européenne, puis examine rapidement la campagne pour le référendum et son résultat avant de s'interroger sur les raisons qui ont amené les Norvégiens à rejeter la proposition et d'ébaucher une conclusion sur la nature de l'isolationnisme norvégien. Nous ferons aussi mention de la réaction du quotidien «*Østlendingen*» [l'Habitant de l'est] au résultat du scrutin.

IV.6.3.1 : La campagne pour le référendum en 1972.

Trygve Bratteli est devenu Premier Ministre d'un gouvernement 100% social-démocrate à Oslo le 1^{er} mars 1971 et sa tâche primordiale fut d'achever les négociations avec Bruxelles en vue d'un référendum organisé au mois de septembre 1972 qui, espérait-on, verrait la Norvège adhérer au Marché Commun. Son nouveau gouvernement fit d'emblée une déclaration pro-européenne manifestant ainsi sa confiance à Bruxelles. Cependant, comme toujours, les réserves étaient fortes. D'une part le Parti Social-démocrate présentait une attitude ambiguë devant les plans de l'union économique et monétaire, surtout si elle proposait de venir saper le droit national de gérer les questions fiscales et budgétaires. D'autre part, il fallait trouver une bonne solution pour les industries primaires.

Les négociations ont commencé durant l'été 1971 mais les problèmes posés par la pêche n'ont trouvé de solution qu'au mois de janvier 1972.

La position des Norvégiens dans ces deux secteurs des pêches et de l'agriculture a créé un antagonisme avec les autres candidats qui ne pouvaient, pour des raisons nationales, accepter des mesures d'exception accordées aux Norvégiens et ainsi céder sur les principes du Marché Commun. Le Premier Ministre Bratteli effectua une visite dans certains pays en Europe occidentale pour présenter la position de la Norvège. Il reçut partout la même réponse : la Norvège devait accepter le Marché Commun avec sa philosophie et principes tels quels, Georges Pompidou (1911-1974) déclarant que dans le cas contraire le Marché Commun risquait de se dissoudre.

Le Premier Ministre britannique, Edward Heath (1916-2005), écrivit à Bratteli au mois de novembre 1971, en précisant qu'il avait peu de sympathie pour « la position rigide » de la Norvège et lança un avertissement concernant les conséquences : « Je crains que la pression à laquelle nous-mêmes et les autres pays candidats seront soumis pour essayer d'atteindre un accord indépendamment, sans la Norvège, sera très forte »⁸⁵³.

⁸⁵³ I fear that the pressures on us and the other candidate countries to try to reach agreement independently, without Norway, will become very strong.

Le jour même où la Fédération norvégienne des pêcheurs rejeta la solution adoptée par le gouvernement dans ses négociations pour l'adhésion, le Ministre des Pêches, Knut Hoem (1924-1987) fit savoir au Premier Ministre qu'il ne pouvait pas soutenir la position du gouvernement et accepter le résultat des discussions avec la Commission de Bruxelles. Après cet échec, le gouvernement, et beaucoup de membres du Parti Social-démocrate, s'interrogeaient sur l'opportunité de maintenir la demande d'adhésion au Marché Commun. Toutefois elle fut confirmée lorsque le Premier Ministre, Trygve Bratteli, signa la déclaration d'adhésion le 22 janvier 1972⁸⁵⁴.

Au mois de janvier 1972, en plus de la Norvège, les gouvernements du Danemark, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande signèrent des accords d'adhésion. En Grande-Bretagne le gouvernement d'Edward Heath décida de ne pas organiser de référendum. En Irlande une majorité écrasante se prononça pour le Oui au référendum de mai 1972. La Norvège fixa la date du vote populaire au 24-25 septembre tandis que le Danemark décidait d'organiser la consultation pour la semaine suivante. Durant la période qui s'écoula depuis l'envoi de la demande en 1970, les Norvégiens eurent, par moments, une grande avance dans les sondages avec plus de 70% au mois de décembre 1971. En s'approchant de la date du référendum, il s'avéra que la bataille s'acheverait sur un résultat plus serré.

D'ailleurs le quotidien « *Morgenbladet* » annonça dans sa première édition du 26 septembre que la Norvège avait accordé un Oui à l'adhésion.

- Les formations en présence:

De manière symbolique, ceux qui étaient pour l'adhésion se référaient au Marché Commun (MC), ceux qui défendaient le rejet se reportaient à la Communauté économique européenne (CEE).

Les partisans du Oui: L'organisation la plus importante du côté des oui fut « Oui au Marché Commun » [Ja til EF] et son organisation de jeunesse « La Campagne des jeunes pour une adhésion au Marché Commun » [Ungdomskampanjen for norsk EF-tilslutning] laquelle constitua par la suite la base de « Jeunesse européenne » [Europeisk Ungdom]. De même le « Mouvement européen » [Europabevegelsen] se montra actif mais se tint à l'écart dès que le « Oui au MC » fut fondé durant l'hiver/printemps 1972. Au Storting, le seul Parti clairement en faveur du Oui fut « La Droite » [Høyre], mais le Parti Social-démocrate eut également une majorité très nette de députés qui soutenaient l'adhésion. En revanche, chez les libéraux et dans le Parti Chrétien populaire, il existait une minorité pour l'adhésion. La plupart des médias soutinrent le Oui, environ 86% de la presse totale était composée de journaux en faveur du Oui, la même position s'observe dans « La Fédération nationale des syndicats de salariés »

⁸⁵⁴ « *Norsk utenrikspolitikk historie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; vol 6, p 174-179.

[LO = Landsorganisasjonen] ainsi que dans la « Fédération norvégienne des Employeurs » [Norsk Arbeidsgiverforening].

Les partisans du Non: Du côté des Non on trouvait « Le Mouvement populaire contre l'adhésion de la Norvège à la CEE » [Folkebevegelsen mot EEC], vite devenu tout simplement le « Mouvement Populaire » (MP), « Le Front des Jeunes contre la CEE » [Ungdomsfronten mot EEC], « Le Comité des travailleurs contre la CEE et la vie chère » [Arbeiderkomiteen mot EEC og dyrtid]. Parmi les partis représentés au Storting, le Parti du Centre fut le seul à adopter une attitude purement hostile, mais les Libéraux [Venstre] et le Parti Chrétien populaire avaient également adopté une résolution en faveur du Non. De plus, une minorité contre l'adhésion existait à l'intérieur du parti Social-démocrate, laquelle s'organisa dans « Le Comité d'information du mouvement ouvrier contre la CEE » [Arbeiderbevegelsens Informasjonskomité mot EEC]. Ni le Parti Socialiste populaire, ni le Parti Communiste norvégien, ni les mouvements marxistes-léninistes n'étaient représentés au Storting mais ils comptaient parmi les opposants à l'adhésion.

Le quotidien « *Dagbladet* », à l'opposé de sa position en 1994, défendait le Non ; on retrouvait la même attitude dans quelques journaux locaux de même que « *Nasjonen* » (La Nation), « *Friheten* » (La Liberté), « *Orientering* » (Orientation) ainsi que « *Klassekampen* » (La Lutte des classes). Dans le secteur économique, on trouvait les partisans du Non en premier lieu dans l'agriculture et la pêche.

-Les arguments pour le Marché Commun (MC):

- _ le MC signifie la force par la coopération.
- _ le MC signifie la paix parmi les anciens ennemis.
- _ le MC contribue au renforcement de l'Occident contre le bloc de l'est.
- _ le MC assure la croissance et les emplois.

-Les arguments contre la Communauté économique européenne (CEE):

- _ La CEE menace la souveraineté norvégienne.
- _ La CEE constitue un nouveau bloc qui pourrait affaiblir l'OTAN.
- _ La CEE affaiblit le droit de propriété norvégien sur les ressources de la pêche.
- _ La CEE crée une séparation plus grande entre le peuple et les gouvernants.
- _ La CEE signifie une exploitation excessive de la nature.
- _ La CEE va affaiblir l'agriculture norvégienne.

La campagne autour de l'adhésion à la Communauté économique européenne (CEE) :

Au mois d'août 1972 le Premier Ministre Bratteli déclara qu'il démissionnerait si une majorité dans le peuple se prononçait contre l'adhésion. « Un électeur du Parti Social-démocrate est un électeur pour le Oui » était le slogan officiel [En A-velger er en JA-velger]. Les deux tendances ont mobilisé de grandes masses populaires. Le Mouvement Populaire de son côté réunissait plus de 110 000 membres. Même si les deux parties se sont appuyées sur un militantisme de base,

il existait quand même une différence dans ce sens que les Oui s'affichaient avec le soutien de l'appareil gouvernemental et de la plupart des « mass media ». De ce fait et comme nous l'avons déjà vu, la campagne des Oui avait dans une plus grande mesure l'aspect d'une campagne de l'élite venue d'en haut.

Des deux côtés, les moyens de communication culturelle furent utilisés comme élément de propagande. Des chansons furent écrites et des disques distribués, dont le « Bouges-toi CEE, tu me caches le soleil! » est probablement la plus connue. Mais l'action la plus déterminante des deux côtés fut le travail d'information. Des tracts et brochures couvrant un éventail important furent imprimés. Des réunions populaires et des débats furent organisés dans les écoles, sur les lieux de travail et ailleurs⁸⁵⁵.

IV.6.3.2 : Le résultat du référendum.

Le Résultat du référendum en 1972.

Le résultat du référendum donna finalement une majorité très nette pour le Non. Sur le plan national, le Oui obtint 46,5% et le Non 53,5%, avec une participation électorale de 79,2%, ce qui est inférieur au taux de participation aux élections législatives qui se situe au-dessus de 80%.

Cela nous donne une liste des départements à majorité de Oui en 1972 comme suit⁸⁵⁶ :

| <u>Départements</u> | <u>% de Oui</u> |
|---------------------|-----------------|
| Akershus | 56.8 |
| Buskerud | 53.9 |
| Oslo | 66.5 |
| Vestfold | 56.7 |

Si on regarde la carte de la Norvège par départements on s'aperçoit donc qu'il s'agit uniquement de départements situés autour d'Oslo, c'est-à-dire dans la partie sud-est du pays, la région la plus peuplée et urbanisée du pays.

⁸⁵⁵ Voir : Hallé. E. Mémoire de Master II, 2011, p 122-125.

⁸⁵⁶ Voir Annexe II : La Norvège par départements, p 368.

Si on parcourt au contraire les départements de la côte, de la Norvège du nord au sud, on arrive à une liste avec des majorités de Non en 1972 comme suit⁸⁵⁷ :

| <u>Départements</u> | <u>% de Non</u> |
|-------------------------|-----------------|
| Finnmark | 70.4 |
| Troms | 70.2 |
| Nordland | 72.5 |
| Nord Trøndelag | 68.4 |
| Sør Trøndelag | 57.6 |
| Møre og Romsdal | 70.8 |
| Sogn og Fjordane | 69.2 |
| Hordaland (Bergen incl) | 51.0 |
| Rogaland | 55.2 |
| Vest Agder | 57.1 |
| Aust Agder | 54.4 |
| Telemark | 61.6 |
| Østfold | 51.5 |

Restent 2 autres départements de l'intérieur du pays avec une majorité de Non, l'Oppland (60.1%) et le Hedmark (55.6%), tous deux situés dans le sud-est du pays avec une économie où prédominent l'agriculture et la forêt⁸⁵⁸.

Le combat en 1972 a été vu comme une lutte entre la périphérie et le centre dans la société norvégienne ; des groupes de plus en plus éloignés du centre de décisions disposent par conséquent de moins en moins de ressources politiques ; ceux qui ont le plus de valeur sur l'index « centre-périphérie » sont des hommes d'âge moyen, aisés, d'éducation supérieure qui sont soit fonctionnaires soit indépendants et qui habitent la région d'Oslo. Le pôle contraire est constitué de femmes jeunes ou âgées liées à l'industrie primaire (agriculture ou pêche) habitant la Norvège des districts avec un bas revenu et peu de formation. La notion de « centre-périphérie » s'applique bien pour décrire l'opposition des points de vue sur le Marché Commun en 1972 ; une majorité d'habitants du centre était pour, alors que la périphérie était largement dominée par les opposants.

Dans l'opposition socioculturelle, ou l'anti-culture, on note la lutte linguistique, les sociétés de tempérance et la religiosité qui se distinguent de la culture citadine.

⁸⁵⁷ Voir Annexe II : La Norvège par départements, p 368

⁸⁵⁸ Pour ce qui est du Danemark, le référendum en 1972 a donné 63.4% pour et 36.6% contre avec une participation électorale de 90%. Donc un résultat inversé de celui de la Norvège (nos italiques).

Le 26 septembre, le quotidien « *Østlendingen* » [l’Habitant de l’est] titre en première page : « Le peuple a rejeté l’adhésion au MC » [Folket avviste EF-medlemskap].

Dans les commentaires on peut lire : « Nous espérons que le résultat du référendum sera respecté par toutes les parties et que les responsables de tous les partis politiques s’uniront pour trouver une solution pour la Norvège à l’égard du Marché Commun en conformité avec le souhait exprimé par la majorité populaire »⁸⁵⁹.

Tout de suite, la rédaction du journal, où l’on s’est bien rendu compte de l’âpreté de la campagne, essaie de calmer les esprits en marquant de manière très nette le chemin à suivre pour revenir à une situation plus sereine, en respectant le choix des électeurs.

IV.6.3.3 : Les raisons du rejet.

Edgeir Benum (1939.)⁸⁶⁰ rappelle que les sondages accordaient 56 pour cent au Non juste avant le vote. Mais les moyens plus extrêmes mis en place vers la fin de l’affrontement furent probablement de peu d’effet car l’avance des Oui est apparue juste après la fin des négociations au mois de janvier (1972) et elle n’était pas de taille suffisante pour empêcher la victoire des opposants à l’adhésion.

Pour ce qui est des raisons de la défaite, Edgeir Benum rappelle d’abord celles qui ont été avancées par les historiens et sociologues en Norvège. Ceux-ci ont souligné en premier lieu le rapport entre le « centre » (les zones urbanisées votant plus pour que contre) et la « périphérie » (les campagnes et régions reculées votant plus contre que pour), sur le plan social les personnes avec moins de revenus et d’instruction votaient plus souvent Non que ceux qui se trouvaient à un rang plus élevé. En deuxième lieu, les intérêts industriels étaient importants : le pourcentage des Non s’élevait, plus il y avait, dans une région, de personnes liées à l’agriculture et la pêche. En troisième lieu le radicalisme et la tradition de la lutte des classes dans le mouvement ouvrier comptaient pour beaucoup et Benum cite l’historien Edvard Bull (1914-1986) qui déclarait que : « Les intérêts de classe traditionnels se sont retrouvés en travers des intérêts communs des industries ».

Enfin Benum se pose la question de fond et cherche à expliquer le pourquoi de la défaite : « En général, tout ceci est correct en tant que tableau descriptif des principales voies aboutissant au résultat du scrutin. Rajoutons que les électeurs jeunes votaient Non plus souvent que les plus âgés. Mais en tant qu’explication du résultat, cela ne nous avance pas beaucoup. Ni le secteur primaire (agriculture et pêche), ni les habitants des régions reculées ou les ouvriers dans l’industrie ne représentaient un poids électoral suffisant pour constituer une majorité de Non. Même si le groupe de fonctionnaires fournissait le plus grand pourcentage de Oui il y eut plus de votes Non en provenance des fonctionnaires que des paysans et des pêcheurs réunis.

⁸⁵⁹ Vi håper at resultatet av folkeavstemningen vil bli respektert av alle parter og at de ansvarlige politikere av alle partier går sammen om å finne en EF-løsning for Norge i overensstemmelse med folkeflertallets ønske.

⁸⁶⁰ Edgeir Benum est professeur d’histoire à l’Université de Tromsø 1972-1980, puis à l’Université d’Oslo à partir de 1980 et responsable du volume 12 « *Overflod og fremstidsfrykt* » [Abondance et crainte de l’avenir, 1970] dans « *Aschehougs Norges Historie* » [Histoire de la Norvège par Aschehoug]. Cf. snl.no

L'opposition ne cherchait pas sa force numérique dans le secteur primaire. Comme nous l'avons déjà vu elles ne représentaient qu'environ 10 pour cent de la population active en 1972. La majorité des ouvriers industriels ont voté, d'après ce qu'on peut en juger, Oui. Les paysans, les pêcheurs et les ouvriers radicaux des industries réunis, représentaient au total à peine un quart des votes Non. Le Nord de la Norvège, (la province et le département de) Trøndelag et le Pays de l'ouest [Vestlandet] (comprenant les départements de Rogaland, Hordaland, Sogn & Fjordane et Møre & Romsdal), non plus, n'ont pas assuré le poids électoral qui allait suffire pour assurer la victoire des Non. L'est du pays [Østlandet] (la partie sud-est du Sud de la Norvège comprenant les départements de Østfold, Akershus, Oslo, Hedmark, Oppland et Buskerud) y a par contre puissamment contribué avec 44 pour cent des votes Non, alors que cette partie du pays ne représentait que 49 pour cent de la population. Maintenant, si on regarde la capitale, le département où l'excédent des votes Oui a été le plus important, les votes Non de cette seule circonscription électorale furent décisifs pour l'issue finale. Si 37 pour cent de ceux qui avaient voté Non à Oslo avaient déposé leur bulletin dans l'autre plateau de la balance, le parti du Oui aurait gagné. Que les Non aient réussi aussi bien, en dépit de tout, à garder le bastion des opposants à Oslo et dans d'autres villes de l'est du pays, explique ainsi le succès du Non, au moins autant que le poids électoral des gens dans le secteur primaire⁸⁶¹.

Par conséquent, celui qui veut expliquer le résultat du référendum doit regarder, plus que cela n'a été le cas jusqu'à présent, pourquoi le fonctionnaire des impôts, l'instituteur, le professionnel de la santé ou le commerçant, résidant dans des zones centrales, ont voté Non. Il ne suffit pas d'indiquer les zones 'typiques' du Non car ce fut en provenance des espaces qui n'étaient pas 'typiques' que la poussée des Non prenait son origine. Peut-être le secteur primaire et les régions reculées peuvent réapparaître, mais alors dans une forme différente. Car la tradition citadine n'est pas forte en Norvège. Même les citoyens se sentent souvent plus attirés par la campagne que par la ville. Mais cela peut également avoir son importance que la nouvelle critique sociale, dans une grande mesure, faisait appel à travers les intérêts particuliers et de classe. C'était des valeurs humaines *communes*, comme par exemple l'indépendance de la nation et la relation à la nature qui sont apparues au premier plan. L'argument le plus fort et le plus fréquent du côté des Non, le droit à l'autodétermination, fut un argument qui ne s'adressait pas à une classe ou à des intérêts particuliers. Peut-être peut-on paraphraser Edvard Bull, ⁸⁶² en disant que de nouveaux intérêts communs se sont retrouvés à travers des intérêts de classe traditionnels ? » (les italiques proviennent du texte originel, les parenthèses sont les nôtres)⁸⁶³.

Nous constatons qu'Edgeir Benum n'est pas en mesure de nous donner une explication claire de la défaite des Oui au référendum en 1972, même s'il montre bien la complexité des motivations.

Pour nous, la question reste alors: Quel est l'élément dans cette dynamique du référendum sur l'adhésion à l'Europe qui a fait basculer une majorité de Norvégiens vers le Non?

La majorité qui s'est exprimée en 1949 au sujet du Pacte atlantique et l'Otan provenait d'élections législatives régulières et une campagne menée dans le pays par le Premier Ministre Einar Gerhardsen et ses compagnons politiques et non d'un référendum, ce mode de scrutin ayant été appliqué la fois précédente en 1916 et 1926 au sujet de l'interdiction ou non de l'alcool en Norvège.

⁸⁶¹ Voir Annexe II : La Norvège par départements, p 368

⁸⁶² Edvard Bull était un historien norvégien, pionnier dans l'Histoire sociale et des ouvriers, qui prônait une histoire écrite de bas en haut et non le contraire.

⁸⁶³ Voir Annexe VI, TS.04 : L'échec au référendum de 1972, page 434.

Depuis le mois d'avril 1949, l'isolationnisme traditionnel et défensif norvégien n'a plus trouvé d'issue pour s'exprimer, l'adhésion au Pacte atlantique et l'OTAN ayant créé des liens de solidarité et de contrainte mutuels avec d'autres pays cosignataires, réduisant ainsi la Norvège isolationniste au mutisme.

Pendant plus de vingt ans le penchant isolationniste des Norvégiens s'est intériorisé sans pouvoir se manifester sur la place publique. Cependant, avec le référendum sur l'adhésion à la CEE en 1972, une opportunité a été offerte aux électeurs de Norvège d'indiquer leur préférence en se rendant à un bureau de vote pour y accomplir leur devoir civique et s'exprimer, dans le secret et en privé, au sujet de la perspective européenne qui leur était proposée en déposant un bulletin de vote marqué Oui ou Non et donc anonyme, dans l'urne.

Nous pensons que la réponse à la question posée est donc que le penchant isolationniste des Norvégiens, animé par leur crainte de l'extérieur, *qui s'identifie dans le cas présent à l'Europe*, s'est exprimé en 1972 par voie de l'isolationnisme norvégien organique et du second degré, intériorisé et occulté, qui provient d'une dynamique d'origine historique, à la fois endogène et exogène, de caractère permanent (voir page 64).

IV.6.3.4 : Un isolationnisme norvégien *extraordinaire*.

Nous sommes maintenant amenés à constater que la dynamique organique que nous avons dévoilée donne à l'isolationnisme norvégien, vu sous son aspect entier, un caractère *extraordinaire* qui doit être resitué dans un ensemble de cinq facteurs, à savoir :

a) La dichotomie relevée par H M Enzensberger (voir page 44) lorsqu'il écrit : « En Norvège la montre a toujours avancé d'une manière un peu différente de celle du continent. Ce pays est le pays des temps non contemporains, ce dont des observateurs avisés se sont vite aperçus. Le grand historien Ernst Sars a même lancé l'expression « la Norvège qui marche à contretemps » [Norsk utakt]. Peut-être a-t-il voulu dire autre chose, mais ce qui m'étonne dans cette petite société périphérique est ce tour de force inconscient qu'ils réussissent depuis 170 ans : Ils arrivent en boitant et en retard sur leur temps et en même temps ils le devancent.

D'un côté ils chérissent l'anachronisme et maintiennent d'une façon acharnée les manières prémodernes de penser et de vivre. D'un autre côté ils ont une tendance à anticiper l'avenir d'une manière involontaire » (nos italiques).

Le rattachement au passé par l'anachronisme et la manière de penser contribue à maintenir l'isolationnisme.

b) L'observation de Francis Fukuyama (voir page 43) lorsqu'il écrit : « *Vu le conservatisme énorme des sociétés humaines concernant les institutions, il n'est pas donné à ces sociétés de faire table rase à chaque génération. De nouvelles institutions sont plutôt superposées sur des anciennes qui survivent pendant des périodes extraordinairement longs. Des lignées segmentaires constituent, par exemple, une des formes les plus anciennes d'organisation sociale et en dépit de tout elles continuent d'exister dans*

beaucoup de parties du monde moderne. Il n'est pas possible de comprendre les possibilités de changement dans le présent sans prendre en compte cet héritage et la manière dont celui-ci limite souvent les choix mis à la disposition des acteurs politiques».

Cela nous rappelle le fil rouge historique que constitue le droit odal dans la société norvégienne depuis 1100 ans, fournissant ainsi aux Norvégiens leur principale racine et assise historique vécues à travers des siècles d'isolement.

c) De nouveau Francis Fukuyama (voir page 45) lorsqu'il nous rappelle que : « Des traits culturels, qu'ils constituent des normes, coutumes, lois, croyances ou valeurs, peuvent au moins en théorie être modifiés en route en l'espace d'une seule génération comme dans la propagation de l'Islam au VIIème siècle ou l'apprentissage de la lecture et l'écriture au Danemark au seizième. *D'un autre côté, les êtres humains tendent à conférer aux institutions et les modèles mentaux dont elles sont originaires une valeur intrinsèque, ce qui entraîne la conservation des institutions avec le temps ».*

Cela évoque la dynamique isolationniste d'origine historique et de caractère permanent ainsi que, de nouveau, la fonction du droit odal dans la société norvégienne.

d) De Raymond Aron: «Sur le champ diplomatique, la défensive consiste pour un Etat à sauvegarder son autonomie, à maintenir sa manière propre de vivre, à ne pas accepter la subordination de ses lois intérieures ou de son action extérieure aux désirs ou aux décrets des autres. Les Etats que l'on baptise « Petites Puissances », le plus souvent n'ont et ne peuvent avoir que des ambitions défensives. Ils veulent survivre en tant que tels, foyers de libres décisions..... Un Etat de premier ordre qui se sert de sa seule «puissance défensive» adopte une attitude d'« *isolationnisme* », il renonce à participer à la compétition, il refuse d'entrer dans le système, il veut être laissé en paix » (voir page 2).

La Norvège, petit Etat, n'a donc pas les moyens de participer à la compétition, elle se sert de sa seule « puissance défensive » qui est basée sur son isolationnisme général, en refusant d'entrer dans le système jusqu'en 1949 lorsque aucune autre option ne se présentant à elle pour assurer sa sécurité, elle est forcée d'adhérer au Pacte atlantique.

e) Les auteurs du sixième et dernier volume de l'Histoire des idées en Norvège (page 46), Trond Berg Eriksen, Andreas Hompland et Eivind Tjønneland, écrivent au sujet de l'individualisme norvégien: «...L'appartenance à des classes ou groupes a évidemment aussi été fournisseur d'identité *mais la foi dans le pouvoir et l'influence de chacun qui est étayée depuis la période préchrétienne n'a pas entièrement disparu et se retrouve comme un écho lointain dans l'individualisme norvégien postmoderne ».*

Nous disons que celui-ci contribue donc à renforcer et à pérenniser l'isolationnisme norvégien.

Lorsque la Norvège est confrontée en 1994 au deuxième référendum sur l'adhésion de la Norvège à l'Union européenne, le bilan du choix du Pacte atlantique et de l'OTAN en 1949

apparaît largement satisfaisant pour ce qui est de la sécurité du pays, en dépit de la discipline imposée aux Norvégiens de devoir se soumettre à la solidarité dans un ensemble international politique et militaire contraignant et nonobstant son « aversion » à l'égard de l'Europe.

Qui plus est, la Norvège est devenue un pays riche dont l'horizon économique semble très prometteur pour des décennies à venir grâce au pétrole et du gaz extraits du fond de la mer, depuis les années 1970, le gouvernement norvégien en ayant profité pour faire faire un bond en avant à l'Etat providence (voir ci-après) au grand bénéfice de ses citoyens.

Pendant ces quarante-cinq années, l'isolationnisme norvégien n'a plus trouvé de voie d'expression politique, sauf lors du référendum en 1972. Le monde extérieur [det framande], principalement européen, a assimilé la Norvège dans le domaine économique ce qui en même temps a permis au pays d'étendre ses relations commerciales et de consolider sa marine marchande sur le plan mondial.

Dans cette situation où la Norvège est limitée dans son action internationale, elle perçoit le monde extérieur comme étant à l'origine d'une dynamique exogène qui s'oppose à son isolationnisme traditionnel d'origine endogène en essayant d'attirer le pays pour l'intégrer à plus long terme et plus étroitement dans l'Europe continentale. La réaction de rejet par les Norvégiens d'une telle perspective, constitue de nouveau un exemple de l'isolationnisme norvégien organique et du second degré, intériorisé et occulté, qui rejette l'extérieur peuplé d'étrangers [framande], ceux-ci représentant la perspective d'une Europe s'unissant dans une Communauté économique européenne à laquelle ils voudraient que les Norvégiens prennent part.

Les fondements géographique, topographique et démographique alliés à l'histoire du pays, paraissent immuables et font que l'isolationnisme traditionnel norvégien, bâillonné par l'adhésion de la Norvège à l'OTAN et n'ayant pas trouvé d'issue pour se manifester autrement, s'est *crystallisé* sur la seule crainte traditionnelle et bien connue des Norvégiens de l'extérieur [framandfrykt]. C'est là une constatation qui donne à l'isolationnisme norvégien un caractère *extraordinaire* et qui nous permet de mieux comprendre le pourquoi du rejet par la Norvège de l'Europe lors des référendums en 1972 et 1994 (nos italiques).

V : Epilogue : D'un isolationnisme extraordinaire à un ethnocentrisme norvégien tacite ?

Qu'il nous soit maintenant permis de suivre brièvement l'évolution de l'isolationnisme norvégien en relevant quelques faits marquants des quatre décennies qui ont suivi le premier référendum sur l'adhésion à l'Europe en 1972. Il nous paraît, en effet, que l'évolution rapide du monde a modifié l'environnement dans lequel le Norvégien exprime ses préférences dans le domaine extérieur et que cela devrait affecter l'expression de son isolationnisme.

En 1972, la Norvège était toujours perçue comme un pays petit sur le plan économique et politique. Vingt ans plus tard, la Norvège est devenue un pays qui a fait un grand bond en avant par le développement de son Etat providence résultant des rentrées financières provenant de l'extraction des hydrocarbures⁸⁶⁴ à partir de la découverte du premier gisement important, Ekofisk, en 1969. En même temps la Norvège a entrepris une décentralisation de l'administration publique ce qui a fait entrer les femmes norvégiennes dans la vie active pour la première fois de leur vie; le pays est riche et les Norvégiens vivent leur âge d'or ; enfin la Norvège est vue comme un pays producteur de pétrole et de gaz ce qui lui confère un nouveau statut, ajouté à celui dérivé de sa marine marchande, dans la communauté internationale.

Ce développement a permis à la Norvège de se hisser à un niveau plus élevé en modernisant sa structure sociale, en lui octroyant un rôle international plus important et en confirmant son profil indépendantiste.

Dans ce nouvel environnement, nous nous proposons de prendre en compte une Chronique rédigée par Olav Riste où il approfondit et complète sa notion d'isolationnisme norvégien, une étude importante sur l'identité norvégienne publiée en 2004 avec notre appréciation du rôle joué par le Prix Nobel de la Paix, un point de vue sur les Norvégiens donné par une anthropologue sociale norvégienne publié en 2008 et enfin quelques articles sur les relations des Norvégiens avec les étrangers, publiés dans la presse à Oslo en 2012.

V.1 : L'isolationnisme norvégien mis à jour.

Dans une Chronique publiée dans le quotidien « *Aftenposten* » en date du 1^{er} décembre 1994, donc juste après le deuxième référendum et le nouveau rejet norvégien d'une adhésion à l'Europe⁸⁶⁵, Olav Riste écrit, sous le titre « La Norvège – le dernier bastion de l'isolationnisme » [Norge – isolasjonismens siste skanse]:

« Le résultat du référendum montre que « l'autrement-pays »⁸⁶⁶ est en train de devenir une réalité pour ce qui concerne la politique étrangère et de sécurité. Il pourrait donc être utile de regarder de plus près les racines les plus profondes des relations entre la Norvège et le monde environnant. Comment peut-on expliquer que la

⁸⁶⁴ Voir Annexe VI, TS.06 : Le bond en avant : de l'Etat providence à la Commune providence, page 435.

⁸⁶⁵ Olav Riste fut très engagé du côté des pro-européens en 1972 comme en 1994.

⁸⁶⁶ « L'autrement-pays » est une traduction littérale du norvégien et doit être compris dans le sens d'un pays qui se différencie par rapport à des pays pairs.

Norvège est devenue une « figure de contre-courant » lorsqu'à la fois l'Europe et l'espace Norden cherchent à se rapprocher ensemble dans une coopération intégrée plus forte ? » (nos italiques)⁸⁶⁷.

Au sujet des relations entre la Norvège et le monde environnant Olav Riste écrit qu'elles ont été dominées par trois lignes de développement à long terme. « Deux d'entre elles que j'appellerai « isolationnisme » et « expansionnisme » ont de très longues traditions. La troisième que j'ai appelée « la Norvège garantie par les Grandes Puissances » est de date plus récente »⁸⁶⁸.

Olav Riste rappelle ici le début de l'isolationnisme qui a pris racine lors de la révolution américaine avec George Washington. Pour la Norvège il énumère les aspects qui lui sont particuliers, à savoir la localisation du pays éloigné des centres de pouvoir économiques, culturels et de puissance politique en Europe, faisant de la Norvège un Etat petit et impuissant qui cherche sa protection contre d'autres pouvoirs dans le fait d'en être éloigné – « d'être entre nous » - et d'accès difficile.

.....

Olav Riste continue en soulignant que: « Ce souhait et cette croyance en la Norvège comme une zone de friche [utmark]⁸⁶⁹ dans la politique des Grandes Puissances constitue un fil rouge dans notre histoire jusqu'à 1940.

Le 9 avril (1940) l'illusion d'une Norvège géographique isolée a volé en éclats. Après la guerre le penchant isolationniste a donc dû chercher une nouvelle motivation. Un temps cela s'appelait « constructeur de passerelles ». Par la suite cette propension a reçu de nouveaux habits sous la forme d'une politique de bases (militaires) et atomique, l'opposition au (plan) 'Nordøk', la distanciation prise par rapport aux formes contraignantes de coopération européennes ainsi que le souhait d'une zone dénucléarisée dans l'espace Norden.

Le fait que ces courants (isolationnistes) soient forts surtout à la base montre qu'*il est ici question de fibres profondes dans l'âme populaire norvégienne, en partie enracinées dans une confiance en soi défaillante* – dans la crainte que si la Norvège petite et insignifiante se mettait à manger des cerises avec les Grands nous allons devoir nous contenter des noyaux » (nos parenthèses)⁸⁷⁰.

⁸⁶⁷ Resultatet av folkerøystinga viser at « annerledeslandet » er i ferd med å bli ein realitet når det gjeld utanriks- og trygging-politikken. Det kan derfor vere grunn til å sjå nærare på dei djupaste røtene til Norges spesielle forhold til verda omkring oss. Korleis kan vi forklare at Norge er blitt « kjerringa mot straumen » når både Europa og Norden søker saman til eit sterkare integrert samarbeid?

⁸⁶⁸ To av dei, som eg vil kalle « isolasjonisme » og « ekspansjonisme » har svært lange tradisjonar. Den tredje, som eg har kalla « det stormaktsgaranterte Norge » er av nyare dato.

⁸⁶⁹ 'Utmark' est une friche ou terre non cultivée, donc dans le cas présent, apparenté à un 'no man's land'.

⁸⁷⁰ Dette ønsket om, og trua på, Norge som eit storpolitisk utmarksområde går som ein raud tråd i vår historie fram til 1940.

9. April brast illusjonen om Norges geografiske isolasjon. Etter krigen måtte derfor den isolasjonistiske impuls søkje etter ny motivering. Ei stund heitte det brubygging. Deretter fekk impulsen nye klær i form av base- og atom-politikken, motviljen mot 'Nordøk', avstandsmarkeringa til forpliktande europeiske samarbeidsformer, og ønsket om Norden som atomfri sone.

Det at desse strøymingane er særdeles sterke på grasrota, syner at det her er tale om djupe strenger i den norske folkesjela, delvis forankra i manglande sjølvtrillit – i frykt for at dersom vesle Norge gir seg til å ete kirsebær med de store vil vi måtte nøye oss med steinane (nos italiques et parenthèses).

Olav Riste poursuit sa démonstration: « En parallèle et parfois en conflit avec l'impulsion isolationniste nous trouvons l'expansionnisme norvégien.

L'expansionnisme a des traditions encore plus profondes. Il trouve ses racines dans notre passé lointain en tant que peuple de marins et a connu sa plus éclatante manifestation du temps des Vikings. L'expansion de la Norvège des temps modernes est en premier lieu liée aux ressources de la mer - aux intérêts de la pêche et de la chasse aux cétacés et ces dernières 20 années aux ressources du fond de la mer...Il est difficile de mettre l'étiquette « modeste » sur un Etat de seulement 4 millions d'habitants qui trouve tout à fait naturel de présenter des demandes sur des zones économiques et sur des plateformes continentales de catégorie méga globale⁸⁷¹.

Tout cela nous l'avons obtenu sans force militaire, seulement grâce à des négociateurs capables ou peut-être en premier lieu incroyablement têtus »⁸⁷².

Olav Riste remarque que: « Seule une minorité a mis à jour le noyau dur de l'art norvégien de négocier: la faculté de faire croire que nos intérêts sont identiques à l'idéal humain universel. D'une manière exceptionnelle nous avons de ce fait réussi à présenter le droit des peuples comme un instrument tout taillé sur mesure pour les intérêts particuliers norvégiens. Il est peut-être caractéristique que le seul antagoniste qui nous a contraints de faire retraite soit un Etat qui a été créé par des émigrés originaires de la côté ouest (de la Norvège), c'est-à-dire l'Islande (notre parenthèse).

Cette croyance dans le droit des peuples a fait naître un rejeton intéressant dans la confiance chez les Norvégiens – et une demande – de garanties juridiques. Un revenant sûr dans l'argumentation contre l'adhésion de la Norvège à l'EU était qu'il nous manquait des garanties sûres pour que l'avenir soit tel que nous souhaitons qu'il devienne »⁸⁷³.

Olav Riste continue: « Quel est l'état de santé de ces trois traditions aujourd'hui? Elles sont bien vivantes et d'une manière générale jouissent de la meilleure forme possible.

L'expansionnisme norvégien a peut-être atteint son point de saturation si enfin on arrive à un compromis avec la Russie pour ce qui est de la ligne de partage (dans la Mer de Barents⁸⁷⁴). Peut-être devons-

⁸⁷¹ Riste renvoie au rôle de la Norvège dans la définition internationale des Zones économiques exclusives dans le cadre du droit de la mer.

⁸⁷² Parallelt med, og av og til i konflikt med, den isolasjonistiske impuls, finner vi den norske ekspansjonismen. Norsk ekspansjonisme har tradisjonar som går endå lenger tilbake. Den har sine røter i vår lange fortid som sjøfarande folk, og hadde sitt mest eklatante utslag i vikingtida. Norsk ekspansjon i moderne tid er først og fremst knytt til ressursane i havet – til fiske- og fangstinteresser og i dei siste 20 åra til havbotnen....Det er vanskelig å sette merkelappen "beskjedenhet" på ein stat som med eit folketal på berre fire millionar finn det heilt naturleg å gjere krav på økonomiske soner og kontinentalsoklar i global megaklasse. Alt dette har vi greidd utan militærmakt, berre ved hjelp av dyktige eller kanskje først og fremst utruleg sta forhandlarar.

⁸⁷³ Berre dei færraste har oppdaga norsk forhandlingskunsts harde kjerne: Evnen til å late som om våre interesser er identiske med allmen-menneskelege ideal. På en einestående måte har vi dermed fått folkeretten til å framstå som eit skreddarsydd instrument for norske særinteresser. Det kan forsåvidt vere karakteristisk at den einaste motparten som har pressa oss til retrett er ein stat skapt av utflytte vestlendingar, nemlig Island. Denne trua på folkeretten har ein interessant avleggar i nordmenns tiltru til – og krav om – juridiske garantiar. Ein sikker gjengangar i argumentasjonen mot norsk medlemskap i EU har vore at vi manglar sikre garantiar for at framtida skal bli slik vi ønskjer at ho skal bli.

⁸⁷⁴ Accord réalisé au mois de septembre 2010 après quarante ans de pourparlers, nous livrant de nouveau un

nous même céder sur la question du socle continental de Svalbard, car les Grandes Puissances, à notre grande surprise n'acceptent pas notre assertion que leurs intérêts sont le mieux servis si c'est nous qui avons le contrôle de cette zone⁸⁷⁵. Pour ce qui est de l'Antarctique où là aussi nous nous présentons comme une des nations des plus exigeantes, l'incertitude y est plus grande.

Les perspectives pour la combinaison norvégienne bien particulière d'isolationnisme et de garanties des Grandes Puissances ont autant d'importance. *L'état idéal que nous cherchons à tout moment à retrouver consciemment ou inconsciemment, consiste à être entre nous (donc à l'abri), protégé par une garantie sous-entendue d'une Grande Puissance* (notre parenthèse).

Notre adhésion explicite et réciproquement contraignante à l'OTAN constitue clairement une déviation par rapport à cet idéal. La déviation a été acceptée car on pouvait la lier à l'opinion répandue d'une menace évidente et proche. Alors que la menace aujourd'hui n'est ni évidente ni proche, la nostalgie de l'état idéal va forcément se rappeler à nous⁸⁷⁶.

Ceci n'amènera pas des transitions brusques. La Norvège n'a pas l'habitude de sortir d'un organe de coopération auquel elle a adhéré dans le passé. Mais nous aimons bien les arrangements particuliers – de préférence ceux qui font que d'autres ne peuvent pas nous présenter de requêtes, nous laissant en même temps à nous le droit d'adresser des demandes à d'autres.

Le démantèlement de la Défense de la Norvège et notre faible relation à l'Europe pourraient avoir pour résultat que notre adhésion même à l'OTAN devienne dans la réalité un tel arrangement particulier sous la forme d'une « garantie » américaine unilatérale et en partie sous-entendue⁸⁷⁷.

Mais avant de laisser les choses en arriver là, nous devrions peut-être nous rappeler comment cela s'est terminé avec la « garantie » britannique. Elle a éclaté comme une bulle de savon au printemps 1940 – non parce qu'il manquait à la Grande-Bretagne la capacité de nous aider, mais parce que la Norvège n'avait pas dans la hiérarchie des buts stratégiques de la puissance garante une priorité assez élevée » (nos parenthèses et italiques)⁸⁷⁸.

exemple de « l'entêtement » norvégien.

⁸⁷⁵ Contre toute attente, cela fut accordé par la Commission des Nations Unies sur les Limites du Plateau Continental [Commission on the Limits of the Continental Shelf (CLCS)] et rendu public le 15 avril 2009. Il s'agit d'une zone de 235.000 km², soit près des trois quarts de la superficie de la Norvège péninsulaire, que la Norvège avait revendiquée dans une soumission présentée à la Commission le 27 novembre 2006. Au total la Norvège dispose donc aujourd'hui d'un domaine maritime de 2 238 000 km² soit presque six fois la superficie de la Norvège péninsulaire et Svalbard réunis. Ce domaine s'étend dans la partie nord de l'océan atlantique vers le pôle Nord, la pointe nord du domaine norvégien autour de Svalbard n'étant qu'à 5° de latitude du pôle Nord même, et confère clairement à la Norvège des responsabilités particulières. Voir : Hallé, E. Mémoire de Master II, 2011 ; Le domaine océanique de la Norvège, p 147-151.

⁸⁷⁶ Depuis 1989 l'Union Soviétique s'est effondrée et le danger qu'elle représentât n'est plus.

⁸⁷⁷ Olav Riste pense qu'une part importante des composantes de la Défense nationale ait été déployée en Afghanistan, dans les Balkans et en Irak diminuant ainsi les possibilités de défense de la Norvège.

⁸⁷⁸ Korleis er så helsestanden for dei tre tradisjonane idag? Dei lever, og stort sett i beste velgåande.

Norsk ekspansjonisme har kanskje nått sitt metningspunkt dersom det til slutt blir eit kompromiss med Russland i delelinje saka. Kanskje må vi til og med gi oss i spørsmålet om Svalbards kontinentalsokkel, fordi stormaktene til vår store forundring ikkje kjøper vår påstand om at deira interesser et best tent med at vi får kontrollen over dette området. Meir usikkert er det med Antarktis, der vi også stiller some ein av dei mest kravstore.

Vel så viktige er utsiktene for Norges spesielle kombinasjon av isolasjonisme og stormaktsgarantiar. Idealtilstanden, som vi heile tida medvite elle umedvite søker tilbake til, er å få vere for oss sjølv, i skul av ein underforstått stormaktsgaranti.

Nous remarquons que pour Olav Riste, l'origine de l'isolationnisme norvégien se trouve dans « les fibres profondes dans l'âme populaire norvégienne » : nous pensons qu'il nous renvoie à l'existence des Norvégiens sur des terres isolées par rapport à l'environnement mondial ainsi que dans un habitat dispersé avec une démographie faible à l'intérieur même du pays, créant de nouveau des éloignements. De plus ont pu y contribuer les expériences vécues par la population lors de la période Viking et même avant, ainsi que pendant le Moyen Age et la longue période danoise, lesquelles ont survécu dans le subconscient des Norvégiens pendant des siècles, et qu'il est « *en partie enraciné dans une confiance en soi défaillante* ».

A ce sujet, nous allons nous référer de nouveau à l'ouvrage « La Norvège – une critique » par Iver B Neumann où l'auteur se rapporte à Olav Christensen qui a écrit « *Skiidrett før Sondre. Vinterveien til et nasjonalt selvbilde* » [Le ski comme sport avant Sondre. La voie d'hiver vers un autoportait national du soi] et où nous lisons que : « Ce qui tracassait les Norvégiens n'était pas le problème de déchiffrer les calembours au moment de la Noël – il s'agissait plutôt du *manque d'attractions culturelles qui était à la base du sentiment d'infériorité* : « Il semble que certains pays ont constitué une crainte pour les étrangers [fremmede]. Il y a aussi manqué une ou deux choses parmi les plus attrayantes telles des villes splendides, des académies et des choses semblables »⁸⁷⁹. Nous trouvons ici un marqueur ou signe distinctif de la manière dont la Norvège se différencie d'autres pays⁸⁸⁰ : *elle est moins cultivée et il lui manque des institutions pour porter les citoyens à un niveau culturel plus élevé*. Un autre point essentiel est que ces différences soient présentées comme le point de vue de quelqu'un d'autre ; il provient de l'extérieur..... »⁸⁸¹ (nos italiques et parenthèses).

Vårt eksplisitte og gjensidig forpliktande NATO-medlemskap er eit klart avvik frå dette idealet. Avviket vart akseptert fordi det kunne knyttast til ei utbreidd forstilling om ein klar og nærverande trussel. Når no trusselen er verken klar eller nærverande vil nostalgien for ideal-tilstanden uvegerleg melde seg.

Dette vil neppe føre til brå overgangar. Norge har det ikkje med å melde seg ut av samarbeidsorgan som vi ein gong har meldt oss inn i. Men særordningar et vi glade i – helst slike som gjer at andre ikke kan still krav til oss, samtidig med at vi reserverer oss retten til å stille krav til andre.

Nedbygginga av det norske forsvaret, og vår svake tilknytning til Europa, vil kunne resultere i at også vårt NATO-medlemskap i realiteten blir ei slik særordning, i form av ein einseitig og delvis underforstått amerikansk « garanti ».

Men før vi lar det gå så langt, bør vi kanskje minne oss sjølv om korleis det gjekk med den tidlegare britiske « garantien ». Den sprakk som en såpe boble våren 1940 – ikkje fordi Storbritannia mangla kapasitet til å hjelpe oss, men fordi Norge ikkje hadde høg nok prioritet i hierarkiet av garanti-makta sine storstrategiske målsetningar.

⁸⁷⁹ « *Skiidrett før Sondre. Vinterveien til et nasjonalt selvbilde* » [Le ski comme sport avant Sondre. La voie d'hiver vers une image nationale de soi] (page 42) où son auteur Olav Christensen se réfère à l'ouvrage de 1763 « *Det Kongerige Norge (DKN), fremstillet efter dets naturlige og borgerlige tilstand* » [Le royaume de Norvège, présentée d'après son état naturel et civil] p 125.

⁸⁸⁰ « *Norge – en kritikk* » [La Norvège – une critique] par Iver Neumann, p 46.

⁸⁸¹ Det som plaget nordmenn var ikke problemer med å skille slekt og slakt i juletiden – det var heller de manglende kulturelle attraksjoner som lå til grunn for mindreverdigheitsfølelsen: « Det synes ligesom visse Lande har ført en Skræk med sig for Fremmede: Der havet vel og feilet et og annet af de mest lokkende Ting, som prægtige Byer, Akademier og deslige ». Vi har her en markør eller diakritikon, for hvordan Norge skiller seg fra andre land: det er mindre kultivert og mangler institusjoner som kan bringe borgerne opp på et høyere kulturelt nivå. Et annet essensielt poeng er at disse forskjellene fremstilles som en annens synspunkt; de kommer utenfra.....

Voilà des observations présentées par Iver Neumann qui nous confortent dans nos exposés antérieurs : *la Norvège n'avait pas ou peu d'attractions culturelles, cette carence était à la base du sentiment d'infériorité qui a bien pu avoir pour conséquence un manque de confiance en soi* et qui est ici enregistré comme un point de vue venant de l'en dehors (nos italiques).

Ce dernier déficit peut également être vu, à notre avis, comme le résultat du développement historique que nous avons qualifié d'atypique ou même atrophié de la Norvège à partir du XIV^{ème} siècle. En effet, l'histoire n'a pas soumis le Norvégien aux épreuves et responsabilités formatives qu'il aurait normalement dû subir en assumant la gestion des affaires de son pays à travers les époques, étant donné que les premiers responsables de la direction du pays pendant 525 ans ont été d'abord les Danois sur les plans intérieur et extérieur, ensuite les Suédois sur le plan extérieur, le laissant bien moins apte à affronter les réalités imposées à un citoyen moderne dans une Norvège indépendante au XX^{ème} siècle.

De plus, Olav Riste revient sur «l'état idéal» que nous cherchons «à tout moment à retrouver consciemment ou inconsciemment», et qui consiste à «être entre nous», donc «à l'abri», «protégés par la garantie sous-entendue d'une Grande Puissance» implicitement à l'écart et ainsi protégé de l'étranger. Cette situation est bien présentée par le pasteur Nicolai Wergeland (déjà relevée page 32) qui dans un discours devant l'assemblée constituante d'Eidsvold en 1814 a caractérisé la Norvège comme «un coin hyperboréen perdu sur la terre», et louait le sort qui nous avait coupé de la terre ferme européenne «par un abîme dévorant, un gouffre», et qui en outre nous avait apporté la protection grâce à des «remparts faits d'innombrables falaises»⁸⁸².

A partir de 1949 c'est l'adhésion de la Norvège au Pacte atlantique et à l'OTAN qui, plus que quiconque, a fourni la protection souhaitée.

Ces quelques lignes sur l'isolationnisme norvégien donnent à celui-ci un caractère organique particulier qui le fait paraître presque immuable dans le temps et elles confirment notre analyse de l'isolationnisme du deuxième degré comme étant précisément de caractère organique.

L'état idéal constitue ainsi un élément fondamental de la structure de la Norvège et de son peuple, en ce qu'il fixe les Norvégiens ensemble sur leur territoire qui les abrite des étrangers [framande], mais où ils doivent, surtout depuis avril 1940, s'assurer le secours d'un Etat tiers prêt à venir à leur rescousse si besoin est.

⁸⁸² som «en hyperboræisk Afkrog på Kloden», og prisa lagnaden som hadde avskore oss frå det europeiske fastlandet «ved et svælgende Dyb, en Afgrund», og dertil hadde gitt oss vern ved «Pallisader af tallløse Klipper».

V.2 : L'identité des Norvégiens.

Nous pensons utile de rapporter les résultats d'une étude sur l'identité des Norvégiens, enquête menée par Thomas Hylland Eriksen (1962...) ⁸⁸³ et Iver B. Neumann sous le titre « *Norsk identitet og Europa* » Europautredningen. [L'identité norvégienne et l'Europe. L'Etude Europe ⁸⁸⁴].

Cet exposé sera suivi d'une présentation du rôle de la Norvège dans la distribution du Prix Nobel de la Paix.

Sous le sous titre : « La Norvège pacifique », les auteurs écrivent : « L'idée de l'exceptionnalité – que l'identité provient du fait d'être différent de toutes les autres unités de la même catégorie – est dans une certaine mesure un trait inévitable de l'identité nationale..... Le passage de la différence (d'une nation à une autre) à l'exceptionnelle différence est étroit. De ce fait nous trouvons des nationalismes comme l'américain et l'israélien - des nations qui se considèrent comme exceptionnelles, car désignées par Dieu, ou la polonaise ou la serbe – exceptionnelles car elles ont dû souffrir une souffrance exceptionnelle (en dernière instance comme le Christ). Le nationalisme norvégien n'est pas à ce point exceptionnel, mais il existe un trait qui nous guide dans ce sens. C'est la pensée que la Norvège est particulièrement inoffensive. L'idée provient des années 1890 et trouve ses racines dans la délimitation entre ce qui est norvégien par rapport à ce qui est suédois. La Suède, en tant qu'ancienne Grande Puissance militaire, a été catégorisée, dans le langage nationaliste norvégien, comme l'un des Etats européens belliqueux. La Norvège par contre était un pays pacifiste typique ⁸⁸⁵.

La chance a souri à la Norvège dix ans après l'indépendance retrouvée en 1905, lorsque le pays a évité d'être entraîné dans la Première Guerre Mondiale. La Deuxième Guerre Mondiale non plus n'a pas ébranlé cet autoportrait en dépit de la célébration d'une résistance armée. Au cours de la Guerre Froide, la Norvège fut un membre empressé de l'OTAN et elle fut alors et reste aujourd'hui un exportateur d'armes important mais cela non plus n'a pas affecté son autoportrait comme une nation exceptionnellement pacifique.

....On peut se demander comment il est possible pour la Norvège, qui est continuellement en guerre en Afghanistan depuis dix ans, de toujours se vanter d'être plus pacifique que, par exemple, la Suède. Mais la Norvège peut faire cela et les effets s'en mesurent quotidiennement dans le débat politique, où l'on « sous-communique » et même nie que la Norvège est en guerre, où l'on considère qu'il est anormal que les soldats prennent des vies, alors que c'est bien pour cela que nous en avons, et où la nation refuse de célébrer ceux qui en fait meurent au nom de la Norvège. Ståle Ulriksen (1962...) ⁸⁸⁶ est celui qui à ce jour a livré la meilleure explication de comment cela peut se faire. Comme Leira il trouve le début d'une explication dans la phase décisive de la construction de la nation norvégienne, dans les années 1890, lorsqu'il s'est créé une idée selon laquelle une guerre norvégienne était liée au territoire norvégien. Depuis, pour les Norvégiens faire la guerre signifie protéger *le pays*, la Norvège. Ceux qui devaient protéger le territoire étaient le peuple. Ce contre qui ou quoi le peuple devait protéger le territoire était la Suède. Si nous remplaçons la Suède par l'URSS, il était,

⁸⁸³ Geir Thomas Hylland Eriksen, auteur et professeur en anthropologie sociale à l'Université d'Oslo.

⁸⁸⁴ « *Utvalget for utredning av Norges avtaler med EU* » [La commission pour l'étude des accords de la Norvège avec l'Union Européenne]. Cf. www.europautredningen.no/.../Rap2-identitet.pdf.

⁸⁸⁵ Halvard Leira (1976 -) publication 2004 — « *Norsk fredstenkning fram til 1906. Historisk Tidsskrift 83(2): 153-180* » Hele vort folk er naturlige og fødte Fredsvenner. [La pensée pacifiste norvégienne jusqu'en 1906. Revue d'Histoire 83(2) : 153-180. Notre peuple tout entier est un ami naturel et pacifiste né »] Cf. : Wikipédia : Halvard Leira.

⁸⁸⁶ Politologue norvégien et chercheur à l'Institut norvégien de politique étrangère [Norsk utenrikspolitisk institutt] auteur de « *En Annerledes supermakt? Sikkerhets- og forsvarspolitikken i EU : 2003* ». [Une Grande puissance autrement ? La politique de sécurité et de défense dans l'Union Européenne : 2003]. Source : <http://www.nupi.no/Publikasjoner/Boeker-Rapporter/2004-2000/En-annerledes-supermakt>.

jusqu'à il y a peu de temps, tellement évident que la défense populaire devait protéger le territoire de la Norvège contre une menace venant de l'est, à un tel point qu'il était difficile de montrer dans quelle mesure cette compréhension était spécifiquement historique. Ce qui est intéressant dans la modification de l'identité norvégienne depuis le début des années 1990 est le fait que la Norvège est entrée en guerre trois fois (dans les Balkans, en Afghanistan, en Irak) sans que cet intense effort guerrier ait ébranlé l'idée que d'autres pays européens sont belliqueux mais que la Norvège est pacifique. On pense, en dépit d'une décennie de guerres continues, qu'il est toujours exceptionnel pour la Norvège d'être en guerre, alors que le fait que d'autres Etats européens soient en guerre est vu comme naturel. Ils sont en effet des Etats belliqueux » (les italiques sont dans le texte original, les parenthèses sont les nôtres)⁸⁸⁷.

Nous observons que c'est donc dans les années 1890 qu'a pris racine l'idée que la Norvège en guerre signifiait que les Norvégiens devaient défendre le territoire de leur pays contre une attaque venant de l'extérieur et non une campagne militaire et donc agressive menée par la Norvège au-delà de ses frontières.

Or, dans les années 1890, la Norvège cherchait à asseoir sa neutralité dans le cadre d'un arbitrage international étendu et se déclarer Etat neutre d'une manière permanente, mais la Suède voyait un accord d'arbitrage pour la seule Norvège de nature à entraîner la dissolution de l'Union et susceptible d'ouvrir la possibilité pour la Norvège de signer un accord semblable avec la Russie.

Dans les années 1880, le mouvement en faveur de la paix était marqué par des congrès internationaux ainsi que nordiques, ces derniers d'envergure plus restreinte.

En Norvège l'idée d'arbitrage était très présente, surtout pour le Parti Libéral qui l'avait incluse dans son manifeste en 1891, mais l'opposition de la Suède contre un accord pour la seule Norvège l'empêchait d'avancer et causait des frictions et problèmes entre les deux pays.

Les Norvégiens ont dû être perçus par Alfred Nobel (1833-1896) comme un peuple épris de paix, suite à leurs tentatives d'adhérer à des accords d'arbitrage. Ce grand industriel suédois, inventeur de la dynamite, a décidé de confier à la Norvège la tâche de désigner annuellement le gagnant du Prix Nobel de la Paix, par son testament rendu public en 1899. Un Comité devrait être nommé par le Storting pour gérer l'Institut Nobel à Christiania qui choisirait le bénéficiaire⁸⁸⁸.

A partir de 1901, c'est donc la Norvège qui a la charge de distribuer le nouveau Prix Nobel de la Paix. Cela se fait tous les ans à l'automne, d'abord la désignation du bénéficiaire par le Comité Nobel norvégien, ensuite la remise du prix lors d'une cérémonie qui se déroule devant des membres de la famille royale norvégienne ainsi que des dignitaires norvégiens et étrangers à l'Hôtel de Ville à Christiania (devenu Oslo en 1925). Cette occasion, qui constitue un grand événement pour la Norvège a surtout pris de l'importance pour la population avec

⁸⁸⁷ Voir Annexe VI, TS.05, L'identité des Norvégiens, page 435.

⁸⁸⁸ « *Norsk utenrikspolitikkshistorie* » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège]: vol 1, p 339-342.

l'avènement de la télévision qui a permis à chaque citoyen de participer à la cérémonie de remise de prix, laquelle est relayée par la presse internationale, conférant un prestige important au pays et aux Norvégiens.

La remise annuelle du Prix Nobel de la Paix confirme le statut de la Norvège comme pays pacifique et c'est donc les Norvégiens qui avant tout sont confortés dans leur position de pays non belliqueux sur le plan international. De plus, à cette occasion ils se singularisent devant l'extérieur [det framande] en se démarquant par rapport aux autres peuples de la terre.

Depuis 1949, la Norvège ayant souscrit au Pacte atlantique, elle bénéficie de la garantie – sous-entendue – du secours des Etats-Unis d'Amérique si elle était attaquée, mais doit en même temps se soumettre à la solidarité entre tous les membres de l'OTAN et participer aux interventions militaires les concernant. La dernière fois que cela fut le cas s'est produit lors de la campagne de Libye en 2011.

Ce qui est exceptionnel est que la notion d'une Norvège, pays par essence pacifique, qui a pris racine dans les années 1890, n'ait pas été ébranlée ni par sa participation, un siècle plus tard, dans les opérations militaires sous l'égide de l'OTAN dans les Balkans, en Afghanistan, en Irak et en Libye ni par son industrie de l'armement.

V.3 : Le personnage des Norvégiens.

Sous le titre : « Anthropologie « chez soi » et anthropologie « chez l'autre » », la revue « *Ethnologie française* » rend compte d'un entretien avec Marianne Gullestad⁸⁸⁹ conduit par Marianne Lien et Marit Melhuus⁸⁹⁰.

.....

Marianne Lien et Marit Melhus : « Pourquoi, à votre avis, le public norvégien s'intéresse-t-il à l'anthropologie ? »

Marianne Gullestad :..... « Cela tient au talent de certains anthropologues mais aussi à la structure des médias et à la nature de la société civile, sans oublier l'intérêt que le public a pu développer avec le temps pour certains sujets. Par exemple, on doit au travail de publication des missions – la Norvège est le pays qui a envoyé le plus de missionnaires par habitant – un grand intérêt pour les questions de développement, et, par conséquent pour les témoignages des anthropologues qui ont travaillé dans les mêmes régions du monde. De

⁸⁸⁹ Marianne Gullestad (1946-2008) fut une anthropologue sociale norvégienne ayant obtenu un doctorat à l'Université de Bergen en 1984 avec une thèse internationalement reconnue sur « *Kitchen-Table Society: A Case Study of the Family Life and Friendships of Young Working-Class Mothers in Urban Norway* » [La société de table-de-cuisine : Une étude du cas de la vie de famille et des amitiés de jeunes mères de famille de la classe populaire dans une zone urbaine en Norvège]. Gullestad fut une des premières anthropologues à se consacrer à l'analyse de sa patrie, prenant l'étude de sa propre culture au sérieux. Cf. Wikipédia Marianne Gullestad.

⁸⁹⁰ *Ethnologie française* 2009/2 Février, pages 207-216, traduit de l'anglais par Sylvie Muller.

plus, la Norvège est à la fois une nation jeune et un pays « nouveau riche » (en français dans le texte anglais) qui se tient fièrement en dehors de l'UE, et qui a de lui-même une image de compétence, de bonté et d'innocence. Dans la conscience populaire, les Norvégiens sont innocents en ce qui concerne l'esclavage, la colonisation et le racisme. La Norvège n'est pas un pays colonisateur mais une victime de la colonisation (par le Danemark) et de l'occupation (par l'Allemagne). Elle a joué un rôle important dans les négociations de paix menées dans plusieurs régions du monde⁸⁹¹ et compte tenu de son PNB elle figure parmi les plus grands donateurs d'aides au développement. En résumé, dans la croyance populaire, la Norvège est une société riche, innocente, humaine, tolérante, égalitaire, antiraciste, antisexiste et pacifique qui porte secours aux nécessiteux et cherche à faire partie des meilleurs dans tous les domaines. Depuis le début des années 1990 en particulier, on trouve ainsi dans les médias une obsession narcissique pour tout ce qui est norvégien, y compris pour l'anthropologie 'chez soi' ».

Le portrait que nous trace Marianne Gullestad des Norvégiens est saisissant. Avec elle nous constatons que le Norvégien semble avoir une très haute opinion de lui-même. Nous pensons que l'isolationnisme qui s'est progressivement cristallisé en une crainte de l'extérieur [det framande], a évolué en bonne partie sous l'effet de l'attribution à la Norvège de la responsabilité du prix Nobel de la Paix, ce qui a permis au Norvégien, comme à la plupart des êtres humains dans une position semblable, de se différencier et de satisfaire à son besoin de se faire valoir en se projetant sur la scène internationale via la télévision, la petite Norvège avec les Grands de ce monde, et ce une fois par an, lui procurant chaque fois une autosatisfaction exceptionnelle.

De plus, à partir de 1970, l'Etat providence norvégien a fait un bond en avant sous l'impulsion des rentrées financières dans les caisses de l'Etat provenant de l'extraction des hydrocarbures (comme nous l'avons déjà vu page 324) et en 2009 le domaine maritime de la Norvège a été étendue par décision de la Commission des Nations Unies sur les Limites du Plateau Continental de sorte que la Norvège dispose aujourd'hui de plus de 2 238 000 km² de zone maritime ce qui lui confère des responsabilités environnementales et de navigation maritimes particulières dans le nord de l'océan Atlantique (voir page 328, note 875).

Ces divers aspects de l'évolution de la Norvège à partir de 1970 ont affecté tous les Norvégiens d'une manière ou d'une autre et leur ont procuré une plus grande satisfaction, le pays se trouvant lancé dans l'âge d'or avec un horizon qui semblait assurer au pays un siècle ou plus de garantie de bien être pour tous. De ce fait et parce que le Norvégien n'avait pas pour habitude de s'inspirer de l'extérieur [det framande] pour établir ses propres références et normes, dans les médias il s'est tout naturellement développé une obsession narcissique pour tout ce qui est norvégien, y compris pour l'anthropologie « chez soi ».

L'autosatisfaction du début du XXI^{ème} siècle va plus loin. Prenons comme exemple frappant de narcissisme celui qui nous est fourni par une jeune société norvégienne, productrice de services, laquelle dans un but de marketing très efficace projette sur ses produits l'image de personnalités norvégiennes qui se sont distinguées dans la littérature, la

⁸⁹¹ Nous pensons en premier aux Accords d'Oslo de 1993 qui établissaient un projet de paix entre Israéliens et Palestiniens et plus tard l'engagement de la Norvège pour résoudre le conflit entre Tamouls et Cinghalais à Sri Lanka au début de ce nouveau siècle. Cf. Wikipédia et « Une brève histoire de Sri Lanka » : http://www.erta-tcrg.org/groupes/tlet_historique.htm.

science, l'exploration ou lors de la guerre, évoquant ainsi l'esprit et le caractère de Norvégiens éminents.

Nous pouvons dire que le Norvégien s'est voué à une introspection approfondie qui le distingue dans un environnement mondial par son repli sur lui-même (nos parenthèses et italiques).

V.4 : Les Norvégiens, les étrangers [dei framande] et l'ethnocentrisme tacite.

Ayant de nouveau passé du temps en Norvège au mois de novembre 2012 pour les besoins de cette thèse, nous avons pu suivre de plus près les événements dans la société et la presse quotidienne dont nous avons retenu quelques articles très révélateurs sur les relations des Norvégiens avec les étrangers immigrants.

C'est ainsi qu'à la date du 24 novembre 2012, au sujet de l'accueil des étrangers immigrants en Norvège, le quotidien « *Aftenposten* » publie un article intitulé : « 20 ans. 23 plans d'actions. 672 mesures (pour intégrer les immigrants dans la société norvégienne). Mais le chômage parmi les immigrés est toujours 3 fois plus élevé (que dans le reste de la population) (nos parenthèses) »⁸⁹².

« Ce sont six gouvernements qui en 20 ans ont préparé sept communications adressées au Storting et 12 rapports officiels »⁸⁹³.

Sous le sous-titre : « 100 milliards (de couronnes norvégiennes) (budgétés) pour des initiatives » [100 milliarder (norsk kroner) på tiltak].

«Un réseau énorme d'initiatives et de subventions a été monté en vue de placer les immigrés dans des postes de travail. Une administration séparée avec 210 employés doit s'assurer que les réfugiés soient hébergés et trouvent du travail. Tous les ans nous dépensons entre 10 et 12 milliards de couronnes sur différentes initiatives d'intégration. Au total nous avons dépensé environ 100 milliards de couronnes depuis 1992. Pour que les immigrés évitent la pauvreté, la désadaptation et la dépendance de la sécurité sociale »⁸⁹⁴.

Les journalistes racontent comment elles ont cherché à en savoir plus pour découvrir que les premiers plans d'action datent de 1992. Elles écrivent : «Des milliers de pages remplies de bonnes intentions. Des centaines de mesures en vue d'inclure et de contrarier tout ce qui maintient les êtres en bas ou les exclue. Nous lisons et sommes intrigués, nous comparons, feuillets (en avant et en arrière) et oui – les mêmes mesures se répètent d'année en année. Puis nous découvrons plus, que beaucoup d'entre elles n'ont même pas fait l'objet d'une estimation. De plus, beaucoup d'initiatives, de très nombreuses initiatives, sont si vaguement formulées que l'on peut se poser la question de savoir si elles sont réalisables ou si on peut les

⁸⁹² 20 år. 23 handlingsplaner. 672 tiltak. Men fortsatt er ledigheten blant innvandrere tre ganger så høy.

⁸⁹³ Seks regjeringer har på 20 år laget syv stortingsmeldinger (og) 12 offentlige utredninger.

⁸⁹⁴ Et enormt nettverk av tiltak og tilskudd er bygget opp for å få innvandrere i jobb. Et eget direktorat med 210 ansatte skal sørge for at flyktninger får bolig og jobb. Et sted mellom 10 og 12 milliarder kroner brukes nå årlig på ulike integreringstiltak. Tilsammen har vi brukt rundt 100 milliarder kroner siden 1992. For at innvandrere skal unngå fattigdom, mistilpasning og trygdeavhengighet.

évaluer. Des mots comme « enquêter », « développer des initiatives », « apprécier », « mettre en place » se répètent »⁸⁹⁵.

Il nous semble que ce que les deux journalistes d'« *Aftenposten* »⁸⁹⁶ nous racontent est que les autorités n'ont pas su ou n'ont pas voulu se mettre à la place des immigrés et analyser leur situation dans un environnement étranger – la Norvège – où ils cherchent à travailler et devenir un élément productif dans l'économie nationale. Nous avons l'impression que les mesures prises pour accueillir et assister l'immigrant dans son nouvel environnement sont sans effet et que c'est un rejet par la Norvège du nouvel arrivant qui prend le dessus.

En date du 29 novembre 2012, le journal norvégien « *Dagens Næringsliv* » [Le Quotidien de l'économie] publie page 2 un article sous le titre : « Le carrousel des mesures » [Tiltakskarusell] avec ce sous-titre : « Les entreprises norvégiennes auraient besoin d'aide pour surmonter leur crainte de l'extérieur [fremmedfrykten]. A la place, les immigrés à la recherche de travail se perdent dans une abondance de mesures bien intentionnées »⁸⁹⁷.

L'article commence par ces quelques mots: « Bon candidat mais mauvaise couleur » [God kandidat, men feil farve] et continue : « est une des réactions que le chasseur de têtes Erik Hansen de la société 'Progressive Global Energy' a reçu de sociétés norvégiennes d'extraction pétrolière et de gaz. « Nous voulons des cowboys et non des indiens » [Vi vil ha cowboys og ikke indianere] est un autre message de retour. Hansen avait raconté plus tôt dans le mois au «Quotidien de l'économie » que sur les 139 postes de direction que son entreprise avait recrutés en 2012 tous avaient été des Norvégiens alors que 22 pour cent des candidats étaient des étrangers.

La journaliste Eva Grinde termine son article par ce paragraphe : « Une manière de sortir du mauvais pas pourrait être de déplacer le centre de gravité des initiatives plus du côté des demandeurs de main d'œuvre. Il ne sert à rien d'avoir des mesures les plus attrayantes du monde et des cours (de formation) si les patrons n'osent pas employer (les immigrés)» (nos parenthèses)⁸⁹⁸.

⁸⁹⁵ Tusenvis av sider fylt med gode intensjoner. Hundrevis av tiltak for å inkludere og motvirke alt som holder folk nede og utenfor. Vi leser, stusser, sammenligner, blar frem og tilbake, og jo – de samme tiltakene går igjen, år etter år. Så oppdager vi mer, at mange av dem slett ikke er evaluert. Dessuten er mange tiltak, svært mange, er så vagt formuler at man kan stille spørsmål ved om de kan gjennomføres, eller evalueres. Ord som « utrede », « utvikle tiltak », « vurdere », «legge til rette » går igjen (nos parentheses).

⁸⁹⁶ Aftenposten.no du 24/11/2012, page 24-25, article rédigé par Olga Stokke et Siri Gedde-Dahl (1953 -).

⁸⁹⁷ Norske bedrifter kan trenge hjelp til å overvinne fremmedfrykten sin. I stedet druknes innvandrere på jobb jakt i et vell av velmente tiltak.

⁸⁹⁸ En mulig vei ut av uføret kan være å vri tyngden av tiltak mer over på etterspørselsiden. Det nytter ikke med all verdens fine tiltak og kurs hvis ikke arbeidsgiverne tør å ansette.

Pour conclure ce chapitre, nous dirons que ces quelques lignes nous montrent une sorte de blocage ou d'aversion chez les Norvégiens à l'égard de l'extérieur et des étrangers et nous font penser que *d'une crainte instinctive de l'extérieur, l'isolationnisme s'est transformé en un ethnocentrisme norvégien tacite* qui se manifeste, entre autres, par une inadéquation flagrante des mesures arrêtées pour intégrer les immigrants dans l'économie norvégienne ainsi qu'un refus répandu des employeurs norvégiens d'embaucher des immigrants au début de ce XXI^{ème} siècle.

Souvenons-nous en premier lieu que l'ethnocentrisme intègre l'isolationnisme par un élément essentiel qu'Olav Riste nous a révélé en 1991 et auquel nous nous sommes souvent référés. Il s'agit « du vieux souhait des Norvégiens d'être entre nous » (et donc « chez nous », implicitement à l'écart et donc protégé de l'étranger) qui n'a jamais complètement lâché sa prise sur la politique norvégienne dans ses relations avec le monde extérieur ». Dans son article de 1994 il rappelle et approfondit cette notion en écrivant: « *L'état idéal que nous (Norvégiens) cherchons à tout moment à retrouver consciemment ou inconsciemment, consiste à être entre nous à l'abri*, protégé par la garantie sous-entendue d'une Grande Puissance.

Or, cette préférence d'être entre soi, chez soi et protégé de l'étranger implique un certain jugement par les Norvégiens sur les autres peuples de l'extérieur [dei framande], donc une certaine distanciation par rapport à tous ces groupes humains, sans distinction. Nous avons par conséquent là une manifestation explicite d'un ethnocentrisme norvégien tacite qui est d'origine isolationniste et de caractère organique, comme nous l'avons déjà écrit (nos italiques et parenthèses).

Cependant les Norvégiens ne sont pas les seuls en ce début de la deuxième décennie du XIX^{ème} siècle à craindre l'extérieur. En effet, l'académicien Eric Orsenna, étant interpellé pour présenter son dernier livre « La fabrique des mots » lors d'une émission sur la chaîne France 5, intitulée « La Grande Librairie » du 25 avril 2013 au soir, s'est exclamé, devant ce téléspectateur que nous étions alors: « Les Français ont peur de l'extérieur ! »

Le monde est décidément un lieu dangereux de plusieurs points de vue et nous sommes obligés de constater la pertinence de la déclaration de M. Orsenna.

De plus, cet ethnocentrisme norvégien n'est pas d'une nature offensive au point d'être agressif. Nous dirons plutôt qu'il résulte d'un *dérapage* de l'isolationnisme norvégien par manque d'autre débouché pour se manifester (notre italique).

CONCLUSION GENERALE

Au début du XIX^{ème} siècle, la Norvège et les Norvégiens paraissent solidement ancrés dans une sorte de ‘hinterland’ anachronique qui est d’abord le fait de son histoire.

Celle-ci débute avec une période Viking présentée comme glorieuse se terminant vers 1030 au moment de la Christianisation du pays ; au Moyen Age la Norvège connaît une ère de grandeur de 80 ans à partir de 1240 puis le début d’un déclin qui se concrétise dans une Union avec le Danemark dès 1380 et qui se poursuit avec le recul de la Norvège lorsque cette Union est déclarée éternelle lors de l’installation de la dynastie des Oldenbourgs à Copenhague en 1450. Par la suite, le statut de la Norvège est réduit à une simple province du Roi à Copenhague en 1536, lorsque le Conseil du Roi danois abolît le Conseil du Roi norvégien, abaissant ainsi le statut de la Norvège à un pays vassal soumis au Danemark (voir page 53).

Avec les nouvelles découvertes du début du XVI^{ème} siècle, le développement économique reprend qui va progressivement bénéficier aux Norvégiens alors que la Monarchie absolue est introduite au Danemark en 1660.

L’héritier désigné de la Suède (depuis 1810), Maréchal de France et Prince de Pontecorvo, Charles Jean Bernadotte, à la tête des forces suédoises, bat les Danois et un traité dit de Kiel est signé au mois de janvier 1814 par lequel la Norvège est cédée à la Suède, mais les événements laissent le temps aux Norvégiens de se réunir et voter une Constitution pour une Monarchie constitutionnelle signée par tous les constituants le 17 mai 1814. Les Norvégiens, ayant recréé un Etat avec un Parlement (Storting) et un gouvernement à Christiania (Oslo à partir de 1925) n’ont cependant d’autre choix que d’accepter l’Union avec la Suède, inaugurant ainsi une autre Union où les Affaires étrangères étaient dirigées par le Roi à Stockholm. Cette situation allait durer jusqu’en 1905 lorsque la Norvège réussit enfin à se séparer de la Suède et à regagner son indépendance complète.

La Norvège, n’ayant aucune expérience des relations d’état à état depuis le XIV^{ème} siècle, se déclare neutre, tout comme ses voisins le Danemark et la Suède au début de la Première Guerre Mondiale en 1914.

Cette neutralité sera maintenue par la suite en dépit des dangers qui se profilaient à l’horizon, mais elle est pulvérisée par l’attaque des forces nazies sur la Norvège le 9 avril 1940.

A partir de ce moment, la Norvège entre de force dans le conflit armé et se retrouve avec son Roi et son gouvernement en exil à Londres où elle doit se soumettre à la logique de la guerre ce qui lui interdit d’exprimer son isolationnisme ouvertement.

Mais l'hinterland recèle également des signes et influences qui marquent le caractère national. Nous pensons, entre autres, à la sommation du Troll de Dovre adressée à Peer Gynt⁸⁹⁹, lui disant « suffisis-toi à toi-même » [vær deg selv nok], qui contribue à expliquer le penchant des Norvégiens « d'être entre nous » [være for oss sjøl] et donc dans une certaine mesure de s'isoler par rapport à l'environnement extérieur [det framande] ainsi que la notion qui s'ensuit de la « crainte de l'extérieur » [framandfrykt]. Celle-ci, d'après O. Riste, date des siècles de conflits entre la Russie, la Suède et le Danemark, tous les trois ayant eu des ambitions de Grande Puissance avec comme objet, entre autres, la Norvège, celle-ci étant une victime relativement innocente de leur politique de force lorsqu'elle fut l'objet des convoitises de la Suède et du Danemark avec lesquels elle s'est retrouvée en Union pendant 525 ans. La crainte de l'extérieur est encore aujourd'hui bien vivace dans la population comme en témoigne, par exemple, la presse écrite contemporaine.

Rentre également dans la panoplie d'influences le droit odel qui est l'élément principal qui lie les Norvégiens à une lignée plus que millénaire laquelle leur fournit une légitimité historique et un droit foncier, en fait un droit sur tout le territoire de la Norvège⁹⁰⁰.

De plus, Hans Magnus Enzensberger, de son côté, écrivait au sujet de la Norvège qu'elle « constitue une extravagance à la périphérie de l'Europe » et reprenait l'idée de l'historien Ernst Sars qui au XIX^{ème} siècle avait lancé la formule de la Norvège, « un pays qui marche à contretemps » avec encore au XX^{ème} siècle cette dichotomie « entre le terminal pétrolier et le chalet estival, la ferme de transhumance et l'architecture toute en verre ».

De son côté, Francis Fukuyama nous rappelle le conservatisme énorme des sociétés humaines concernant les institutions ainsi que la tradition des structures sociales qui survit pendant des siècles aux tentatives pour la réformer, ce qui semble bien être le cas en Norvège.

Enfin les auteurs du sixième et dernier volume de *l'Histoire des idées en Norvège* (voir page 46), écrivent au sujet de l'individualisme norvégien que : « la foi dans le pouvoir et l'influence de chacun qui est étayée depuis la période préchrétienne n'a pas entièrement disparu et se retrouve comme un écho lointain dans l'individualisme norvégien postmoderne ».

A partir du 8 mai 1945 et la paix enfin revenue, les Norvégiens peuvent de nouveau s'exprimer et agir dans le domaine des Affaires étrangères.

Dans une première période, les relations internationales constituent une séquelle de la Deuxième Guerre Mondiale.

⁸⁹⁹ Pièce d'Henrik Ibsen publiée en 1867.

⁹⁰⁰ Le nouveau gouvernement de droite, élu avec les élections parlementaires de septembre 2013, prévoit toutefois dans son programme d'abolir le droit odel.

Un premier sujet s'était déjà manifesté au mois de novembre 1944 lorsque les Soviétiques, par la voix de Molotov, avaient proposé aux Norvégiens, dont le Ministre des Affaires étrangères Trygve Lie et Rolf Andvord, ambassadeur de la Norvège à Moscou, en visite chez les dirigeants soviétiques, de mettre en place une cogestion de l'archipel de Svalbard.

La dynamique ainsi mise en marche par les Soviétiques provient de l'étendue de l'Union Soviétique par rapport à la Norvège, de son régime dictatorial et expansionniste, de la présence de forces soviétiques dans la province norvégienne de Finnmark au moment même de la proposition de Molotov et, par la suite, la réponse des Norvégiens aux Soviétiques par une note datée du 9 avril 1945 qui donnait très largement satisfaction aux Russes.

Les Norvégiens ont par moments été obnubilés par cette affaire pour laquelle il a fallu beaucoup de temps et de réunions entre les responsables en Norvège et le gouvernement qui n'acceptaient pas les propositions avancées au mois d'avril 1945, en vue de s'extirper d'une situation embarrassante. Elle allait enfin trouver un dénouement au mois de février 1947, les Russes semblant ne plus s'intéresser à l'archipel de Svalbard, la dynamique lancée par les Soviétiques en 1944 s'étant ainsi éteinte.

Le deuxième sujet à la fin de la guerre concerne l'Espagne franquiste qui apparut comme le seul pays à régime fasciste encore présent en Europe.

L'Espagne cherchait une reconnaissance diplomatique pour asseoir son régime dans la communauté internationale. Dans un discours du nouveau Ministre norvégien des Affaires étrangères, Halvard Lange, devant l'assemblée des Nations Unies à New York au mois de novembre 1946, l'Espagne était critiquée pour son régime anti-démocratique. Ce discours s'est retourné contre la Norvège car le général Franco l'a présenté comme une attaque contre le peuple espagnol et il allait déclencher une dynamique anti-norvégienne animé par le gouvernement espagnol pour obtenir la reconnaissance diplomatique tout comme la Norvège faisant, en même temps, campagne contre le régime espagnol sur un plan politique.

Or, les enjeux étaient les besoins des Norvégiens de pouvoir acheter des produits en Espagne pour faire fonctionner leur industrie, l'attitude des dockers norvégiens qui refusaient de décharger les navires en provenance de l'Espagne, la population norvégienne qui sur un plan général rejetait elle aussi le régime de Franco ainsi que les menaces exprimées par les autorités espagnoles contre les services réguliers de la marine marchande norvégienne dans la Méditerranée de même que vers l'Amérique du sud.

Se rendant compte qu'elle ne pouvait pas rompre les relations commerciales avec l'Espagne et mettre ainsi en danger son industrie et sa marine marchande, ce sont les Norvégiens qui en fin de compte ont dû céder et laisser s'installer à Oslo un Chargé d'affaires espagnol, Valdes Ibarguen Torata, au mois de juin 1947.

La dynamique s'est arrêtée là mais les mauvais sentiments ont perduré jusqu'à l'admission de l'Espagne à l'OTAN en 1951 et même au-delà jusqu'à l'avènement des voyages touristiques individuels et organisés à partir des années 1960.

Dans ces deux premiers cas de dynamique entre pays dans le domaine international qui ont impliqué la Norvège après guerre, c'est clairement la Norvège qui par deux fois a subi un échec. Ces deux revers doivent probablement être mis sur le compte d'un manque général de maturité dans le domaine des relations politiques des Norvégiens avec « l'extérieur » lequel résulte de l'histoire du pays et de sa localisation sur la terre.

Par la suite, des événements sur le plan international ont ouvert une phase inédite en introduisant une nouvelle architecture dans les relations est-ouest à laquelle la Norvège a dû se soumettre.

D'abord le discours de Winston Churchill du mois de mars 1946 qui lance le concept de « rideau de fer » qui était en train de s'installer en Europe. Au mois de mars 1947, c'est le Président Truman qui déclare que la politique des USA était de soutenir toutes les nations qui se défendaient contre des tentatives de soumission de la part de minorités armées ou une pression étrangère, politique connue par la suite comme la doctrine Truman. Ensuite, le Ministre américain des Affaires étrangères, George Marshall, présenta, au mois de juin 1947 son plan de soutien américain pour la reconstruction de l'Europe, dénommé par la suite « le Plan Marshall », celui-ci était rejeté par l'URSS au mois de juillet de la même année.

Au mois de janvier 1948 le Ministre britannique des Affaires étrangères, Ernest Bevin, lance son plan d'une consolidation de l'Europe occidentale, pour une collaboration militaire entre la Grande-Bretagne, la France et le Benelux et par la suite d'autres Etats, initiative connue par la suite comme « le plan Bevin ».

Ainsi s'ouvre en fait une nouvelle dynamique qui va aboutir au Pacte atlantique et où, pour ce qui est de la Norvège, c'est le Parti Social-démocrate et son secrétaire général Einar Gerhardsen qui mènent la bataille en écartant les communistes norvégiens des instances des affaires extérieures au Storting et en menant une campagne pour dégager un vote majoritaire en faveur de l'adhésion au bloc occidental, ce qui se réalisera au mois d'avril 1949 (nos italiques).

Cette dynamique est donc d'origine exogène et trouve sa source dans l'environnement international dans lequel se trouve la Norvège, c'est-à-dire dans l'extérieur [det framande] qui réduit progressivement la liberté pour la Norvège de s'exprimer et d'exister librement à cause des antagonismes de plus en plus exacerbés entre l'ouest et l'est, contrariant ainsi les souhaits de ce pays de ne pas se lier à un bloc, chose qu'il ne peut plus se permettre si les Norvégiens veulent éviter d'être sans allié dans le cas d'une attaque contre leur pays comme le 9 avril 1940. Dans la sphère scandinave, le Danemark et l'Islande suivent l'exemple de la Norvège,

la Suède et la Finlande y demeurent hostiles. Pourtant, au début de l'année 1948, les Norvégiens eux-mêmes y sont largement hostiles, en particulier la plupart des membres du Parti Social-démocrate et de quelques partis bourgeois ainsi qu'une majorité de la population du pays.

Lors de la signature au Pacte atlantique à Washington le 4 avril 1949, lequel crée une alliance militaire dénommée l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), les signataires sont les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Italie, le Portugal, le Danemark, l'Islande, le Canada et la Norvège.

Avec l'adhésion au Pacte atlantique, qui implique pour la Norvège, pour la première fois dans son existence, un choix de stratégie à long terme en affaires étrangères, la dynamique est ainsi relayée par une internationalisation très profonde à travers laquelle la Norvège essaie de pratiquer une politique de prévention pour éviter d'être par trop intégrée dans un maillage international économique et politique contraignant. Cette période a été décrite, avec raison, par un des protagonistes, le Ministre de la Défense, J Chr Hauge, comme « une révolution » (voir page 246) (nos parenthèses et italiques).

Dans l'Europe nouvelle qui s'organise après la création du Pacte atlantique, la menace principale est militaire, ce qui amène les Américains à proposer, dès septembre 1950, l'établissement d'une force commune européenne avec une participation allemande.

En date du 21 septembre 1950, lors d'une réunion (à huis clos) du Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution, Gerhardsen se réfère au mémorandum américain adressé aux Norvégiens et en identifie l'essence lorsqu'il dit: « nous ne devons pas ignorer la réalité plutôt essentielle dans cette introduction » c'est-à-dire le concours physique militaire des Etats-Unis pour défendre l'Europe occidentale :

« Je pense que nous ne devons pas ignorer la réalité plutôt essentielle dans cette introduction américaine. Lorsque nous avons délibéré de la question de l'adhésion au Pacte atlantique, c'était justement cela qui était le but, cela qui était notre souhait. Et je pense surtout qu'il est significatif que les Etats-Unis avec cette proposition s'engagent aussi fortement à travers une telle solution. Pour ma part je pense donc que nous avons raison de regarder avec plaisir et satisfaction la proposition qui est devant nous pour délibération ».

Des travaux pour créer une armée européenne sont entrepris et dureront jusqu'en août 1954 lorsque l'Assemblée Nationale française vote contre pour des raisons de supranationalité insurmontables. En Norvège aussi cet aspect des choses avait accaparé les esprits et à Oslo on a finalement poussé un soupir de soulagement devant le résultat du vote à Paris.

L'obstacle que constitue la supranationalité fait échec à cette dynamique de création d'une armée européenne, en Norvège, en France et probablement dans d'autres pays en Europe occidentale dont la Grande-Bretagne qui était hostile à la CED.

Dans les années 1950, l'Europe se trouve au premier plan des réflexions de la politique extérieure norvégienne. Dans les pays scandinaves, on pense à la création d'un Marché Commun scandinave mais les partis bourgeois norvégiens ne pouvaient l'accepter pour des raisons économiques.

Des négociations pour une union douanière européenne ont ensuite eu lieu, débouchant sur la formation de la CEE (Communauté Economique Européenne) et donc sur une dynamique européenne, les pays participants étaient la Belgique, la Hollande, le Luxembourg, l'Italie, l'Allemagne Fédérale et la France.

Les Britanniques de leur côté choisirent de fonder leur propre zone de libre échange pour les produits industriels, une « Association de Libre Echange » (Free Trade Area, FTA) et donc créer une autre dynamique européenne, et qui se proposait de réunir les six pays industrialisés de l'OECE en dehors de la CEE plus le Portugal dans une « l'Association Européenne de Libre Echange », AELE, (« European Free Trade Area, EFTA ») courant 1959.

En Norvège, l'opposition contre une coopération avec l'Europe occidentale fut grande, pour des raisons historiques et à cause de la hâte britannique d'obtenir une décision de principe avant même d'avoir exploré les avantages et désavantages d'un tel espace.

L'argument principal en faveur d'une adhésion à l'AELE était que la Norvège, pour des raisons de politique économique et de sécurité, ne pouvait pas rester en dehors si la Grande-Bretagne devenait adhérente. Au cours des pourparlers qui ont duré jusqu'au mois de novembre 1958, l'opposition norvégienne qui, au début, adopta une attitude très réticente, modifia progressivement sa position. La Norvège a finalement rejoint l'AELE au mois de janvier 1960, les autres membres étant la Suède, le Danemark, le Portugal, l'Autriche, la Suisse et la Grande-Bretagne. La Norvège adhérait ainsi à la dynamique qui impliquait les pays à la périphérie du Continent européen.

Or, dès le mois de juillet 1961, le Premier Ministre britannique, Harold Macmillan, a déclaré son souhait d'adhérer à la CEE, un an et demi seulement après la création de l'AELE. Les perspectives de la Norvège sont ainsi sérieusement compliquées par la nécessité un jour d'adhérer à un ensemble comprenant l'Europe continentale, dont la Norvège n'avait jamais voulu auparavant, et en partie à caractéristiques supranationales.

Les oppositions en Norvège étaient nombreuses à la fois dans les partis politiques, les syndicats, dans le public et au gouvernement.

Mais l'espace géopolitique de la Norvège s'était rétréci et menaçait le pays d'un isolement sur le plan économique et commercial si les Norvégiens restaient à l'écart, ce qu'ils ne pouvaient pas se permettre.

Suite aux difficultés rencontrées à Bruxelles lors des négociations sur les pêches, le gouvernement, et beaucoup de membres du Parti Social-démocrate, s'interrogeaient sur l'opportunité de maintenir la demande d'adhésion au Marché Commun. Toutefois elle fut confirmée lorsque le Premier Ministre, Trygve Bratteli, signa la déclaration d'adhésion le 22 janvier 1972 adhérant ainsi à la dynamique qui impliquait les pays du cœur du Continent européen.

Au référendum qui a suivi, l'adhésion à la Communauté économique européenne a été rejeté par 53,5% contre et 46,5% pour.

Pour nous, la raison de ce résultat est clairement l'isolationnisme norvégien organique et du second degré, intériorisé et occulté, qui s'exprime ici par la crainte de l'extérieur, celui-ci étant représenté par l'Europe.

Se pose quand même la question de savoir quelle est l'origine de cette crainte ? De quoi est-elle composée. Quand est-elle apparue ?

Pour l'instant la seule tentative de réponse est celle à laquelle Olav Riste lui-même a recours lorsqu'il écrit son article pour le quotidien « *Aftenposten* » du 1^{er} décembre 1994, intitulé : « La Norvège – le dernier bastion de l'isolationnisme » avec cette phrase : « Le fait que ces courants (isolationnistes) soient forts surtout à la base montre qu'il est ici question de fibres profondes dans l'âme populaire norvégienne, en partie enracinées dans une confiance en soi défaillante - dans la crainte que si la Norvège petite et insignifiante se mettait à manger des cerises avec les Grands nous allons devoir nous contenter des noyaux » (voir page 326).

Nous reprenons la réponse que propose Olav Riste : « *Le fait que ces courants (isolationnistes) soient forts surtout à la base* » ; donc il s'agit de courants isolationnistes populaires norvégiens, qui s'expliquent d'après Riste par « *de fibres profondes dans l'âme populaire norvégienne* », c'est-à-dire qui relèvent d'une qualité culturelle quasi intangible de la psyché des Norvégiens ; puis un début d'explication par « *en partie enracinées dans une confiance en soi défaillante* » et dont un exemple est donné par « la crainte que si la Norvège petite et insignifiante se mettait à manger des cerises avec les Grands nous allons devoir nous contenter des noyaux » ; qui exprime ainsi une attitude d'infériorité assumée chez les Norvégiens.

Le journaliste Peter Aspden (1958-), chargé de la rubrique 'Arts' dans le quotidien *The Financial Times*, publie, à la date des 5 et 6 avril 2014, un entretien avec la philosophe morale anglaise Mary Midgley (1919-)⁹⁰¹, âgée de 94 ans, qui vient de publier son dernier livre, « *Are You an Illusion ?* » [Etes-vous une illusion ?]. A la fin de ce livre, l'auteur termine avec une confirmation appuyée de ses points de vue : « En dépit des différences immenses entre les cultures, tout ce que nous savons sur le sujet du comportement humain montre qu'il ne peut être compris que par un renvoi

⁹⁰¹ Philosophe morale, enseignant la philosophie à l'Université de Newcastle et connue pour ses travaux sur la science, l'éthique et les droits des animaux ; elle est docteur honoraire des Universités de Newcastle et de Durham.

aux propres pensées, rêves, espoirs, craintes et autres sentiments des hommes. Ceci n'est pas quelque chose inventée par une culture particulière. C'est universel»⁹⁰².

Voilà, le chemin est ainsi clairement tracé pour identifier les éléments essentiels de l'entité culturelle particulière des Norvégiens, nous permettant de cette façon de satisfaire notre curiosité et ainsi approfondir notre connaissance et compréhension de ce peuple, et ce, au bénéfice de tous.

⁹⁰² In spite of the huge differences between cultures, all that we know about human behaviour shows that it can be understood only by reference to people's own thoughts, dreams, hopes, fears and other feelings. This is not something invented by a particular culture. It's universal.

BIBLIOGRAPHIE

Sources :

« *Stortingsarkivet* » [Les archives du Storting] : Documents déclassifiés [Avgraderte dokumenter].

Réunions du Storting à huis clos.

1939-1945 : Réunions à huis clos du 9^{ème} Storting extraordinaire (1939-1940), le 89^{ème} Storting ordinaire jusqu'au 9 avril 1940 et repris à partir du 14 juin 1945. Livre de 520 pages : Réunions à huis clos : LE STORTING 1939-1945, Oslo, 1995.

Après 1946 :

1946-1965 : Résumé des réunions dans : Innst. S. nr 295 (pdf).

1966-1970 : Résumé des réunions.

1971-1975 : Résumé des réunions.

Réunions du Comité des Affaires étrangères élargi, comprenant tous les membres permanents du comité des Affaires étrangères ainsi que ceux du comité de la Défense nationale, le président du Storting et les présidents des groupes parlementaires. Ce comité est également appelé le Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution.

1917-1945 : Résumé des réunions dans : Innst. S. nr 124 (1994-95) (pdf).

1946-1965 : Résumé des réunions dans : Innst. S. nr 295 (1995-96) (pdf).

1966-1970 : Résumé des réunions.

1971-1975 : Résumé des réunions.

1924-1975 : Résumé des réunions.

« *Stortingets saksarkiv* » [Archives des affaires traitées au Storting depuis 1945 jusqu'à 2004-2005].

« *Riksarkivet* » [Archives nationales de Norvège], à Sognsvann, Oslo :

« Riksarkivet har ansvaret for arkiva etter den statlege sentraladministrasjonen, altså departement, direktorat og andre sentraladministrative organ, og i tillegg arkiva etter Høgsterett. I Riksarkivet finn du også viktige arkiv etter privatpersonar og private verksemder og organisasjonar. Riksarkivet blei oppretta i 1817 »⁹⁰³.

⁹⁰³ Les Archives nationales ont la responsabilité des archives provenant de l'administration centrale de l'état, c'est-à-dire archives de départements politiques, le directoire et autres organes de l'administration centrale ainsi que celles en provenance de la Haute Cour de Justice. Aux Archives nationales tu trouves également des archives importantes de personnes privées ainsi que de sociétés et organisations privées. Les Archives nationales ont été fondées en 1817.

Quotidiens :

Adresseavisen [Le quotidien Adressen], d'après son titre donné lors de sa fondation en 1767, établi à Trondheim et leurs archives numérisées partielles consultables à la Bibliothèque Nationale [Nasjonalbiblioteket] à Oslo.

Aftenposten [Le courrier du soir] et leurs archives numérisées depuis 1860 consultables par l'internet, Oslo.

Dagbladet [Le quotidien], Oslo.

Dagens Næringsliv [Le quotidien de l'économie nationale], Oslo.

The Financial Times [Les temps financiers], Londres.

Trønder-Avisa [Le quotidien du département de nord Trøndelag] avec son siège à Steinkjer et leurs archives numérisées consultables à la Bibliothèque Nationale [Nasjonalbiblioteket] à Oslo.

Østlendingen [l'Habitant de l'est du pays (en fait du sud-est de la Norvège)] : leurs archives consultées au siège du quotidien à Elverum.

Périodiques:

Ethnologie française; publiée par le Centre National de la Recherche Scientifique avec le concours du Centre National du Livre, 92023 Nanterre, France.

Foreign Policy No 2, spring 1971.

Historisk Tidsskrift; Historisk tidsskrift utgis av Den norske historiske forening (HIFO) i samarbeid med Universitetsforlaget. [Revue d'histoire, publiée par l'Association norvégienne d'histoire en collaboration avec l'éditeur Universitetsforlaget] Oslo.

Journal of Strategic Studies [Revue d'études stratégiques], Sheepen Place, Colchester, Essex CO3 3LP, Grande-Bretagne.

Norsk Militært Tidsskrift (NMT) [Revue militaire norvégienne]. Annales consultables à la Bibliothèque du Musée des Forces armées [Forsvarsmuseets bibliotek] à la forteresse d'Akershus à Oslo.

Nytt norsk tidsskrift [La nouvelle revue norvégienne], Universitetsforlaget, Postboks 508 sentrum, Oslo.

Scandinavian Journal of History [La revue scandinave d'histoire]. The Institute of Historical Research (IHR), Senate House, Malet Street, London WC1E 7HU, Grande-Bretagne.

Tidsskriftet Internasjonal Politikk, [Revue de politique internationale], Norsk Utenrikspolitisk Institutt, C.J. Hambros plass 2D, Postboks 8159 Dep, 0033 Oslo.

Tidsskrift for Samfunnsforskning [Revue de recherches sur la société]. Postboks/Boîte postale 3233, Elisenberg, 0208 Oslo.

Utgivelser fra Instituttet for Forsvarsstudier [Publications de l'Institut d'études de défense nationale] Norwegian Institute for Defense Studies, Kongens gate 4, P. O. Boks 890 Sentrum, N-0140 Oslo.

Dictionnaires et encyclopédies

A concise dictionary of old Icelandic [Dictionnaire concis du vieil islandais]. Geir T Zoëga. Reykjavik, 1910, Medieval Academy of Canada, 2004.

Bokmåls- og Nynorskordboka [Dictionnaire en-ligne du bokmål (la langue des livres) et du néo-norvégien] <http://www.nob-ordbok.uio.no/perl/ordbok.cgi?OPP=&bokmaal=+&ordbok=bokmaal>.

Dictionnaire Hachette encyclopédique, éditeur Hachette Livre, 43, Quai de Grenelle, 75905 Paris Cedex 15.

Fransk blå ordbok, Fransk–norsk, Norsk–fransk. [Dictionnaire bleu, Français–norvégien et Norvégien–français]. Editeur Kunnskapsforlaget, Oslo 2002, 4^{ème} édition.

Le Petit Robert : Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française, éditeur Dictionnaires LE ROBERT-Sejer, 25, Avenue, Pierre-de-Coubertin, 75013 Paris.

Norsk Biografisk Leksikon [L'encyclopédie biographique norvégienne en-ligne] http://meta.snl.no/Norsk_biografisk_leksikon.

Norsk Historisk Leksikon, 2. utgave, 3. opplag 2004 [L'Encyclopédie historique de la Norvège, Deuxième édition, 3^{ème} tirage, 2004] éditeur Cappelen <http://lokalhistoriewiki.no/index.php/Leksikon:Bygdeting>.

Store Norske Leksikon, fra og med 1. juli 2010 er Institusjonen Fritt Ord, Sparebankstiftelsen DnB NOR og Det Norske Vitenskaps-Akademi eiere av Det Store norske leksikon] ; www.sn�.no. [La grande encyclopédie norvégienne en-ligne. Depuis le 1^{er} juillet 2010 les propriétaires de la Grande encyclopédie norvégienne sont l'Institution Parole Libre, la fondation de la Caisse d'Épargne DnB NOR ainsi que l'Académie norvégienne des Sciences].

The New Oxford dictionary of English. [Le nouveau dictionnaire Oxford de la langue anglaise]. Editeur Oxford University Press, Great Clarendon Street, Oxford OX2 6DP, Grande-Bretagne.

Bibliothèques

Bibliothèque Nordique, Paris.

Forsvarsmuseets bibliotek [Bibliothèque du Musée des Forces armées], Forteresse d'Akershus, Oslo.

Nasjonalbiblioteket [Bibliothèque nationale], Oslo.

Universitetsbiblioteket [Bibliothèque universitaire], deux salles de consultations à Blindern, Oslo.

Ouvrages

Aardal, B., et Valen, H. : *Konflikt og opinion* [Conflit et opinion], Oslo, Ad Notam Gyldendal A/S, 1995, 248 p.

Absalon Pedersson Beyer (1528-1575): *Om Norgis Rike* [Sur le Royaume de Norvège] 1567.

Ambassade Royale de Norvège à Paris : Lettre d'information mensuelle de l'Ambassade Royale de Norvège à Paris ; [www. info.paris@mfa.no](mailto:info.paris@mfa.no).

Anderson, G. : *Halvard Lange. Portrett av en nordmann* [Halvard Lange. Portrait d'un Norvégien]. Gyldendal Norsk Forlag, Oslo, 1981. 232 p.

Aron, R. : *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, 1962, 1984, édition 2004, Paris, 2008. 794 p.

Aschehougs Norges Historie [Histoire de la Norvège par Aschehoug] ; Oslo, 1996, seconde réimpression 2007 ; H Aschehoug & Co (W. Nygaard) ; 12 volumes :

- **Lillehammer A.**, *Fra jeger til bonde - inntil 800 e.Kr* ; [Du chasseur au paysan – Jusqu'en l'an 800 après J.C.], Oslo, 1996, seconde réimpression 2007, vol 1, 234 p.
- **Kragh, C.**, *Vikingtid og rikssamling, 800-1130* ; [L'ère des Vikings et l'unification du pays – 800-1030] ; Oslo, 1995, seconde réimpression 2007, vol 2, 236 p.
- **Helle, K.**, *Under kirke og kongemakt, 1130-1350* ; [Sous le pouvoir de l'Eglise et du Roi, 1130-1350] ; Oslo, 1995, seconde réimpression 2007, vol 3, 239 p.
- **Bjørkvik, H.**, *Folketap og sammenbrudd, 1350-1520* ; [Une population décimée et un effondrement, 1350-1520] ; Oslo, 1996, seconde réimpression 2007, vol 4, 240 p.
- **Rian, Ø.**, *Den nye begynnelsen, 1520-1660* ; [Le nouveau départ, 1520-1660] ; Oslo, 1995, seconde réimpression 2007, vol 5, 263 p.
- **Sogner, S.**, *Krig og fred, 1660-1780* ; [Guerre et paix, 1660-1780] ; Oslo, 1996, seconde réimpression 2007, vol 6, 251 p.
- **Dyrvik, S. et Feldbæk, O.**, *Mellom brødre, 1780-1830*; [Entre frères, 1780-1830]; Oslo, 1996, seconde réimpression 2007, vol 7, 239 p
- **Seip, A-L.**, *Nasjonen bygges, 1830-1870* ; [La nation se construit, 1830-1870]; Oslo, 1997, seconde réimpression 2007, vol 8, 240 p.
- **Hagermann, G.**, *Det moderne gjennombrudd, 1870-1905* ; [La percée moderne, 1870-1905], Oslo, 1997, seconde réimpression 2007, vol 9, 231 p.
- **Kjeldstadli, K.**, *Et splittet samfunn, 1905-1935* ; [Une société divisée, 1905-1935] ; Oslo, 1994, seconde réimpression 2007, vol 10, 235 p.
- **Lange, E.**, *Samling om felles mål, 1935-1970* ; [Rassemblement autour d'objectifs communs, 1935-1970] ; Oslo, 1998, seconde réimpression 2007, vol 11, 254 p.
- **Benum, E.**, *Overflod og fremtidsfrykt, 1970 -;* [Abondance et crainte de l'avenir, 1970-] ; Oslo, 1998, seconde réimpression 2007, vol 12, 237 p.

Aucante, Y. : *L'hégémonie démocratique : institutionnalisation des partis sociaux démocrates suédois et norvégiens comme partis d'Etat*, 2003. Thèse de doctorat. Editeur : Institut d'Etudes Politiques, Paris, 2003-2012. 571 p.
<http://spire.sciences-po.fr/hdl:/2441/f4rshpf3v1umfa09lasrnc409>.

Bagge, S. : *Mennesket i middelalderens Norge : tanker, tro og holdninger 1000-1300* [L'homme dans la Norvège du Moyen Age: pensées, foi et attitudes 1000-1300] ; Editeur Aschehoug, Oslo, 1998. 253 p.

Bagge, S. : *Nationalism in Norway in the Middle Ages. Scandinavian Journal of History* 20 (1995), p 1-18. [Le nationalisme en Norvège au Moyen Age. La revue scandinave d'histoire 20 (1995) p 1-18].

Bartlett, R. : *The Making of Europe : Conquest, Colonisation and Cultural Change, 950-1350* [L'avènement de l'Europe; La conquête, la colonisation et les avancées culturelles, 950-1350] Londres, 1994.

Battail, J. F. : *Les destinées de la Norvège moderne*, Editions Michel de Maule, 2005, 181 p.

Benum, E. : *Maktsentra og opposisjon. Spaniasaken i Norge, 1946-1947.*; [L'affaire Espagne en Norvège. 1946-1947]. Editeur Universitetsforlaget, Oslo, 1969. 152 p.

Berdal, M. : *Norway in United States Strategy 1954-1960: Bilateral Strategic Planning in a Multilateral Alliance.* [La Norvège dans la stratégie des Etats-Unis 1954-1960: Planning bilatéral dans une alliance multilatérale]. Oxford, 1992.

Berdal, M. : *The United States, Norway and the Cold War 1954-1960.* [Les Etats-Unis, la Norvège et la Guerre Froide 1954-1960] Oxford, 1997.

Bergh, T. et Pharo, H. Ø. : *Vekst og velstand, Norsk politisk historie 1945-1965, 2. Utg* [Croissance et bien-être. L'histoire politique de la Norvège 1945-1965, Deuxième édition]. Universitetsforlaget. Oslo, 1989.

Bjøl, E. : « *The power of the weak* » [La puissance des faibles] dans « Cooperation and Conflict » [Coopération et conflit] No 3 (1968), p 161 par cyclopaedia.net, SAGE Publications.

Bjørklund, T. : *Mot strømmen – Kampen mot EF, 1961-1972.* [Contre le courant – le combat contre le Marché Commun, 1961-1972] Oslo, 1982.

Bjørlo, S. : *Gerhardsens store tale. Norge og NATOs råds møte i Paris 1957. Hovedopphave i historie, Universitetet i Oslo.* [Le grand discours de Gerhardsen. La Norvège et la réunion du Conseil de l'OTAN à Paris 1957. Mémoire d'histoire, l'Université d'Oslo] 1973. 126 p.

Blom, I., et Sogner, S. : *Med kjønnsperspektiv på norsk historie : fra Vikingtid til 2000.* [L'histoire norvégienne dans une perspective des sexes : de la période Viking à 2000]. Akademika. Oslo, 2005.

Bourdieu, P. : *Les conditions sociales de la circulation internationale des idées.* Cahiers d'histoire des littératures romanes (14^e année 1-2, p 1-10), 1990.

Briens, S. : *Paris, laboratoire de la littérature scandinave moderne, 1880-1905 ;* Edition L'Harmattan, 2010. 383 p.

Brox, K. H. : *Norges Nasjonalparker ; Dovrefjell – Sunndalsfjella,* [Les parcs nationaux de la Norvège; Les montagnes de Dovre et de Sunndal], Gyldendal 2008, 130 p.

Brusletto, H. : *Forhandlingene mellom Norge og Sovjetunionen om kraftutbygging i Pasvikelven, 1945-1963. Norsk sovjetisk brobygging under den kalde krigen. Hovedoppgave i historie, Universitetet i Oslo.* [Les négociations entre la Norvège et l'Union Soviétique au sujet de la construction de centrales hydro-électriques sur le fleuve Pasvik, 1945-1963. Edification de passerelles norvégiennes-soviétiques au cours de la Guerre Froide. Mémoire d'histoire, l'Université d'Oslo]. 1994.

Christensen, O. : « *Skiidrett før Sondre. Vinterveien til et nasjonalt selvbilde* » [Le ski comme sport avant Sondre. La voie d'hiver vers une image nationale de soi] Ad Notam Gyldendal 1993. 179 p.

Conseil Nordique : <http://www.norden.org/no/fakta-om-norden/naeringsliv-og-oekonomi>.

Danielsen, R. : « *Protokoll for Venstres stortingsgruppe* », Bd III, 1935-1940 [Le protocole du groupe parlementaire du Parti Libéral, vol III, 1935-1940]. Kjeldskriftfondet, Oslo, 1978. 412 p.

Dansk Udenrigspolitik Historie, [Histoire de la politique étrangère du Danemark], Copenhague/ København ; Danmarks Nasjonalleksikon/Gyldendals Leksikon, 2002/2004 six volumes :

- **Albrechtsen, E., Frandsen, K-E. et Lind, G.** *Konger og Krige, 700-1648*, [Des rois et des guerres, de 700 à 1648], Copenhague 2001, seconde réimpression 2002, vol 1, 519 p.
- **Jespersen, K.J.V., Feldbæk, O.,** *Revanche og neutralitet, 1648-1814* [Revanche et neutralité, 1648-1814], Copenhague, 2002, vol 2, 551 p.
- **Bjørn, K.,** *Fra Helstat til nationalstat, 1814-1914* [De l'Etat unitaire à l'Etat national, 1814-1914], Copenhague, 2003, vol 3, 536 p.
- **Lidegaard, B.,** *Overleveren, 1914-1945* [Le survivant, 1914-1945], Copenhague, 2003, vol 4, 685 p.
- **Borring Olesen, T., et Villaume, P.,** *I blokoppdelingens tegn, 1945-1972* [Sous le signe de la division en blocs, 1945-1972], Copenhague, 2005, vol 5, 808 p.
- **Petersen, N.,** *Europæisk og globalt engagement, 1973-2003* [Engagement européen et global, 1973-2003], Copenhague, 2004, vol 6, 661 p.

Enzensberger, H.M. : « *Norsk utakt* » [La Norvège qui marche à contretemps]. Universitetsforlaget. Oslo, 1984.

Eriksen, K. E. : *DNA (Det norske arbeiderpartiet) og NATO. Striden om norsk NATO-medlemskap innen regjeringspartiet 1948-1949.* [(DNA) Le parti social démocrate norvégien et l'OTAN. Le conflit dans le parti gouvernemental au sujet de l'adhésion de la Norvège à l'OTAN 1948-1949]. Gyldendal Norsk forlag, Gjøvik, 1972. 312 p.

Eriksen, K.E. et Lundestad, G.: *Norsk utenrikspolitikk in : Kilder til moderne historie, I, 1972* [La politique étrangère de la Norvège dans : Sources de l'histoire moderne, I, 1972]

Eriksen, K. E. : « *Norge i det vestlige samarbeid ; i Vekst og Velstand* »; Universitetsforlaget 1989, Oslo [La Norvège dans la coopération occidentale; dans « Croissance et Bien-être »]. Universitetsforlaget, 1989, Oslo. p 167-282.

Eriksen, K. E. et Pharo, H. Ø.: *Norges sikkerhetspolitikk 1945-1980 som etterkrigshistorisk forskningsfelt. LOS senteret. Norsk senter for forskning i ledelse, organisasjon og styring.* [La politique norvégienne de la sécurité 1945-1980 comme champ de recherches historiques après-guerre. Le centre LOS. Centre norvégien pour la recherche dans le domaine de la direction, organisation et gestion] 1992. Adresse : Rosenbergsgate 39, N 50215 Bergen. 92 p.

Friis, H. : *Scandinavia Between East and West, 1950* [La Scandinavie entre l'est et l'ouest, 1950]. Ithaca, 1950.

Fukuyama, F.: *The origins of political order. From Prehuman Times to the French Revolution* [Les origines de l'ordre politique. De l'ère pré-humaine à la Révolution française]. Profile books Ltd, Londres, 2011, 585 p.

Furre, B.: *Norsk Historie, 1914-2000.* [Histoire de Norvège, 1914-2000]. Det Norske Samlaget. Oslo, 2000. 360 p.

Gerhardsen, E.: *Felleskap i krig og fred. Erindringer 1940-45.* [Une communauté dans la guerre et la paix. Souvenirs 1940-45] Tiden Norsk forlag, Oslo, 1972. Oslo 1970.

Gerhardsen, E.: *Samarbeid og strid* [Coopération et combat]. Tiden Norsk forlag, Oslo, 1971.

Gerhardsen, E.: *I medgang og motgang. Erindringer 1955-1965.* [Bonnes et mauvaises fortunes. Souvenirs 1955-1965]. Tiden Norsk forlag, deuxième édition : Oslo, 1972. 361 p.

Gjerdåker, B. : *Bygdesamfunn i omveltning, 1945-1996;* [La communauté rurale dans le renversement, 1945-1996] J.W. Cappelens Antikvariat, Oslo, 1996.

Greve, T. : *Norway and Nato,* Oslo, 1968. [La Norvège et l'OTAN] Oslo, 1968.

Gullestad, M. : Entretien dans '*Norvège : Vues de l'intérieur*' ; Ethnologie française, 2009/2 Février, pages 207-215.

Hagland, J. R. : *Literacy i norsk seinmiddelalder.* [L'écriture et la lecture dans la Norvège du Moyen Age tardif] Oslo, 2005.

Hallé, E. : *Comment la Norvège a considéré son passé danois, « La Nuit de 400 Ans », aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles* ; Mémoire de Master I d'Etudes Nordiques ; Université Paris IV ; année universitaire 2009-2010. 125 p.

Hallé, E. : *Les relations entre la Norvège et l'Europe de la fin des illusions en 1940 à l'âge d'or norvégien en 2010*. Mémoire de Master II d'Etudes Nordiques ; Université Paris IV ; année universitaire 2010-2011. 203 p.

Hansen, S. O. : *Det norske EFTA sporet i 1950 årene. En studie av Norges Europa-politikk, med særlig vekt på perioden 1956-1960. Hovedoppgave i historie, Universitetet i Oslo*. [Le parcours de la Norvège dans l'AELE des années 1950. Une étude de la politique européenne de la Norvège, centrée sur la période 1956-1960. Mémoire d'histoire, l'Université d'Oslo] 1990.

Haraldstad, H. : *Norsk nei til Franco i Nato. Forsvarsstudier 4/1995*. [Le non norvégien à Franco dans l'Otan. Les études de la Défense nationale 4/1995] Oslo.

Haraldstad, H. : *Franco-Spanias fiende nummer en ? Norges politikk overfor Franco-Spania. Hovedoppgave i historie, Universitetet i Oslo*. [L'ennemi numéro un de l'Espagne de Franco ? La politique de la Norvège à l'égard de l'Espagne de Franco, 1946-1960. Mémoire d'histoire, l'Université d'Oslo] 1994.

Harpe, W. von : *Die Sovietunion, Finnland und Skandinavien 1945-1953, Köln-Graz, 1956* [L'Union soviétique, la Finlande et la Scandinavie 1945-1953, Cologne-Graz, 1956].

Hauge, J. Chr.: *Frigjøringen*. [La libération.] Oslo, 1994.

Haugland, J. : *Dagbok frå kongens råd*. [Journal privé du Conseil du Roi] Oslo, 1986.

Hegna, T : *Min versjon* [Ma version]. Editeur Gyldendal Norsk Forlag. Oslo, 1983, 297 p.

Heide, M : *L'identité norvégienne dans le Peer Gynt d'Ibsen* ; Mémoire de Master 1 de Lettres comparées ; Université de Paris IV ; année universitaire 2008-2009.

Helle, K. : *The Cambridge History of Scandinavia, vol 1 : From prehistory to 1520* [L'histoire de la Scandinavie par Cambridge, vol 1 : De la préhistoire à 1520] Cambridge, 2003.

Hellevik, A. : *Det ansvarlige opprør. AIK (Arbeiderpartiets informasjonskomite) og EF-motstanden i Arbeiderpartiet*. [Le soulèvement responsable. Le Comité d'Information du parti social démocrate et l'opposition au Marché Commun dans le parti travailliste]. Oslo, 1979.

Hendriksen, G. : *Mellom allianselojalitet og markedsinteresser. Forholdet mellom Norge og Øst-Tyskland 1949-1962. Hovedoppgave i historie, Universitetet i Oslo.* [Entre la loyauté envers l'alliance et les intérêts pour les marchés. Les relations entre la Norvège et l'Allemagne de l'Est 1949-1962. Mémoire d'histoire, l'Université d'Oslo]. 1994

Heradstveit, D et Bonham, G. M. : *Decision Making in the Face of Uncertainty. NUPI Rapport 56. Norsk Utenrikspolitiske Institutt.* [La prise de décisions devant l'incertitude. Rapport NUPI 56. L'institut norvégien des Affaires étrangères] Oslo, 1981.

Hetland, T. M. : *Sovjetunionen og norsk tryggingsspolitikk 1948-1959. Hovedoppgave i historie Universitetet i Bergen.* [L'Union soviétique et la politique norvégienne de sécurité. Mémoire d'histoire. Université de Bergen] 1985.

Hirschfeldt, L. : *Skandinavien och Atlantpakten: de skandinaviska alliansförhandlingarna 1948-1949.* [La Scandinavie et le Pacte atlantique: Les négociations d'alliance scandinave 1948-1949] Stockholm, 1949.

Hobson, R. et Kristiansen, T. : *Norsk forsvarshistorie, 1905-1940. Total krig, nøytralitet og politisk splittelse. Bd 3* [L'histoire de la défense nationale de la Norvège, 1905-1940. Guerre totale, neutralité et division politique. Vol 3] Eide, Bergen, 2001. 349 p.

Holand, B. I. : *Norsk flersidig bistandspolitikk 1945-1961. Hovedoppgave i historie, Universitetet i Oslo.* [La politique norvégienne de soutien multilatérale 1945-1961. Mémoire d'histoire, l'Université d'Oslo] 1991.

Holmsen, A. : *Nye studier i gammel historie,* [De nouvelles études sur l'histoire ancienne]. Oslo, 1976.

Holst, J.J.: « *Lilliputs and Gulliver : Small States in a Great Power Alliance* » [Lilliputs et Gulliver : petits états dans une Alliance de Grandes Puissances]. Oslo, 1983.

Holst, J. J. : *Norsk Europa-politikk. Et langsiktig perspektiv.* [La politique européenne de la Norvège. Une perspective à long terme]. Oslo, 1985.

Holtmark, S. G., Pharo, H. Ø. et Tamnes, R. : *Motstrøms* [A contre-courant] : *Olav Riste og norsk internasjonal historieskrivning.* [Olav Riste et la littérature norvégienne d'histoire internationale]. Chapitres « *Olav Ristes forfatterskap* » [L'œuvre d'Olav Riste], par Jensen, L. C. p 13-52] et *Utviklinga av den norske utanrikspolitiske tradisjonen,* [Le développement de la tradition norvégienne de politique étrangère par Riste, O. p 53 – 85]. Cappelen, Oslo 2003.

Huitfeldt, A. S. : *Fra OEEC til OCDE. Norges holdninger til reorganiseringen 1960. Hovedoppgave i historie, Universitetet i Oslo.* [De l'OECE à l'OCDE. Les attitudes des Norvégiens devant la réorganisation 1960. Mémoire d'histoire, l'Université d'Oslo].

Huseby, B. et Listhaug, O. : *Identifications of Norwegians with Europe: The Impact of values and centre-periphery factors*. [Les Identifications des Norvégiens avec l'Europe; L'impact des valeurs et des facteurs centre-périphérie] Tilburg University Press, Tilburg, 1995.

Hveem, H. : *Internasjonalisering og politikk ; norsk utenriksøkonomi i et tilpasningsperspektiv*. [Internationalisation et politique ; les relations économiques étrangères de la Norvège dans une perspective d'adaptation]; Tano Aschehoug; 1994, 366 p.

Ibsen, H. : '*Peer Gynt*', traduction Régis Boyer, Paris, GF-Flammarion, 1994, [*'Nuit de 400 ans' p 220-221*]. 330 p.

Imsen S. : *Europa 1300-1550* [Europe 1300-1550] ; Universitetsforlaget, Oslo, 2000.

Imsen S. : *Norsk bondekommunalisme, Fra Magnus Lagabøte til Kristian Kvart. Del 1 : Middeltalderen*. [Le communalisme paysan en Norvège. De Magnus VI le Rénovateur législatif à Christian IV. Vol 1: Le Moyen Age]. Tapir, Trondheim, 1990. 226 p.

Imsen S. : *Norsk bondekommunalisme, Fra Magnus Lagabøte til Kristian Kvart. Del 2 : Lydriketiden. Historisk Institutt, Trondheim, 1994*. [Le communalisme paysan en Norvège. De Magnus VI le Rénovateur législatif à Christian IV. Vol 2: La période de la vassalité. Institut d'histoire, Trondheim, 1994]. 289 p.

Imsen S. : *Norges nedgang* [Le déclin de la Norvège]. Universitetsforlaget Oslo, 2002.

Insall, Dr. T.: *Haakon Lie, Denis Healy & the making of an Anglo-Norwegian special relationship, 1945-1951*. [Haakon Lie, Denis Healy et la création de relations anglo-norvégiennes particulières, 1945-1951]. Akademika, 2010.

Iversen, T.: *Framveksten av det norsk leilendingsvesenet i middelalderen – en forklaringskisse*. [Le développement du régime norvégien de métayers au Moyen Age – une ébauche d'explication] *Heimen* 32, 1995, 169-180.

Iversen, T.: *Jordleie, patroner og klienter før høymiddelalderens leilendingsvesen i Norge*. [Loyer foncier, patrons et clients précédant le régime norvégien de métayage au haut Moyen Age] *Heimen*, 33, 1996, 147-156.

Iversen, T.: *Jordeie og jordleie – Eiendomsbegrepet i norske middelalderlover* [La propriété foncière et le loyer foncier – Le concept de propriété foncière dans les lois de la Norvège du Moyen Age] *Collegium Mediaevale* 14, 2001, 79-114.

Jaklin, A. : « *Isfront. Den kalde krigen i nord* » [Le front arctique. La Guerre froide dans le Nord] Gyldendal Norsk Forlag AS, 2009, 379 p.

Jensen, B. : *Norway in the United Nations*, [La Norvège dans les Nations Unies] Oslo, 1971.

Jenssen, A. T., et Valen, H. (éd.) : *Brussel midt imot* [Carrément contre Bruxelles], Oslo, Ad Notam Gyldendal A/S, 1995, 220 p. Ce titre emprunte au roi Sverre qui, menacé d'excommunication en 1194, se défendit en écrivant directement au pape à Rome. A l'époque les gens disaient : « Sverre parla carrément contre Rome » [Sverre talte Roma midt imot]. Cette tournure fait ainsi allusion au Traité de Rome de 1958, acte fondateur de la CEE qui allait devenir l'Union Européenne.

Jølstad, A.: *Norsk sikkerhetspolitisk samarbeid med Vest Tyskland fra 1955 til 1965. Hovedoppgave i historie, Universitetet i Oslo*. [La politique de coopération norvégienne avec l'Allemagne de l'Ouest dans le domaine de la sécurité, de 1955 à 1965. Mémoire d'histoire, l'Université d'Oslo] 1995.

Keilhau, W. : *Norway and the Atlantic pact*. [La Norvège et le Pacte atlantique]. Oslo, 1949.

Keohane, R. O. : « *The Big Influence of Small Powers* » [La grande influence des Petites Puissances]. *Foreign Policy No 2, spring 1971* [Politique étrangère, No 2, printemps, 1971), Washington, Etats-Unis.

Kersaudy F. : *Churchill contre Hitler : Norvège 1940, la victoire fatale*. 1987. Tallandier, Paris 2002.

Kirknes, R. : *Samarbeid tross alt. Norge og etableringen av SAS (Scandinavian Airlines System) 1945-1951. Hovedoppgave i historie, Universitetet i Oslo*. [La coopération malgré tout. La création de SAS 1945-1951. Mémoire d'histoire, l'Université d'Oslo]. 1996.

Knutsen, T. L., Sørbø, G. M. et Gjerdåker, S. : *Norges utenrikspolitikk* [La politique étrangère de la Norvège]. Cappelen, Oslo, 1995.

Koht, H. : *Norsk bondereisning*. [Le soulèvement paysan en Norvège], 1926, nouvelle édition Oslo 1975.

Koht, H.: *Frå skanse til skanse*. [Pourchassée] Oslo, 1947.

Koht, H.: *For fred og fridom i krigstid 1939-1940* [Pour la paix et la liberté en temps de guerre 1939-1940]. Tiden. Oslo 1957. 307 p.

Kongehuset Norge : [La Maison Royale de Norvège]; *Fra 1380 var Norge den underlegne part i en union med - og senere et lydrike under – Danmark*. [A partir de 1380 la Norvège constituait la part inférieure dans l'union, et par la suite un pays vassal, sous le Danemark]. Cf. <http://www.kongehuset.no/>

Det Kongerige Norge (DKN), fremstillet efter dets naturlige og borgerlige tilstand. [Le Royaume de Norvège, présentée d'après son état naturel et civil] 1763.

Kongespeilet [Le Miroir royal]: auteur inconnu, datant de la période entre 1250 et 1260, Traduit du vieux norvégien par Einar Már Jónsson 238 p.

Kullerud, D. : *Hans Nielsen Hauge – mannen som vekket Norge*. [Hans Nielsen Hauge, l'homme qui éveilla la Norvège], 1996. Forum - Aschehoug 1996.

Kuhn, T. S. : « *The Structure of Scientific Revolutions* » [La structure des révolutions scientifiques]. Université de Chicago 1962, 1996, 2012. University of Chicago Press. 217 p.

Lange, H. : *Norsk utenrikspolitikk siden 1945*. [La politique étrangère de la Norvège depuis 1945]. Oslo 1952.

Lange, H. : *Norsk syn på Europas samling*. [La position de la Norvège au sujet de l'unification de l'Europe]. Oslo, 1950. Conférence donnée à l'Institut Christian Michelsens à Bergen le 15 mars 1950.

Lange, H. : *Norges vei til NATO*. [Le parcours de la Norvège vers l'OTAN]. Pax, Oslo, 1966.

Lie, E.: *Pride and Prejudice: Norway and the European Payments Union 1950-1955. Hovedoppgave i historie, Universitetet i Oslo*. [La fierté et le préjudice: La Norvège et le système européen de paiements 1950-1955. Mémoire d'histoire, l'Université d'Oslo]. 1997.

Lie, T. : *Syv år for freden*. [Sept années pour la paix] Oslo, 1954.

Lie, T. : *Oslo – Moskva - London* [Oslo – Moscou – Londres]. Tiden, Oslo, 1968, 183 p.

Lunden, K.: *Was there a Norwegian National Identity in the Middle Ages? Scandinavian Journal of History 20 (1995), p 19-33*. [Existait-il une identité nationale norvégienne au Moyen Age? La revue scandinave d'Histoire 20 (1995) p 19-33].

Lunden, K. : *Norsk grålysning. Norsk nasjonalisme 1770-1814 på allmenn bakgrunn*. [L'aube de la Norvège. Le nationalisme norvégien 1770-1814 sur un arrière-plan général.] Oslo, 1996.

Lundestad, G.: *Nasjonalisme og internasjonalsisme i norsk utenrikspolitikk: Et faglig provoserende essay* [Nationalisme et internationalisme dans la politique étrangère de la Norvège : Un essai professionnel à caractère provocateur]. Internasjonal Politikk, Temahefte 1, 1985. 15 p.

Løchen, E.: *Norges møte med Europa 1950-1964. IFS-info 6, Institutt for Forsvarsstudier, Oslo.* [La rencontre de la Norvège avec l'Europe 1950-1964. IFS-info 6, Institut d'études de Défense, Oslo] 1993.

Midgaard, J. : *A brief history of Norway* [Une brève histoire de la Norvège] Editeur: Johan Grundt Tanum Forlag, Oslo, 1964. 149 p.

Moe, F. : *Parlamentets rolle i internasjonal politikk* [Le rôle du Parlement dans la politique internationale]. Samtiden, 1953.

Moen, J. S. et Sæther, R. S. : *Tusen dager. Norge og den spanske borgerkrigen 1936-1939* [Mille jours. La Norvège et la guerre civile espagnole, 1936-1939]. Gyldendal, Oslo, 2009. 371 p.

Moleswort, R. : *An account of Denmark as it was in the Year of 1692.*[Un récit du Danemark tel qu'il était en l'an 1692] 1693.

Moseng, O.G., Opsahl, E., Pettersen G.I. et Sandmo, E.: *Norsk historie I, 750-1537. 2. Utgave. Universitetsforlaget, Oslo, 200.* [Histoire de la Norvège I. 750-1537. Deuxième édition. Oslo, 2007. Universitetsforlaget]. 461 p.

Moseng, O.G., Opsahl, E., Pettersen G.I. et Sandmo, E.: *Norsk historie II, 1537-1814. Universitetsforlaget, Oslo, 200.* [Histoire de la Norvège II, 1537-1814. Oslo, 2003. Universitetsforlaget]. 415 p.

Neumann I. B.: *Norge – en kritikk. Begrepsmakt i Europa-debatten.* [La Norvège – une critique. Le pouvoir de la notion dans le débat sur l'Europe.]. Pax, Oslo, 2001. 205 p.

Neumann I. B. et Leira, H. : *Aktiv og avventende. Utenrikstjenestens liv 1905-2005* [Actif et réticent. La vie du service des affaires étrangères 1905-2005] Pax, Oslo, 2005.

Norges kulturhistorie : [Histoire culturelle de la Norvège] I Semmingsen et autres ; 4 volumes.

Norges Rederiforbund : [L'Association norvégienne d'armateurs] ; <http://www.rederi.no/>

Norsk Idéhistorie : [Histoire des idées en Norvège ; 1000-2000], Oslo, Aschehoug & Co. (W. Nygaard), Oslo, 2001, six volumes :

- **Bagge, S.**, *Da boken kom til Norge*, [Lorsque le livre arriva en Norvège], 1000-1537, Oslo, 2001, vol I, 456 p.

- **Gilje, N. et Rasmussen, T.**, *Tankeliv i den lutherske stat*, [La vie spirituelle dans l'état luthérien], 1537-1814, Oslo, 2002, vol II, 463 p.

- **Sørensen, Ø.**, *Kampen om Norges sjel* [Le combat pour l'âme de la Norvège], 1770-1905, Oslo, 2001, vol III, 445 p.

- **Blikrud, L., Hestmark, G. et Rasmussen, T.**, *Vitenskapens utfordringer* [Les défis de la science], 1850-1920, Oslo 2002, vol IV, 477 p.- **Dahl, H. F.**, *De store ideologienes tid* [L'ère des grandes idéologies], 1914-1955, Oslo, 2002, vol V, 461 p.

- **Eriksen, T., Hompland, A et Tjønneland, E.**, *Et lite land i verden*, [Dans le monde, un petit pays], 1950-2000, Oslo, 2003, vol VI, 525 p.

Norsk Utenrikspolitikks historie [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] ; du Moyen Age à 1995. Oslo : Universitetsforlaget, 1995, six volumes

- **Bjørge, N., Rian, Ø., et Kaartvedt, A.** *Selvstendighet og Union, fra Middelalderen til 1905* [Indépendance et Union, du Moyen Age jusqu'en 1905], Oslo 1995, vol 1, 416 p.

- **Berg, R.**, *Norge på egen hånd*, [La Norvège sous sa propre autorité] 1905-1920, Oslo, 1995, vol 2, 401 p.

- **Fure, O-B.**, *Mellomkrigstid* [Entre deux guerres], 1920-1940, Oslo, 1996, vol 3, 434 p.

- **Sverdrup, J.**, *Inn i Storpolitikken*, [Entrée dans la politique des Grands], Oslo, 1996, vol 4, 1940-1949, 383 p.

- **Eriksen, K. E., et Pharo, H. Ø.**, *Kald krig og internasjonalisering* [La Guerre Froide et l'Internationalisation], 1949-1965, Oslo, 1997, vol 5, 505 p.

- **Tamnes, R.**, *Oljealder* ; [L'ère du pétrole], 1965-1995, Oslo, 1997, vol 6, 568 p.

Norwegian foreign policy – a bibliography 1905-1965 : [La politique étrangère de la Norvège – une bibliographie 1905-1965]. Universitetsforlaget, Oslo, 1968.

Olstad, F. : *Einar Gerhardsen. En politisk biografi*. [Einar Gerhardsen. Une biographie politique] Universitetsforlaget. Oslo, 1999, 479 p.

Oppsahl, E. : *Bastardfeudalism or Sub-vassality in Medieval Norway ?* [Feudalisme bâtard ou vassalité inférieure dans la Norvège du Moyen Age ?] *Collegium medievale* 4, Oslo, 1992, 177-314.

Ording, A. : *100 kronikker* [100 chroniques]. Oslo 1946.

Ording, A. : *Norsk utenrikspolitikk under krigen i Steen S. (réd) Norges Krig*. [La politique étrangère de la Norvège pendant la guerre in « la Guerre de la Norvège » par Steen S. réd]. Oslo, 1948.

Paasche F. : *Norges og Islands litteratur indtil utgangen av middelalderen. Norsk litteraturhistorie, bd 1.* [La littérature de la Norvège et de l'Islande jusqu'à la fin du Moyen Age. Histoire littéraire de la Norvège, vol 1]. 1924.

Pharo, H. Ø.: *Norge, EF og europeisk integrasjon. Internasjonal politikk 6.* [La Norvège, le Marché Commun et l'intégration européenne. Politique internationale 6]. 1988.

Pharo, H. Ø.: *Arbeiderbevegelsen og integrasjonsproblemet. Arbeiderhistorie. Årbok for Arbeiderbevegelsens Arkiv og Bibliotek.* [Le mouvement ouvrier et le problème de l'intégration. L'histoire du mouvement ouvrier. Annales de l'Archive et de la Bibliothèque du mouvement ouvrier]. Oslo, 1992.

Ramberg, T. : *Sovereignty and Cooperation, i Ørvik N. (red). Fears and expectations, London 1972.* Norwegian attitudes toward European integration. Universitetsforlaget, Oslo 1972 [Les craintes et les attentes, Londres 1972. Les attitudes des Norvégiens devant l'intégration européenne]. Universitetsforlaget, Oslo, 1972. p 49-110.

Référendums konsultatifs en 1972 et 1994, www :

no.wikipedia.org/wiki/Rådgivende_folkeavstemning_om_tilslutning_til_EF_1972, et
no.wikipedia.org/wiki/Rådgivende_folkeavstemning_om_tilslutning_til_EU_1994

Rian, Ø. : *Maktens historie i dansketiden. Utgiver: Makt- og demokratiutredningen 1998-2003, i samarbeid med Unipub forlag* [Histoire du pouvoir dans la période danoise. 'Le Rapport sur le Pouvoir et la Démocratie, 1998-2003', en collaboration avec l'éditeur Unipub] ; Oslo, 2003, 151 p.

Riste, O.: Alliansepolitikk og brubygging. *Historisk Tidsskrift* 3/1973. [La politique des alliances et la construction de passerelles] *Revue d'histoire*, 3/1973, Oslo.

Riste, O.: Isolasjonisme og stormakts garantiar. Norsk tryggingpolitikk 1905-1990. *Forsvarsstudier* 3/1991. [L'isolationnisme et les garanties des Grandes Puissances. La politique norvégienne de sécurité 1905-1990. *Etudes de Défense nationale* 3/1991]. Oslo. 45 p.

Riste, O. : *Norge og verda omkring, Norsk 'avskjerming'* [La Norvège et le monde environnant. La prévention norvégienne] dans « Leiv Mjeldheim (red) Studiebok : Fjernundervisning i norsk historie 1992. Bergen 1991: [I Leiv Mjeldheim (red) Historisk Institutt, Universitetet i Bergen]. 9 p.

Riste, O.: Norsk tryggingpolitikk frå isolasjonisme til atlantisk integrasjon. *Historisk Tidsskrift* 3/1993. [La politique sécuritaire de la Norvège de l'isolationnisme à l'intégration atlantique] *Revue d'histoire* 3/1993. p 318-332.

Riste, O.: *London regjeringa, Norge i krigsalliansen 1940-1945*. [Le gouvernement de Londres. La Norvège dans une alliance de guerre 1940-1945] Samlaget, 1973, 1979, 1994. Deuxième édition 1995. Oslo, 466 p.

Riste, O. : *Norway's Foreign Relations - a History*. [Une histoire des relations étrangères de la Norvège]. Oslo, 2001. 306 p.

Riste, O. : With an Eye to History: The Origins and Development of 'Stay-Behind' in Norway. *The Journal of Strategic Studies*, volume 30, number 6, December 2007. [Sous l'angle historique: Les origines et le développement des 'Rester-en-place' en Norvège. *La Revue d'études stratégiques*, volume 30, numéro 6, 2007]. p 929-935 et p 997-1024.

Riste, O. et Berg, R. : *Isolasjonisme, atlantisk samarbeid og nordpolitikk* Instituttet for forsvarsstudier [Isolationnisme, coopération atlantique et la politique du Nord. Institut d'études de défense nationale]. IFS 2/1996. 17 p.

Riste, O. et Moland, A.: *Strengt hemmelig. Norsk etterretningsteneste 1945-1970*. [Très secret. Les services norvégiens du renseignement 1945-1970] Universitetsforlaget. Oslo, 1997, deuxième édition 2005. 412 p.

Røhne N. : Norge – en lunken europeer. Norsk Europapolitikk frem til 1950. FHFS-notat 7, Forsvarshistorisk forskningsenter. [La Norvège – un Européen tiède. La politique européenne de la Norvège jusqu'en 1950. FHFS-note 7, Centre de recherches sur l'histoire de Défense]. Oslo, 1986.

Sandhaug, S. : *Forsvarspolitisk strid i Det Norske Arbeiderpartiet 1951-1952. Hovedoppgave i historie, Universitetet i Oslo*. [Conflit dans le parti travailliste norvégien au sujet de la politique de défense 1951-1952. Mémoire d'histoire, Université d'Oslo]. Oslo, 1973.

Sandnes, J. : « Heimeloven. Lex non scripta ». Universitetsforlaget, *Historisk tidsskrift* : 2/1999. Oslo. [La Loi du Foyer ou de la Contrée. Lex non scripta. Editeur : Universitetsforlaget, *Revue d'histoire* : 2/1999]. Oslo, p 139-152.

Sars, J. E. : *Historisk innledning til Grundloven (1882)* [Introduction historique à la Constitution (1882)] Editeur: Folkeskriftselskabets Forlag, Dagbladets trykkeri, Kristiania 1882 et Kessinger Legacy Reprints à www.Kessinger.net, 2011. 220 p.

Schiøtz, E. H. : *Bibliographie: Utlendingers reiser i Norge før 1900*. [Bibliographie: Les voyages des étrangers en Norvège avant 1900]. Oslo, 1970/1986.

Schnakenbourg, E. et Maillefer, J-M. : *La Scandinavie à l'époque moderne, fin XV – début XIX siècle* ; Editions Belin, 2010 ; 267 p.

Seip, J. A. : *Lagmann og lagting i senmiddelalderen og det 16nde århundre*. [Président et tribunal au Moyen Age tardif et au XVI^{ème} siècle]. Oslo, 1934.

Seip, J. A. : *Fra embetsmannsstat til ettpartistat og andre essays*. [De l'Etat des fonctionnaires à l'Etat à parti unique et autres essais]. Oslo, 1993.

Sejersted, F. : *Høyres historie, bd 3, Opposisjon og posisjon 1945-1981*. [Histoire de la Droite, vol 3, Opposition et position 1945-1981] Oslo, 1984.

Sellevold, B.J., Mundal E. et Steinsland G.: *Fokus på kvinner i middelalderkilder. Symposium: Kilder til kvinnehistoriske studier i nordisk middelalder*. [Faisceau sur les femmes dans les sources du Moyen Age. Symposium : Les sources des études sur l'histoire des femmes du Moyen Age nordique]. Isegran, septembre 1990 (Skara 1992).

Shirer, W. L., *The Rise and Fall of the Third Reich*, [L'avènement et la chute du Troisième Reich]; publié par Secker and Warberg, Royaume Uni 1960; nouvelle édition publiée par Mandarin Paperbacks en 1991 ; réimprimé par Arrow Books, 1998, 1245 p.

Skjeie, H., Langengen, L. et Riber-Mohn, L. : « Aldri mer 1972 » Behandlingen av EU-saken i Arbeiderpartiet. *Tidsskrift for Samfunnsforskning* [« Plus jamais 1972 ». Le traitement de l'affaire du Marché Commun dans le Parti social-démocrate. *La revue de recherches sur la société*]. Oslo, 1995.

Slingsby, W. C.: *Norway. The Northern Playground*. [La Norvège. La cour de récréation dans le Nord]. Editeur B Blackwell, Oxford 1941.

Sogner, S. et Sandvik, H. : “Ulik i lov og lære, lik i virke og verdi ? Kvinner i norsk økonomi i by og land ca. 1500-1800”. *Historisk tidsskrift* 68, [L'inégalité devant la loi et les connaissances, l'égalité dans l'occupation et la valeur ? Les femmes dans l'économie de la Norvège des villes et des campagnes, environ 1500-1800. *Revue d'histoire* 68]. 1989.

Språkstriden i Norge på 1800-talet [La lutte linguistique en Norvège au XIX^{ème} siècle], Daria.no, 2005, voir : <http://www.daria.no/skole/?tekst=4532>

Statistisk Sentral Byrå, 2. Miniguide de la Norvège, au Bureau central de statistique de Norvège, Oslo, 2011. 1212. www.ssb.no/english/subjects/00/minifakta_en/fr/index.html

Stokke, O.: *Valg av hovedsamarbeidsland. Internasjonal politikk 4*. [Choix de pays principal dans la coopération. Politique internationale 4]. 1970.

Sturluson, S. : *Histoire des rois de Norvège*. Traduit du vieil islandais par François-Xavier Dillmann. Gallimard 2000.

Sveen, A. : *Arbeiderpartiet og Vietnamspørsmålet 1963-1967*. Hovedoppgave i historie, Universitetet i Oslo [Le parti social démocrate et la question du Vietnam 1963-1967. Mémoire d'histoire, Université d'Oslo]. Oslo, 1972.

Sveriges Historia, Melin, J., Johansson, A. W., et Hedenborg, S. : [Histoire de la Suède], Stockholm, Bokförlaget Prisma, 2003, 508 p.

Sørensen, Ø. (réd): *Jakten på det norske. Perspektiver på utviklingen av en norsk nasjonal identitet på 1800-tallet*. [A la traque de ce qui est « norvégien ». Perspectives sur le développement d'une identité nationale norvégienne au XIX^{ème} siècle]. Gyldendal Norsk Forlag A/S 2001. 404 p.

Tamnes, R. : *Integration and screening: the two Faces of Norwegian Alliance Policy, 1945-1986, i Tamnes R. (red) Forsvarsstudier VI. Årbok for Forsvarshistorisk forskningssenter – Forsvarets høgskole*. [L'intégration et la prévention : les deux facettes de la politique norvégienne d'alliances, 1945-1986, dans Tamnes R. (réd) les études de Défense VI. Annales du centre de recherches sur l'histoire de la Défense – Collège Supérieur de Défense Nationale].

Tamnes, R. : *Ettpartistat, småstat og særinteresser*. Nytt norsk tidsskrift 3 (3), 1986, [Etat à parti unique, état petit et intérêts particuliers. La nouvelle revue norvégienne, 3 (3), 1986]. Universitetsforlaget, Oslo, 24 p.

Tamnes, R. : « *The United States and the Cold War in the High North* » [Les Etats-Unis et la Guerre Froide dans le Grand Nord]. Ad Notam. Oslo, 1991, 384 p.

Tamnes, R. : *Norges hemmelige tjenester under den kalde krigen. Et sammenlignende internasjonalt perspektiv. IFS-info 2. Instituttet for Forsvarsstudier*. [Les services secrets norvégiens dans la Guerre Froide. Une perspective internationale comparative. IFS-info 2. Institut d'Etudes de Défense Nationale]. Oslo, 1992.

Tamnes, R. et Eriksen K. E. : *Norge og NATO under den kalde krigen « NATO 50 år : Norsk sikkerhetspolitikk med NATO gjennom 50 år »*. Den norske Atlanterhavskomiteé 1999. [La Norvège et l'OTAN dans la Guerre Froide. « L'OTAN 50 ans. La politique norvégienne de sécurité avec l'OTAN à travers 50 ans » Le Comité atlantique norvégien 1999]. 19 p.

Treanor, P: *Structures of nationalism. Sociological research online 2,1, 1997* [Les structures du nationalisme. Recherche sociologique en-ligne 2.1 1997] Disponible sur : <http://www.socresonline.org.uk/2/1/8.html>

Trøite J. et Vold, J. E. : *Bønder i EF strid : Senterpartiet og landbruks- organisasjonene 1961-1972.* [Les paysans dans le combat du Marché Commun : le parti du centre et les organisations agricoles 1961-1972.] Oslo, 1977.

Udgaard, N. M. : *Great Power Politics and Norwegian Policy: a Study of Norway's Foreign Relations November 1940 – February 1948.* [La politique des Grandes Puissances et la politique de la Norvège: une étude des relations étrangères de la Norvège novembre 1940 – février 1948.] Oslo, 1973.

Valen, H.: *No to the EEC. Scandinavian Political Studies 8.* [Non à la CEE. Etudes politiques scandinaves 8] 1973.

Verne, J. : *Un billet de loterie, 1886.*

Waage, H. H.: *Da staten Israel ble til. Et stridsspørsmål i norsk politikk 1945-1949.* [Lorsque l'Etat d'Israël fut créé. Une question conflictuelle dans la politique de la Norvège 1945-1949]. Oslo, 1989.

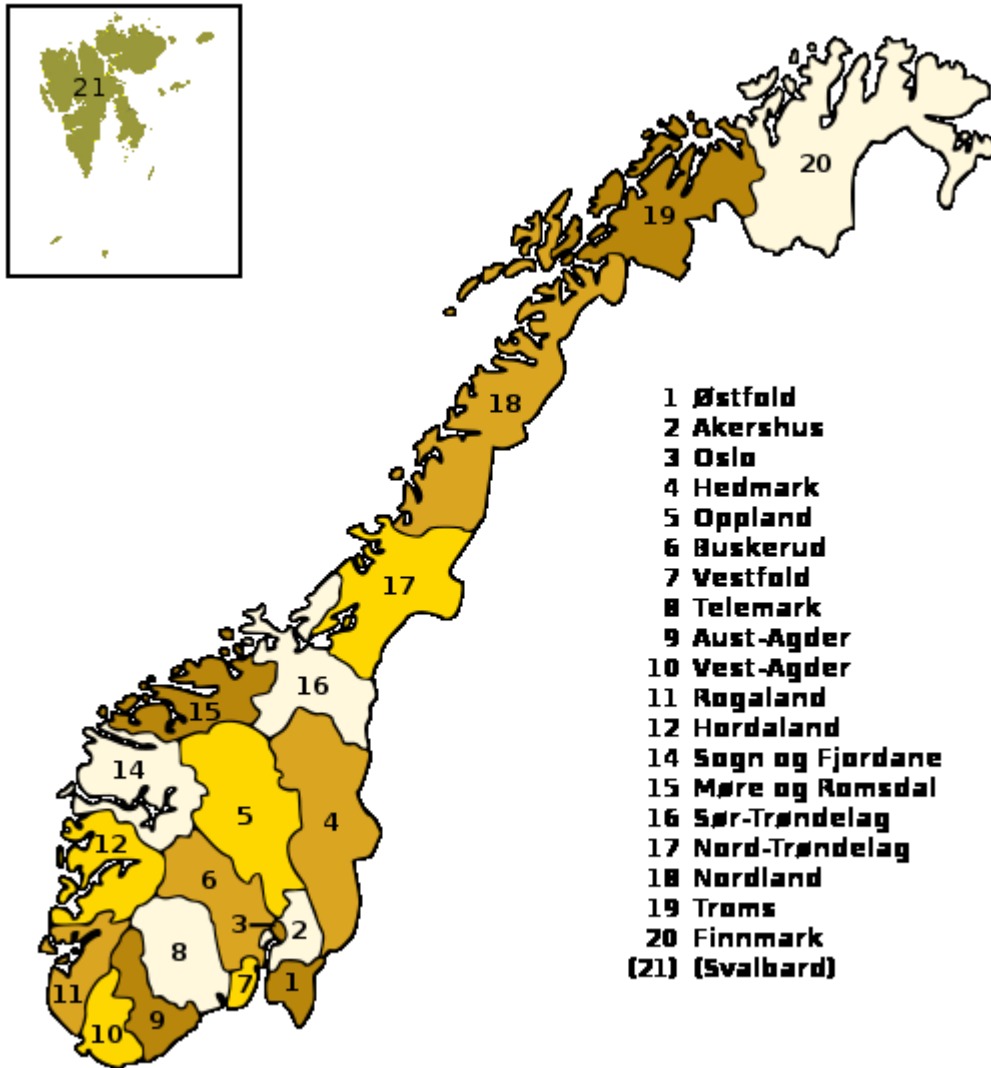
Ørvik, N.: *Trends in Norwegian Foreign Policy. Norwegian Institute of International Affairs, Oslo, 1962* [Les tendances de la politique étrangère de la Norvège. Institut norvégien des Affaires internationales, Oslo, 1962]

Ørvik, N.: *Fears and expectations. Norwegian attitudes toward European integration.* Universitetsforlaget. [Les craintes et les attentes. Les attitudes des Norvégiens devant l'intégration européenne]. Universitetsforlaget, Oslo, 1972. p 9-48.

.....

ANNEXE II

Départements de Norvège



Source : *Fra Wikipedia, den frie encyklopedi* [De Wikipédia, l'encyclopédie gratuite]

ANNEXE III

La population de la Norvège par départements au 01 jan 1975

| <u>Département</u> | <u>Superficie totale en km²</u> | <u>% de la sup'ficie nationale</u> | <u>Population</u> | <u>% de la population nationale</u> | <u>Densité démogra- phique au km²</u> |
|---|--|--|-------------------|---|--|
| <u>Norvège continentale</u> | 323,802 | 100 | 3,997.525 | 100 | 12.34 |
| <u>12 dépts. à facade maritime du nord au sud:</u> | | | | | |
| Finnmark | 48,618 | 15.0 | 79,413 | 2.0 | 1.63 |
| Troms | 25,877 | 8.0 | 143,232 | 3.6 | 5.53 |
| Nordland | 38,456 | 11.9 | 243,017 | 6.0 | 6.32 |
| Nord Trøndelag | 22,412 | 6.9 | 122,273 | 3.0 | 5.45 |
| Sør Trøndelag | 18,848 | 5.8 | 240.239 | 6.0 | 12.75 |
| Møre & Romsdal | 15,121 | 4.7 | 231,078 | 5.8 | 15.28 |
| Sogn & Fjordane | 18,623 | 5.8 | 102,627 | 2.6 | 5.50 |
| Hordaland | 15,460 | 4.8 | 384,990 | 9.6 | 24.90 |
| Rogaland | 9,378 | 2.9 | 283,770 | 8.0 | 30.25 |
| Vest Agder | 7,276 | 2.2 | 130,459 | 3.3 | 17.93 |
| Aust Agder | 9,157 | 2.8 | 85,026 | 2.1 | 9.28 |
| Telemark | 15,299 | 4.7 | 158,069 | 4.0 | 10.33 |
| <u>2 dépts. de l'intérieur:</u> | | | | | |
| Oppland | 25,192 | 7.8 | 177,598 | 4.4 | 7.0 |
| Hedmark | 27,397 | 8.5 | 182,339 | 4.5 | 6.65 |
| <u>5 dépts. du sud-est:</u> | | | | | |
| Akershus | 4,918 | 1.5 | 350,472 | 8.8 | 71.25 |
| Buskerud | 14,910 | 4.6 | 208,061 | 5.2 | 14.00 |
| Oslo | 454 | 0.1 | 465,337 | 11.6 | 1025.00 |
| Vestfold | 2,224 | 0.7 | 181,560 | 4.5 | 81.65 |
| Østfold | 4,182 | 1.3 | 227,965 | 5.7 | 54.50 |

Source: Bureau central norvégien de statistiques (Statistiske Sentral Byrå) : www.ssb.no

ANNEXE IV

Liste des Premiers Ministres et des Ministres des Affaires étrangères de la Norvège, 1935-1973.

NB : Premier Ministre = PM, Ministre des Affaires étrangères = MAe

1935-1945 : PM Johan Nygaardsvoll, social-démocrate et MAe Halvdan Koht, du 20 mars 1935 au 19 novembre 1940 suivi de Trygve Lie du 19 novembre 1940 au 25 juin 1945.

1945-1951 : PM Einar Gerhardsen, social-démocrate du 22 juin 1945 au 19 novembre 1951, et MAe Trygve Lie jusqu'au 2 février 1946 suivie de Halvard Lange à partir du 3 février de la même année.

1951-1955 : PM Oscar Torp, social-démocrate, du 19 novembre 1951 jusqu'au 22 janvier 1955 et MAe Halvard Lange même période.

1955-1963 : PM Einar Gerhardsen, social-démocrate, du 22 janvier 1955 au 28 août 1963 et MAe Halvard Lange même période.

1963 : PM John Lyng, du Parti la Droite du 28 août 1963 au 25 septembre 1963 et MAe Erling Wikborg du Parti des Chrétiens populaires dans une coalition des Partis la Droite, du Centre, Libéral et des Chrétiens populaires.

1963-1965 : PM Einar Gerhardsen, social-démocrate du 25 septembre 1963 au 12 octobre 1965 et MAe Halvard Lange, même période.

1965-1971 : PM Per Borten, du Parti du Centre, du 12 octobre 1965 au 17 mars 1971 et MAe John Lyng, du Parti la Droite jusqu'au 22 mai 1970 suivi de son collègue Svern Stray jusqu'au 17 mars 1971, dans une coalition des Partis du Centre, la Droite, Libéral et des Chrétiens populaires.

1971-1972 : PM Trygve Bratteli, social-démocrate et MAe Andreas Cappelen, du 17 mars 1971 au 18 octobre 1972.

1972-1973 : PM Lars Korvald du Parti des Chrétiens populaires du 18 octobre 1972 au 16 Octobre 1973 et MAe Dagfinn Vårvik, du Parti du Centre, même période, dans une coalition des Partis des Chrétiens Populaires, du Centre et Libéral.

Source: Cf. http://www.regjeringen.no/nb/om_regjeringen/tidligere.html?id=85847

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1 2 1 6 – 1 2 6 3

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTIF |
|----------------------------------|---|---|---|-----|-----|--|
| 1216 | | | x | | | Jean I Sverkersson (1216-1222) est le nouveau roi de la S. |
| 1217-1240 – 1251 | x | | | | | Le roi Håkon IV (1217-1263), réussit à mettre fin aux guerres civiles en Norvège en 1240. Par la suite, en accord avec le pape, il arrête l'avance des Mongols païens qui menacent le Grand Nord suivi d'un traité de paix signé avec Novgorod en 1251. |
| 1222 | | | x | | | Erik XI Eriksson (1222-1229) est le nouveau roi de la S. |
| 1229 | | | x | | | Knut II Långe (1229-1234) est le nouveau roi de la S. |
| 1234 | | | x | | | Eric II Eriksson (1234-1250) est le nouveau roi de la S. |
| 1241 | | x | | | | Eric IV (1241-1250) est le nouveau roi du D. |
| 1247 | x | | | | | Le roi Håkon, quoique né hors mariage, est couronné par le cardinal Guillaume de Sabine à Bergen ce qui lui confère un grand prestige ; en conséquence il reçoit en cadeau une cargaison de blé du roi Henri III d'Angleterre, une demande d'assistance militaire de Louis IX de France pour une croisade en Méditerranée et il bénéficie d'une intervention de l'empereur Frédéric II en faveur des intérêts norvégiens auprès de Lübeck. |
| 1250 | | x | | | | Abel (1250-1252) est le nouveau roi du D. |
| 1250 | | | x | | | Valdemar I Birgersson (1250-1275) est le nouveau roi de la S. |
| 1252 1253, 1256 et 1257 | x | x | | | | Christophe I (1252-1259) est le nouveau roi du D. Le roi Håkon mobilise les forces 'leidangen' ⁹⁰⁴ et se présente par trois fois avec entre 300 et 400 bateaux contre les Danois, sans résultat notable. |
| 1258 | x | | | | | La princesse Kristin, fille du roi Håkon, est donnée en mariage au prince Philippe de Castille, suite à l'accord militaire signé avec le roi Alphonse X de Castille pour un accord de soutien mutuel en Méditerranée lequel n'est jamais entré en fonction. |
| 1259 | | x | | | | Eric V (1259-1286) est le nouveau roi du D. |
| 1261 à 1270 | | | | | | Le Groenland en 1261, l'Islande en 1262-1264 et les Iles Féroé en 1270 deviennent des colonies de la N. |
| 1263 | x | | | | | Défaite des Norvégiens devant les Ecosais à Largs en octobre suivi de la mort du roi Håkon à Kirkwall lors de son voyage de retour en Norvège en décembre de la même année. |

⁹⁰⁴ 'Leidangen' : obligation faite aux districts côtiers en Norvège de mettre à la disposition du roi bateau, équipage armé et provision en vue d'expédition militaire.

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1 2 6 4 – 1 3 1 0

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTION |
|--------------------------|---|---|---|-----|-----|---|
| 1264 à 1269 | x | | | | | Le nouveau roi Magnus VI Håkonsson, dit le 'Rénovateur législatif' (1263-1280), adhère à une stratégie élaborée par Henri III d'Angleterre en demandant la paix aux Ecosais, laquelle sera signée à Perth le 2 juillet 1266, et par laquelle la N cède aux Ecosais les Hébrides et l'île de Man contre une reconnaissance par le roi Alexandre III d'Ecosse de la souveraineté de la N sur les Orcades et le Shetland. Entretemps, Henri III ayant pu, grâce à la fin de la guerre en Ecosse avec les Norvégiens, consolider son pouvoir en battant les barons anglais à l'aide du soutien des nobles écossais de souche anglo-normande dans une bataille à Evesham le 4 août 1265, il signe, à Winchester le 21 août 1269, un accord de commerce et de liberté de navigation à long terme dans la Mer du Nord avec la N. |
| 1275 | | | x | | | Magnus III Ladulås (1275-1290) est le nouveau roi de la S. |
| 1286 | | x | | | | Eric VI (1286-1320) est le nouveau roi du D. |
| 1289, 1290, 1293 et 1295 | x | x | | | | Le roi Erik II (1280-1299), mobilise les forces 'leidangen' et se présente par quatre fois avec entre 300 et 400 bateaux contre les Danois, sans résultat notable. |
| 1290 | | | x | | | Birger Magnusson (1290-1318) est le nouveau roi de la S. |
| 1294 | x | | | | | Lettre de privilèges accordée à la Ligue hanséatique par le roi Eirik II, octroyant à leurs membres des conditions d'activité commerciale en N, avec une base principale à Bergen dénommée le Bureau. |
| 1295 | x | x | | | | Accord de paix signé à Hindsgavl entre la N et le D, renouvelé en 1298 et 1300, qui garantissait à la N un certain contrôle de l'accès à la mer Baltique. |
| 1295 | x | | | | | Accord d'amitié signé à Paris entre le roi Erik II et le roi Philippe IV de France qui prévoyait que la N mette à la disposition du roi de France une flotte composée de 300 bateaux et 50 000 hommes. |
| 1302 à 1304 | x | x | x | | | Le roi Håkon V (1299-1319) souscrit à une alliance avec la S pour faire pression sur le D. |
| 1308 | x | x | x | | | Les rois de N et de D attaquent en vue de rétablir Birger Magnusson sur le trône de la S. |
| 1310 | x | | | | | Le roi Håkon V se rend compte qu'il n'a pas les moyens économiques et militaires pour justifier sa politique expansionniste. De ce fait, il met fin à ses efforts en Scandinavie et ne se rend pas à une réunion tripartite (entre la N, la S et le D) prévue à Hålsingborg manifestant ainsi le début d'une période d'isolement de la N. |

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1310 – 1412

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | D E S C R I P T I F |
|--------------|---|---|---|-----|-----|---|
| 1310 | | | x | | | Birger Magnusson est de nouveau reconnu comme roi de la S. |
| 1319 | | | x | | | Magnus IV Eriksson (1319-1364) est le nouveau roi de S. |
| 1320 | | x | | | | Christophe II (1320-1332) est le nouveau roi du D. |
| 1332 | | x | | | | Interrègne avec Gérard III de Holstein (1332-1340) qui est désigné administrateur du D. |
| 1340 | | x | | | | Valdemar IV (1340-1375) est le nouveau roi du D. |
| 1349-50 | x | x | x | | | La peste sévit en la S, la N et le D. |
| 1355 à 1380 | x | | x | | | Le roi suédois, Magnus Eriksson, désigne son fils benjamin pour monter sur le trône de N où il prend le nom de Håkon VI (1355-1380). Lorsqu'il meurt en 1380, le D hérite du trône de la N. |
| 1356 | | | x | | | Erik XII Magnusson (1356-1359) est le nouveau roi de la S. |
| 1362 | | | x | | | Håkon II Magnusson (1362-1364) est le nouveau roi de la S. |
| 1364 | | | x | | | Albert I de Mecklembourg (1364-1389) est le nouveau roi de la S. |
| 1376 | | x | | | | Oluf III (1370-1387) est le nouveau roi du D. |
| 1380-1387 | | | | x | | Le D hérite du trône de la N et Oluf III devient roi de D-N sous le nom d'Olaf IV (1380-1387). |
| 1380 à 1814 | | | | x | | Union entre le D et la N avec un seul roi danois pour les deux pays et qui réside à Copenhague. A partir de 1536, le Conseil du roi norvégien est annulé par le Conseil du roi danois et la N devient ainsi un pays vassal sous le D. |
| 1387 | | | | x | | La reine Marguerite (1387-1412) est la souveraine de D-N. |
| 1389 | | | x | x | | La reine Marguerite, régente pour Eric de Poméranie né en 1382, bat le roi suédois Albrecht III à la bataille de Åsle près de Falen dans la province suédoise de Västergötland, devenant ainsi également reine de la S. |
| 1397 juin | | | x | x | | Eric de Poméranie (1389-1442) est couronné roi de la N en 1389 et de la S et du D en 1397. |
| 1397 juillet | | | x | x | | L'Union de Kalmar, qui réunit la S et le D-N est instaurée par la reine Marguerite de D. |
| 1410-1435 | | | x | | | Le roi Eric de Suède commence une guerre de 25 ans contre les hanséatiques et les ducs de Holstein pour la suprématie sur le Schleswig. |
| 1412 | | | x | x | | Suite à la mort de la reine Marguerite, Eric de Poméranie (1412-1439) monte sur le trône en S sous le nom de Eric XIII et au D-N sous le nom de Eric VII jusqu'à sa destitution en 1439. |

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1424 – 1455

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTION |
|--------------|---|---|--------|--------|-----|---|
| 1424 | | | | x | | L'empereur allemand Sigismund déclare que les provinces de Jutland du sud et le Friesland appartiennent à la couronne danoise. |
| 1426 | | | | x | | Renouvellement de l'accord de Perth de 1266. |
| 1426 | | | x | x | | La Ligue hanséatique entre en union avec les comtes de Holstein pour déclarer la guerre au roi Eric de S-N en mettant en place un blocus commercial contre les pays de l'Union de Kalmar |
| 1434 | | | x | | | Suite à un soulèvement le Conseil du roi suédois est invité à rompre avec le roi Eric qui se présente devant Stockholm avec une flotte armée ; une trêve d'un an est décidée (novembre). |
| 1435 | | | x | | | La paix est établie entre le roi Eric et les hanséatiques dont les privilèges sont reconnus. Le roi Eric de nouveau reconnu comme roi de Suède. |
| 1436 | | | x | x | | Rupture de nouveau avec le roi Eric de Suède où le pouvoir en Suède est partagé entre Karl Knutsson et Engelbrekt Engelbrektsson ; les représentants de l'ordre danois sont chassés du pays et les provinces de Blekinge et Halland sont reconquis. |
| 1435 | | | x | | | Engelbrekt Engelbrektsson est désigné régent de la S. |
| 1438 1438 | | | x x | | | - Le Conseil du roi suédois dépose le roi Eric. - Karl Knutsson Bonde (1438-1440) est désigné vice-roi de la S. |
| 1440 | | | x | | | Christophe I de Bavière (1440-1448) est le nouveau roi de la S, et sous le nom de Christophe III de Bavière le nouveau roi de D-N. |
| 1448 | | | | x | | Christian I (1448-1481) est le nouveau roi de D-N. |
| 1448 | | | x | | | Bengt Jönsson Oxenstierna (1448-1448) est désigné vice roi de la S. |
| 1448 | | | x | | | Charles VIII (1448-1457) est le nouveau roi de la S. |
| 1450 | | | | x | | La dynastie Oldenbourg s'installe à Copenhague et l'union entre le D et la N est déclarée éternelle. |
| 1450 1450 | | | x | x x | | - Lors d'une réunion entre la S et le D, le renouvellement de l'Union de Kalmar est décidée et Kristian est couronné roi de la N. - Lors d'une réunion des Conseil du roi norvégien et danois à Bergen, le D et la N, sont réunis. |
| 1451 | | | x | x | | La guerre éclate entre la S et le D-N. |
| 1453 | | | x | x | | Une trêve de deux 2 ans est décidée entre la S et le D. |
| 1455 | | | x | x | | La guerre entre la S et le D repart. |

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1457 – 1508

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTION |
|-----------|---|---|---|-----|-----|--|
| 1457 | | | x | | | -Jøns Bengtsson Oxienstierna et Erik Axelsson Tott (1457-1457) sont désignés vice rois roi de la S. - Christian I (1457-1464) est le nouveau roi de la S. |
| 1457 | | | x | | | |
| 1460 | | x | | | | L'Union entre le D, le Schleswig et le Holstein est créée sous le roi danois Christian Ier. |
| 1464 | | | x | | | Charles VIII (1464-1465) est le nouveau roi de la S. |
| 1465 | | | x | | | Ketil Karlsson Vasa, évêque de Linköping (1459-1465) est désigné vice-roi de la S. |
| 1465 | | | x | | | Jøns Bengtsson Oxenstierna, archevêque d'Uppsala (1448-1467) est désigné vice-roi de la S. |
| 1466 | | | x | | | Erik Axelsson Tott et Ivar Axelsson Tott (1466-1467) sont désignés vice-rois de la S. |
| 1467 | | | x | | | Charles VIII (1467-1470) est de nouveau roi de la S. |
| 1468-1469 | | | | x | | Le roi danois Christian Ier hypothèque les Shetlands et les Orcades qui étaient sous souveraineté de la N depuis 1269, et ne pouvant rembourser l'argent emprunté, ces deux archipels reviennent à l'Ecosse. |
| 1470 | | | x | | | Sten Sture l'Ainé (1470-1497) est désigné vice-roi de la S. |
| 1471 | | | x | x | | Le roi Christian Ier est battu par des Suédois dans une bataille à Brunkeberg près de Stockholm par différents groupes suédois en rébellion contre lui. De même le roi de Suède, Christian, est battu à la même bataille. |
| 1477 | | | x | | | L'université d'Uppsala est fondée. |
| 1479 | | | | x | | L'université de Copenhague est fondée. |
| 1481 | | | | x | | Hans (1481-1513) est le nouveau roi de D-N. |
| 1495 | | | x | | | Les Russes attaquent la Finlande et les Suédois y envoient une armée pour la défendre. |
| 1497 | | | x | | | Jean II (1497-1501) est le nouveau roi de la S. |
| 1501 | | | x | | | Sten Sture l'Ainé (1501-1503) est de nouveau désigné vice-roi de la S. |
| 1504 | | | x | | | Svante Nilsson Sture (1504-1511) est désigné vice-roi de la S. |
| 1506 | | x | x | | | La guerre entre le D et la S reprend. |
| 1508 | | | | x | | Le monopôle hanséatique à Bergen est réduit par le besoin pour les commerçants allemands de devenir résidents dans la ville de Bergen (en 1558-59), par la réduction de leurs zones d'activités et la venue d'Anglais, d'Ecosseis et de Hollandais pour leur faire concurrence ainsi que des Norvégiens; fin de la présence hanséatique en N au début des années 1700. |

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1509 – 1560

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTION |
|---------------|---|---|--------|-----|-----|---|
| 1509 | | | x | x | | Des dirigeants suédois signent une paix avec les Danois ; sa ratification est refusée par le régent et la guerre reprend. |
| 1512 1512 | | | x x | | | Erik Trolle (1512-1512) est désigné vice-roi de la S. Sten Sture le Jeune (1512-1520) désigné vice-roi de S. |
| 1513 | | | | x | | Christian II (1513-1523) est le nouveau roi du D-N et roi de la S 1520-1523. |
| 1513 | | | x | x | | La paix est établie entre la S et le D-N. |
| 1517 | | | x | x | | Une force armée danoise est repoussée près de Vädla dans la région de Stockholm |
| 1518 | | | x | x | | L'armée danoise est vaincue par les Suédois près de Brännkyrka dans la région de Stockholm. |
| 1520 | | | x | x | | Le D attaque la S de nouveau et réussit à faire couronner le roi danois, Christian II, dit 'le Tyran' roi de Suède (1520-1523). Des opposants suédois sont jugés puis exécutés dans le 'Bain de sang de Stockholm' ['Stockholms blodbad'] novembre 1520.. |
| 1521 | | | x | | | Gustav Vasa (1521-1523) désigné vice-roi de la S. |
| 1522 | | | x | x | | Une flotte navale composée d'éléments de la S et de Lübeck, bat en retraite une tentative danoise de venir au secours de Stockholm. |
| 1523 1523 | | | x | x | | - La noblesse suédoise se soulève contre le roi Christian II qui s'enfuit en Hollande. Gustav I Vasa (1523-1560) est élu roi de Suède. - Lübeck exige un monopôle commercial en échange de son soutien dans la guerre de libération. |
| 1523 | | | | x | | Frédéric I (1523-1533) est le nouveau roi du D-N. |
| 1523 | | | x | x | | Le départ de la S met fin à l'Union de Kalmar mais l'Union entre le D et la N continue. |
| 1524 | | | x | x | | Le D-N en union avec la S et les ports hanséatiques. |
| 1528 | | | x | | | Gustav Vasa couronné à Uppsala. |
| 1533 | | | | x | | Christian III (1533-1559) est le nouveau roi de D-N. |
| 1536 | x | | | x | | Le Conseil du roi norvégien est aboli par le Conseil du roi danois faisant de la N un état vassal sous le D. |
| 1541 | | | x | x | | Le traité de Brömsebro établit une union entre les monarques danois et suédois pour une durée de 50 ans. |
| 1543 | | | | x | | Guerre avec la Hollande. |
| 1555- 1557 | | | x | | | La S se trouve entraînée dans une guerre des frontières avec la Russie. |
| 1559 | | | | x | | Frédéric II (1559-1588) est le nouveau roi de D-N. |
| 1560 | | | | x | | Le traité d'Odense entre la Ligue Hanséatique et le D-N fait perdre leur statut particulier aux commerçants de la ligue. |

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1560 – 1618

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTION |
|-----------|---|---|---|-----|-----|---|
| 1560 | | | x | | | Eric XIV (1560-1568), est le nouveau roi de la S. |
| 1561 | | | X | | | Une grande partie de l'Estonie se soumet à la S. |
| 1563-1570 | | | x | x | | Guerre nordique de 7 ans entre le D-N et la S qui se termine par le traité de paix signé à Stettin en 1570. |
| 1564 | | | x | x | | Une armée suédoise entre en Norvège en direction de Trondheim. |
| 1569 | | | x | | | Jean III (1569-1592) est le nouveau roi de la S. |
| 1572 | | | x | x | | Suite à l'incursion des Suédois en N, le D créé un organe central administratif pour la Norvège appelé Gouverneur Général ['Stadtholder']. |
| 1583 | | | x | | | Trêve entre la S et la Russie pendant 3 ans. |
| 1587 | | | x | | | Le fils du roi suédois Jean III, Sigismund, est élu roi de Pologne. |
| 1588 | | | | x | | Christian IV (1588-1648) est le nouveau roi de D-N. |
| 1590 | | | x | | | La guerre entre la S et la Russie reprend en Estonie. |
| 1592 | | | x | | | Sigismund I (1592-1599), déjà roi de la Pologne, est le nouveau roi de la S. |
| 1594 | | | x | | | Sigismund est couronné roi de Suède à Uppsala. |
| 1595 | | | x | | | La paix est signée entre la S et la Russie à Teusina. |
| 1599 | | | x | | | Charles (1599-1604), est désigné vice-roi de la S. |
| 1600 | | x | | | | Au début des années 1600, création d'un service postal danois. |
| 1604 | | | x | | | Charles IX (1604-1611) est le nouveau roi de la S. |
| 1611-1613 | | | x | x | | Guerre de Kalmar entre la S et le D-N laquelle a fixé la frontière entre la S et la N dans la province de Finnmark, empêchant ainsi la S d'occuper une rive sur la mer arctique ; elle est la dernière guerre directe entre la N et la S sans ingérence ni alliance avec autrui. |
| 1611 | | | x | | | Gustav II Adolphe dit 'le Grand' (1611-1632) est le nouveau roi de la S. |
| 1617 | | | x | | | Paix entre la S et la Russie signée à Stolbova. |
| 1618-1648 | | | x | x | | La Guerre de Trente Ans, religieuse et politique entre protestants et catholiques du Saint Empire ; le roi protestant Christian IV de D-N fut battu en 1625 et dut signer la paix de Lübeck en 1629. Le roi Gustave II de S vint au secours des protestants et fut victorieux à Breitenfeld en 1631 et Lützen en 1632. Défaite des Suédois devant l'armée impériale aidée des Espagnols à Nördlingen en 1634. Victoire de l'oligarchie princière allemande et fin du conflit avec la paix de Westphalie en 1648 ; morcellement de l'Allemagne et massacre de 10 millions sur ses environ 16 millions d'habitants. |

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1621-1658

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTIF |
|-----------|---|---|---|-----|-----|---|
| 1621 | | | x | x | | Premiers représentants diplomatiques permanents entre la S et le D-N. |
| 1621 | | | x | | | La guerre reprend en Lettonie, entre la S et la Pologne. |
| 1625 | x | | | | | Oslo est détruit par un incendie en 1624 et reconstruit par le roi Christian IV, qui donne son nom à la ville rebaptisée Christiania (ou Kristiania), jusqu'en 1925. |
| 1626 | | | x | | | La guerre entre la S et la Pologne se déplace dans la Prusse. |
| 1629 | | | x | | | La trêve de six ans entre la S et la Pologne prend fin à Altmark en Allemagne. |
| 1632 | | | x | | | Christine, fille de Gustav II, est désignée 'roi' de la S (1632-1654) faute d'héritier mâle. |
| 1638 | | | x | | | 'La nouvelle Suède', une colonie suédoise, est fondée dans l'état de Delaware aux Etats-Unis. |
| 1643-1645 | | | x | x | | La querelle, dite de Torstensson au D et d'Hannibal en N, entre la S et le D-N, qui a pour résultat que les provinces et districts de Jemtland, Herjedalen, Særna et Idre (territoires suédois conquis par le roi norvégien Håkon IV au XIIIème siècle) soient rendus à la S. |
| 1647 | x | | | | | Création d'un service postal norvégien. |
| 1648 | | | | x | | Frédéric III (1648-1670) est le nouveau roi de D-N. |
| 1649 | | | | x | | Traités entre le D-N et la Hollande. |
| 1652 | | | x | x | | Guerre commerciale entre la Hollande, soutenue par le D et l'Angleterre, soutenue par la S. |
| 1653 | | | | x | | Traité d'alliance entre le D-N et la Hollande. |
| 1654 | | | x | | | Traité d'alliance entre l'Angleterre et la S. |
| 1654 | | | x | | | Charles X Gustav (1654-1660) est le nouveau roi de la S. |
| 1655 | | | x | | | Début de la guerre entre la S et la Pologne. |
| 1656 | | | x | | | Une rébellion contre les Suédois éclate en Pologne ; la S se retrouve en guerre avec la Russie. |
| 1656 | | | | x | | Traité de garantie entre le D-N et la Hollande. |
| 1657-1658 | | | x | x | | Première guerre dite de Charles X Gustave, roi de S, l'enjeu étant la N : l'Autriche intervient dans la guerre de la Pologne contre la S ; le D-N déclare la guerre à la S ; la paix de Roskilde a pour résultat des cessions de territoires à la S. |

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1658 – 1672

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTIF |
|-----------|---|---|---|-----|-----|--|
| 1658-1660 | | | x | x | | Deuxième guerre dite de Charles X Gustave, roi de S, enjeu la N : guerre entre le D-N et la S où la S met le siège devant Copenhague ; une armée composée de polonais, autrichiens et brandebourgeois chasse les Suédois hors de Jutland ; la Hollande, la France et l'Angleterre font pression pour une fin de guerre avec des échanges de territoires entre les deux pays qui sont favorables au D-N. |
| 1660 | | | x | x | | Une armée suédoise attaque la N et met le siège devant Fredrikshald (aujourd'hui Halden) ; une paix est signée entre la S et la Pologne ; le roi de Pologne cède la Lettonie à la S ; la S et le D signe une paix à Copenhague. |
| 1660 | | | x | | | Charles XI (1660-1697) est le nouveau roi de la S. |
| 1660 | | | | x | | La Monarchie absolue établie au D-N, en partie une conséquence des guerres précédentes avec la S. |
| 1661 | | | x | x | | - Traité de défense et de commerce entre le D-N et l'Angleterre. - La Russie et la S concluent une paix. |
| 1663 | | | | x | | Traité d'alliance entre le D-N et la France. |
| 1665 | | | | x | | L'affaire dite de Bergen : Plan élaboré par le représentant anglais Talbot et accepté par les Danois, de capturer une flottille hollandaise avec une cargaison en provenance des Indes d'une valeur de plusieurs millions de 'riksdaler' qui avait contourné l'Ecosse par le nord de peur d'être attaquée dans la Manche et qui devait faire escale à Bergen avant de continuer son chemin pour la Hollande : la prise devait être partagée entre le D-N et l'Angleterre ; l'opération fut un échec. |
| 1666 | | | | x | | Traité d'alliance entre le D-N et la Hollande. |
| 1668 | | | x | | | - La S, la Hollande et l'Angleterre concluent une alliance tripartite contre la France. - La banque nationale de Suède est fondée ⁹⁰⁵ . |
| 1670 | | | | x | | Christian V (1670-1699) est le nouveau roi du D-N. |
| 1672 | | | x | x | | - Le D-N adhère à la Fédération Braunschweig : coalition de défense contre la France. - La S entre dans une alliance avec la France et promet d'intervenir dans le nord de l'Allemagne lors d'une attaque par la France contre la Hollande. |

⁹⁰⁵ 26 ans avant la fondation de la banque d'Angleterre à Londres !

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1674-1742

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTIF |
|-----------|---|---|---|-----|-----|--|
| 1674 | | | x | x | | - Alliance entre le D-N, l'empereur et le Brandebourg - Une armée suédoise attaque le Brandebourg. |
| 1675-1679 | | | x | x | | La guerre de Scanie entre le D-N et la S alliée à la France, cette dernière impose une paix à Saint Germain. |
| 1680 | | | x | | | La Monarchie absolue établie en S. |
| 1682 | | | | x | | Alliances entre le D-N, le Brandebourg et la France. |
| 1686 | | | | x | | Le roi Christian V attaque Hambourg. |
| 1688-1689 | | | x | | | Union entre la S et le Brandebourg-Lünebourg. |
| 1689 | | | | x | | Accord d'Altona par lequel le duc Christian Albrecht était rétabli dans ses droits sur le Schleswig-Holstein avec la garantie de la Hollande et l'Angleterre, au détriment du D. |
| 1690 | | | x | x | | Accord d'alliance entre le D-N et la S. |
| 1691 | | | x | x | | Union de neutralité entre le D-N et la S. |
| 1693 | | | x | x | | Renouvellement de l'Union de neutralité entre le D-N et la S |
| 1696 | | | | x | | Alliance entre le D-N, la Hollande et l'Angleterre. |
| 1697 | | | x | | | Charles XII (1697-1718) est le nouveau roi de la S. |
| 1699 | | | | x | | Frédéric IV (1699-1730) est le nouveau roi de D-N. |
| 1699 | | | x | x | | La Pologne-Saxe et le D concluent une alliance contre la S. |
| 1700-1721 | | | | | | La Grande Guerre du Nord impliquant la S, la Russie, la Pologne, la Saxe, l'Ukraine, la France, la Finlande, la Prusse et le D-N a eu pour résultat que la S perde toutes les possessions qu'elle avait conquises au cours des 150 ans précédents et faisant de la Russie de Pierre le Grand la puissance inévitable en Europe de l'Est. |
| 1718 | | | x | | | Ulrique Eléonore (1718-1720), sœur de Charles XII, est la nouvelle reine de la S. |
| 1720 | | | x | | | Ulrique Eléonore ayant abdicqué en faveur de son mari, celui-ci devient le nouveau roi de la S sous le nom de Frédéric I (1720-1751). |
| 1730 | | | | x | | Christian VI (1730-1746) est le nouveau roi de D-N. |
| 1732 | | | | x | | Traité de D-N avec la Russie et l'Autriche. |
| 1734 | | | | x | | Traité subsidiaire entre le D-N et l'Angleterre. |
| 1739 | | | | x | | Traité subsidiaire entre le D-N et l'Angleterre. |
| 1741-1742 | | | x | | | Guerre russo-suédoise ; l'armée suédoise est battue à Villmanstrand et capitule à Helsingfors (Helsinki). |

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1742 – 1789

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTIF |
|-----------|---|---|---|-----|-----|--|
| 1742 | | | | x | | Traité d'alliance franco-danois. |
| 1746 | | | | x | | Frédéric V (1746-1766) est le nouveau roi de D-N. |
| 1746 | | | | x | | Traités entre le D-N, la Russie et l'Algérie. |
| 1749 | | | | x | | Traité subsidiaire entre le D-N et la France. |
| 1751 | | | x | | | Traité entre la D-N et la S qui établit la frontière entre la S et la N. |
| 1751 | | | x | | | Adolphe I Frédéric (1751-1771) est le nouveau roi de la S. |
| 1752 | | | | x | | Traités entre le D-N et Tunis et Tripoli. |
| 1753 | | | | x | | Traité entre le D-N et le Maroc. |
| 1754 | | | | x | | Traité d'alliance entre le D-N et la France. |
| 1756 | | | x | x | | Convention de neutralité entre le D et la S. |
| 1757 | | | x | | | La S conclut une alliance avec la France contre l'Autriche & la Prusse (juin) ; la S attaque la Prusse (sep) |
| 1758 | | | | x | | Traité d'alliance entre le D-N et la France. |
| 1762 | | | x | x | | - Crise entre le D-N et la Russie. - La S et la Prusse concluent une paix sans cession de territoires. |
| 1765 | | | x | | | Un accord de conciliation est établi entre la S, la Russie et le D-N. |
| 1766 | | | | x | | Christian VII (1766-1808) est le nouveau roi de D-N. |
| 1767 | | | | x | | Accord d'échange de territoires [mageskifte] provisoire entre le D-N et la Russie. |
| 1769 | | | x | x | | - Traité d'alliance entre le D-N et la Russie. - Le D-N, la Russie et la Prusse sont d'accord pour soutenir le régime suédois. |
| 1771 | | | x | | | Gustav III (1771-1792) est le nouveau roi de la S. |
| 1773 | | x | | x | | - Echange de territoires [mageskifte] entre le D-N et la Russie ainsi que l'annonce d'une alliance éternelle. - Création de la Banque nationale danoise par refondation de la 'Kurantbanken' de 1736 ; banqueroute de la banque en 1813 suivie de la création d'une nouvelle banque nationale en 1818. |
| 1777 | | | x | x | | Le D-N reprend les colonies indiennes. |
| 1780 | | | x | x | | Le D-N adopte une neutralité armée en Union avec la Russie et la S contre la piraterie anglaise. |
| 1784 | | | x | | | La France et la S signent une alliance secrète de défense valable pour cinq ans. |
| 1788-1789 | | | x | x | | Guerre entre le D-N et la S. |

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1791 – 1812

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTION |
|----------------|---|---|---|-----|-----|--|
| 1791 | | | x | | | La S et la Russie signent une alliance de défense. |
| 1792 | | | x | | | Gustav IV Adolphe (1792-1809) est le nouveau roi de la S. |
| 1794 | | | x | x | | Convention de neutralité armée entre le D-N et la S. |
| 1800 - 1801 | | | x | x | | L'affaire Freya, par laquelle les Anglais ont arraisonné, dans la Manche, le navire danois Freya qui escortait 6 navires de commerce en route entre Kristiansand à la Méditerranée, pour contrôler sa cargaison. Une crise a suivi qui a occasionné le rétablissement de l'Union de pays à neutralité armée entre la Russie, la S, la Prusse et le D-N contre la piraterie anglaise suivie de la bataille de Reden contre les Anglais, devant Copenhague, que le D-N a perdue, le forçant à quitter l'Union de neutralité armée. |
| 1804 | | | x | | | La S conclut une alliance offensive avec l'Angleterre contre la France. |
| 1806 | | | | x | | Le Holstein est rattaché au D. |
| 1807 | | | | x | | Guerre entre le D-N et l'Angleterre. |
| 1808 | | x | | x | | Frédéric VI (1808-1814) est le nouveau roi de D-N et le roi du seul D jusqu'en 1839. |
| 1808- 1810 | | | x | x | | Guerre entre le D-N et la S. |
| 1809 | | | x | | | La S cède la Finlande à la Russie lors d'une paix signée à Fredrikshamn (aujourd'hui Hamina en Finlande). |
| 1809 | | | x | | | Charles XIII (1809-1818) est le nouveau roi de la S. |
| 1810 | | | x | | | Le maréchal Bernadotte est élu héritier du trône de la S. |
| 1811 | x | | | x | | L'université royale de Frédéric est fondée à Christiania, devenue université d'Oslo en 1939. |
| 1812 | | | x | | | Napoléon occupe la Poméranie suédoise ; un pacte est conclu à Saint-Petersbourg entre la Russie et la S ; la N est promise à la S. |
| 1812 | | | | x | | Le D-N confirme une frontière maritime de 4 milles nautiques pour la N calculée à partir des îles les plus éloignées de la côte ou des récifs qui n'étaient pas balayés par la mer. |

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1813 – 1836

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTION |
|--------------------------|---|---|---|-----|-----|--|
| 1813 | | | x | x | | - Banqueroute de la Banque d'Etat danoise. - Alliance conclue entre la S et l'Angleterre ; la S promet la participation de troupes suédoises contre Napoléon ; l'Angleterre promet son soutien à la S pour l'acquisition de la N. - Charles Jean Bernadotte attaque le D par le sud. |
| 1814 | | | | x | | La paix de Kiel de janvier 1814 par laquelle le D cède la N à la S ; la Poméranie est cédée au D ; le D garde les anciennes colonies norvégiennes des îles Féroé, l'Islande et le Groenland. |
| 1814 jan-mai- août | x | | x | | | La N ne reconnaît pas le traité de Kiel et se dote d'une Constitution pour une Monarchie constitutionnelle, signée par tous les Constituants le 17 mai à Eidsvoll, créant ainsi un nouvel Etat norvégien avec un gouvernement et un parlement norvégien à Christiania (Oslo) ; brève guerre de 2 semaines au mois d'août entre la N et la S que la N perd. |
| 1814 | x | | | | | Christian Frédéric, prince danois, est roi de la N du 17 mai au 4 novembre 1814. |
| 1814 | x | | | | x | Négociations entre la N et la S concernant les détails de leur contrat d'union qui prend effet au mois de novembre lorsque le roi suédois Charles XIII est proclamé roi de N ; le service des Affaires étrangères des deux pays est dirigé par le roi de la S. |
| 1815 | | | | | x | L'Union entre la S et la N est reconnue lors du Congrès de Vienne. |
| 1816 | x | | | | | La banque nationale de la N est fondée. |
| 1818 | | | | | x | Charles XIV Bernadotte (1818-1844) est couronné roi de Suède à Stockholm au mois de mai et roi de Norvège à Trondheim au mois de sept. |
| 1818 | | x | | | | La banque nationale de D est refondée. |
| 1819 – 1820 | x | x | | | x | Un accord est établi pour le règlement de la dette d'état dano-norvégienne. |
| 1821 | x | | | | | La noblesse est abolie par le Storting à Christiania (Oslo). |
| 1824 | x | | | | | La N fête pour la première fois le 17 mai comme jour national. |
| 1826 | | | | | x | La Russie et la S-N résolvent leur différend de frontière dans la province norvégienne de Finnmark. |
| 1826 | | x | | | x | Un traité commercial et de navigation maritime est établi entre la S-N et le D. |
| 1836 | x | | | | | Le 17 mai a été célébré par le Storting comme le jour national norvégien pour la première fois en 1836. |

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1838-1857

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTION |
|--------------|---|---|---|-----|-----|---|
| 1838 | | | | | x | - Un traité d'amitié, de commerce et de navigation maritime est établi entre la Russie et la S-N. |
| 1838 | x | | x | | | - La S autorise la N de naviguer sous pavillon marchand norvégien sur tous leurs navires y compris au sud du cap Finisterre, ce qui a été fêté comme une victoire pour la N. |
| 1839 | | x | | | | Christian VIII (1839-1848) est le nouveau roi du D. |
| 1843 | | | | | x | La première réunion d'étudiants à Uppsala crée le mouvement 'Scandinavisme'. |
| 1844 | | | | | x | Oscar I (1844-1859) est le nouveau roi de la S-N. |
| 1848 | | x | | | | - La monarchie absolue est abolie au D. |
| 1848 | | x | | | | - Frédéric VII (1848-1863) est le nouveau roi du D. |
| 1849, 5 juin | | x | | | | La nouvelle constitution danoise est signée |
| 1848-1850 | | x | | | x | Devant la menace allemande, le roi de S a conclu avec le D une convention militaire par laquelle 15 000 soldats suédois et 3 000 norvégiens viendraient au secours du D menacé au Schleswig. |
| 1850 | | x | | | | La première session ordinaire du nouveau Parlement ouvre à Copenhague |
| 1851 | | x | | | | La guerre de 3 ans au Schleswig Holstein prend fin. |
| 1852 | | x | | | | Traité de Londres qui règle la succession de la monarchie au Danemark. |
| 1853 | x | | | | | Pour compenser l'absence d'une langue norvégienne écrite Ivar Åsen construit, à partir de dialectes locaux, une nouvelle langue et il en publie les premiers 'Essais de la langue nationale de Norvège' [Prøver af Landsmaalet i Norge] en 1853, langue qui allait par la suite être désignée comme du néo norvégien [nynorsk] et qui avait pour but de supplanter le danois. |
| 1854 | x | | | | | La première ligne de chemin de fer ouverte entre Christiania et Eidsvoll. |
| 1855 | | | | | x | Le traité dit de novembre conclu entre la S-N, l'Angleterre et la France en cas d'une attaque par la Russie. |
| 1856 | | | | | x | Le traité de Paris qui démilitarise les îles d'Åland. |
| 1856 | | | x | | | La première ligne de chemin de fer ouverte en S entre Örebro – Ervalla – Nora. |
| 1857 | | | x | | | Le péage sur le détroit d'Øresund, dû au D depuis 1420 par tout navire qui empruntait le passage et qui finançait 1/8 du budget d'état danois, est supprimé. |

⁹⁰⁶ « Norsk utenrikspolitikk historie » [Histoire de la politique étrangère de la Norvège] vol 1 p 309.

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1859 – 1903

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTION |
|-----------|---|---|---|-----|-----|---|
| 1859 | | | | | x | Charles XV (1859-1872) est le nouveau roi de la S-N. |
| 1863 | | x | | | | Christian IX (1863-1906) est le nouveau roi du D. |
| 1863-1864 | | x | | | x | La S-N prépare un projet pour soutenir le D, avec une armée de 20 000 hommes, en cas d'attaque de Schleswig-Holstein par l'Allemagne ; mais il n'est pas concrétisé et le D doit demander la paix en 1864 et céder les duchés aux Autrichiens et à la Prusse. |
| 1864 | | x | | | x | La Société Scandinave est fondée à Kristiania ; elle devait œuvrer pour le 'Scandinavisme' et une union politique des trois royaumes ; société dissoute en 1871. |
| 1865 | | | | | | Traité commercial entre la S-N et la France. |
| 1866 | | x | | | | Une constitution révisée est présentée au D. |
| 1872 | | | | | x | Oscar II (1872-1907) est le nouveau roi de la S-N. |
| 1874 | x | | x | | | Une nouvelle loi commerciale est adoptée entre la S et la N qui s'apparente à un accord de libre échange entre les deux pays. |
| 1875 | x | x | x | | | La N adhère à l'union monétaire scandinave. |
| 1884 | x | | | | x | Le parlementarisme est introduit en N. |
| 1892 | x | | | | x | La N exige de la S la création d'un service consulaire norvégien. |
| 1899 | x | x | | | | Bjørnstjerne Bjørnson lance 'Riksmål' (langue nationale ou du pays) pour désigner la forme norvégienne du danois ; cette appellation rencontre tout de suite un fort soutien dans la population, arrêtant ainsi l'avance du néo-norvégien. |
| 1899 | x | | | | | Suite à la conférence de la Haye, la N signe la convention de résolution de conflits internationaux par arbitrage. |
| 1899 | x | | | | | Le testament d'Alfred Nobel désigne la N pour l'attribution du prix Nobel de la paix. |
| 1901 | x | | | | x | La N commence la construction de forteresses militaires le long de la frontière avec la S. |
| 1903 | x | | | | x | La ligne de chemin de fer entre Kiruna en S et Narvik en N, d'une longueur de 169 km, est inaugurée. |

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1905 – 1907

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTION |
|--------|---|---|---|-----|-----|--|
| 1905 | x | | | | x | Les discussions sur la création d'un service consulaire norvégien échouent en février. Le pouvoir du roi suédois est aboli en N par décision unanime du Storting à Christiania le 7 juin ; les Norvégiens qui se prononcent par référendum le 13 août donnent 368 208 voix pour la dissolution de l'Union et 184 voix contre, avec en plus la signature de 250 000 femmes qui n'avaient pas le droit de vote, pour soutenir la décision du Storting ; des négociations ont lieu à Karlstad du 31 août au 23 septembre pour trouver un accord sur les détails de la séparation des deux pays ; l'Union entre la S et la N prend fin le 1 ^{er} novembre 1905. |
| 1905 | x | x | | | | Les 12-13 novembre, sur environ 328 000 Norvégiens qui sont allés aux urnes, 79 pour cent ont voté pour le prince Charles de Danemark comme nouveau roi de Norvège ; le 18 novembre, le Storting a élu à l'unanimité le prince sous son nouveau nom de Håkon VII, roi de Norvège (1905-1957), renouvelant ainsi la lignée royale rompue par la mort du dernier roi de la Norvège indépendante, Håkon VI, en 1380. |
| 1905 | x | x | x | | | La N, la S et le D adoptent la neutralité en politique étrangère. |
| 1906 | | x | | | | Frédéric VIII (1906-1912) est le nouveau roi du D. |
| 1907 | x | | | | | - Le traité, dit d'Intégrité, est signé le 2 septembre 1907 entre la N d'une part et la Russie, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne d'autre part et par lequel les grandes puissances déclaraient vouloir assurer l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'avantage de la paix à la Norvège qui de son côté s'engageait à ne pas céder de territoire ; la signature de ce traité confirmait l'indépendance de la N et la fin de sa soumission politique par rapport à la Suède et les Grandes puissances. - La N décide d'inclure une seconde dissertation lors de l'examen du baccalauréat norvégien [eksamen artium], à écrire en néo-norvégien [landsmål] à côté de celle en Riksmål (ou dano-norvégien) ; ainsi l'indépendance de la N était réalisée par rapport à l'hégémonie culturelle du Danemark. |

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1907 – 1918

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTION |
|-----------------|---|---|---|-----|-----|---|
| 1907 | | | x | | | Gustav V (1907-1950) est le nouveau roi de la S. |
| 1908, avril | | x | x | | | - Le traité de la mer Baltique est signé entre la S, le D, la Russie et l'Allemagne. |
| 1908, avril | | x | x | | | - Le traité de la Mer du Nord est signé entre la S, le D, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Hollande et la France. |
| 1909 | x | | | | | La loi sur les concessions votée par le Storting pour réguler l'achat par des étrangers de ressources naturelles norvégiennes tels que les cours et chutes d'eau. |
| 1911, 15 déc | x | | | | | Roald Amundsen et ses compagnons sont les premiers à atteindre le pôle sud où ils hissent le drapeau norvégien. |
| 1912 | | | x | | | Les Jeux Olympiques d'été se déroulent à Stockholm. |
| 1912 | | x | | | | Christian X (1912-1947) est le nouveau roi du D. |
| 1914, mai | | x | x | | | - Une exposition des pays baltes comprenant la S, le D, l'Allemagne et la Russie ouvre à Malmø. |
| 1914, août | x | x | x | | | - Début de la Première Guerre mondiale : la N, la S et le D proclament en commun leur neutralité ; les trois rois scandinaves se réunissent à Malmø. |
| 1915 | | x | | | | - Une nouvelle constitution est adoptée au D. - Une nouvelle loi constitutionnelle est proposée par le D pour l'Islande. |
| 1916, août | x | | | | | - Accord secret entre la Grande-Bretagne et la N, vite éventé, pour l'écoulement du poisson norvégien au détriment de l'Allemagne qui proteste. |
| 1916, Oct | x | | | | | - Accord entre la Grande-Bretagne/Rio Tinto et la N pour l'exportation de cuivre et pyrite en échange de fourniture, par la GB à la N, de charbon et qui résulte en un nouvel accord commercial avec l'Allemagne ⁹⁰⁷ |
| 1916 | | x | | | | Les Etats-Unis reconnaissent la souveraineté du D sur le Groenland tout entier. |
| 1917 | | x | | | | Les îles danoises dans les Antilles sont vendues aux Etats-Unis. |
| 1917 | x | x | x | | | Les trois rois scandinaves se réunissent à Christiania. |
| 1918 | | x | | | | - Loi d'Union entre le D et l'Islande. - Le D rompt les relations diplomatiques avec l'URSS. |

⁹⁰⁷ Source : http://no.wikipedia.org/wiki/Norge_under_f%C3%B8rste_verdenskrig

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1918 – 1928

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTIF |
|----------------|---|---|---|-----|-----|--|
| 1918, avril | x | | | | | Accord commercial signé entre la N et les Etats-Unis. |
| 1919, juin | | | | | | Le traité de Versailles est un traité de paix mettant fin à la Première Guerre Mondiale. |
| 1920 | x | x | x | | | - La N, le D et la S entrent à la Société des Nations. - Le sud de la province de Jutland rejoint le D. |
| 1920- 1925 | x | | | | | Le traité sur le Spitzberg et l'île aux Ours (Bjørnøya) a été signé le 9 février 1920 à Paris, accepté par le Storting en 1924 et ratifié en 1925, mais la souveraineté des Norvégiens sur l'archipel n'est pas totale ; l'ensemble a été renommé Svalbard par des Norvégiens, désignation qui pourrait être d'origine norroise. |
| 1921 | | | x | | | En S le droit de vote est accordé aux femmes et la peine de mort est abolie. |
| 1923 | | x | | | | Ouverture de relations diplomatiques entre l'URSS et le D. |
| 1924 | x | x | | | | Accord entre la N et le D au sujet d'activités économiques et commerciales sur la partie orientale de Groenland. |
| 1924 | | x | x | | | Le D et la S reconnaissent l'URSS |
| 1924- 1925 | x | x | | | | - Par souscription nationale, la société d'édition Gyldendal à Copenhague, détentrice des droits d'auteurs norvégiens, a pu s'ériger en société norvégienne et rapatrier en Norvège les précieux biens culturels que sont ces droits. - Au mois de janvier 1925, la ville de Christiania, d'après le roi danois Christian IV, a repris son ancien nom d'Oslo. |
| 1926 | x | x | x | | | Le D signe des traités d'arbitrage avec la S, la N, la Finlande, la Pologne, l'Allemagne, la France, la Tchécoslovaquie et la Lituanie. |
| 1927 | | x | | | | - Traité d'arbitrage signé entre le D et la Belgique. |
| 1927 | | | x | | | - Charles Lindbergh effectue la première traversée transatlantique sans escale en avion et en solo avec atterrissage au Bourget. |
| 1928 | x | | x | | | Le dirigeable 'Italia' fait naufrage lors d'une tentative d'atteindre le pôle Nord. |

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1929 – 1939

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTIF |
|-----------------|---|---|---|-----|-----|--|
| 1929 | x | | | | | La N annexe l'île de Jan Mayen, de 377 km ² , située dans l'Atlantique Nord. |
| 1931 | x | x | | | | Le conflit entre la N et le D concernant le Groenland est soumis au Tribunal International de la Haye. |
| 1932 | | | x | | | Le magnat industriel suédois Ivar Kreuger se suicide à Paris. |
| 1933 | x | x | | | | Le Tribunal International de la Haye, par un jugement en date du 5 avril 1933, a rendu une décision qui confirmait la souveraineté du Danemark sur la totalité du territoire du Groenland. |
| 1933 | | x | | | | Le D est nommé membre du Conseil de la Société des Nations Unies. |
| 1936 | | x | | | | Nouveaux traités commerciaux entre le D et l'Angleterre et le D et l'Allemagne. |
| 1937 1937 | x | x | x | | | - Nouvel accord commercial entre le D et l'Allemagne. - L'idée d'une Union de défense scandinave est rejetée par le D. |
| 1938 | | | x | | | - Vue la situation internationale tendu, la S augmente son budget militaire de 70 millions de couronnes. - La S écarte un engagement suédois dans la politique de sécurité nordique. - La S augmente l'état de sa préparation militaire en rappelant des troupes sous le drapeau. |
| 1938 | x | x | x | | | Des règles de neutralité nordiques communes donnent droit à l'Allemagne de survoler le détroit d'Øresund ainsi que les détroits de Storebelt et Lillebelt en cas de guerre (Passages maritimes entre les îles de Sjælland et Fionie ainsi qu'entre cette dernière et la province de Jutland) |
| 1938 juillet | | | | | | La N, le D et la S déclarent ne plus être tenus par les obligations à l'égard de la Société des Nations d'appliquer des sanctions d'ordre économique, politique et militaire contre un état dans une guerre offensive, enterrant ainsi le système collectif de sécurité. |
| 1939 | | | x | | | Le gouvernement de la S propose des mesures pour renforcer la défense du pays. |

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1 9 3 9 – 1 9 4 0

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTIF |
|-----------|---|---|---|-----|-----|---|
| 1939 | | x | | | | - Pacte de non-agression signé entre le D et l'Allemagne |
| 1939 | | | x | | | - Le gouvernement de la S retire les propositions de défendre la neutralité des îles Åland à cause de l'opposition de l'URSS |
| 1939 | x | x | x | | | - La Deuxième Guerre Mondiale éclate et les pays scandinaves avec la Finlande déclarent leur neutralité - Les rois scandinaves et le Président de la Finlande se réunissent à Stockholm. - L'Union Soviétique attaque la Finlande le 30 novembre et commence ainsi la guerre d'hiver russo-finlandaise. |
| 1939-1940 | | x | | | | L'or de la Banque Nationale de Danemark est transporté aux Etats-Unis. |
| 1940, fév | x | | | | | Le navire de soutien allemand Altmark entre dans les eaux territoriales norvégiennes avec à bord 303 prisonniers britanniques ; menacé par des bâtiments de guerre de la marine britannique Altmark se réfugie dans un fiord où les anglais l'abordent et libèrent les prisonniers. |
| 1940 | | | x | | | - La S se refuse d'intervenir en Finlande de peur d'être entraîné dans la Guerre Mondiale |
| | | | x | | | - Une paix est signée entre l'URSS et la Finlande le 12 mars. |
| 1940 | | | x | | | - Quatre avions de chasse achetés par la S en Italie sont saisis par une force navale britannique au large des îles Féroé. |
| | | | x | | | - Un accord du 8 juillet est établi entre la S et l'Allemagne pour que le transport de marchandises et de personnel de l'Allemagne à la N se fasse à travers la S. |

ANNEXE V : APERCU DE FAITS MAJEURS & DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA NORVEGE, DE LA SUEDE ET DU DANEMARK DE 1216 A 1940

1940

N = la Norvège, D = le Danemark, S = la Suède, D-N = Dan-Nor, S-N = Suède-Nor

| Années | N | D | S | D-N | S-N | DESCRIPTION |
|---|---|---|---|-----|-----|---|
| 1940, 9 avril | x | x | x | | | - Les forces nazies occupent le D où le roi, le gouvernement et le Folketing (Parlement) sont des prisonniers des Allemands ; la N est attaquée mais le roi, le gouvernement et le Storting réussissent à quitter Oslo pour Hamar puis Elverum et évaluer la situation ; Vidkun Quisling qui est pro nazi, propose la formation d'un 'gouvernement national' que Hitler ne veut accepter sauf si le roi de Norvège, Håkon VII, le désigne comme nouveau premier ministre de la N, ce que le roi refuse ; la S n'est pas attaquée par le régime hitlérien et réussit à garder sa neutralité mais au prix de quelques concessions douloureuses. |
| 1940, 22 avril | x | | | | | - Le gouvernement norvégien adopte un dispositif provisoire qui lui permet de réquisitionner tous les navires marchands norvégiens de plus de 500 tonnes brutes qui ne se trouvent pas sous contrôle allemand ; ces navires vont être mis à la disposition des alliés et gérés à Londres par l'organisation Nortraship [The Norwegian Shipping and Trade Mission] |
| 1940, 7 juin | x | | | | | - Le roi et son gouvernement quittent la Norvège pour Londres où ils forment un gouvernement en exil. |
| 1940, 8 juillet | | | | | | Le Roi de Norvège, Håkon VII, dans un discours diffusé par la radio à Londres, refuse d'abdiquer. |
| 1940 | | x | | | | L'Islande est occupée par des forces britanniques et le Conseil danois est établi à Londres. |
| 1940, 25 sept à 24 oct 1945 | x | | | | | Le Reichskommissar en N, Josef Terboven, nomme Vidkun Quisling à la tête d'un cabinet de 'Conseillers d'Etat' membres du 'Rassemblement national' [Nasjonal Samling], parti nazi norvégien, le 25/09 1940 ; il prend officiellement le pouvoir en février 1942, avec le titre de Ministre-Président du 'Gouvernement national norvégien' ; la monarchie est déclarée 'suspendue' ; Quisling collabore activement avec l'occupant nazi, que ce soit en déportant les populations juives, en combattant les résistants aux côtés de la Gestapo ou en invitant les jeunes Norvégiens à intégrer la Waffen-SS. Arrêté à la capitulation allemande, Quisling est jugé et reconnu coupable de haute trahison. Il est fusillé le 24 octobre 1945 à Oslo ⁹⁰⁸ . |

⁹⁰⁸ Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Vidkun_Quisling

ANNEXE VI

Textes Sources (TS) en langue norvégienne et française

Subdivision :

- TS.01 : « *Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Stortingsarkivet, Oslo* » [Le Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution. Les archives du Storting. Oslo], page 392.
- TS.02: « *Forhandlingene i Stortinget* » [Débats au Storting], page 427.
- TS.03 : Relations internationales et inter-scandinaves 1380-1814, page 433.
- TS.04 : L'échec au référendum 1972, page 434.
- TS.05 : L'identité des Norvégiens, page 435.
- TS.06 : Le bond en avant : de l'Etat providence à la Commune providence, page 435.
- TS.07 : « *London regjeringa* » [Le gouvernement à Londres] page 437.

TS.01 : « *Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite. Stortingsarkivet, Oslo* » [Le Comité élargi des Affaires étrangères et de la Constitution. Les archives du Storting. Oslo].

- Réf : 451029.01 : « *Møte den 29 oktober 1945. Stortingsarkivet, Oslo* » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 29 octobre 1945. Les archives du Storting. Oslo].

- T. Lie: De norske skipsredere har så på den annen side like sikkert sagt at uansett om det blir tilfelle, er det en nedverdiggelse for Norge å undertegne en avtale med en slik bestemmelse.

- J. C. Hambro: Vi kan komme til å bli truet på livet allikevel av amerikansk skipsfart. Og å gå med på en ordning som for alle nasjoners vedkommende må være tilfredsstillende, men for vår nasjon ganske særlig, synes jeg er meget langsiktig betenkelig.

- T. Lie: Jeg tror at vi i praksis kan nå frem uten å bruke amerikanske skip i en større utstrekning en vi også gjorde det før krigen. Men det som er det ydmygende, sier de norske skipsredere, det er at man går på en avtale med en slik klausul, uansett om den kan praktisk tillempes på en for oss tilfredsstillende måte. Og det er spørsmål om vi har råd til, som Colbjørnsen har sagt i en del telegrammer, å ta norsk prestisje opp mot amerikansk prestisje (notre parenthèse).

- J. C. Hambro: Det anbefales altså fra ambassaden at vi gir etter; men faren er jo den at de som sitter alt for lenge stille i et land, preges av det lands syn, særlig når de har sittet der under en krigstid og ikke har kunnet komme hjem. Det er derfor så mange land bytter sine diplomater nokså hurtig. Hos oss blir de jo sittende til de

råtner der hvor de er. Om det i det lange løp er forsvarlig, det er et spørsmål som Utenriksdepartementet senere vil måtte ta stilling til.

- Madsen: Jeg vil advare mot at man undertegner noen avtale sånn som den er formet. Det går ikke an av hensyn til skipsfarten. Hvis vi her i Norge skulle gå med på det prinsipp der, så hadde vi i virkeligheten erkjent at norske skip kan bare frakte norske varer, amerikanske skip amerikanske varer. Det er nasjonalisme og en irrasjonalisme, en isolasjonistisk politikk som fører helt ut på viddene, så jeg vil av prinsipielle grunner advare herimot.

- Réf: 450626.01 : «*Møte den 26 juni 1945. Stortingsarkivet, Oslo*» [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 26 juin 1945. Les archives du Storting. Oslo].

- T. Lie : Alt hadde gått bra i Sverige, og de fleste praktiske spørsmål hadde gått bra i Sovjet-Samveldet også, men til slutt kom altså dette krav som nærmest var i ultimatus form. Vi måtte se oss om etter folk som kunne hjelpe oss i denne saken. Som sagt var Regjeringen enig i at jeg sammen med president Hambro, dr. Ording og dr. Ræstad skulle se på hva der kunne gjøres, og undersøke hvilket standpunkt vi skulle ta. Molotov hadde ikke gitt oss noen tidsfrist, men han sa at han ønsket saken avgjort hurtigst mulig. Vi 4 satt sammen i 4 dager og studerte alle aktene. Vi fikk dossierene fra ambassaden. Det som vi 4 prinsipielt var enige om, det var at vi ikke kunne si nei, et blankt nei, i denne situasjon og med det kjennskap vi hadde til hele Sovjet-Samveldets opptreden overfor de forskjellige land. Vi hadde sett hvorledes det gikk med Finnland, Polen, Tsjekkoslovakia, Rumania og Bulgaria. Vi visste om russernes krav i Teheran. Vi søkte å finne en linje hvoretter vi ikke svarte blankt nei, men måtte søke å finne frem til et svar hvorved norsk suverenitet og den gamle traktat kunne fortsette å bestå....Vi risikerte, slik som saken ble reist fra Sovjet-Samveldet, at russerne uten videre hadde satt seg fast, de er jo sterke nok og store nok til det.....Stortinget står fritt, det kan si nei, men da står vi overfor maktanvendelse, frykter jeg, slik som Sovjet-Samveldet har gjort i lignende situasjoner. Det er min oppfatning.

- T. Lie: Jeg er litt redd for å gi noen melding til Stortinget for inntil nå har det lyktes å holde denne siste sak hemmelig. Jeg er redd for den utenlandske presse. Det går her i Oslo 80 journalister – kanskje det nå er redusert til 70 eller 60 – og her er så mange «pressehaier», som hvis der kan sies noe til skade for Sovjet, vil benytte seg av det med en gang. Saken blir slått opp og så kan vi komme i et galt lys i forholdet til Sovjet. Men jeg kunne jo sammen med Andvord lage et kort resyme så nøkternt som mulig som jeg kunne bruke i Stortinget. Hvis komiteen finner det riktig at jeg gir en orientering om Svalbard-saken, har jeg derfor ikke noe imot det. Men jeg er redd for at det kan bli brukt i pressen. Vi har holdt tett.

- J. Andrå: Angående russernes opptreden i Finnmark har jeg ikke noen personlig erfaring. I november ble jeg fanget i en kjeller, satt ombord i et krigsskip og sendt sydover. Den midlertidige fylkesmann i Finnmark som har stelt med disse saker, oppholder seg imidlertid no her i byen. Jeg har i de siste dager snakket nokså meget med han og han sier at russerne har opptrådt meget bra. Det han er bekymret for, er kirgiserne, de er flinke til å stjele, men det er de ikke de eneste om. Jeg hadde den ære å følge fronten oppover på Dovre, og så de engelskmennene som kom for å hjelpe oss. Jeg er sikker på at russerne slår ikke dem når det angår å stjele. Senere – når jeg ikke har sittet inne har jeg oppholdt meg i Varangerfjorden, hvor det har vært krigssone hele tiden. Der har vi hatt tyskere, og de var ikke borte de heller. Så fylkesmannen la ikke særlig brett på dette. De vanskeligheter med russerne som man har, er hver gang de norske skal ha tilførsler gjennom Finnland og disse skal gå gjennom Sverige. Så snart det er tale om Sverige, er vanskelighetene uhyre store, på svenskene ser russerne med ublide øyne. Kan finnmarkingene ikke få lasten langs kysten, har de forferdelig vanskelig for å få den. Da er det all mulig slags kluss.....Det vi no hører om Svalbard og Bjørnøya, er så sin sak. Det jeg har vært mest nervøs for, var om de muligens kunne stille noen krav med hensyn til Varangerfjorden, for det er en kjennsgjerning at angrepene på Nord-Russland skjedde ved Varangerfjorden, og det er havnene i Kirkenes og Vardø og Vadsø som har vært utgangspunktene for hele angrepet på Russland der oppe. Tyskerne har der anlagt flyplasser. Murmansk, som var en by på 150 – 160 000 mennesker før krigen, ble bombet sønder og sammen fra de flyplassene som er bygget i Finnmark ved Kirkenes og Svartnes og flere andre steder..... Jeg har snakket med

folk som også har vært meget nervøse for om russerne ville stille noen krav der. Det er ikke første gang de har vært angrepet derfra. Jeg kan huske at så langt tilbake som midt i 20-årene var engelskmennene uklar med russerne om territorialgrensen der oppe..... Etter de erfaringer russerne har gjort nu, er Varangerfjorden et meget svakt punkt for dem..... Jeg føler meg derfor meget lettet når russerne nå bare snakker om Svalbard og Bjørnøya. Det er så at Bjørnøya må befestes i fremtiden, enten det blir engelskmennene eller russerne som gjør det, for under krigen er det blitt den reneste skipskirkegård der. Men hvis de nøyer seg med det og ikke kommer med krav i Varangerfjorden, vil jeg for min part være sjeleglad. Etter det som no foreligger, føler jeg meg meget lettet.

- Réf : 451029.02 : « Møte den 29 oktober 1945. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 29 octobre 1945. Les archives du Storting. Oslo].

- Statsråd Lie: Jeg vil for mitt vedkommende si at jeg tror Norge fortsatt blant de små land står meget sterkt ute. Overgangen her fra okkupasjon til mer normale forhold har gitt oss en anseelse som jeg tror jeg vil karakterisere på den måte, at den har øket og ikke avtatt. Særlig i Amerika er det tilfellet, hr. president Hambro, og også i Storbritannia. Jeg har beviser for det, men kan ikke nevne dem i dag. Men jeg tror nok at den måte det norske folk har gått gjennom den vanskeligste periode i alle lands historie, overgangen fra okkupasjon og krig til freden, uten kaos, uten revolusjonære bevegelser eller radikale aksjoner som forstyrrer den alminnelige ro og orden, den måte det norske rettsapparat har virket på, den disiplin og lojalitet som har vært vist fra alle de forskjellige som kjempet hjemme, tror jeg har brakt Norges status så langt som det overhodet er mulig. Men som jeg alltid har sagt før, det er ikke nok for oss. Å få omsatt denne velvilje og forståelse og respekt i positive avtaler, i kroner og ører, er så vanskelig. Men politisk står Norge meget sterkt. jeg ser hvordan den russiske presse stadig vekker driver og angriper, så er det Frankrike de går løs på, så er det Holland, så er det Belgia, så er det Danmark, og så holder de stadig vekker på med Sverige. Jeg har bare sett noen små tilløp til kritikk over Norge. De synes det har gått litt langsomt med henrettelsen av Quisling, og så var det noen artikler som sto i forbindelse med de sosialdemokratiske partiers konferanse i Stockholm i juli 1945. Men da de så fikk se de beslutninger som var fattet, så stoppet de med en gang også den aksjonen mot Norge. Om de små stater som en helhet og deres innflytelse internasjonalt tør jeg ikke uttale meg. Det vil jo vise seg når verdensorganisasjonen skal tre sammen i London i januar 1946 (nos parenthèses).

- C. J. Hambro: Jeg tror det er riktig det som utenriksministeren sier, at rent moralsk står Norge for tiden meget godt, ikke bare i Amerika, men f.eks. i Frankrike. Jeg var i Paris forleden, og den franske presse, som jo ellers ikke pleier beskjeftige seg med Norge – ikke uten at de får kontant betaling i hvert fall –

- Statsråd Lie: Jeg hadde erfaring for det under krigen.

- C. J. Hambro: - hadde spontane redaksjonsartikler hvor de sammenlignet det norske forhold til Quisling med den franske prosess mot Laval f.eks. og folk på gater og streder snakket om det.

- Réf : 450626.02 : « Møte den 26 juni 1945. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 26 juin 1945. Les archives du Storting. Oslo].

- C. J. Hambro: De telegrammer som har stått i pressen her, er meget knappe og til dels meget misvisende. Det skyldes ikke våre forbindelseslinjer utad, det skyldes – jeg håper man unnskylder at jeg sier det – den besynderlige åndelige isolasjonisme som for tiden råder i Oslo-pressen. De mottar fyldegjørende opplysninger utenfra, en større fylde av utenrikstelegrammer enn pressen noensinde har fått, men ingen avis i Oslo trykker dem. De kan offere 8 spalter på forhør over selv nokså likegyldige landssvikere, men å gi plass for en spalte med oppsummering av drøftelsene i San Francisco finner ingen Oslo-avis anledning til..... med det resultat at det er run på de svenske og engelske aviser som vi har sett her, til stor bekymring for valutastef Lahlum i Norges Bank, som dirigerer dette og som har fått et spillerom for sin utmerkede snevre bankoppfatning some er rent uhyrlig.

Han sier at fremmed litteratur er en farlig luksus. Da en av hans medarbeidere som nu er med ham i Sverige i den samme kiosk kunne få både Göteborgs Handels- och Sjöfartstidning og Times fra dagen før sa Lahlum at den slags vanvittig luksus hadde han ikke sett siden før krigen og den måtte det settes en stopper for, kioskene måtte ikke få føre disse aviser..... (nos italiques et parenthèses).

- Réf : 450927 : « Møte den 27 september 1945. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 27 septembre 1945. Les archives du Storting. Oslo].

- Statsråd Lie : Jeg kan ikke si annet enn at det ville være et lykkelig resultat for oss om russerne «droppet» (anglicisme ; du verbe 'to drop', participe passé 'dropped', norvégianisé 'droppet', signifie dans le cas présent 'laissé tomber') saken, men jeg synes det nesten er for godt til å være sant, så jeg tror vi må ta Bevins oppfatning med alle reservasjoner. Fra russisk side er det ikke sagt et ord til meg siden april 1945.

Med hensyn til å gi en melding til Stortinget har jeg gitt presidenten beskjed om, at slik som situasjonen nå lå an, trodde jeg det var klokest å sette minst mulig på papiret. Jo mindre det sies enten i hemmelig møte eller på annen måte, desto bedre, for hvis noe skulle komme på papiret og sive ut, og det til slutt skulle bli en lekkasje, så kunne det bli det som jeg alltid har vært redd for: en prestisjesak for Sovjetsamveldet å ville føre sitt opprinnelige forslag igjennom. Jeg hadde derfor like etter min første tilbakekomst fra London en konferanse med sjefredaktørene og fortalte dem hva som hadde hendt, og sa: For Guds skyld, nå gjelder det mer enn før å hindre at noe kommer ut om denne sak. Og det har hittil heldigvis vært respektert] (nos parenthèses).

Réf : 460508 : « Møte den 8 mai 1946. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 8 mai 1946 Les archives du Storting. Oslo].

- H. Lange: Hvor det gjelder den alminnelige internasjonale situasjon, tror jeg vi må si at den for øyeblikket er preget av en ganske sterk spenning og usikkerhet. Selv om det ikke kan sies at den er kritisk, må den karakteriseres som i høy grad labil. Uten tvil ønsker de tre ledende stormaktene allesammen å gjøre de Forenede Nasjoner til en realitet, men ingen av dem er villig til å gå med på en begrensning av sine suverene rettigheter eller innrømmelser som de mener berører deres vitale strategiske interesser.

Vi for vår del her i Norge merker stadig den dype, gjensidige mistillit som rår mellom stormaktene, og spesielt i den senere tid mellom Stor-Britannia og Sovjetsamveldet. Selv en så uskyldig ting som at general Thorne averterte i en norsk avis etter et sommersted i Oslofjorden, førte til forespørsler fra Sovjetambassaden om hva det skulle bety. Og britene på sin side er tydelig nervøse for at Norge skal gli over i en ensidig pro-russisk politikk.

Så skal jeg gå over til å gjøre rede for en del saker som Utenriksdepartementet har under arbeide..... Den første sak er da Svalbard-saken. Siden utenriksminister Trygve Lies siste redegjørelse for den saken i komiteens møte den 29 oktober 1945 er det ikke skjedd annet nytt enn at ambassadør Andvord i slutten av februar rapporterte at utenriksminister Molotov under en mottagelse den 22 februar hadde slått på at det nå snart var på tide å snakke om «vår sak», og «vår sak» betyr alltid bare den ene ting.

Så vil jeg gjerne i sammenheng med dette nevne hva Moskva-tidsskriftet Den røde flåte skrev den 3 mars om de amerikanske baser i Ishavet. Det har jo også vært omtalt i den norske presse, så det er ikke nødvendig å referere det. I et hemmelig brev kommenterer ambassadør Andvord denne artikkel med disse ord:

Hver gang spørsmålet om amerikanske baser på Island kommer opp i Sovjetpressen, går tanken til Svalbard og Bjørnøya og en spør seg selv i hvilken grad State Department (en anglais dans le texte) er oppmerksom på sammenhengen i disse to spørsmål og hvilken vekt Statene i det hele tatt tillegger Samveldets aspirasjoner og Svalbardarkipelet (nos parenthèses).

- Réf : 470115.01 : « Møte den 15de januar 1947. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 15 janvier 1947. Les archives du Storting. Oslo].

- Halvard Lange: « Foreign Office meddeler at 9 ds. » - det var dagen før det ble offentliggjort - « underrettet Times's diplomatiske korrespondent Foreign Office om at han hadde hørt at SSSR hadde bedt Norge om å stille baser for militære formål på Svalbard til disposisjon. Han ba om å få Foreign Office's uttalelse i saken. Foreign Office hadde gjort ham kjent med Departementets angivelige underhånden adresser til den britiske ambassadør i Oslo, » - det som er ment med det, er at vi i forståelse med russerne har holdt allierte hovedmakter blant signatarmaktene orientert om sakens utvikling - « men hevder at de hadde anmodet ham om å avstå fra å offentliggjøre dette for å beskytte norske interesser. Den tyrkiske sendemann og USA's og Frankrikes ambassadører i Oslo hadde fått nyss om den sovjetiske henvendelse og hadde oppsøkt den britiske ambassadør som var meget « embarrassed » (en anglais dans le texte) ».

Så fortsetter meldingen fra ambassaden i London:

“*Morgenbladet's* korrespondent, Kildal, som har kontor i Times og som formidler dets nyhetstjeneste til sin avis, hadde alt for et par dager siden» - altså et par dager før den 9de - « oppsøkt Foreign Office's presseavdeling med forespørsel om hvordan Storbritannia stiller seg til den sovjetiske henvendelse til Norge vedrørende spørsmålet om Svalbard.....”

- C. J. Hambro : Vi har erklært vår villighet til å gå med på en revisjon av Svalbardtraktaten. Vi kunne så meget lettere gjøre det som Svalbardtraktaten aldri har vært fra norsk side tilfredsstillende. Det har vært et svakt og politisk og internasjonalt mangelfullt dokument, hvilket vi ofte har følt. Vi har søkt å bøte på det ved å gi en Svalbardlov, som i sin innledning sto i absolutt motstrid med Svalbardtraktaten, idet den søkte å slå fast en full og ubetinget norsk suverenitet som vi i virkeligheten har gitt avkall på ved traktaten.

- C. J. Hambro :De er jo utvilsomt kommet i en annen stilling, både fordi Sikkerhetsrådet og De forente nasjoner er kommet noe lenger i spørsmålet om nedrustning, og fordi Amerika har oppgitt basene på Island. Det vil være umulig fra norsk side å forstå det hele uten en full offentliggjørelse, og det vil også være umulig fra norsk side å forstå det uten at vi dokumenterer - hvor ubehagelig det enn kan være - at de russiske påstander rent historisk var fullkommen fiktive. Bjørnøya har aldri vært russisk. Vi påviste det den gang. Det er en påstand som heller ikke ble opprettholdt fra russisk side. Den lar seg overhode ikke opprettholde historisk. Vi minnet om under forhandlingene, og det synes jeg vi igjen skal nevne, hvorledes Norge unnlot å protestere da Russland utstrakte sin suverenitet til Franz Josefs land, hvor Norge var den eneste annen stat som hadde interesse. Vi markerte igrunnen at vi ikke ville gjøre noe

- C. J. Hambro:Der gikk mange år med forberedelsen av Svalbardtraktaten. Det er etter min mening et ikke lysende kapittel i norsk utenrikspolitisk historie. Vi innbø til Spitsbergenkonferansene i Oslo i 1908 og 1913 uten tilstrekkelige historiske undersøkelser, men Løvland trodde på at vi skulle oppnå noe ved å foregå verden med et godt eksempel. Små stater har aldri vunnet noe ved å foregå med et godt eksempel annet enn en viss indre moralsk tilfredshet.....

- C. J. Hambro : Til slutt vil jeg bare si til de medlemmer av komiteen som ikke har kunnet følge denne sak den hele tiden, at da den ble tatt opp i London i 1944, følte vi oss i en absolutt tvangssituasjon. Vi var - det var utenriksministerens overbevisning, og jeg tror at ambassadør Andvord som med så stor dyktighet førte samtalene i Moskva, kan bekrefte det - etter vår oppfatning stillet overfor den situasjon at hvis vi forholdt oss helt negative og intet gjorde, ville Russland - hva der den gang var forståelig ut fra kampene i Ishavet - sette seg i besiddelse av baser på Svalbard og Bjørnøya uten hensyn til hva vi måtte ønske, men ut fra den real-politiske betraktning at Norge ikke var i stand til å forsvare sine interesser der oppe. Og endelig må man huske på at den norske regjering i London var i en uhyre vanskelig stilling. Den hadde intet storting å henvise til, den var i realiteten for

sin eksistens avhengig av stormaktenes velvilje. Den håpet også å få russisk aktiv støtte under arbeidet for å frigjøre Norge. Alt dette var en medvirkende årsak til at man den gang ønsket å forhale saken mest mulig og å undgå å ta definitive standpunkter, hvilket man tilsynelatende etter hvert forstod fra russisk side.

- Réf : 470130 : « Møte den 30de januar 1947. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 30 janvier 1947. Les archives du Storting. Oslo].

- C. J. Hambro : Vi skal få utkastet til uttalelse delt ut så snart vi får flere eksemplarer. Jeg skal få lov å lese den opp først:.....

Stortinget har tatt til etterretning Regjeringens kommunike om drøftelser med Sovjetsamveldet angående Svalbard - supplert med meddelelser fra Utenriksministeren. Stortinget bemerker at Regjeringen i 1944 og 1945 under den siste intense fase av krigen, da russiske hjelpetropper hadde besatt Øst-Finnmark og da det var livsviktig å holde tilførselsveien til Murmansk åpen - la frem et utkast til en såkalt felleserklæring fra sovjetrussisk og norsk side. I denne erklæring var det uttalt at forsvaret av Svalbardøygruppen var et fellesanliggende for Norge og Sovjetsamveldet. Stortinget bemerker videre at de internasjonale forhold siden er blitt helt endret, ikke minst på grunn av Sovjetsamveldets innsats i krigen og dets arbeide for internasjonal sikkerhet og for nedrustning. De forhold som betinget formuleringen av det norske utkast til felleserklæring er nå ikke lenger tilstede og en tosidig forhåndsforhandling med noget enkelt land om forsvarstiltak på Svalbard lar seg etter Stortingets mening ikke forene med vårt medlemskap i De Forente Nasjoner og med de vedtak som der nå er fattet i nedrustningsspørsmålet. Stortinget, som aldrig kan glemme den hjelp som ble ydet Norge av Sovjetsamveldet, har intet imot fortsatte drøftelser med Sovjetsamveldet med sikte på å oppnå enighet om linjene for en revisjon av Svalbardtraktaten av 1920 som kan gjøre den mere tilfredsstillende både for Norge og for Sovjetsamveldet, og er enig i at når det opptas forhandlinger med de andre signatarmakter må de stater som i den siste verdenskrig har kjempet mot Norge eller dets allierte, være utelukket.

- Réf : 470212 : « Møte den 12 februar 1947. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 12 février 1947. Les archives du Storting. Oslo] où il est de nouveau question de l'affaire Svalbard.

- H. Lange:.... Nettopp hensynet til Danmarks kamp mot det amerikanske press på Grønland har for meg, og for oss i Regjeringen, veid meget tungt når det gjelder å komme fram til et realitetsstandpunkt for vårt vedkommende like overfor det russiske ønske om militære anlegg på Svalbard. Det er blant de momenter som har veid, og av dem som har veid tyngst, at vi hjelper Danmark best i dets motstand mot permanente amerikanske baser på Grønland, ved at vi for vårt vedkommende tar det standpunkt som flertallsinnstillingen her gir uttrykk for i forhold til de russiske ønsker på Svalbard. Det som ligger bak de rykter i Ekstrabladet som Izvestia kommenterer, er at det fra militært hold i De Forente Stater har vært gitt utvetydig uttrykk for et ønske om å kjøpe Grønland nå, i forbindelse med deres ønske om at de militære anlegg som de hadde der under krigen, også skal bli varige militære anlegg etter krigen.

Vi har fått en melding fra vår ambassadør i Washington, som på grunnlag av en samtale med en høyere embetsmann i State Department antyder den mulighet at amerikanerne nettopp for å stå sterkt overfor Danmark skulle kunne være tilbøyelig til å si til russerne: Well, go ahead og gjør det dere vil på Svalbard! Denne meldingen, som ikke er noe annet enn en antydning om hva der overveies innenfor State Department, virket slik på meg og på oss i Regjeringen, at den styrket oss i vår overbevisning om at vi her måtte si nei til militære anlegg i samarbeid med en enkelt annen makt. Og jeg tror at det standpunkt som flertallet her har arbeidet seg fram til, må vi holde fast ved. Jeg tror også at utenriksminister Molotov med grunn kan begynne å bli utålmodig nå etter å få høre hvordan vi ser på sakens realitet.

- Réf : 450626.03 : « Møte den 26 juni 1945. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 26 juin 1945. Les archives du Storting. Oslo].

- T. Lie: Når det gjelder Japan tror jeg det er riktig at vi avgir en erklæring om at vi er i krigstilstand med Japan. Jeg tror nemlig våre økonomiske ofre i den anledning vil bli små og tap av menneskeliv og mannskap kan vi selv regulere temmelig mye.....Hvis Utenrikskomiteen kunne komme med et forslag til Stortinget om at Regjeringen får fullmakt til å erklære Norge for å være i krigstilstand med Japan så tror jeg det ville være det klokkeste.

- Madsen:Når det gjelder Japan, har jeg personlig ingenting mot å gi Regjeringen en fullmakt – hvis den ønsker ha en slik fullmakt. Og jeg ser gjerne at utenriksministeren tar opp spørsmålet om Franco-Spania. Det ligger jo nær forsåvidt. Det var jo Franco som startet krigen i Europa i 1936-38. Det var en generalprøve på den store verdenskrig, så kunne der Norge være med på en internasjonal aksjon, ville jeg med den største tilfredshet se på det].

- T. Lie: Herr Madsen nevnte Spania. Vi har ikke hatt noen minister i Spania etter krigen, vi har bare hatt en Chargé d'affaires, Ebbell. Nå har den spanske regjering bedt om agreement for en spansk minister i Oslo. Vi har fått ansøkingen for 14 dager siden. Jeg har tenkt å sabotere saken, men jeg tør ikke sette til side våre store handelsinteresser i Spania uten videre. Hvis det blir en internasjonal aksjon og vi bli invitert, slik at vi kan gardere oss på en eller annen måte, er det en sak for seg, men å slutte oss til Frankrike, som idag holder på alene, er et sprang inn i det ukjente. Men jeg tror at det er riktig slik som det ligger an, å vente litt med godkjennelsen av den spanske ansøking om agreement for en minister. De har behandlet oss slik under krigen at vi behøver ikke å skynde oss nå.

- Réf : 451029.03 : « Møte den 29de oktober 1945. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 29 octobre 1945. Les archives du Storting. Oslo].

- Madsen : Vi har i 5 år vært isolert, og det er nødvendig i dag i den intellektuelle sanering å åpne adgang til å føre inn bøker. Men alt det sorterer ikke under Utenriksdepartementet, så jeg tror det ville være naturlig at det nevntes i Stortinget.....

- T. Lie:sende til Spania tremasse, papir, cellulose, tran og fisk, og vi skal få tilbake fra dem sinkmalm, slik at vi kan sette i gang Odda Smelteverk, og dessuten skal vi sende dem noen produkter fra Hydro. Vi har allerede fått løk, og vi skal få salt til våre fiskerier derfra, og vi får olje til våre hermetikkfabrikker, olivenolje, i det hele tatt meget nødvendige varer sett fra norsk synspunkt. Og vi hjelper ikke Spania ved denne kompensasjonsavtalen, for Spania kan få solgt dette til andre land. Hvis ikke vi sikrer oss sinkmalmen f.eks., tar både England og Amerika den med glede. – Jeg vil ha nevnt dette, for det har vært meget oppe til diskusjon, særlig fra radikalt arbeiderhold, men jeg kan ikke ta ansvaret – det vil jeg ha sagt – for å stoppe den kompensasjonshandel som i dag foregår mellom Spania og Norge.

- Réf : 460919 : « Møte den 19de september 1946. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 19 septembre 1946. Les archives du Storting. Oslo].

- H. Lange: Så vil jeg gjerne - og det skal være det siste - si et par ord om Spania-spørsmålet. Vi har under Paris-oppholdet forsøkt å få greie på hvordan utsiktene ligger an når det gjelder å få vedtak om, ikke nye platoniske erklæringer, men om virkelige aksjoner fra De Forente Nasjoners generalforsamlings side. Jeg vil gjerne ha sagt at etter de sonderinger jeg har foretatt, er jeg ikke svært optimistisk når det gjelder mulighetene for å få til noe i New York. Det tror jeg er riktig at vi er oppmerksomme på på forhånd....

... Når jeg sier det, er det fordi at det bare er to av de utenriksministre jeg har hatt samtaler med i Paris, som har antydning at de var interessert i virkelig å gå aktivt inn for dette, utenom dem som alt på forhånd har tatt standpunkt ved å anerkjenne regjeringen Giral, og det er den belgiske og den franske.

.....

Hvor det gjelder den britiske holdning, er det helt klart, så vidt jeg kan skjønne, at man fra britisk side arbeider med en plan for å få erstattet Franco med en annen, og så vidt jeg kan skjønne etter samtaler også med spanske emigranter.....er det en plan som tar sikte på et pronunciamiento (en espagnol dans le texte) altså et militært kupp, og oppfatningen både på britisk, amerikansk og spansk republikansk hold er at det er den eneste mulighet for å få en forandring uten borgerkrig og uten fremmed intervensjon, hvilket de ikke ønsker noen av dem.

.....Hvis denne plan modnes og lykkes, vil det i første omgang bli en militær-regjering..... Skal vi ha noen sjanse til å holde ro og orden i Spania i den periode på minst 9 måneder som vi må ha for å kunne forberede forsvarlige demokratiske valg eller en forsvarlig demokratisk folkeavstemning.....vi må ha en konsentrasjonsregjering.

.....Deres standpunkt er: i første stadium militært diktatur, i annet stadium en konsentrasjonsregjering, hvor alle fra selv angrende falangister og til kommunistene må være med for å holde ro og orden i overgangstiden. Så vidt jeg kan skjønne, er i dette tilfelle den britiske regjering helt enig i disse stadier, og når den ikke anerkjenner regjeringen Giral, er det bl.a. fordi den ikke anser den som et mulig alternativ under den videre utvikling

.... Etter de samtaler jeg har hatt, er (jeg) ganske overbevisst om at enhver beskyldning mot den britiske regjering for at den ikke ønsker en avløsning av Francostyret i Spania, er fullstendig grunnløs. Det det gjelder, er en vurdering av midlene og metodene til å nå det mål – hvor den britiske regjering ganske sikkert er enig med oss – å bli kvitt Franco så fort som det på noen mulig måte lar seg gjøre] (nos parenthèses).

- Réf : 470120.01 : «Møte den 20de januar 1947. Stortingsarkivet, Oslo» [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 20 janvier 1947. Les archives du Storting. Oslo].

- Statsråd Lange: Vi hadde saken til behandling i Stortinget flere ganger i vår, og Stortinget ga uttrykk for sitt standpunkt.....i resolusjon av 6 mars:

«Stortinget uttaler sin sterke sympati med det spanske folks frihetskamp. Stortinget har den fulle tillit til at Regjeringen vil stå i nøye kontakt med Stortinget og dets organer i dette spørsmål, slik at Norge kan gjøre sin fulle plikt som en demokratisk stat i en interalliert aksjon for å gjenopprette demokratiet i Spania ».

..... Da den norske delegasjon ved meg tok ordet i generaldebatten, var allerede saken berørt og krav stillet fra i hvert fall 2 andre delegasjoner om at de Forente Nasjoner måtte komme fram til en mer aktiv holdning i dette spørsmål. Imidlertid var det først da saken ble reist fra norsk side, at den ble slått stort opp i hele den amerikanske presse og i verdenspressen. Med rette eller urette kom det til å stå for den offentlige opinion i Amerika og i verden ellers som om det var Norge som gikk i brodden i denne sak - i hvert fall er det på den måten saken er blitt oppfattet på av de spanske myndigheter og fremstilt for det spanske folk. Fra det øyeblikk saken ble reist av Trygve Lie i hans tilleggsrapport som generalsekretær - da Trygve Lies norske herkomst ble sterkt understreket i spanske aviser - har det i spanske aviser vært ført en propagandakampanje mot Norge, som holder mål etter de beste oppskrifter. Norge har vært fremstilt som et mot Spania, det spanske folke, fiendtligsinnnet land, de forskjellige norske representanter har vært fremstilt som Stalins lakeier o.s.v. Det som er alvorlig i denne sammenheng, er at å dømme etter alle meldinger som kommer fra nordmenn som har vært i Spania i de siste måneder, har denne agitasjon slått igjennom slik at den alminnelige upolitiske spanier, den spanske husmor, den spanske arbeidsmann, den spanske forretningsmann, de tror i dag dette, og de spør norske som kommer der ned: - Hvorfor er dere nordmenn så sinte på oss spaniere? - Altså har agitasjonen, kampanjen, fra de offentlige myndigheters side slått igjennom. Den alminnelige spanier i dag har fått den oppfatning at Norge er en stat som er uvennlig innstilt mot det spanske folk.

De spanske myndighetene har også truffet sine foranstaltninger, og det er grunnen til at saken nå blir tatt opp fra min side. Den 4 januar ble vår Chargé d'affaires Ebbell kalt opp til det spanske utenriksdepartement og fikk den muntlige meddelelse.....at på grunn av den norske regjerings uvennlige holdning hvor det gjaldt handelsforbindelsen med Spania, og på grunn av den norske representants opptreden i De Forente Nasjoner, så den spanske regjering seg nødsaget til for fremtiden å nekte norske skip adgang til spanske havner, idet det var knapphet på kull, knapphet på skipsforsyninger.....som måtte da være forbeholdt vennligsinnede nasjoner.....Ebbell oppnådde en måneds utsettelse, for at vi skulle få anledning til å ta standpunkt her hjemme.

..... Det har hele tiden vært Regjeringens standpunkt at vi ville bidra det vi kunne til en aktiv innsats til hjelp for et demokratisk Spania innenfor rammen av de Forente Nasjoner.....Den førte til et standpunkt fra Forente Nasjoners side som for vårt vedkommende betyr status quo med hensyn til de diplomatiske forbindelser, idet den bare gikk ut på tilbaketrekking av ambassadører og sendemenn.

Den førte på det økonomiske område ikke til noe som helst samlet tiltak fra de Forente Nasjoners side. Tvert imot kan en nesten si. Det vi har fått av meldinger i de siste ukene, viser tydelig følgende bilde: Stater som på de Forente Nasjoners generalforsamling aktivt var med oss om å reise saken og sørge for at den kom opp som eget punkt på forsamlingens dagsorden, har samtidig med at deres representanter opptre på denne måte i New York søkt og oppnådd hos de internasjonale allokeringmyndigheter økede tildelinger av viktige varer fra sine land til Spania. Chile har oppnådd en så sterk økning i tildelingen av salpeter at Spania i dag kan si: Vi behøver ikke Norges-salpeter lenger. Belgia har oppnådd så sterk økning av tildelingen av fosfater til videre bearbeidelse i Spania, at det på den måte har utvidet sin handelsforbindelse. Belgia har i julen sendt sin innenriksminister og sin senatspresident på juleferie til Spania. Eksemplene kunne forfleres. Våre svenske venner har kjøpt hele sin vinterforsyning av appelsiner i år i Spania. Og alle meldinger går ut på at der hvor norsk skipsfart trenges ut, der rykker svensk skipsfart inn.

Det som gjør saken alvorlig, det er at vi nå er den eneste stat, utenom østblokkens stater, som ikke har handelsavtale eller regulær handelsforbindelse med Spania.....

Nå, den handel som har pågått med Spania helt siden frigjøringen, har vært på kompensasjonsbasis, og der har vi - bl.a. for å unngå å komme i den situasjon igjen som vi var i i vår, da den utenrikspolitiske linje som Stortinget og Regjeringen var enige om stod i fare for å bli veltet ved spontane aksjoner fra transportarbeidernes side gjennom lisensgivning - bevisst forsøkt å holde disse kompensasjonsforretningene innenfor rammen av det som var livsnødvendige varer for Norge. Det har betydd at omfanget av kompensasjonsforretningene har gått ned en del siste halvår. Det har igjen ført til - ved siden av det som nå foreligger om trusel mot våre skipsfartsinteresser - at der fra de spanske forretningspartneres side og de spanske lisensmyndigheters side under forhandlinger om ny kompensasjonsavtale for dette inneværende halvår har vært sagt: Nei, vi vil ikke slutte noen ny avtale med dere. Dere vil ikke ta de varer som det i første rekke er av interesse for oss å selge, og da får dere heller ikke de varer som det i første rekke er av interesse for dere å få kjøpt. - Med andre ord: Situasjonen er i dag den at det står igjen å levere for ca. 2 millioner kroner sinkmalm til Odda på den kontrakt som gjaldt for forrige halvår. Det er forutsetningen... at vi skal ha malmen her i landet i løpet av januar. Sinkkompaniet i Odda sier at det har ikke noe (på) lager, så hvis det ikke får sluttet noen ny forretning, må produksjonen stoppe. Videre har vi hatt vanskeligheter av samme grunn. Vi har f.eks. nektet å kjøpe appelsiner fordi vi ikke ville risikere en appelsinaksjon på lignende måte som vi hadde en tomataksjon på Oslo havn og fordi vi har nektet å kjøpe appelsiner, har spanierne sagt, at da har de ikke noen interesse av å selge sjøsalt til oss. Nå, sjøsalt kan skaffes annetsteds fra, men mot dollar.

Det som våre næringsdrivende, med rette tror jeg..... er det alvorlig fare for at det spanske marked helt går tapt for oss, og det er fare for at denne trusel mot vår skipsfart blir satt i verk....

.....Jeg har selv det inntrykk, at hvis vi nå sier fra at vi er villig til å drøfte en utvidelse av rammen for kompensasjonsforretningene, så kan disse drastiske skritt unngås, og jeg tror at utad, overfor de meget brede lag

i det norske folk som ut fra en oppriktig og ærlig forbitrelse over alt diktatur sier at vi kan ikke ha noenting med Spania å gjøre, er det eneste vi har å si, at vi har gjort hva vi har kunnet innenfor rammen av en samlet internasjonal aksjon. I dag er situasjonen den at noen slik internasjonal aksjon av økonomisk art er ikke kommet i stand. Tvert imot utbygger alle land sine økonomiske forbindelser unntagen østblokken. Da kan ikke Norge fortsette med eller innlate seg på noen privat handelskrig med Spania, så meget mindre som det ikke svekker Franco det aller ringeste, ikke styrker de demokratiske kreftene i Spania det spor (nos parenthèses).

- Réf : 470121 : « Møte den 21de januar 1947. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 21 janvier 1947. Les archives du Storting. Oslo].

- C. J. Hambro: Særlig hr. Natvig Pedersen i sitt innlegg synes å bygge på den forutsetning at det som her i første rekke er truet, er våre handelspolitiske forbindelser med Spania. Det er ikke tilfellet. Den største trusel er rettet mot vår skipsfart. Den er ulike meget mer betydningsfull og har allerede hatt meget langtrekkende følger. Man kan neppe undre seg over at Spania har innledet visse skritt. For det faktiske forhold er, at inntil ganske nylig har vi fraktet på norsk kjøll en fjerdedel av den vanlige eksport fra Spania, og vi har hatt et enormt anløp av norske skip i Spania. Vi underholder trafikken mellom Kanariøyene og Spania. Våre norske skipsfartsinteresser er filtret inn i hele Spanias økonomiske liv. Og det faktiske forhold er jo, som utenriksministeren berørte i går, at andre nasjoner som er tilknyttet De Forente Nasjoner, griper med begge hender den sjanse som bys dem gjennom den uvilje som er skapt overfor Norge i Spania.

At denne uvilje er dårlig begrunnet, er en ting for seg. Som utenriksministeren nevnte i går, er det Trygve Lies aksjon som generalsekretær som har vært utgangspunktet. Den vakte en voldsom oppsikt i den spanske presse. Jeg har lest noen av artiklene i Madrid-pressen. De begynner i et av de store blad med å si at Norge er et demokratisk land, og de har den største sympati for Norge, som har utmerkede institusjoner. Men det hadde sin Quisling, og det har sin Trygve Lie. Quisling gikk Hitlers ærend, og Trygve Lie går Stalins ærend, og ingen av dem tenker noe særlig på Norge.

- C. J. Hambro : Hensynet til oss kommer til å veies etter storpolitiske hensyn, og det er fordi utgangspunktet til en viss grad skyldtes en nordmann, at vi har fått bære et visst odium. Dertil kommer, som utenriksministeren gjorde rede for, at andre nasjoner har demonstrert i ord, men de har bragt sine handelspolitiske forbindelser med Spania i orden. For å ta bare den siste måned: svenskene hadde 20 båter som lastet i Spania i desember, mot 1 norsk. Og de svenske linjer kryper inn med full musikk overalt i spansk-talende land, hvor vi lider under denne konflikt som er skapt. Det er ikke bare det at vår sinkindustri kan rammes, at vi ikke får sjøsalt o.s.v., men det er vår skipsfart som rammes, ikke for dagen, men for en lang fremtid.....Det som etter mitt skjønn gjør situasjonen enda mer alvorlig for vår skipsfart og derigjennom for hele vår sjømannsstand, er faren for at denne aksjon skal bre seg. For hele vår timechartrede flåte er der to nøkkelstillinger, den ene er Spania og den annen er Argentina, Buenos Aires. Og vi er allerede truet underhånden med tilsvarende aksjoner fra Argentina.....

Vi er så overordentlig meget mer utsatt enn de andre land, og det pålegger oss en viss forsiktighet. Vi har ikke vist den forsiktighet.....

Det er ingen som har sagt at den norske delegasjon til De Forente Nasjoner ikke handlet i overensstemmelse med sin instruks - det var nettopp feilen at den gjorde det. Som utenriksministeren og mine kolleger vil huske, understreket jeg nesten i hvert eneste møte at det var farlig for oss å handle i overensstemmelse med den instruks som utgikk fra Stortingets vedtak, den bygget på forutsetninger som ikke lenger stemmer med de faktiske forhold. Men delegasjonen opptrådte i full overensstemmelse med den gitte instruks og med Stortingets forutsetninger, og for så vidt er det ingen som vil legge den noe til last. Feilen er at den gode tro som vi har vist - som hr. Støstad var inne på - har ikke besjelet andre stater på samme måte. De som tilsynelatende var meget ivrige i aksjonen mot Spania, har gått bak vår rygg og befestet sine handelsforbindelser, øket sine kvoter som

Chile har gjort, søkt å vinne fordeler på vår skipsfarts bekostning som Sverige har gjort, søkt å utvide hele sin handelsforbindelse.

- Konrad Knudsen: Det er vanskelig å gi gode råd i et så vanskelig spørsmål som dette. Jeg tror ikke jeg er den rette til å gjøre det. På den annen side tror jeg ikke vi har noen egentlig grunn til å bebreide oss for det som er gjort, iallfall ikke til å gå så langt som en del har gått. Det som er gjort, har stått godt i forhold til den alminnelige opinion i landet. Og den instruks som vår delegasjon ved generalforsamlingen hadde, basert på stortingsvedtaket, er heller ikke overskredet, så i så måte er det ikke noe å si på det. Allikevel synes jeg vi bør søke å trekke en viss lærdom av dette: *Vi er et lite land* (en italiques dans le texte). Vi er klar over det i mange forhold, og vi er kanskje blitt mer klar over det nå etter denne krig enn vi var før. Hele charteret er bygget på stormaktenes utspill i de mange spørsmål. Der må vi altså forstå vår egen litenhet. I betraktning av det tør det nok være at vi har gått litt lenger enn vi burde ha gjort, så meget mer som vi har visse erfaringer fra før, som hr. Hambro var inne på, fra forbudstiden, hvor vi også av idealistiske grunner gikk inn for en god sak med praktisk talt de samme resultater som denne gang (nos parentheses).

- Réf : 470210 : « Møte den 10de februar 1947. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 10 février 1947. Les archives du Storting. Oslo].

- Terje Wold : ...da det jo haster med saken, at man skulle forsøke å få den frem til behandling i Stortinget i denne uke....

...eller til den konklusjon som utenriksministeren har gitt i utredningen, hvor det først heter:

For Norge er situasjonen derfor i dag den, at vi står overfor spørsmålet om vi vil innlate oss i en handelskrig med Spania på egen hånd, med de skadevirkninger det vil ha for vårt land, eller om vi vil bringe vårt handelspolitiske forhold på linje med de andre medlemsstater innenfor De Forente Nasjoner som ikke allerede har markert standpunkt ved å bryte all forbindelse - diplomatisk og økonomisk - med Spania.

Videre heter det lenger ute i redegjørelsen: «Vi vil med andre ord ikke oppnå å svekke det nåværende regime i Spania det minste, mens vi måtte regne med mulighetene av langtrekkende skadevirkninger for hele vårt næringsliv og vår gjenreiseing.

Og til slutt, etter at han i redegjørelsen har gjennomgått kanskje særlig de virkninger som en handelskrig ville ha for vår skipsfart, heter det:

Ut fra alle disse overveielser er Regjeringen kommet til at vi fra norsk side ikke kan innta en holdning som ville føre til handelspolitisk brudd med Spania (nos parentheses).

- Réf : 470211 : « Møte den 11te februar 1947. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 11 février 1947. Les archives du Storting. Oslo].

- T. Wold : Jeg føler at vi kanskje får litt bedre tid på oss ved denne sak enn vi tenkte i går, fordi det ikke er mulig å ha møte i Stortinget før lørdag. På lørdag var det da meningen at vi skulle forsøke å ha et møte om Spania-saken og så et møte om Svalbard-saken, slik at vi da gjør oss ferdig med begge sakene.

- T. Wold:.....Situasjonen er således i dag den at Norge er det eneste av de land, som tidligere hadde økonomisk samkvem med Spania av betydning, som ikke etter krigen har søkt å oppta normal handelsforbindelse igjen. Det er klart at våre økonomiske interesser i det lange løp vil lide herunder.

- H. Lange: Jeg har i dag fått en lang innberetning fra vår Chargé d'affaires i Madrid, som meddeler at under en samtale som han har hatt med den spanske utenriksråd, ble det meddelt ham at man fra spansk side også

forlanger at vi skal ta imot en spansk Chargé d'affaires i Oslo. Det er det etter min mening meget vanskelig å gå med på. Det ville - og med rette - av mange bli oppfattet som et brudd på den linje vi har fulgt, og det ville bli oppfattet av store kretser her i Norge som en illojalitet overfor vedtaket i de Forente Nasjoner, å utvide den diplomatiske forbindelse etter et vedtak som gikk ut på å begrense den. Det er min umiddelbare reaksjon at det må vi stå fast på. Men nettopp hvis vi må stå fast der, tror jeg vi skal ta det hensyn at vi ikke gjennom en utfordrende form vanskeliggjør saken ellers.

- Friis : Jeg er gla for hver dag vi får denne saken utsatt, og det gleder meg at den iallfall ikke kommer opp før på lørdag. Etter den opplysning som kom fra utenriksministeren nå, synes jeg nesten saken har fått en ny karakter. Det viser seg jo at hr. Strand Johansen har fått rett i det han sa i et tidligere møte her, at den egentlige hensikt med Spanias aksjon, ikke så meget er dette med skipsfarten og klippfisken, som det er et politisk fremstøt som foreligger fra Spanias side..... Hvis det er Spanias virkelige hensikt å få Norges demokratiske navn å vifte med og lage agitasjon på, da var det vel like godt at vi sa nei med det samme].

- H. Lange: Hr. Friis spurte om det var min hensikt å nevne i Stortinget at spørsmålet om diplomatisk forbindelse nå var reist fra spansk side. Det var ikke min tanke å nevne det i åpent møte nå. Jeg oppfatter det ikke slik at det ennå er fremsatt som noe krav. Det er en føler de har ute, og jeg tror meget, eller vesentlig, vil avhenge av hvordan vi i første omgang reagerer på den føler. Hvis vi der tar en fast holdning, tror jeg det er meget store muligheter for at den føleren blir droppet. Derfor tror jeg ikke det er klokt og hensiktsmessig å nevne den i et åpent møte i Stortinget nå. Skulle det vise seg at min vurdering der er feil, er det klart at både Regjeringen og Stortinget må ta standpunkt til den situasjon som dermed er oppstått.

- Réf : 470221 : « Møte den 21de februar 1947. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 21 février 1947. Les archives du Storting. Oslo].

- H. Lange: Vi har siden frigjøringen hatt 5 henvendelser fra de spanske myndigheter - ikke i min, men i min forgjengers utenriksministertid - om en gjensidighet i den diplomatiske representasjon. Vi har hver gang bedt dem vente. I min utenriksministertid var det første gang kravet meldte seg, da vi var sammen her i komiteen sist.

Nå kan det vel sies at det er alminnelig folkerettslig sedvane - og det tror jeg man skal se i øynene - og folkerettsjuristene diskuterer om det ikke er mer enn bare folkerettslig *sedvane*, at hvis det først skal være diplomatisk representasjon, skal den være gjensidig. Det er i hvert fall folkerettslig sedvane, så for så vidt må det sies at juridisk står vi ikke sterkt i det spørsmål. På den andre siden tror jeg nok det har vist seg at den alminnelige oppfatning i svært vide kretser her i landet, og også annetsteds, er den, at å gå til denne normaliseringen nå, meget lett kan te seg - det behøver ikke nødvendigvis te seg slik, men det *kan* gjøre det - som - ikke i strid med F.N.-vedtakets bokstav, for det tror jeg der er på det rene at det ikke er - men det kan te seg som det er i strid med F.N.-vedtakets ånd.....

For å få tingene brakt på det rene så langt som mulig, har jeg bedt vår representant ved de Forente Nasjoner undersøke underhånden hvordan men der borte ser på det. Jeg vil gjerne få lov å legge fram det som er resultatet av den undersøkelsen. Han har undersøkt underhånden, og det kan bare være til fortrolig bruk, det han gir oss, sier han. Men i denne forsamling tror jeg det er riktig å gi opplysningen: at generalsekretæren støttet av Sobolev, sjefen for den politiske avdeling, sikkerhetsrådsavdelingen, i de Forente Nasjoner, sier at et planlagt norsk skritt om normalisering av den diplomatiske forbindelse ikke strider mot generalforsamlingens vedtak, men han tilføyer at det ikke er i samsvar med vedtakets ånd. Det skulle være vurderingen også der borte.....

.....Vi kan med andre ord ikke vente, at noen utvikling på det internasjonale felt skal redde oss ut av vanskelighetene med Spania.

- Réf : 470224 : « *Møte den 24de februar 1947. Stortingsarkivet, Oslo* » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 24 février 1947. Les archives du Storting. Oslo].

- Strand Johansen: Sist vi behandlet dette spørsmålet, var det de borgerlige representanter som var forbauset over den innstilling som da forelå. Nå tror jeg nok at det er min tur til å erklære min forbauselse over den innstilling som foreligger, og jeg tror jeg må ha rett til å spørre: Hva er Regjeringens egentlige standpunkt i denne sak? Og jeg tror Stortinget også vil spørre Regjeringen: Hva er dens standpunkt? Vil den slutte handelsoverenskomst med Franco-regjeringen, eller vil den ikke slutte handelsoverenskomst? Vil Regjeringen motta en Chargé d'affaires eller vil den det ikke? (nos parenthèses).

- C. J. Hambro: Jeg vil bare advare mot å tro på svensk forsikring om at svenskene ikke bevisst gjør noe. Enhver som var utenfor Norge i krigsårene og så hvorledes de svenske linjer søkte å leie de lokaler som de norske linjer hadde i Amerika, Afrika og Australia, og søkte å kjøpe deres agenter, hvorledes de trengte seg inn på ethvert punkt, vil ha uhyre vanskelig for å godta en forsikring om at de samme rederier i Sverige nå med stor lojalitet avholder seg fra å gjøre noe som er en bevisst motarbeidelse av norske interesser.

- Réf : 470307 : « *Møte den 7de mars 1947. Stortingsarkivet, Oslo* » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 7 mars 1947. Les archives du Storting. Oslo].

- T. Wold :Forholdet er nemlig - og det synes jeg er en ting som man ikke må være helt uoppmerksom på - at det har lyktes for den spanske propaganda mot Norge å skape en animositet i det spanske folk mot norske sjøfolk særlig i havnebyene, som har vært generende, og som jeg også har forstått at våre sjømannsorganisasjoner har hatt kjennskap til. Jeg skal undersøke det punkt og få det spesielt verifisert.

- Réf : 470314 : « *Møte den 14de mars 1947. Stortingsarkivet, Oslo* » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 14 mars 1947. Les archives du Storting. Oslo].

- Friis : Viktigere enn våre diskusjoner i denne komite og viktigere enn utformingen av en resolusjon er de faktiske forholds utvikling og begivenhetenes egen lære med hensyn til det spørsmål som det her dreier seg om. Og jeg synes at denne lære nå, også innenfor vårt parti hvor det har vært størst strid om denne saka, etterhvert er blitt så tydelig at det er blitt en mer eller mindre samstemmig innstilling om at man må komme seg ned på jorda igjen og ta tingene som de er.

- C. J. Hambro: Jeg vil først minne om visse faktiske ting som det later til at ikke alle av komiteens medlemmer har present i sin erindring. Formannen hadde levert et utkast til innstilling som var enstemmig akseptert. I det utkast uttales at flertallet «er av den oppfatning at et handelspolitisk brudd med Spania fra Norges side i dag som ikke er et ledd i en felles internasjonal aksjon, ikke har noen hensikt. Det vil neppe kunne ha noen virkning til fremme av demokratiet i Spania.» Det var formannens eget utkast. Jeg har med den største beredvillighet fulgt alle formannens kurvatoriske bevegelser i denne sak. Men det forekommer meg at det er helt nødvendig at man sier noe som kan forebygge en debatt i Stortinget i stedet for å komme med en innstilling som innbyr til debatt.

Réf : 470523 : « *Møte den 23de mai 1947. Stortingsarkivet, Oslo* » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 23 mai 1947. Les archives du Storting. Oslo].

- H. Lange:fra spansk side gjentatte ganger vært reist spørsmål om man nå i Norge var rede til å ta imot en spansk Chargé d'affaires i Oslo, idet man henviser til at det er en anomali hvis det overhodet skal bestå en diplomatisk representasjon, at den bare er ensidig. Diplomatsk representasjon forutsetter gjensidighet. Fra norsk side har det til dette vært svart, at vi i prinsippet er klar over at slik er det, men at vi ville anse det ytterst uheldig

om det kom en spansk Chargé d'affaires i Oslo nå umiddelbart, idet en da må være forberedt på reaksjoner i den norske offentlige opinion, og demonstrasjoner som ingen av partene kan være interessert i skal finne sted. Det har vært snakket fram og tilbake om dette gjennom lang tid.

Parallelt med dette har det fra spansk side også vært ytret ønske om at man skulle ta opp forhandlinger om en alminnelig varebytteavtale.....Under disse forhandlinger har det vist seg at hvis vi ikke i en eller annen form går til en normalisering av de diplomatiske forbindelser, vil det føre til at vi ikke fortsatt kan oppnå noen kompensasjonsavtale, og det har også vært antydning at det kunne føre til at allerede gitte eksportlisenser for leveringer til Norge ble inndradd. Det ville for øyeblikket bety at produksjonen i sinkverket i Odda i løpet av noen få uker ville gå ned til det halve av hva det nå er. Det ville også medføre vanskeligheter for en del norske skip som for øyeblikket er underveis til spanske havner for der å hente varer som det er gitt eksportlisens for til Norge. I samsvar med det syn som ble hevdet fra Regjeringens side I samsvar med det syn som ble hevdet fra Regjeringens side under sakens behandling i Stortinget, at vi ikke kan innrette oss slik at vi kommer i åpen handelskrig med Spania, altså slik at det blir stans i varebyttet mellom våre to land, må vi derfor finne en vei til å normalisere den diplomatiske forbindelse med Spania. Vår Chargé d'affaires i Madrid, Ebbell, har nå oppnådd at Spania er villig til å frafalle det krav som de har fremholdt en 5-6 ganger mellom 25 mars og nå, om en Chargé d'affaires i Oslo, og er villig til å gå med på som en overgangsordning at det utnevnes en Chargé d'affaires for Norge, bosatt i Stockholm og tilknyttet den spanske legasjon der, som bare leilighetsvis skal opptre i Oslo.

- Réf : 470115.02 : « Møte den 15de januar 1947. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 15 janvier 1947. Les archives du Storting. Oslo].

- C. J. Hambro : Får jeg lov å gjøre et spørsmål, som har en viss sammenheng med dette. Det pågår for tiden en viss polemikk i pressen om spørsmålet de tyske krigskirkegårder i Norge. Det spørsmål var behandlet i de dokumenter jeg siktet til. Jeg henstillet den gang til Regjeringen å ta med i sine krav et ønske eller et forlangende om at man i fredsbetingelsene skulle fravike fra det som har vært ønsket før, at tyskerne skulle få rett til å bevare sine krigskirkegårder, og at de i løpet av tre år skulle føre tilbake til Tyskland de jordiske levninger av dem som lå der. Jeg henstillet at man slo det fast med en gang, at enhver okkupert stats regjering har rett til å pløye under alle tyske krigskirkegårder med en gang, og at det bør slås fast at enhver tysker som er falt i okkupert land, skal hvile i en ukjent og æreløs grav, forat det skal bli umulig å holde evigvarende minner om de tyskere som har ligget falne her og foranstalte demonstrasjoner eller andakt på deres graver. Hvis ikke tyskerne kan ta dem ut med en gang, bør vi bli kvitt dem. Og jeg håper at det ikke foreligger noe som forhindrer at man går fram på den tilsynelatende brutale, men for fremtidens fredelige forhold mer betryggende måte.

- Réf : 470120.02 : « Møte den 20de januar 1947. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 20 janvier 1947. Les archives du Storting. Oslo].

- C. J. Hambro : Det ene var å undersøke hvorvidt vi kunne få inn i noen fredsbetingelser med Tyskland en bestemmelse om Hamburg som frihavn for norsk fiskeeksport, slik som alle de interesserte hadde ønsket tidligere, så vi kunde få ferskfiskruiter gående ut fra Hamburg gjennom Tyskland, eventuelt Belgia og Holland. Det ble med en gang tatt opp av Regjeringen.

- C. J. Hambro : Jeg er også vel fornøyd med at der tas avstand fra den tvungne oppdeling av Tyskland i flere uavhengige stater. Jeg skulle bare ønske at man også under punkt 4 - at Tysklands politiske enhet også for fremtiden bør opprettholdes - får inn den reservasjon som står nevnt tidligere: medmindre man fra tysk side skulde ønske det motsatte. Jeg er personlig ikke i tvil om at det for verdens fred vilde være meget å ønske at Tyskland var oppdelt. Men jeg tror det vilde innebære en stadig fare for krig, hvis Tyskland ble tvangsoppdelt, og vi vilde skape det mål å forene Tyskland slik som man hadde det i 1870.....Jeg hadde ønsket - som hr. Wold og de som var i London vil vite - at man hadde gått ganske anderledes brutalt frem i første omgang, og at man hadde likvidert alle som hadde tilhørt Gestapo og SS, uansett hvor de ble påtruffet og uten noen rettergang,

for å skape mulighet for en demokratisk utvikling i Tyskland, en mulighet som jeg tror allerede i stor utstrekning er forspilt. Men erfaringen også fra forrige verdenskrig og særlig et inngående kjennskap til stemninger og strømninger i Amerika, vil gjøre enhver betenkelig ved en langsiktig byrde lagt på Tyskland].

- T. Wold : Det står på side 3: Det vil derfor etter den norske Regjerings mening være nødvendig av sikkerhetsgrunner å føre kontroll med visse sider av Tysklands politiske og økonomiske liv etter fredsslutningen og også etter at den allierte okkupasjon av tysk territorium er opphørt.

- T. Wold: Det står på side 5 - det er kanskje noe av det samme som hr. Hambro var inne på: Den fullstendige demilitarisering av Tyskland krever at også alle paramilitære organisasjoner forbyes og hindres i å oppstå. Det samme gjelder all militær opplæring og undervisning. Forbudet mot tysk produksjon av våpen, ammunisjon og annet krigsmateriell samt fly og flymotorer av enhver art må opprettholdes i fredstraktaten.

- H. Lange : Jeg vil i det hele tatt si at jeg synes det har vært den vesenssvakhet ved forberedelsen av hele denne sak at den er skjedd så å si i dølgsmål, at den er skjedd innenfor departementets vegger. Jeg hadde ønsket at den kunne ha skjedd på bakgrunn av en offentlig debatt her i landet. Jeg reiste spørsmålet tidligere overfor en hel del av pressen i personlige samtaler, jeg sa: Kan ikke dere - det var utenriksmedarbeidere i en rekke aviser - se til å få i gang en offentlig pressedejobb her i landet om hvordan vi nordmenn ser på Tysklands fremtidige form. Det falt dødt til jorden. Jeg reiste til Paris og siden til New York, og kunne ikke bidra til det. Jeg vet det ble gjort et par forsøk av noen av avisenes utenriksmedarbeidere, men det slo ikke an, det var ikke noen interesse for det (notre italique).

- Friis: Det er et punkt i dette engelske memorandum som interesserer meg som medlem av universitets- og fagskolekomiteen. Det står der at Tyskland bør forplikte seg til ikke å tillate utenlandske studenter å besøke tyske universiteter eller andre undervisningsinstitusjoner i en periode som vil bli bestemt av de allierte. Jeg finner ikke noe om dette i det norske memorandumet. Men det står noe et annet sted som motsier dette igjen. Hvordan ligger det forhold an? Jeg kan ikke tenke meg at det kan være til skade for noen part om norske studenter får besøke tyske universiteter for å studere f.eks. fysikk eller matematikk, og også for å bli et visst kontrollerende element i undervisningen i humanistiske fag.

- Réf : 500127 : « Møte den 27de januar 1950. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 27 janvier 1950. Les archives du Storting. Oslo].

- Minister Hauge: Arbeidet med å sette Atlanterhavspakten ut i livet foregår nå; det konsentrerer seg vesentlig om to felter. Det ene er fellesplanleggingen som foregår innenfor Atlanterhavspaktens sentrale og regionale komiteer og staber. Det annet hovedområde.....er hjelpeprogrammet som Amerikas Forente Stater har vedtatt - og som skal sette landene i Vest-Europa i stand til å bygge opp sitt forsvar i høyere grad enn de ellers ville ha kunnet det.

Når det gjelder det annet felt, var det vår hensikt å fremme en proposisjon til Stortinget i neste statsråd - vi kunne av gode grunner ikke gjøre det i dag - som vil gå ut på et forslag om at vi skal ratifisere avtalen om våpenhjelpen.

.....

Jeg er for såvidt litt lei meg for at vi nu kan lese i avisene - jeg fikk vite det i går kveld - at undertegningen vil skje formodentlig i dag. Jeg hadde håpet at vi skulle fått det til slik at vi nettopp her kunne ha talt om saken i det øyeblikk forhandlingene var på det nærmeste avsluttet, men før selve undertegningen fant sted. Nu viser det seg at amerikanerne er svært opptatt på å få denne avtalen undertegnet så snart som overhodet mulig, og vi fant ikke at det nu fra vår side kunne være tale om å forsinke det.

- S. Nielsen: Det er naturligvis gledelig at vi skal få så meget fra Amerika, men jeg kan ikke si annet enn at det blander seg adskillig malurt i den søte vin ved de forhold som vi må gå inn på. Det er ikke noe å gjøre ved det, vi

er små, og vi er altså i den stilling at vi må motta alt dette på den måte. Særlig synes jeg det ville være ønskelig om man kunne slippe å få amerikansk administrasjon i Norge....

- Friis: Jeg har sett det så at disse tingene henger sammen, det at vi er kommet opp i Marshallplanen, i Vest-Europa og i Atlanterhavspakten, og at alt sammen er under en kontinuerlig utvikling. Ut fra det synspunkt står det for meg *det* som det betenkeligste ved det vi fikk høre i dag at det har foregått en hemmelig brevveksling.

- Utheim: I slutten av sin utredning kom forsvarsministeren inn på et spørsmål som jeg synes det ville være av interesse nå ble noe nærmere utdypet. Det var at når det gjaldt forsendelsen av alt dette nye materiell som skulle komme her, regnet han med at man ville få en øket aksjon fra Kominform, som ville legge vanskeligheter i veien i så måte, og han utelukket heller ikke at det muligens kunne få støtte innen sjømannsstanden, men at man da hadde i emning en viss beredskap som skulle settes i funksjon. Hva består den i? Inntreer dette at mannskapet på skip nekter å frakte, eller å være med på skip som fører disse varer, er man da villig til å igangsette mobilisering av de mannskapet som her er nødvendige, eller hvordan ligger hele dette spørsmål an?

.....

Ellers vil jeg også for min part si at de bemerkninger hr. Friis kom med, gir jeg min fulle tilslutning. Jeg mener dette holder på å utvikle seg på en måte som vi meget nøye bør overveie på lengere sikt.

- Ministre Hauge: Først igjen en bemerkning om saken i dens alminnelighet. Jeg må si at jeg for min del ikke kan dele den bekymring som er kommet til uttrykk her for at vi under dette hjelpeprogrammet i virkeligheten skulle komme på avveier, eller akseptere vilkår som vi må skamme oss over.

Så var det det siste spørsmål som hr. Utheim nevnte. Jeg uttrykte meg der kanskje for dunkelt - jeg skal prøve å klargjøre hva jeg mente. Jeg er ikke egentlig bekymret for denne sak i Norge. Men det foreligger jo også blant havnearbeiderne i Norge visse *muligheter* for å kunne virke med en slags parole, og den *beredskap* som jeg da talte om - hvilket kanskje var et dårlig ord - går ut på å avverge at slike konflikter kommer i stand. Jeg synes det primære her er å gjøre hva man kan for å avverge at det skulle bli noen vanskelighet med losningen av dette materiell i norske havner. Der er det jo så at man også på forhånd har visse muligheter for å se seg for. Det kan gjelde både spørsmålet om hvilke havner man vil gjøre bruk av ved importen av materiellet, og det kan gjelde spørsmålet om tidspunktene, det kan gjelde spørsmålet om lastenes sammensetning..... lossingen av ammunisjon alltid en meget vanskelig ting i mange av disse havnene. Det er en gammel strid dette om tillegg for farlig arbeid.....og som meget vel kan føre til at man får vanskeligheter.

- C. J. Hambro: Jeg går ut fra at dette møte er til *orientering* for oss som er til stede.... Men jeg går ut fra at der fra vår side ikke er adgang til annet enn å ratifisere eller å nekte å ratifisere den, og jeg vil gjerne ha sagt og ha understreket de sterke betenkeligheter jeg nærer ved en internasjonal politikk som i realiteten binder Stortinget før Stortinget har hatt adgang til å ta standpunkt til de enkelte ting eller uttale seg om dem. Jeg er ikke noen varm tilhenger av avtaler som inngås mellom militære eksperter eller forhandlere som har den myndighet som ikke på samme måte som andre forhandlere har vært konstitusjonelt kontrollert av Stortinget (les italiques sont du texte original).

.....

Og jeg vil dernest ha uttalt at jeg vel forstår de ord som falt fra forsvarsministeren at han syntes det var en fordel rent praktisk ved å ha amerikanere her i landet når det gjelder disse ting; det er naturligvis i og for seg riktig. Jeg synes det ville være å foretrekke at *vi* hadde folk i Amerika, som der hadde lært å håndtere disse ting, så vi ikke behøvde amerikanerne her.

.....

C. J. Hambro: Jeg henleder forsvarsministerens oppmerksomhet på et referat fra det fredsmøte i Paris, hvor en dame, fru Mimi Sverdrup Lunden, opptrådte som norsk delegeret og bragte en hyldest til de heltmodige kvinner som hadde vært med å protestere mot Atlanterhavspakten på Eidsvoll's plass foran Stortinget, til tross for at det var gitt dem åpent til kjenne at de ville komme i amerikansk konsentrasjonsleir hvis de våget å demonstrere på

denne måte. Jeg vil be om at Utenriksdepartementet skaffer Forsvarsdepartementet det offentliggjorte referat fra Frankrike. Fru Sverdrup Lunden har hittil ikke protestert mot det - det ligger jo ikke deri at hun uten videre aksepterer det; men denne lille ting har vakt en viss oppmerksomhet. Og når man nå ser at den samme fru Mimi Sverdrup Lunden blir tilkalt for å redegjøre i Norsk Rikskringkasting i disse dager ved enhver anledning om forhold ute i Europa, om hjelpen til de greske barn og andre barn, så skaper det den forestilling at det kan i hvert fall ikke være noe som strider mot det faktiske og konkrete eller mot norsk oppfatning i denne meldingen om at man ville putte dem i amerikansk konsentrasjonsleir. Jeg nevner denne lille ting fordi den i forbindelse med andre ting som har vært sendt ut i pressen fra hold som ikke er særlig norsk-orientert, kan bidra til å skape en atmosfære som vi kan få et visst ubehag av når vi minst venter det, og det synes jeg man skal være oppmerksom på.

Vi har gått visse skritt på denne vei, Stortinget har vært med på det og funnet det nødvendig, men vi har grunn til å se oss om på hvert eneste punkt og være meget vare, og vi har grunn også til å gi uttrykk for den oppfatning at vi ikke føler noen umiddelbar glede eller tilfredshet ved å avgi enn den aller minste del av vår suverenitet til noen fremmed makt eller til noen gruppe av makter uten at vi har diskutert det inntil den minste detalj innen de organer som Stortinget har skapt for slike diskusjoner.

.....

Jeg er naturligvis enig med hr. Torp i at Stortinget har valgt, - det ga jeg også uttrykk for, og Regjeringen har for så vidt handlet innen den fullmakt som Stortinget har gitt. Men jeg må reservere meg mot forsvarsministeren når han mener at Regjeringen kunne ha avsluttet denne traktat med hjemmel i Stortingets tidligere beslutning uten å forelegge den for Stortinget. Jeg vil minne om Grunnlovens § 26: «Traktater angående Sager af særlig Vigtighed og i alle Tilfælde Traktater, hvis Iværksættelse efter Konstitutionen nødvendiggjør en ny Lov eller Storthingsbeslutning, bliver først bindende, naar Storthinget har givet sitt Samtykke dertil». Og et tidligere Storting kan ikke ved noen blankofullmakt berøve et senere Storting adgang til å utøve en myndighet som Grunnloven tilsier det. En annen side av saken er at et storting naturligvis vil føle seg i høy grad bundet av de beslutninger som tidligere har vært fattet, men det betinger ikke at man ser bort fra det som er Grunnlovens klare ord.

- Minister Hauge: Får jeg bare lov til å lese opp ordlyden av Stortingets vedtak - jeg er enig med hr. Hambro i at den nok er gjenstand for fortolkning: «Stortinget samtykker i at Kongen eller den han gir fullmakt, avtaler med De Forente Stater om mottagelse av materiell til forsvaret. Melding om avtalen blir å forelegge Stortinget snarest mulig». Jeg tror ikke det er sedvanlig at ratifikasjonssaker blir forelagt i meldings form.....Det er vedtaket. Men jeg kan gjerne gjenta at jeg er glad for at vi har kunnet velge denne fremgangsmåte og at vi ikke ble stående i den situasjon i oktober eller november at vi kanskje hadde måttet nytte dette vedtaket til dets ytterste grense.

- Réf: 500911 : «*Møte den 11 september 1950. Stortingsarkivet, Oslo*» [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 11 septembre 1950. Les archives du Storting. Oslo].

- F. Moe: Møtet er sammenkalt for at utenriksministeren skulle få anledning til å redegjøre for hvordan hele dette spørsmålet om økt beredskap ligger an rent internasjonalt - vi må jo se vårt arbeid som et ledd i det som nå gjøres internasjonalt - og dessuten orientere en del om det møte i A-paktrådet, som skal finne sted den 15. September..... (nos italiques).

- Statsminister Gerhardsen: Den henvendelse som stedfortrederrådsmøtet i London gjorde til medlemsstatene..... er en generell henvendelse til alle deltagerland som det her dreier seg om, men den har jo naturligvis også adresse til Norge som til de andre..... Det er vel, så vidt jeg forstår, meningen at utenriksministeren da på det forestående utenriksministermøte skal svare på Norges vegne. Det heter i den henvendelsen Stedfortrederrådet har gjort, at medlemsstatene må straks og uten forbehold påta seg de militære økonomiske byrder når det gjelder å opprettholde og utstyre stridskrefter for å gjennomføre den mellomlange forsvarsplan. Den tok...sikte på å gjennomføre alt i 1952 det program som var lagt opp frem til 1954, og det er det vi her hjemme også har tatt sikte på gjennom de forslag som nå er lagt frem for Stortinget, der det bl.a. heter i

proposisjonen, at Regjeringen i sitt svar på henvendelsen fra Amerika har gitt beskjed om at «den arbeider med planer om forsering av oppbyggingen av landets forsvarsberedskap i løpet av årene 1951 og 1952 med sikte på å nå, allerede ved utløpet av 1952, det nivå som var forutsatt nådd i 1954 etter de planer som hittil har vært lagt til grunn.

- H. Lange: Så er det et tredje punkt under disse anbefalinger fra stedfortrederne som gjelder den offentlige informasjonsvirksomhet under pakt-organisasjonen. Det har jo der vært følt som nokså meget av en svakhet fra demokratienes side at vi i propagandakrigen i så høy grad ligger etter russerne og de totalitære stater. Man må vel innrømme at propagandamessig har de ustanselig hatt initiativet og overtaket....

C. J. Hambro: Hvem møter for Norge i London?

H. Lange: I øyeblikket er ekspedisjonssjef Dalstø formann for delegasjonen, ledsaget av 4 representanter for Norges Rederforbund og en for mannskaps- og sjømannsorganisasjonene, foruten byråsjef Nordland fra Utenriksdepartementet som arbeider med skipsfartssakene der.

Punkt 7 på dagsordenen er Tyrkias anmodning om å bli innbudt til å slutte seg til A-pakten. Vi vet gjennom våre ambassadører i London og Washington at der er liten begeistring både i London og i Washington.

Vår reaksjon synes jeg må være helt gitt. For oss vil det ikke være noe ønskelig om pakten på denne måten ble utvidet. Da ville hele navnet bli temmelig karikaturmessig, og da ville hele samarbeidets karakter stå i fare for å gli over til en rent anti-russisk koalisjon. Hele det ideologiske innhold i dette samarbeid, det positive, arbeidet for de demokratiske og de felles atlantiske grunnverdier, ville bli utvannet. Så meget mer som man, hvis man sier ja til Tyrkia, vanskelig kunne si nei til Hellas og vel vanskelig kunne si nei til Iran, hvis de skulle melde seg..... (nos italiques).

- Réf : 510529 : « Møte den 29de mai 1951. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 29 mai 1951. Les archives du Storting. Oslo].

- F. Moe: Som man vil ha sett av innkallelsen, er møtet innkalt for at utenriksministeren kan gi en redegjørelse for spørsmålet om Tyrkias og Hellas' tilslutning til Atlanterhavspakten, et spørsmål som det jo fremgår av avisene er blitt aktuelt i den senere tid, og hvortil også vi som medlem av Atlanterhavspakten må ta stilling.

- H. Lange:Vi drøftet den situasjonen forut for rådmøtet i Atlanterhavspakten i New York i september ifjor, og var innstilt på at vi skulle stille oss i høy grad skeptisk.....de tre stormakter, De Forente Stater, Storbritannia og Frankrike, som hadde hatt rådlegginger umiddelbart før møtet, var enige om at ikke noen av dem ville foreslå at dette ønskemål fra Tyrkias og Hellas' side skulle imøtekommes.

.....det at Hellas og Tyrkia kommer med, svekke meget av det rent idemessige innhold i Atlanterhavssamarbeidet, fordi vi ikke har så lett for uten videre å anerkjenne hverken Hellas' eller Tyrkias status som demokratier på samme utviklingstrinn ihvertfall som de vest- og nordeuropeiske land].....

Man må vel regne med at en tilslutning til pakten for Tyrkias og Hellas' vedkommende av Sovjet-Samveldet vil bli oppfattet som et nytt diplomatisk nederlag ihvertfall for dem, og at det for så vidt også vil bli utnyttet i den russiske og hele den kommunistiske propaganda i den retning at dette er et nytt bevis på at Atlanterhavssamarbeidet så langt fra å være noe forsvarssamarbeid er et samarbeid med aggressive formål rettet mot Sovjet-Samveldet. Den propaganda vil gjøre sin virkning innad i Russland, den vil gjøre sin virkning i de østeuropeiske satelittlandene, og den vil vel også gjøre sin virkning overfor dem i de vesteuropeiske land og i A-paktlandene som på forhånd står tvilende i forholdet til hele Atlanterhavssamarbeidet, og som stiller seg det spørsmål om det virkelig også reelt er et rent defensivt samarbeid, dette.

- C. J. Hambro : Alle de betenkeligheter utenriksministeren nevnte likeoverfor opinionen i Norge, er til stede, men jeg tror de er til stede i en langt sterkere grad enn utenriksministeren synes å tro i øyeblikket....: Ville

Stortinget, og ville folket ha gitt den sterke tilslutning til Atlanterhavspakten hvis vi på forhånd hadde visst at Tyrkia og Hellas skulle med, og at vi ville trekkes inn i hele det krigsspill som lett kan komme til utvikling i det nære Østen.

- Réf : 500921.01 : «*Møte den 21de september 1951, Stortingsarkivet, Oslo*» [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 21 septembre 1951. Les archives du Storting. Oslo].

- Statsminister Gerhardsen: Det er en rekke meget alvorlige spørsmål som reiser seg for oss i samband med det amerikanske memorandumet som utenriksministeren refererte og gjorde rede for i komiteens møte i går. Det er kanskje ikke så underlig at vi først og fremst tar for oss betenkelighetene som melder seg. På den annen side skal vi vel heller ikke glemme det som er realiteten i det forslaget vi skal ta stilling til.

Jeg vil gjerne få lov til å minne om det som står i innledningen til dette memorandumet:

«Den amerikanske regjering er av den oppfatning at det må tas videre skritt for å skape et effektivt forsvar innenfor det europeiske område. Den amerikanske regjering mener det er av den største betydning at det på det tidligst mulige tidspunkt skjer en økning av styrkene i Europa, og at man uten opphold påtar seg visse forpliktelser med hensyn til de styrker som skal anvendes til forsvaret av det vesteuropeiske område. For dette formål er den amerikanske regjering beredt til å delta i øyeblikkelig opprettelse av en fellesstyrke i Europa innenfor rammen av Atlanterhavspakten. Styrken må være tilstrekkelig til å kunne sikre Vest-Europa, derunder Vest-Tyskland, mot mulig angrep».

Jeg synes ikke vi skal se bort fra denne ganske vesentlige realiteten i det. Da vi drøftet spørsmålet om å gå med i Atlanterhavspakten, var det jo nettopp dette som var hensikten med det, dette som var vårt ønske. Og særlig synes jeg det er av betydning at De Forente Stater gjennom dette forslaget også engagerer seg såpass sterkt som de gjør gjennom en slik løsning. Forsåvidt synes jeg altså at vi bare har grunn til å se med glede og tilfredshet på det initiativ som her er tatt fra amerikansk side, og på det forslag som nå ligger foran oss til behandling.

På den annen side er det selvfølgelig vår plikt å se på de betenkelighetene som kan melde seg i forbindelse med det, og se på de innvendingene vi kan ha å gjøre. Vi står overfor å ta stilling i prinsippet til 2 spørsmål:

For det første om vi vil akseptere prinsipielt opprettelsen av en fellesstyrke i Europa innenfor rammen av Atlanterhavspakten, og dernest om vi vil gi vår tilslutning til tysk deltagelse i disse fellesstyrkene.

For Regjeringen falt det forholdsvis lett å komme frem til det resultat at den vil tilrå at vi sier ja til spørsmålet om tysk deltagelse etter de linjer som er trukket opp i det amerikanske memorandumet].

- Statsminister Gerhardsen: Jeg må si at jeg har ikke noe særlig varmt ønske om å ta opp noen kamp for tysk deltagelse i denne fellesstyrke. Men jeg har lyst til som en del andre å gjøre noen alminnelige bemerkninger om problemet Tyskland, og vi er jo alle klar over at det problemet er overordentlig viktig. Jeg kan tenke meg at den alminnelige mann her i Norge i første omgang vil reagere voldsomt, når han hører at det er spørsmål om å tenke på en opprusting av Tyskland. På den annen side, hvis vi går tilbake til situasjonen slik den var like etter krigen, vet vi at da måtte England og Amerika, de land som hadde beseiret Tyskland i krigen, fø det tyske folk. Det ble de omsider lei av, som rimelig er, og de kom på den tanke at det var kanskje like rimelig at de satte tyskerne i stand til å fø seg selv.

Det var på det økonomiske område. Jeg kan tenke meg at det etter hvert vil gå noenlunne på samme måte når det gjelder det militære. En vil synes at det er litt urimelig, i en så umulig verden som den vi nå engang lever i, at de demokratiske land også skal bære de byrder det her er spørsmål om, alene, bære dem også for Tyskland og det tyske folk eller den del av det som det her dreier seg om.

Jeg synes at det vi så etter den første verdenskrig burde ha lært oss at en i forhold til det tyske folk har å velge mellom to ting, enten å utslette tyskerne eller gi dem muligheter for å leve. Og det er det siste som i virkeligheten er det eneste mulige, og vi må se den sannhet i øynene at vi er nødt til å gi det tyske folk muligheter for å leve. Det behøver ikke bety at en med en gang skal sette dem i stand til å opprette et tysk militært forsvar, men kan en finne betryggende former for det, så synes jeg at det likevel ville være ubetenkelig.

Det har vært sagt at tyskerne skal ikke få noe uten at de ber om det. Ja, jeg føler meg ikke overbevist om at det er slik, det er mulig, men jeg er ikke sikker på det. Tenker vi tilbake på Tyskland i Weimar-republikkens dager, så bad de om mye, men fikk lite av det Europa som de da samarbeidet med. Da Hitler kom til makten, så bad ikke han, men han tok, og Europa satt rolig og så på det.

Det er mange ting som er skjedd og som vel gjør at tyskerne kan hende ser anderledes på visse ting enn de gjorde tidligere. Foruten det hr. Selvik nevnte, og som andre har vært inne på, at Tyskland er delt i to, har vi den kjensgjerning at tyskerne i den andre verdenskrigen for første gang på mange år fikk føle hva krig vil si. Det kunne sies mye om det tyske problemet, jeg skal begrense meg til dette.

.....

- E. Gerhardsen: Til slutt vil jeg gjerne minne om det som vi under alt det vi nå snakker om, ikke må glemme, nemlig det som er realiteten i hele det opplegg som ligger her. Og jeg vil gjerne gjenta det jeg sa til å begynne med, at vi må jo se det slik at vi gjennom dette faktisk oppnår det vi fra norsk side hele tiden har satt vårt håp til. Vi har vært redde for å stå alene, vi har ønsket hjelp og støtte fra andre demokratier. Vi vet at først når demokratiene er militært sterke, har de muligheter for å gi også Norge en effektiv hjelp som kan redde oss. Og dette tiltak er det mest effektive og mest realistiske som inntil nå er gjort fra den demokratiske verdens side, og da skal vi ikke føle oss tynget av det. Vi skal ikke se det som noe bedrøvelig, men vi skal se det som en gledelig ting. Når vi tenker på de rent praktiske virkninger det vil få for oss, får vi der naturligvis mobilisere det vi kan av innvendinger og betenkeligheter. Men det må ikke skygge over det faktum at det som her skjer, allikevel er i samsvar med det som alltid har vært vårt dypeste ønske her

- Réf : 500923 : « *Møte den 23de september 1950. Stortingsarkivet, Oslo* » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 23 septembre 1950. Les archives du Storting. Oslo].

- C. J. Hambro : Der er hel enstemmighet om felleshæren og felleskommando og praktisk talt enstemmighet om å svare ja på det annet. Personlig er jeg mot det, men jeg skal ikke ta opp en diskusjon om det nu. Jeg tror man bør belave seg på de forferdeligste skuffelser. Men det var også en alminnelig stemning for å si at når vi først går med, bør vi ikke understreke forbehold og reservasjoner alt for sterkt, men yte vår medvirkning til å se å få det hele bragt i orden så snart som mulig.

- Réf : 501211 : « *Fellesmøte den 11 desember 1950 av utenrikskomiteén og militærkomiteen, Stortingsarkivet, Oslo* » [Compte rendu de la réunion en commun du Comité des Affaires étrangères et du Comité militaire (à huis clos) du 11 décembre 1950. Les archives du Storting. Oslo].

- F. Moe: Dernest vil Ministre Hauge redegjøre for den utvikling som har funnet sted med hensyn til spørsmålet om integrert forsvar innenfor Atlanterhavspakten, hvor det, så vidt jeg forstår, nå blir holdt avgjørende møter i neste uke.

- Minister Hauge: Som utenriksministeren sa er spørsmålene om opprettelse av en felles styrke i Europa og spørsmålet om tysk deltagelse i denne felles styrken, nå ferdig til behandling igjen. Vi behandlet det jo sist i Washington på møtet av forsvarsministrene. Da gikk det ikke. Det sto på at franskmennene ikke ville være med på den amerikanske planen om at Tyskland skulle organisere divisjoner som så gikk inn i denne fellesstyrken; de ville heller ikke være med på at det skulle opprettes nasjonale tyske myndigheter til å stille med styrkens organisering og administrasjon. De sa: Ingen tyske divisjoner, ikke noe tysk forsvarsdepartement. Skal tyskerne være med i den europeiske fellesstyrken, sa Frankrike i Washington, kan vi ikke tenke oss noen annen måte enn en opptagelse av meget små tyske enheter i en europeisk armé. Det var stillingen den gang.

Spørsmålet har, som komiteen vil erindre, etterpå vært gjenstand for behandling på den militære side innenfor Standing Group, og på den politiske side hos stedfortrederne i London.....

For å si det ganske kort er situasjonen den at franskmennene har gått etter på de fleste punkter. Franskmennene har for det første gått med på at det blir organisert tyske enheter av størrelse: regimenter eller brigadegrupper. Når disse regimenter eller brigadegrupper er organisert, vil spørsmålet om deres sammenføring i større enheter bli avgjort etter tilråding av øverstbefalende. Dette har franskmennene gått med på. De tyske enhetene blir innlemmet i den integrerte styrken i Europa i første omgang uten at man behøver å gå veien om en europeisk armé. De administrative og forsyningsmessige spørsmål og de organer som er nødvendig for å organisere de tyske enheter, vil bli tillagt tyske instanser som kommer til å stå under en alliert kontroll. Denne allierte kontroll vil i første omgang utøves av okkupasjonsmaktens høykommissærer og det apparat de har.

Den tyske industri vil bli utnyttet til produksjon av militært utstyr, med en del begrensninger som jeg har gjort rede for her tidligere. Det kommer det til at Tyskland også vil få adgang til å opprette flystyrker, til forsvar av vitale deler av Vest-Tyskland og til samarbeide med tyske enheter, men flystyrkene vil komme under meget streng kontroll av fellesstyrken.

Frankrike på sin side har fått inn i det politiske dokumentet fra stedfortrederne at franskmennene kan komme til å invitere stater som er interessert i det, til en konferanse om opprettelse av en europeisk hær. Det står da for så vidt åpent om Frankrike vil sende ut en slik invitasjon, og om på et senere tidspunkt denne europeiske hær vil bli til en slik realitet at den kommer til å bli et element i de integrerte styrkene i Europa.....

Vi har på norsk side fulgt utviklingen innenfor militærkomiteen og komiteen av stedfortrederne. Det har vært et stadig samarbeid mellom Utenriksdepartementet, Forsvarsdepartementet og militære myndigheter, og vi har funnet at det i disse rapportene ikke er noe som vi ikke kan akseptere fra norsk side, i virkeligheten stemmer det ganske godt med det som var vårt grunnsyn. Det er på norsk side en meget sterk oppfatning at det det nå gjelder, er *at* man ikke bare får vedtatt disse dokumentene innenfor A-pakten, men *at* man så fort som mulig kan få øket og overført til det europeiske fastland de styrker som Amerika, Canada og Storbritannia skal bidra med, og *at* man så fort som mulig kommer i gang med organiseringen og opptreningen av de tyske styrker som skal ta del i fellesstyrken. Vi ser det slik at når denne beslutning først er tatt, så er det meget om å gjøre at overgangstiden, før selve styrken er en realitet, blir så kort som mulig.....

Nå har i mellomtiden Standing Group på grunnlag av det materiale som forelå i Washington og derunder de forslag som var fremkommet fra de forskjellige land, utarbeidet en ny rapport om opprettelse av styrken, om dens organisasjon og om øverstbefalendes myndighet..... Det er ingen overraskelse, i all fall ingen ubehagelig overraskelse for oss.....

Endelig tror jeg det er riktig å nevne i denne forbindelse at det er en alminnelig oppfatning at selve det politiske hode for pakten er litt upraktisk. Canadiere har foreslått at man *i stedet for 3 politiske komiteer*, nemlig utenriksministerkomiteen, forsvarsministerkomiteen og finansministerkomiteen, *skal ha ett hode*, et øverste organ som er *komiteen av regjeringsrepresentanter*. Det betyr at gjennom dette rådet vil regjeringene møtes, og alt etter som sakene er av den ene eller den annen art, vil regjeringene være representert av den ene, den annen eller den tredje eller av en rekke av sine regjeringsmedlemmer. Jeg tror dette forslaget er et riktig og et sunt forslag.

.....

Jeg vil igjen summere det opp med å si at nå gjelder det, tror jeg, ikke bare at man får satt vedtakstemplet på disse dokumenter, men det gjelder at man kommer i gang med den praktiske gjennomføring av det. Det betyr 1) at Amerika, Canada og England fører sine styrker og fører flere styrker, over til Europa, 2) at forhandlingene med Tyskland blir gjennomført så fort som mulig, og at styrkene blir en praktisk realitet..... (les italiques sont de l'auteur).

- Formannen: For at vi ikke skal misforstå hverandre vil jeg gjerne gjøre oppmerksom på at den sak som forsvarsministeren har redegjort for, må ha absolutt prioritet på dette møte, idet nemlig – som forsvarsministeren

og utenriksministeren selv har redegjort for – de reiser i denne uke til ganske avgjørende møter i A-pakt-organisasjonen, møtene finner sted i neste uke.....

- S. Nielsen: Hva selve den hovedorganisasjon for dette samarbeid angår, så har vel ikke vi så meget å si, - vi har vel halvveis gått med på det de andre bestemmer. Men det forekommer meg virkelig at det nå blir et nokså mangehodet troll dette her. Først har vi Utenriksministerrådet, så har vi Stedfortrederrådet, så har vi Finansrådet, så har vi Forsvarsministrenes råd eller Militærkomiteen som det kalles. Den skyter en knopp som kalles Standing Group, og den skyter en ny knopp som heter Representantenes komite. Og endelig skal man nå på toppen av det hele få en topphette. Det må da bli et forferdelig apparat, dette. Men som sagt, vi kan ikke gjøre noe fra eller til, vi må være med på det som de andre lager.

Moseid:..... Når det gjelder forsvarsministerens redegjørelse, så har jeg den personlige oppfatning jeg har gjort gjeldende mange ganger. Jeg tror at forsvarsministeren der går lenger enn nødvendig og riktig sett fra norsk synspunkt. Personlig er jeg av den mening at man må være meget forsiktig her med hvor langt man går med det militære forsvar som skal stilles direkte til disposisjon, og det som skal øremerkes, for personlig tror jeg ikke at de norske myndigheters innflytelse der blir mere enn formell, og jeg mener at det fra norsk synspunkt er om å gjøre at vi i så stor utstrekning som mulig beholder norsk ledelse i fred, og allerede da å få en sådan sterk fremmed innflytelse er jeg redd for. – Jeg behøver ikke å utdype dette noe mere, jeg har vært inne på det så mange ganger før

Hauge:..... Jeg vil for øvrig til slutt si at enkelte av de krav som blir stilt fra tysk side, faller i og for seg ganske godt i tråd med våre egne krav og interesser, således kravet om at forsvarslinjen skal gjøres så sterk som mulig og legges så langt øst som mulig. Det er en interesse som Tyskland har sammen med Danmark, Norge, Italia og i grunnen alle A-pakt-landene. En annen sak er at den utforming det har gitt dette i det såkalte Stoss nach Osten, er en politisk utforming som man vil be Gud bevare seg for.....

- Hauge: Hvor stor vil den tyske styrke bli? Det er den sikkerhetsforanstaltning her at det tyske bidrag til den europeiske fellesstyrke aldri skal gå over 25 % av den samlede styrke. Om styrken bringes opp til – la oss si 30 divisjoner, kan man da ved et enkelt regnestykke finne ut hvor stort det tyske bidrag vil bli maksimalt, og om styrken blir større, vil på samme måte overgrensen for det tyske bidrag bevege seg oppover.

- Utheim: Og det skal være egen tysk øverstbefalende for den tyske styrke?

- Hauge: Nei, det er nettopp en av de vesentlige sikkerhetsventiler i det hele at de tyske styrker skal absorberes i fellesstyrken, og at det ikke skal lages et tysk apparat som skal svare til en armé, en generalstab – eller hva man vil.

- Kjøs: Jeg legger overordentlig vekt på det forsvarsministeren nevnte til slutt, at man kan bli ferdig med forbehandlingen av disse saker og komme til gjennomføringen, så vi virkelig får satt ut i livet både å få en øverstbefalende og å få styrker fra Amerika og England over til fastlandet.

- Hauge: Det er ikke spørsmål om at vi skal ta mot styrker fra andre land til permanent basering i Norge. Jeg vil gjerne legge til i dette fellesmøte, hva jeg har sagt før, at *det* som for meg fortoner seg som en sådan veldig sikkerhetspolitisk fordel, er at man gjennom fellesstyrken i Europa, særlig når denne skyter sin forsvarslinje og sin grense fram, får styrker fra Amerika, England og andre land til et nødvendig forsvar av Nord-Europa og vårt land, *uten at de er permanent basert i Norge.*

- Réf : 540906 : « Møte den 6. september 1954. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 6 septembre 1954. Les archives du Storting. Oslo].

- H. Lange : Siden det ble bestemt at dette møte skulle holdes, har jo det inntruffet som vi alle har vært forberedt på, men i det lengste håpet ikke skulle skje, nemlig at den franske nasjonalforsamling i realiteten om ikke i formen, har nedstemt den opprinnelige franske plan om en europahær. Det er klart at dette utfallet betyr et alvorlig nederlag for den politikk som Vestmaktene har ført gjennom 3 år og vel så det, med støtte fra det samlede Atlanterhavspaktråd.

Men selv om vi kan ha grunn til å nære uro på begge disse to punkter, betyr jo i og for seg det at avgjørelsen er kommet, ikke noen ulykke, for vi var kommet i den situasjon at selv en negativ avgjørelse var bedre enn ingen avgjørelse i det hele tatt.

.....

Nå er det liten grunn for oss her i Norge, som selv har holdt oss så tilbake hvor det gjelder deltakelse i overnasjonale ordninger, til å bebreide franskmennene at de ikke da det kom til stykket, ville godta de suverenitets-overdragelser som Europahæren innebar. Vi har vel også grunn til å notere med tilfredshet at den sittende franske regjering har gjort det helt klart at den for sitt vedkommende ikke vil prøve å orientere Frankrike i retning av noen nøytral mellomstilling mellom De Forente Stater og Sovjetsamveldet, noe det jo har gått iherdige rykter om at det kunne være fare for.

For vårt vedkommende og fra hele Atlanterhavspaktens synspunkt, må vel utgangspunktet for vurderingen av den situasjon som nå er inntrådt være *dels* at vi må gjøre det vi kan for å bidra til at samholdet innenfor Atlanterhavspakten blir bevart og blir utygd videre og at den felles forsvarsinnsatsen blir holdt oppe, *dels* at Vest-Tyskland samtidig som det i det vesentlige må få sin suverenitet tilbake, blir med i dette forsvarssamarbeid, og *dels* at den tyske opprustningen ikke må foregå ukontrollert, men må skje innenfor bestemte grenser både hvor det gjelder omfanget og måten den blir gjennomført på. Dette er realitetsproblemen som det nå gjelder å prøve å finne en ny løsning på, etterat den løsningen som man skimtet i form av Europahæren, er ute av verden.

.....

Det som er den store vanskeligheten, det er å finne fram til en løsning som på samme tid virker tilstrekkelig betryggende for et flertall i den franske nasjonalforsamling og tilfredsstillende Vest-Tysklands krav på likestilling med andre makter. Også for vårt vedkommende er jo dette med de betryggende former, den betryggende begrensning, et moment som sikkert i norsk opinion vil spille en ganske stor rolle.

.....

Etter det inntrykk en får fra pressen og etter det som er opplyst gjennom vår ambassade i London på grunnlag av samtaler som ambassadens personale har hatt i Foreign Office, er det denne løsningen, et tysk medlemskap i Atlanterhavspakten, som er den engelske regjeringens preferanse. Den kanadiske regjering har gjennom en sirkulærehenvendelse til alle Atlanterhavspaktens medlemsland som vi fikk fredag ettermiddag, gitt uttrykk for at den for sin del også vil foretrekke en slik løsning.

.....

Jeg har i samtaler med representanter for stormaktene tidligere, da det hele var hypotetisk, sagt at min vurdering var den at det som norsk opinion når alt kom til alt ville ha lettest for å forstå og akseptere, det ville være en løsning etter denne linje.....

- Réf : 570207 : « Møte den 7de februar 1957. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 7 février 1957. Les archives du Storting. Oslo].

- F. Moe :Møtet er som bekjent sammenkalt for at handelsministeren som han sa i åpent stortingsmøte, gjerne vil gi en orientering om planene om en europeisk frihandelssone, og éventuelt også, så langt man kan komme inn på det, om spørsmålet om det europeiske fellesmarked. Saken er jo den at handelsministeren skal møte i OEEC-rådet den 12. februar, hvor disse spørsmål kommer opp og hvor han på en eller annen måte må ta stilling til

saken eller i all fall ha et standpunkt, og derfor har handelsministeren da gjerne ønsket at medlemmene av disse tre komiteer kunne gi uttrykk for det som de føler overfor disse problemer.

- Ministre Skaug : [De økonomiske konsekvenser og fordeler for Norge av et europeisk frihandelsområde er det umulig å ha full oversikt over på det nåværende tidspunkt....Visse generelle slutninger kan man vel antakelig trekke, og vurderingene kan kanskje også bli noe forskjellige etter som problemstillingen er. Et spørsmål er i hvilken grad Norge er aktivt interessert i å få et frihandelsområde i stand. En annen problemstilling, som kanskje er den vesentligste, er om Norge kan stå utenfor et og Storbritannia, hvis et slikt i alle tilfelle vil bli etablert.

Generelt sett må man kunne si at Norge som et lite land med forholdsmessig svak forhandlingsmessig posisjon, men med stor avhengighet av utenrikshandel, bør være interessert i en restriksjonsfri utveksling av varer og tjenester.

.....

Det er vanskelig allerede nå å foreta en definitiv avveining av problemene for hjemmeindustrien mot fordelene på eksportsiden for dermed å avgjøre om vi *på det nåværende tidspunkt* kan si at vi er aktivt interessert i å få opprettet et frihandelsområde. Man må imidlertid også se på hvordan stillingen ville bli for vår eksport hvis man skulle stå *utenfor* et frihandelsområde omfattende de seks og Storbritannia. I så fall vil vår eksport vanskelig kunne hevde seg i konkurransen innenfor området når det gjelder varer som også produseres der, og man må i denne forbindelse være klar over at et slikt omfattende frihandelsområde nok vil vise tendenser til å bli mer og mer selvforsynt. Med vår store avhengighet av eksport til England og kontinentet kan vi neppe ta risikoen ved en slik utvikling. Etter min mening må vi derfor i et hvert fall innstille oss på å bli med i et frihandelsområde hvis det under enhver omstendighet blir etablert (*italiques sont dans le texte original*).

- Réf : 580214 : « Møte den 14. februar 1958. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 14 février 1958. Les archives du Storting. Oslo].

- Ministre Skaug: I og med ratifikasjonen av Romatraktaten er det jo generelt sett inntrådt en ny situasjon i Europa, som antagelig i det lange løp i alle fall vil måtte komme til å få konsekvenser ikke bare for norsk utenrikspolitikk, men også for utenrikspolitikken for alle de land i Europa som står utenfor avtalekomplekset. Jeg bygger den uttalelsen på det forhold som jeg har vært inne på tidligere, nemlig at de seks har til hensikt å etablere ikke bare et fellesmarked på kontinentet, men de sikter også på oppbyggingen av en politisk enhet i Europa. Om det lykkes, vil vi bli stilt overfor en ny faktisk situasjon på det utenrikspolitiske område i Europa, som vi i fremtiden ville måtte regne med i stadig stigende grad.

Et alternativ som vel under alle omstendigheter må overveies, er om det tross alt kunne være tilrådelig å søke en tilslutning til den europeiske union på like linje med de seks andre medlemmer og med de forpliktelser som et slikt medlemskap ville medføre. En kan antagelig ut fra en rent økonomisk vurdering også hevde at dette i og for seg burde kunne være et aktuelt alternativ, trass i at det er all grunn til å stille seg skeptisk til den tydelige proteksjonistiske karakter som dette område vil komme til å få, slik det fortoner seg i dag. En slik norsk tilslutning til 6-maktsavtalen reiser imidlertid i første rekke konstitusjonelle og politiske betenkeligheter, da det europeiske fellesmarked jo som sin endelige målsetting har en politisk føderasjon med felles politiske organer. Allerede avtalen om det europeiske fellesmarked gir unionen vesentlige rettigheter som klart begrenser den nasjonale suverenitet. Det er vel allerede i dag de som vil mene at den stilling vi sammen med de andre skandinaviske land og Storbritannia gjennom år har inntatt til de kontinentale europeiske samarbeidsbestrebelsene, ikke har vært den mest heldige linje, og det tør bli flere som i årenes løp kommer til å dele den oppfatning. Jeg tror at en må regne med det. Men i dag og i den nærmeste tid fremover representerer vel tanken om en tilslutning til de seks en linje som ikke kan ansees som et politisk mulig alternativ for vårt vedkommende.

Da jeg i sin tid etter instruks fra den norske regjering hadde drøftelser med M. Monnet om en tilsvarende assosieringsordning for Norges vedkommende, var svaret midlertid greit og kontant. Det gikk ut på at for Storbritannias vedkommende var det rimelig med en assosiering fordi Storbritannia var et stort og betydningsfullt land. For Norges vedkommende, som for andre små land, sa Monnet, ville det eneste hensiktsmessige være at vi gikk inn som et medlem av fellesskapet.

La meg si at alle alternativer som kan skisseres i den nå foreliggende situasjon, er lite hyggelige. Og la meg igjen presisere at det jeg her har kastet frem, av enkelte ideer om hva som kan være tenkelige alternativer – uten at vi har hatt muligheter for og anledning til å vurdere hva disse alternativer vil kunne komme til å bety – ingen av dem er i og for seg noe å trakte etter. Jeg mener at det for vårt vedkommende fremdeles er slik at vår primære interesse må ligge i at vi gjør alt hva vi kan for å få frihandelsområdeforhandlingene brakt i havn, selv om det skulle medføre at vi må gi inn på mange av våre standpunkter og gå langt på kompromissenes vei.

- Nordahl: Hvis jeg skulle si noe om dette, så var det at om man skulle utrede et alternativ, var det handelsministerens alternativ nr. 1 (CEE). Uten at jeg kan uttale noe bestemt om det, mener jeg at enten må vi stå alene, eller så må vi gå sammen med de seks i en eller annen form, eller så må vi lage en blokk mot de seks, og det ville være sørgerlig om vi skulle lage en slik blokk. Her forsøker vi å lage et vest-europeisk forsvarssamarbeid. Det ryker vel en dag kanskje, og så har vi da laget to blokker som står i kamp mot hverandre. Da gleder vi jo dem som har begynt sin agitasjon mot økonomisk integrasjon i Europa. Forsvarsmessig er vi jo kommet et godt stykke på vei med å ødelegge samarbeidet, og når vi er ferdig med det, får vi hele dette veltende inn over oss på den økonomiske front! (notre parenthèse).

- Ministre Skaug : [Hvis man først gir seg ut på å snakke om alternativer, kan vi jo være enige om den ting at det beste alternativ for oss ville være at de seks aldri var blitt enige. Da ville vi ha kunnet arbeide videre på det grunnlaget som vi hadde gjennom GATT og OEEC og på andre måter. Men de seks er nå blitt enige, trass i alt det alle regnet med på forhånd, og det er det som skaper hele forhandlingsproblemet her. Og som jeg sa sist: Vi skal være klar over at de seks ikke bare er blitt enige om et handelssystem, de er blitt enige om noe som de selv kaller en økonomisk union, og som de selv ser på som begynnelsen til en politisk føderasjon. Det vil ta mange år, men det er det de tenker på. Vi kan ikke forhindre det, og det ville vel heller ikke være riktig at vi skulle forsøke å få de seks til å løse opp igjen sitt samarbeid. Så vårt utgangspunkt i alle disse forhandlinger og drøftelser, det er at samarbeidet mellom de seks er en realitet, de har i alle de seks landene ratifisert en traktat som på alle vesentlige punkter er uklar, de seks vet ikke selv og de kan ikke forklare hvor langt bestemmelsene går på en rekke viktige punkter. De sier selv at dette skal våre institusjoner avgjøre i den tiden som kommer.

.....

Vårt forhandlingsutgangspunkt i Paris er derfor dette forholdet at de seks har sin traktat, at de ikke er innstillet på å forandre den, og at de så sier: Et frihandelsområde i tilknytning til vårt samarbeid, er vi i prinsippet enige i, men da må det samarbeidet skje ved at dere innpasser dere etter det vi er blitt enige om oss imellom]⁹⁰⁹.

- Réf : 580731 : « Møte den 31 juli 1958. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 31 juli 1958. Les archives du Storting. Oslo].

- Ministre Skaug: Som komiteens medlemmer sikkert er klar over fra avismeldinger, har det nå i tre og en halv måned vært fullstendig stans i de forhandlinger om opprettelsen av frihandelsområdet som har pågått i den såkalte Maudling-komite. Det er et forhold som etter hvert har bekymret flere og flere mennesker i mange land mer og mer av den grunn at det jo ser ut til å være helt på det rene at de seks fellesmarkedsland kommer til å sette i verk sin plan for tollnedsettelse, kvoteøkninger og nærmere økonomisk samarbeid seg imellom fra 1. januar neste år, med det resultat at man vil få en de facto diskriminering mellom grupper av land i Europa – en

diskriminering som, når den først er begynt, kan bli vanskelig å stoppe, og som vil kunne føre til store skadevirkninger.

Når jeg sa at de vel kommer til å gå i gang, er det for så vidt med ett unntak, som man må regne med: at Frankrike under traktatens bestemmelser ber om å bli fritatt for å gjøre det som det skulle gjøre, og det vil samtidig få fordelene av de ytelser og innrømmelser som de andre land i fellesmarkedet gir til alle medlemsland i henhold til traktatbestemmelsene.

På denne ganske alvorlige bakgrunn er det vel grunn til å si at man kan vurdere resultatet av møtet i forrige uke med en viss begrenset optimisme – ikke av den grunn at det ble oppnådd så veldig store resultater, men fordi vi i all fall unngikk at det ble satt strek for videre forhandlinger. Det kunne ha gått meget verre enn det gikk. Det er utarbeidet en rapport om møtet, som er kommet til denne komites medlemmer.....Men det som man fikk som et resultat av dette møte, var i all fall noen utvetydige erklæringer fra de forskjellige lands side, og også fra Frankrikes side, om at disse landenes forhandlere innenfor denne komite fremdeles var av den oppfatning at det var av avgjørende betydning å finne frem til en løsning, og innenfor en så kort tidsfrist som mulig, og at landene derfor alle sammen fremdeles ønsker å gjøre et alvorlig forsøk på å få frihandelsområdet i stand.

Forhandlings situasjonen nå var i mange henseender lettere, og det kan nok på mange måter henge sammen med en viss endring i Frankrikes innstilling til saken. Det er grunn til å tro at man nå også i Frankrike mer og mer blir klar over de farer, vanskeligheter og problemer som et skisma vil komme til å medføre. Når det gjelder de reelle løsninger på mange av de faktiske forhandlingspunktene, var det stor uenighet. Under diskusjonene holdt franskmennene på sine løsninger, men de var i all fall mer forhandlingsvennlige, så vidt vi kunne vurdere det de sa, og det var et samstemmig inntrykk hos de andre medlemmene i komiteen om at man på fransk side nå virkelig mente noe med dette, og gjerne ville komme videre, og at det vi nå fikk høre og se fra fransk side, selv om de stablet nye vanskeligheter på benene, ikke var ment som forsøk på nye nytteløse diskusjoner, men som uttrykk for et ærlig ønske om å komme videre.

- Réf : 581105 : « Møte den 5. november 1958. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 5 novembre 1958. Les archives du Storting. Oslo].

- Minister Skaug: Som kjent har Maudlingkomiteen nå nettopp hatt en serie møter i Paris, i dagene 23.-24. og 28.-30. oktober. Den fremgangen i forhandlingene om opprettelsen av et frihandelsområde som vi i høst hadde håpet at disse møtesesjonene skulle gi, fikk man ikke. Tvert imot er det vel så at de prinsipielle motsetningene, i første rekke mellom den franske og den britiske oppfatning av selve forhandlingenes formål og grunnlag, kanskje kom frem klarere denne gang enn noen gang før. Det er derfor på det nåværende tidspunkt ikke mulig å ha noen bestemt formening om når et frihandelsområde eventuelt kan bli opprettet, og om det i det hele tatt vil bli opprettet, og man kan ikke ha noen bestemt mening om hvilken form eller hvilket reelt innhold et slikt frihandelsområde vil kunne komme til å få.

For å summere opp situasjonen, tror jeg trygt jeg kan si at det gjorde seg mye pessimisme gjeldende under de siste møtene i Paris. Det er vanskelig å si noe om hva som vil kunne komme til å skje, men det er på det nåværende tidspunkt i all fall ganske sikkert at Maudlingkomiteen ikke vil kunne oppfylle sitt mandat, som går ut på å få utarbeidet og lagt frem et forslag om etablering av et frihandelsområde i tilknytning til tollunionen mellom De Seks, slik at frihandelsområdet kan tre i kraft samtidig med at tollreduksjonene De Seks imellom begynner. De Seks begynner sine tollreduksjoner den 1. januar, og det er uten videre klart at noe frihandelsområde vil ikke kunne tre i kraft den 1. januar. Selv om det i dag forelå enighet om en konvensjon, ville jo den forutsette ratifikasjon av de forskjellige land før den ville kunne settes i verk, så det er ikke i noe fall mulig for komiteen å oppfylle sitt egentlige mandat.

Så vidt jeg forstår, bedømmer britene denne situasjonen meget alvorlig. De har gitt uttrykk for at datoen 1. januar er en overordentlig viktig dato, som kan bli en skjebnesvanger dato i Europas etterkrigshistorie. For hevdes det – har man ikke da oppnådd enighet om de vesentlige punktene, og det er slik at diskrimineringen i Europa da begynner, så er det begynnelsen på en økonomisk og kanskje også politisk deling av Europa. Man sier også fra

britisk hold nokså bestemt, at kan vi ikke bli enige om de vesentlige punktene innen utgangen av dette år, så vi vet hvor vi står, vil det også ta lang tid før man kan ta disse forhandlinger opp igjen.

Det er en alvorlig krise som her foreligger, og en krise som man nok kan si er av økonomisk karakter, men som i høy grad også er av politisk art. De Seks har sin ordning seg imellom. De bygger frem mot noe som kan bli, håper de, en politisk union og en politisk samling av Europa. Dette er en utvikling som våre land ikke har kunnet være med på. Men vi har ment at de økonomiske virkninger av dette ville kunne avbøtes ved at man gjennom et frihandelsområde sørget for at vi ikke fikk en økonomisk deling, og at det skulle kunne være mulig å etablere et frihandelsområde på en slik måte at det ikke på noe vis rokker ved de garantier som De Seks har gitt hverandre – og som de andre spesielt har gitt Frankrike – i forbindelse med tollunionen mellom De Seks. Det betviles på fransk side.

- Réf : 581119 : « Møte den 19. november 1958. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 19 novembre 1958. Les archives du Storting. Oslo].

- Ministre Skaug:En annen ting er at man i dag, når man ser den utvikling som skjer i Europa, kanskje vil trekke den konklusjon at den norsk-dansk-svenske linjen i disse spørsmålene har vært mindre heldig helt fra starten av, og at vi, da disse bestemte former for samarbeid tok til i Europa som begynte med kull- og stålfellesskapet, som fortsatte med den Europahæren som ikke ble noe av, og som senere ble fortsatt og førte frem til Romaavtalen – at vi kanskje burde vært med der fra begynnelsen av. Det er meget som kan tale for et slikt syn. Men i øyeblikket er det jo litt sent å komme frem til den konklusjon, og det byr på overmåte store vanskeligheter nå å ta hele den saken opp igjen. Skal man gjøre det – og vi har fra Regjeringens side ingenting imot å ta det spørsmålet opp – da tror jeg det vil være nødvendig for denne komite og for Stortinget å ta et prinsipielt standpunkt til om man ønsker at Norge skal gå inn for internasjonale organer med en overnasjonal myndighet, slik som man har det i Romaavtalen.

- Wikborg: Jeg har sett det nøyaktig slik som handelsministeren nå ga uttrykk for, at vi har tatt et prinsipielt standpunkt, at vi ikke vil inn under disse overnasjonale organer. Hvorvidt den linje har vært riktig eller ikke, kan man naturligvis ha delte meninger om, men vi kan ikke nå, uten at Stortinget har tatt standpunkt til det, følge en ny linje. Vi kan heller ikke – hvis jeg da forsto hr. Erling Petersen⁹¹⁰ rett – begynne noen form for separate forhandlinger med De Seks. Nå er vår sjanse den at vi står sammen med de «ikke-seks», og hvis vi begynner å splittes opp på den måten, skal vi nok få se underlige ting skje. Da vil i all fall ikke Frankrike bli mer medgjørlig

- Réf : 600111 : « Møte den 11. Januar 1960. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 1^{er} janvier 1960. Les archives du Storting. Oslo].

- H. Lange: Problemstillingen i spørsmålet om hvordan man skulle finne frem til et organisert samarbeid mellom de to gruppene i Europa, De seks og De sju, er til dels endret i den senere tiden som følge av at amerikanerne er begynt å opptre mer aktivt i dette spørsmålet enn de gjorde i løpet av mesteparten av fjoråret. Før dette amerikanske initiativ var det som opptok oss mest – og det gjelder for så vidt ennå, at det opptar oss – den fare for økonomisk splittelse i Europa som de to markedsdannelsene innebærer hvis man ikke finner frem til et fast, ordnet samarbeid dem imellom. Blant De sju så man på frihandelsforbundet som et bidrag til å finne frem til en almen-europeisk løsning av problemene innenfor rammen av OEEC.....

De seks var åpenbart mindre interessert i en spesielt europeisk løsning..... De ser på Den europeiske union bare som det første skritt mot en politisk forbundsstatsdannelse som de håper å arbeide frem til en ledende makt ved siden av De forente stater og Sovjet-Samveldet, og helst sterkere enn Storbritannia. Derfor inngår det som en del av målsettingen for De seks..... å redusere Storbritannias innflytelse på Kontinentet.

⁹¹⁰ Petersen, Erling, depute du Parti la Droite [Høyre].

Av disse to problemstillingene er det utvilsomt den som har vært fremherskende hos De seks, som sterkest har appellert til amerikanerne.

Men det må nok også legges til at selve den ting at Seksmaktssamarbeidet har en politisk målsetting, som Sjumaktssamarbeidet sakner, gjør at Seksmaktssamarbeidet appellerer sterkere til amerikanerne. Mange av dem, kanskje de fleste av dem, er tilbøyelige til å resonnerer nokså enkelt og summarisk, og de ser Seksmaktssamarbeidet som kjernen til et Europas forente stater, slik som de opprinnelige provinser på østkysten av Amerika var kjernen til de nåværende Amerikas forente stater (notre parenthèse).

- Wikborg:Jeg har hele tiden sett det slik at det er Atlanterhavs-samarbeidet som er det viktigste. Selv om vi ved en integrasjon i Europa kunne skape en tredje maktfaktor i verdensbildet, tror jeg at i hvert fall Norges interesser ligger mer i retning av det atlantiske samarbeid enn i retning av en slik europeisk samling.....

Jeg har også trodd at den situasjon vi står i i dag, er fremkalt av De seks, ved at de faktisk etablerte seg. Det har nødvendigvis måttet føre med seg den utviklingen som vi har hatt, at vi har fått De syv, som ikke er noen ønskelig løsning i og for seg, men bare et skritt på veien. Og så er spørsmålet: Skal det være et skritt på veien mot et samlet Europa, eller skal det være et skritt på veien mot en atlantisk union eller hva man vil kalle det?

Der er jeg for min del av den oppfatning at det er det atlantiske perspektiv som det gunstigste for oss. Jeg tror at sett ut fra Norges spesielle interesser er den globale ordningen, om den kan komme i stand, den beste. Får vi en rekke tollunioner rundt om i verden – som vi ser der er tilløp til – vil det affisere både vår eksport og vår skipsfart, så jeg tror nok at vi med vår spesielle struktur må være interessert i den størst mulig globale frihet. Men er dette riktig, så er det dobbelt betenkelig at vi er satt utenfor.

Når vi har hørt utenriksministerens og handelsministerens fremstilling, hvorav fremgikk at den franske utenriksminister for tre uker siden sa at det skulle være en én dags forhandling, og vi ser det perspektiv som nå rulles opp, må man spørre seg selv: Var han i god tro, eller er Oxenstiernas ord til sin sønn fremdeles gjeldende? Er situasjonen i verden så forvirret at den franske utenriksminister ikke aner den 22. desember hva som er perspektivet ved begynnelsen av januar?

Men med den utvikling det hele nå har tatt, synes jeg vi ser et klart mønster, med Frankrikes mesterhånd i bakgrunnen. De har manøvrert tre av De syv ut. De har selv bare ofret Luxembourg, som betyr svært lite. I den komiteen som nå skal sitte sammen, er der altså fem av De seks og bare fire av De syv, så vidt jeg skjønner.

Under de omstendigheter kan ikke jeg forstå annet enn – det er i all fall min foreløpige reaksjon – at man må konsentrere seg om å søke å få til en ordning mellom De seks og De syv..... Det er ikke utelukkende De seks som har ansvaret for den situasjon som er oppstått. Når De syv, som hr. Ingvaldsen f.eks. pekte på, hele tiden har gått i et saktere tempo, har jo det sine meget bestemte årsaker. Det er Storbritannia som, som det er sagt, ikke kan velge mellom Europa og Samveldet, og som leter etter ordninger hvorved det kan ha fordelene både av Europa og av Samvelde. Det er ikke så lett, i all fall er det ikke lett å finne en ordning som andre vil gå med på. Det er jo dette som er forklaringen.

.....

Som sagt, der er veldig store og vanskelige problemer, men jeg må si at jeg har inntrykk av at nå må man fra De syv's side og fra vår side ikke gjøre den samme feil som vi har gjort under hele denne sakens utvikling – at vi har overlatt initiativet til De seks, og så er vi kommet løpende etterpå og har forsøkt å reparere. Vi må, i særdeleshet under de forhandlinger som kommer nå i vinter, være helt klar over hva vi vil og hvor vi vil.

- Lange: Jeg tror det er et moment i hele dette uhyre kompliserte bilde som vi ikke skal overse. Det er at det i amerikansk næringsliv og politikk for tiden pågår en ganske intens dragkamp mellom dem som vil reagere på den endrede betalingsbalansesituasjon og den endrede handelspolitiske situasjon ved å vende tilbake til en ren amerikansk proteksjonisme og isolasjonisme, og dem som leter etter veier til å hindre det og til å opprettholde den allikevel relativt liberale holdning overfor utenverdenen som vi har møtt fra amerikansk side i de senere årene.

- Réf : 600531 : « *Møte den 31. mai 1960. Stortingsarkivet, Oslo* » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 31 mai 1960. Les archives du Storting. Oslo].

- Hegna: Når det gjelder de siste ting som Ministeren omtalte, har det jo i pressen til dels vært antydning at man var kommet meget lenger i standpunkttagningen fra britisk side enn det som man nå fikk inntrykk av ved det Ministeren sa. Det har vært antydning at England faktisk hadde tatt spranget for å gå inn i en tollunion sammen med De seks.

- Skaug: Dette snakket Maudling en del om. Det britene for sin del, så vidt jeg forstår, kan tenke seg å gjøre i første omgang, det er å gå inn i EURATOM og muligens i Kull- og Stålfellesskapet for derved å vise sin villighet til et nært europeisk samarbeid. Men når det gjelder forholdet mellom De seks og De syv i sin alminnelighet, har de ikke tatt noe standpunkt. Det er imidlertid en situasjon som vel vil kunne tenkes å utvikle seg ganske raskt i den tiden som kommer.

- F. Moe:..... Det gjelder den planlagte britiske tilslutning til Kull- og Stålonionen og til EURATOM. Så vidt jeg forstår, vil også den britiske regjering, at man skal gjøre dette. Men ville det ikke da kanskje være en idé å sørge for at også andre EFTA-land kom med? Jeg stiller spørsmålet fordi der jo har vært en viss frykt for at Storbritannia kunne slutte seg til Fellesmarkedet alene – det er ikke det at jeg tror at det er så nær forestående, men det drøftes jo i all fall – og at de andre EFTA-land da kunne komme i en vanskelig situasjon. Og hvis man skaper en presedens ved at Storbritannia alene går inn i Kull- og Stålonionen og EURATOM, så er det kanskje en farlig presedens.

- Réf : 600917 : « *Møte den 17 september 1960. Stortingsarkivet, Oslo* » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 17 septembre 1960. Les archives du Storting. Oslo].

- F. Moe:Jeg har et spørsmål å stille utenriksministeren med tanke på det grunnlovsforslag som Stortinget skal behandle når det kommer sammen. Det har jo vært pekt på og brukt som argument at det er kanskje ikke nødvendig å vedta noe forslag nå, at man kunne vente og ta risikoen på at det ikke blir noen ordening mellom De seks og De sju før vi har hatt valg i Norge og det er trådt sammen et nytt Storting, og at det ville være tidsnok å vedta forslaget da. For mitt eget vedkommende føler jeg meg ikke helt sikker på at vi ikke i løpet av dette år kan stå overfor en slik situasjon, men jeg ville gjerne høre utenriksministerens mening om dette.

- H. Lange: Det er selvfølgelig vanskelig å vurdere dette med noen sikkerhet. Vi arbeider jo for og kommer til fortsatt å arbeide for å få en ordening mellom De seks og De sju så raskt som mulig, og må i den forbindelse være forberedt på at vil vi ha en ordening, må vi også være villige til å se på ordninger som innebærer en viss overføring av suverenitetsutøvelse på det økonomiske område til fellesorganet. Jeg vil således si som min vurdering at all den stund vi ikke kan og bør utelukke at dette vårt arbeid gir resultater i løpet av den tid det her er tale om, så ville det være det riktigste, det sikreste og det tryggeste om en slik bestemmelse som det nå er tale om, kom inn i Grunnloven.

- Réf : 610127 : « *Møte den 27 januar 1961. Stortingsarkivet, Oslo* » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 27 janvier 1961. Les archives du Storting. Oslo].

- F. Moe : Jeg førte i pennen her før møtet begynte følgende forslag som jeg da vil fremlegge:
"Den utvidede utenriks- og konstitusjonskomite henstiller til Regjeringen"

- eller jeg kan si: "til Utenriksdepartementet" - "snaresnart mulig å sette i gang en utredning av hvilke økonomiske, politiske og konstitusjonelle konsekvenser det vil ha hvis Norge undertegner Roma-traktaten, for at man i lys av denne utredning kan vurdere de konsekvenser en ordning mellom De seks og De sju måtte ha for vårt lands vedkommende".

Jeg mener ikke dermed at vi skal slutte oss til Roma-traktaten, det er ikke det som ligger bak det, men det er det eneste faste holdepunkt vi har. Det er, om jeg skal si det slik, det mest ytterliggående, det som går lengst, og kanskje jeg kan si det slik - det verste som kunne skje. - Men i lys av det ville man kunne vurdere de forslag som fremsettes.

- Réf : 610427 : « Møte den 27 april 1961. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 27 avril 1961. Les archives du Storting. Oslo].

- H. Lange: Vi må vel videre være klar over at Europatanken neppe noen gang hos de egentlige europeere i Europabevegelsen har vært geografisk begrenset til de seks kontinentale land. Jeg kan bare minne om at Jean Monnets aksjonskomite opprettet i 1954 for å virke for europeisk integrasjon - i juli i fjor ga uttrykk for et sterkt ønske om at Storbritannia og andre europeiske land måtte slutte seg til de tre unioner mellom De seks.

.....den franske utenriksminister Couve de Murville i Europarådets konsultative forsamling den 2. mars i år uttalte at fellesmarkedet står åpent for ethvert europeisk land. Andre europeiske lands tilslutning til De seks er den eneste reelle løsning, sa han. Han sa videre at han håpet at andre lands motstand mot en slik løsning ikke var det siste ord. Selv om de ikke ønsker fullt medlemskap, kan de assosieres med fellesmarkedet på særlige vilkår. Hvis dette er den nye situasjon som vi står overfor i Europa, så må vi vurdere vår egen holdning i lys av denne situasjon. I utenriksdebatten 21. mars ga denne komites formann uttrykk for bekymring over at den offentlige opinion beskjeftiger seg så lite med disse problemer, og han stilte spørsmålet: "Om Storbritannia nå går inn i Roma-traktaten, hvor står vi da?" Jeg er komiteens formann meget takknemlig for at han stilte spørsmålet så klart. Det kan ha bidratt til å klarne begrepene.

- Wikborg: Jeg for min del har på følelsen - det er kanskje mer en instinktiv følelse enn det egentlig er gjennomtenkt overveielse - at går Storbritannia og Danmark inn i tollunionen med fullt medlemskap, da har vi, som det engang er blitt sagt, "bare valget mellom ett alternativ" for vårt vedkommende.

Jeg tror at en assosiering på særvilkår, hvor vi vil stå svakt i forhandlingene, med vår veldige eksport og våre ekspanderende muligheter der, og med vår veldige handelsflåte, vil være høyst betenkelig. Det vil være høyst betenkelig bare å få en løsere tilknytning, så meget mer som jeg er temmelig overbevist om at skal Vest-Europa i lengden bestå, er vi nødt til å se i øynene at det er mange av våre tilvante forestillinger som vi er tvunget til å oppgi

- H. Lange: Vi er svært opptatt av at det nå ser ut som om perspektivet forkortes, slik at vi meget tidligere vil bli stilt overfor valget i hvert fall av fremgangsmåte; enten assosiering eller forhandling på grunnlag av Roma-traktaten slik den i dag står, og at det ikke har vært den tilstrekkelige forberedelse av den offentlige opinion. Det blir da et ansvar som vi må se å ta: å få rettet opp den situasjonen.

- F. Moe:..... Når vi skal ta stilling til spørsmålet denne gangen, tror jeg ikke at vi, slik som vi tidligere har gjort - jeg retter ikke noen kritikk mot noen, for jeg har selv vært av den samme oppfatning - bare skal la oss trekke med. Vi stilte oss i begynnelsen noe skeptiske til Europa-tanker, og jeg har selv holdt veldig mange innlegg i Europarådet mot en europeisk integrasjon og for en atlantisk integrasjon.Jeg synes det er mest betegnende at da frihandelsområdet ble dannet, kunne vel den norske holdning oppsummeres slik: vi kan ikke stå utenfor - vi må gå med, i stedet for å si positivt at dette er et fremskritt, og at vi går helt og fullt med. Når det gjelder dette spørsmålet, må vi se på det slik at vi må ta skrittet helt og fullt. Det trengs selvsagt en overmåte stor psykologisk forberedelse, og det er kanskje et av de største problemene her.

- Ingvaldsen: Det er tydelig at vi her står overfor visse tilpassingsproblemer.....Jeg synes at når vi diskuterer tingene her i den utvidede utenrikskomite, får vi fortrolige meddelelser om ting som for en stor del står å lese i

andre lands aviser. Jeg har inntrykk av at vi her i landet er for hemmelighetsfulle når det gjelder disse ting, og det gjør at opinionen ligger faseforskjøvet, slik at vi alltid må ta meget store hensyn til hvordan dette vil virke.....

Når det gjelder å påvirke opinionen, forberede den, tror jeg også det ville være riktig at disse grunnlovsforslagene som er hvilende, kom til behandling.

Når det så gjelder det nordiske forholdet, tror jeg at Sveriges og Norges veier må skilles på visse punkter. Jeg tror ikke man skal være for sentimental og f.eks. la det moment at Sverige utenrikspolitisk og forsvarsmessig følger en annen linje enn vi, hindre oss når det gjelder forholdet til Europa for øvrig.

- Réf : 610519 : « Møte den 19 mai 1961. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 19 mai 1961. Les archives du Storting. Oslo].

- Ingvaldsen: Jeg ser det også slik at EFTA har vist seg ikke å være noen holdbar konstruksjon. EFTA rommer for store ulikheter blant de tilsluttede stater, og jeg tror at den største forskjellen innen EFTA-området nærmest er at noen land er nøytralitetsland og andre ikke. For Sverige er det vel nettopp de utenrikspolitiske forhold som spiller inn. Slik er det vel også for Østerrike og kanskje også for Sveits. Det er helt innlysende, så vidt jeg kan forstå, at Sverige ikke vil endre sin utenrikspolitikk, og det er klart at de da har andre politiske målsetninger i Europa enn f.eks. Storbritannia.....

Men når det så gjelder Norges stilling, er jeg tilbøyelig til å se det slik at her er nå tross alt enhver seg selv nærmest. At vi f.eks. skulle støtte det svenske forslaget bare for å være hyggelige og elskverdige, selv om vi ikke hadde noe særlig til overs for det og det ikke falt i tråd med våre interesser, ligger noe fjernt for mitt vedkommende. Jeg tror vi må se realistisk på det. Uten å ville gi uttrykk for noen som helst begeistring i og for seg, er jeg tilbøyelig til å se det slik at vi unngår ikke å gå inn i dette fellesmarkedet, og jeg tror at det da nesten er like godt å hoppe i det som å krype i det. Jo lenger tid det går og jo mer de seks land får samarbeidet seg, jo hardere blir forhandlingene og jo mindre villige blir de til å gå til tillempninger. Selv i dag har de vel i grunnen en så sterk forhandlingsposisjon at de, hvis vi skal være ærlige, i vesentlig grad kan diktere betingelsene, og jeg tror at det forholdet vil komme til å forverre seg. Jeg tror derfor at det er litt for romantisk å snakke om at man bør opprettholde den felles opptreden i Norden. Jeg tror ikke det er noe grunnlag for det, dessverre, og jeg tror ikke at det er noen andre som kommer til å ivareta våre interesser hvis vi ikke gjør det selv. Derfor synes jeg det bør være det viktigste, sett fra vår side.

- Wikborg: Vi er vel i den situasjon at også vi i grunnen må se å komme frem til klarhet noenlunde snart. Å gå i det uendelige i usikkerhet, skader oss på mange måter, og jeg er tilbøyelig til å si, kanskje med litt andre ord enn hr. Ingvaldsen, at det er bedre med en ende med forferdelse enn en forferdelse uten ende. For vi innlater oss her på ting som vi ikke kan ha oversikt over, men det står for meg som om det verste som kunne hende oss, var at det ble et større europeisk marked med Storbritannia og Danmark innenfor, og vi utenfor.

Dette med EFTA's samlede forhandlinger og det svenske forslaget høres for meg ut som den rene ønsketenkning. Når Danmark allerede har sagt at de ikke kan støtte Sverige, og Storbritannia har sagt det samme i realiteten, er det vel bare å kaste bort tid å arbeide videre med det spørsmålet.

.....

Stortinget vil allerede til høsten - jeg tror man kan si, utvilsomt - vedta de endringer i Grunnlovens § 93 som er en av forutsetningene for at vi kan gå med, så den vanskelighet tror jeg ikke man behøver å regne med.

Jeg ser det slik at enten vi går med eller ei, så står vi overfor veldige omveltninger i hele vårt næringsliv og vår næringsstruktur, og da synes jeg man får velge det alternativ som vi tror vil gi oss de beste sjansene. Og det tror jeg er det fulle medlemskap, så meget mer som det best oppfyller den politiske målsetting på lang sikt som jeg tror på.

- F. Moe: Spørsmålet om assosiering eller direkte medlemskap får man jo komme tilbake til når situasjonen ligger klarere an. Hovedspørsmålet er om vi må utelukke det alternativ at vi blir stående utenfor. Jeg er selv av den oppfatning at det vil være umulig for oss å stå utenfor, men jeg så forleden i "Nationen" den reaksjon at kanskje burde vi tenke oss godt om før vi gikk inn i noe slikt samarbeid. Jeg er litt redd for at det kanskje kan bli en alminnelig reaksjon her i landet: Hvorfor skal vi i det hele tatt gjøre dette? - når man blir klar over hvilke ganske vesentlige endringer i vår næringspolitikk en slik tilslutning medfører. Det er her, synes jeg, at vi som Storting står overfor et overordentlig omfattende og vidtrekkende problem. Jeg kan gjerne si det slik at vårt vedtak om å gå inn i Atlanterhavspakten var en ganske avgjørende begivenhet i norsk politisk historie, men jeg tror at en éventuell beslutning om å gå inn i Fellesmarkedet, vil være av kanskje større betydning.....

- Petersen: Jeg vil først ta utgangspunkt i den påstand at hvis Storbritannia går inn, må vi gå med. Jeg tror at det er ganske uriktig på den måten å forsøke å unndra seg valgets ansvar. For vi har ikke bare de to alternativer som hr. Wikborg eller hr. Røiseland nevnte, enten hel tilslutning til Fellesmarkedet eller assosiering, men vi har faktisk også en tredje mulighet, den å stå utenfor det hele. Vi kan tenke oss et ganske aktverdig nasjonalt liv her i landet selv om vi følger den linjen som Island og Irland har tatt, og holder oss utenfor. Det er ingen umulighet, og vi har å overveie også det alternativ, til tross for at jeg personlig allerede nå vil kunne si at det fortoner seg ikke for meg som det beste - men det kan komme av at jeg er økonom.

.....

Jeg kommer tilbake til at det selvfølgelig er en fordel å vinne tid når man skal ta en stor beslutning. Men vi må jo også være klar over at vi risikerer å "miste bussen" hvis vi for lenge holder på at vi skal overveie. Jo fortere vi på et rasjonelt og forsvarlig grunnlag kan komme til et standpunkt om hva vi egentlig ønsker eller hva vi vil, jo bedre. Jeg tror vi skulle sette det opp som et arbeidsprogram at her er det ingen tid å miste

- Vatnaland: Eg skjønar einskilde av dei som har hatt ordet her, slik at dei meiner ein snarast mogleg må ta standpunkt og erklæra seg rede til å forhandla med Dei seks om medlemskap der. Eg er ikkje einig i det. Mitt syn fell nærast saman med det som har vore halde fram av formannen og av hr. Kjøs og einskilde andre for eg må seia for min del at så uklårt som mykje er framleis, kan eg ikkje på det noverande tidspunkt ta stilling til om det er så avgjort at ein må gå saman med Dei seks.

Eg er heilt einig i det som vart halde fram av utanriksministeren her, at det må vera nødvendig for oss å vinna tid, for som det òg har vore peika på tidlegare, så er det så mykje uklårt ved korleis stillinga kan bli for våre viktige næringar jordbruk og fiske, at ein må ha nærare klårleik før ein kan ta stilling. Og eg meiner at det er nødvendig her, slik som det heile ligg til rette, at EFTA-landene i så fall bør forhandla samla, så mykje meir som det er på det reine at Storbritannias stilling slett ikkje er klår.

- Réf : 611201 : « Møte den 1. desember 1961. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 1^{er} décembre 1961. Les archives du Storting. Oslo].

- Moe : Som man har sett av avisene, har Arbeiderpartiets gruppe fattet et vedtak om å utsette denne saken om Fellesskapet.....

Jeg vil da gjerne be hr. Hønsvald redegjøre for Arbeiderpartiets gruppes mening.

- Hønsvald: Det var som bekjent forutsetningen at Regjeringen skulle legge fram en tilleggs melding i løpet av neste uke som et ledd i behandlingen av denne saken. Arbeiderpartiets gruppe har nå bedt Regjeringen om å utsette meldingen, med sikte på at man skulle få en viss forskyvning av sakens endelige behandling til over nyttår.

- Hønsvald: Bakgrunnen for dette er at den offentlige debatt, og særlig debatten rundt omkring i landet, om fellesmarkedsproblemene, har tatt en vending som er lite tilfredsstillende. Debatten er, så vidt jeg kan skjønne,

meget godt organisert fra dem som er motstandere av at vi skal søke opptagelse i Fellesmarkedet i en eller annen form, mens det vel må sies at det fra den annen side er inntatt en noe defensiv holdning. Jeg har selv merket det på en del av de møter jeg har vært på. Det har ikke vært mulig å få saklig debatt i det hele tatt. Det er fra deres side som er imot, servert - jeg kan gjerne si - den simpleste sort demagogi, og alternativet om assosiering berøres som regel ikke i disse debattene. Det er bare spørsmålet om å stå utenfor som synes å interessere.

- J. Lyng: [*Jeg skal ikke ta opp noen debatt om de bekymringer hr. Hønsvald hadde - det får være. Men jeg vil for mitt vedkommende gjerne ganske kort si at jeg synes alle interesser måtte være best tjent med om denne komite tok et standpunkt snarest mulig..... Jeg vil bare ganske kort få be om at det blir gitt oss som ser annerledes på dette, anledning til å markere vårt syn ved en votering her i komiteen*].

- Petersen: Jeg ba om ordet for å protokollere en meget sterk beklagelse over den vending saken har tatt. Jeg tror den er skadelig for norske interesser. Det er selvsagt et vurderingsspørsmål hvilke virkninger en utsettelse vil ha, men jeg er redd for at minusfaktorene vil være helt overveiende. Vi mener å drøfte om vi skal gå inn i noe, inn i Fellesmarkedet. Mange mener at så lenge som man forholder seg passiv, har man ikke foregrepet begivenhetenes gang, men jeg er redd for at ute i Europa kan det skape den oppfatning at vi melder oss ut av noe, nemlig det europeiske samarbeid i videste forstand.

- Réf : 620412 : « Møte den 12 april 1962. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 12 avril 1962. Les archives du Storting. Oslo].

- Borten : [Vel, jeg skal lese sammenfatningen raskt.

Jeg leser:

Sammenfatning.

Dette mindretall vil understreke at Norge gjennom lang tid har deltatt aktivt i mellomfolkelig samarbeid, og at det fortsatt bør gjøre det. Men det samarbeid vi hittil har deltatt i, har foregått på frivillig forpliktende grunnlag og har vært traktatmessig oppsigelig.

De nye sammensmeltningsbestrebelse i Europa som EEC står for, fører det mellomfolkelige samarbeid inn i langt mer forpliktende og uoppsigelige former ifølge offisielle uttalelser som endog tar sikte på en statsdannelse. Dette reiser nye og uoverskuelige problemer for en selvstendig nasjonalstat.

Dette mindretall kan derfor ikke tilrå at Norge søker forhandlinger med EEC på basis av en tilknytning som forutsetter en vidtgående binding av vårt folks selvbestemmelsesrett på ubegrenset tid.

Under sine vurderinger anser dette mindretall bl.a. følgende momenter som vesentlige:

- Å søke å bevare mest mulig av vår tradisjonelle form for *folkestyre* i den hensikt at den enkelte borger skal ha muligheter for å være medbestemmende på utviklingen i landet.
- Å kunne anvende våre politiske og økonomiske virkemidler slik at vi bestreber oss på en likelig fordeling av produksjonsresultatet – både når det gjelder folkegrupper og distrikter.
- Å ha mulighet for å føre en politikk som sikrer oss best mulig mot mangel på de viktigste levnetsmidler under en eventuell avsperring.
- Å kunne sikre at våre naturressurser utnyttes i en form og et tempo som tjener både dem som lever her i dag og de slekter som i framtiden skal bo i Norge.
- At Norge fortsatt må ha så langt som mulig en ubundet stilling overfor alle utviklingsland og verden for øvrig.

Dette mindretall vil videre peke på at Norge har en stor samhandel med utenverdenen og da særlig med de vest-europeiske land, og at Norge har stor interesse av at denne utvikles videre.

Dette mindretall er av den oppfatning at en *tollunion av tradisjonell type* tilgodeser dette hensyn og bl.a. sikrer våre eksportnæringer mot forringede konkurransevilkår.

En slik tollunion omfatter ikke fri etableringsrett og frie kapitalbevegelser.

Etter å ha gått igjennom de utredninger som Regjeringen har lagt fram for Stortinget, er *dette mindretall* kommet til at det ut fra en økonomisk vurdering på lang sikt vil være en fordel for Norge å bli med i den tollunion Fellesskapet har opprettet, under forutsetning av bl.a. at nødvendige importreguleringer for jordbrukssektoren kan opprettholdes i samsvar med GATT-reglene. Men et samarbeid utover tollunionens ramme må skje på frivillig forpliktende grunnlag. For øvrig må det være en forutsetning at traktatforpliktelser av den art det her er tale om, må være oppsigelige.

Dette mindretall vil tilrå at forhandlinger om assosiering på dette grunnlag blir innledet] (les italiques sont dans le texte original).

- Lyng : *Komiteens medlemmer Hambro, Ingvaldsen, Kjøs, John Lyng og Erling Petersen* mener at det er av vesentlig betydning for Stortinget ved den endelige avgjørelse av spørsmålet om norsk medlemskap i Det europeiske økonomiske fellesskap å ha best mulig kjennskap til hvordan det norske folk ser på saken. Meget taler for at dette konstateres ved en rådgivende folkeavstemning.

Disse medlemmer vil i den forbindelse peke på at tiden for en slik folkeavstemning, den måte den skal gjennomføres på og det konsise voteringstema som skal forelegges folket, må vedtas i lovs form, og at dette ikke kan gjøres før forhandlingsresultatet foreligger.

Disse medlemmer vil fremholde at det er det endelige forhandlingsresultat som det skal stemmes over og at velgerne har krav på å få seg forelagt dette med Regjeringens og Stortingets vurdering.

- Réf : 621121 : « *Møte den 21 november 1962. Stortingsarkivet, Oslo* » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 21 novembre 1962. Les archives du Storting. Oslo].

- H. Lange: Jeg sa ikke i Brussel noe som ikke før er sagt enten i St.meld. nr. 67 eller i mitt innlegg i fellesmarkedsdebatten 26. april. Det var to ting jeg gjerne ville ha fram:

For det første at vi når vi søkte om medlemskap var klar over at vi da sa oss villig til å delta i en integrasjonsprosess, en prosess som tar sikte på en stadig nærmere sammensmeltning av næringslivet innenfor hele det utvidede CEE's område, og at vi selvfølgelig var klar over at en slik prosess for så vidt hadde et politisk innhold som den berører et meget vidt felt av det enhver nasjonalforsamling i et hvilket som helst land befatter seg med, og som ofte danner skillet mellom de politiske Partiene og er gjenstand for politiske avgjørelser. Men så sa jeg dessuten, som det er sagt i St.meld. nr. 67 og som jeg sa det i debatten 26. april, at for så vidt angår samarbeidet på de områder av politikken som ikke berøres av Roma-traktaten – og det er i hovedsak generell utenrikspolitikk, det kan være forsvarspolitiske problemer, det kan være kulturpolitiske problemer – så ønsker vi når den tid kommer å være med å diskutere hvordan et nærmere samarbeid på disse områder innenfor et utvidet Fellesskap skal utformes.....

Jeg tror ikke det er tvil om at det var gunstig for forhandlingsatmosfæren for vårt vedkommende at dette ble sagt fra norsk side nå i Brussel, for det er tydelig at i hvert fall i Kommisjonen, og muligens også i en del av de seks landenes regjeringer, har reaksjonen ved et nærmere studium av vår erklæring av 4. juli vært den at her pekes det på så mange og så grunnleggende problemer at det vel er et spørsmål om nordmennene i virkeligheten ønsker å oppnå fullt medlemskap og ønsker å delta i en integrasjonsprosess. Og den misforståelsen mente jeg det var viktig og riktig ble ryddet av veien ved denne anledning i Brussel.

- Réf : 621123 : « Møte den 23 november 1962. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 21 novembre 1962. Les archives du Storting. Oslo].

- Borten : Vi er altså innkalt til et møte i London. Det som nå har aksentuert debatten om denne sak, er det initiativ statsminister Wilson kom med i det britiske Underhus, hvor han annonserer at han vil foreta en rekognoseringsrunde til hovedstedene innenfor EEC-området, og videre at intensjonen når disse rekognoseringer er over, er å søke om medlemskap i EEC.

Hvis man skal dømme etter de kommentarer vi har fått fra vår ambassade i London, er det en del om og men. Den erklæring Wilson kom med, inneholder i grunnen ikke noe markant nytt. Den er en oppfølging av det som er sagt før, at Storbritannia er rede til å gå inn i fellesskapet på visse vilkår.....

Hvis man sammenholder situasjonen nå med hva den var for noen år siden da vi diskuterte markedsspørsmålet, vil jeg gjerne fremheve at det er mange ting som har endret seg i Europa. Hvis man leser Johnsons tale, hvis man leser det som fremkom på de Gaulles pressekonferanse for nylig, ser man klart at det er kommet et nytt aspekt inn i bildet i relasjon til den debatt som ble ført i Stortinget i 1962, og det er at det legges større vekt på avspenningsforholdet, kan vi si, mellom øst og vest i Europa. Det er ikke så markant, skal vi si, det aspektet at man skal bygge opp Vest-Europa for å styrke seg i forholdet til den østlige del av Europa. Flere av de ledende har uttalt at de ser det som mer aktuelt nå å samle det egentlige Europa – hele Europa – i relasjon til tidligere.

.....

Alle vil være kjent med at vi for en god tid siden har satt ned et utvalg med statssekretær Vindsetmo som formann, som skal ajourføre de kjensgjerninger man kan registrere omkring EEC og forholdet til andre land. Når det gjelder den andre delen av mandatet for Vindsetmo-utvalget, nemlig å registrere lover og forordninger i fellesskapet og projisere dem ned på de forhold som gjelder i vårt land, er man ikke kommet så langt, men dette gjøres det også fortgang med.

- Réf : 720111 : « Møte den 11 januar 1972. Stortingsarkivet, Oslo » [Compte rendu de la réunion (à huis clos) du 11 janvier 1972. Les archives du Storting. Oslo].

- Bratteli: Jeg husker fra den daværende regjering i slutten av 1950-årene, da en fremdeles hadde Maudling-komiteen, og Det europeiske fellesskapet var i emning,....

Det som vel i virkeligheten var grunnlaget for at Fellesskapet ble til i det hele tatt, var at de dels baserte det på en del generelle, nokså alminnelige prinsipper som fremdeles har en interessant rolle å spille i mye av debatten omkring Det europeiske fellesskapet. På det praktiske plan hadde en mye arbeid med å bygge opp former, bygge opp institusjoner, bygge opp organer for å ta oppgaver opp og med å finne fram til prosedyreregler, regler for hvordan saker skulle avgjøres osv. Og alt dette – det er det som er poenget – ble gjort i *tillit* til at de praktiske problemer innen samarbeidet skulle løses etter hvert som de meldte seg.

Med andre ord: Man fikk et system med ett sett av regler for å behandle samarbeidsproblemer istedenfor forsøk på på forhånd å fastlegge at om så og så mange år skal det gjøres vedtak av det og det bestemte innhold når det gjelder bestemte problemer.

En kan vel si at et av de forhold som gjorde at nordmenn og Norge den gang stilte seg nokså skeptiske, nettopp var den tankegang som Fellesskapet på sett og vis i stor grad ble basert på, og den vel kjente norske frykt for at vi kan komme galt ut hvis vi ikke har fått nedfelt i protokoller og traktater på forhånd hvordan en vil håndtere bestemte fremtidige situasjoner.

Jeg sier dette så pass inngående for jeg tror man må ha dette som bakgrunn nesten for å kunne forstå – skal vi si – et uløst problem av den art som foreligger her, som på mange måter er en konflikt mellom praktiske og politiske realiteter og jus og innarbeidede regler i Fellesskapet (nos italiques).

TS.02: «Forhandlinger i Stortinget» [Débats au Storting].

- Réf : 350121: « Møte for lukkede dører i Stortinget den 21. januar 1935 kl. 13.45. Utenrikshandel oversikt. Stortingsarkivet, Oslo » [Réunion à huis clos du Storting le 21 janvier 1935 à 13h45. Le Commerce extérieur ; aperçu. Les archives du Storting, Oslo].

- J. L. Mowinckel:med den internasjonale politiske situasjon, som siden mitt foredrag blev holdt, må sies å være lysnet ganske betraktelig.....Etter kongemordet i Marseille var stillingen i Europa en tid temmelig spent, men det lyktes Folkeforbundets råd å finne en ordning av den akutte konflikt som var opstått mellom Jugoslavia og Ungarn, således at forholdet idag synes å være nogenlunde tilfredsstillende mellom de 2 land. Der er ikke tvil om at ved dette skritt, utført så aktivt og med så megen bevissthet, styrket Folkeforbundet i høi grad sin internasjonale prestige.....

Også den tilnærmelse som i den siste tid har funnet sted mellom Italia og Frankrike, er i høi grad uttrykk for Folkeforbundets evne til å bidra til avspenning, hvor det gjelder forholdene mellom de europæiske nasjoner, og de overenskomster som har funnet sin avslutning i Rom mellom disse 2 mektige riker, har i høi grad bidratt til å øke håpet om at freden i Europa kan bevares.

Men i ganske særlig grad har vel kanskje avstemningen i Saar bidratt hertil.

Nu er der i Europa, kan man si, fred og forholdsvis tilfredsstillende forhold. I Østen har vi derimot ennu adskillige vanskeligheter, og der er det jo en skygge over verdensforståelsen derved at Japan ikke er medlem av Folkeforbundet. I den vestlige halvkule fortsetter krigen mellom Bolivia og Paraguay og synes ikke å ta ende. Folkeforbundet har der skredet inn, og Bolivia har erklært sig villig til å bøie sig for Folkeforbundets betingelser, mens Paraguay har nektet.

Våpeneksporten: Oss interesserer denne krig noget på grunn av vår våpeneksport til Bolivia....Vi hadde kontrakt avsluttet med den bolivianske regjering for meget store beløp. Det var en fordelaktig kontrakt og en fordelaktig forretning for Norge,den må ha kunder utenfor Norge.

Da nu Folkeforbundet henstillet til de våpeneksporterende land å legge embargo på våpeneksporten til begge de krigførende land, tok vi sterke reservasjoner overfor de kontrakter som allerede var under utførelse, men under Folkeforbundets møte i september ifjor var trykket på Norge meget sterkt for at vi straks skulde stoppe eksporten, og vi gjorde det da efter visse drøftelser med Sverige, som også er interessert i denne våpeneksporten, fordi bl.a. Bofors leverer til Raufoss viktige deler av den ammunisjon det her gjelder. Den svenske utenriksminister hjalp oss ved å forby eksport fra Bofors til Norge. Imidlertid viste det sig ut over høsten at forbudet mot våpeneksport ikke blev oprettholdt. Der var så store brist og der var så mange mangler i lojaliteten at Norge, efter å ha fått bevisligheter i hende for at det forholdt sig slik, måtte meddele i Genf at det ikke kunde føle sig bundet av avtalen med Folkeforbundet, når det gjaldt de kontrakter som allerede var avsluttet, men at man, for å undgå erstatningsansvar, måtte kreve at disse kontrakter blev utført.

Dette blev meddelt Folkeforbundet, og da det ikke lyktes på nogen måte å få tilfredsstillende opplysninger om fremtidig lojalitet, tross de forsøk vi i den retning gjorde, besluttet regjeringen at en enkelt kontrakt skulde oprettholdes, og at den eksport som den omfatter, måtte utføres, og først når den var utført, kunde vi gå til en effektiv embargo, en effektiv stans av all utførsel. Den britiske regjering sendte en note hvori den beklaget sig over dette forhold; og på denne note svarte den norske regjering, at den føler sig ikke på nogen

måte skyldbetyngt, det var bedre at de som hadde anledning til å føre internasjonal kontroll her, sørget for at kontrollen blev tilfredsstillende.

.....Men siden det skjedde, har det hendt noget. Det er hendt det at Folkeforbundet har ophevet hele embargoen for Bolivias vedkommende. - Da vi fikk den beskjed og samtidig meddelelsen om at Raufoss stod overfor ganske betydelige bestillinger av geværammunisjon til Bolivia, som vilde være ganske fordelaktig for oss å avslutte, fant vi allikevel at vi måtte gå meget varsomt frem. Selv om denne embargo var ophevet, vilde vi ikke gjøre noget med eksport av ammunisjon til den bolivianske regjering, før vi i Genf fikk sikkerhet for at det ikke kunde betraktes som noget som helst brudd på overenskomsten.Derved har den svenske regjering åpnet eksporten igjen til Bolivia, og det blir da den norske regjering sak under drøftelse med den stortingskomite som nu har denne sak til behandling, å ta op til overveielse hvorledes den norske regjering skal stille sig med hensyn til de store interesser som vi har i Raufoss.

Frankrike:Med Frankrike sluttet vi i sommer en avtale. Saken var at Frankrike fra 1 januar ifjor nedsatte de forskjellige lands importkontingenter til 25 pct. av de tidligere gjeldende kontingenter, idet det var forutsetningen at de interesserte land skulde opta direkte forhandlinger med Frankrike om de øvrige 75 pct. Dette ramte jo Norge overordentlig hårdt, og vi gikk da til forhandlinger, som først blev ført i Oslo og som var meget vanskelige og meget langvarige. De fordringer som Frankrike stillet, var efter vår mening meget store, og det varte meget lenge før vi endelig kom til et resultat. Tilsist måtte forhandlingene overføres til Paris, og først 9 juni lyktes det å komme til et resultat. Der blev utvekslet 4 noter, nemlig en hovednote med 1 bilag, en til denne knyttet forklarende note, en note om licenser for innførsel til Frankrike av norske nitrater samt en note om beskyttelse av opprinnelsesbetegnelsen for Roquefort-ost. Ved den her omhandlede avtale opnådde Norge å få gjenoprettet de såkalte 100 pct. importkontingenter for norske varer til Frankrike.

.....På sin side måtte den norske regjering gi den franske regjering forsikring om å ville gjøre de nødvendige bestrebelser for at tilleggsbestillinger av franske varer blir foretatt til en verdi av kr. 1 825 000,00 i løpet av året 1934. Det bemerkes at den franske regjering har adgang til efter at der har vært forhandlet om saken, å foreta en nedsettelse av visse av de Norge tilståtte kontingenter såfremt det pr. 1 oktober 1934 og pr. 1 januar 1935 konstateres at man fra norsk side ikke er nådd op til det forutsatte beløp for tilleggs kjøp. Imidlertid er man, såvidt jeg vet, nådd praktisk talt til det beløp Frankrike hadde sagt, idet der ved årsskiftet av tilleggsbeløpet vi skulde kjøpe for i Frankrike, gjenstår bare omkring 75 000 kroner. Nu er der i disse dager i Paris optatt nye forhandlinger om fornyelse av denne avtale, og vi har stillet krav om visse modifikasjoner, men fra Frankrike er kommet meget sterke krav, så forhandlingene er ikke lette.

Ekspedisjonschef Smith ligger i Paris og fører disse forhandlinger, og det stilles fra fransk side krav om ganske store innrømmelser, bl.a. forlanges det, at det kjøpebeløp som vi går med på, skal omlegges fra kroner til francs, noget som møter visse betenkeligheter, idet man ikke kan vite hvorledes kronens stilling blir, og heller ikke hvorledes francens stilling blir frem igjennem året.

Norden: Hvad de nordiske forhold angår, har vi med hensyn til Oslokonvensjonen den 20 desember, overensstemmende med det som blev omtalt i dok. A, instruert legasjonene i Stockholm, Kjøbenhavn, Helsingfors, Bryssel og Haag og å tilstille de respektive utenriksministerier en nærmere angitt note inneholdende utkast til forandringer i Oslokonvensjonen for å bringe denne i overensstemmelse med de nuværende handelspolitiske forhold. Det vesentligste i utkastet går ut på at Oslokonvensjonens bestemmelser, som efter sin nuværende ordlyd kun tar sikte på påtenkte forandringer i de til konvensjonen knyttede lands tolltariffer, også kommer til anvendelse ved utferdigelse av andre foranstaltninger til innskrenkning eller tvangsregulering av vareomsetningen mellem landene, og særlig ved vedtagelse av importforbud og kontingenteringsbestemmelser samt valutarestriksjoner. Det er dette som blev omtalt i desember, og som også er nevnt i trontalen.

De i desember og i trontalen nevnte nabolandsnevnder er trådt i virksomhet og har begynt sitt arbeide, særlig har det vært arbeidet mellem den svenske og norske nabolandsnevnd angående en ordning for steinindustriens vedkommende; man har forsøkt å få den foreløbige overenskomst som var truffet mellem de

interesserte, noget gunstigere for Norge, hvilket ikke har lyktes, og jeg tror at resultatet blir, at man fra norsk side slutter sig til den avtale som er truffet mellom de interesserte. Det krever imidlertid regjeringens bistand, og spørsmålet vil i sin tid komme til regjeringen og visselig også måtte forelegges denne forsamling.

Vinlandene : Jeg kommer nu til vinlandene. Med hensyn til Spania er det i grunnen lite nytt. Vår klippfiskkvote blev - som det vil erindres - fastsatt til 13 000 tonn pr. år, hvilket betegner en sterk vekst sammenlignet med den eksport vi har hatt i de siste år, men som den norske klippfiskindustri mener må kunne økes betydelig.Dertil kommer, at den islandske klippfisk nyder et meget godt ry i hele Spania, slik at der utvilsomt er et sterkere naturlig behov for islandsk klippfisk enn der er for norsk klippfisk.

....Balansen mellom Spania og Norge endres nemlig stadig til Spanias ugunst....og han har også gang på gang nevnt den store fordel for oss ved vår skibsfart på Spania, ikke minst den omstendighet, at vi gjennom Spanskelinjen transporterer fra og til Spania varene under norsk flagg. Det nytter lite å peke på hvad jeg har gjort, at det at det norske flagg benyttes, skyldes et forhold som Spania selv har ønsket etablert, og at det å transportere varer ikke alltid er en fordel, - ofte kan det være en større fordel for dem for hvem varene transporteres, at de kan få transporten billig og god..... Imidlertid anmodet vi klippfiskeeksportørenes landsforening om å sende 2 mann ned til Spania og Portugal for der personlig å sette sig inn i forholdene..... De får all mulig støtte både fra Utenriksdepartementet og fra vår legasjon, og også fra den faste fiskeriagent vi har på den Pyreneiske halvø. Underhånden skal de undersøke om der er muligheter for å få en høiere kvote i Spania enn 13 000 tonn, men noget resultat av disse undersøkelser er hittil ikke opnådd.

De er nu i Portugal. Hvad den portugiske tilleggsavtale angår, så omtalte jeg den utførlig i 6 desembermøtet, og behøver ikke å komme stort nærmere inn på den idag.Den er av den største interesse både for vår skibsfart og for vår klippfiskhandel at denne avtale blir ratifisert så hurtig som mulig. Den er nemlig heller ikke ratifisert i Portugal, og der er adskillige ting som tyder på at der er reist kritikk mot denne avtale i Portugal. Vi vil derfor - hvad også fremgår av proposisjonen - gjerne at den snarest skal ratifiseres fra norsk side, forat vi derigjennem kan øve et trykk på ratifikasjon fra Portugals side. For hvis ratifikasjonen skulde nektes ophører traktaten momentant, og de fordeler vi har innvunnet for vår skibsfart og for vår klippfisk, forsvinner øieblikkelig. Men hvis vi ratifiserer, så har vi 6 måneders opsigelse, og i de 6 måneder kan vi forhandle med Portugal og søke å opnå modifikasjoner, endringer og forbedringer: Vi vinner tid. Det er situasjonen.

Jeg vil i den anledning få lov til å referere to telegrammer, hvorav det ene kom lørdag og det annet idag. Begge telegrammer er fra De Norske Klippfiskeeksportørers Landsforening i Kristiansund. Det første telegram lyder slik:

"Tilleggsavtalen Portugal: Vår delegasjon meddeler fra Lissabon at der er sterke krefter i sving til fordel for islandsfisken, hvorfor den anser det tvingende nødvendig hurtigst ratifisere tilleggsavtalen. Island arbeider forhåndssalg store kvanta lave priser, men foreløbig vil licens islandsfisk ikke bli gitt. Handelsministeren uttalte at Portugal ønsket holde avtalen"

- Avtalen inneholder som bekjent den for oss gunstige klausul at 40 pct. av den portugisiske fiskeimport skal tilfalle norsk fisk.

"- Handelsministeren uttalt at Portugal ønsket holde avtalen, men forhandlinger forståelse prisklausulen må utstå inntil traktaten ratifisert";

Og nu var det nettop forståelsen av denne prisklausul som klippfiskeeksportørene var så interessert i; det stod nemlig, at prisen på den klippfisk som Portugal skal innføre fra Norge, skal være verdensmarkedets pris. Men det har vært gjenstand for fortolkninger, som klippfiskeeksportørene ikke har funnet gunstige for sig og derfor gjerne vil ha forandret. Det var det ene telegram. Det annet telegram kom i dag:

"Finner vår plikt gjøre opmerksom på tvingende nødvendig for Norges og Kristiansunds klippfisknæring at Portugal-avtalen ratifiseres hurtigst, da avtalen meget fordelaktig for Norge. Også av overmåte stor betydning for vår skibsfart"

Forhandlingene med det tredje fiskeland, eller vinland, Italia, fortsetter, men jeg kan ikke idag si noget bestemt om dem. Det er som om vi ikke kan få ordentlig tak i hvorledes vi skal komme fremover. Italia forlanger i sin almindelighet større kjøp, og at vi må ordne oss med å skaffe dem et bedre marked. Vi må gi eksempler på det, og det er ikke lett. Vi har fått Forsvarsdepartementet til å kjøpe et sjøfly, og stille i utsikt kjøp av et par sjøfly til, og jeg håper, som jeg nevnte allerede den 6 desember, at dette skal gjøre et gunstig inntrykk.

Vi hadde håbet at vi kunde kjøpe den jagertype som hæren skal ha, fra Italia, men det viste sig dessverre ugjørlig. Den jagertype passet ikke for oss.Det har vært drevet ganske store forhandlinger om kjøp av skib fra Italia, og kjøp av skib vilde spillet en stor rolle, det vilde monnet godt; rent psykologisk vilde det gjøre et godt inntrykk. Men det er ikke gått i orden.

Vår hovedinteresse er stokkfisken. Som jeg sa allerede 6 desember: Får vi kontingent for stokkfisk i Italia, da betyr det noget av en katastrofe. Det er ikke lett eller hurtig gjort å skaffe et nytt marked for den store del av vår stokkfisk-eksport som Italia optar. Hittil har det heldigvis lyktes å holde den kontingentering borte. Vi var ganske engstelige ved årsskiftet. Italia er i handelspolitikken overraskelsesens land: Vår ferskfiskeeksport blev stoppet, uten at vi hadde fått noget som helst varsel, og det kunde gått så med stokkfisken også. Der har vært hyppige og stadige trusler i luften om at så vilde det gå, men hittil har der iallfall ikke skjedd noget. Og vi holder vår legasjon i stadig kontakt med myndighetene for å hindre at nogen overraskelse skjer. Jeg kan ikke si annet om dette enn at vi får håbe og se.

Clearingen: Så er det clearingen med Tyskland. Der har vi først tilleggsavtalen av 31 f.mnd. Jeg omtalte sist hele clearingen, hvorledes den hang sammen med salget av hvalolje, og jeg nevnte også den gang at der var opstått vanskeligheter, idet balansen mellom Tyskland og Norge hadde forrykket sig til Norges fordel, men i forhold til clearingen til Norges skade, og at vi allerede var gått igang med forhandlinger, men ikke kunde si hvad de vil føre til. Nu lyktes det nyttårsaften å få undertegnet en ny clearingsavtale, og hvad man ved den tok sikte på, det var at man skulde oprettholde den normale norske eksport under clearingen, således at ekstra-eksport, det nye som var kommet til, måtte stå tilbake. Og i den fortrolige protokoll til denne tilleggsavtale har man fått inn ekstra bestemmelser. Det er meget vanskelige spørsmål, men som sagt, både Norges Bank, Handelsdepartementet, Finansdepartementet og Utenriksdepartementet har sin oppmerksomhet henvendt på dem.

Polen: Vi har den 6 januar i år sluttet en avtale som også vil bli sendt til Stortinget og bli gjenstand for Stortingets godkjennelse, men som er midlertidig godkjent - en tilleggsprotokoll med Polen til den norsk-polske handels- og sjøfartstraktat av 22 desember 1926, hvorved på den ene side Polen innrømmer visse tollreduksjoner og tollbindinger for norske varer....

Jeg skal ikke gå i detaljer men i det store og hele tror jeg denne avtale er ganske fordelaktig for norske interesser. Vi har fått tollene betydelig nedsatt, ikke minst for alle til våre fiskeinteresser knyttede varer, så man håber på at en øket eksport her skal kunne finne sted. Avtalen, som skal ratifiseres, er avsluttet for 1 år. Opsies den ikke 1 måned før årets utløp, fornyes den automatisk.

Brasil : Jeg kommer nu oversjøisk, og der tar jeg først Brasil. Brasil er et av de markeder hvor det er store muligheter for å få utløp for vår fiskeeksport. Men det har også vært meget store vanskeligheter med valutaen, og det har måttet ydes statshjelp til ordning av disse forhold. Man har et håp om, at hvis vi kan øke kjøpet av Brasil-kaffe betraktelig, så vil vi kunne få lettet vår eksport også ganske betraktelig. Der brukes efter sigende svært lite Brasil-kaffe her i Norge, meget mindre enn det brukes i våre naboland.... Sydamerikalinjens disponent, Lorentzen, er reist til Brasil med det for øie å søke å undersøke mulighetene for å få handelen op mellem de to land. Han har anbefalinger med fra regjeringen, og han telegraferer at det er ganske gode utsikter til en øket handel, til en lettere clearing, ja muligens til skibsbestillinger for brasiliansk regning ved norske verksteder. Men det hele avhenger av vår import og importmulighetene. Han sier, at skal han komme nærmere spørsmålet, må han bemyndiges til å forhandle, og vi har i siste statsråd gitt Lorentzen og vår Chargé d'affaires der nede offisiell bemyndigelse til å opta forhandlinger med Brasil.

Japan.: Et annet viktig marked, som jeg nevnte i desember, er Japan, og der har jeg litt nytt å berette. I anledning av de japanske trusler om repressalier overfor Norge på grunn av de norske importforbud for gummiskotøi og fajanse, har Utenriksdepartementet fra forskjellig hold mottatt inntrengende henstillinger om å foranledige truffet de nødvendige forføyninger til beskyttelse av de store norske interesser som her står på spill. Således har A/S Borregård i en skrivelse av 12 november f.å. meddelt at selskapet allerede har sluttet kontrakter for levering av ca. 50 000 tonn silkecellulose til Japan i 1935, hvilket representerer en verdi på ca. 16 mill. kroner, og at selskapet må regne med å stanse sine fabrikker minst et halvt år, såfremt det skulde bli utestengt fra det japanske marked.Borregårds henvendelse er blitt støttet fra forskjellige hold. Således har ordfører og borgermester i Sarpsborg i skrivelse av 24 november f.å. fremholdt de alvorlige følger som en lengere arbeidsstans ved Borregård vil ha, såvel for byen som for de omliggende landdistrikter.... Dessuten har Wilhelmsen-linjen i en skrivelse av 8 desember redegjort for de konsekvenser som en utestengning av Borregård fra det japanske marked vil ha for rederiets linje på Japan, for hvilken Borregårds skibninger danner en uundværlig basis. Under disse omstendigheter fant regjeringen det nødvendig underhånden å tilstille de japanske myndigheter meddelelse om at den norske regjering hadde besluttet å fremsette forslag om ophevelse av importforbudene for gummiskotøi og fajanse så snart Stortinget var trådt sammen.

U.S.: Jeg har nu bare ett forhold igjen, og det er Amerikas forente Stater. Ved "Revenue Act of 1934" innførte De forente Stater en skatt eller avgift på hvalolje på 3 cents pr. pund. Avgiften er prohibitiv og har helt utestengt denne viktige eksportartikkel fra det amerikanske marked. I Revenue Act er avgiften betegnet som "Excise Tax" (ikke toll) og er opført under gruppen "Manufacturers Excise Taxes sec. 601 Excise on certain articles". Det blev vedtatt av Kongressen mot regjeringens inntrengende henstilling. Fra norsk side har man hevdet at avgiften er å betrakte slik som den er betegnet, som en akcise-avgift, som, da den kun rammet innført og ikke tilsvarende innenlandsk vare, var i strid med vår traktats artikkel VIII som fastslår at landene gjensidig skal nyde nasjonal behandling med hensyn til indre skatter. Imidlertid har Treasury Departement knesatt den fortolkning at det her ikke dreier sig om en indre skatt, en fortolkning som State Departement, som efter alt å dømme synes å dele det norske syn på saken, ikke har vovet å sette sig ut over. Det har stadig pågått forhandlinger om en ophevelse av avgiften, og sendemann Morgenstjerne har flere ganger såvel muntlig som skriftlig fremlagt det norske standpunkt overfor State Departement. Efter de uttalelser som den amerikanske utenriksminister er fremkommet med overfor sendemann Morgenstjerne, skulde der være grunn til å håpe at State Departement vil søke foranlediget fremsatt forslag til Kongressen om ophevelse av avgiften. Det ventes imidlertid at et sådant forslag vil møte sterk motstand særlig fra farmerorganisasjonenes side.

Den amerikanske sendemann har flere ganger, muntlig som skriftlig, kommet tilbake til spørsmålet om det norske importforbud for automobiler. I skrivelse av 21 november ifjor antyder han at dette muligens som et mottrekk kan settes i forbindelse med vedtagelse av de amerikanske avgifter på hvalolje. Departementet gjør ham i skrivelse av 26 s.m. oppmerksom på misopfatningen og opplyser at det kun er valutamessige hensyn som ligger til grunn for importforbudet. Det var, som man vil erindre, fra amerikansk side gjennom utenriksminister Hull tatt meget sterkt avstand fra en politikk som bevisst la hindringer i veien for den amerikanske handel for bakefter å bruke disse hindringer som kompensasjonsobjekter ved traktatforhandlingene, og det blev antydnet at det vi gjorde med automobiler nettop var et slikt trick. Det gjaldt derfor for oss i høieste grad å få bragt på det rene like overfor U.S. at det var ikke hensikten med dette importforbud. Det var en forholdsregel som blev fattet efter forslag av Bankenes Valutakomite. Samtidig gjør departementet imidlertid oppmerksom på at når en så viktig eksportartikkel som hvalolje stenges ute fra det amerikanske marked, og når verdien av denne artikkel, ved uteblivende amerikansk konkurranse om produktet på verdensmarkedet, presses ned til et lavmål, forringes derigjennem vår kjøpeevne, og det vil være nødvendig i tide å ha truffet forholdsregler som setter den norske regjering i stand til i fornødent fall å kunne beskytte den norske valuta. Forøvrig stilles i utsikt at importforbudet vil bli håndhevet under hensyntagen til et godt handelspolitisk forhold til De forente Stater. Vi har under overveielse helt å opheve importforbudet, men av forskjellige grunner har vi funnet at tiden ennu ikke er inne.

Dette er de spesielle meddelelser jeg har å avgi.

Ser man nu på det hele billede, vil alle forstå av det jeg har sagt og lest op, at vi lever i en vanskelig handelspolitisk tid. Vi kjemper fra dag til dag, og vi er nødt til å gå med på meget som er usmakelig. Vi kjøper oss frem. Men i det store og hele tatt tror jeg man kan si at vi ved den politikk som er ført, og som er en bevisst politikk, har nådd ganske tilfredsstillende resultater. Vi har prøvet å holde planøkonomi og systemer for restriksjoner og overdreven beskyttelse ute så meget som mulig. Vi har den overbevisning at for et land som vårt, som har et så allsidig eksportbehov og en så veldig flåte, vilde virkningene av den slags egoistisk politikk bli sterkere enn kanskje i noget annet land i verden, og vi vilde hurtig og meget sterkt komme til å lide under det. Den arbeidsløshet som trykker oss, og som kanskje mange mener skal kunne lettes ved den slags planøkonomiske eksperimenter, vilde i virkeligheten hurtig og meget følbart stige.

Det er ganske interessant - og jeg vil slutte med det - hvad formannen for Bergens Handelsforening dr. Kroepelien uttaler i sin årsoversikt. Han er ikke en mann som partipolitisk står på samme side som den nuværende regjering, det er en rent objektiv upolitisk betraktning. Han sier: "Det er i det store og hele lykkes regjeringen på en bemerkelsesverdig måte å føre en liberal handelspolitikk og motstå fristelsen til i vårt land å gå til almindelig importregulering og til subvensjonering. Det er en politikk som vi i det lange løp visselig vil høste fordeler av. For en gang vil krisementaliteten slå om og man vil igjen i verden føre en handelspolitikk som bedre harmonerer med forståelsen av at folkene trenger hverandre og at de enkelte land har sine særlige naturlige forutsetninger å bygge på. Når den avpasning kommer vil det bli vanskeligere å eksistere for det som er vokset frem i ly av begunstigelsene. Det er derfor ingen grunn til å hilse med begeistring ethvert tiltak som går ut på å gjøre ens eget land uavhengig av verden forøvrig].

C. J. Hambro : Jeg vil uttale min glede over at vi har fått en redegjørelse fra utenriksministeren så tidlig i sesjonen...Men jeg vil be Utenriksdepartementet dra omsorg for, når delegasjoner sendes ut, at disse delegasjoner ikke sender hjem åpne telegrammer av det innhold som telegrammene fra herrene i Lissabon. Det er meget få land i Europa hvor idag telegramhemmeligheten respekteres, og man kan være temmelig forvisset om at disse telegrammer, hvor de ber om at vi for Guds skyld må ratifisere med én gang, da traktaten er meget fordelaktig for Norge, ligger på alle angjeldende portugisiske herrers bord, hvis de er avsendt åpent til Kristiansund.

Det er bare et enkelt av de spørsmål som blev berørt av statsministeren, som jeg allerede på dette tidspunkt vil si et par ord om, skjønt det også må gjøres til gjenstand for spesialbehandling siden. Det er spørsmålet om eksporten fra Raufoss. Jeg har den hele tid beklaget at denne eksport har funnet sted... jeg tror at vi ganske åpent skal innrømme den store betydning av spørsmålet og se det ikke bare som et lite spørsmål om beskjeftigelse for noen folk på Raufoss, men se det rent internasjonalt.....

Men la oss alle være klar over at den største krigsfare i Europa idag, den ligger ikke i nogen av de politiske spørsmål ... (men) på det økonomiske felt. Hvorfor tror man at arbeiderpartiene i England og Frankrike ikke har våget å ta standpunkt for en effektiv nedrustning? Av den meget likefremme grunn, at i England er der idag lavt regnet 5 1/2 million arbeidere beskjeftiget i våben- og ammunisjonsindustrien. I Frankrike er tallet noget større, i Tyskland er det ennu større. Lavt regnet er der idag i Europa og i De forente Stater mellem 20 og 25 millioner arbeidere som vil bli arbeidsledige i samme øieblikk man gjør noget effektivt for å begrense rustningene. Der ligger den store fare for verdensfreden idag og for hele utviklingen.

.....jeg mener det vil være nødvendig for Stortinget iår å ta et realitetsstandpunkt til dette spørsmål. Mener vi overhodet noget med vår fredsvennlighet, kan vi ikke fortsette med å eksportere granater og rifleskudd hverken til Bolivia eller Chile. Mener vi ikke noget med det, får vi la være å snakke høit om det ved enhver anledning. Skal vi overhodet komme fremover i denne uhyre vanskelige tid på dette særlig betydningsfulle område, da tror jeg det er nødvendig at de små stater går i spissen.

- Réf : 720608: «*Forhandlinger i Stortinget nr 422, 8. juni 1972, side 3368-3371. Norges tilslutning til Det Europeiske Fellesskap. Stortingsarkivet, Oslo* » [Débats au Storting, numéro 422, le 8 juin 1972, pages 3368-3371. L'adhésion de la Norvège à la Communauté européenne. Compte rendu. Les archives du Storting, Oslo].

- Bratteli: Enkelte vil se en debatt som denne som en parade av argumenter som har vært repetert i mange år.... Når en lytter til den kan en allikevel observe interessante utviklingstendenser. Det er ikke den samme debatt som ble ført for ti år siden.

I bakgrunnen for den virker en omformende europeiske utvikling som også vårt land påvirkes av, om vi enn ikke er noen sterk drivkraft i den. Det er denne europeiske utviklingen som bl.a. former tidtabellen for behandlingen av de spørsmål som nå sterkt opptar oss. Vi skal løse bestemte problemer, og vi må gjøre det til de tidspunkter der problemene står på den europeiske dagsorden.

Hvor mange er det som i disse dager har sagt med ettertrykk at ingen vil melde seg ut av Europa? Særlig motstanderne av medlemskap har funnet grunn til det. Jo større skepsis til medlemskap, jo sterkere erklæringer om europeisk fellesskap.

.....

Vi ønsker det skal være ganske klart i hvert eneste hjem og hos hvert eneste menneske hva Regjeringes råd er: Vi tilrår at vårt folk godtar forslaget om medlemskap i Det europeiske fellesskap. Regjeringer rår folket til å stemme ja ved folkeavstemningen i September.

TS.03 : Relations internationales et inter-scandinaves 1380-1814.

NB : N = la Norvège, S = la Suède, D = le Danemark, D-N = le Danemark-Norvège et S-N = la Suède-Norvège.

TS.03.01 : Si nous regardons la période 1380-1814 sous l'angle des conflits ou alliances entre Etats nous pouvons constater que les seuls Suède (S) et Danemark-Norvège (D-N) avaient été en guerre l'un contre l'autre, sauf indication contraire, un total de 33 fois, soient en : 1389 ; 1426 : La Ligue hanséatique contre l'Union de Kalmar ; 1436, 1451-1453, 1455, 1471, 1506, 1509-1513, 1518, 1520, 1522, 1523 : Lübeck est impliquée ; 1524 : Union de D-N avec la S et les ports hanséatiques ; 1541 : Union entre les monarques suédois et danois pour 50 ans ; 1563-1570, 1564, 1572 : Suite à une incursion suédoise en N, le D désigne un Gouverneur général pour ce pays ; 1611-1613, 1618-1648 : Guerre de Trente ans ; 1643-1645 ; 1652 : la Hollande et l'Angleterre sont impliquées ; 1657-1658 : l'Autriche et la Pologne sont impliquées ; 1658-1660 : la France, la Hollande et l'Angleterre font pression pour une fin à la guerre ; 1660 : la Pologne et le territoire de l'Estonie sont impliquées, 1675-1679 : la France est impliquée ; 1690 : Alliance entre la S et le D-N ; 1691 : Union de neutralité entre la S et le D-N ; 1700-1721 : la Grande Guerre du Nord, impliquant la Russie, la Pologne, la Saxe, le Grand Duché de Lituanie, la France et la Prusse ; 1756 : Convention de neutralité entre la S et le D-N ; 1765 : Un accord de conciliation est établi entre la S, la Russie et le D-N ; 1788-1789, 1808-1810, 1813-1814 : Alliance entre l'Angleterre et la S qui prend partie contre Napoléon et où l'Angleterre soutient la S pour l'acquisition de la N.

TS.03.02 : En plus, pour la seule Suède nous notons un total de 27 affrontements et alliances à l'extérieur du Danemark-Norvège mais dont les récits ont été rapportés en Norvège comme au Danemark, en : 1410-1435 : Guerre contre les Hanséatiques et les ducs de Holstein ; 1495 : La Russie attaque la Finlande qui est défendue par la S ; 1555-1557 : Guerre de frontières avec la Russie ; 1583 : Trêve de 3 ans entre la Russie et la S ; 1590 : La guerre entre la Russie et la S reprend ; 1595 : La paix est signée entre la S et la Russie ; 1617 : La paix est signée entre la S et la Russie ; 1621 : La guerre entre la S et la Pologne reprend ; 1629 : La trêve de six ans entre la S et la Pologne prend fin ; 1654 : Traité d'alliance entre la S et l'Angleterre ; 1655 : Guerre entre la S et la Pologne ;

1656 : La S se retrouve en guerre avec la Russie ; 1661 : Une paix est conclue entre la S et la Russie ; 1668 : Une alliance tripartite est conclue par la S, la Hollande et l'Angleterre contre la France ; 1672 : La S entre dans une alliance avec la France ; 1688-1689 : Alliance entre la S et le Brandebourg-Lünebourg ; 1741-1742 : Guerre entre la S et la Russie ; 1757 : La S conclut une alliance avec la France contre la Prusse ; 1762 : La S et la Prusse concluent une paix ; 1769 : Accord de soutien à la S par la Russie, la Prusse et le D-N ; 1784 : La S et la France signent un accord secret de défense ; 1791 : La S et la Russie concluent une alliance de défense ; 1804 : La S conclut une alliance avec l'Angleterre contre la France ; 1809 : La S cède la Finlande à la Russie ; 1812 : Un pacte est conclu entre la Russie et la S par lequel la N est promise à la S ; 1813 : Alliance entre la S et l'Angleterre, la S s'engage contre Napoléon et l'Angleterre promet son soutien à la S pour l'acquisition de la N ; 1814 : Guerre de deux semaines entre la N et la S que cette dernière gagne.

TS.03.03 : Enfin, pour le seul Danemark-Norvège nous notons un total de 36 conflits, alliances et dates importants, en : 1380 : Le D hérite du trône de la N ; 1380-1814 : Union entre la N et le D avec un seul roi qui réside à Copenhague ; 1397 : L'Union tripartite de Kalmar est établie par le D ; 1424 : Les provinces de Jutland sud et le Friesland sont reconnus appartenir à D-N ; 1426 : L'accord de Perth de 1266 est renouvelé ; 1543 : Guerre avec la Hollande ; 1653 : Traité d'alliance avec la Hollande ; 1656 : Traité de garantie entre le D-N et la Hollande ; 1661 : Traité de défense et de commerce avec l'Angleterre ; 1663 : Traité d'alliance avec la France ; 1666 : Traité d'alliance avec la Hollande ; 1672 : Coalition de défense contre la France ; 1674 : Alliance avec l'Empereur et le Brandebourg ; 1682 : Alliances avec la France et le Brandebourg ; 1686 : Le D-N attaque Hambourg ; 1689 : Accord d'Altona avec la garantie de la Hollande et l'Angleterre au détriment du D-N ; 1696 : Alliance avec la Hollande et l'Angleterre ; 1732 : Traité avec la Russie et l'Autriche ; 1734 : Traité subsidiaire avec l'Angleterre ; 1739 : Traité subsidiaire avec l'Angleterre ; 1742 : Alliance franco-danoise ; 1746 : Traités avec la Russie et l'Algérie ; 1749 : Traité subsidiaire avec la France ; 1752 : Traité avec Tunis et Tripoli ; 1753 : Traité avec le Maroc ; 1754 : Traité d'alliance avec la France ; 1758 : Traité d'alliance avec la France ; 1762 : Crise entre la Russie et le D-N ; 1767 : Accord d'échanges de territoire provisoire avec la Russie ; 1769 : Traité d'alliance avec la Russie ; 1773 : Echanges de territoires avec la Russie et annonce d'une union éternelle ; 1777 : Le D-N reprend les colonies indiennes ; 1806 : Le Holstein est rattaché au D-N ; 1807 : Guerre avec l'Angleterre ; 1814 : La paix de Kiel par laquelle le D cède la N à la S.

TS.04: L'échec au référendum de 1972.

- Edgeir Benum : Alt dette er i hovedsak riktig som en beskrivelse av hovedmønstrene i avstemningsresultatet. Vi kan føye til at unge velgere oftere stemte nei enn eldre. Men som forklaringen på utfallet rekker det ikke langt. Verken primærnæringer, utkantboere eller radikale industriarbeidere hadde stemmestyrke til å skape noe nei-flertall. Selv om det var i funksjonærgruppen ja-prosenten var størst, kom det flere nei-stemmer fra funksjonærer enn fra bønder og fiskere tilsammen. Motstanden hentet ikke sin talmessige styrke i primærnæringene. Som vi alt har sett rommet de bare om lag ti prosent av yrkesbefolkningen i 1972. Flertallet av industriarbeidere stemte etter alt å dømme ja. Bønder, fiskere og radikale industriarbeidere stod samlet neppe for særlig mer enn en fjerdedel av nei-stemmene. Heller kunne ikke Nord-Norge, Trøndelag og Vestlandet levere den stemmetyngden som skulle til for å gi nei-siden seieren. Østlandet bidrog tvert imot kraftig, med 44 prosent av nei-stemmene, og landsdelen hadde ikke mer en 49 prosent av befolkningen. Om vi så ser på hovedstaden, det fylket der overvekten av ja-stemmer var størst, var nei-stemmene bare derfra helt avgjørende for utfallet. Om 37 prosent av de som stemte nei Oslo, hadde lagt stemmen in den andre vektskålen, hadde ja-siden vunnet. At nei-siden klarte å holde skansen i Oslo og andre østlandsbyer så godt som den tross alt gjorde, forklarer altså minst like mye som stemmestyrken til folk i primærnæringene.

Den som vil forklare utfallet av folkeavstemmingen, må altså mer enn det som til nå er gjort se på hvorfor ligningsfunksjonæren, læreren, helsearbeideren eller kjøpmannen i sentral strøk stemte nei. Det er ikke nok å peke på de "typiske" nei-områdene, for det var fra områder som ikke var "typiske" at tyngden av nei-stemmene

kom. Kanskje kan primærnæringene og utkantene duke opp igjen, men da i en annen form. For bytradisjonen er ikke sterk i Norge. Selv byboere føler ofte tilknytning til landsbygda sterkere enn til byen. Men viktig kan det også være at den nye samfunnskritikken i stor grad hadde appell på tvers av egeninteresser og klasseinteresser. Det var *felles* menneskelige verdier, som nasjonens selvstendighet og menneskenes avhengighet av naturen, som kom i focus. Det sterkeste og hyppigste argumentet på nei-siden, selvråderetten, var nettopp et argument som ikke hadde adresse til bestemte klasser eller egeninteresser. Kanskje kan vi omskrive Edvard Bull og si at *nye* fellesinteresser kom på tvers av tradisjonelle klasseinteresser?

TS.05: L'identité des Norvégiens.

Det fredelige Norge. Ideen om eksepsjonalisme – at identiteten hentes fra å være forskjellig fra alle andre enheter i samme kategori – er i noen grad et unngåelig trekk ved nasjonal identitet. Spranget fra forskjell til eksepsjonell forskjell er kort. Dermed finner vi nasjonalismer som de amerikanske og israelske – nasjoner som mener seg eksepsjonelle fordi de er utvalgt av Gud, eller den polske og serbiske – eksepsjonelle fordi de har måttet utstå eksepsjonell ledelse (i siste instans, som Kristus). Norsk nasjonalisme er neppe *så* eksepsjonell, men det er ett trek som peker i denne retningen. Det er tanken om at Norge er spesielt fredelig. Tanken stammer fra 1890-tallet, og har sine røtter i avgrensningen av det norske mot det svenske. Som gammel militær stormakt ble Sverige i norsk nasjonalistisk ordskifte kategorisert som en av flere europeiske 'krigerstater'. Norge var på sin side en typisk fredsvenn (Leira 2004). Lykken smilte til Norge et par tiår senere, og landet kom ikke med i Den første verdenskrig. Heller ikke Den andre verdenskrig rokket ved selvbildet, til tross for at væpnet motstand ble feiret. Under Den kalde krigen var Norge et ivrig NATO-medlem, og Norge var og er en viktig våpeneksportør, men heller ikke dette rokker ved selvbildet som eksepsjonelt fredelig.

Og man kan spørre seg hvordan det er mulig at Norge, som nå har et kontinuerlig tiår som krigførende part i Afghanistan bak seg, fortsatt kan hevde å være mer fredelig enn for eksempel Sverige. Men det kan Norge altså, og effektene kan man daglig se i den politiske debatt, der det blir underkommunisert eller endog benektet at Norge er i krig, der det sees på som unormalt at soldater tar liv enda det faktisk er derfor vi har dem, og der nasjonen nekter å feire dem som faktisk dør i Norges navn. Ståle Ulriksen (2003) har levert den hittil beste forklaringen på hvordan dette kan ha seg. Som Leira finner han begynnelsen på en forklaring i den avgjørende fasen av norsk nasjonsbygging, på 1890-tallet da det vokste frem en forestilling om at norsk krigføring var knyttet til norsk territorium. For nordmenn har det å krige siden betydd å beskytte *landet* Norge. De som skulle beskytte territoriet, var folket. Det folket skulle beskytte territoriet mot, var Sverige. Bytter vi ut Sovjetunionen med Sverige, var det inntil for nylig så selvsagt at folkeforsvaret skulle beskytte norsk territorium mot en trussel østfra at det var vanskelig å vise hvor historisk spesifikk denne forståelsen av forsvar var. Det interessante for forandringen i norsk identitet siden begynnelsen av 1990-tallet er at Norge har gått til krig tre ganger (Balkan, Afghanistan, Irak), men uten at denne intense krigføringen har rokket ved forestillingen om at (andre) europeiske land er krigerske, mens Norge er fredelig. Det oppfattes til tross for et tiår med sammenhengende krigføring, fortsatt som eksepsjonelt at Norge er i krig, mens det at andre europeiske stater er i krig, oppfattes som naturlig. De er jo krigerstater.

- TS.06 : Le bond en avant : de l'Etat providence à la Commune providence⁹¹¹ .

Sur le plan national le gouvernement décida en 1971 de mettre en marche une réforme dans l'administration locale ce qui impliquait un transfert de tâches de l'administration centrale à des organes locaux avec en même temps une réorganisation de la politique et de la gestion des communes – 435 en nombre (plus tard réduit à 430) et des départements – 19 en nombre. Par la suite, l'application de cette politique fut appelée

⁹¹¹ Cf. : Hallé, E. : Mémoire de Master II, 2011, p 114-116

une « révolution communale », par laquelle l'Etat, par dévolution de certains de ses pouvoirs contribua à créer de véritables « Communes providence ».

Dans le secteur de la santé, suite à la loi sur les hôpitaux de 1969, on assista à une activité très intense de construction de nouveaux hôpitaux. Cette loi stipulait également la gratuité des soins. Le nombre d'employés dans les services de la santé a plus que doublé dans les années 1970 avec 8 salariés sur dix qui travaillaient dans des institutions. La construction d'hôpitaux a contribué fortement à élargir le marché du travail pour les femmes⁹¹² et en particulier augmenter le besoin de médecins, d'infirmières et infirmiers. La spécialisation et le niveau scientifique plus élevé des soins eurent pour effet de faire passer le nombre de groupes professionnels dans le secteur santé de 70 en 1970 à environ 100 en 1980⁹¹³.

Les hôpitaux devinrent les géants de la société de soins, les plus grands étant implantés dans les villes. Mais en plus, les maisons de santé, les bureaux d'aide sociale, les dispensaires, les cabinets médicaux, les services d'aide-ménagère, les bureaux de protection de l'enfance, ainsi que le nouveau service décentralisé pour les handicapés psychiques se sont installés dans les centres urbains et dans les campagnes.

En 1973, l'âge de la retraite fut ramené de 70 à 67 ans, le temps de travail hebdomadaire est passé de 42.5 à 40 heures et les employés de plus de 60 ans eurent droit à une semaine de vacances supplémentaire en 1976. En 1978, on met en place le versement d'une indemnité en cas de maladie dont le montant correspondait au revenu du travail.

La loi sur l'enseignement secondaire de 1974 prévoyait une seule entité scolaire qui conduirait l'élève jusqu'à l'examen du baccalauréat norvégien [eksamen artium] ou à une formation professionnelle. Le résultat entraîna la création de nouvelles universités à Trondheim et à Tromsø ainsi que des collèges sur un plan régional.

Dans les années 1970, la politique culturelle devint une composante de la tendance nouvelle d'un « être humain libre et accompli » [det frie, fullverdige mennesket]⁹¹⁴. Elle s'appuyait sur un concept qui intégrait, outre un haut niveau de connaissances, la formation intellectuelle de la jeunesse, la recherche d'un équilibre corporel par la pratique généralisée de l'athlétisme ainsi que le clivage entre la culture élitiste des milieux bourgeois et celle désignée populaire.

Pour les collèges d'enseignement secondaire, en 1968, dans la commune de Rødøy (dans la province et département de Nordland) alors que tous les élèves sortant de 11 écoles primaires étaient réunis l'année suivante en un seul collège et qu'il était donc nécessaire d'héberger la plupart d'entre eux, en 1975, la commune disposait d'un collège d'enseignement secondaire pour chacune des 11 écoles primaires.

Alors que le nombre de collèges d'enseignement secondaire dans tout le nord de la Norvège (comprenant les provinces et départements de Nordland, Troms et Finnmark) s'élevaient à 71 avec parfois trois classes par niveau d'âge en 1971, ils en comptaient 279 en 1991 avec une seule classe par niveau. Cette nouvelle politique contribuait en même temps à garder les jeunes dans leur campagne d'origine et à maintenir le tissu social⁹¹⁵.

En 1971, il n'y avait que 25 jardins d'enfants avec un total de 105 employés dans tout le nord de la Norvège, implantés principalement dans les villes. 20 ans plus tard on dénombrait 626 jardins d'enfants avec

⁹¹² *Aschehougs Norges Historie* [L'histoire de la Norvège par Aschehoug] ; vol 12, p 46

⁹¹³ *Aschehougs Norges Historie* [L'histoire de la Norvège par Aschehoug] ; vol 12, p 162

⁹¹⁴ *Aschehougs Norges Historie* [L'histoire de la Norvège par Aschehoug] ; vol 12, p 47

⁹¹⁵ *Aschehougs Norges Historie* [L'histoire de la Norvège par Aschehoug] ; vol 12, p 42

4240 employés, plus souvent installés à la campagne qu'à la ville. Dans les années 1970 de 30 à 34% des jeunes âgés de 19 ans fréquentaient toujours l'école, en 1991 la proportion est montée à 52%.⁹¹⁶.

Le nombre d'employés dans le secteur de la santé et des services sociaux passa de 74 000 en 1971 à 261 000 en 1991, presque tous non pas dans une administration de l'Etat central mais dans les départements et les communes.

-TS.07 : « *London regjeringa* » [Le gouvernement à Londres] page 437.

....det var ikkje berre irrasjonelle kjensler og fortids nag som lå bak norsk uro over den intense og tilsynelatande framgangsrike svenske diplomatiske aktiviteten i allierte stormaktshovudstader i 1942 og 1943. Den norske regjeringa hadde ingen grunn til å tru at svenskane under denne diplomatiske offensiven tala Norges sak. Og i kjernepunktet – Sveriges ønske om alliert forståing for sin ettergivande politikk overfor de tyske krav – var dei to grannelanda på kollinsjonskurs. Eit motsetningfylt forhold var derfor uunngåeleg, men vart nok ofte forverra av ein gjensidig mangel på forståing og respekt for motpartens stilling og synsmåtar, særleg på diplomatisk og politisk topplan. Den som derfor går til til arkiva på jakt etter norske antisvenske utsegner, er sikra eit rikt utbytte. Når svenske antinorske synsmåtar ikkje avspeglar seg i like stor grad, kan det ha mange årsaker. Ei av dei er den sterke sympati for Norge både i allierte land og i svensk opinion, som må ha gjort det lite opportunt å kome med for kritiske utsegner om Norge. Desto meir påfallande er det at så framstående svenske representanter som Marcus Wallenberg Jr (1899–1982)¹ og Erik Boheman (1895-1979)¹ overfor den britiske minister i Stockholm fann grunn til å karakterisere den norske regjeringa som ein marionett for britane. Karakteristikken vekte som ein kunne vente ingen gjenklang i Foreign Office, snarere tvert imot. Det er derfor nærliggjande å tru at når Wallenberg og Boheman i den grad kunne feilvurdere sitt publikum, var det fordi dei her avslørte ein fundamental føresetnad for svensk Norges-politikk, nemlig ei djuptliggande overtyding i leiande svenske krinsar om at den norske regjeringa i London langt på vei var ein formalitet, som skulle dekkje over at ute-Norge eigentleg var eit lydhyørt instrument for britisk utnytting av norske ressursar til den allierte krigføringa. Ei slik overtyding gir då også betre mening og samanheng til det markerte skilje der er, i alle fall til slutten av 1943, i svensk politikk andsynes på den eine sida det norske folket eller i vidaste tyding heime-fronten, som får sympati og støtte, og på den andre sida andsynes den norske regjeringa eller ute-fronten, som nærmast blir behandla som ein “quantité négligeable” – ein formell og kortliva konstruksjon som det ikkje var grunn til å ta særleg omsyn til. Ikkje minst kan dette forklare den elles nokså uforståelege svenske trenering av spørsmålet om gjensidig fullverdig diplomatisk representasjon.Ellers møtte den svenske regjeringa alle norske krav in denne saka med merknader om at den gjensidige diplomatiske representasjons formelle status ikkje gjorde noko frå eller til i praksis. Men i forholdet mellom statar kan status og formalitetar ofte vere uttrykk for viktige realitetar.

⁹¹⁶ *Aschehougs Norges Historie* [L'histoire de la Norvège par Aschehoug] ; vol 12, p 163-164

INDEX par Word

1

Première Guerre Mondiale, 14, 20, 27, 35, 77, 80, 81, 94, 96, 97, 102, 106, 124, 131, 135, 141, 146, 191, 194, 220, 221, 223, 224, 228, 242, 261, 266, 278, 331, 339, 340, 388, 390

A

Accord dit de juridiction, 126

Adenauer, K, 254

Adresse-Avisen, 265, 272

AELE, 11, 16, 277, 279, 280, 289, 294, 295, 296, 308, 310, 344, 355

Afghanista, 333

Alexandre III, 52, 372

Allemagne, 2, 27, 49, 70, 74, 77, 78, 80, 81, 84, 91, 92, 98, 100, 101, 106, 109, 119, 120, 122, 123, 125, 133, 135, 161, 190, 191, 192, 195, 222, 227, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 272, 273, 274, 277, 281, 286, 334, 344, 356, 358, 377, 378, 379, 385, 386, 387, 388, 389, 390

Allemagne nazie, 78, 106, 109

Allié neutre, 20, 81

Alphonse X, 52, 371

Andersen, A, 218

Andersen, R, 154, 155, 218

Andrå, J, 144, 145, 201, 393

Andreotti, G, 227, 228

Andvord, A, 127, 128, 144, 153, 155, 158, 183, 184, 341, 393, 395, 396

Angleterre, l', 28, 49, 52, 62, 63, 66, 74, 117, 120, 165, 266, 269, 271, 278, 281, 289, 371, 372, 378, 379, 380, 382, 383, 384, 389, 433, 434

Argentine, 112, 138, 174

Arkhangelsk, 81, 226

Aron, R, 2, 5, 6, 31, 147, 323, 350

Aspden, P, 345

Association norvégienne d'armateurs, 136, 138

Aucante, Y, 246, 351

Autriche, l', 62, 223, 280, 286, 294, 344, 378, 380, 433, 434

B

Bakken, T, 305

Balkans, 328, 332, 333

Barents, Mer de, 32, 49, 327

Bartlett, V, 161, 162, 352

Beck-Friis, J, 122

Belgique, 49, 68, 92, 101, 103, 112, 116, 151, 172, 174, 191, 210, 222, 228, 277, 281, 286, 343, 344, 388

Belt, 179

Bennum, E, 320, 321, 351, 352, 434

Berdal, M R, 260, 262, 263, 352

Berg Eriksen, T, 64, 323

Berg, P, 64, 145, 204, 323, 361, 363
Berge, A, 83
Berlin, 19, 32, 94, 111, 112, 134, 208, 223,
226, 227
Bevin, E, 152, 194, 195, 197, 198, 200,
205, 209, 216, 342
Bidault, G, 195
Bjøl, E, 263, 352
Bjørlo, S, 252, 253, 254, 255, 352
Bjørneboe, J, 132
Bjørnøya, 83, 127, 155, 157, 388, 393,
395, 396
Bjørnson, B, 2, 53, 385
Boheman, E, 121, 437
Bolivie, la, 67, 74
Bomann-Larsen, T, 110
Bondevik, K, 235, 236, 308
Bonn, 272
Borchgrevink, N, 256
Borten, P, 236, 298, 300, 302, 370, 424,
426
Boulganine, N, 253
Bourdieu, P, 3, 58, 352
Brandes, G, 134
Bratteli, T, 208, 209, 212, 303, 304, 305,
310, 312, 313, 315, 316, 317, 345, 370,
426, 433
Brejnev, L, 227
Brésil, 71, 112, 138, 175

Bretton Woods, 218
Briens, S, 135, 352
Brinchmann, 86
Brofoss, 238
Bryn, D, 141
Buenos Aires, 94, 174, 401
Bulgarie, 144, 225
Bull, J, 121, 320, 321, 435

C

Canada, 56, 160, 205, 208, 211, 245, 261,
269, 343, 349, 412
Cappelen, H, 142, 349, 356, 358, 370
Carl de Danemark, Prince, 78, 125
Carrément contre Rome, 254, 358
CECA, 11, 277, 289, 290, 292
CEE, 7, 11, 16, 223, 254, 259, 277, 282,
286, 290, 292, 293, 294, 295, 296, 298,
299, 300, 301, 302, 304, 305, 306, 307,
308, 311, 316, 317, 318, 322, 344, 358,
366, 416, 425
Chancellerie du Reich, 111
Chili, le, 74, 170, 172, 174
Christensen, O, 329, 353
Christian Ier, 59, 375
Christian III, 59, 376
Christian IV, 37, 357, 377, 378, 388
Christian V, 37, 379, 380
Christian X, 81, 186, 387

Christiania, 53, 79, 81, 82, 87, 96, 136,
332, 339, 378, 382, 383, 384, 386, 387,
388

Churchill, W, 27, 162, 194, 206, 225, 273,
342, 358

Claussøn Friis, P, 60

Cockburn, 56

Collier, L, 147, 192

comité 'Q', 128

Conseil Commercial, 158

Conseil du Roi danois, 53

Conseil du Roi norvégien, 53, 59, 339, 355

Conseil National, 110, 111, 122

Conseil Nordique, 129, 235, 236, 246, 301,
353

constructeur de passerelles, 15, 106, 129,
139, 148, 149, 150, 193, 196, 201, 326

Continent, le, 38, 51, 114, 115, 223, 279,
281, 282, 287, 292, 344, 345

Coup de Prague, 201, 202, 224

Couve de Murville, M, 292, 293, 421

Crise de Cuba, 223, 225, 226

D

Danemark, 7, 17, 29, 33, 38, 40, 45, 49,
50, 52, 53, 54, 55, 56, 59, 60, 61, 62, 63,
64, 68, 77, 79, 80, 81, 82, 84, 85, 86, 87,
90, 92, 101, 102, 107, 112, 116, 129,
130, 131, 133, 151, 159, 205, 207, 211,
214, 223, 235, 236, 237, 238, 240, 243,
245, 260, 261, 264, 270, 277, 278, 280,
286, 287, 292, 294, 296, 301, 307, 310,
311, 316, 319, 323, 334, 339, 340, 342,

343, 344, 353, 359, 360, 371, 372, 373,
374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381,
382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389,
390, 391, 433, 434

Danemark-Norvège, 59

Deakin, 181

degos ou dagos, 135

deux Royaumes, 59

Disraeli, B, 28

Dovre, Vieux de, 48, 144, 340, 352, 393

Dulles, J F, 254, 273

E

Ebbell, S B, 163, 172, 177, 184, 187, 398,
400, 405

Eden, A, 115

Edouard VII, 78

Egede-Nissen, 188

Eidsvoll, 39, 48, 248, 257, 383, 384

Eisenhower D, 226, 254, 260

Ekofisk, 138, 325

Elverum, 10, 73, 107, 108, 109, 111, 198,
209, 210, 218, 306, 348, 391

Elvevold, A, 234

Engan, E, 307

Enzensberger, H M, 5, 6, 44, 322, 340, 353

Eriksen, B, 107, 194, 199, 200, 202, 203,
219, 331, 353, 354, 361, 365

Erlander, T, 215

Espagne, l', 7, 14, 31, 34, 69, 77, 98, 99, 100, 135, 150, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 195, 341, 342, 352, 355

Etats-Unis d'Amérique, 16, 20, 25, 35, 72, 75, 106, 114, 118, 123, 129, 146, 148, 196, 221, 223, 224, 225, 247, 251, 259, 287, 333

EURATOM, 277, 289, 420

Europe, l', 5, 6, 11, 15, 16, 22, 25, 26, 27, 31, 32, 44, 45, 48, 51, 53, 54, 55, 58, 60, 62, 63, 64, 67, 73, 74, 80, 91, 92, 94, 95, 96, 98, 100, 110, 112, 129, 132, 133, 134, 135, 136, 138, 141, 147, 149, 161, 162, 163, 164, 189, 192, 194, 195, 196, 197, 198, 200, 205, 206, 209, 210, 216, 222, 223, 224, 225, 227, 228, 231, 232, 233, 237, 244, 245, 246, 247, 249, 252, 254, 261, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 271, 272, 273, 277, 278, 279, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 292, 293, 294, 296, 297, 298, 299, 301, 302, 304, 305, 308, 309, 311, 312, 313, 315, 321, 322, 324, 325, 326, 328, 331, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 352, 355, 357, 359, 360, 380

Evang, K, 141, 188, 213, 229, 230, 231, 232

Evensmo, S, 141, 142

F

Fangen, R, 193

Féroé, les Iles, 52, 114, 117, 123, 129, 371, 383, 390

Feyerabend, P, 20

Finlande, la, 29, 32, 49, 55, 62, 77, 79, 90, 92, 93, 105, 112, 119, 123, 125, 126, 129, 130, 131, 142, 143, 144, 155, 198, 201, 204, 205, 233, 343, 355, 367, 375, 380, 382, 388, 390, 433, 434

Finnmark, 32, 49, 50, 124, 125, 126, 127, 144, 145, 146, 148, 159, 231, 234, 319, 341, 369, 377, 383, 393, 397, 436

Fionie, 59, 389

Fostervol, K, 213

Fournier, V, 134

France, la, 9, 28, 47, 49, 52, 62, 63, 67, 68, 74, 80, 81, 91, 92, 98, 101, 113, 116, 151, 157, 164, 167, 188, 195, 197, 205, 210, 222, 226, 228, 249, 251, 268, 269, 271, 273, 274, 277, 279, 281, 284, 285, 286, 301, 337, 339, 342, 343, 344, 348, 371, 372, 379, 380, 381, 382, 384, 385, 386, 387, 388, 433, 434

Franco, Général, 15, 98, 99, 100, 161, 162, 163, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 173, 175, 176, 178, 179, 181, 184, 185, 188, 189, 341, 355, 398, 399, 401, 404

Frédéric II, 52, 371

Frédéric III, 61

Friis, J, 60, 177, 182, 183, 192, 211, 213, 216, 217, 247, 248, 354, 403, 404, 406, 407

Frydenlund, K, 243, 310

Fukuyama, F, 3, 5, 6, 43, 45, 246, 322, 323, 340, 354

Fulbright, J W, sénateur, 132

Fure, O B, 84, 88, 102, 361

Furubotn, P, 143

G

Gaarder, B, 304

Garborg, H, 83, 309

Gaulle, Charles de, 113, 226, 279, 301, 302, 311

Gedde-Dahl, S, 336

Gerhardsen, E, 100, 139, 140, 145, 154, 155, 156, 178, 181, 183, 184, 185, 186, 194, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 207, 208, 209, 212, 213, 219, 220, 225, 246, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 265, 266, 267, 321, 342, 343, 352, 354, 361, 370, 408, 410, 411

Gilje, N, 60, 361

Giral, 167, 168, 399

Gjelsvik, N, 88

Gorbatchev, 225, 227

Gorbatchev, M S, 225

Grande-Bretagne, 9, 20, 28, 35, 78, 100, 105, 113, 114, 119, 120, 122, 123, 142, 146, 148, 150, 152, 153, 157, 165, 195, 196, 197, 198, 205, 211, 223, 225, 228, 233, 251, 269, 273, 281, 282, 287, 288, 289, 290, 292, 294, 295, 296, 302, 308, 328, 342, 343, 348, 349, 350, 386, 387

Grande Guerre du Nord, 62, 380, 433

Grande-Bretagne, la, 78, 80, 91, 92, 101, 109, 112, 114, 123, 124, 147, 166, 192, 226, 245, 277, 279, 280, 286, 295, 296, 316, 344

Grèce, 113, 195, 225, 251, 252

Groenland, le, 50, 52, 79, 82, 83, 84, 114, 123, 129, 159, 160, 161, 243, 371, 383, 387, 388, 389

Guerre civile, 77, 98, 193

Guerre de Corée, 223, 224

Guerre de Trente, 62, 287, 377, 433

Guerre Froide, 15, 19, 124, 192, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 230, 233, 234, 260, 261, 262, 263, 264, 331, 352, 353, 361, 365

Gullestad, M, 333, 334, 354

Günther, C, 55

Gurney, 189

Gustav V, 81, 387

Gyldendal, 87

Gynt, Peer, 5

H

Håkon, 52, 53, 62, 78, 81, 108, 124, 147, 152, 192, 371, 372, 373, 378, 386, 391

Håkon V, 52, 53, 124, 372

Håkon VII, 78, 81, 108, 147, 152, 386, 391

Halden, 87, 379

Halvorsen, R, 218

Hambro, C J, 73, 74, 75, 77, 83, 85, 91, 92, 107, 108, 143, 147, 148, 150, 151, 152, 154, 155, 157, 158, 159, 163, 164, 173, 174, 175, 181, 182, 183, 190, 191, 192, 211, 248, 249, 250, 251, 252, 268, 299, 392, 393, 394, 396, 397, 401, 402, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 411, 425, 432

Hamsun, K, 87

Hansen, E, 336
Hansen, G, 47, 141, 228, 336, 355
Hansteens, K, 185
Harald, roi, 37, 111
Hauge, J C, 156, 202, 211, 212, 229, 244,
246, 247, 248, 249, 268, 270, 271, 343,
355, 359, 406, 407, 408, 411, 413
Haugen, 181
Heath, E, 315, 316
Hedeman, R, 204
Hedtoft, H, 215, 235
Hegna, T, 184, 185, 289, 290, 355, 420
Heiberg, 188
Helsinki, 129, 204, 227, 380
Henri III, 52, 66, 78, 371, 372
hinterland, 339, 340
Hitler, A, 98, 108, 111, 112, 125, 161, 174,
266, 358, 391, 411
Høeg, S, 134
Holberg, L, 134, 278
Hollande, la, 49, 62, 63, 68, 101, 103, 112,
113, 116, 151, 191, 210, 222, 228, 277,
278, 281, 286, 344, 376, 378, 379, 380,
387, 433, 434
Holst, J J, 259, 263, 356
Holt, K, 307
Hompland, A, 312, 323, 361
Hønsvald, N, 297, 298, 423, 424
Houm, P, 141

Hylland Eriksen, T, 331

I

Ibsen, H, 5, 6, 48, 340, 355, 357
Ihlen, N C, 82
Ile aux Ours, 83, 127, 144, 145, 153, 155,
158
Imsen, S, 38, 357
Ingvaldsen, B, 288, 293, 294, 295, 299,
419, 421, 422, 425
Inman, 149
Intégrité, Traité d', 80, 91, 101, 386
Irak, 225, 328, 332, 333, 435
Irlande, l', 52, 295, 316
Islande, l', 50, 52, 69, 70, 84, 114, 123,
129, 130, 131, 136, 153, 157, 205, 245,
260, 261, 264, 295, 327, 342, 343, 362,
371, 383, 387, 391

J

Jaklin, A, 226, 230, 234, 358
Jan Mayen, Ile, 84, 367, 389
Japon, 2, 26, 67, 71, 72, 163, 164, 261
Jarman, 179, 181
Jenssen, L C, 19, 20, 21, 358
Johansen, S, 160, 177, 181, 183, 403, 404
Johnson, L B, 226, 302
Jutland, 59, 63, 374, 379, 388, 389, 434

K

Kalmar, l'Union de, 62, 63, 236, 301, 373,
374, 376, 377, 433, 434

Kattegat, détroit, 32, 50, 119

Keilhau, W C, 77, 218, 358

Kennan, G, 222, 224

Keohane, R O, 262, 358

Khrouchtchev, N, 226

Kiel, Traité de, 53, 63, 339, 383, 434

Kildal, B, 157, 396

Kirkenes, 142, 145, 226, 393

Kjeldstadli, K, 89, 90, 351

Kjølen, 49, 50

Kjøes, 271, 295, 299, 413, 423, 425

Kjøes, A, 271

Knudsen, G, 89, 94, 175, 239, 402

Koht, H, 85, 96, 99, 100, 101, 105, 113, 142, 161, 241, 358, 370

Koht, P, 161

Konow, W, 94

Kråkerøy, 198, 201, 202, 203

Krishna, R, 25

Kroepelien, dr., 73, 432

Kuhn, T, 20, 359

L

Ecosse, 49, 52, 372, 375, 379

L'Etat unifié de Danemark, 59

La Flotte Rouge, périodique, 153

La Havane, 94

Lahlum, J M, 147, 394, 395

Lamb, Mlle, 149, 150

Lange, H, 47, 139, 148, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 164, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 173, 174, 175, 177, 178, 179, 180, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 192, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 211, 212, 213, 215, 216, 217, 219, 237, 238, 240, 244, 250, 251, 252, 253, 261, 264, 274, 275, 286, 288, 290, 292, 293, 300, 301, 341, 350, 351, 359, 370, 395, 396, 397, 398, 399, 402, 403, 404, 406, 409, 414, 418, 419, 420, 421, 425

Larssen, 195

Le Cap, 94

Leira, H, 331, 360, 435

les Royaumes du Roi, 59

l'Habitant de l'est, 10, 194, 198, 200, 203, 209, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 296, 303, 315, 319, 348

Libye, 333

Lie, H, 100

Lie, T, 47, 74, 75, 96, 100, 101, 113, 114, 115, 116, 117, 121, 123, 125, 126, 127, 138, 143, 144, 145, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 158, 163, 164, 165, 169, 170, 171, 174, 178, 179, 180, 183, 185, 198, 199, 208, 209, 219, 224, 341, 357, 359, 370, 392, 393, 394, 395, 398, 399, 401

Lien, M, 333

Ligue, Hanséatique, 52, 372, 374, 376, 433

Llopis, R, 178

Locarno, 92

Londres, 3, 14, 18, 32, 47, 55, 85, 94, 96,
108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115,
116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123,
125, 126, 127, 128, 142, 143, 147, 148,
151, 152, 154, 156, 157, 158, 167, 168,
178, 179, 183, 191, 192, 198, 209, 214,
215, 218, 230, 231, 238, 246, 250, 251,
260, 268, 272, 275, 302, 339, 348, 352,
354, 359, 362, 363, 379, 384, 391, 392,
437

Louis IX, 52, 371

Løvland, J, 66, 80, 157, 396

Lundestad, G, 260, 354, 360

Luxembourg, 68, 101, 103, 210, 222, 277,
281, 286, 288, 343, 344, 419

Lyng, J, 139, 297, 298, 299, 300, 370, 424,
425

M

MacDonald, 56

Macmillan, H, 226, 296, 344

MacMillan, H, 254

Madrid, 94, 98, 100, 177, 179, 186, 187,
401, 402, 405

Madsen, A, 75, 163, 164, 165, 393, 398

Magnus VI, 37, 78, 357, 372

Marshall, G, 15, 132, 141, 188, 189, 192,
195, 196, 198, 224, 225, 237, 247, 342

Marstrande, F K, 83

Maud, princesse, 78, 110

Maudling, R, 283, 284, 285, 289, 303, 416,
420, 426

McNeil, H, 179, 188

Melbourne, 94

Melhuus, M, 333

Mendès-France, 273

Michelsen, C, 136, 239

Midgley, M, 345

Mission norvégienne Israël, 138

Mission norvégienne Santal, 138

Mjøen, H, 304

Moe, F, 178, 179, 247, 250, 251, 252, 268,
271, 280, 281, 284, 285, 286, 289, 290,
291, 292, 293, 294, 295, 297, 298, 300,
360, 408, 409, 411, 414, 420, 421, 423

Moland, A, 228, 363

Molotov, 127, 128, 143, 153, 154, 155,
158, 160, 161, 195, 341, 393, 395, 397

Monroe, J, 7, 26, 27

Montesquieu, 278

Morgenstierne, W, 154, 155, 431

Moscou, 32, 127, 128, 155, 158, 161, 183,
204, 217, 224, 225, 260, 272, 341, 359

Moseid, G E, 270, 271, 413

Mowinckel, J L, 66, 68, 73, 74, 83, 91, 92,
96, 105, 427

Muller, S, 333

Mussolini, 98

N

Napoléon, 62, 63, 382, 383, 433, 434

Narvik, 106, 126, 144, 385

National Security Council, 264

Nations Unies, 7, 34, 35, 56, 106, 115, 138, 139, 142, 152, 153, 157, 159, 163, 169, 171, 172, 174, 175, 176, 177, 178, 180, 185, 187, 193, 196, 201, 202, 208, 216, 217, 224, 341, 358

Natvig-Pedersen, 185

Nedreaas, T, 141

Negrin, J, 161, 162, 167

Neumann, I, 278, 279, 329, 330, 331, 360

Nidaros, 87

Nielsen, S, 247, 249, 270, 271, 359, 406, 413

Nilsen, H. J, 9, 183

Nobel, A, 325, 331, 332, 333, 334, 385

Nordahl, 85, 181, 199, 208, 209, 219, 282, 283, 416

Nordahl, K, 282

Nordal, K, 145

Nortraship, 109

Norvège, 2, 4, 5, 7, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 25, 28, 29, 31, 32, 34, 35, 37, 38, 40, 41, 44, 45, 46, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 201, 202, 204, 205, 207, 208, 209, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 270, 271, 274, 275, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 285, 286, 287, 290, 291, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 433, 434, 436, 437

Novembre, *Traité de*, 80

Novgorod, 52, 371

Nuti, L, 227

Nygaardsvold, J, 56, 128

Nygaardsvoll, J, 89, 93, 370

O

odel, droit, 7, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 46, 323, 340

Offroy, R, 56

Oftedal, C, 185, 309

Oksvik, O, 180, 207, 213

Olav, prince héritier, 5, 6, 19, 20, 25, 26, 31, 34, 35, 48, 55, 57, 61, 64, 65, 99, 106, 111, 113, 116, 117, 140, 149, 152, 180, 194, 195, 207, 219, 220, 221, 227, 228, 229, 230, 233, 238, 242, 309, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 337, 345, 356

Oldenbourg, 59, 339, 374

Oldenbourgs, dynastie, 53

Oldenbruck, 181

Olsen, T F, 170, 171

Orcaades, nes, 52, 512, 515

Ording, A, 47, 55, 56, 96, 106, 117, 118, 127, 128, 129, 143, 148, 149, 150, 153, 154, 155, 156, 158, 160, 161, 163, 164, 165, 166, 167, 169, 170, 175, 176, 178, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 194, 195, 196, 197, 198, 201, 203, 204, 205, 206, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 361, 362, 393

Ording, Aake, 149

Orme Sargent, Sir, 117

Orsenna, E, 337

Oslo, 1, 2, 5, 6, 10, 17, 19, 22, 23, 32, 34, 35, 38, 47, 49, 50, 51, 53, 60, 64, 68, 73, 77, 84, 87, 96, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 115, 122, 134, 140, 142, 143, 144, 146, 147, 149, 152, 153, 154, 157, 158, 163, 165, 171, 173, 177, 178, 179, 185, 186, 187, 192, 194, 198, 199, 200, 206, 207, 210, 213, 214, 215, 217, 218, 219, 231, 233, 234, 243, 245, 250, 252, 254, 255, 256, 260, 263, 280, 296, 301, 312, 315, 318, 319, 320, 321, 325, 331, 332, 334, 339, 341, 343, 347, 348,

349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 369, 378, 382, 383, 388, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 408, 409, 410, 411, 414, 415, 416, 417, 418, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 433, 434

O

Ottawa, 32, 109

Oxenstierna, 287, 374, 375

P

Pacte atlantique, 5, 7, 15, 22, 35, 140, 192, 194, 205, 209, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 228, 244, 247, 248, 250, 251, 252, 258, 265, 267, 268, 269, 270, 274, 275, 295, 321, 323, 330, 333, 342, 343, 356, 358

Pape, le, 52

Paraguay, le, 67

Paris, 8, 9, 10, 32, 68, 79, 82, 94, 134, 135, 151, 153, 154, 155, 167, 168, 192, 195, 214, 225, 226, 232, 248, 252, 253, 254, 255, 272, 283, 284, 285, 343, 349, 350, 351, 352, 355, 357, 358, 372, 384, 388, 389, 394, 398, 399, 406, 407, 416, 417, 428

Pays-Bas, 100, 343

Peer Gynt, 5, 6, 48, 340, 355, 357

Pelt, A, 56

Perth, accord de, 63, 372, 374, 434

Petersen, E, 277, 286, 295, 297, 298, 299, 353, 418, 423, 424, 425

Petsamo, 126, 142

Philippe IV, 52, 372

pleins pouvoirs d'Elverum, 108, 111

Pologne, la, 62, 71, 92, 106, 112, 113, 143, 225, 377, 378, 379, 380, 388, 433

Pompidou, G, 315

Pontoppidan, E, 134

Portugal, 69, 73, 178, 189, 223, 277, 280, 286, 343, 344, 429

Potsdam, 152, 162

Powers, G, 11, 20, 26, 77, 226, 232, 262, 263, 358

Prebensen, P P, 154, 155, 179, 183

Prieto, I, 161, 162, 189

Prusse, la, 62, 378, 380, 381, 382, 385, 433, 434

Prytz, B, 121

Q

Quisling, V, 102, 107, 108, 151, 174, 193, 231, 391, 394, 401

Qvam, E, 311

R

Raben-Levetzau, 78

Ræstad, A, 96, 143, 393

Rasmussen, T, 60, 361

Rassemblement national, 102, 231

Raufoss, 67, 73, 74, 427, 428, 432

Reagan, R, 227

Rian, Ø, 39, 54, 59, 351, 361, 362

Riste, O, 5, 6, 19, 20, 21, 25, 26, 31, 34, 35, 48, 55, 57, 61, 64, 65, 77, 106, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 123, 140, 149, 194, 219, 220, 221, 227, 228, 229, 230, 233, 238, 239, 242, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 337, 340, 345, 356, 362, 363

Rivera, M P de, 98

roi Olav Haraldsson, 65

Røise, G, 178, 183

Røiseland, B, 283, 295, 302, 423

Rommel, E, 161

Roosevelt, F, 27, 117, 118, 125, 126

Roumani, 144

Roumanie, 225

Russe, 157

Russie, la, 32, 61, 62, 63, 64, 80, 82, 91, 101, 125, 145, 154, 156, 157, 158, 201, 226, 252, 278, 327, 332, 340, 367, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 386, 387, 433, 434

S

Saint Olav, 19, 65

Salisbury, Marquis de, 28

Sandnesmo, R, 308

Sandnesmo, S, 308

Sanness, J, 26, 167, 215, 218

Sarre, la, 67

Sars, E, 44, 322, 340, 363

SAS, 11, 130, 235, 236, 358

Saxe, la, 62, 380, 433

Schive, J, 55

Schleswig-Holstein, 54, 380, 385

Schøning, G, 278, 279

Schrader-Klebert, K, 304

Seland, K, 304

Sjælland, 59, 389

Skagerrak, détroit, 32, 49, 50, 119

Skaug, A, 225, 255, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 289, 290, 415, 416, 417, 418, 420

Skodvin, M, 35

Slingsby, W C, 134, 364

Société des Nations, 7, 11, 14, 27, 34, 55, 67, 77, 84, 90, 91, 92, 95, 100, 101, 102, 103, 115, 388, 389

Société norvégienne de missions, 138

Soustelle, J, 279

Spitzberg, 79, 82, 83, 157, 388

Staline, J, 162, 172, 174, 201, 202, 224

Stampe, H, 39

Stavern, 87

Steen, S, 203, 362

Steinnes, A, 86

Stockholm, 10, 53, 94, 109, 111, 121, 122, 135, 151, 187, 198, 199, 207, 209, 242, 339, 356, 365, 374, 375, 376, 383, 387, 390, 394, 405, 428, 437

Stokke, O, 336, 365

Storting, 5, 6, 10, 17, 23, 39, 40, 46, 47, 66, 69, 71, 73, 74, 78, 82, 83, 84, 85, 92, 93, 94, 96, 105, 106, 107, 108, 110, 111, 112, 134, 138, 140, 144, 148, 150, 152, 154, 158, 159, 160, 161, 163, 164, 165, 167, 171, 172, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 183, 184, 185, 186, 187, 193, 197, 200, 204, 205, 206, 207, 211, 217, 218, 219, 220, 230, 236, 240, 242, 248, 249, 250, 252, 253, 280, 283, 286, 290, 294, 295, 296, 299, 300, 301, 302, 304, 310, 312, 316, 317, 332, 335, 339, 342, 347, 383, 386, 387, 388, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 408, 409, 410, 411, 414, 415, 416, 417, 418, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 433

Stugu, O S, 58

Suède, la, 7, 14, 17, 29, 32, 33, 40, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 61, 62, 63, 64, 66, 67, 68, 69, 72, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 85, 90, 92, 93, 94, 95, 101, 102, 105, 109, 111, 112, 116, 117, 119, 120, 121, 122, 123, 126, 129, 130, 131, 134, 136, 143, 144, 147, 151, 174, 181, 207, 208, 209, 211, 212, 213, 223, 230, 235, 236, 237, 238, 242, 243, 246, 260, 277, 278, 280, 286, 287, 293, 294, 311, 331, 332, 339, 340, 343, 344, 365, 367, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 433

Suisse, 100, 223, 280, 286, 294, 344

Sundt, 186, 274

Suñer, S, 161

Svalbard, 7, 15, 83, 113, 117, 126, 127, 128, 143, 144, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 177, 190,

- 204, 205, 328, 341, 367, 388, 393, 395, 396, 397, 402
- Sverdrup, J, 107, 119, 169, 193, 207, 208, 248, 249, 250, 361, 407, 408
- Sverdrup, Mimi, 248
- Swift, J, 134
- Szczecin (Stettin), 94
- T
- Tamnes, R, 260, 356, 361, 365
- Taussig, 56
- Tchécoslovaquie, 92, 112, 143, 201, 202, 203, 224, 225, 226, 388
- Telemark, 50, 60, 134, 319, 369
- Terboven, J, 112, 391
- Thorne, général, 152, 153, 395
- Tjønneland, E, 323
- Torata, V I, 187, 341
- Torp, O, 238, 249, 370, 408
- Traité de Paris, 79
- Traité de Rome, 222, 254, 277, 281, 283, 286, 291, 292, 301, 307, 358
- Tranmæl, M, 117, 199, 208, 209, 212, 219
- Tribunal International, 84, 389
- Troisième Reich, 107, 111, 143, 364
- troll, 48, 270, 309, 413
- Troll de Dovre, 340
- Tromsø, 108, 121, 144, 320, 436
- Trønder-Avisa*, 265, 272, 273, 296, 308, 310, 311, 312
- Truman, H, 162, 194, 195, 205, 215, 224, 342
- Turquie, 195, 225, 251, 252
- U
- Ulriksen, S, 331, 435
- Undén, Ö, 207
- Union Soviétique, 82, 83, 84, 92, 93, 105, 106, 113, 124, 126, 127, 131, 138, 142, 143, 144, 145, 146, 148, 149, 152, 153, 159, 160, 194, 196, 198, 210, 214, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 233, 234, 235, 244, 245, 246, 252, 255, 262, 264, 272, 273, 287, 328, 341, 353
- Utheim, T, 115, 211, 247, 248, 249, 265, 267, 271, 407, 413
- V
- Vadsø, 144, 145, 393
- Varanger*, 144, 145
- Vardø, 124, 144, 145, 393
- Vårvik, D, 306, 370
- Vatnaland, L E, 295, 423
- Verne, J, 134, 366
- Versailles, Traité de, 82, 388
- Vychinski, A, 154
- W
- Wallace, 117, 118
- Wallenberg, M, 120, 121, 437
- Washington, 32

Washington, G, 25, 26, 27, 32, 43, 56, 94,
125, 154, 160, 188, 205, 209, 212, 214,
215, 219, 251, 254, 268, 269, 326, 343,
358, 397, 409, 411, 412

Wedel Jarlsberg, F, 82

Wergeland, N, 32, 330

Wikborg, E, 286, 287, 288, 292, 293, 294,
295, 370, 418, 419, 421, 422, 423

Wilson, Woodrow, 27, 302, 426

Winant, 117

Winchells, W, 179

Wold, T, 152, 154, 155, 156, 159, 168,
171, 173, 176, 177, 179, 181, 182, 183,
184, 185, 190, 191, 192, 402, 404, 405,
406

Wollebæk, J W, 121

Worm-Müller, J S, 115

Y

Yougoslavie, 66, 67, 113, 225

INDEX par voie manuelle

Ø

Øksnevad, 115

Ørvik, 257, 259, 362, 366

Østby, 304

Østby-Deglum, 307

Østlendingen, 10, 16, 194, 198, 200, 203, 204, 209, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218,
219, 296, 303, 315, 319, 348

Øverland, A, 209, 210

Øverby, 307

Å

Åsen, 19, 81, 240, 384

åsete, droit, 37, 39, 40, 41

La Norvège et l'isolationnisme, 1940-1972.

Résumé en français

Titre de notre thèse : « La Norvège et l'isolationnisme, 1940-1972 ». Nous avons d'abord entrepris de tracer un tableau de la Norvège en nous reportant à des ouvrages d'auteurs tels Raymond Aron (1905-1983) et son « Guerre et paix entre nations », de Francis Fukuyama (1952-) avec son étude « The Origins of Political Order » [Les origines de l'ordre politique], de Hans Magnus Enzensberger (1929-), auteur de « Norsk utakt » [La Norvège qui marche à contretemps], d'Henrik Ibsen (1828-1906) et son « Peer Gynt », et de nombreux écrits d'Olav Riste (1933-) et d'autres auteurs.

A la fin de cette première partie notre analyse a permis d'identifier l'isolationnisme traditionnel et défensif des Norvégiens que nous désignons comme étant du premier degré, puis une seconde forme d'isolationnisme appelé organique et du second degré, car intériorisé et ainsi occulté.

Nos sources principales ont été les Comptes rendus de réunions du Comité des Affaires étrangères et de la Constitution au Storting (Parlement) à Oslo.

La deuxième partie de cette thèse traite la période de 1940 à 1949 qui se termine par l'adhésion de la Norvège au Pacte atlantique et l'OTAN en 1949, car le pays n'avait tout simplement pas d'autre choix. En troisième partie nous suivons la Norvège dans une phase d'internationalisation profonde de 1950 à 1972 où le pays adhère, de nouveau sous la contrainte, d'abord à l'Association européenne de libre échange puis cherche à se joindre à la Communauté économique européenne. L'échec au référendum sur l'Europe en 1972 est à imputer en très grande partie à son isolationnisme que nous qualifions d'*extraordinaire*.

Mots-clés : Isolement ; isolationnisme ; dynamique ; statique ; Affaires étrangères ; Pacte atlantique ; l'OTAN ; individualisme ; le droit odal ; isolationnisme du premier degré ; isolationnisme du second degré ; confinement ; insularité ; crainte instinctive ; être entre nous ; se cantonner.

Norway and isolationism, 1940-1972.

Summary in English

Title of our thesis: 'Norway and isolationism, 1940-1972'. We start by building up a portrait of Norway by referring to works by authors such as Raymond Aron (1905-1983) and his «War and peace between nations» [Guerre et paix entre nations], Francis Fukuyama (1952-) with his study of « The Origins of Political Order », Hans Magnus Enzensberger(1929-), author of « Out-of-step Norway » [Norsk utakt], Henrik Ibsen and his « Peer Gynt» as well as numerous writings by Olav Riste (1933-) and other contributors.

At the end of this first part our analysis has uncovered the traditional and defensive isolationism of the Norwegians which we qualify as being of the first degree, then a second degree isolationism, organic in character, since it is interiorised and hence hidden.

Our main sources are accounts of meetings of the "Committee for Foreign affairs and of the Constitution" at the Storting (Parliament) in Oslo.

The second part of this thesis deals with the period from 1940 to 1949 where Norway joined the Atlantic pact and NATO in 1949, quite simply because the country had no other choice. In the third part we look at Norway during her period of opening up to the international community from 1950 to 1972 where the country joins, again because she was forced to, first the European Free Trade area (EFTA), then is a candidate for membership of the European Economic Community (EEC). The loss at the referendum on Europe in 1972 is mostly due to her isolationism that we in the end shall qualify as being *extraordinary*.

Keywords : Isolation; isolationism; dynamic; static; Foreign affairs; Constitution; Atlantic pact; NATO; Individualism; the "odal" land law; first grade isolationism; second grade isolationism; confinement; insularity; instinctive fear; be amongst ourselves.

UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

ÉCOLE DOCTORALE IV

Lettres et civilisations.

Ecole doctorale IV, Université Paris-Sorbonne, Centre Malesherbes, 108 boulevard Malesherbes, 75017 Paris.

DISCIPLINE : Etudes germaniques et nordiques